APPROBATION : 13 juin 2019

MODIFICATION :



Plan Local d'Urbanisme

2 Rapport de présentation et rapport d'évaluation environnementale

Sommaire général

Chapitre 1 :
Introduction ; diagnostic démographique et socio-économique ;
Diagnostic urbain **5**
Diagnostic Etat initial de l'environnement **105**

Chapitre 2 :
Perspectives et enjeux d'évolution **215**

Chapitre 3 :
Les orientations d'urbanisme et d'aménagement
et les dispositions du PLU **241**

Chapitre 4 :
Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU
sur l'environnement et mesures d'évitement,
de réduction et de compensation envisagées **323**

Chapitre 5 :
Evaluation et suivi des résultats de l'application
du PLU **513**

Chapitre 6 :
Résumé non technique de l'évaluation environnementale **523**

Chapitre 1 : Introduction ; Diagnostic démographique et socio-économique ; Diagnostic urbain

Sommaire

Chapitre 1 : Introduction ; Diagnostic démographique et socio-économique ; Diagnostic urbain 5

Sommaire 7

Introduction 9
L'historique du POS au PLU 9
La concertation préalable 10
L'évaluation environnementale 11

I Diagnostic : évolution et tendances actuelles 13

1- La commune et son territoire de vie 15
1-1- Situation de la commune dans son territoire 15
1-2- Repères historiques 15
1-3- Repères archéologiques 16
1-4- Territoire institutionnel et intercommunalité 16
1-5- Démarches engagées sur le territoire 20

2- Le contexte socio-économique et démographique 24
2-1- L'évolution de la population 24
2-2- L'emploi et l'activité économique 31
2-2-1- Caractéristiques de la population active 31
2-2-2- L'emploi et les catégories socio-professionnelles 32
2-2-3- Les secteurs d'activités 36
2-2-4- L'activité agricole 37
2-3- Les migrations domicile-travail 44
2-4- Le logement et les équilibres sociaux 45

3- Le diagnostic urbain 51
3-1- La structure du territoire 51
3-2- Le paysage 53
3-2-1- Le paysage naturel 53
3-2-2- Le paysage urbain 56
3-2-2-1- Les noyaux urbains constitués 56
3-2-2-2- Les vallées industrielles 57
3-2-2-3- Une « ceinture verte » autour du centre ancien 57
3-2-2-4- Les extensions du centre 58
3-2-2-5- Les entrées de villes : des espaces peu qualifiés et banalisés 58
3-3- Le patrimoine 61
3-3-1- Les grandes composantes du patrimoine architectural et paysager 61
3-3-2- Le petit patrimoine 71
3-4- Les espaces économiques 73
3-5- L'organisation de l'habitat 79
3-5-1- Les noyaux urbains constitués 79
3-5-2- Les secteurs d'extension 82

3-5-3- Les secteurs périurbains 84
3-6- Les déplacements et les transports 84
3-6-1- Réseau viaire : un réseau en étoile peu structuré et peu lisible 85
3-6-2- Un réseau de chemins ruraux 87
3-6-3- Le stationnement : une difficulté dans le centre-ville 88
3-6-4- Les transports en commun : une couverture géographique limitée 92
3-6-5- Des modes doux contraints par la topographie 96
3-7- Les équipements, les services et l'appareil commercial 100

Introduction

L'historique du POS au PLU

Commune soumise à la loi Montagne, Annonay est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 17 décembre 1992. Celui-ci a fait l'objet de différentes modifications :

- modification n°1 du POS approuvée le 2 juin 1995
- modification n°2 du POS approuvée le 22/02/1996
- modification n°3 du POS approuvée le 18/07/1996
- modification n°4 du POS approuvée le 31/05/2000
- modification n°5 du POS approuvée le 31/05/2006
- modification n°6 du POS approuvée le 19/03/ 2012
- modifications n°7 et 8 du POS approuvées le 22/09/2014.

La commune a exprimé son souhait d'engager la révision de son POS en PLU notamment en vue d'intégrer les évolutions législatives et notamment la loi ENE (Engagement National pour l'Environnement) du 12 juillet 2010 et la loi ALUR (loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 ainsi que les politiques territoriales.

Par délibération en date du 10 novembre 2014, le conseil municipal a décidé la mise en révision du POS et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU), au sens de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 (SRU), modifiée. Les objectifs poursuivis sont exposés dans le chapitre III du présent rapport.

Les objectifs de l'élaboration du PLU exprimés dans cette délibération sont les suivants :

« . ACCOMPAGNER les projets de renouvellement urbain qui ont été identifiés et définir d'autres secteurs nécessitant la mise en place d'orientations d'aménagement.

Les quartiers anciens et du bas de la ville, les secteurs des hameaux (Boucieu, Châtinais), les berges de Cance et les anciens sites industriels (Faya, Fontanes) devront faire l'objet d'une attention particulière.

. CONFORTER les politiques déjà mises en place, et notamment le programme de rénovation des quartiers anciens dégradés en cœur de ville, les travaux engagés dans le cadre de la politique de la ville, le nouveau programme du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC).

. CONTRIBUER à l'amélioration de l'attractivité résidentielle de la ville, en maintenant ou renforçant une offre en logement qui réponde à chaque étape des parcours résidentiels.

Les besoins pré-identifiés sont notamment le développement d'une offre locative neuve de qualité en collectif, et une typologie de logements type maison de ville, proches des commerces et services, intéressant notamment les jeunes ménages.

. RETROUVER une plus grande mixité sociale et générationnelle, notamment dans certains quartiers et en particulier le centre ancien.

. CONTRIBUER à préserver le patrimoine urbain et paysager de la ville, en cohérence avec l'aire de valorisation du patrimoine en cours d'élaboration, mais tout en permettant des mutations de la ville vers davantage d'attractivité.

. ENGAGER une réflexion concernant la place de la nature et de la biodiversité en ville et la place de l'eau, en prenant en considération la particularité de la ville traversée par deux rivières. »

La commune a engagé l'élaboration d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). La révision du POS en PLU a été conduite en prenant compte cette démarche.

Par ailleurs, le territoire comporte plusieurs opérations de ZAC (zones d'aménagement concerté) dont le règlement (Plan d'Aménagement de Zone) se substitue généralement au POS. Les règles applicables à ces ZAC ont été intégrées dans le règlement du PLU.

La concertation préalable

Une concertation s'est tenue de manière continue durant toute la démarche de révision. La commune a tenu à associer l'ensemble de la population, notamment par l'intermédiaire de réunions publiques ou par la publication d'articles à destination des personnes qui ne pouvaient ou ne souhaitaient se déplacer.

Ainsi, les modalités initialement prévues par le conseil municipal ont été mises en œuvre tout au long de la procédure (affichage, parution d'articles, permanences, expositions, courrier, ...).

D'autres moyens ont également été mis en place, telles que les ballades urbaines, ateliers participatifs et tables rondes afin de renforcer la diffusion de ces informations et pouvoir alimenter le projet de territoire et sa déclinaison réglementaire.

Chacun de ces outils s'est avéré opérant puisqu'ils ont tous permis, chacun à leur manière, d'informer, de débattre ou de collaborer par la prise en compte des avis de la population pour mettre en forme un projet partagé.

Globalement, il ressort une assez forte participation de l'ensemble de la population, plus particulièrement au niveau des réunions publiques qui ont été organisées.

L'évaluation environnementale

Par décision de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 24 janvier 2017, la procédure de révision du PLU d'Annonay a été soumise à évaluation environnementale.

NB

Les études de la révision du PLU ont débuté en 2015. Depuis 2015, la dénomination et le périmètre de l'EPCI d'appartenance de la commune d'Annonay ont évolué.
Lorsqu'il est fait référence à cet EPCI, le rapport de présentation fait donc successivement mention de :

- *La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Annonay (CABA)*
- *Annonay Agglo*
- *Annonay Rhône Agglo.*

I Diagnostic : évolution et tendances actuelles

1- La commune et son territoire de vie

1-1- Situation de la commune dans son territoire

La commune d'Annonay est située en région Rhône-Alpes au nord du département de l'Ardèche. Au sud de Lyon et à distance équivalente de Saint-Etienne et Valence et à proximité de Vienne, la ville d'Annonay s'inscrit au centre de 4 villes principales, dans le réseau des villes et métropoles de la région Rhône-Alpes. Sur les hauteurs entre le massif central et la vallée du Rhône, légèrement en retrait, la commune s'inscrit toutefois dans la dynamique de la vallée du Rhône, de la RN 7 à l'autoroute du soleil.

D'une superficie d'environ 21,2 km^2 pour une population de 15 983 habitants en 2012, Annonay est la commune la plus peuplée d'Ardèche. Elle fait partie de la Communauté d'Agglomération du bassin d'Annonay qui regroupe 16 communes. Elle a également intégré le périmètre du SCoT des Rives du Rhône depuis mars 2013.

1-2- Repères historiques

Le premier écrit citant Annonay daterait de l'an 403, qualifiant la ville de bourgade. Au XIII^e et début XIV^e siècle, la petite ville d'Annonay est une étape importante sur la route du pèlerinage vers la Vierge du Puy-en-Velay, en témoigne la construction d'hôtels pour pèlerins, de 5 monastères et de 2 prieurés. En 1487, la ville compte environ 2 000 habitants.

Au XI^e siècle, Annonay devient un carrefour commercial exportant son vin et assurant la liaison entre la vallée du Rhône et la montagne. La tannerie se développe rapidement en exploitant les eaux de la Deûme qui traverse la ville.

En 1562, surviennent les guerres de religion. Annonay, ville riche et fortifiée est un enjeu important dans cette guerre civile. Avec la signature de l'édit de Nantes, la ville retrouve la prospérité. À la fin du XVI^e siècle, une trentaine de tanneries sont installées sur les berges de la Deûme et de la Cance, attirées par la qualité de leurs eaux et la prospérité des élevages environnants.

En 1693, ce sont les débuts de l'industrie papetière. Les frères Montgolfier, papetiers, s'installent à Annonay en 1762. En 1782, les fils Montgolfier, Joseph et Etienne, inventent le premier ballon qui permet à l'homme d'accomplir ses débuts dans les airs. Annonay se développe grâce au commerce, en 1787, on dénombre environ 130 commerçants pour environ 7 000 habitants.

Après soixante-dix ans d'expansion, la fin du XIX^e siècle connaît le début du déclin des industries du cuir et de la tannerie, les modes changent, la concurrence est grande.

Au XX^e siècle, les industries mécaniques se développent, avec notamment les machines destinées à la tannerie et surtout la fabrication d'autocars. La ville connaît aujourd'hui des mutations, tant dans le domaine économique que dans le domaine de l'habitat et des équilibres sociaux.

1-3- Repères archéologiques

Au titre de la loi sur l'archéologie préventive, deux zones archéologiques de saisine sont définies par arrêté du 13 juillet 2004. Elles sont déterminées en fonction de la présence d'éléments du patrimoine archéologique.

La ville d'Annonay a livré des vestiges antiques diffus. Les deux zones sont les suivantes :

- Le secteur à la confluence de la Cance et de la Deûme, en limite de plusieurs régions naturelles et à proximité de limites territoriales antiques fortes, où il est probable qu'une ou plusieurs exploitations agricoles antiques aient occupé

- Le quartier de Marenton aux confins de la commune qui a livré de nombreux points de vestiges antiques indiquant la position d'un établissement gallo-romain des deux premiers siècles de notre ère. Il semble que ce plateau ait été occupé et exploité durant l'antiquité par un réseau serré de fermes.

1-4- Territoire institutionnel et intercommunalité

Chef-lieu du Canton d'Annonay, la commune fait initialement partie de la Communauté de Communes du Bassin d'Annonay devenue depuis le 1er janvier 2014 **Communauté d'Agglomération du bassin d'Annonay** (Annonay Agglomération). L'Agglomération du bassin d'Annonay compte alors 36 582 habitants pour une superficie de 212 km^2.

Elle regroupe 16 communes du nord Ardèche, unies afin de répondre efficacement à leurs besoins en termes d'infrastructures et d'équipements. Elle construit son projet autour de cinq missions principales :
- Le développement économique,
- La dynamisation du commerce et de l'artisanat,
- L'environnement,
- La promotion du tourisme,
- L'aménagement du territoire.

Le 1er janvier 2017, la communauté d'agglomération devient *Annonay Rhône Agglo* et s'étend aux 29 communes du Nord de l'Ardèche : elle est formée par fusion de la communauté d'agglomération du Bassin d'Annonay et de la communauté de communes Vivarhône avec ajout des communes d'Ardoix et Quintenas (issues de la communauté de communes du Val d'Ay).

NB : le diagnostic de territoire exposé dans le présent rapport de présentation a été élaboré en 2015, lorsque le périmètre de l'EPCI portait sur 16 communes. Il est donc fait référence à la communauté d'agglomération du bassin d'Annonay dans les pages suivantes.

La commune d'Annonay fait partie du **Syndicat mixte Pays Ardèche Verte,** créé en 2004. Il porte des missions de développement au service du projet de territoire et répond, pour le compte du territoire, à des appels à projet européens et nationaux (Pôle d'Excellence Rurale, Charte Forestière de Territoire...).
Situé au Nord du département de l'Ardèche, l'Ardèche verte s'étend sur 918 km^2 depuis les bords du Rhône jusqu'aux contreforts du Massif Central à 1388 mètres d'altitude. L'Ardèche verte compte 78 644 habitants (INSEE 2011).
Trois enjeux majeurs ont été définis pour le territoire :
- créer du lien d'une population à l'autre
- œuvrer pour un territoire attractif, accueillant et dynamique
- gérer et valoriser durablement les ressources

Par ailleurs, la commune a rejoint le Syndicat mixte du SCoT des Rives du Rhône en mars 2013.

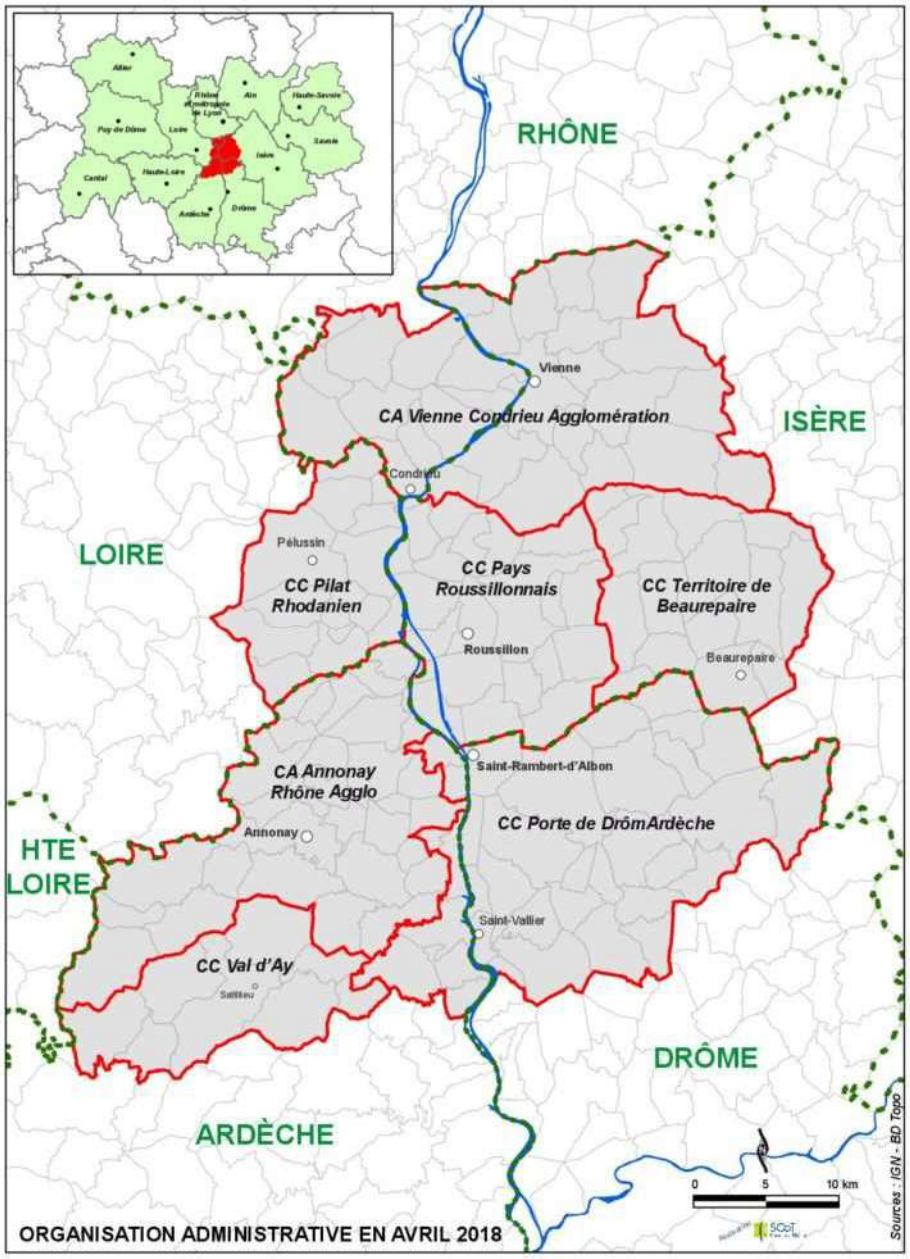
Ce Scot couvre 5 départements (l'Isère, le Rhône, la Loire, la Drôme, l'Ardèche).

Au 1er janvier 2018, le périmètre du Syndicat mixte comprend 153 communes, réparties en 7 intercommunalités et regroupe 272 814 habitants. La population se concentre essentiellement dans la vallée du Rhône, et autour des 3 grandes agglomérations structurantes du territoire : Vienne, Roussillon – Saint-Rambert-d'Albon et Annonay.



La carte ci-dessus expose l'évolution du périmètre du Scot en 2013.

La carte ci-dessous expose l'organisation du Scot en 2018.



1-5- Démarches engagées sur le territoire

1-5-1 Les démarches de planification

Le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire de Rhône-Alpes (SRADT) 2000-2020

Quatre grands défis ont été définis, ceux-ci donnant lieu à 14 orientations stratégiques, 15 grands projets d'intérêt régional transversaux et 15 grands projets d'intérêt régional localisés (dont le pôle optique-vision et le développement du design industriel pour Saint-Etienne).

Synopsis :

DEFI	ORIENTATIONS	GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX
1. Rhône-Alpes, l'espace du développement personnel et solidaire	- Une région pour choisir et réussir sa vie - Une région solidaire entre générations, entre territoires	- Etablissements d'enseignement : pôles de ressources des territoires - Transports et urbanisme : des objectifs conjugués - Maillage du territoire régional par les TIC - Région de la culture scientifique et technologique
2. Rhône-Alpes, des « clés » pour l'Europe et le Monde	- Faire de Rhône-Alpes une région européenne exemplaire - Construire la « région métropole » européenne et économique - Faire de Rhône-Alpes un espace d'échanges européen et mondial - Faire de Rhône-Alpes une des premières régions de culture et de pratique internationales - Promouvoir une image mondiale de la région	- Rhône-Alpes/Méditerranée : un grand pôle européen de développement - Faire de Lyon/Saint-Exupéry un aéroport international de premier rang - L'espace logistique européen - La région de l'ouverture et des compétences internationales
3. Rhône-Alpes, la haute qualité régionale	- La haute qualité des entreprises et de l'appareil productif - La haute qualité de la recherche et de la technologie - La haute qualité urbaine dans le cadre de la vie quotidienne - La haute qualité de l'environnement	- La région des sciences et de l'invention - La région exemplaire de la qualité du développement urbain - La région : pôle européen des activités industrielles et services liés à l'environnement

		- « La montagne rhônalpine 2002-2020 » - La région des grands lacs de France
4. Rhône-Alpes, la région des « territoires intelligents »	- La région « réseau des réseaux » de villes et de territoires - La région de la transformation sociale et territoriale - La région des grands projets stratégiques	- Le maillage du territoire régional - Une offre régionale d'expertise, d'animation, de méthodes pour le développement et l'aménagement des territoires

Gestion de la biodiversité et des continuités écologiques :

- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

A travers la définition d'une trame verte et bleue, le SRCE vise à enrayer la perte de la biodiversité par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors). Le SRCE a été approuvé lors de l'assemblée régionale du jeudi 19 juin 2014.

Gestion de la ressource en eau :

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le PLU doit être compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2016–2021, dont le projet a été adopté le 19/09/2014. Ce document définit 8 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau :

- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé
- Préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- Atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Le SCoT des Rives du Rhône

Du fait de son périmètre élargi au basin d'Annonay, le SCoT des Rives du Rhône fait l'objet d'une révision générale du Scot approuvé en mars 2012 afin d'adapter la réflexion à son territoire étendu. Le nouveau périmètre du Syndicat mixte a été approuvé le 27 mars 2013.

1-5-2 Les autres démarches et actions engagées sur la ville d'Annonay

De manière générale, une réflexion d'ensemble a été conduite en vue de définir un projet urbain pour la ville d'Annonay, avec un programme d'actions de requalification du centre-ville. Celui-ci s'accompagne par la mise en œuvre de dispositifs, à savoir :

LE PNRQAD

Le Programme National des Quartiers Anciens Dégradés est encadré par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Le dispositif du PNRQAD a pour objectif de résorber l'habitat indigne, remettre sur le marché des logements vacants, lutter contre la précarité énergétique, requalifier les espaces publics pour développer une attractivité du centre-ville et maintenir la mixité sociale.

L'OPAH-RU 2011-2016

Le centre-ville d'Annonay est couvert par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat, ciblée sur le renouvellement urbain et le centre ancien. Le dispositif d'OPAH est un outil d'intervention publique, mis en place sur des territoires conjuguant des difficultés liées à l'habitat privé. Le périmètre de l'OPAH constitue le cadre privilégié de l'action de l'ANAH, qui attribue des subventions de travaux afin de lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique. Dans le cadre du PNRQAD, une OPAH-RU est lancée depuis juillet 2011.

L'AVAP

En 2013, la commune d'Annonay a engagé une démarche d'élaboration d'une « Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine » (AVAP). Une AVAP est une servitude d'utilité publique ayant pour objet de « promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces ». Le rôle de l'AVAP consiste à :

- Guider les projets de restructuration pour assurer la prise en compte du patrimoine et des composants du paysage urbain.

- Mettre en valeur les caractéristiques propres à l'identité d'Annonay, afin de donner un fil conducteur aux actions à entreprendre.

- Valoriser les éléments forts du paysage d'Annonay et améliorer l'image du centre ancien.

- Favoriser le renouvellement urbain, endiguer le mitage en cours de la campagne.

2- Le contexte socio-économique et démographique

NB : le diagnostic de territoire exposé dans le présent rapport de présentation a été élaboré en 2015, lorsque le périmètre de l'EPCI portait sur 16 communes. Il est donc fait référence à la communauté d'agglomération du bassin d'Annonay dans les pages suivantes.

Lorsque les données sont traitées à l'échelle du Scot, il s'agit du périmètre du Scot en vigueur en mars 2013.

2-1- L'évolution de la population

Une ville en perte d'habitants

La commune d'Annonay compte 15 983 habitants en 2012. La commune perd des habitants depuis plus de 30 ans. Toutefois, cette baisse s'est ralentie sur la période de 1999 à 2007.

Cette perte de population est due au solde migratoire négatif avec le bassin d'Annonay. Le solde naturel également en baisse ne compense pas le solde migratoire.

Cet exode vers les communes périphériques voisines s'explique principalement par le départ de familles avec enfants à la recherche de logements pour accéder à la propriété.

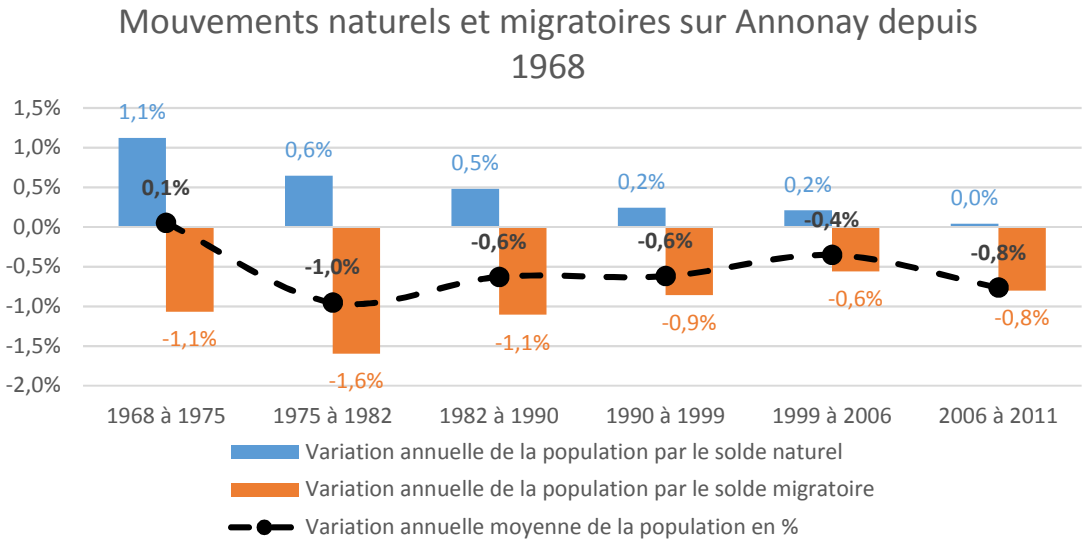
Entre 2003 et 2008, plus de 1 000 habitants ont quitté la commune d'Annonay pour s'installer dans le reste de la Communauté d'Agglomération.

Face à cette tendance, la ville d'Annonay a engagé des projets pour revaloriser son centre afin de redonner de l'attractivité à la ville.

Analyse détaillée des évolutions démographiques :

Annonay	Evolution de la population						
	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Nombre d'habitants	20 757	20 832	19 484	18 525	17 517	17 257	15 983
Variation totale		75	-1348	-959	-1008	-260	-1274
		0,4%	-6,5%	-4,9%	-5,4%	-1,5%	-7,4%
Variation annuelle		0,05%	-0,95%	-0,63%	-0,62%	-0,19%	-1,52%

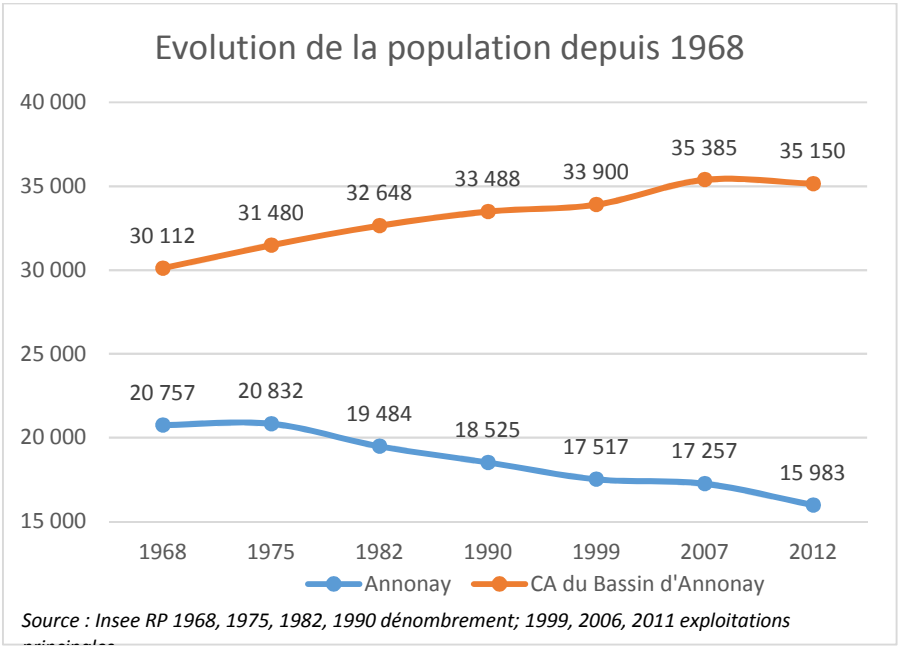
Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement; 1999, 2006, 2012 exploitations principales



Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement; 1999, 2006, 2011 exploitations principales

Un contexte territorial déséquilibré au sein de l'agglomération

En 2012, plus de 35 150 personnes habitent sur la Communauté d'Agglomération du bassin d'Annonay. Globalement, la population de la Communauté d'Agglomération est en augmentation relativement constante, même si l'on note une légère baisse entre 2007 et 2012. Toutefois l'évolution de la population varie selon les territoires.



Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement; 1999, 2006, 2011 exploitations principales

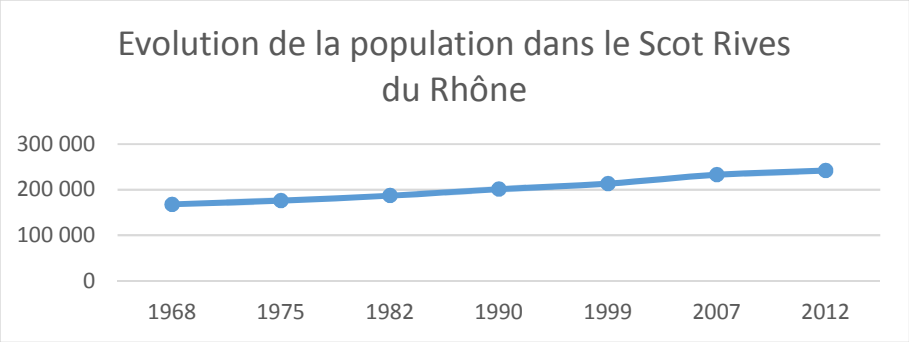
En 1975, Annonay représentait 66%, soit deux tiers de la population de la Communauté d'Agglomération, puis 55% en 1990, et plus que 45% en 2012.

Les communes de la vallée de la Cance (Vocance, Monestier, Saint-Julien-Vocance) connaissent également un recul démographique, tandis que les communes périurbaines connaissent une croissance soutenue liée à l'accès à la propriété en maison individuelle par les jeunes ménages et au desserrement de la vallée du Rhône.

Ces communes attirent les familles, les menant de plus en plus loin de la ville centre bénéficiant également du desserrement de la vallée du Rhône.

A l'échelle du Scot, la croissance démographique est régulière et stable avec une variation légèrement plus forte en 2007 (variation annuelle de 1,10%).

En 2012, la population du Scot des Rives du Rhône était de 241 890 habitants avec une variation annuelle de 0,70%.



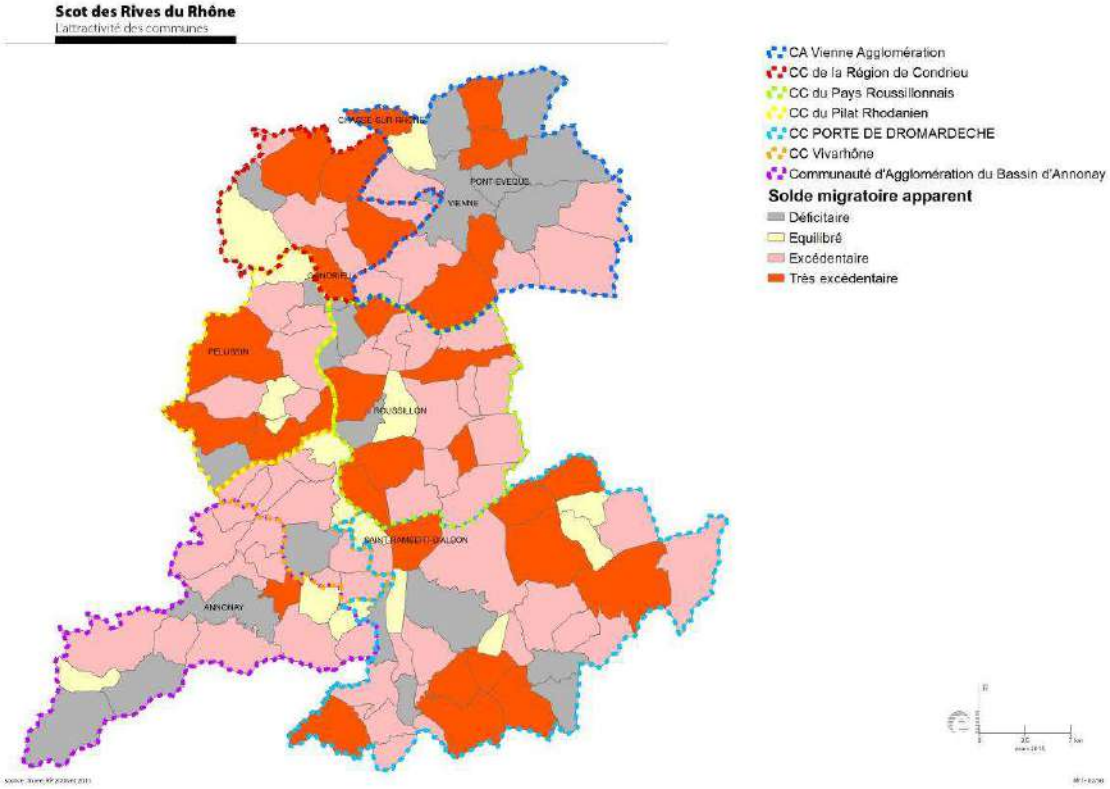
Le solde migratoire, autre composante de la variation démographique, subit a contrario des évolutions plus contrastées.

Le Pilat rhodanien, Rhône Valloire et la région de Condrieu sont des territoires très attractifs.

À l'opposé, le pays viennois, Annonay et les communes de la vallée de la Cance voient s'éroder leur solde migratoire qui devient négatif.

Les secteurs dont le contexte démographique est le plus dynamique depuis 1999 sont ceux où le solde migratoire est le plus excédentaire (Rhône Valloire, Pilat rhodanien, région de Condrieu, pays roussillonnais).

Ces échanges sont motivés notamment par le travail et le logement.



Une population vieillissante

On observe une tendance au vieillissement de la population à l'image de la tendance observée sur la Communauté d'Agglomération, sur le territoire du Scot et plus globalement à l'échelle nationale. Les populations plus âgées sont recensées sur la commune d'Annonay et la Vallée de la Cance. La part des 60-74 et des 75 ans est fortement représentée sur la commune d'Annonay et est en augmentation (+2% environ, taux de variation de 12,9%).

Cette tendance est encore plus marquée à l'échelle de l'agglomération et du Scot. La part des plus de 75 ans est en forte augmentation sur la période 2006/2011 sur le territoire de l'agglomération (taux de variation de 16,9%) et du Scot (taux de variation de 13,8%).

La population de la commune d'Annonay vieillit donc selon un double processus : diminution de la part des jeunes, et augmentation de la part des tranches d'âge supérieures. Cette tendance se confirme à l'échelle de la Communauté d'Agglomération et du Scot.

Il est ainsi nécessaire de prendre en compte le vieillissement de la population et poursuivre l'accueil des personnes âgées, tout en développant une offre en logements

adaptés aux jeunes ménages afin de maintenir une mixité générationnelle. L'accroissement de cette frange de population est aussi de nature à engendrer des besoins de services et contribuer à développer l'emploi dans l'économie dite « présentielle » ou économie résidentielle.

Structure de la population par tranche d'âge aux différentes échelles de territoires

		Annonay		CA du Bassin d'Annonay		Scot Rives du Rhône	
		2006	2011	2006	2011	2006	2011
Part	0 - 14 ans	16,8%	15,7%	18,6%	18,0%	20,2%	20,2%
Taux de variation		-10,2%		-2,2%		4,5%	
Part	15 - 29 ans	19,0%	17,4%	16,7%	15,6%	16,9%	16,2%
Taux de variation		-11,9%		-5,1%		-0,3%	
Part	30 - 44 ans	17,9%	16,9%	20,4%	18,9%	21,6%	20,3%
Taux de variation		-9,1%		-6,5%		-2,0%	
Part	45 - 59 ans	19,2%	18,6%	20,7%	20,2%	20,0%	20,0%
Taux de variation		-7,0%		-1,0%		4,5%	
Part	60 - 74 ans	14,6%	16,8%	14,5%	16,8%	13,1%	14,5%
Taux de variation		10,7%		18,0%		15,6%	
Part	75 ans et +	12,5%	14,6%	9,1%	10,5%	8,1%	8,9%
Taux de variation		12,9%		16,9%		13,8%	

Source : Insee 2006 et 2011

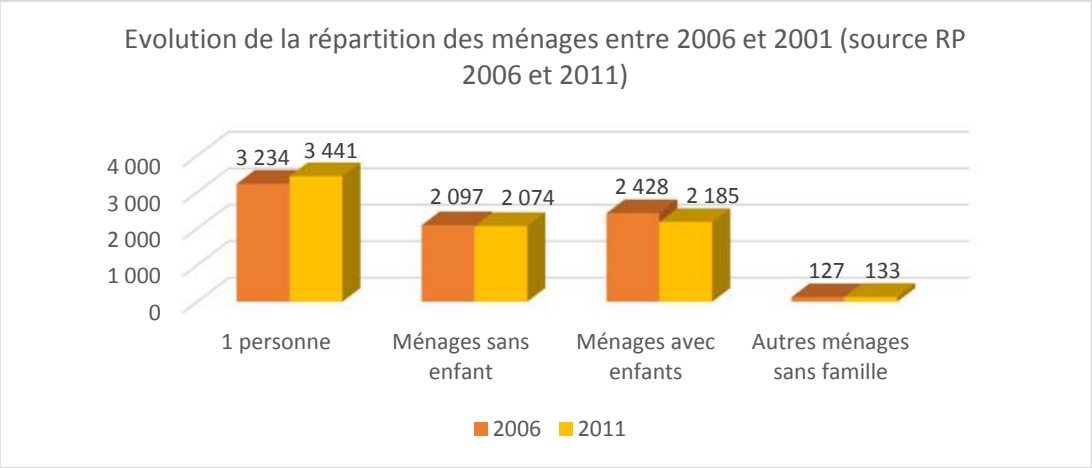
Evolution de la taille des ménages : un accroissement de la proportion des petits ménages

On observe une diminution sensible de la taille des ménages (2 en 2011, ramenée à 1,98 en 2012, contre 2,5 en 1990). Ainsi, la part des ménages d'une ou deux personnes est croissante et représente 44 % des ménages de la commune. La part des ménages sans enfant est quasiment stable (-1 point entre 2006 et 2011), tandis que celle des ménages avec enfants diminue (-3 points entre 2006 et 2011).

L'accroissement de la proportion des petits ménages s'explique par le vieillissement de la population, d'une part, et par des phénomènes de décohabitation, de multi-résidences, de recompositions familiales et d'évolutions sociologiques, d'autre part. Ce phénomène se confirme à l'échelle de la Communauté d'Agglomération et du Scot.

Les modes de développement actuels privilégient la maison individuelle. La forte construction de logements pavillonnaires, généralement habités par des couples avec enfants, ne compense donc pas la baisse du nombre d'occupants par logement. Il est noté par ailleurs que sur le centre ancien, les opérations de restauration immobilière remettent sur le marché des logements essentiellement occupés par des ménages monoparentaux.

Ainsi le parc de logements appelle une diversification pour satisfaire l'ensemble des parcours résidentiels de la population.



La fiscalité des ménages : une population aux revenus faibles

En 2011, 52,4% des ménages annonéens paient des impôts, contre 59,2% pour la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Annonay. La médiane des revenus déclarés en 2011 par unité de consommation* est de 16 438 € (50% des revenus sont inférieurs à 16 438 € et 50% sont supérieurs). Elle est plus élevée pour la Communauté d'Agglomération (18 158 €). Annonay accueille une population aux faibles revenus, ce sont des populations en grande difficulté financière, les moins aisés ont des revenus très faibles.

Les disparités se renforcent entre les pôles et leurs couronnes périurbaines. Ainsi, les revenus ont plus augmenté en périphérie que dans la ville centre. Cette évolution se justifie par les migrations résidentielles, nombreuses, de populations qualifiées vers les espaces périurbains.

La composition des ménages : revenus fiscaux :

	RFM 2011, 2ème Quartile (Médiane) par UC* (€)	RFM 2011 Nombre de ménages fiscaux	Nb de foyers fiscaux imposés	RFM 2011 Part des ménages fiscaux imposés (%)
Annonay	16 438 €	8 130	4 262	52,42
CA du Bassin d'Annonay	18 158 €	15 832	9 374	59,21

Source : Insee – DGFiP 2011

**Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie des ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC)*

Données actualisées

Le rapport de présentation retrace le processus de révision du PLU : diagnostic établi en 2015 sur la base des statistiques les plus récentes disponibles à ce moment là, puis élaboration d'hypothèses démographiques en 2016. La mise à jour des données statistiques du rapport de présentation ne rendrait plus compte de ce processus.

Cependant, il est apparu nécessaire de compléter le rapport de présentation avec les tendances d'évolution de la population les plus récentes, afin d'éclairer les choix faits dans le PLU.

<u>Données actualisées de population - Ville d'Annonay (source : Insee, recensement rénové)</u>

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
Population	20 757	20 832	19 484	18 525	17 522	16 660	16 698

Les données actualisées de population montrent une stabilisation du nombre d'habitants entre 2010 et 2015 (alors qu'une baisse était constatée entre 2007 et 2012). Dans cette période récente, le solde migratoire s'inverse et devient positif : c'est une rupture majeure après un long déficit migratoire. A l'inverse, le solde naturel qui était constamment positif devient négatif dans la période récente 2010-2015.

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,1	-0,9	-0,6	-0,6	-0,5	0,0
due au solde naturel en %	*1,1*	*0,6*	*0,5*	*0,2*	*0,2*	*-0,2*
due au solde apparent des entrées sorties en %	*-1,1*	*-1,6*	*-1,1*	*-0,9*	*-0,6*	*0,3*

<u>Données actualisées de population - Annonay Rhône Agglomération (source : Insee, recensement rénové) (géographie en vigueur au 1/1/17)</u>

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
Population	36 284	37 718	39 735	41 516	42 728	46 512	48 268

Le nouveau périmètre d'Annonay Rhône Agglomération (29 communes), auquel appartient la Ville d'Annonay, connait une croissance démograhique continue depuis 1968.

2-2- L'emploi et l'activité économique

2-2-1- Caractéristiques de la population active

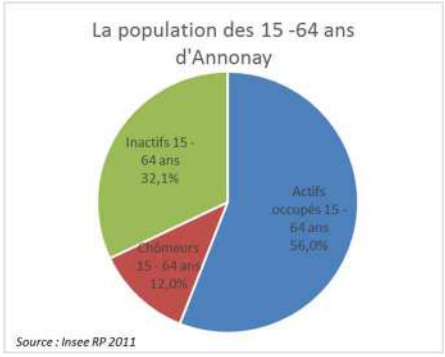
Une diminution de la part des actifs occupés associé à une hausse du nombre de chômeurs.

Entre 2006 et 2011, la part des actifs occupés a reculé de 2,2 points avec 56% d'actifs occupés en 2011 contre 58,2% en 2006. Parallèlement le nombre de chômeurs a augmenté de 2 points sur la même période. Les chômeurs représentent 12% de la population communale en 2011. Annonay n'échappe pas à la tendance nationale.

Population active :

Annonay	Actifs occupés 15 -64 ans	Chômeurs 15 - 64 ans	Inactifs 15 - 64 ans	Total 15 - 64 ans (actifs et inactifs)
2006	6 093	1 053	3 324	10 470
	58,2%	10,1%	31,7%	
2011	5 465	1 167	3 131	9 764
	56,0%	12,0%	32,1%	

Source : Insee RP 2006 et 2011, exploitation principale



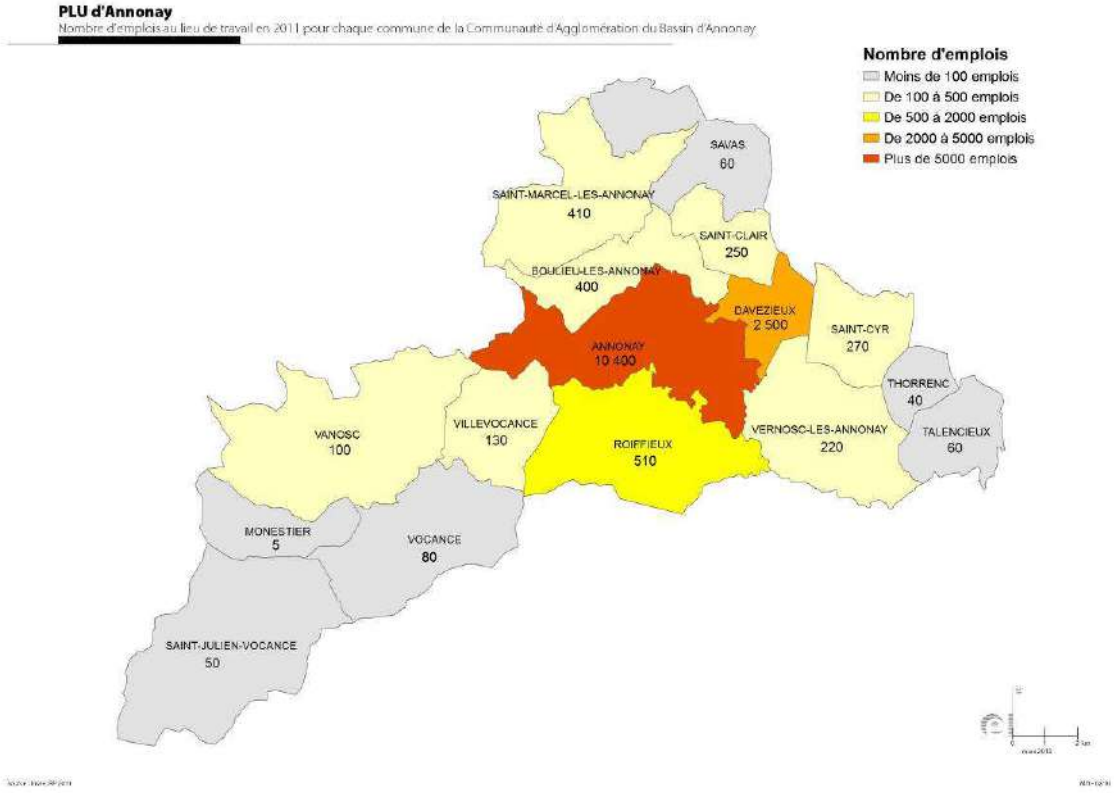
Ce phénomène s'explique en partie par la diminution du nombre d'emplois sur Annonay avec une baisse de 2,7% entre 2006 et 2011. Cette tendance se confirme à l'échelle de l'Agglomération du bassin d'Annonay le nombre d'emploi est en recul (-1,7% entre 2006 et 2011) et le nombre d'actif ayant un emploi subit également une baisse importante de 3,5%. A l'inverse, au niveau du Scot, la tendance est à la hausse avec un nombre d'emplois qui augmente de 1,1% sur la période et une hausse de 3,1% du nombre d'actifs ayant un emploi.

2-2-2- L'emploi et les catégories socio-professionnelles

L'emploi aux trois échelles de territoire : commune, agglomération, SCoT :

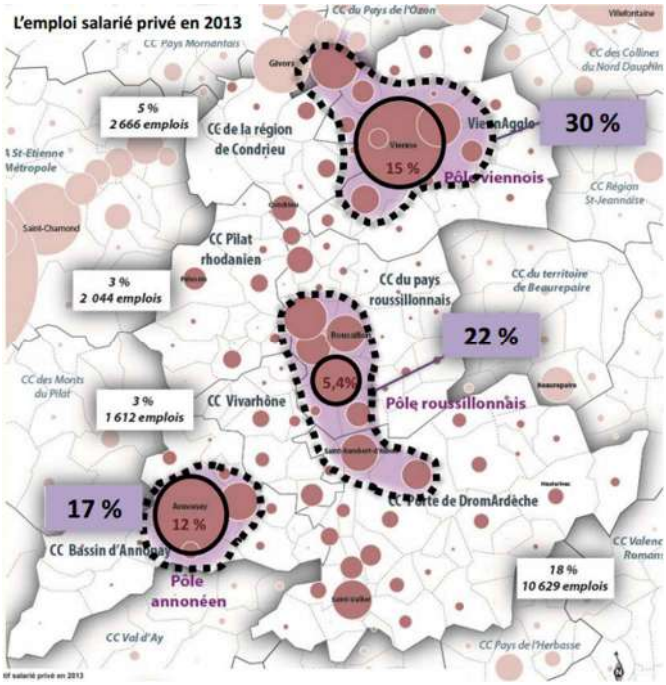
	2006	2011
Scot Rives du Rhône		
Nombre d'emplois sur le Scot Rives du Rhône	85 844	86 772
Evolution des emplois dans le secteur		928
		1,1%
Nombre d'actifs ayant un emploi sur le Scot Rives du Rhône	95 977	98 983
Evolution des actifs ayant un emploi résidant dans la zone		3 006
		3,1%
CA du Bassin d'Annonay		
Nombre d'emplois sur CA du Bassin d'Annonay	15 797	15 532
Evolution des emplois dans le secteur		-265
		-1,7%
Nombre d'actifs ayant un emploi sur CA du Bassin d'Annonay	14 149	13 661
Evolution des actifs ayant un emploi résidant dans la zone		-488
		-3,5%
Annonay		
Nombre d'emplois sur Annonay	10 705	10 413
Evolution des emplois dans le secteur		-292
		-2,7%
Nombre d'actifs ayant un emploi sur Annonay	6 149	5 536
Evolution des actifs ayant un emploi résidant dans la zone		-613
		-10,0%

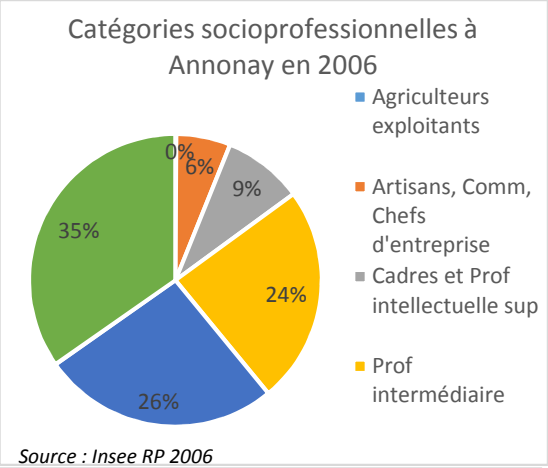
Source : Insee RP 2006 et 2011, exploitation principale



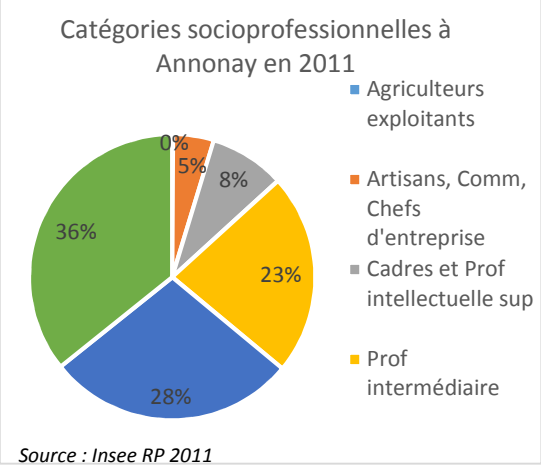
Annonay est un pôle d'emploi majeur à l'échelle de l'Agglomération avec la concentration des activités majeures notamment dans les secteurs de l'industrie et des services. La commune regroupe environ 67% des emplois de la Communauté d'agglomération. La ville d'Annonay représente 12% des emplois privés à l'échelle du SCoT.

15 532 emplois sont comptabilisés pour 13 661 actifs ayant un emploi et résidant dans la zone en 2011. A titre de de comparaison, la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais, située dans l'espace économique de la vallée du Rhône, recense 16 634 emplois. Le bassin d'Annonay constitue donc un véritable pôle d'emploi à l'échelle du territoire du Scot des Rives du Rhône. De plus, la Communauté d'agglomération du Bassin d'Annonay se distingue en étant la seule EPCI comptant plus d'emplois que d'actifs occupés.


L'emploi salarié privé en 2013
CC du Pays de l'Ozon
CC Pays Mornantais
CC des Collines du Nord Dauphin
5 %
2 666 emplois
CC de la région de Condrieu
15 %
VienneAgglo
30 %
Pôle viennois
CC Région St-Jeannaise
Saint-Chamond
CC Pilat rhodanien
3 %
2 044 emplois
CC du pays roussillonnais
CC du territoire de Beaurepaire
22 %
5,4%
CC des Monts du Pilat
3 %
1 612 emplois
CC Vivarhône
Pôle roussillonnais
17 %
12 %
CC Bassin d'Annonay
CC Porte de DromArdèche
Pôle annonéen
18 %
10 629 emplois
CC Val d'Ay
CC Pays de l'Herbasse
Effectif salarié privé en 2013
10 000
SCOT Rives du Rhône
EPCI
Limites communales
principaux pôle économiques
X %
X emplois
répartition de l'emploi salarié privé par EPCI



Source : Insee RP 2006



Source : Insee RP 2011

		Agriculteurs exploitants	Artisans, Comm, Chefs d'entreprise	Cadres et Prof intellectuelle sup	Prof intermédiaire	Employés	Ouvriers
Annonay	2006	7	428	632	1 719	1 873	2 478
	2011	7	305	567	1 513	1 875	2 376
CCA d'Annonay	2006	171	881	1 369	3 658	4 130	5 606
	2011	146	923	1 502	3 603	4 289	4 996
Scot Rives du Rhône	2006	2 140	7 109	10 580	26 730	27 768	32 211
	2011	1 834	7 425	12 203	27 971	29 752	31 075

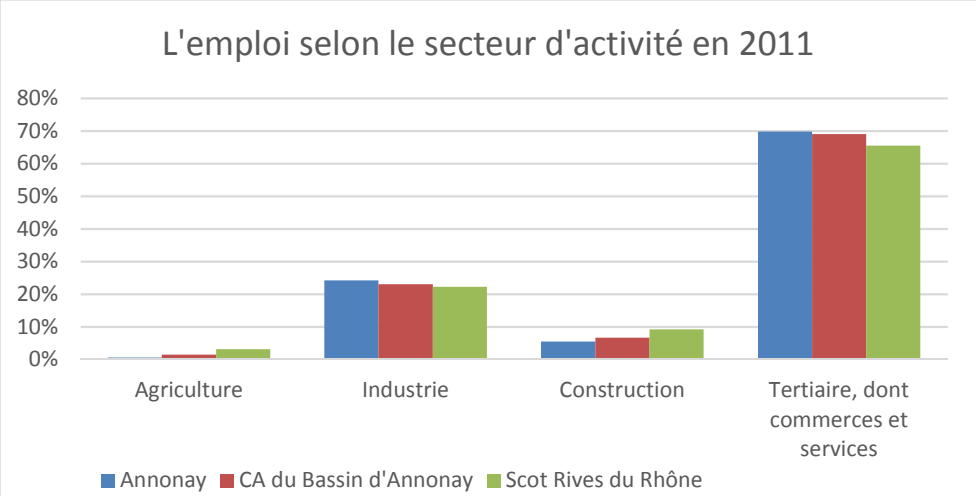
Sur la commune d'Annonay, les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sont les ouvriers (36%) en légère augmentation entre 2006 et 2011 (1 point), les employés (28%) avec une augmentation de 2 points et les professions intermédiaires (23%). On recense encore 2 376 ouvriers et 1 875 employés sur la commune. Les cadres

et professions intellectuelles supérieures sont moins représentées (8%) et résident essentiellement dans les communes périurbaines.

2-2-3- Les secteurs d'activités

A l'échelle du Scot, la localisation des activités fait apparaître une relative spécialisation des différents secteurs du territoire et un fort contraste entre la vallée du Rhône et les espaces périphériques. Le territoire n'est pas homogène en catégories d'emplois. Le nord connaît une proportion élevée de cadres dont une partie importante travaille dans la région lyonnaise. À l'inverse, le sud est plutôt marqué par une surreprésentation de la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers, notamment autour des principaux pôles urbains.

L'emploi se répartit de la manière suivante selon le secteur d'activité :



Source : Insee RP 2011

Le secteur tertiaire est largement majoritaire sur la commune d'Annonay et sur le territoire de l'Agglomération avec environ 70% des emplois. Une dynamique a été instaurée dans les services administratifs et l'intérim. L'activité industrielle est toujours présente sur le territoire et même si la situation reste fragile (au vue de la crise économique). On recense 12% de baisse d'emplois salariés privés industriels entre 2008 et 2013. Cependant, l'investissement industriel s'est renforcé sur le bassin d'Annonay. Iveco est l'entreprise leader, sur la commune, elle pèse plus de la moitié de l'emploi industriel de l'agglomération.

Effectifs des entreprises privées au 31/12/2013 à Annonay	2008	2009	2010	2011	2012	2013

BTP	492	495	483	491	476	528
Commerce	536	512	505	501	507	473
Industrie	2 936	2 810	2 777	2 738	2 779	2 816
Services	3 094	3 144	3 354	3 342	3 181	3 442
Total général	**7 058**	**6 961**	**7 119**	**7 072**	**6 943**	**7 259**

Source : ACOSS - URSSAF 2013, traitement epures

Nombre d'établissements privés au 31/12/2013 à Annonay	2008	2009	2010	2011	2012	2013
BTP	50	46	49	52	52	57
Commerce	127	128	126	125	118	113
Industrie	67	65	60	61	61	59
Services	366	370	372	378	371	360
Total général	**610**	**609**	**607**	**616**	**602**	**589**

Source : ACOSS - URSSAF 2013, traitement epures

Le dynamisme économique se traduit par la présence d'entreprises de portée nationale, mais aussi d'un tissu de PME riche et varié, touchant plusieurs secteurs d'activités essentiellement tertiaires (santé…), mais aussi encore très industrielles (automobiles, carton papeterie, textile…).

Les entreprises les plus importantes, en termes d'effectifs, implantées sur le territoire de la commune sont les suivantes :
Irisbus (1522 salariés) ; Adecco travail temporaire (286 salariés) ; Laboratoire Tetra Medical (280 salariés) ; Excelvision (303 salariés) ; Canson (224 salariés) ; Nutrition et santé (170 salariés) ; Clinique des Cévennes (97 salariés) ; Roux et Cabrero (96 salariés) ; Saur (94 salariés) ; Sagadis (85 salariés) ; Tannerie Annonay (82 salariés) ; Voith paper fabrics (80 salariés) ; Ets. L. Lapize de Sallée (75 salariés) ; Chabanel Sas (70 salariés) ; Papeterie Luquet et Duranton (64 salariés) ; Les courriers rhodaniens (62 salariés) ; Electricité de France (53 salariés)
Annonay se démarque par sa spécialisation économique dans la filière automobile et la filière papier et le parc d'activité de Marenton est consacré à l'industrie. Cependant, certains espaces économiques important restent sans positionnement stratégique comme la zone de Grosberty à Annonay.

La stratégie à l'échelle de la Communauté d'agglomération du bassin d'Annonay vise à conforter le tissu économique existant, tout en s'appuyant sur des ressources locales et différencier l'économie du bassin d'Annonay parmi l'offre globale émergente sur les rives du Rhône.

2-2-4- L'activité agricole

Sur la commune, on recense 19 exploitations et une Surface Agricole Utilisée (SAU) des exploitations de la commune de 266 ha. En 10 ans, cette surface a été divisée de plus de

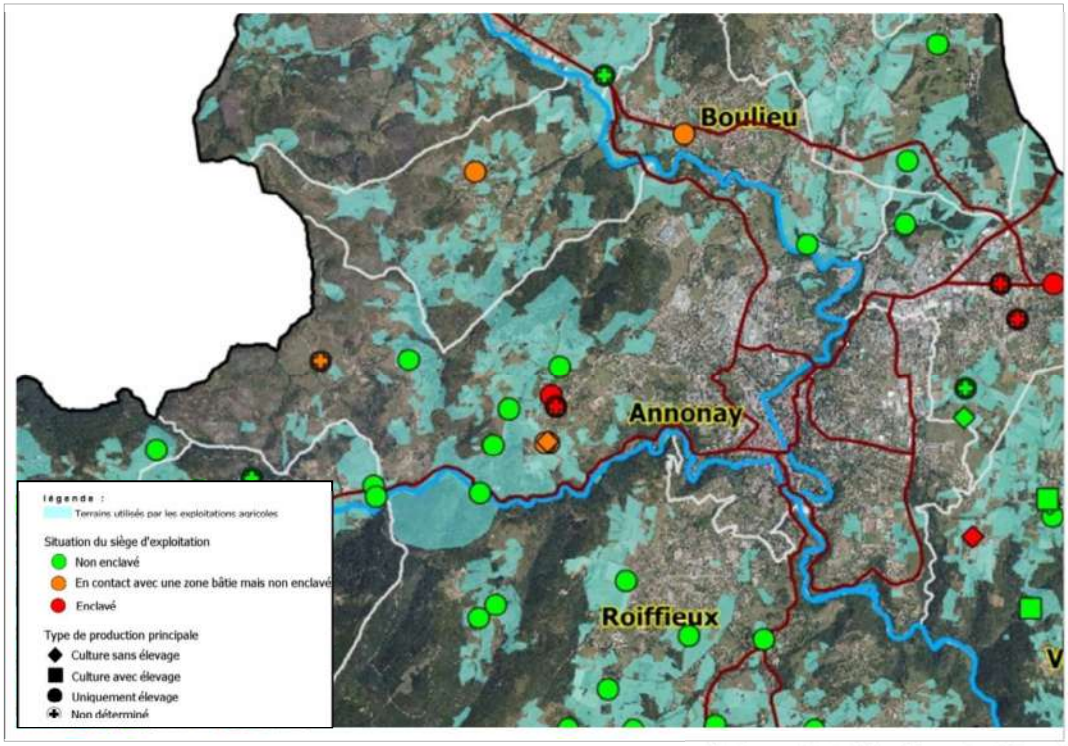
la moitié (614 ha en 2 000) et la surface de terre labourable a été divisée par 3, passant de 107 ha en 2000 à 35 ha en 2010.

L'agriculture locale est tournée vers la polyculture et l'élevage de bovins.

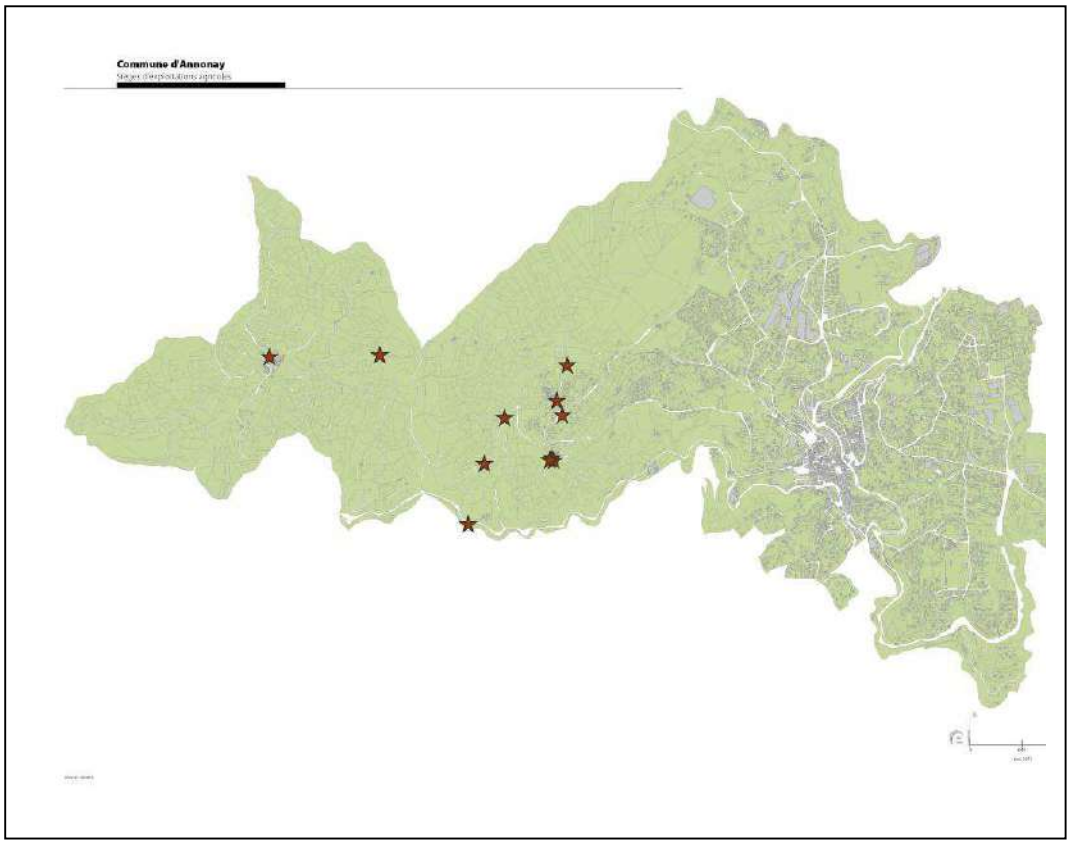
A l'ouest, la forêt a gagné les zones de fortes pentes, le reste étant occupé par des surfaces en herbes, utilisé notamment pour l'élevage. Ces espaces sont en proie à la déprise agricole et au morcellement des terres du fait du vieillissement de la population agricole avec peu de succession des exploitations.

Sur la commune, on recense 6 exploitations confrontées à des problèmes de succession entre 2007 et 2011. Par ailleurs, la situation des sièges d'exploitation peut être confrontée en certains points à des risques de nuisances de voisinage et des situations d'enclavement par l'effet du développement urbain (cf. carte ci-après).

Situation des sièges d'exploitation (source : Diagnostic stratégique agricole : Tercia-Acer-Terre à Terre – Décembre 2011)



Tercia consultants / Acer Campestre / Terre à Terre



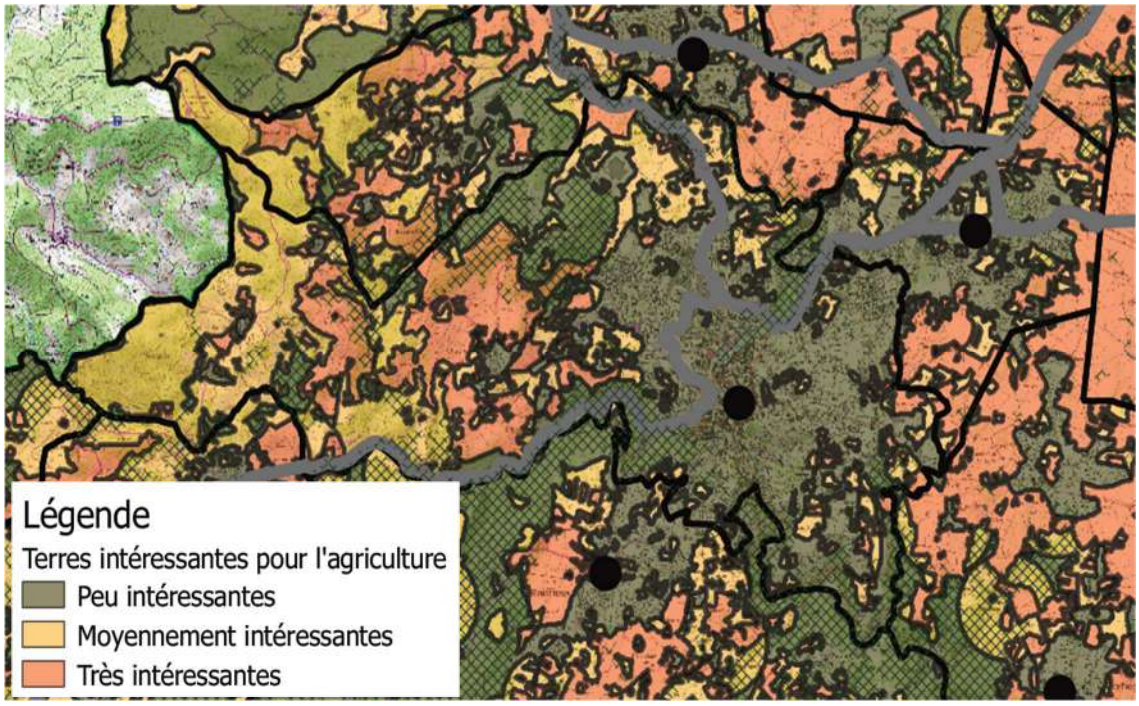
Localisation des sièges d'exploitation sur la commune

Dans le cadre des études du Scot, une identification des terres présentant un intérêt pour l'agriculture a été établie à partir d'une combinaison de critères dont ceux relatifs aux systèmes d'exploitation (élevage herbager, élevage fourrager & céréales, viticulture, systèmes à forte valeur ajoutée), pondérés ensuite avec l'aide de la Chambre d'agriculture.

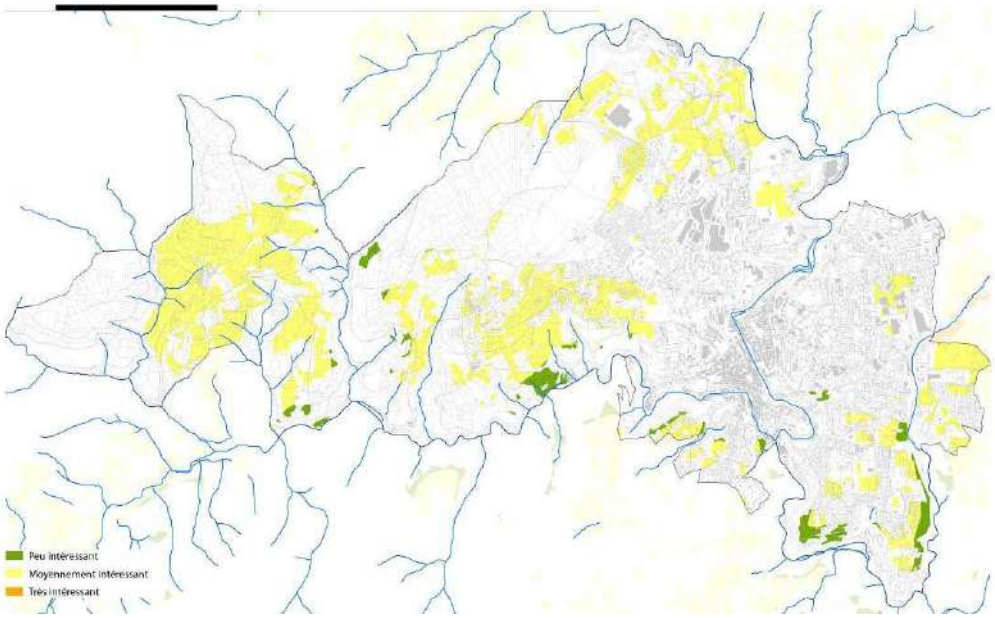
Cette analyse a donné lieu à l'élaboration de cartographies présentées ci-après.

Par ailleurs, des échanges ont été prévus avec les exploitants agricoles et les représentants de la profession agricole afin de préciser la situation des sièges et les enjeux d'évolution.

Terres présentant un intérêt pour l'agriculture sur l'agglomération d'Annonay (source : Scot du bassin d'Annonay)



Intérêt des terres pour l'agriculture à l'échelle de la commune

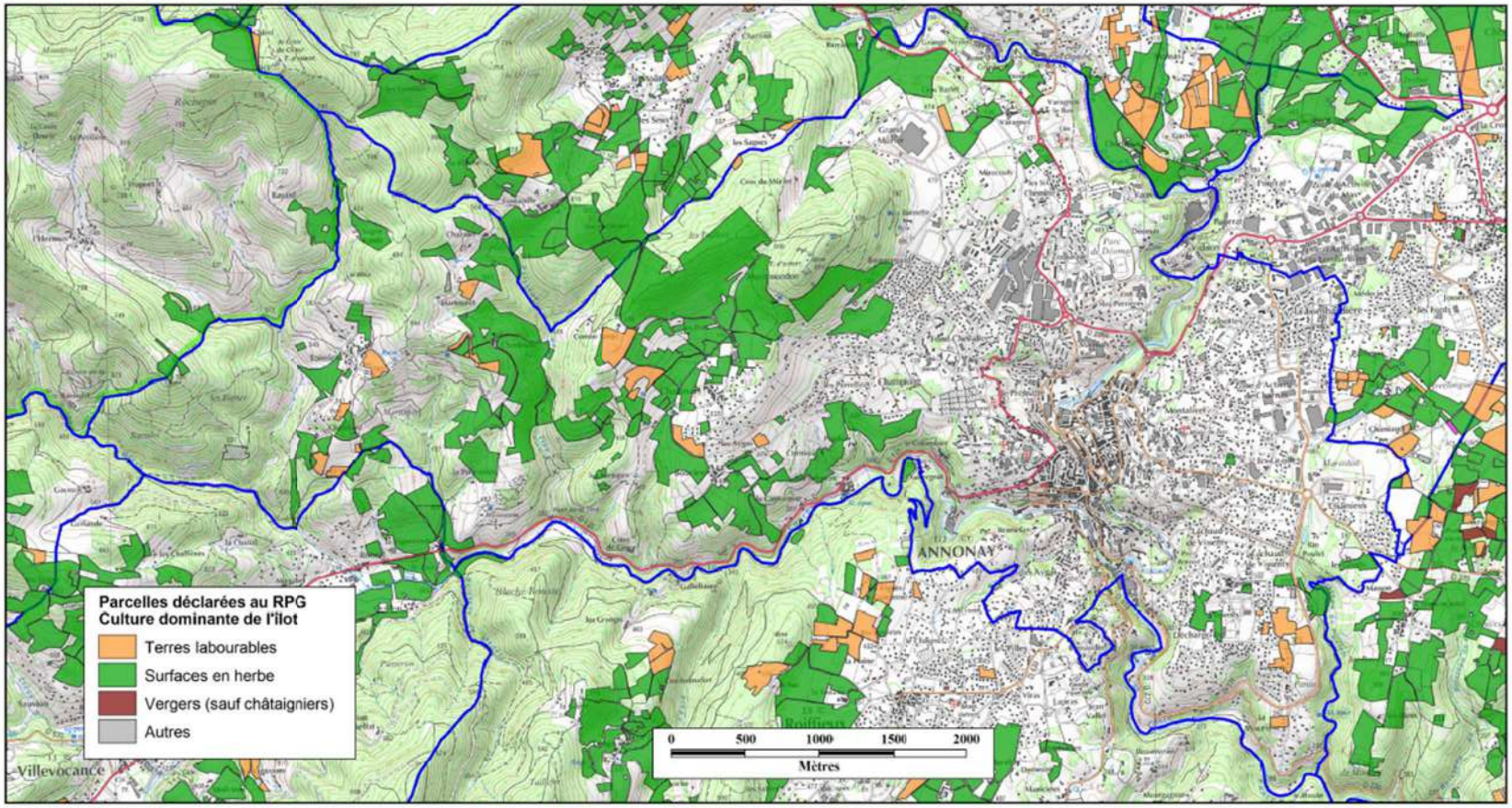


PRÉFET
DE L'ARDÈCHE

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Occupation de l'espace agricole

Commune d'ANNONAY



Source : DDT 07 / SEA / SR / RPG 2013.

© IGN : SCAN 25 Topo® et BD PARCELLAIRE® Éditions 2013
Protocole MINISTÈRES - IGN du 24 octobre 2011
Réalisation : DDT 07 / SUT / CT.

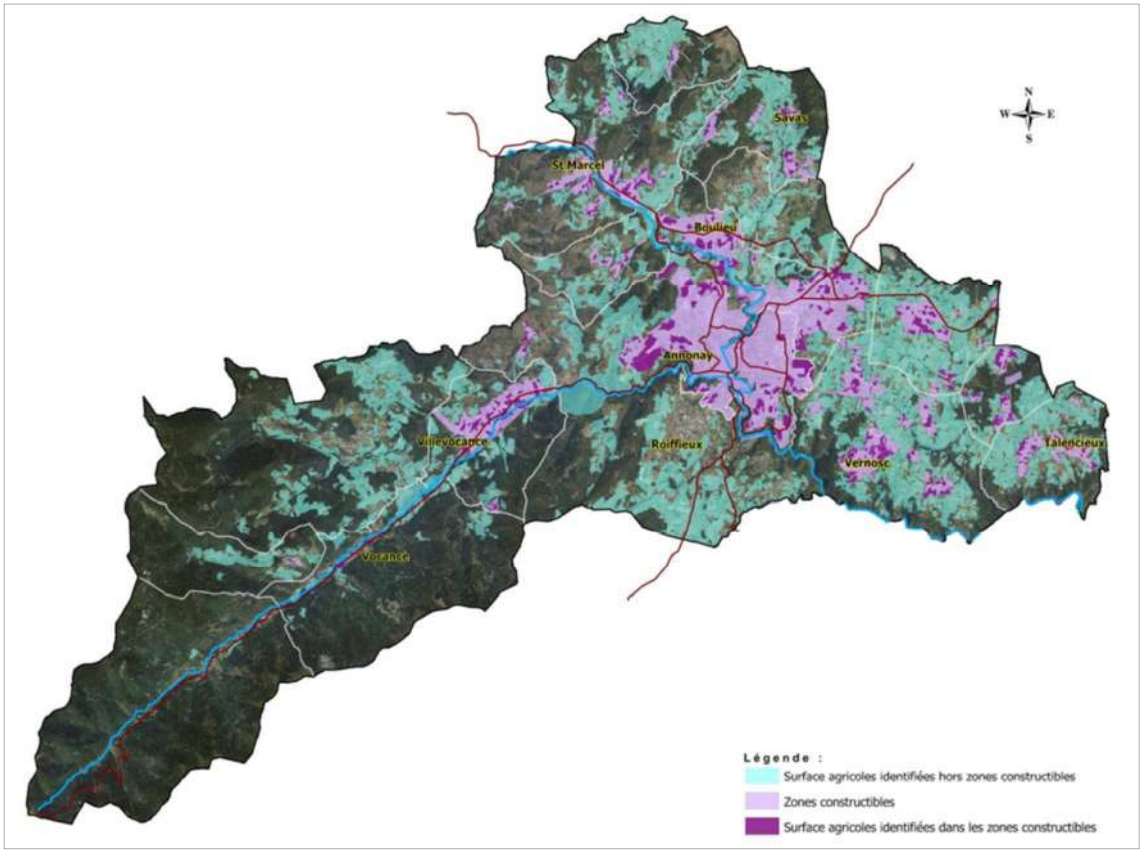
Version du 14/11/2014

A l'échelle de l'agglomération, l'accroissement des surfaces de logement par ménage a engendré un fort développement de l'urbanisation (augmentation des zones d'habitat pavillonnaire, des zones d'activités et de services).

L'étalement urbain depuis les franges urbaines s'effectue en tache d'huile. Les espaces urbanisés ont tendance à se rapprocher et les coupures agricoles à disparaître. Les communes dont l'urbanisation s'est étendue le plus rapidement sont Annonay et sa première couronne : Davézieux, Vernosc et Roiffieux en tête.

A la périphérie d'Annonay, les espaces agricoles sont sujets à une forte pression foncière due à l'urbanisation. Les territoires agricoles sont donc en recul le long des axes routiers et autour des centres urbains.

Espaces agricoles repérés en zones constructibles

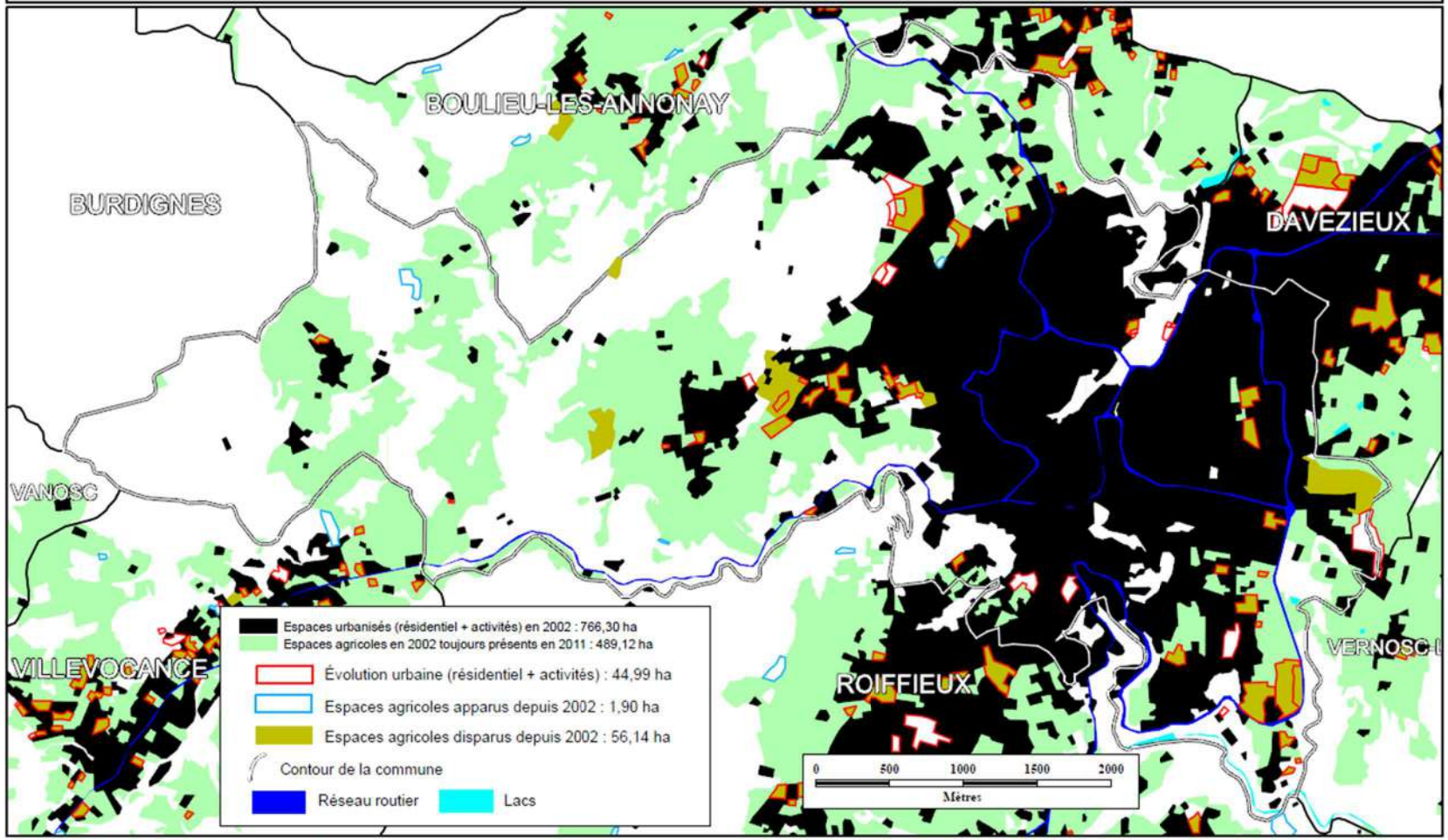


Tercia consultants / Acer Campestre / Terre à Terre

ARDÈCHE - Commune d'Annonay

Carte 6

Évolution des espaces agricoles (cultures, prairies, vergers et vignes) entre 2002 et 2011



Source : **DDT de l'Ardèche - OccSol Géosat 2002-2007 et DDT07 2011**

© IGN BD CARTO® Année 2011
Protocole MINISTÈRES - IGN du 24 octobre 2011
Réalisation : DDT 07 / SUT / CT

Version du 10/12/2014

2-3- Les migrations domicile-travail

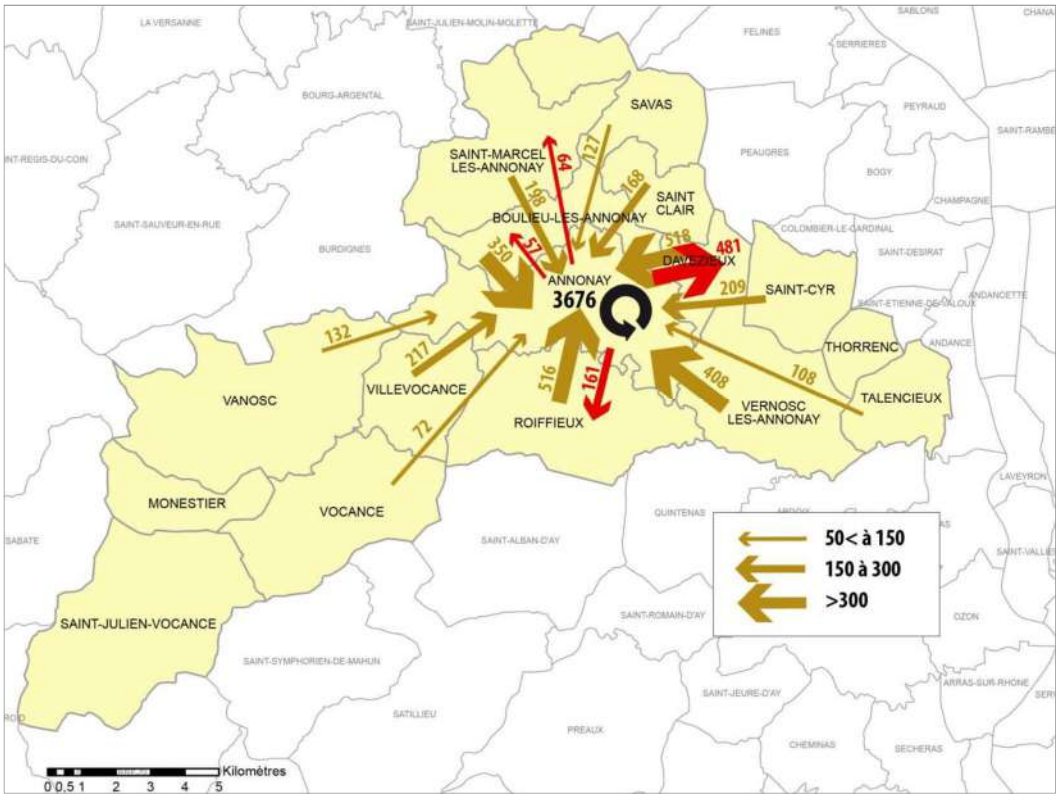
Une aire d'attraction étendue

54,8% de la population active occupée d'Annonay travaillent sur le territoire de la commune. Les autres communes de l'Agglomération du bassin d'Annonay accueillent 13,2% des travailleurs annonéens.

L'emploi se situant essentiellement sur Annonay, la commune capte la majorité des travailleurs à l'échelle de l'agglomération du bassin d'Annonay. Dans une moindre mesure, les migrations domicile-travail se font également sur la commune de Davézieux. Les échanges domicile-travail entre les deux communes sont quasiment équilibrés. Au sein de l'agglomération, l'objectif est d'encadrer le développement sur le territoire afin de conforter et renforcer les fonctions centrales d'Annonay et ainsi assoir son rayonnement intercommunal.

Les migrations domicile-travail entre l'Agglomération du bassin d'Annonay et l'extérieur se structurent de façon différente selon les territoires. L'agglomération attire de nombreux travailleurs des territoires de Vivarhône et Val d'Ay et dans une moindre mesure les Monts du Pilat. Les relations sont équilibrées avec le reste du territoire du Scot des Rives du Rhône.

Migration domicile-travail interne à l'agglomération (Source : Insee 2008)



2-4- Le logement et les équilibres sociaux

Caractéristiques du parc de logements : vers une diversification de l'habitat

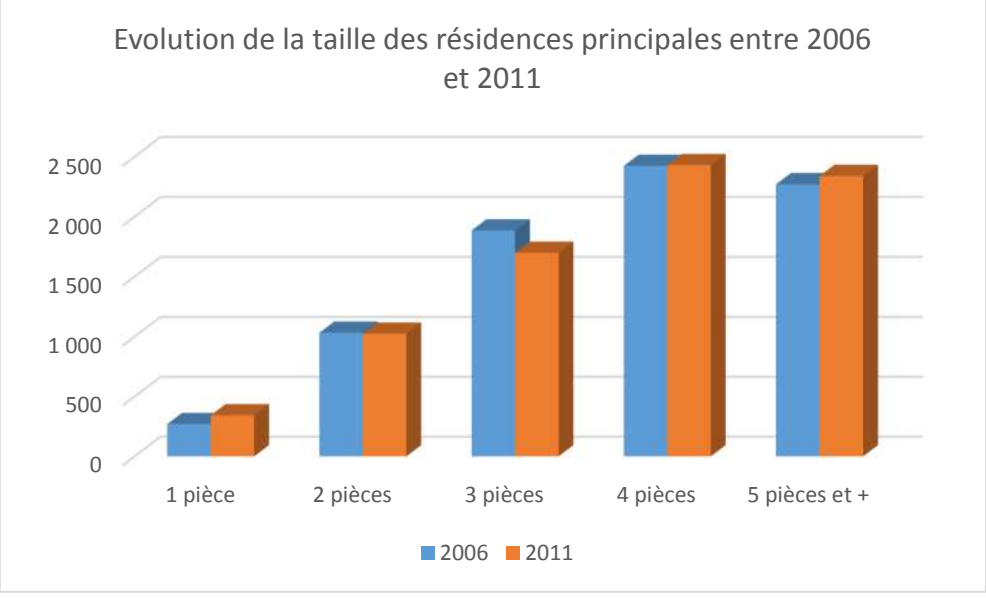
La commune compte 9 952 logements en 2011, soit 923 logements supplémentaires depuis 1999. 82 % sont des résidences principales tandis que les résidences secondaires sont très peu représentées avec 3,7 %, comparé notamment au département de l'Ardèche (18,8%).

Parmi les résidences principales, plus de 61 % sont des logements de grande taille de plus de 4 pièces. Ils occupent une place prépondérante dans le parc de logements d'Annonay alors que dans le même temps la part des petits logements a sensiblement diminué.

La taille et le type de logement engendrent une spécialisation des espaces et des populations qui les occupent. Pourtant, chaque ménage a des besoins différents tout au long de sa vie, selon son âge et sa situation.

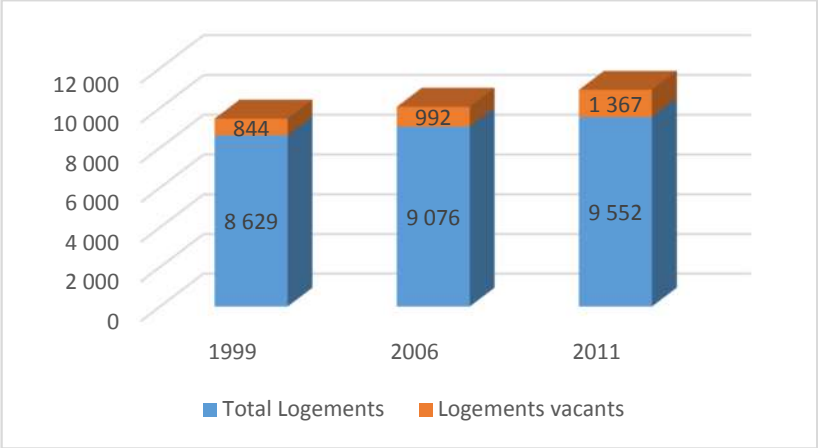
Ainsi, le phénomène de décohabitation engendre notamment des besoins de plus petits logements en tissu urbain tandis que les jeunes ménages avec enfants se tournent vers la maison individuelle en périphérie.

Il est donc nécessaire de diversifier le parc de logements afin de proposer un parcours résidentiel aux habitants dans le respect de la mixité sociale.

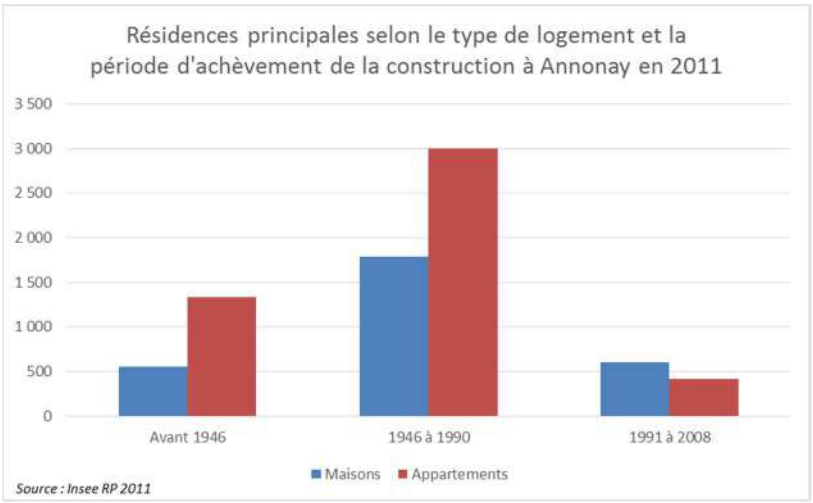


La ville d'Annonay est marquée par un fort taux de vacance, en augmentation depuis 12 ans sur la commune.

Evolution du nombre de logements vacants (Source : Insee RP 2006, 2011)



La ville se caractérise par un parc ancien important et en mauvais état. Deux tiers des résidences principales ont été construites avant 1975 et présentent des performances énergétiques très faibles et une qualité d'habitat en décalage par rapport aux attentes contemporaines (éclairement et ensoleillement, espaces extérieurs, stationnement résidentiel…).



Ces « friches urbaines » au milieu du tissu ancien constituent des points noirs dans le paysage urbain et contribuent à donner une image négative et peu attractive de la ville.

Toutefois, des actions sont engagées sur Annonay pour requalifier une partie du parc de logement (OPAH, OPAH renouvellement urbain, PIG, …). Annonay a également été retenue au titre du PNRQAD (programme national de requalification des quartiers anciens dégradés).

Le périmètre d'actions concerne une large partie du centre ancien. Ce programme engagé vise à résorber l'habitat indigne, remettre sur le marché des logements et requalifier les espaces du centre.

Ceci appelle à poursuivre la requalification engagée du bâti sur la ville d'Annonay et à prioriser le renouvellement urbain et le développement dans le tissu urbain existant plutôt que l'extension de l'urbanisation en périphérie.

Données actualisées

Le rapport de présentation retrace le processus de révision du PLU : diagnostic établi en 2015 sur la base des statistiques les plus récentes disponibles à ce moment là, puis élaboration d'hypothèses démographiques en 2016. La mise à jour des données statistiques du rapport de présentation ne rendrait plus compte de ce processus.

Cependant, il est apparu nécessaire de compléter le rapport de présentation avec les tendances d'évolution du parc de logements les plus récentes, afin d'éclairer les choix faits dans le PLU.

Données actualisées - Ville d'Annonay (source : Insee, recensement rénové)

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015
Ensemble	**7 187**	**7 603**	**8 382**	**8 413**	**8 629**	**9 498**	**9 896**
Résidences principales	6 607	6 935	7 069	7 288	7 594	7 853	8 089
Résidences secondaires et logements occasionnels	133	250	385	310	191	329	312
Logements vacants	447	418	928	815	844	1 315	1 495

Les données actualisées montrent que la vacance mesurée par le recensement reste élevée.

On constate une forte concentration du parc locatif sur la commune avec 52% de locataires.

Cependant, cette tendance tend à s'inverser en 2011 avec une augmentation significative du nombre de propriétaires de 5,5% tandis que la part des locataires est en baisse de 3,7%.

Concernant l'évolution de la construction de logements neufs, on note un rythme moyen de 67 logements commencés par an sur la période 2004-2014.

Depuis 1991, on constate une prédominance de la maison individuelle sur la commune d'Annonay.

La construction neuve inverse la tendance et s'oriente vers les logements individuels au détriment des logements collectifs.

On constate sensiblemement les mêmes variations du nombre de logements commencés sur la période 2000 et 2014 à l'echelle de la commune d'Annonay et à l'échelle de la Communnauté d'Aggmomération du Bassin d'Annonay.

Des pics de constructions apparaissent en 2001, 2005, 2008 et également en 2013 dans une moindre mesure. Ces données sont corrélées à l'évolution de la construction neuve (par types de biens) présentée ci-après.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Commune Annonay	39	174	61	29	115	144	70	90	157	81	50	49	48	93	53
CCA Bassin Annonay	214	307	171	192	261	337	232	231	341	266	198	144	185	237	139
Scot Rives du Rhône	1 513	1 573	1 269	1 423	1 780	1 991	1 795	1 666	1 676	1 291	926	1 399	1 160	1 470	943

Des pics de constructions neuves de logements collectifs entre 2000 et 2009

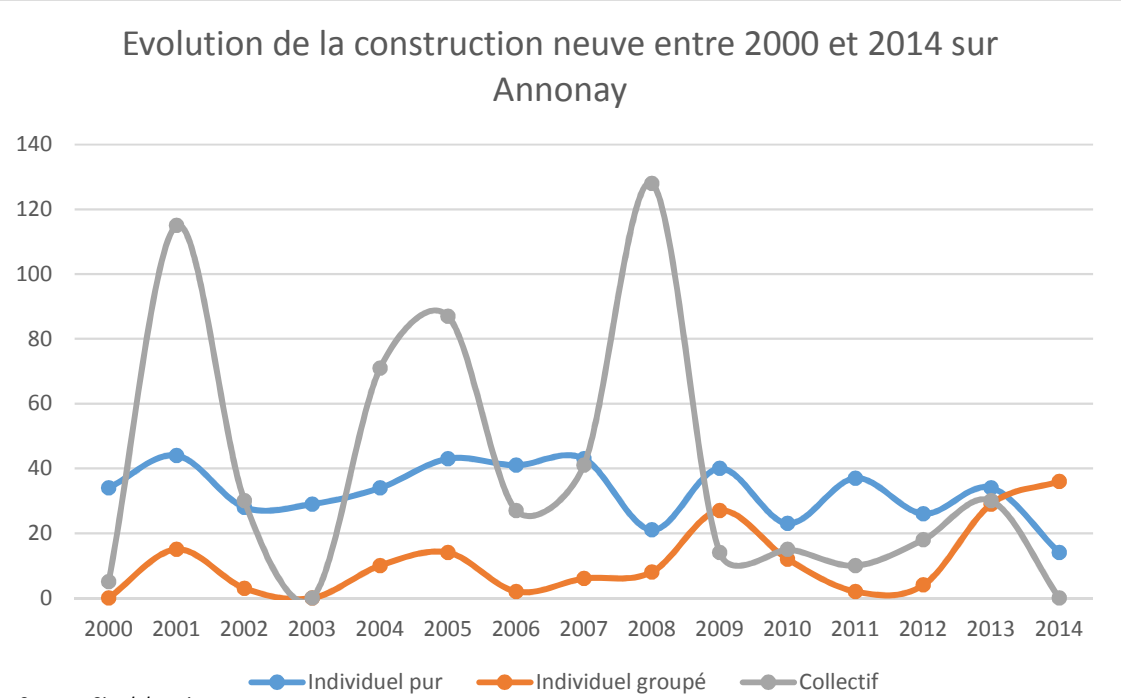
La commune a connu des pics successifs de constructions de logements collectifs, à intervalles réguliers (tous les 4 ans environ), avec de grandes opérations d'ensemble menées sur le territoire : 115 logements commencés en 2001, 87 logements commencés en 2005 et 127 logements commencés en 2008.

Toutefois depuis 2009, la construction de logements collectifs est en baisse.

Entre 2000 et 2007, la construction neuve de logements individuels purs se fait au rythme de 42 logements commencés par an en moyenne.

Entre 2007 et 2013, la construction varie d'une année à l'autre de 20 à 40 logements commencés par an.

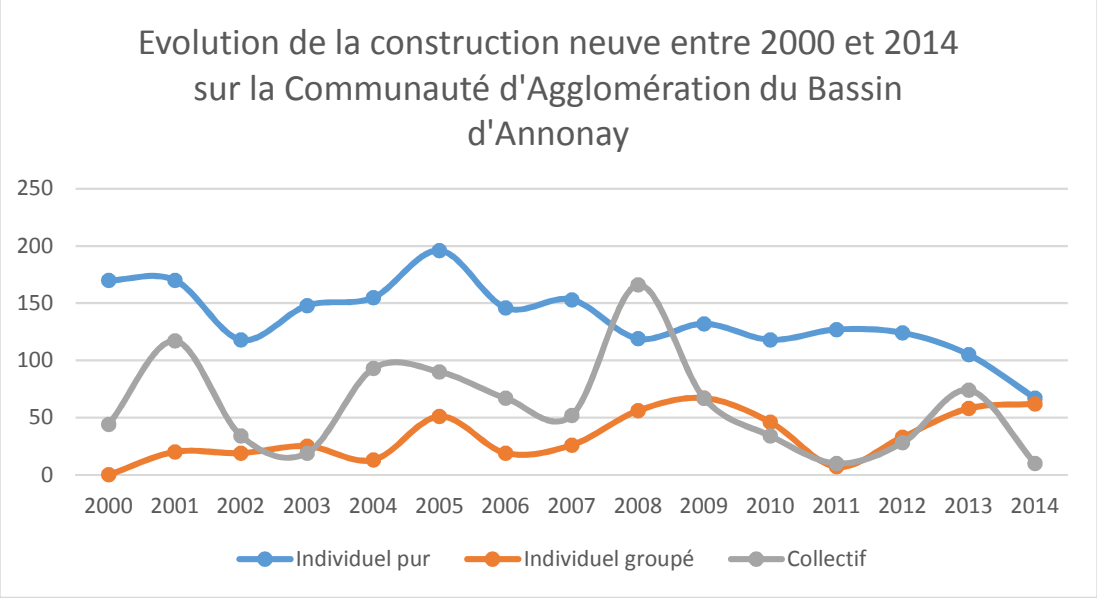
Depuis 2012, on assiste à une forte augmentation de la construction de logements individuels groupés, tandis que les logements collectifs et individuels purs sont en baisse.



Source : Sitadel, traitement

Des constructions neuves à dominante « type individuel » à l'échelle de l'agglomération

La construction neuve à Annonay ne suit pas la même évolution que dans la Communauté d'Agglomération d'Annonay. Jusqu'en 2013, les logements commencés restent principalement de type individuel. Cependant, ces constructions sont en baisse constante depuis 2011.



Un parc de logements sociaux important

Entre 2008 et 2013, la part des logements sociaux a augmenté de 4,3% sur la commune. En 2013, on recense 2 525 logements sociaux sur le territoire communal, ce qui équivaut à une part d'environ 25% par rapport au total du nombre de logements sur la commune.

Le parc social représente donc une concentration importante sur la seule commune d'Annonay. En effet, celui-ci représente 84 % du parc social total du bassin d'Annonay.

La concentration de logements sociaux dans le centre-ville ainsi que la vacance importante confirment bien qu'Annonay est confrontée à la paupérisation de son centre ancien et de certains quartiers HLM et doit s'orienter vers une diversification de l'offre en logements. Un des enjeux est d'équilibrer l'offre à l'échelle de l'agglomération afin d'éviter une spécialisation du territoire. Il s'agit donc d'amoindrir cette tendance afin de créer de la diversité et assurer ainsi de la mixité urbaine et sociale à l'échelle de l'agglomération.

Par ailleurs, en termes de mixité sociale, la commune a réalisé une aire d'accueil des gens du voyage (35 places).

3- Le diagnostic urbain

3-1- La structure du territoire

Un développement du territoire fortement influencé par le relief

Le site de la ville d'Annonay s'inscrit dans la transition entre les hauts plateaux des Monts du Pilat et la vallée du Rhône.

Le relief est très contrasté avec des pentes parfois supérieures à 25%, notamment dues à la traversée des cours d'eau de la Cance et de la Deûme.

Ce relief a fortement influencé le développement de la ville.

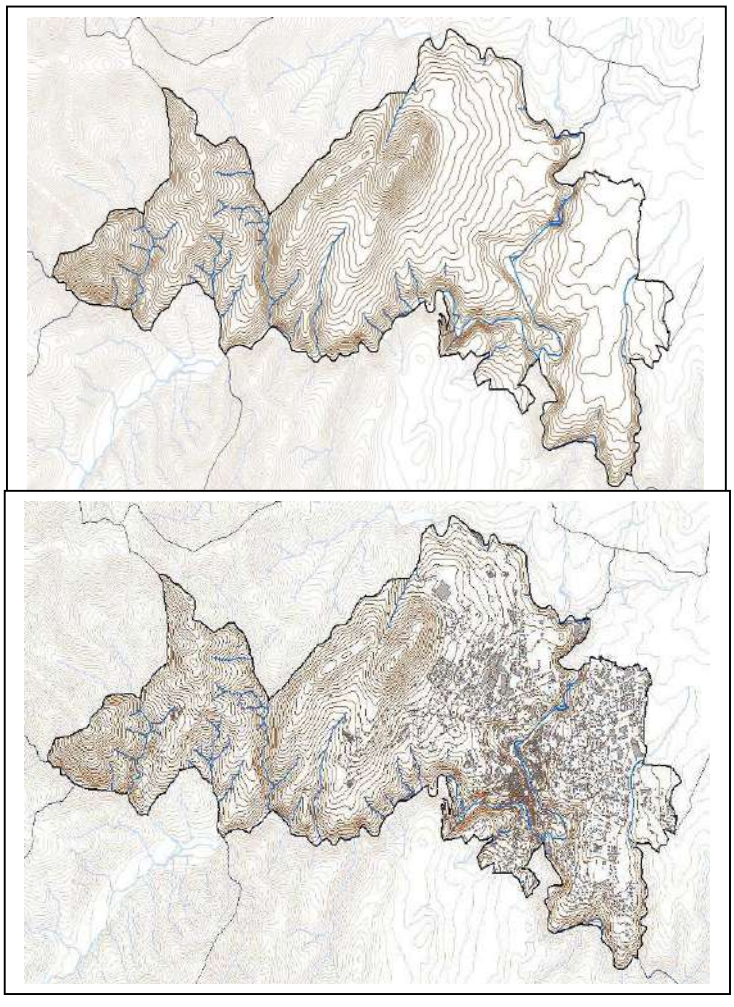
Ainsi, le réseau viaire épouse dans la plupart des cas les courbes de niveaux.

Les rues du centre sont bordées de constructions en hauteur bâties dans la pente et maillées par de nombreux escaliers, de petites ruelles et des passages sous voûtes.

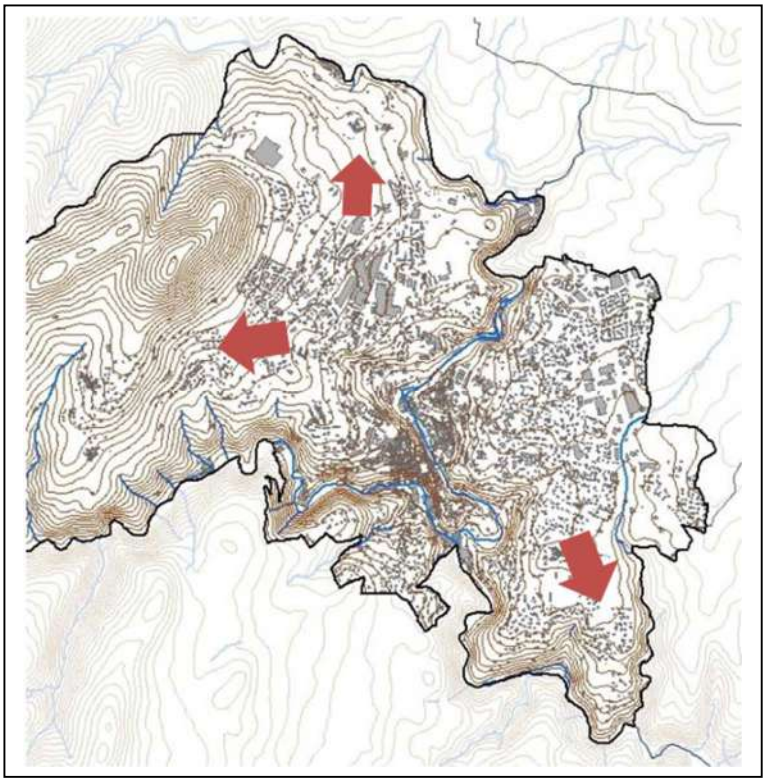
Le site originel de la ville à la confluence de la Cance et de la Deûme a été propice à l'implantation, le long des berges, de nombreuses industries utilisant la ressource en eau et la force motrice hydraulique.

La présence marquante de l'industrie au sein de la ville participe à son identité.

Le bâti industriel constitue un véritable tissu urbain avec ses fronts bâtis, ses voies de desserte et ses ponts.



Aujourd'hui, ce tissu proche du centre se détériore sur les parties désaffectées, déqualifiant ainsi l'image de la ville.



Depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'urbanisation a gagné les étendues planes et les plateaux s'éloignant progressivement du centre ancien avec un développement de quartiers comme Vissenty, au sud-est, Bel Air, Le Zodiaque, au nord du centre ancien.

C'est aussi un éclatement du tissu pavillonnaire qui s'est engagé sur les espaces agricoles périphériques.

Celui-ci se poursuit notamment au nord et au nord-est de la commune (Montmiandon-La Bornette, Les Perrettes…), mais aussi sur les parties sud (Vissenty, Pantu…).

Cette urbanisation pavillonnaire est devenue aujourd'hui majoritaire entrainant une consommation d'espaces souvent au détriment de certains espaces naturels et agricoles.

Souvent peu encadrée, celle-ci forme un tissu périurbain lâche sans logique de continuité urbaine créant ainsi un phénomène de « mitage », y compris dans les hameaux de Châtinais et de Toissieu, à l'ouest.

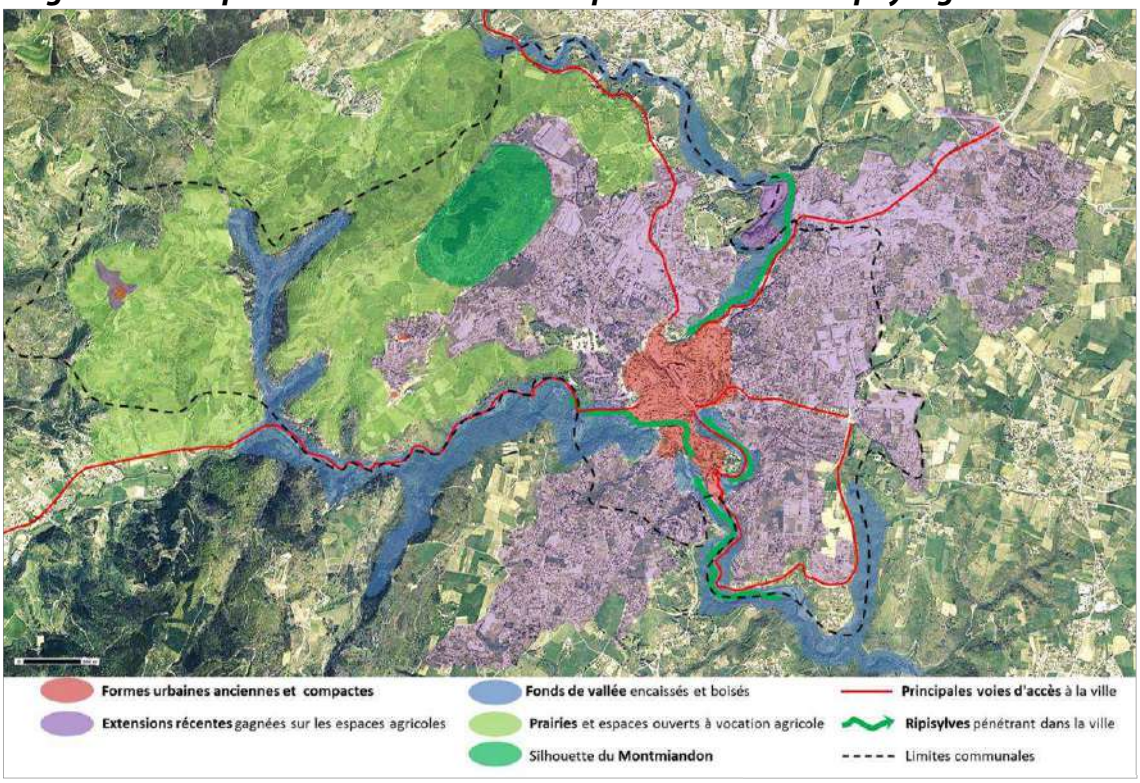
3-2- Le paysage

Le paysage d'Annonay présente une grande variété liée à ses éléments naturels et notamment la topographie, comme cela a été souligné plus haut.

Le paysage urbain est en partie très imbriqué avec celui des communes voisines (Davézieux notamment) et est aussi de ce fait d'une lecture complexe.

Ainsi, différentes entités paysagères se côtoient. Néanmoins, on distingue assez nettement ce qui relève du grand paysage naturel, d'une part, et du paysage urbain, d'autre part.

Les grandes composantes du territoire marquant les différents paysages



Extrait de l'étude AVAP

3-2-1- Le paysage naturel

De grands paysages naturels et agricoles homogènes et marquant l'identité du territoire

Ces grands paysages sont marqués par un relief tourmenté offrant des points de vue variés. Ceux-ci sont parfois obstrués par des prairies en friche et l'avancée de la forêt, venant fermer les paysages agricoles.

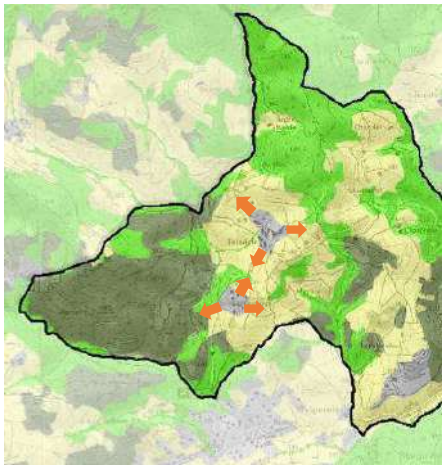
Ils s'organisent selon les grandes entités suivantes :

- Les parties ouest du territoire de Châtinais à Toissieu :

Avec un relief très marqué s'échelonnant de 500 à 700 mètres, au-dessus de la vallée de la Cance et de la Tine, ce grand ensemble paysager est dominé par l'activité agricole et de grandes masses boisées sur les parties hautes.

Il offre une succession de crêts et lignes de crête particulièrement exposées aux vues, entre des vallées secondaires et thalwegs.

Ce paysage rural subit cependant une altération aux abords des hameaux de Châtinais, proche des secteurs d'urbanisation récente, mais aussi aux abords du hameau de Toissieu, avec un habitat diffus, souvent implanté sur des points très exposés au plan paysager.





- Les vallées de la Deûme et de la Cance :

Le paysage est fortement marqué par les vallées et les gorges de la Cance et de la Deûme qui traverse le territoire d'ouest en est, en direction du Rhône.

Ces vallées fractionnent le territoire en plusieurs massifs et sont particulièrement encaissées au niveau de la ville créant de fortes oppositions avec les plateaux. Elles ont largement participé à l'essor industriel, avec l'implantation d'usines en bord de cours d'eau.

Les vallées créées par ces cours d'eau sont étroites, avec des flancs abrupts et des fonds inondables, réduisant ainsi les possibilités de construction.

Les ripisylves structurent le paysage et les berges abritent une biodiversité riche.

Néanmoins, certains secteurs aux abords de ces cours d'eau sont en partie urbanisés ou inscrits à potentiel urbanisable au POS en vigueur et appellent une attention particulière comme :

. le secteur de Varagnes-le-bas et La Peyre aux abords de la Deûme au nord

. le secteur de Maret et de Pantu, au-dessus de la Cance au sud

. le secteur de Bramefan, au sud-est.

Par ailleurs, on note des séquences de paysage à caractère naturel insérées dans la ville comme la rue Greffier Chomel aux abords de la Deûme, dans sa partie à ciel ouvert (pont Arnaud). Les espaces végétalisés et naturels constituent un contrepoids vis-à-vis du bâti dégradé et des friches industrielles. Ainsi faire pénétrer la végétation au cœur de la ville apparaît comme un levier pour valoriser et faire évoluer les quartiers dégradés.



En dehors du centre-ville, les cours d'eau sont peu perceptibles. Leur présence est suggérée par les ponts. Les vues sur ces cours d'eau et les pratiques des berges sont très partielles en raison du relief abrupt. Certains tronçons présentent cependant de grandes qualités paysagères à proximité du centre-ville et mériteraient d'être valorisés. L'armature végétale de la ville est perceptible en entrée de ville mais mériterait de se prolonger en cœur de ville afin d'ouvrir celle-ci sur ses espaces naturels.

Des paysages naturels et agricoles très exposés et altérés progressivement par l'urbanisation :

- Le Montmiandon et ses flancs :

Longtemps planté de vignes, comme en témoignent les terrasses encore partiellement visibles, le Montmiandon est redevenu boisé depuis le XIX^{e} siècle.



Les bois ont subi de nombreux dégâts lors de la tempête de 1999. Il reste néanmoins un élément fort du paysage annonéen, on le perçoit depuis de nombreux points du territoire, il domine Annonay et offre un superbe panorama sur la ville. Cependant l'urbanisation commence à gagner les pentes boisées au sud et à l'est en altérant cet élément fort du grand paysage naturel.

- Des lignes de crête altérées par le développement pavillonnaire

Sur différents secteurs, le paysage naturel et agricole a été altéré par un développement pavillonnaire sur des parties très exposées, rendant leur impact particulièrement visible.





De manière générale, il est à souligner qu'Annonay se caractérise par la diversité des paysages structurés en grande partie par l'activité agricole. Certains éléments de ce paysage rural marquent encore le territoire.

L'aire culturale autour des hameaux, les terrasses et murs en pierres sèches marquent et rythment le paysage, ils sont les témoins des pratiques agricoles.

Les haies, fossés et les chemins agricoles ont façonné le paysage, influençant la structuration du tissu urbain actuel.

Cet équilibre est cependant en train de se modifier du fait de la déprise agricole, du développement d'infrastructures de communication et de l'étalement urbain entrainant le « mitage » de ces espaces.

Cette évolution appelle à (re)poser des limites d'urbanisation afin de préserver la qualité et l'homogénéité de ces grands paysages agricoles et naturels marquant l'identité de la commune.

3-2-2- Le paysage urbain

3-2-2-1- Les noyaux urbains constitués

Il s'agit des ensembles urbains traditionnels, à savoir :

– **Le centre ancien**, de forme singulière, qui se caractérise par un patrimoine de qualité, une silhouette urbaine homogène avec des points d'orgue perceptibles en vision éloignée, un tissu dense et ordonnancé mais un paysage urbain dégradé par des espaces publics en mauvais état.



La trame urbaine du centre médiéval a cependant été modifiée par des percées effectuées au XIX^{ème} siècle ainsi que des extensions du côté de la Cance, puis subdivisée en deux parties par un ensemble d'habitat des années 60/70 en couverture de la Deûme.

– **Les hameaux traditionnels**, en faible nombre, ponctuant le paysage rural :
. Toissieu (photo ci-contre), Châtinais et Boucieu, à l'ouest,
. Varagnes, au nord,
. Vissenty, à l'ouest, plus inséré aujourd'hui dans le tissu urbain.



3-2-2-2- Les vallées industrielles

Le tissu urbain d'Annonay est marqué par de grandes emprises et bâtiments d'activités, le plus souvent désaffectés, le long des cours d'eau et notamment aux abords de la Cance (anciennes tanneries…). Ces bâtiments de grands volumes marquent fortement le paysage urbain.





Extrait de l'étude AVAP

Ces emprises et ces bâtiments représentent un enjeu dans de requalification du paysage urbain appelant à leur redonner de nouveaux usages.

3-2-2-3- Une « ceinture verte » autour du centre ancien

Comme cela a été mis en évidence dans l'étude de l'AVAP, le centre ancien est entouré d'une « ceinture verte » constituée par un ensemble de parcs ou jardins accompagnant le plus souvent des villas, maisons de maître de caractère et de châteaux sur de grandes emprises.



Ceux-ci forment de véritables espaces de nature en ville (point abordé dans le volet

patrimoine ci-après) qui marquent fortement l'identité d'Annonay.

Ils représentent un enjeu de préservation et de valorisation de la trame verte urbaine.

3-2-2-4- Les extensions du centre

Les secteurs d'extension directe du centre

Ils correspondent au développement de la ville « en première couronne » avec notamment :

. Sur les parties nord et nord-ouest du centre, un paysage urbanisé peu lisible du fait d'un maillage de voirie complexe lié au relief, avec une forte imbrication de fonctions entre habitat (quartiers de Bel air, quartier social du Zodiaque ; cité de Paras…), grandes emprises d'activités (Iveco…) et équipements publics (centre hospitalier, gare routière…) ou commerciaux ; des éléments singuliers dans le paysage urbain (grands édifices publics, châteaux et maisons de maître précités…).

. Sur les parties est : un développement le long des faubourgs ponctué par de grands bâtiments d'équipements (lycées notamment).

Les secteurs d'extension périphériques

Localisés sur les franges nord (Montmiandon, les Pérettes..) et sud (Vissenty, Maret, Pantu…), ce sont des paysages dominés par des constructions pavillonnaires peu intégrées au site (pente).

C'est aussi le plus souvent une juxtaposition de styles, de couleurs et de matériaux.



Ceci appelle une attention à apporter à l'insertion des constructions dans le site et le paysage : adaptation à la pente afin de minimiser les mouvements de sols, orientation, volumes bâtis, couleurs (toitures, façades), traitement des abords, plantations…

Par ailleurs, les franges du territoire communal sont occupées par de vastes espaces dédiés aux activités économiques, principalement à l'est en limite de Davézieux (La Lombardière, Marenton…) en intégrant des surfaces commerciales, et au nord (Les 6 chemins, Grosberty).

3-2-2-5- Les entrées de villes : des espaces peu qualifiés et banalisés

Les paysages d'approche constitués par les entrées de ville d'Annonay agissent comme une vitrine du cadre de vie de la commune. Les entrées de ville portent des enjeux forts

car elles matérialisent le premier contact de l'usager avec la ville. Elles permettent une découverte progressive de la ville et une mise en scène de ses environs.

. L'entrée nord-est depuis Davézieux (D121)





Cette entrée de ville est la plus empruntée par les automobilistes. Elle relie Annonay à la vallée du Rhône et aux zones d'activité, accueillant une circulation dense au-dessus de la vallée de la Deûme. Elle crée la transition entre le plateau marqué par un paysage de zone commerciale (un front bâti discontinu ponctué de ronds-points et de panneaux publicitaires) et le centre urbain. En surplomb de la ville, elle permet une découverte progressive du centre urbain.

L'entrée dans la ville (rue Gaston Duclos) est marquée par un paysage urbain peu qualifié au niveau des espaces publics et la présence de bâti dégradé.

. L'entrée nord depuis St Marcel les Annonay (D206)





Cette voie relie Annonay à Bourg-Argental puis Saint-Etienne. Elle se décompose en trois séquences principales :
. une première partie très végétale, ponctuée de grandes propriétés entourées de parcs privés,
. une partie transitoire avec un tissu urbain lâche,
. une troisième séquence plus urbaine avec la traversée du quartier Zodiaque, en cours de requalification.

. L'entrée sud-est depuis Villevocance (D121)



La voie longe la Cance en fond de vallée et pénètre le territoire communal à la sortie des gorges, marqué par une ambiance très végétale, entre les ripisylves et les parcs boisés. On aperçoit les industries en contrebas et la ville en hauteur. La transition est nette avec l'entrée dans l'espace urbain matérialisé par un front bâti remarquable.

. L'entrée depuis le contournement sud de la vallée de la Cance (D270)



Au détour d'un virage, la transition nette entre le rural et l'urbain, avec des vues remarquables sur le centre-ville. En contrebas, vue sur la vallée encaissée de la Cance.

. L'entrée sud du côté de Roiffieux (D578)



Cette route en corniche surplombe les gorges de la Cance et offre progressivement des vues sur la ville, puis en premier plan on aperçoit des usines, un des fondements de l'identité d'Annonay.

. L'entrée est avenue Daniel Mercier (D370)



Une entrée de ville marquée par le bâti pavillonnaire lâche et dispersé formant un tissu urbain peu structuré. Les murets de clôtures jouent un important rôle de structuration de l'espace et d'accompagnement de la voie.

. L'entrée est (D121) rue du Québec



Un paysage offrant des perspectives sur la ville avec des premiers plans dominés par des implantations de services et d'enseignes très présentes.

3-3- Le patrimoine

3-3-1- Les grandes composantes du patrimoine architectural et paysager

Les grandes composantes de ce patrimoine ont été identifiées dans l'étude de l'AVP avec :

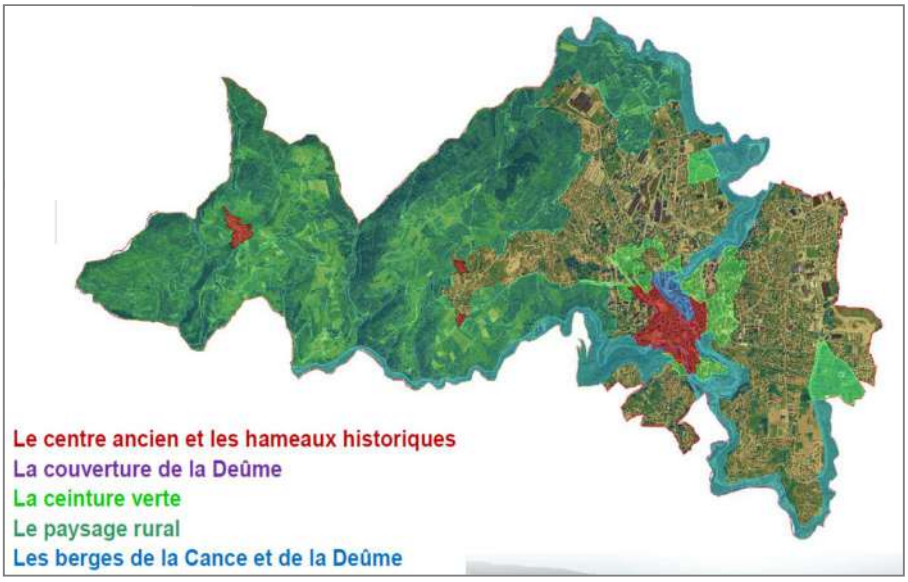
. Un centre ancien ayant conservé une qualité, bien qu'altéré par la couverture de la Deûme

. Une « ceinture verte » remarquable autour du centre

. Un patrimoine industriel monumental et emblématique

. Une importance historique et paysagère des rivières de la Cance et de la Deûme

. Un paysage rural préservé, caractérisé par l'activité agricole et les hameaux



Extrait de l'étude

Le patrimoine architectural

La commune d'Annonay possède un patrimoine bâti important, mais aussi un patrimoine religieux.

Parmi le riche patrimoine urbain de la commune, plusieurs monuments sont classés ou inscrits au titre des monuments historiques. On recense 5 monuments historiques sur la commune :

- Le domaine de Marc Seguin, monument historique inscrit par arrêté du 3 avril 1992. Situé dans le quartier de Varagnes, cet ensemble du XVIII[e] siècle est constitué de plusieurs corps de bâtiments et d'un parc. Marc Seguin, ingénieur et inventeur reconnu, a contribué à la renommée de la ville.



- Les papeteries Canson-Montgolfier, monument historique inscrit par arrêté du 20 juillet 2012. Cet ancien ensemble industriel constitue l'un des plus emblématiques du bassin annonéen. L'ensemble des papeteries Canson-Montgolfier se développe en fond de vallée, de part et d'autre de la Deûme entre Davézieux et Annonay.



- La chapelle Sainte Claire, monument historique classé par arrêté du 8 février 1984. La chapelle appartient à l'origine au couvent Ste Claire fondé en 1348. Une partie de l'ancienne chapelle est conservée après les guerres.

  Aujourd'hui reconvertie, la chapelle accueille plusieurs commerces.



- La chapelle du couvent Sainte Marie, monument historique classé par arrêté du 2 mars 1981.
  Entre 1633 et 1865 le couvent et sa chapelle sont édifiés.
  Le plafond en bois peint de la chapelle est réalisé en 1986.
  Les anciens bâtiments du couvent sont aujourd'hui convertis en logements et la chapelle désacralisée accueille des manifestations culturelles.

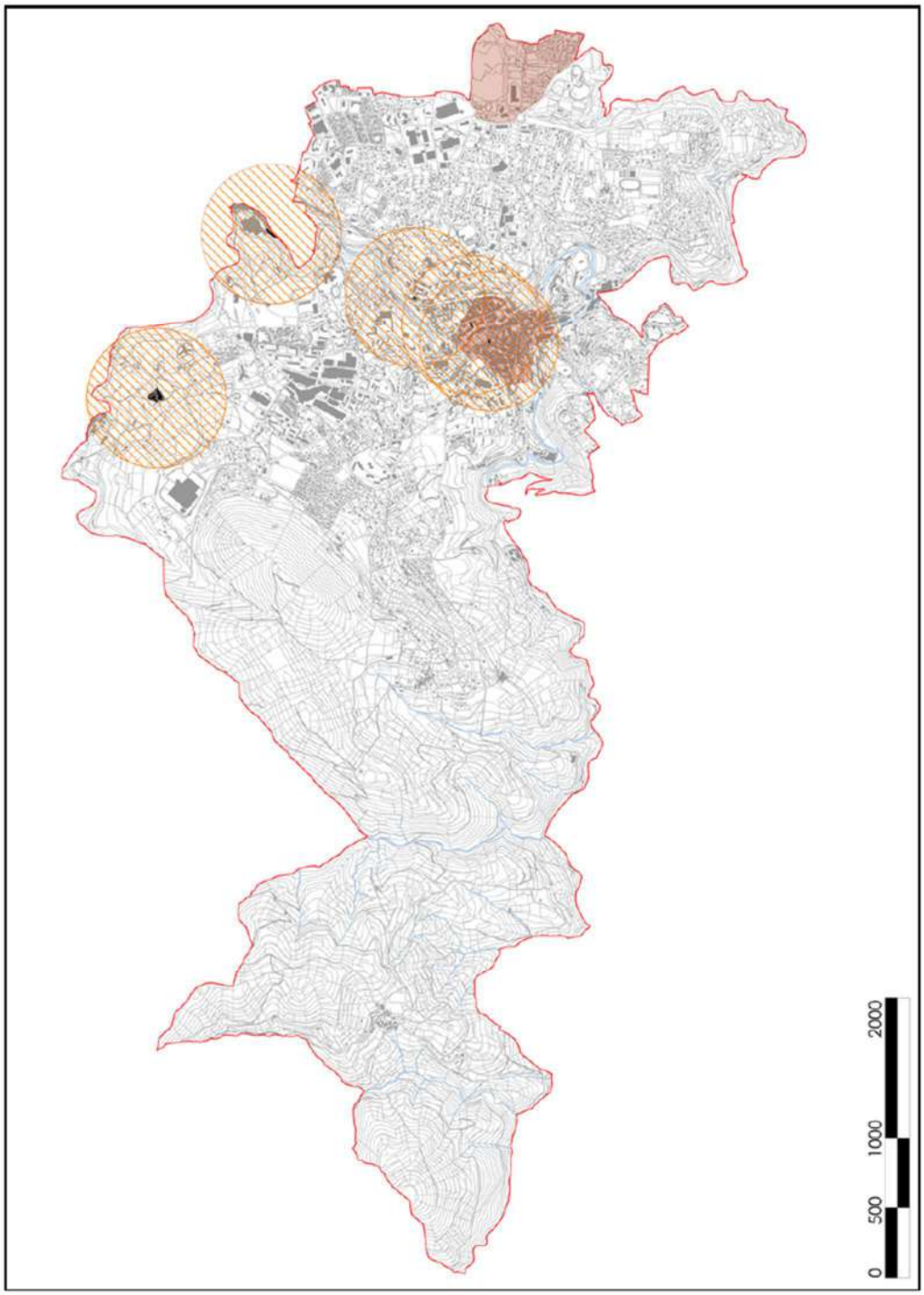


- La maison dite la Venaude, monument historique classé par arrêté du 9 septembre 2009.

  Edifiée au début des années 30, elle illustre par sa position et son architecture la volonté d'exposer le rang social de son commanditaire.



Repérage des secteurs de protections des Monuments Historiques sur le territoire



communal d'Annonay (source : étude AVAP).

Hormis les monuments historiques classés, la commune est également riche d'un patrimoine bâti lié à son histoire artisanale et industrielle. La commune est marquée par de nombreux vestiges qui subsistent.

1. Les édifices civils majeurs

Des hôtels particuliers, des maisons fortes et des édifices civils ont été identifiés dans le centre ancien de fait de leur grande valeur patrimoniale et leur unité architecturale.

- **Le château de Déomas :**



Le château, construit en 1876 au milieu d'un parc de 13 hectares, a appartenu successivement à quelques grandes familles annonéennes (Seguin, Montgolfier…). En 1979, le domaine est vendu à la ville d'Annonay. Restauré en 1995, il est devenu un Centre Municipal ouvert à tous, plus particulièrement destiné à accueillir des actions de formations. De style néoclassique, le Château est une illustration de l'architecture d'Annonay à la fin du XIXe siècle. Il appartient à la couronne des châteaux et grandes maisons bourgeoises qui entourent la Ville. Le parc possède de nombreuses espèces différentes d'arbres dont le remarquable platane orientaliste, les chênes châtaigniers, les séquoias et les cèdres.

- **Demeure fortifiée :**


Demeure Fortifiée

Située 18 rue des jardins, cette demeure fortifiée, accueille aujourd'hui des appartements, la façade a été rénové récemment.

- **Maison forte Jamieux de Boulieu :**


Maison forte Jamieux de Boulieu

Les maisons fortes traduisent l'identité de son possesseur, son niveau de richesse, ses besoins, son goût, son statut et son rôle dans la société médiévale.

La Maison forte Jamieux de Boulieu date du XIV^{e} siècle. Elle est située 13 rue Franki Kramer.

- **Maison forte dite de Nicolas du Peloux :**

  Supposée du XIV e siècle, elle a été remaniée au XVIIIe siècle. Le nombre important de maisons fortes est à mettre en relation avec l'augmentation du nombre de chevaliers qui accèdent à la noblesse. La maison forte Nicolas du Peloux est située 3 place de la poterne.

- **Maison 6 rue Valgelas :**

  Maison à escalier à demi-hors-œuvre et croisées, supposée du XVIe siècle, elle est conservée dans le tissu imbriqué et rappelle la richesse d'Annonay à cette époque de l'histoire.



Maison rue Valgelas

- **Ancienne halle aux grains :**

  Ancien marché couvert destiné au commerce des céréales datant du XIVe siècle, la halle aux grains, située 16 place de la Grenette, a été conservée.

- **Ancienne maison du baillage :**

  Située 15 rue Bechetoille, la maison du bailliage royal est construite en 1700. Elle sera ensuite transformée en tribunal pour devenir aujourd'hui le musée César Filhol. Probablement un ancien hôtel particulier, situé sur le tracé supposé des remparts.

- **« Ceinture de château », demeure bourgeoise :**

  Avec l'essor industriel, de grandes demeures avec parc ou jardin s'installent en périphérie de la ville. Elles ponctuent aujourd'hui le territoire périurbain d'Annonay par leurs silhouettes imposantes dissimulées par la végétation.

2. Les édifices publics ou institutionnels

Les édifices institutionnels du XIX^{e} siècle participent à la constitution urbaine, par leur position stratégique notamment.



- **L'hôtel de ville :**

  Edifice public d'importance, véritable marqueur de la composition urbaine, l'hôtel de ville présente des avant-corps et un parvis en belvédère, il est situé rue Boissy d'Anglas.

- **L'hôpital**

  Construit en 1976, l'hôpital est depuis lors le seul hôpital public de la commune.



- **L'école des Cordeliers**



L'école est située boulevard de la République.

Le front bâti continu remarquable marque le début du boulevard.

3. Les édifices religieux

Le centre-ville d'Annonay est marqué par la présence d'édifices religieux. Au début du XIX^{e} siècle, la population augmente rapidement avec l'arrivée massive de main-d'œuvre pour l'industrie. Ainsi de nouvelles paroisses sont édifiées pour accueillir les nouveaux fidèles. Depuis, certains édifices ont été remaniés et illustrent différentes époques, d'autres ont participé à la structuration de l'espace urbain.

- **La chapelle de Tranchin** :

  Elle a été édifiée en 1320 et remaniée au XVIII^{e} siècle. Son clocher servit de paroisse pendant trois cents ans. Edifice de style gothique, la chapelle de Tranchin est à l'origine celle d'un prieuré dont les bâtiments se trouvaient au nord de l'édifice. La chapelle se signale dans le paysage d'Annonay par son clocher de forme octogonale sur base carrée entièrement construit en granit du pays.



- **L'Eglise Notre Dame de l'Assomption :**

  Elle s'inscrit dans le tissu urbain, édifié dans le quartier du champ, en lieu et place d'un îlot urbain insalubre démoli. Visible de chaque entrée d'Annonay, l'église Notre Dame est un élément incontournable du paysage urbain. Construite à la fin du XIX^{ème} siècle, elle est de style néo-romano–byzantin.



- **L'Eglise Saint-François**



Edifiée en 1866 par Joseph Seguin, l'église Saint-François est de style néogothique. Les vitraux mettent à l'honneur Saint-François d'Assise.

L'église abrite un orgue datant du XIX^{ème} siècle.

- **L'Eglise Saint-Joseph**



Edifiée en 1872 par Prosper Borione, l'église Saint-Joseph est également de style néogothique.

L'église est située dans le quartier ouvrier de Cance et aura comme vocable Saint Joseph, patron des ouvriers.

4. Les remparts

Des vestiges de remparts ont été repérés. Ils permettent d'identifier le centre ancien intra- muros avec la Tour dite des Martyrs, vestige des remparts du XIII^{e} siècle, au-dessus de l'ancien couvent Sainte-Marie, la porte de Bourgville datant du XII^{e} siècle et la porte du Château.

5. Les édifices industriels

Hérités de l'époque florissante de l'industrie, plusieurs sites demeurent aujourd'hui, certains à l'état de friche, d'autres ont été reconvertis.

La ville doit aujourd'hui composer avec un patrimoine industriel bâti très important.

Ce patrimoine industriel est remarquable par sa densité et sa qualité. Sa valeur historique, architecturale et culturelle justifie le maintien et la mise en valeur de ce tissu.










Images extraites de l'Avap

3-3-2- Le petit patrimoine

Le petit patrimoine inclut tous les objets des sites bâtis et du paysage qui possèdent une valeur historique et culturelle mais qui sont modestes dans leur aspect et leurs dimensions.

Ces éléments ne sont plus conservés pour leur usage mais pour leur intérêt en tant que témoins d'une époque et partie intégrante d'un territoire.

Le petit patrimoine rural

Au XIIIe et début XIVe siècles, la petite ville d'Annonay est une étape importante sur la route du pèlerinage emprunté par les pèlerins des Alpes et de la Vallée du Rhône vers la Vierge du Puy-en-Velay, comme en témoigne la construction de nombreuses croix et calvaires sur le territoire communal.

La coutume d'ériger des croix le long des chemins remonte aux premiers temps de l'évangélisation de la région et s'est perpétuée jusque dans les années 1950.

La construction d'une croix ou d'un calvaire pouvait aussi servir à matérialiser un chemin, le centre d'un village ou les limites de la paroisse.

Ainsi, aujourd'hui, au cours de promenades dans les hameaux de la commune, on peut découvrir au détour des ruelles et chemins de nombreuses croix, calvaires et chapelles, reflet d'un passé riche d'histoire.



Vierge Marie au hameau de Toissieu



Croix à l'intersection Boucieu/Toissieu



Croix au hameau de Châtinais



Chapelle de Varagnes

Le petit patrimoine urbain

Il convient de porter un regard différent sur la notion de patrimoine en ne la limitant pas aux bâtiments pour prendre en compte certains éléments qui constituent des repères urbains et donnent du sens aux espaces, en transformant le regard des citadins sur les lieux qu'ils fréquentent.

La présence d'éléments patrimoniaux tels que les fontaines et les statues dispersées dans l'espace urbain participe à l'expression riche et variée de l'espace public et à la composition urbaine. Ces éléments sont un support de valorisation de l'image de la ville.



Statue de Notre Dame de confiance



Statue de Boissy d'Anglas



Fontaine place Grenette

3-4- Les espaces économiques

Une offre commerciale de centre-ville complétée de polarités secondaires

Le centre-ville d'Annonay compte plus de 300 établissements commerciaux dans les domaines de l'habillement, de la décoration, de la restauration, du linge de maison, de la décoration, des librairies, des parfumeries, maroquineries, pharmacies, de l'alimentation, de la restauration, et de l'hébergement. L'appareil commercial représente 62 % de l'offre globale sur le bassin d'Annonay et 64 % de l'offre non alimentaire (source étude cibles et stratégie, mars 2011).

Son rayonnement sur une zone de chalandise globale importante (88 000 habitants pour 74 communes) reste toutefois à affirmer et à se diversifier.

On observe à ce jour une vacance commerciale importante de l'ordre de 21% (rapport IGF 2016). Cette vacance, notamment due à la concurrence générée par le développement des zones commerciales périphériques, est répartie sur l'ensemble du territoire communal.
Néanmoins, celle-ci est moins importante sur certains secteurs souffrant d'un plan de circulation complexe, de l'absence de circuits piétons structurés, d'une organisation spatiale et topographique contraignante.

Cet appareil commercial est réparti entre les différentes parties du centre.
On note une plus forte concentration des commerces spécialisés (hyper centre) autour de la place des Cordeliers, la rue Sadi Carnot, l'avenue de l'Europe, la Place de la Liberté et la rue de Deûme correspondant à la « ville basse ».

Celle-ci regroupe près de la moitié des commerces dont près d'un quart sur Sadi Carnot-Cordeliers.



La place des Cordeliers, lieu majeur du centre-ville

En revanche, la vacance commerciale est plus importante sur les secteurs ouest du centre-ville : rue Boissy d'Anglas, rue de Tournon, quartier de Cance, rue Franki Kramer et rue Montgolfier.

Le centre haut ne représente que 28 % des commerces d'Annonay.

L'éclatement de l'offre alimente notamment les problèmes de liaison entre les pôles et donc la synergie entre ceux-ci.
Par ailleurs, des polarités secondaires se sont développées sur :

- le secteur de l'avenue de la gare-boulevard de la République, d'une part
- le secteur Bel-Air, en entrée nord de la ville, d'autre part.

En dehors de ces polarités, on constate des implantations diffuses avec certains secteurs disposant d'une offre abondante (supermarchés traditionnels), tandis que d'autres sont sous-représentés (hypermarchés, meubles, électroménager, sports, …).

Les données « Data commerce 2018 » de la CCI de l'Ardèche montrent que la vacance commerciale s'est aggravée à 28% dont 58% dans le centre historique.

Des implantations périphériques en entrées d'agglomération

Le pôle commercial de Davézieux, situé en limite de la ville d'Annonay, regroupe l'essentiel des grandes et moyennes surfaces spécialisées et alimentaires de l'agglomération.

Ce pôle est facilement accessible mais souffre cependant d'une forte densité de circulation et d'une faible qualité paysagère.

De grandes implantations industrielles et un tissu d'activités artisanales insérés dans la ville

La ville d'Annonay compte de grandes unités industrielles comme le groupe Iveco sur le site Sarzieu-Ripaille au nord-ouest du centre dont l'emprise, de près de 21 hectares, et le linéaire de façades sur voies publiques sont fortement présents dans la ville, avec une forte proximité de l'habitat.

Le centre-ville en lui-même est marqué par le site Faya (anciennes papeteries Canson) acquis par la collectivité avec Epora. Ce site est prévu à la démolition en vue de la réalisation d'équipements notamment commerciaux intégrant un ascenseur urbain de liaison avec la place du Champ de mars.

C'est aussi un tissu urbain mixte intégrant des activités artisanales qui caractérise une grande partie de la ville.

Des espaces économiques dédiés en périphérie du centre

Ces espaces de zones d'activités se situent en périphérie du centre avec :

- sur la partie est :
  . les sites de La Lombardière-Le Mas, en continuité avec les espaces d'activités sur la commune voisine de Davézieux, Les Gonottes sud,
  . la zone de Charnas-Marenton, occupée par de moyennes et grandes entreprises
  . la zone récente de Marenton, plus au sud, avec des espaces en commercialisation par la communauté d'agglomération (2,6 hectares dont 2 ha sur Annonay)
  . des espaces plus diffus sur Porte Broc sud et Champgurin

- sur la partie sud : la zone des Aygas, au tissu mixte à dominante artisanale

- sur la partie sud-ouest : le site de Rochebrune, avec un tissu mixte (artisanat, hôtel des ventes, habitat…)

- sur la partie nord-ouest :
  . le site de Grosberty, zone d'activités communale, à vocation mixte (activités artisanales, centre d'affaires…) et un site récemment aménagé sur la Peyre dont la destination d'activité reste à confirmer (localisation et topographie),

  . le secteur de Varagnes et des 6 chemins, avec une vocation d'activités appelée à être réexaminée,
  . le site Beauregard correspondant à une implantation d'Iveco (bus),

. les établissements Canson au Grand Murier (usine), sur une emprise de près de 15 hectares.

- Au nord : le site de Pupil (près de 8 hectares), à caractère industriel et de services, géré par la communauté d'agglomération, avec une petite partie sur la commune de Davézieux.

Par ailleurs, il est à noter la présence d'activités spécifiques le long de la Deûme.

La plupart de ces espaces économiques sont de faibles qualités et peu fonctionnels. La place dédiée aux modes doux y est quasiment inexistante, les espaces publics de ces zones sont peu ou non aménagés et sans unité architecturale.

Les espaces disponibles et les potentialités

Les terrains aménagés immédiatement disponibles sont relativement faibles sur la commune, notamment ceux de maitrise publique comme Marenton (2,6 hectares dont 2,3 hectares sur Annonay, comme indiqué plus haut). On dénombre aujourd'hui 3,5 hectares de terrains disponibles sur la commune et un peu plus de 10 hectares sur l'agglomération selon les données disponibles (Source plateforme GéoArdèche, septembre 2015).

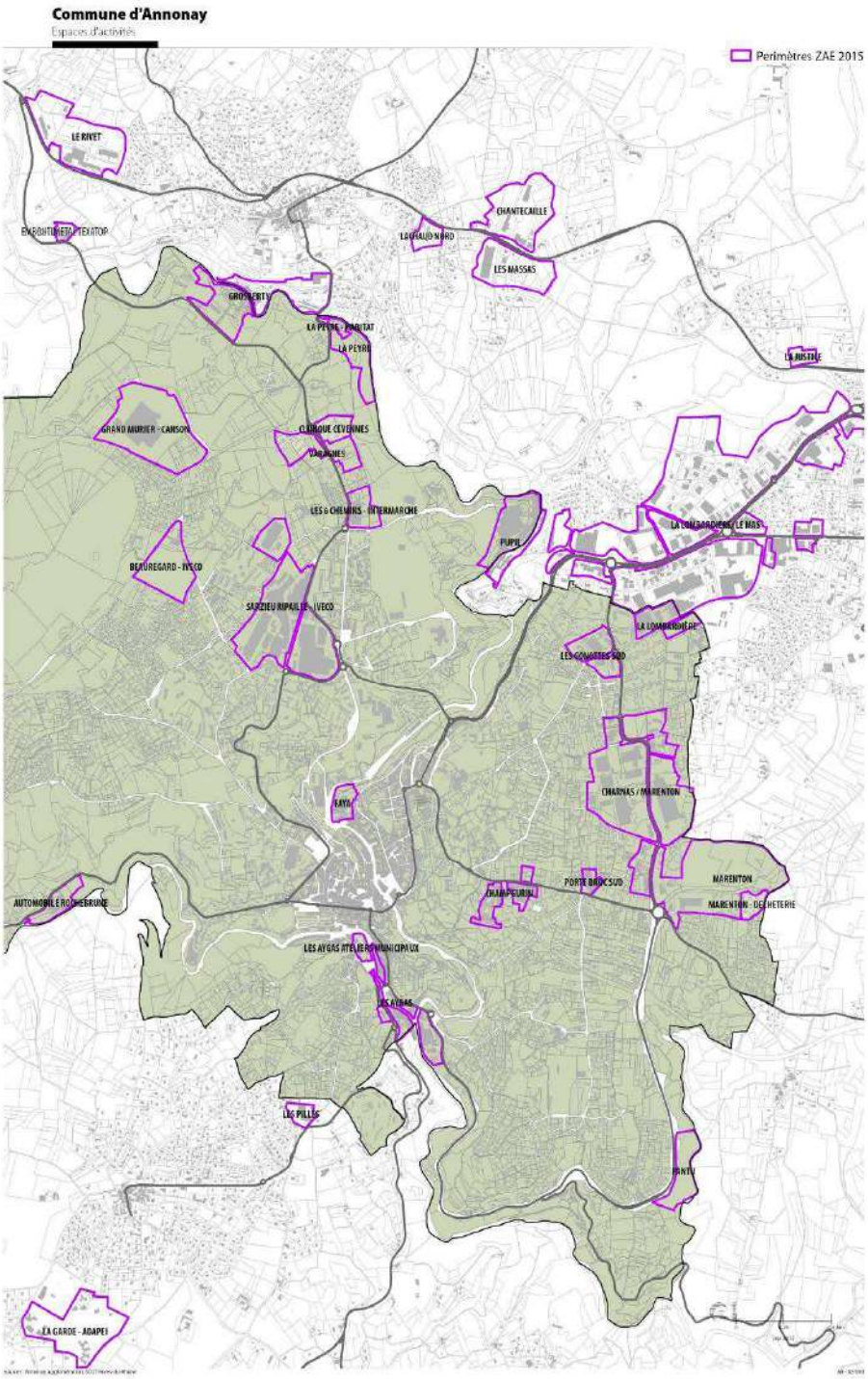
Des espaces potentiels pourraient être aménagés et mis sur le marché en fonction de leur localisation sans que ceux-ci représentent une surface significative.

Par ailleurs, des locaux sont disponibles dans les zones d'activités, à usage d'ateliers, entrepôts et/ou de bureaux. Ainsi, sur la ville d'Annonay, on dénombre 3150 m2 de planchers en ateliers ou entrepôts, dont 410 m2 affectés en bureaux, et 948 m2 de planchers en bâtiments spécifiquement à usage de bureaux.

Au niveau du bassin d'Annonay, l'offre totale de locaux reste importante. Selon une expertise réalisée dans le cadre du programme ANRU sur le quartier du Zodiaque (D2H consultants, 2014), l'offre représente près de 10 000 m2 de planchers, soit plus de 10 ans de commercialisation.

Etat des disponibilités de terrains et locaux sur la ville d'Annonay

localisation	lieu	terrain (m2)	Atelier-entrepôt	dont bureaux	bâtiment-bureaux
Annonay	ZAC Marenton	20200			
Annonay	Grosberty	9267			
Annonay	ZAC Marenton	5803			
Annonay	ZAC Charnas-les grailles		300	60	
Annonay	parc Déomas		230	30	
Annonay	Bd de la République		320	20	
Annonay	Les Grailles		200		
Annonay	Bd de la République				548
Annonay	Les Grailles		300	300	
Annonay	Avenue de l'Europe				100
Annonay	Avenue de la gare				300
Annonay	Bd de la République		1800		
Total		**35270**	**3150**	**410**	**948**



Les espaces d'activités économiques

Enfin, comme cela a été précisé, la ville d'Annonay comporte d'anciens bâtiments industriels en friche appelés à être réutilisés en particulier à usage d'activités.

Les espaces agricoles

Ceux-ci ont été décrits plus haut dans le diagnostic socio-économique et comme éléments du paysage (diagnostic urbain et environnemental).

Ils sont développés dans l'Etat Initial de l'Environnement plus loin (chapitre 4).

3-5- L'organisation de l'habitat

Plusieurs typologies et formes d'habitat sont présentes sur la commune.

3-5-1- Les noyaux urbains constitués

Les hameaux

Les hameaux sont en nombre relativement limité sur la commune : Toissieu, Châtinais et Boucieu, à l'ouest ; Varagnes, au nord et Vissenty, à l'ouest, plus inséré aujourd'hui dans le tissu urbain. Très regroupés, ils ont une implantation liée à la topographie du terrain. Le bâti est dense et aggloméré.
Ces hameaux présentent des similitudes avec le centre ancien en termes de densité et d'alignement en bord de voirie. Ils contrastent avec les développements urbains plus récents, beaucoup moins denses.
Le bâti est implanté dans la pente, orienté de façon optimale, il s'intègre parfaitement dans le paysage.



Hameau de Boucieu



Hameau de Toissieu

Le centre-ville : un tissu complexe issu de restructurations successives



Annonay se caractérise par des restructurations successives du tissu du centre-ville et par la diversité des morphologies urbaines. La topographie, le développement industriel et les rénovations urbaines ont marqué la structure urbaine du centre-ville.

Plusieurs éléments particuliers ont structuré la ville actuelle : l'enceinte médiévale, l'emplacement des anciens ponts et des portes ainsi que la construction de voies le long desquelles se sont installés les faubourgs (hors des murs). Le centre ne constitue plus aujourd'hui un noyau identifiable, les restructurations, les démolitions et les reconstructions successives ont considérablement perturbé la lecture du tissu.

Le tissu le plus ancien (ville haute) est pour partie rayonnant. Il forme un éventail, épouse la forme de l'enceinte médiévale et s'adapte à la pente. La forme des îlots est générée par le système viaire et la continuité bâtie sur la rue. Le tissu urbain est caractérisé par sa forte densité bâti (R+3, R+4).

A partir de la **fin du XVIII e** siècle, Annonay s'étend du fait du développement de l'industrie et de l'activité commerciale. Des rues furent percées dans le tissu médiéval afin de faciliter les moyens de communication. Contrairement au tissu médiéval, la rue ne suit pas les courbes de niveau, elle est en pente régulière. Ces ruelles et escaliers, qui relient la vallée et le haut de la ville, manquent de valorisation.

Les compositions urbaines du **XIXe siècle** se juxtaposent aux structures urbaines préexistantes lors d'opérations d'ensemble, ou lors de percées du bâti existant. L'urbanisation se développe le long des voies d'accès à la ville, sur des flancs abrupts, aux abords directs du centre ancien. Quelques maisons bourgeoises ponctuent le paysage urbain. Le bâti présente une grande homogénéité de gabarits de rues, les hauteurs varient selon les configurations de R+2 à R+9 et s'adaptent à la pente. Des démolitions ont eu lieu afin de construire des édifices majeurs (aménagement de la place de la liberté, construction de l'église Notre Dame et de l'église St François). Ces interventions constituent aujourd'hui une composition urbaine structurante.



Source : département de l'Ardèche

Au XXe siècle, la Deûme est couverte et certains tissus riverains sont détruits afin de créer une artère majeure au niveau du centre-ville permettant ainsi de s'affranchir de la barrière créée par le cours d'eau.

Des constructions sont ensuite réalisées le long de l'avenue de l'Europe formant une limite forte entre les quartiers du Champs et le faubourg de la Récluzière. Les gabarits des voies et les bâtis sont en rupture d'échelle avec le tissu ancien, s'élevant jusqu'au R+12. Les liaisons anciennes sont interrompues et rendent difficiles les déplacements est-ouest.

Dans le quartier du Champ, la démolition d'îlots et d'édifices insalubres a généré des espaces publics résiduels et certains projets de reconstruction n'ont pas été adaptés au tissu existant. Ces espaces publics sont essentiellement dédiés au stationnement, les pignons et les arrachements d'îlots mis à jour lors de ces démolitions dégradent l'image du centre ancien. Peu à peu la forme urbaine du centre apparaît décousue.



Le centre ancien se caractérise aujourd'hui par sa forme singulière, sa silhouette urbaine homogène avec des points d'orgue perceptibles en vision éloignée, ainsi qu'un tissu dense et composé intégrant un patrimoine de qualité.



3-5-2- Les secteurs d'extension

Le tissu industriel : un patrimoine dégradé

Les quartiers d'Annonay ont historiquement été formés par la relation particulière entre habitat et industrie. La présence marquante de l'industrie au sein de la ville participe à son identité. Le tissu industriel est assez dense, notamment dans le quartier de la Cance. Il occupe une grande partie du Faubourg, il constitue un véritable tissu urbain avec ses fronts bâtis, ses voies de desserte et ses ponts. Ce tissu proche du centre se détériore, dégradant l'image de la ville. L'emprise importante de ces bâtiments, leur localisation le plus souvent en zones inondables et la pollution potentielle des sites sont autant de contraintes à prendre en compte pour permettre la revalorisation. Ce tissu industriel représente un enjeu majeur de requalification nécessaire à la revitalisation du centre-ville.







Les demeures bourgeoises : la « ceinture verte »



La transition entre le centre-ville et le territoire périurbain d'Annonay est ponctuée par la « ceinture verte ». Ensemble de parcs et jardins appartenant aux anciens domaines qui encadraient les demeures bourgeoises du XIX^{e} siècle. Les demeures occupaient le plus souvent le centre de la parcelle et étaient entourées d'un parc arboré.

3-5-3- Les secteurs périurbains

Les lotissements : des constructions peu denses à faible intégration paysagère





Les secteurs d'urbanisation périphérique sont dominés par des constructions pavillonnaires peu intégrées au site (pente…) et marquées par une juxtaposition de styles, de couleurs et de matériaux. Chaque parcelle est composée d'un bâti de gabarit moyen (R ou R+1) et d'un jardin, organisée le long de larges rues droites formant un maillage en îlots, dont la densité bâtie est faible.

L'extension de l'urbanisation par ce tissu pavillonnaire peu dense et mal encadré entraine le mitage des espaces naturels et agricoles et impacte fortement le paysage.

3-6- Les déplacements et les transports

La question des déplacements se traduit dans des documents et des politiques à différentes échelles. Les lois récentes (loi sur l'air, loi solidarité et renouvellement urbains,…) ont renforcé la prise en compte des déplacements dans une approche de développement durable.

Dans ce contexte, à l'échelle du département de l'Ardèche, une réflexion a été menée sur les déplacements. Le département s'est engagé dans un « plan mobilité 2013-2020 ». Il s'articule autour de 3 grandes orientations :

- Faciliter les déplacements en Ardèche
- Accompagner les territoires afin d'améliorer la mobilité de leurs habitants
- Instaurer de nouveaux modes de gouvernance

Le département s'est également engagé dans un schéma départemental en faveur du vélo organisé selon 4 axes majeurs :

- Aménager et sécuriser le réseau routier départemental
- Un réseau de « voies douces » sur le territoire ardéchois
- Les déplacements utilitaires et l'intermodalité
- La valorisation et la promotion des itinéraires

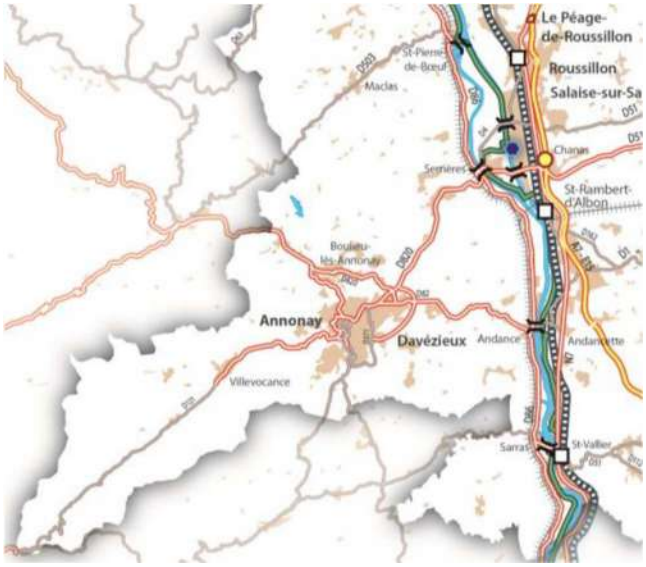
De plus, la prise de compétence transports par l'agglomération du bassin d'Annonay va modifier en profondeur le paysage institutionnel en matière de déplacements. Il s'agit, en effet, d'un véritable transfert de compétences qui permettra à l'agglomération de développer une politique de transport en organisant un réseau de transport et des actions adaptées à l'échelle de son bassin de vie.

Les Départements de la Drôme et de l'Ardèche ont élaboré un schéma bi-départemental du covoiturage afin d'inciter un maximum de Drômois et d'Ardéchois à adopter la voiture partagée. Ce document a permis d'obtenir une vision à plus long terme des actions à réaliser : campagne de sensibilisation, mise en relation des covoitureurs, conseils auprès des entreprises, accompagnement des initiatives locales.

A l'échelle du Pays, une étude des déplacements avec la définition d'un plan d'actions a été conduite pour les deux zones urbaines du Bassin d'Annonay et de Tournon. Les actions préconisées visent à réduire l'utilisation de la voiture et à apporter un service au public dit « captif » : personnes âgées, personnes en insertion, jeunes et personnes non motorisées.

3-6-1- Réseau viaire : un réseau en étoile peu structuré et peu lisible

Au nord du département, Annonay constitue une porte d'entrée de l'Ardèche et se trouve au carrefour de plusieurs routes d'importances. La proximité immédiate de la vallée du Rhône permet de relier des grandes infrastructures à rayonnement national (autoroute A7, gare de Péage-de-Roussillon…). Toutefois, cette rapidité d'accès reste dépendante de la RD820 qui présente quelques points durs dans sa liaison avec la vallée, notamment au niveau des franchissements du Rhône (ponts de Serrières et d'Andance).







Le réseau structurant converge en étoile sur Annonay avec une forte concentration du trafic de desserte et de transit sur la commune. Globalement, le niveau de trafic routier est faible même si une concentration est présente sur certains axes.

L'accessibilité d'Annonay et de son centre-ville s'organise selon 3 axes :

- Un réseau de voies permet l'accès depuis le nord-ouest, via **la RD20 et la RD121** passant par le centre-ville et le secteur du Champs de Mars. Ce secteur subit un trafic relativement important, avec un nombre significatif de poids lourds. Ce secteur est très contraint par le relief.

- L'est de l'agglomération est desservi par **la RD206 et la RD307**. Du fait d'un manque de fluidité sur le trafic de la couronne immédiate et d'un engorgement des axes principaux sur le bassin d'Annonay, le contournement est d'Annonay–Davézieux a été réalisé. Il permet de désenclaver le bassin annonéen afin de faciliter son développement économique. Il permet d'améliorer la fluidité de la circulation sur la couronne immédiate de l'agglomération, d'accroître la fiabilité du temps de parcours de l'accès au couloir rhodanien, de renforcer la sécurité (carrefours, accès, …). La mise en service est effective depuis le 17 juillet 2014.

- Au sud, la RD 578 et la RD 371 se retrouvent à la confluence entre les vallées de la Cance et de la Deûme.

Par ailleurs, le réseau de voies communales présente un maillage faible pour les liaisons est/ouest, dû aux fortes contraintes du relief. Le réseau de voiries dispose de peu de lisibilité, les axes sont traités de la même manière, qu'il s'agisse d'une voie principale ou secondaire. Une hiérarchisation du réseau de voirie doit être engagée afin d'améliorer la lisibilité du réseau viaire.

Plusieurs projets de voiries sont en gestation mais restent établis au « coup par coup » (traversée de la Cance, déviation nord d'Annonay…).

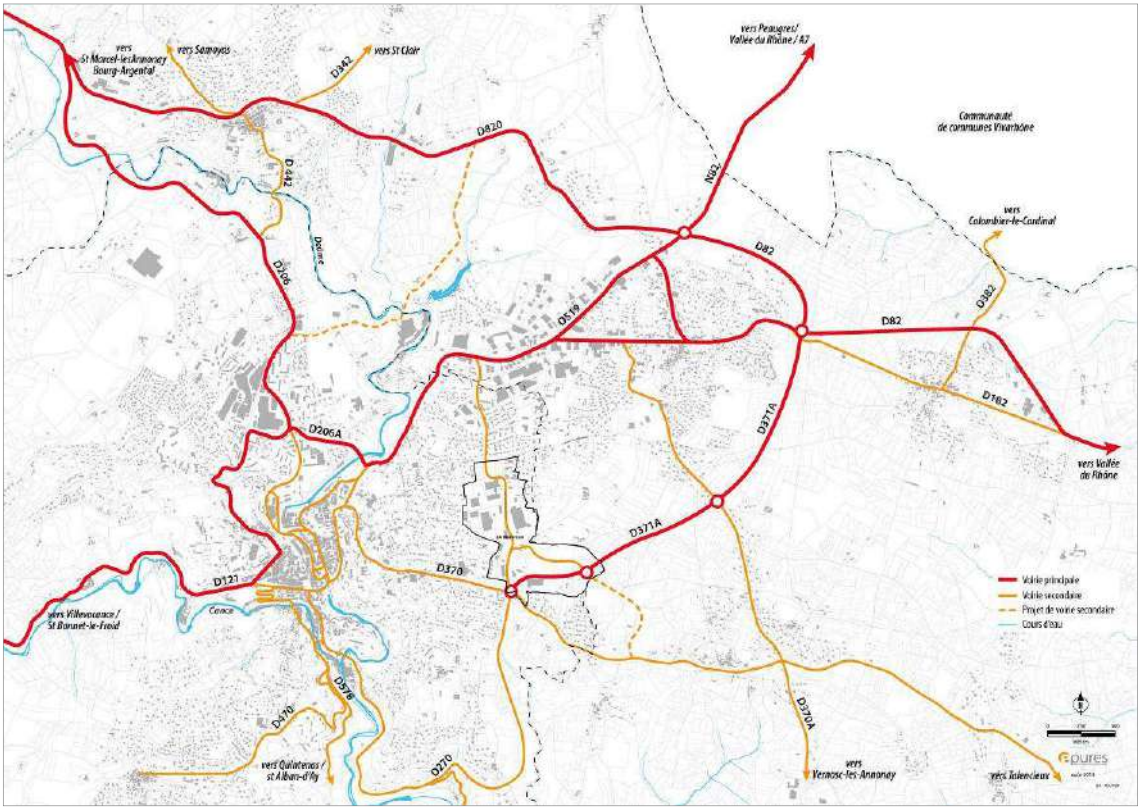
3-6-2- Un réseau de chemins ruraux

La commune comporte un ensemble de chemins ruraux. Ce sont des chemins appartenant à la commune, affectés à l'usage public, qui n'ont pas été classés comme voies communales. Ils font partie du domaine privé de la commune.

Ceux-ci sont distincts des autres voies qui appartiennent à des particuliers, même si elles sont ouvertes à la circulation publique. En effet, selon la loi, l'affectation à usage du public est dite « présumée », notamment par l'utilisation du chemin rural comme voie de passage ou par des actes réitérés de surveillance ou de voirie de l'autorité municipale.

La loi établit une autre présomption, à savoir que « tout chemin affecté à l'usage du public est présumé, jusqu'à preuve du contraire, appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé ». C'est au propriétaire qui revendique la propriété d'un chemin affecté à la circulation générale, de renverser la présomption.

Néanmoins, ces voies privées peuvent poser des difficultés dans leur usage et leur gestion.



3-6-3- Le stationnement : une difficulté dans le centre-ville

Le stationnement pose problème notamment dans le centre-ville en termes de gestion de l'espace public. En effet, le stationnement occupe un espace très important au détriment des piétons et plus généralement des modes doux. Les espaces publics majeurs tels que la place de la Liberté, la place de la libération et la place du Champs de Mars ont d'abord un rôle de parking. Ces espaces ne sont pas mis en valeur et ne permettent pas de profiter de l'esplanade et du parvis.

Les usages de la ville sont très dépendants de la voiture particulière et engendrent des difficultés en centre-ville en termes de stationnement à la fois pour les visiteurs qui accèdent aux commerces, équipements et à leur lieu de travail et également pour les résidents.

De plus, les activités économiques et notamment les grands établissements industriels implantés dans la ville sont de forts consommateurs de stationnement et empiètent sur les espaces publics.

Un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public sera établi dans le cadre d'une étude lancée par la commune. Celle-ci actualisera les données déjà recensées en la matière (cf. carte ci-après). Elle permettra également de préciser les possibilités de mutualisation de ces capacités.

En l'attente, un inventaire a été réalisé en octobre 2009 (Atelier de la Gère) avec une capacité de 2 445 places dans le secteur central. L'offre en stationnement public se répartie ainsi en 5 grandes « aires d'attractivité », correspondants à des usages et des localisations du stationnement particuliers.

1. **Europe Centre-ville** : une polarité sur l'hypercentre commerçant, le long de l'avenue de l'Europe et rue Sadi-Carnot, englobant le parking La Valette (environ 750 places, soit **30%** de l'offre)

2. **Europe Centre commercial** : une polarité commerçante au nord de l'avenue de l'Europe, autour du centre commercial (environ 260 places, soit **11%** de l'offre), avec un complément important en stationnement privé

3. **Gare - Californie - République** : une zone au nord plutôt résidentielle avec quelques commerces et équipements, du boulevard de la République à l'avenue Seguin, (environ 375 places, soit **15%** de l'offre)

4. **Cance - Fontanes - Basse Ville** : une zone au sud, en devenir, résidentielle, commerces sur Tournon, quelques activités et équipements (environ 425 places, soit **18%** de l'offre)

5. **Hôpital - Hôtel de Ville** : une zone avec de nombreux équipements, notamment l'hôpital et l'hôtel de ville (environ 635 places, soit **26%** de l'offre)

Cet inventaire a été actualisé en juillet 2015 (Epures) et fait ressortir une capacité légèrement plus faible de 2260 places, notamment liée aux aménagements de requalification d'espaces publics.

Europe Centre-ville : 650 places (-100 places liées notamment au réaménagement de la place des Cordeliers)

Europe Centre commercial : 190 places (-70 places du fait de l'implantation d'une gare routière à la place d'un parking)

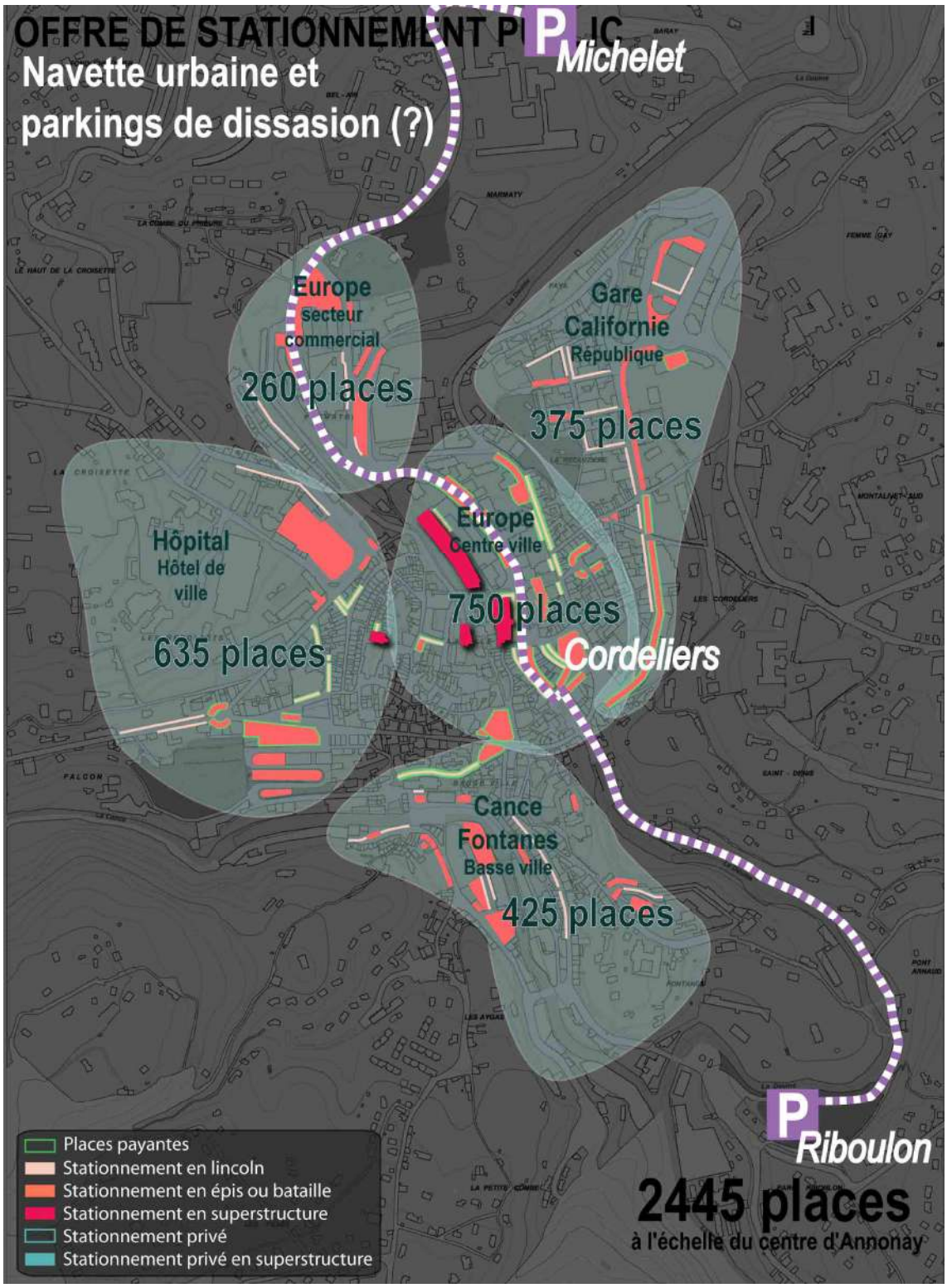
Gare - Californie – République : 375 places.

Cance - Fontanes - Basse Ville : 425 places.

Hôpital - Hôtel de Ville : 620 places (-15 places liées à la suppression du stationnement au sud de l'avenue Stalingrad)

L'offre de stationnement public dans le centre-ville (source : Diagnostic Projet urbain – atelier de la Gère – Octobre 2009)




OFFRE DE STATIONNEMENT PUBLIC
Navette urbaine et
parkings de dissasion (?)
P Michelet
Europe
secteur
commercial
260 places
Gare
Californie
République
375 places
Europe
Centre ville
750 places
Hôpital
Hôtel de
ville
635 places
Cordeliers
Cance
Fontanes
Basse ville
425 places
P Riboulon
2445 places
à l'échelle du centre d'Annonay
Places payantes
Stationnement en lincoln
Stationnement en épis ou bataille
Stationnement en superstructure
Stationnement privé
Stationnement privé en superstructure

3-6-4- Les transports en commun : une couverture géographique limitée

L'Ardèche est le seul département de France métropolitaine qui ne compte aucune gare ferroviaire de voyageurs.

L'accès à Annonay par le réseau ferré se fait à partir des gares situées aux alentours, gares TGV de Lyon, Saint-Etienne et Valence et 5 gares TER entre Valence et Vienne.

Il existe, cependant, une liaison par autocar à tarification régionale entre Lyon, le Péage-de- Roussillon et Annonay.

Annonay est desservie par plusieurs réseaux de transports en commun selon 3 niveaux de desserte distincts.

1) Une desserte interurbaine **par autocar avec des lignes régionales d'Ardèche et de la Loire. La région gère 4 lignes :**

- la ligne 3 : Annonay / Valence via Tournon

- la ligne 4 : Annonay / Le Péage-de-Roussillon

- la ligne 7 : Lamastre / Annonay

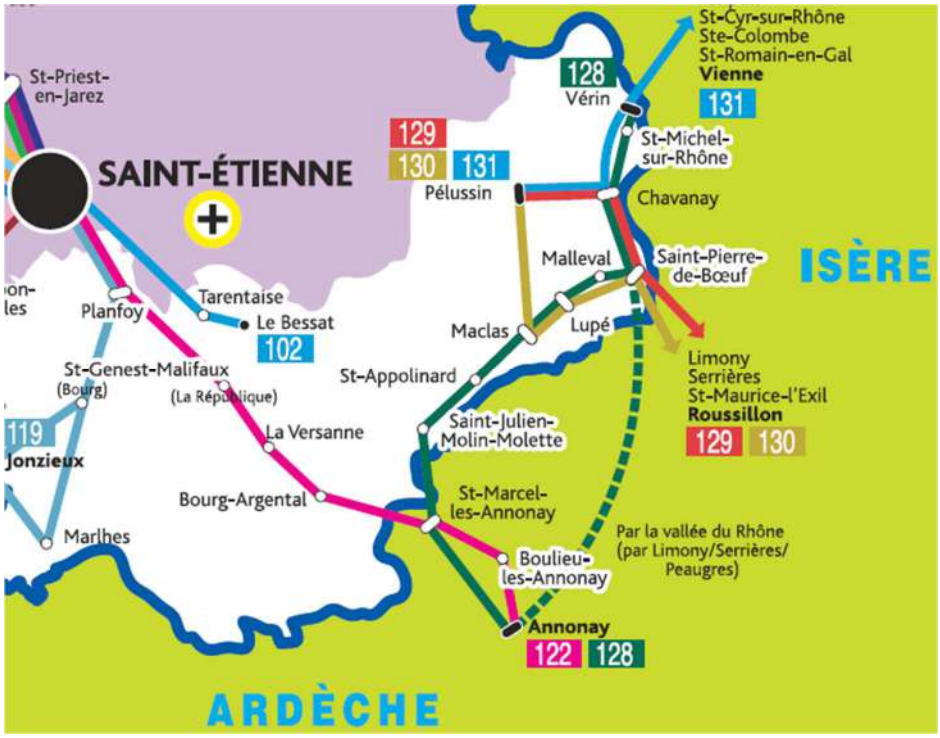
- la ligne 8 : Annonay / Lalouvesc.



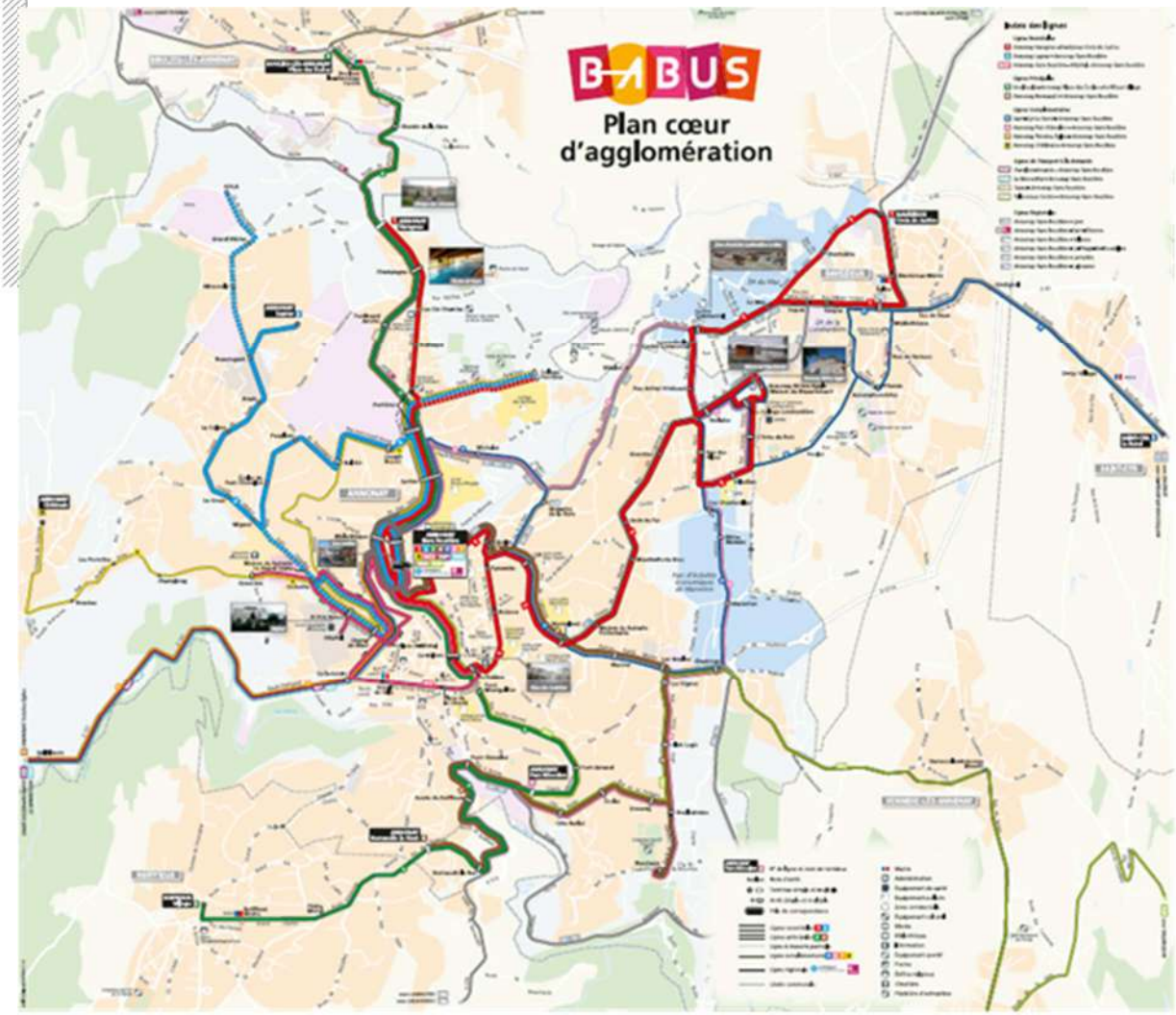
2) Le Conseil Départemental de la Loire gère, quant à lui, pour le compte de la région 2 lignes qui desservent Annonay :

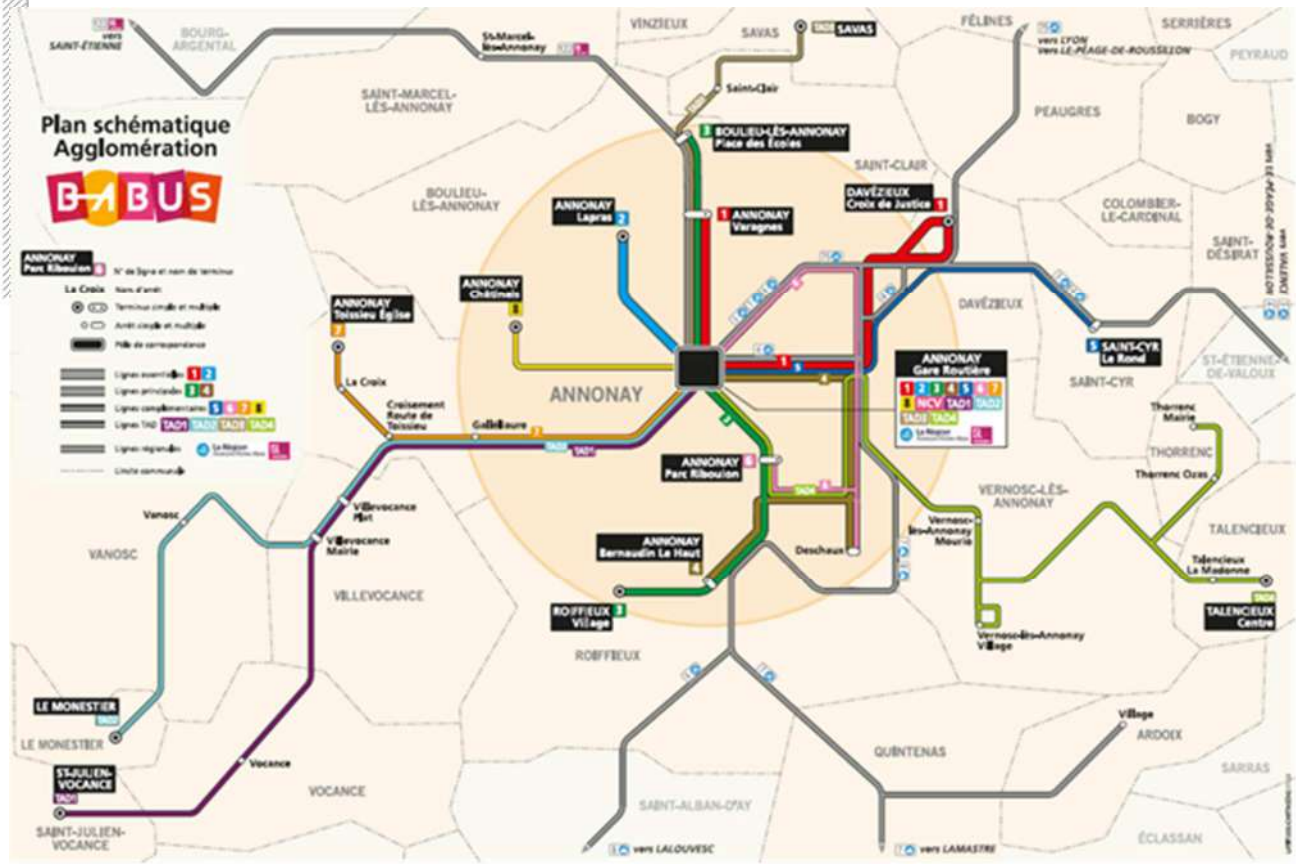
- la ligne 122 : Saint-Etienne / Bourg-Argental / Annonay

- la ligne 128 : Vérin / Maclas / Annonay.



3) Depuis septembre 2016, Annonay Rhône Agglo a mis en place un réseau de transport urbain comprenant 3 lignes de bus avec un cadencement, une navette centre-ville et 8 lignes urbaines à destination du public scolaire. L'offre est complétée par 4 lignes de Transport A la Demande (TAD) réparties sur le territoire.


BABUS
Plan cœur
d'agglomération



Des autocars viennent compléter l'offre en transport en commun et assurent la desserte des établissements scolaires, ils sont également accessibles aux autres usagers.

L'ensemble de ces lignes dessert la gare routière d'Annonay, gare multimodale autour de laquelle s'organisent les transports en commun. Le réseau urbain est encore limité sur un territoire dédié au « tout voiture ».

Cependant, une réflexion a été menée à l'échelle de l'agglomération pour faire évoluer le réseau de transports en commun avec un projet de réseau de cœur d'agglomération.

Le réseau dessert Boulieu-lès-Annonay, Roiffieux et Davézieux.

Plusieurs réflexions sont en cours pour desservir tout le territoire d'Annonay Rhône Agglo dont la mise en place d'un transport à la demande (TAD) rural.

3-6-5- Des modes doux contraints par la topographie

En 2011, le Département a adopté un schéma en faveur du vélo afin de favoriser les modes de déplacement doux, sécuriser les itinéraires et accroître le confort des usagers.

Toutefois, étant donné le niveau de trafic automobile relativement réduit, la voiture reste un mode de transport très performant. A l'échelle de la ville d'Annonay, les modes doux occupent une place peu importante, la topographie accidentée contraint fortement le recours à la marche à pied et l'usage du vélo traditionnel (sans assistance électrique). Deux ascenseurs urbains sont présents dans le centre pour pallier les contraintes topographiques.

Il existe également des cheminements piétons pour les écoliers. Deux chemins relient les différents groupes scolaires du territoire et certains équipements socio-culturels de la commune (la bibliothèque, la MJC, le musée Filhol…). Ces cheminements vont du quartier Vissenty au quartier du Zodiaque et du quartier Bernaudin au quartier de la Lombardière (cf. carte ci-après).

Des parcours de balades urbaines sont proposés afin de faire découvrir Annonay sous des angles différents. Les plans des balades sont accompagnés d'un petit texte permettant de prendre connaissance au gré de la visite de l'histoire de la ville et des marqueurs de l'espace qui ont façonné le patrimoine urbain.

La ville ancienne dispose de cheminements et de perméabilités notamment entre l'avenue de l'Europe et la rue Sadi Carnot. Cependant de manière générale, la lecture des espaces dédiés aux piétons est rendue difficile notamment du fait d'une mauvaise organisation du stationnement qui empiète sur les espaces publics.

La commune présente un réel potentiel de valorisation des cheminements piétons à travers les quartiers et le long des berges sur certains tronçons. Ainsi, le centre-ville mérite des améliorations pour minimiser l'impact de la voiture, mettre en valeur les espaces publics et ainsi sécuriser les déplacements des piétons et des cyclistes.

Au-delà du centre-ville, la commune compte de nombreux sentiers balisés offrant une diversité de parcours de balades ou de randonnées pour découvrir et profiter des paysages variés de la commune.

De plus, une Via Fluvia, véloroute est-ouest, est en cours de réalisation entre Le Puy en Velay et la vallée du Rhône en passant par Annonay. Le tronçon entre Annonay (Faya) et St Marcel est achevé :

- depuis juillet 2018 pour la partie Faya / Prés du Roy (St Marcel)

- depuis septembre 2018 pour la partie Prés du Roy / limite départementale à St Marcel.

Ce tronçon représente une distance de 9,7 km entre Faya et Saint Marcel (soit 1,8 km sur Annonay).

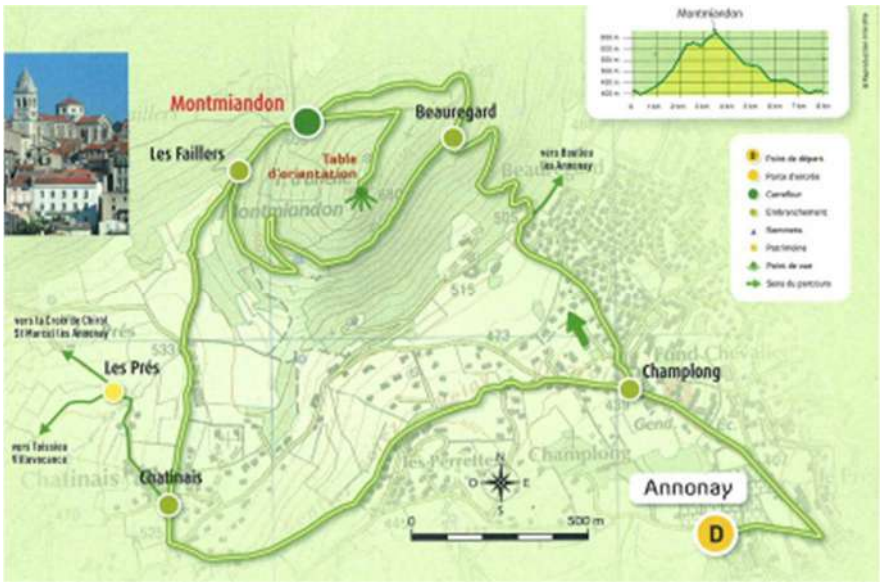
D'autres tronçons sont prévus :

- en 2019 dans le département de la Loire (projet porté par la communauté de communes des Monts du Pilat)

- côté Annonay, avec connexion au Rhône entre 2019 et 2021, sur un tracé non encore validé.

Les sentiers de randonnées représentent un attrait touristique, ils permettent de découvrir les richesses naturelles, paysagères et culturelles qui font le charme d'Annonay et de ses alentours.

Les itinéraires de randonnées qui traversent la commune sont de longueurs et de difficultés variées.



La randonnée du



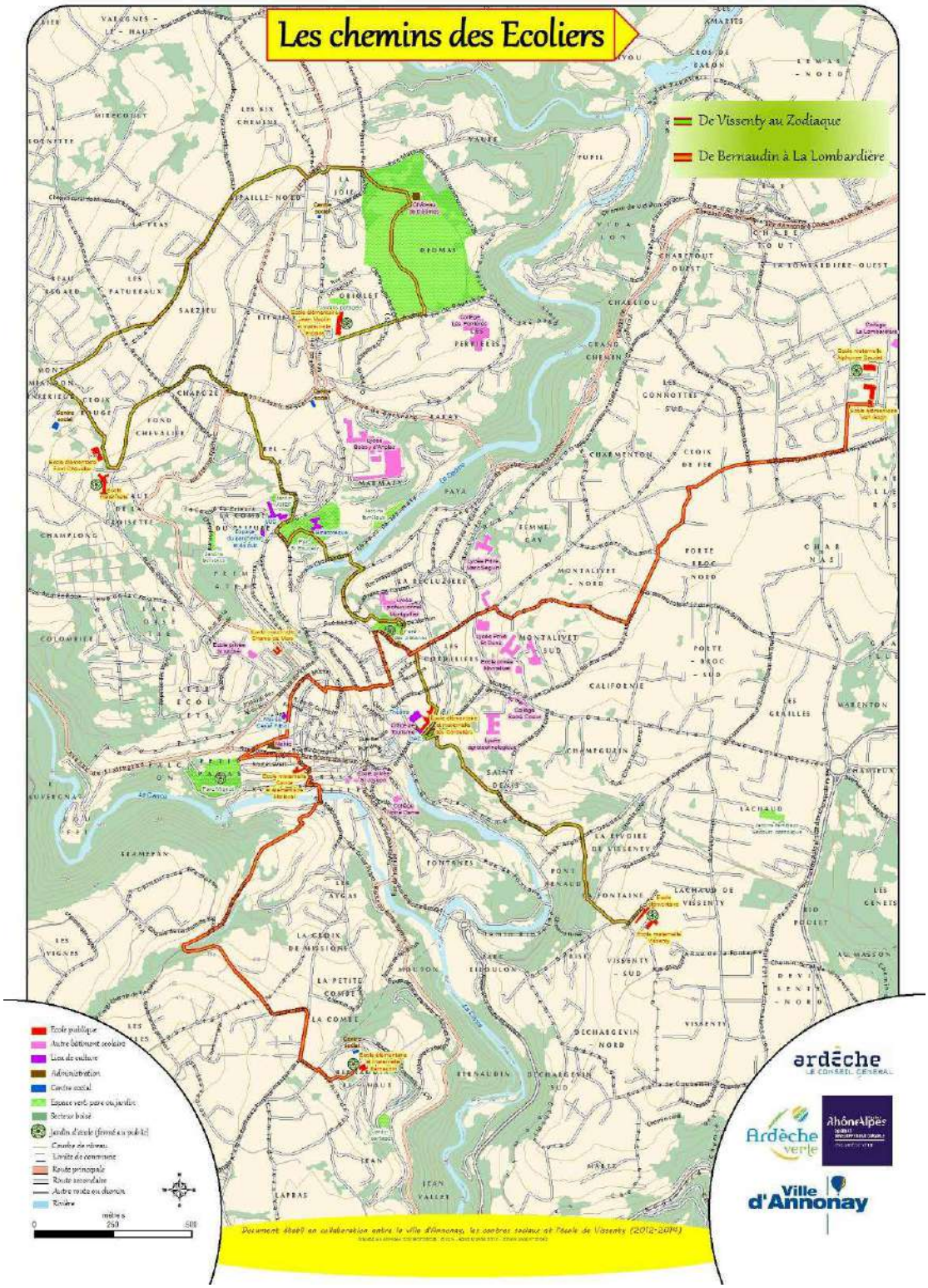
Des circuits de randonnée traversant la commune

Montmiandon, promenade accessible à tous, offre un panorama non seulement sur la ville d'Annonay mais également une vue dégagée de la Vallée du Rhône à la Vallée de la Vocance, tandis que le GRP, « tour du bassin d'Annonay », boucle d'une centaine de kilomètres, traverse la commune à l'ouest et parcourt de nombreux villages proposant différentes ambiances et offrant un aperçu des paysages du bassin annonéen.



Il est important d'entretenir ces sentiers de randonnée pour qu'ils restent lisibles et praticables.

Cependant, les chemins ruraux et les chemins de randonnée demandent une cohabitation entre les différentes pratiques, mais également entre les différents usagers des chemins (randonneurs, riverains, propriétaires …) qui peut poser problème parfois dans la continuité des itinéraires.


Les chemins des Ecoliers
De Vissenty au Zodiaque
De Bernaudin à La Lombardière
Document réalisé en collaboration entre la ville d'Annonay, les centres scolaires et l'école de Vissenty (2012-2014)
ardèche
LE CONSEIL GÉNÉRAL
Ardèche verte
Rhône Alpes
Ville d'Annonay

3-7- Les équipements, les services et l'appareil commercial

La commune dispose d'un nombre important d'équipements. Différents niveaux de services sont assurés depuis l'échelle de proximité jusqu'à l'échelle d'agglomération s'adressant également à la population des communes voisines. Ces équipements renforcent le rôle de centralité d'Annonay.

Equipements administratifs et de santé

Annonay est dotée d'une Maison de services au public. Cet espace mutualisé de services rassemble en un lieu unique un ensemble de services pour accompagner, au quotidien, les usagers dans leurs démarches administratives.

La commune accueille le centre hospitalier d'Annonay qui a un rayonnement intercommunal. Situé en plein centre, il dispose de services d'urgence, de médecine-chirurgie, d'une maternité et de diverses spécialités.

La commune accueille également la clinique des Cévennes, établissement privé conventionné, à vocation chirurgicale et la clinique psychiatrique Joseph Chiron.

Equipements scolaires

La commune compte :

- 3 lycées professionnels dont deux privés, (lycée Montgolfier, lycée privé agro technologique, Lycée privé Marc Seguin)

- Un lycée général couplé à un institut supérieur (Lycée Saint-Denis). Le lycée général comprend les niveaux de la 2nde à la terminale et l'institut supérieur propose des formations jusqu'à bac+3 et des classes préparatoires aux grandes écoles

- Un lycée orienté dans les métiers de la création industriel (lycée Boissy d'Anglas), niveaux de la 2nde à la terminale (bac général, bac professionnel, bac technologique, bac pro, CAP), enseignement supérieur (BTS, licence pro)

- 2 collèges publics (collège Les Perrières et collège La Lombardière)

- 2 collèges privés (collège Sacré cœur et collège Notre Dame)

La présence des différents collèges et lycées sur la commune constitue un véritable atout, dans la mesure où ils drainent une population jeune.

- Les écoles maternelles et primaires se répartissent selon les quartiers : au total 10 écoles maternelles dont 2 privées et 9 écoles primaires dont 2 privées.

Si le nombre de groupes scolaires semble adapté sur la commune et constitue un atout pour attirer et maintenir les jeunes ménages en ville, un problème de vétusté se pose pour certains bâtiments. Une réflexion doit être engagée afin de proposer des solutions adaptées aux problématiques (rénovation, construction, accessibilité, desserte…) de ces ensembles scolaires.

Equipements sociaux

La commune est pourvue d'une structure ADAPEI, d'un centre d'information sur le droit des femmes et des familles, d'un centre social avec trois antennes réparties sur le territoire communal. La commune accueille également 2 foyers d'hébergement pour jeunes adultes (un espace résidentiel social alternatif et un foyer d'étudiants et jeunes en formation). De plus, 3 maisons de retraites privées et 2 établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD) sont implantés sur la commune. Un nouvel EHPAD est en cours de construction auquel viendra se greffer la création d'une unité d'accueil de personnes handicapées vieillissantes. Cette structure répond à un besoin identifié sur le bassin lors de l'analyse des besoins sociaux menée par l'Agglomération.

Equipements culturels et de loisirs

La commune est dotée de nombreux équipements culturels et de loisirs tels que : 1 théâtre, 1 bibliothèque communautaire de rayonnement intercommunal, l'université pour tous, un conservatoire de musique, 2 musées, 1 cinéma, 1 camping et 1 centre de vacances. Le théâtre fait partie des équipements structurant à l'échelle de l'Agglomération. Il a fusionné avec l'espace Montgolfier de Davézieux afin de proposer une programmation variée de spectacles et de concerts.

Equipements sportifs

La commune accueille 2 complexes sportifs :

- Le complexe sportif de Vissenty, situé au sud-est de la ville, accueille des associations et des groupes scolaires. Il comprend un terrain de rugby, un terrain de football stabilisé entouré d'une piste d'athlétisme, une aire de saut en hauteur et de saut en longueur, une aire de lancer et un plateau multisports (3 courts de tennis, 2 terrains de basket, 2 terrains de handball, 3 terrains de volley-ball, un boulodrome couvert).

- Le complexe sportif de Déomas, situé au nord-est de la ville, comprend un stade de football, 2 mini stades, un stade d'entrainement, un terrain synthétique de foot salle, une halle multisports, 2 terrains de tennis communaux.

On recense également sur la commune, une salle multisports plutôt consacrée aux arts martiaux, un skate-park, un gymnase. La piscine, située sur la commune, est gérée par la Communauté d'Agglomération.

La commune recense donc de nombreux équipements sportifs répartis sur le territoire cependant certains équipements (comme la piscine) sont aujourd'hui vétustes. Un projet de création d'un centre aquatique est d'ailleurs en cours afin de remplacer la piscine actuelle.

Parcs urbains

Annonay compte quatre parcs et jardins accessibles au public :

- Le parc Mignot : référencé aux parcs et jardins de France, c'est le plus beau parc public de la ville. Situé à quelques pas de la mairie, il abrite un magnifique jardin à la Française de 7000 m^2 autour de deux grands bassins. Il offre dans sa partie basse un point de vue panoramique sur la vallée de la Cance et ses anciennes usines.

- Le parc des Platanes : le plus ancien parc d'Annonay, au cœur de la ville, il entoure la Chambre de Commerce et d'Industrie.

- Le parc Saint-Exupéry : situé autour de la bibliothèque, il se caractérise par la beauté et la diversité de ses grands arbres (cèdres de l'Atlas, de l'Himalaya, cyprès de Lawson et sapin rouge de Californie).

- Le parc de Déomas : immense parc de 13 hectares, il entoure le château du même nom. La végétation est composée de nombreuses essences (platanes, séquoias, sapins pectinés, marronniers, érables, chênes). Dans le prolongement du parc, on trouve un complexe sportif, un théâtre de plein air, un parcours sportif, des jeux pour les enfants.

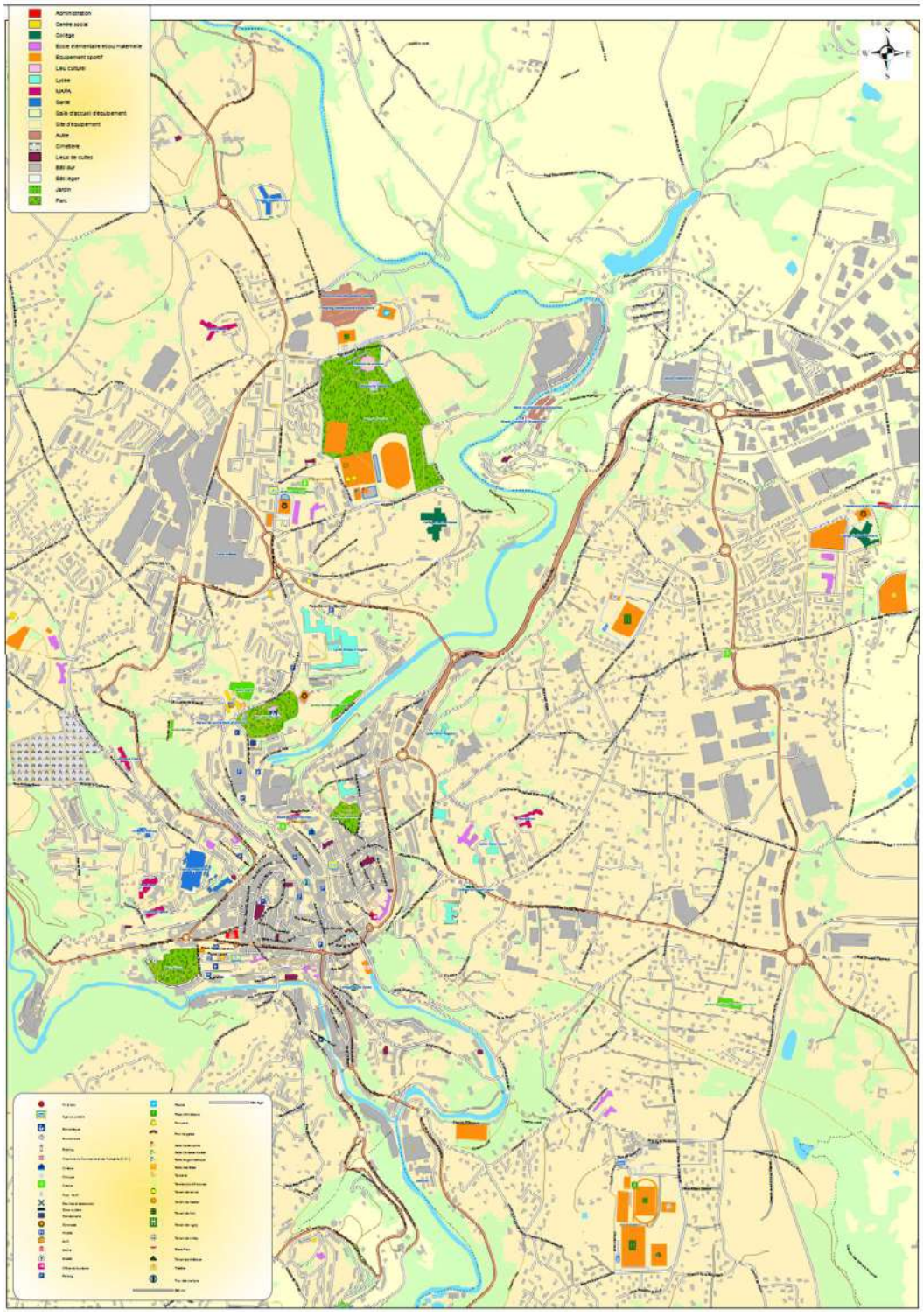
La ville d'Annonay accueille des fonctions centrales : des services supérieurs, des établissements de santé, de formation, de culture, des équipements sportifs.

Afin de conforter son rôle de ville centre au sein du bassin de l'agglomération, il est nécessaire de maintenir, adapter et renforcer cette offre de services et d'équipements en fonction des besoins.

Les équipements en communications numériques

Par ailleurs, il est à noter que la ville d'Annonay est dotée d'une infrastructure de fibre optique permettant la desserte en très haut débit.

Les équipements sur la ville d'Annonay



Chapitre 1 : Diagnostic : Etat Initial de l'Environnement

Sommaire

Chapitre 1 : Diagnostic : Etat Initial de l'Environnement 105

Sommaire 107

4- L'état initial de l'environnement 109

4-1- Occupation générale des sols 110
4-2- Composantes physiques du territoire 112
4-2-1- Contexte topographique 112
4-2-2- Structure géologique et pédologie 113
4-2-3- Hydrogéologie 114
4-2-4- Conditions climatiques 114
4-2-5- L'hydrographie et l'hydrologie 115
4-3- Composantes biologiques du territoire 116
4-3-1- Grands ensembles naturels 116
4-3-2- Principaux continuums écologiques 123
4-4- Ressources naturelles du territoire 124
4-4-1- Ressource en eau 124
4-4-1-1- Ressource et qualité des eaux souterraines 124
4-4-1-2- Ressource et qualité des eaux superficielles 125
4-4-1-3- La protection et la gestion concertée de la ressource en eau 130
4-4-2- Ressources forestières 131
4-4-3- Ressources agricoles 131
4-4-4- Ressource piscicole 135
4-4-5- Potentiel de développement des énergies renouvelables 136
4-4-5-1- L'énergie solaire 136
4-4-5-2- L'énergie éolienne 137
4-4-5-3- La géothermie 138
4-4-5-4- La biomasse végétale 139
4-5- Les risques majeurs et les nuisances 139
4-5-1- Les risques naturels 139
Le risque d'inondation 140
Le risque de mouvement de terrain 143
Les feux de forêt 145
4-5-2- Les risques technologiques et industriels 146
Le risque lié au transport de matières dangereuses 147
Les risques de rupture de barrage 147
4-5-3- Qualité de l'air et pollution atmosphérique 147
4-5-3-1- La qualité de l'air 148
4-5-3-2- Le cas particulier de l'ambroisie 149
4-5-3-3- Les polluants atmosphériques 149
4-5-4- Ambiance sonore 153
4-5-5- Pollution des sols 157
4-5-6- Installations agricoles nuisantes 160
4-5-7- Pollution lumineuse 160
4-6- Composantes patrimoniales 162
4-6-1- Sites classés 162
4-6-2- Sites archéologiques 162
4-6-3- Monuments historiques 163
4-6-4- Paysages 164
4-6-4-1- Les paysages urbains 165
a- Le centre ancien : une dimension monumentale structurée par le relief 165
b- Les entités périurbaines : une lisibilité à construire 165

4-6-4-2- Les paysages des franges urbaines 166
a- La « ceinture verte » : un patrimoine paysager à préserver 166
b- Les hameaux et les fermes : une référence nécessaire à la forme urbaine initiale 166
c- Les franges urbaines : instaurer un dialogue maîtrisé entre ville et nature 167
4-6-4-3- Les paysages naturels et agricoles 168
4-6-5- Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) 169
4-7- Composantes environnementales transversales pour le territoire 171
4-7-1- Préservation des espaces naturels remarquables 171
4-7-1-1- Les périmètres de protection règlementaire 171
4-7-1-2- Les périmètres de gestion concertée 171
4-7-1-3- Les périmètres d'inventaire 171
4-7-1-4- Préservation des espèces 174
4-7-1-5- Préservation de la trame verte et bleue 175
a- La trame verte et bleue (TVB) à l'échelle régionale 176
b- La Trame Verte et Bleue à l'échelle du contrat de corridor établi en collaboration avec le PNR du Pilat 178
c- La Trame Verte et Bleue à l'échelle communale 179
4-7-2- Consommation énergétique 182
4-7-2-1- Rappel des objectifs du Grenelle de l'environnement 182
4-7-2-2- Le Schéma Régional Air Climat Energie (SRCAE) 182
4-7-2-3- La consommation énergétique totale de la commune 183
4-7-3- Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre 185
4-7-4- Réduction des déchets 186
4-7-5- Assainissement 186
4-7-5-1- Assainissement collectif 187
4-7-5-2- Assainissement non collectif 188
4-7-5-3- Le zonage d'assainissement 189
4-7-5-4- Orientation de l'assainissement 192
4-7-5-5- Les eaux pluviales 192
4-7-6- L'eau potable 193
4-7-6-1- Fonctionnement du réseau 193
4-8- Synthèse des principaux enjeux environnementaux 197
4-8-1- Les enjeux biodiversité et milieux naturels 197
4-8-1-1- Les enjeux concernant les habitats naturels et les zones humides 197
4-8-1-2- Les enjeux Faune/flore 197
4-8-1-3- Les enjeux concernant les continuités écologiques 197
4-8-2- Les enjeux liés à la ressource en eau 198
4-8-2-1- Des enjeux liés à la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau 198
4-8-2-2- Des enjeux de préservation de la ressource en eau potable 198
4-8-3- Des enjeux liés à la ressource agricole 199
4-8-4- Les enjeux énergétiques 199
4-8-5- Les enjeux liés aux risques 199
4-8-5-1- Les enjeux de limitation de l'exposition des habitants aux différents risques 199
4-8-5-2- Des enjeux de non aggravation des risques existants 200
4-8-6- Les enjeux paysagers 200
4-8-7- Les enjeux liés aux nuisances 200
4-9- Le Scénario environnemental de référence 201
4-10- Zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU 206
4-11- L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 210

4- L'état initial de l'environnement

Cadre règlementaire et engagements politiques à atteindre

En matière d'environnement, le Plan Local d'Urbanisme d'Annonay doit contribuer à répondre aux engagements environnementaux internationaux, nationaux, régionaux, départementaux ou locaux.

Ainsi, il doit s'inscrire dans la démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre et vise à permettre d'atteindre les objectifs fixés par les lois dites « Grenelle de l'Environnement » qui identifient la lutte contre le changement climatique comme urgence écologique en agissant sur :

- La diminution des consommations énergétiques dans les bâtiments neufs et anciens
- Le développement des énergies renouvelables
- Un nouveau modèle d'urbanisation durable (modération de la consommation d'espace, renouvellement urbain…)
- La priorité aux transports collectifs et au lien urbanisme transport
- La restauration de la biodiversité en agissant sur l'agriculture, la trame verte et bleue
- La prévention de la santé face à l'environnement (lutte contre les pollutions et prévention des déchets).

Dans ce contexte de transition énergétique, le département de l'Ardèche s'est engagé dans un plan « Ardèche énergie 2020 » abouti en 2014.

Il s'articule autour de deux axes :

- Un axe interne, c'est le « plan climat » de la collectivité qui agit sur son patrimoine, ses compétences et qui organise ses politiques publiques pour réduire son empreinte carbone ;
- Un axe externe, c'est le « plan territorial énergie », le Département, en tant que collectivité, accompagne le territoire ardéchois dans la transition énergétique (favoriser une autre mobilité, aménager un territoire durable, sensibiliser et mobiliser l'ensemble des acteurs).

De plus, le PLU doit être compatible avec le schéma de développement et d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée-Corse 2016–2021, le projet a été adopté le 19/09/2014.

Ce document définit 8 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau :

- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé
- Préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- Atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

4-1- Occupation générale des sols

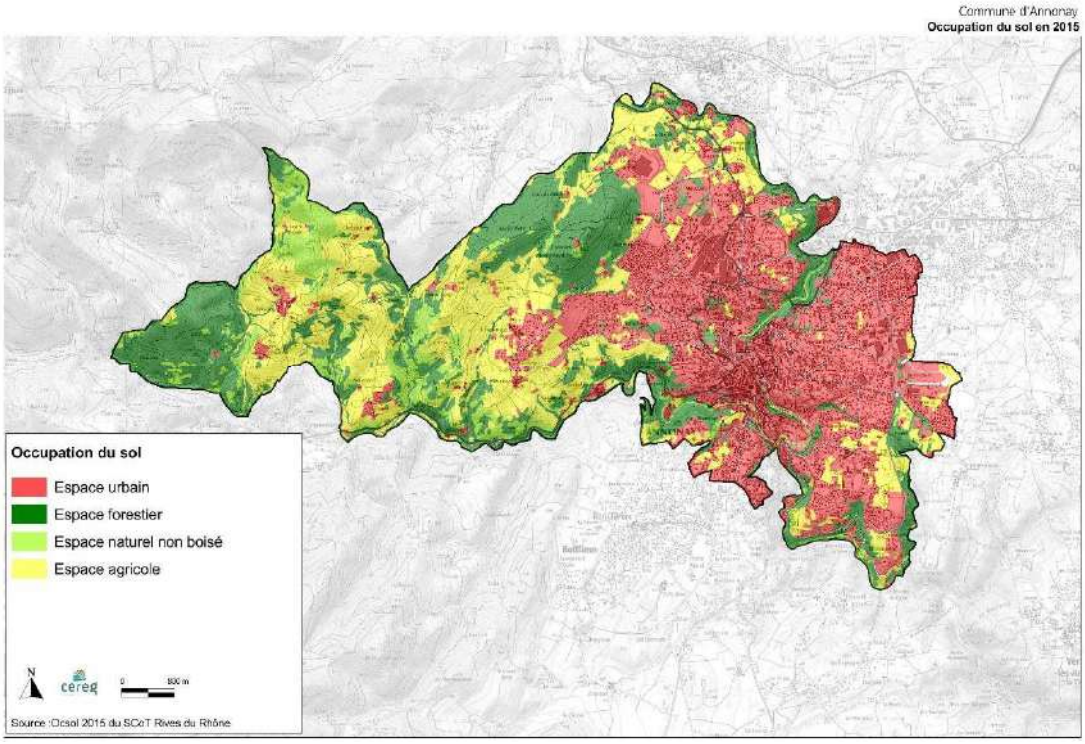
Les espaces urbanisés d'Annonay représentent 39 % du territoire communal (soit 804 ha), tandis que les espaces non urbanisés représentent 61 % de la commune (soit 1247 ha).

L'espace agricole correspond à 26% du sol communal, taux équivalent à celui constaté à l'échelle départementale.

Le tableau ci-dessous comptabilise les grands types d'occupation du sol. Ces superficies sont issues du calcul sous SIG de l'occupation du sol 2015 transmise par le SCoT Rives du Rhône.

Types d'occupation du sol	Surface en hectares	Pourcentage par rapport au territoire communal
Espace urbain	804	39
Espace agricole	546	26
Espace forestier	550	27
Espace naturel non boisé	152	8
Territoire communal	2052	100

Surfaces des grands types d'occupation du sol 2015 (source : SCoT Rives du Rhône)



Occupation du sol 2015 (source : Scot Rives du Rhône)

Le tableau suivant détaille les modes d'occupation du sol pour les espaces naturels (boisés et non boisés) et agricole.

Types d'occupation du sol	Sous types	Surface en hectares
Espace agricole	Cultures sous serre, maraichage et horticulture	1 ha
	Espaces ruraux non exploités	75 ha
	Mosaïque agricole	8 ha
	Surface en herbe à caractère agricole	365 ha
	Terres labourées	84 ha
	Vergers et petits fruits	11 ha
	Vigne	2 ha
Espace forestier	Forêts à feuillus dominants	224 ha
	Forêts à résineux dominants	120 ha
	Forêts mixtes	128 ha
	Résineux alignés	30 ha
	Boisements humides	25 ha

	Haies, boisements linéaires (hors ripisylve) comprenant au minimum 2 houpiers	17 ha
	Autres boisements artificiels	3 ha
	Espaces forestiers en mutation, coupe forestière	3 ha
Espace naturel non boisé	Landes, Faciès d'embroussaillement, végétation herbacée xérophile	123 ha
	Cours d'eau	14 ha
	Plan d'eau	1 ha
	Sols nus, roches nues	14 ha

L''occupation du sol 2015détaillée (source : SCoT Rives du Rhône)

L'espace agricole se caractérise majoritairement par des surfaces en herbe (365 ha), les surfaces de vergers et de vignes sont marginales. L'espace forestier correspond généralement à des forêts de feuillus (224 ha), à des forêts mixtes (128 ha) et à des forêts de résineux (119 ha). Les espaces naturels non boisés sont surtout représentés par des landes et la végétation herbacée (123 ha).

4-2- Composantes physiques du territoire

4-2-1- Contexte topographique

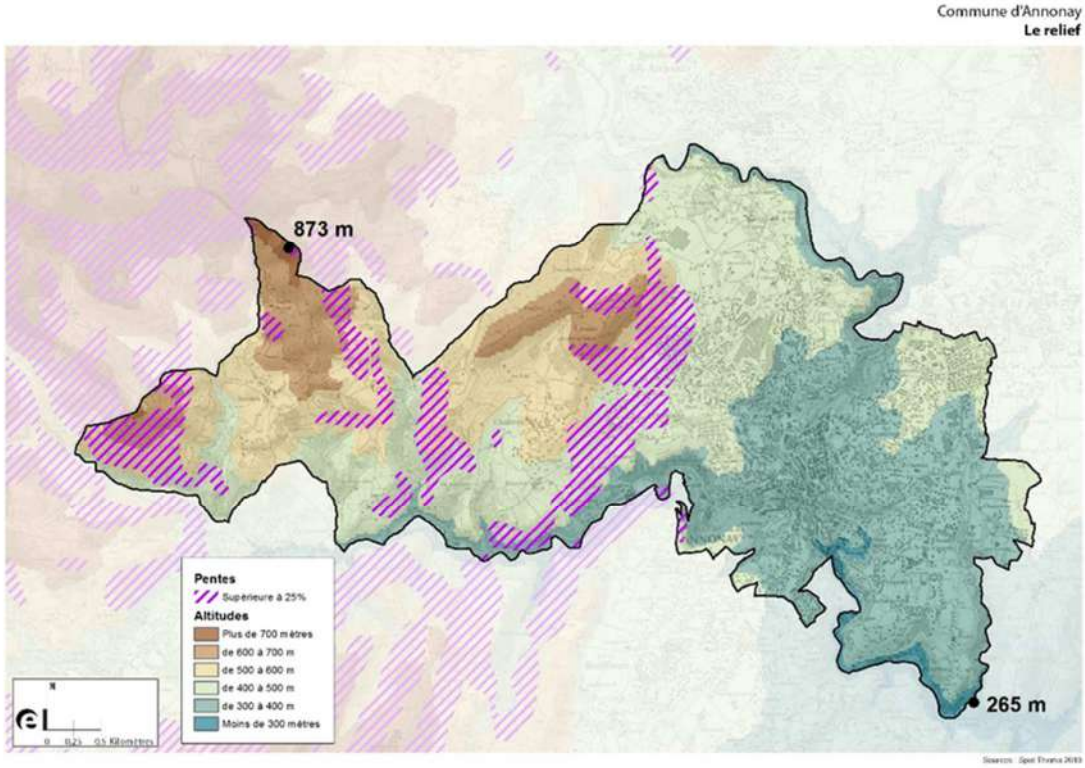
La commune d'Annonay est située au contact de quatre ensembles géographiques distincts :

- la vallée du Rhône à l'est
- le piémont, plateau légèrement vallonné dominant la vallée du Rhône par des escarpements de 150 à 250 mètres
- le pays de Serres, constitué de crêtes
- le haut plateau (1 000 à 1 200 mètres d'altitude)

Elle constitue la transition entre les hauts plateaux des Monts du Pilat à l'ouest et la vallée du Rhône encaissée à l'est. La topographie est très contrastée avec des pentes parfois supérieures à 25%, notamment due à la traversée des cours d'eau de la Cance et de la Deûme formant des vallées encaissées.

Le relief est marqué par les points hauts à l'ouest de la commune. Le Montmiandon, mont emblématique de la commune, domine la ville à 679 mètres d'altitude et offre des points sur les alentours.

Ces caractéristiques topographiques ont influé et contraint l'implantation et le développement urbain. Le relief a déterminé la physionomie de la ville, en étageant les constructions et en développant des vues et silhouettes. La ville d'Annonay s'est développée à la confluence des vallées de la Cance et de la Deûme engendrant un développement vertical de la ville.



4-2-2- Structure géologique et pédologie

La commune d'Annonay est située entre le Massif Central et la vallée du Rhône. Elle fait partie du "talus cévenol", qui constitue le lien entre le bassin rhodanien à l'est, le bassin de la Loire et le plateau du Velay à l'ouest. Ce "talus" se caractérise par une série d'abrupts et de plateaux.

La commune est entourée par trois grandes régions morphologiques : un relief mouvementé à l'ouest, avec de longues crêtes séparées par les vallées encaissées de la Cance, de la Deûme et de l'Ay qui rejoignent la vallée du Rhône.

La majeure partie des terrains affleurant sont des granites. Un plateau de près de 300 mètres d'altitude domine le Rhône, il est composé de granites et de formations de gneiss.

La vallée du Rhône à l'est se compose de terrains cristallins et cristallophylliens, sur un socle ponctuellement constitué de terrains sédimentaires du Quaternaire.

Ces caractéristiques géologiques génèrent un certain nombre de contraintes à prendre en compte : des sols acides et peu profonds sur les pentes, sujets à une forte érosion. Ils sont plus profonds et argileux sur terrain plat. Ces sols ont une mauvaise infiltration des eaux, un assainissement autonome déconseillé, des risques de mouvements de terrain mais aussi des contraintes pour les constructions telles que prise en compte du ruissellement en amont des projets et l'adaptation à la pente.

4-2-3- Hydrogéologie

Le territoire communal recèle une masse d'eau souterraine identifiée dans le SGADE Rhône Méditerranée Corse 2016-2021 de la manière suivante :

- Masse d'eau FRDG613 : « Socle Monts du lyonnais sud, Pilat et Monts du Vivarais BV Rhône, Gier, Cance, Doux »

Cette masse d'eau concerne la totalité du territoire. Dans les formations cristallines, les ressources en eau souterraine sont contenues essentiellement dans les altérites, de type arènes, qui confèrent à la roche une certaine porosité d'interstices ; la perméabilité reste cependant faible du fait de la présence de minéraux argileux. L'épaisseur de ces altérites ne dépasse généralement pas de 2 à 3 m. Et de plus, elles sont peu étendues. Dans les roches non altérées, l'eau ne peut circuler que dans les fissures ouvertes. Ces fissures sont présentes près de la surface (entre 50 et 100 m de profondeur). Accessoirement, des dépôts tertiaires et quaternaires, en recouvrement et comblement des vallées, notamment dans le Doux, la Cance et le Gier, sont à l'origine de petits aquifères locaux, plus ou moins indépendants.

La Cance et la Deûme font partie des principaux cours d'eau qui circulent dans cette masse d'eau. Les aquifères jouent un rôle primordial dans l'alimentation des zones humides, soit directement soit au travers du maintien d'étiage des cours d'eau.

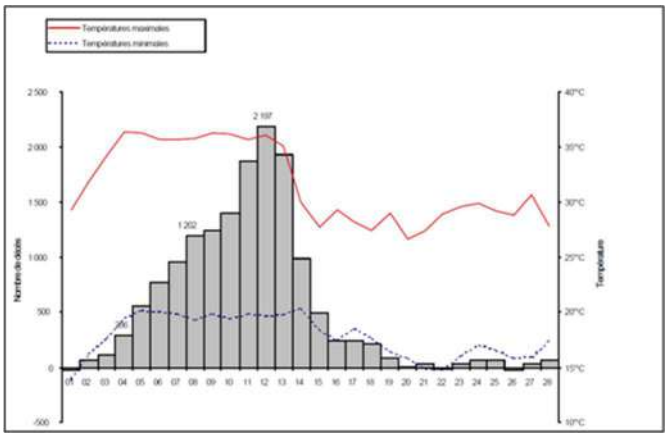
4-2-4- Conditions climatiques

La commune d'Annonay se trouve dans la région du Haut Vivarais soumise à un climat mélangeant les caractères océaniques et continentaux, avec une influence croissante du climat « méditerranéen ». Les pluies sont assez fréquentes et plutôt bien réparties sur l'ensemble de l'année, avec un maximum en automne et un minimum en hiver. Les vents dominants, de secteur nord, accentuent les froids hivernaux, tandis que ceux de secteur ouest apportent la pluie. L'orientation des vallées entraîne de nombreuses nuances locales.

Le changement climatique selon Météo France, dû au réchauffement climatique et à la multiplication des évènements extrêmes, est à prendre en compte dans l'aménagement et la construction.

Du fait du Grenelle de l'Environnement, une prise en compte du Plan « Ardèche énergie horizon 2020 » du CG 07 et de la hausse irrémédiable du prix des énergies fossiles est nécessaire.

Températures et Nombre de décès lors de la canicule de 2003 :



4-2-5- L'hydrographie et l'hydrologie

Le réseau hydrographique du territoire communal appartient au sous bassin versant « CANCE-AY »

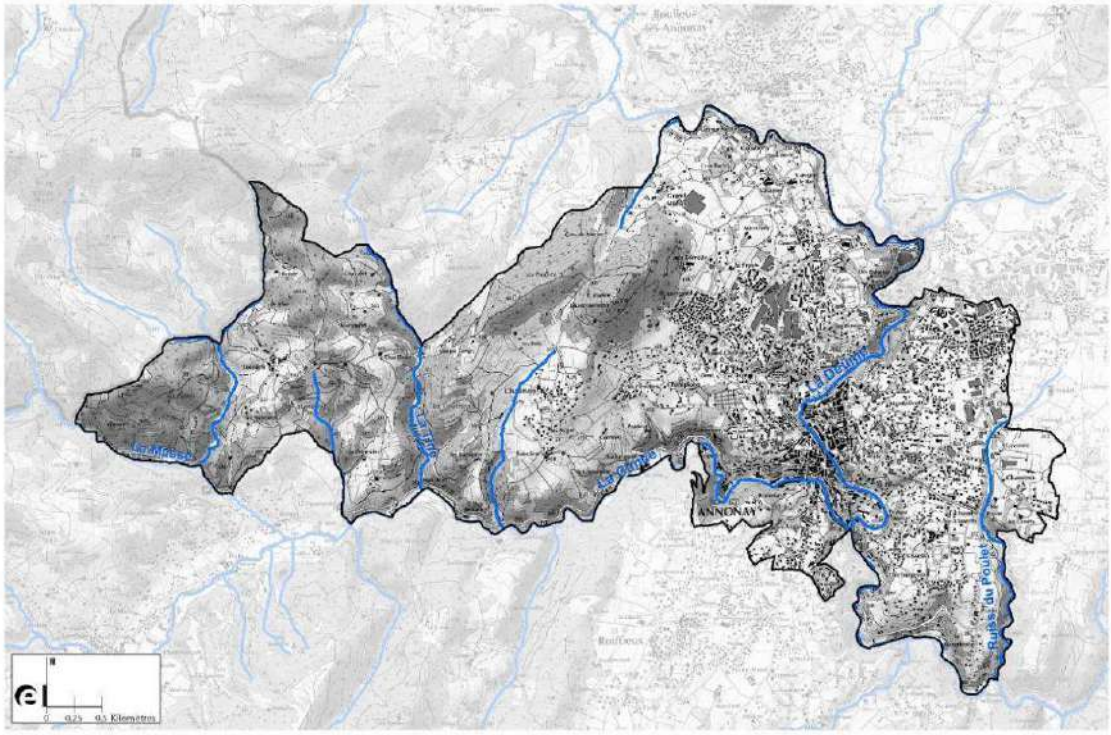
L'hydrographie de la commune d'Annonay est très riche. Elle est constituée de nombreux petits cours d'eau affluents du Rhône dont la rivière principale (la Cance), qui coule d'Ouest en Est dans un contexte agricole et naturel avant d'entrer dans la ville d'Annonay. La commune compte également plusieurs affluents directs ou indirects qui drainent le territoire (la Deûme, la Tine, la Masse, le ruisseau du Poulet,…).

La Cance est le principal cours d'eau présent sur la commune d'Annonay. Elle prend sa source au col des Baraques pour rejoindre le Rhône à Sarras, après un parcours de plus de 40 km. Son bassin versant est de l'ordre de 400 km^2. Dans sa partie supérieure, la Cance présente de très fortes pentes, voisines de 10%. Ces pentes diminuent en aval de Saint Julien Vocance pour atteindre 2% puis 1% dans le secteur en aval d'Annonay. Dans la partie basse de la ville d'Annonay, la Cance reçoit son principal affluent, la Deûme.

La Deûme est un affluent de la Cance en rive gauche, donc un sous-affluent du Rhône. La Deûme a un linéaire d'environ 30 km. Elle prend sa source au col du Tracol dans le département de la Loire. Son bassin versant est voisin de 180 km^2. Elle présente une configuration un peu différente de la Cance. La partie amont reste encaissée avec des secteurs fortement boisés. Elle a une pente moyenne de 2,5%.

On note que les régimes de ces cours d'eaux sont liés aux pluies et au ruissellement. D'une façon générale, ils sont très contrastés, alternant crues soudaines suite aux orages en amont (enjeu de protection contre les inondations et de lutte contre le ruissellement), étiages sévères en été (enjeu de pollution).

Commune d'Annonay
Hydrodrographie



4-3- Composantes biologiques du territoire

4-3-1- Grands ensembles naturels

Sur le territoire communal, on peut observer différents grands ensembles biologiques en lien avec la topographie, la géologie, l'exposition et la pédologie :

Cela se traduit par la présence des milieux naturels suivants :

- des milieux forestiers diversifiés, présents sur les reliefs du territoire ;
- des milieux ouverts dominés par les landes et les prairies ;
- des milieux humides avec la présence de ripisylves le long des nombreux cours d'eau du territoire.

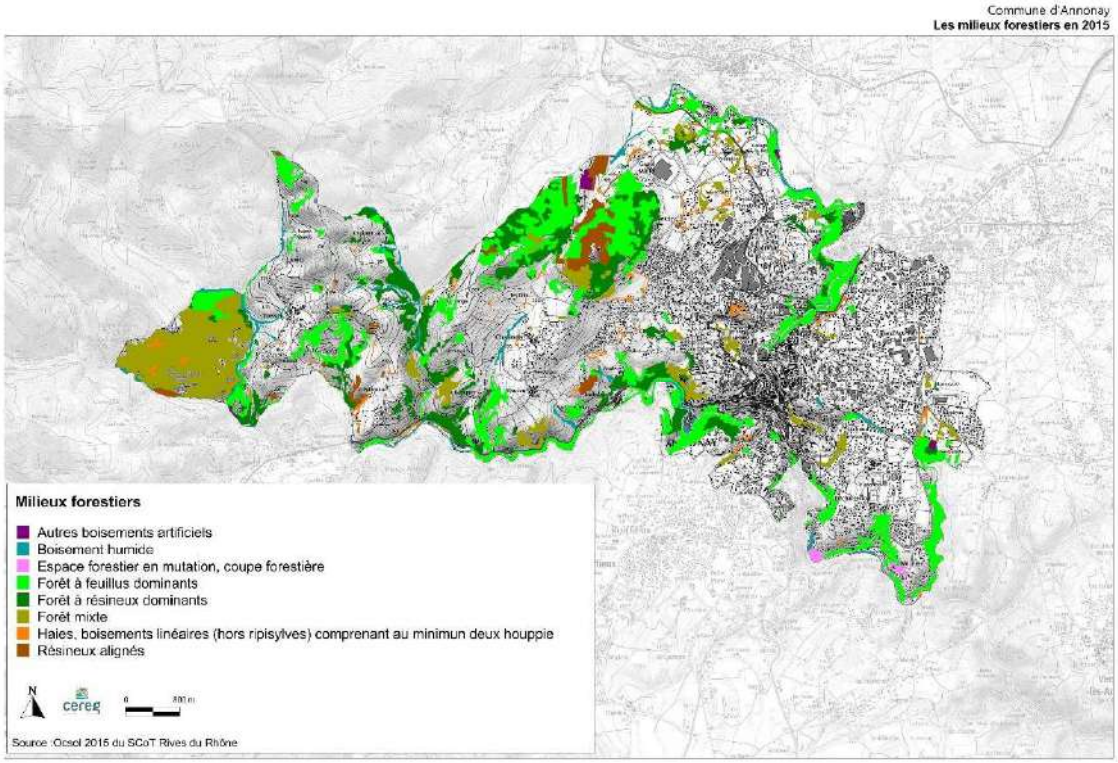
Les milieux forestiers

Les espaces boisés d'Annonay couvrent environ 550 ha (27 %) de la commune, essentiellement sur les reliefs et le long des cours d'eau (ripisylves).

Ces espaces boisés sont composés en majorité de forêts de feuillus (224 ha), de forêts mixtes (128 ha) et de forêts de résineux (119 ha). Les boisements linéaires (hors ripisylves) sont également significatifs.

Annonay est située au sein d'une unité forestière collinéenne de basse altitude, caractérisée par de très faibles réserves en eau et une sécheresse estivale marquée. Les pentes y sont moyennes à fortes et l'altitude inférieure à 500m. On y retrouve le plus souvent du chêne pubescent, du pin sylvestre, du pin laricio de Corse et du cèdre de l'atlas.

La vallée de la Cance est marquée par une alternance de forêts de conifères et de hêtraies contrastant avec les milieux agricoles ouverts (prairies de fauche) offrant un paysage très caractéristique.



Les milieux forestiers en 2015 (source : SCoT Rives du Rhône)

Types d'occupation du sol	Sous types	Surface en hectares
Espace forestier	Forêts à feuillus dominants	224 ha
	Forêts à résineux dominants	120 ha
	Forêts mixtes	128 ha
	Résineux alignés	30 ha
	Boisements humides	25 ha
	Haies, boisements linéaires (hors ripisylve) comprenant au minimum 2 houpiers	17 ha
	Autres boisements artificiels	3 ha
	Espaces forestiers en mutation, coupe forestière	3 ha

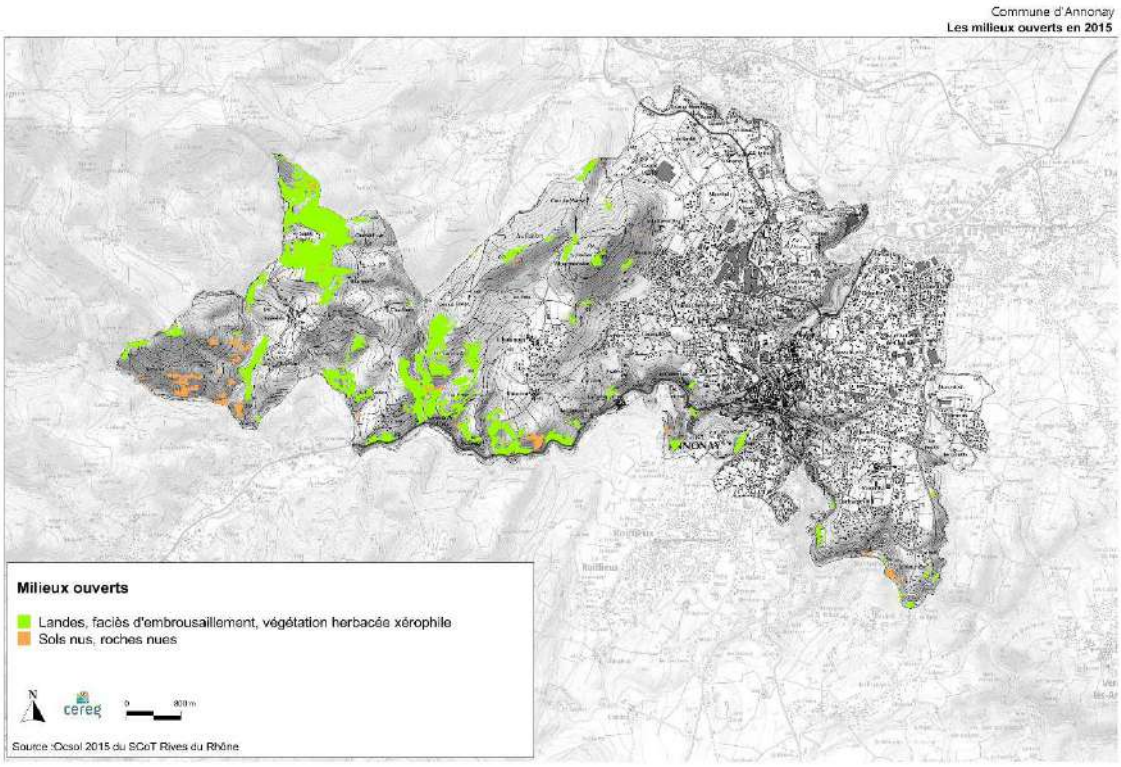
Surfaces des types de milieux forestiers en 2015 (source : SCoT Rives du Rhône)

Les milieux ouverts

Les espaces naturels non boisés (hors zones humides) représentent, quant à eux, environ 137 ha, soit 7% du territoire communal.

Ces espaces se caractérisent par des landes, des faciès d'embroussaillement et une végétation herbacée xérophile mais également des sols et roches nus. Ces milieux s'observent principalement sur les flancs des vallons abrupts possédant des sols très pauvres et acides. Ils sont majoritairement liés à l'activité agricole avec la présence de nombreuses prairies de fauche, de pâturages extensifs ou encore de landes. Ces milieux représentent un intérêt patrimonial, que ce soit pour l'habitat naturel en tant que tel (les prairies de fauche sont d'intérêt communautaire), ou pour la biodiversité qu'ils accueillent : alimentation de différents rapaces tels que les busards Saint-Martin et cendrés, ou le circaète Jean-le-Blanc, entomofaune riche et diversifiée, espèce végétales protégées (orchidées entre autres).

Ils sont essentiellement menacés par le boisement avec un risque de fermeture de ces milieux. Les mutations sont nombreuses dans la Vallée de la Cance par exemple, en lien avec une déprise agricole généralisée sur le territoire. L'embroussaillement des landes, l'enrésinement sont autant de facteurs menaçant la qualité des milieux ouverts de la commune, en plus d'augmenter considérablement le risque d'incendie.



Les milieux ouverts en 2015 (source : SCoT Rives du Rhône)

Types d'occupation du sol	Sous types	Surface en hectares
Espace naturel non boisé (hors zones humides)	Landes, Faciès d'embroussaillement, végétation herbacée xérophile	123 ha
	Sols nus, roches nues	14 ha

Surfaces des types de milieux ouverts en 2015 (source : SCoT Rives du Rhône)

Les milieux humides

Les zones humides présentent un rôle important dans la préservation de la ressource en eau. Elles constituent un patrimoine naturel caractérisé par une grande diversité biologique qui contribue à une gestion équilibrée de la ressource en eau. De par leurs fonctions, elles participent à l'atteinte du bon état des masses d'eau. Cependant, ces milieux de plus en plus vulnérables sont soumis aux pressions des activités humaines et du changement climatique.

Le Grenelle de l'environnement renforce l'importance de la préservation des zones humides en tant qu'éléments favorisant les continuités écologiques et les inscrit dans la trame bleue.

Mené à l'initiative de l'Etat, l'inventaire des milieux humides du département de l'Ardèche a d'abord été réalisé par la Fédération de Pêche de l'Ardèche de 2001 à 2003. En 2007, le Conservatoire Rhône-Alpes des espaces naturels a complété ce travail, avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse, de la Région Rhône-Alpes et du Conseil général de l'Ardèche. Evolutif, cet inventaire est actualisé chaque année. Précisons que les spécificités topographiques et géologiques du département sont à l'origine d'une grande diversité de milieux humides.

L'inventaire du CREN de 2010 identifie deux zones humides sur la commune :

- La Deûme Ardéchoise, en limite nord du territoire
- La Cance « T2 », en limite sud du territoire

Toutes deux situées en bord de cours d'eau en secteur de plaine, elles correspondent aux ripisylves des cours d'eau en question. Ces forêts rivulaires présentent un rôle fonctionnel vis-à-vis de la ressource en eau et jouent un rôle prépondérant dans l'écrêtement des crues par dissipation de l'énergie. Elles ont parfois un rôle de stockage des eaux et de recharge des nappes souterraines. Elles permettent surtout de retarder la propagation des eaux de crues. La végétation présente en bordure permet la protection et l'amélioration de la qualité des eaux (stockage de nutriments et polluants). Ces ripisylves, en plus de remplir des fonctions biologiques importantes, forment de véritables corridors écologiques utilisés par un grand nombre d'espèces.

Un inventaire complémentaire mené par le bureau Césame-Environnement en 2011 a permis la délimitation de 13 autres zones humides sur la commune, présentées dans le tableau de la page suivante.

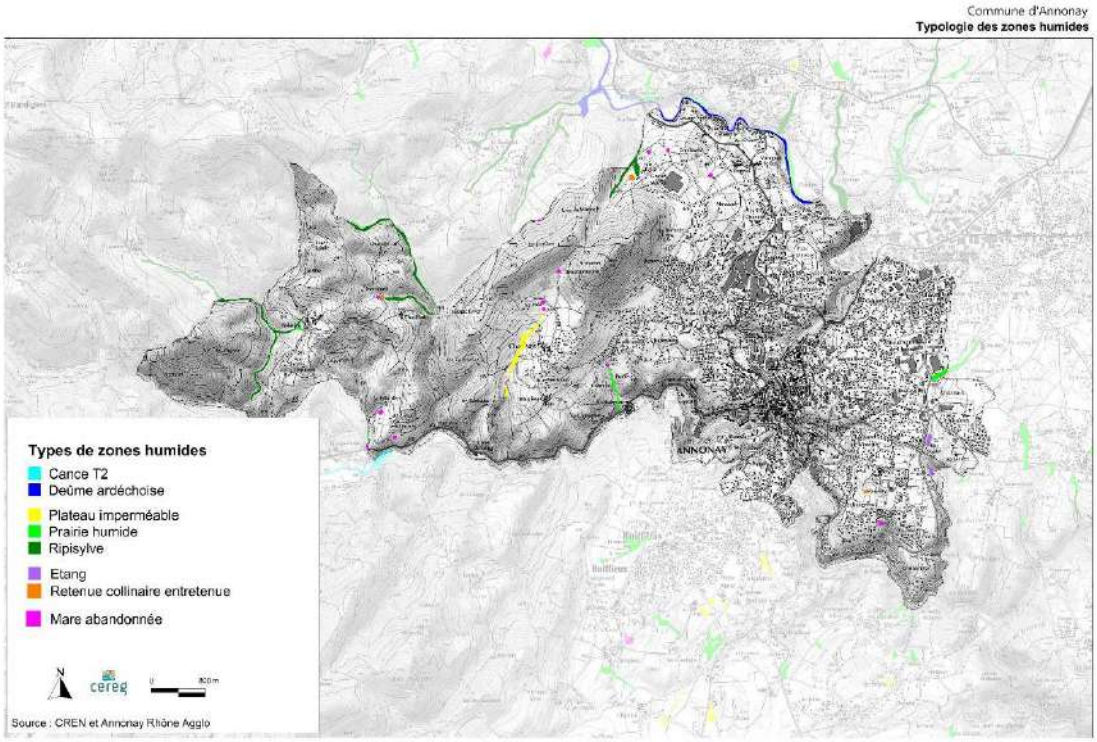
Identifiant	Description	Surf (ha)
07CESAME0002	prairie humide à jonc diffus à Rochebrune	**0,85**
07CESAME0003	étang entretenu à Chatinais	2,5
07CESAME0004	ripisylve/aulnaie-frênaie le long du ruisseau de la Tine à Charboute	1,2
07CESAME0005	ripisylve/aulnaie-frênaie le long du ruisseau de la Tine à Charzalet	4
07CESAME0006	ripisylve/aulnaie-frênaie le long d'un affluent de la Deume au Grand Mûrier	2,3
07CESAME0007	prairie humide à jonc diffus dégradée à Toissieu	0,17
07CESAME0258	étang entretenu le long du ruisseau du poulet, Rio Poulet	0,37
07CESAME0259	étang entretenu, Les Baraques	0,09
07CESAME0260	retenue collinaire, Martouret	0,03
07CESAME0261	retenue collinaire, Vissenty	0,05
07CESAME0262	retenue collinaire au Grand Mûrier	0,14
07CESAME0263	étang abandonné au Grand Mûrier	0,04
07CESAME0264	étang entretenu le long du ruisseau du poulet, Rio Poulet	0,34

Inventaire complémentaire des ZH (source : bureau Césame-Environnement en 2011)

Lors du même inventaire, 11 mares ont été identifiées (zones humides<1ha) sur la commune d'Annonay :

Identifiant	Type & utilisation	Surface estimée m^2
07CESAME0468	Mare abandonnée ; abreuvage	80
07CESAME0457	Mare abandonnée ; abreuvage	20
07CESAME0458	Mare abandonnée ; pas d'activité	40
07CESAME0466	Mare abandonnée ; pas d'activité	25
07CESAME0460	Mare entretenue ; abreuvage	20
07CESAME0461	Mare entretenue ; abreuvage	20
07CESAME0462	Mare abandonnée ; pas d'activité	20
07CESAME0463	Mare abandonnée ; pas d'activité	50
07CESAME0464	Mare entretenue ; pas d'activité	60
07CESAME0465	Mare entretenue ; abreuvage	5
07CESAME0466	Mare abandonnée ; pas d'activité	25

Inventaire complémentaire des ZH (source : bureau Césame-Environnement en 2011)



Typologie des zones humides (Sources : ZH du CREN et Annonay Rhône Agglo)

4-3-2- Principaux continuums écologiques

Les continuums écologiques (ou réservoirs écologiques) correspondent à des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Quatre grands types de continuums ont été identifiés, à partir des divers habitats en présence, sur la commune.

- Le continuum forestier comprend les milieux composés d'une alternance de forêts de conifères et de hêtraies.

- Le continuum de milieux ouverts qui regroupe les landes et les fourrés.

- Le continuum agricole comprend l'ensemble des parcelles agricoles.

- Le continuum aquatique correspond aux cours d'eau, plans d'eau et à la végétation rivulaire.

La préservation de ces grands continuums et notamment le maintien des différents échanges qui existent entre les habitats et les espèces passent par l'identification des corridors écologiques qui facilitent les migrations et les déplacements. Cette identification et la préservation de ces corridors se traduisent dans le cadre des PLU par la définition d'un zonage cohérent avec ces enjeux fonctionnels permettant de conforter ou de protéger la trame verte et bleue sur le territoire (cf. Partie 1.7.1.3 Préservation de la trame verte et bleue).

4-4- Ressources naturelles du territoire

4-4-1- Ressource en eau

4-4-1-1- Ressource et qualité des eaux souterraines

Il est référencé une masse d'eau souterraine identifiée dans le SGADE Rhône Méditerranée Corse 2016-2021 :

- Masse d'eau FRDG613 : « Socle Monts du lyonnais sud, Pilat et Monts du Vivarais BV Rhône, Gier, Cance, Doux »

Les réserves en eau de cette masse d'eau sont renouvelées exclusivement par l'infiltration des pluies sur l'impluvium. La masse d'eau est drainée vers le Rhône par ses affluents de rive droite : le Gier, la Cance, l'Aly et le Doux. Localement, l'infiltration naturelle est artificiellement favorisée par la réalisation de biefs sur les cours d'eau du Giers et de la Cance.

Intérêt écologique de la masse d'eau et milieux aquatiques associés : les relations de la masse d'eau avec les milieux aquatiques associés ne posent de problème écologique majeur.

Intérêt économique de la masse d'eau et milieux aquatiques associés : alimentation en eau de nombreux captages AEP, industriels et agricoles.

En 2013, les états quantitatif et chimique de la masse d'eau sont évalués en « Bon Etat » par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranéen Corse (AERMC) ; toutefois le niveau de confiance de l'évaluation est jugé faible pour l'état quantitatif. En effet, le niveau de connaissance sur cette masse d'eau est moyen : les connaissances sur les potentialités de la ressource sont à affiner.

Les résultats de l'état des eaux souterraines sur le site de surveillance de la masse d'eau (station « Source de la Chandelette ») présentent un bon état chimique en 2014 et 2015.

A l'échelle du Scot des Rives du Rhône, l'enjeu d'amélioration de la qualité chimique et écologique est particulièrement prononcé sur certains secteurs du territoire, où le développement de l'urbanisation devra être en adéquation avec les capacités d'assainissement afin de limiter les atteintes aux milieux aquatiques.

La commune d'Annonay n'est pas concernée par un périmètre de protection d'alimentation en eau potable ni par une zone stratégique pour la ressource en eau potable.

Dans le SDAGE 2016-2021, la masse d'eau FRDG613 n'est pas désignée comme ressource stratégique pour l'AEP ni ressource patrimoniale et n'est pas concernée par des mesures spécifiques du registre des zones protégées.

4-4-1-2- Ressource et qualité des eaux superficielles

Sur la commune, on recense quatre masses d'eau superficielle inscrites dans le SDAGE RMC 2016-2021:

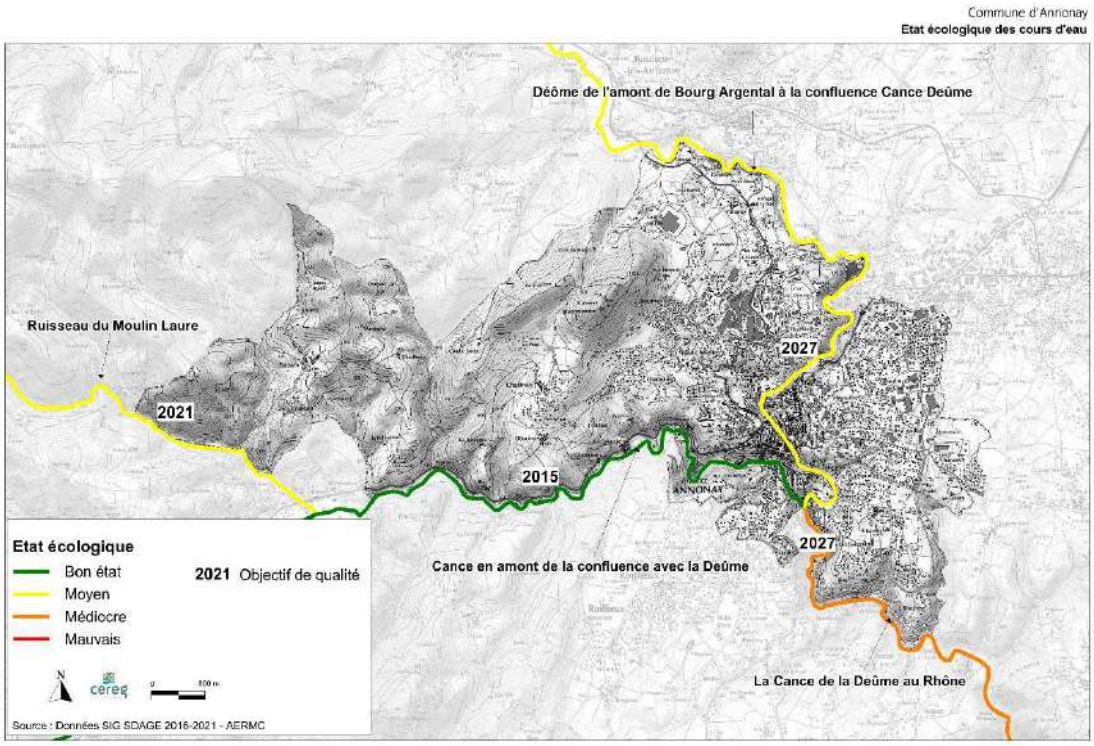
- ruisseau du Moulin Laure FRDR 11397 :
- La Cance de la Deume au Rhône FRDR 460 :
- Cance en amont de la confluence avec la Deume FRDR 461a
- Déôme de l'amont de Bourg Argental à la confluence Cance Déûme FRDR 461c

L'état écologique de ces masses d'eau est de qualité bonne à médiocre et l'état chimique est globalement bon sauf pour la masse d'eau –«La Cance de la Deume au Rhône » dont l'état chimique (avec ubiquiste) est classé « mauvais ». Hormis pour la « Cance en amont de la confluence avec la Deume », Le SDAGE RMC (2016-2021) demande une dérogation de l'échéance 2015 et fixe de nouvelles échéances (2021 et 2027) pour le maintien du bon état écologique, pour le motif de faisabilité technique. En effet, les mesures proposées sur les masses d'eau en bon état pour traiter les pressions à l'origine du risque sont conservées dans le programme de mesures car elles sont encore nécessaires pour consolider le bon état. Pour l'échéance 2027, les paramètres affichés pour ces masses d'eau intègrent également les pressions qu'il restera à traiter après 2021.

Code Masse d'eau	Etat Ecologique	Objectif Etat	Echéance	Etat chimique (sans ubiquiste)	Echéance	Etat chimique (avec ubiquiste[1])	Echéance
FRDR 11397	Moyen	Bon état	2021	Bon	2015	Bon	2015
FRDR 460	Médiocre	Bon état	2027	Bon	2015	Mauvais	2027
FRDR 461a	Bon	Bon état	2015	Bon	2015	Bon	2015
FRDR 461c	Moyen	Bon état	2027	Bon	2015	Bon	2015

Etats écologique et chimique des cours d'eau (Source : SDAGE 2016-2021)

[1] *Avec ubiquiste = incluant les substances considérées comme ubiquistes (hydrocarbures aromatiques polycycliques, tributylétain, diphényléterbromé, mercure)



Cartographie de l'état écologique des cours d'eau (Source : SDAGE 2016-2021 – AERMC)

Les principales sources de dégradations des masses d'eau en lien avec les activités humaines sur la commune d'Annonay sont décrites dans le « diagnostic de la qualité des eaux : étude des pollutions domestiques, industrielles, agricoles et urbaines des bassins versants » et dans le « dossier d'Avant-projet des orientations stratégiques pour la définition d'une nouvelle procédure de contrat de rivière sur le territoire du Bassin versant de la Cance et des affluents directs du Rhône » réalisés par le syndicat des trois rivières, respectivement en 2013 et 2016.

Le tableau ci-dessous décrit les principales sources de pollutions identifiées sur la commune.

Masse d'eau	Milieu récepteur	Etat de la masse d'eau	Principales sources de dégradation
FRDR460	Cance Aval	MEDIOCRE	2 ICPE soumises à autorisation utilisent des produits polluants pour le milieu naturel : l'Abattoir d'Annonay et la Tannerie d'Annonay. Ces industries peuvent potentiellement impacter le milieu localement avec des installations de prétraitement défaillantes, ou bien avec un réseau non entretenu. Elles peuvent

			également impacter le milieu en aval de la station d'Acantia, puisque leurs eaux industrielles prétraitées sont transférées vers la station d'épuration par convention de rejet. Des rejets directs et des déversements de déversoirs d'orage sont fréquents dans la traversée d'Annonay (réseaux unitaires nombreux)
FRDR461c	Deûme aval	MOYEN	La pression industrielle est importante dans la traversée d'Annonay liée aux rejets de deux stations industrielles Le fonctionnement régulier des déversoirs d'orage au niveau de la commune d'Annonay a un impact sur la qualité de la Deûme aval Des rejets d'eaux usées subsistent via les réseaux d'eaux pluviales

Principales sources de pollutions identifiées sur la commune (source : Syndicat des 3 rivières)

De plus, les résultats d'analyses (antérieurs à 2011) relatives aux PCB contenus dans les poissons (hors anguilles) et les sédiments de la Cance Aval révèlent des teneurs en PCB supérieures au seuil sanitaire (source : DREAL Bassin Rhône-Méditerranée).

Le programme de mesures recense celles dont la mise en œuvre est nécessaire à l'atteinte des objectifs environnementaux du SDAGE pendant la période 2016-2021, deuxième cycle de la directive cadre sur l'eau (DCE). Avec les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions, ces mesures représentent les moyens d'action du bassin pour atteindre les objectifs de la DCE : non dégradation, atteinte du bon état, réduction ou suppression des émissions de substances, respect des objectifs des zones protégées.

Le tableau ci-dessous synthétise la liste des problèmes et mesures issus du SDAGE 2016-2021 pour chaque masse d'eau superficielle :

Masses d'eau superficielle	Problèmes	Mesures
La Cance de la Deûme au Rhône FRDR 460	Altération de la continuité	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)
	Altération de la morphologie	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
	Pollution diffuse par les pesticides	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)

		Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives
	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides)	Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant principalement à réduire les substances dangereuses (réduction quantifiée) Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur
	Pollution ponctuelle urbaine et industrielle hors substances	Réaliser des travaux d'amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales strictement Equiper une STEP d'un traitement suffisant hors Directive ERU (agglomérations >=2000 EH)
	Prélèvements	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau
Cance en amont de la confluence avec la Deume FRDR 461a	Altération de la continuité	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
Déôme de l'amont de Bourg Argental à la confluence Cance Déûme FRDR 461c	Altération de la continuité	Réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver les milieux aquatiques
	Altération de la morphologie	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
	Pollution diffuse par les pesticides	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière) Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles Limiter les apports diffus ou ponctuels en pesticides non agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives
	Prélèvements	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau

Problèmes et mesures sur les masses d'eau superficielle (Source : Programme de mesures du SDAGE 2016-2021)

Les états des lieux menés dans le cadre du SDAGE en 2009 et 2013 ont permis de mettre en avant une dégradation de la qualité chimique sur 12% des cours d'eau du territoire du Scot des Rives du Rhône, et notamment la Deûme. Ces constats doivent toutefois être nuancés : les parties amont des cours d'eau étudiés présentent globalement un meilleur état chimique qui se dégrade par la suite, du fait des pollutions (pesticides, matières organiques, métaux lourds…). Les analyses effectuées en 2009 et 2013 tendent à indiquer une tendance à la dégradation de la qualité écologique des eaux superficielles.

Continuité écologique

L'arrêté du préfet de Bassin du 19 juillet 2013 et publié au JO le 11 septembre 2013 établit deux listes, ayant pour but de classer les cours d'eau dans un objectif de maintien ou de restauration de la continuité écologique.

La Cance et le Ruisseau de la Thine sont classés en Liste 1 (classement au titre du L.214-17-1° du code de l'environnement). Cette liste est établie parmi les masses d'eau qui répondent au moins à l'un des 3 critères suivants :

- Celles en très bon état écologique ;
- Celles qui jouent un rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau du bassin versant ;
- Celles qui nécessitent une protection complète des poissons migrateurs amphihalins (saumons atlantiques, aloses, lamproies, anguilles, truites de mer).

La Cance (« La Cance, l'Adret, la Combe noire et le ruisseau de Cansonnet ») est concernée par le Règlement Anguille. Ce règlement européen identifie les ouvrages prioritaires pour la protection de l'anguille (la France a adopté un plan en décembre 2008 conformément à la mise en œuvre du Règlement européen). La Cance nécessite donc une protection complète vis-à-vis de l'Anguille.

Le ruisseau de la Thine, ainsi que la Cance, jouent un rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau du bassin versant.

Le classement d'une masse d'eau en Liste 1 implique :

- L'impossibilité de construire tout nouvel obstacle à la continuité écologique, quel qu'en soit l'usage ;
- Le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions permettant : de maintenir le très bon état écologique des eaux, de maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau du bassin versant, d'assurer la protection des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée.

A partir de la confluence avec la Deûme, La Cance est également classée en Liste 2 (classement au titre du L.214-17-2° du code de l'environnement). Le classement en liste 2 entraîne l'obligation de mise en transparence, par création de dispositifs permettant la circulation des

poissons (effacement, modalités de gestion…), dans un délai de 5 ans soit pour le 19 juillet 2018. Il concerne les cours d'eau ou parties de cours d'eau sur lesquels il est nécessaire d'assurer :

- Le transport suffisant des sédiments ;
- La libre circulation des poissons migrateurs.

Les ouvrages « Grenelle » sont des obstacles à l'écoulement sur lesquels des actions de restauration de la continuité écologique (effacement, équipement de dispositifs permettant de limiter efficacement la fragmentation écologique….) sont possibles à plus ou moins long terme. Sur le territoire communal, 1 ouvrage situé sur la Cance est considéré comme « prioritaire » ; il s'agit de l'ouvrage « ROE9299 » « microcentrale de Pantu – Beaumarais ».

Le cloisonnement des cours d'eau entraîne un appauvrissement génétique des populations de poissons du fait du manque de circulation des géniteurs. Au cours du contrat de rivière, le seuil infranchissable du Quai de merle à Annonay a été substitué par une rampe en bloc pour permettre la montaison et la dévalaison.

4-4-1-3- La protection et la gestion concertée de la ressource en eau

La commune d'Annonay est membre du Syndicat des Trois Rivières. Cette structure œuvre pour une gestion cohérente et concertée des milieux aquatiques ayant pour objectif, l'amélioration qualitative et quantitative de la ressource en eau. Les missions du Syndicat des Trois Rivières sont :

- La gestion des milieux aquatiques et des cours d'eau
- La prévention des inondations
- L'amélioration qualitative et quantitative de la ressource en eau
- La sensibilisation et la communication sur les milieux aquatiques
- La valorisation du patrimoine

Les actions du syndicat sur la commune d'Annonay sont nombreuses, et notamment :

- En 2015, des travaux d'abattage d'arbres devenus instables suite aux crues de 2014 ont été réalisés sur la Deûme ;
- En 2008, des travaux de rivière et de berge sur la Cance (lieu-dit Quai de merle) afin de réaménager la rivière pour stopper l'enfoncement du lit, de diversifier l'habitat piscicole, limiter l'érosion des berges, enlever les plantes envahissantes et protéger les canalisations d'eaux usées qui longent et traversent la rivière.

Le syndicat des Trois Rivières a également réalisé un inventaire complémentaire des zones humides en 2012, sans limite de surface. Cet inventaire est cartographié dans la partie 1.3.1. ci-avant. Il permettra d'alimenter les éléments de la trame bleue dans le cadre de l'élaboration de la trame verte et bleue communale.

Entre 2004 et 2011, les bassins versants de la Cance, de la Deûme/Déôme et du Torrenson ainsi que leurs affluents ont fait l'objet d'un contrat de rivière. Ce dernier était un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures approuvés en 2009 afin de prendre en compte les objectifs et les dispositions de la directive cadre sur l'eau.

Les 5 objectifs de ce contrat de rivières étaient :

- L'amélioration de la qualité des eaux
- La diminution des risques d'inondation
- La restauration et mise en valeur des cours d'eau
- L'amélioration de la vie piscicole
- La sensibilisation des différents acteurs sur le thème de l'eau

Le syndicat des Trois rivières est actuellement en cours d'élaboration d'un nouveau contrat de rivière pour l'ensemble de son territoire.

4-4-2- Ressources forestières

Les espaces boisés d'Annonay couvrent environ 460 ha (22 %) de la commune. Ces espaces boisés sont relativement morcelés et sont composés en majorité de boisements constitués de mélanges d'essences, malgré quelques entités de feuillus ou de conifères et très peu de boisements linéaires.

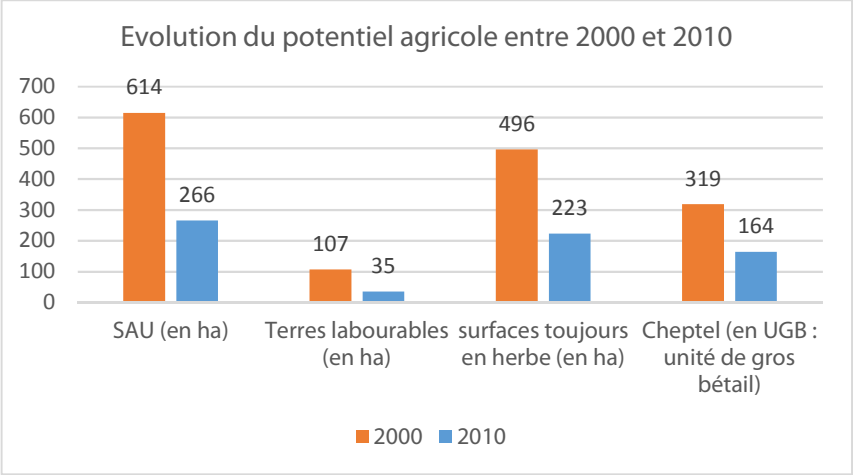
Sur la commune, on recense une forêt domaniale d'une surface de 0,11 km^2 ; il s'agit de la forêt sectionale de Châtinais. Sa gestion est assurée par l'Office National des Forêts (ONF) en application du Code forestier.

La commune est concernée par un règlement des boisements (arrêté préfectoral annexé au PLU).

4-4-3- Ressources agricoles

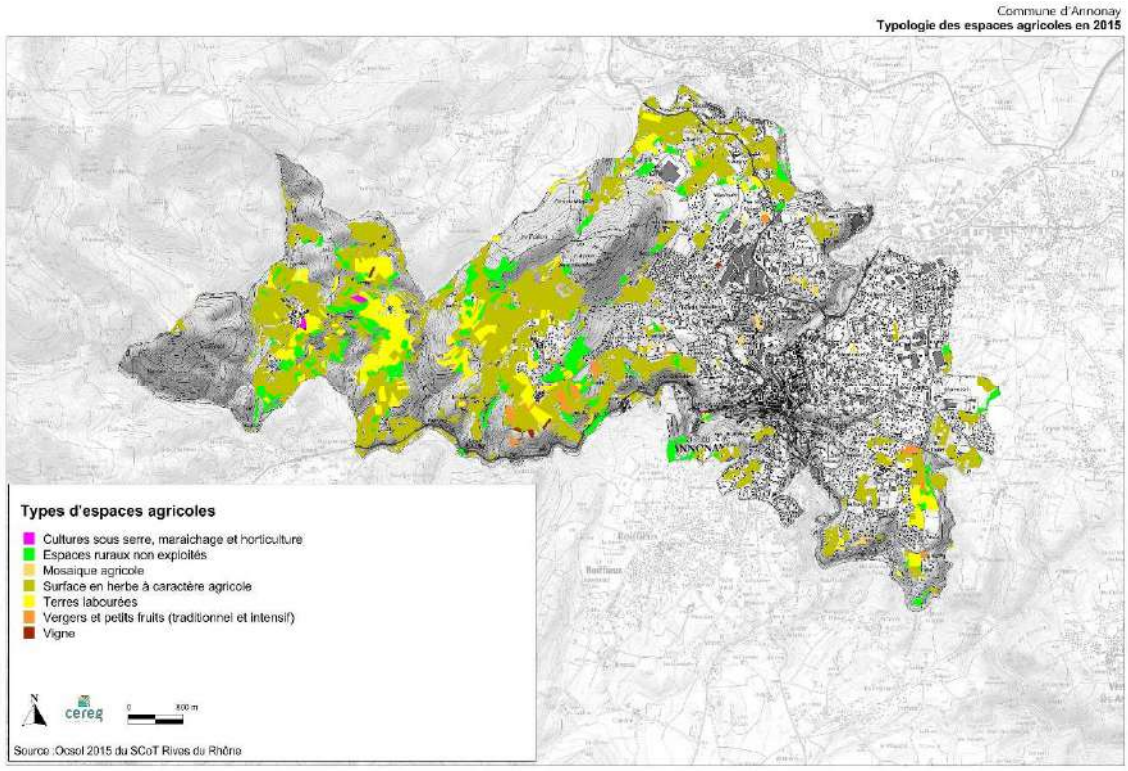
Sur la base des éléments du RGA 2010, les observations suivantes peuvent être faites, sachant toutefois que les données sont localisées à la commune du siège de l'exploitation. En particulier, la SAU est celle des exploitations ayant leur siège dans la commune et non celle de la commune.

Entre 2000 et 2010 la commune a perdu une large partie de son potentiel agricole : 56% de sa Surface Agricole Utile ont disparu (soit 348 ha), ainsi qu'une baisse de 67% (soit 72 ha) de ses terres labourables et de 55% (soit 273 ha) de ses Surfaces toujours en Herbe. Le graphique ci-dessous reflète cette évolution.



Evolution du potentiel agricole entre 2000 et 2010 (Source : RGA 2010)

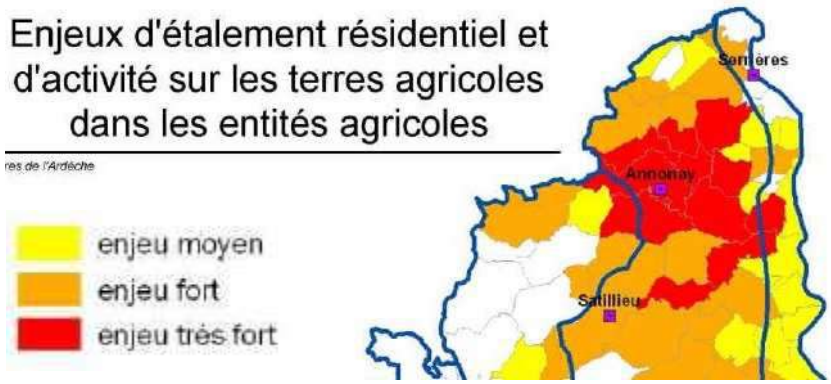
Les espaces agricoles couvrent 26% du territoire communal, soit 546 ha. Les terrains agricoles se localisent majoritairement dans la zone Ouest du territoire communal. A l'Est, les espaces agricoles situés à proximité des zones urbaines souffrent d'un important mitage et sont de moins en moins valorisés du fait de la pression foncière. La carte ci-après localise les différents types d'espaces agricoles présents sur le territoire communal en 2015.



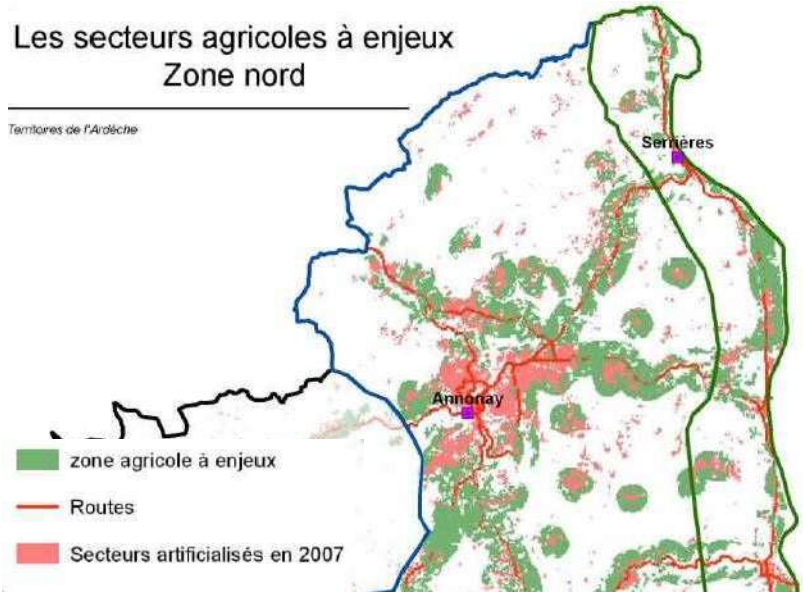
Typologie des espaces agricoles en 2015 (Source : Donnée « Occupation du sol 2015 » du SCoT Rives du Rhône).

L'étude « Diagnostic des sensibilités des structures agricoles vis-à-vis de la pression urbaine sur le territoire de l'Ardèche - 2012 » répertorie le bassin d'Annonay comme l'une des zones des plus consommatrices par habitant nouveau (> 2000 m^2/hab, le double de la moyenne départementale). L'agriculture fournit 90% des surfaces artificialisées. L'agriculture souffre d'un morcellement des espaces avec un fort impact sur les élevages en particulier laitiers.

Les illustrations ci-après, extraites de l'étude précitée, identifient, d'une part, le territoire communal comme secteur à enjeu très fort vis-à-vis de l'étalement résidentiel et d'activité sur les terres agricoles, d'autre part, les zones agricoles à enjeux en continuité du bâti et le long des axes routiers soumises à une forte pression foncière. La pression urbaine a de nombreuses conséquences en termes de structures agricoles : enclavement, déstructuration, coupure de parcelles, ….



Source : Etude « Diagnostic des sensibilités des structures agricoles vis-à-vis de la pression urbaine sur le territoire de l'Ardèche – 2012 – DDT07



Source : Etude « Diagnostic des sensibilités des structures agricoles vis-à-vis de la pression urbaine sur le territoire de l'Ardèche – 2012 – DDT07

L'agriculture locale est tournée vers la polyculture et l'élevage des bovins essentiellement.

Les exploitations valorisent des surfaces en herbe et sécurisent leurs systèmes de production avec des surfaces arables occupées par des cultures de céréales pour l'alimentation du cheptel. Il existe donc un équilibre entre ces deux types de terrains, ainsi, la perte des terres labourables a entraîné le déclin des surfaces en herbe. L'élevage a par conséquent reculé sur la commune. En effet, en perdant ses terres labourables, c'est tout l'équilibre de l'autonomie alimentaire d'un élevage, donc l'existence même de l'exploitation qui est remise en cause.

Au regard ce constat, les préconisations suivantes sont à prendre en compte dans le développement urbain communal :

- Maintenir les dernières surfaces de terres arables pour endiguer l'effet cascade sur les surfaces en herbe et la taille des cheptels
- Stopper la tendance au mitage des espaces agricoles
- Préserver les unités pastorales à l'Ouest de la commune
- Lutter contre le phénomène de rétention foncière de la part des propriétaires

La commune est concernée par une appellation « AOP Picodon » qui concerne la totalité du département de l'Ardèche. Elle bénéficie également d'aires de production des IGP suivantes :

- Aires de production des IGP « Volailles d'Auvergne », « Saucisson de l'Ardèche », « jambon de l'Ardèche »
- Aires de production des IGP viticoles « Collines Rhodaniennes », « Comtés rhodaniens », « Ardèche » et « Méditerranée ». Pour la filière viticole, les données parcellaires 2014 font état de 5,2 ha plantés revendiqués à 69% en IGP et 31% en Vins Sans Indication Géographique (VSIG) représentant en tout 14 exploitations.

Pour rappel, la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières est l'un des quatre principes d'aménagement prévus pour les communes concernées par la Loi Montagne.

4-4-4- Ressource piscicole

La Deûme et La Cance sont classées en 1ère catégorie piscicole en amont de leur confluence. La 1ère catégorie correspond à des eaux dans lesquelles vivent principalement des poissons de type salmonidés (truite fario, ombre, etc.). Ces cours d'eau sont également favorables à l'accueil d'autres espèces telles que les loches, les vairons mais également le chabot et la lamproie de planer.

Bien que les cours d'eau soient très souvent cloisonnés par les nombreux ouvrages en travers, la capacité de reproduction est suffisante, même si on observe depuis quelques années un appauvrissement génétique des populations. Les densités sont toutefois très importantes et les pêcheurs notent une grande variété d'espèces sur l'ensemble du territoire.

Certains cours d'eau souffrent de leurs assecs réguliers, notamment au niveau des affluents directs du Rhône, et ont perdu leur population de poissons.

Les espèces remarquables à noter sont « l'écrevisse à pieds blancs » et « la salamandre ».

La Cance, la Deûme et le Ruisseau de Thine sont également identifiés par les inventaires départementaux des frayères. Ces zones abritent potentiellement des frayères de poissons pour les espèces suivantes : truite fario, chabot, lamproie de planer, vandoise.

4-4-5- Potentiel de développement des énergies renouvelables

4-4-5-1- L'énergie solaire

Sur la base de l'outil de simulation PVSIG, il est possible d'estimer le potentiel de production de la commune en énergie solaire.

	E_d	E_m	H_d	H_m
Janvier	1.61	49.9	1.97	61.2
Février	2.63	73.7	3.22	90.2
Mars	3.79	118	4.84	150
Avril	4.01	120	5.27	158
Mai	4.04	125	5.38	167
Juin	4.42	133	6.05	181
Juillet	4.58	142	6.32	196
Août	4.26	132	5.87	182
Septembre	3.90	117	5.22	157
Octobre	2.77	85.9	3.59	111
Novembre	1.80	54.0	2.26	67.9
Décembre	1.48	45.9	1.84	57.0
Moyenne annuelle	**3.28**	**99.7**	**4.32**	**132**
Total pour l'année		**1200**		**1580**

Potentiel de production en énergie solaire d'Annonay (Source : CEREG – Outil de simulation PVSIG)

Légende :

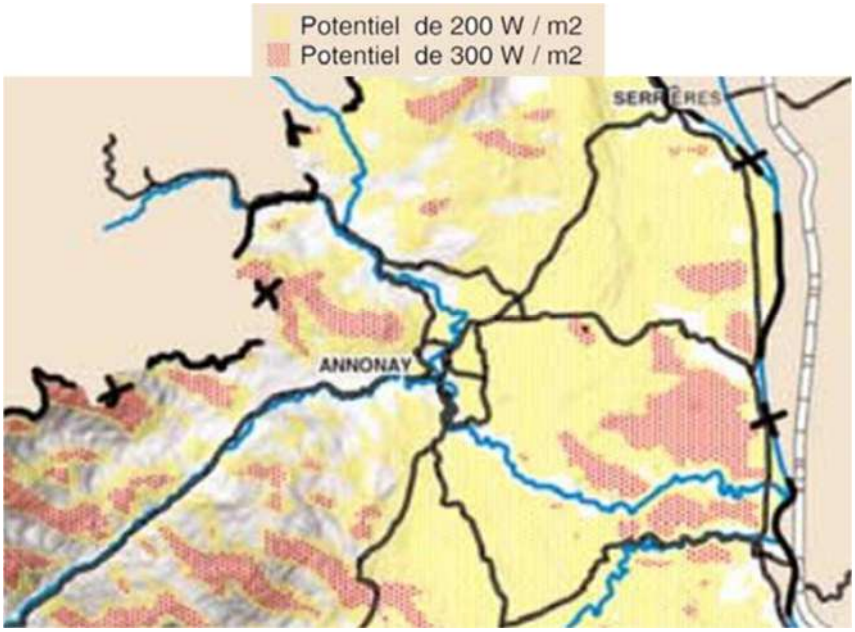
- Ed: Production d'électricité journalière moyenne par le système défini (kWh)
- Em: Production d'électricité mensuelle moyenne par le système défini (kWh)
- Hd: Moyenne journalière de la somme de l'irradiation globale par mètre carré reçue par les modules du système défini (kWh/m^2)
- Hm: Somme moyenne de l'irradiation globale par mètre carré reçue par les modules du système défini (kWh/m^2)

Globalement, l'irradiation globale moyenne annuelle se situe donc autour de 1600 kWh/m^2. En France elle est en moyenne de 1 274 kWh/m^2. Par « exemple cette moyenne annuelle se situe autour 1 645 kWh/m^2 en Provence-Alpes. Le potentiel est donc relativement important.

4-4-5-2- L'énergie éolienne

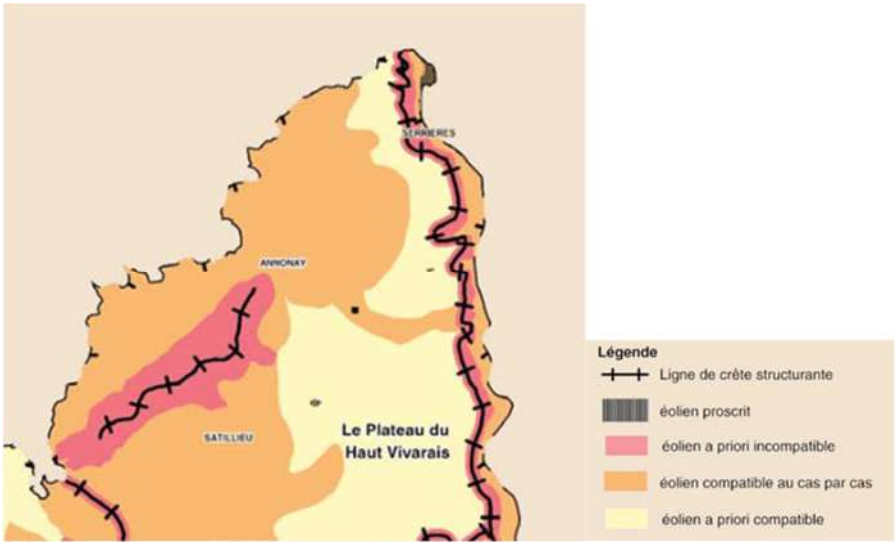
Le département de l'Ardèche a fait l'objet d'un schéma éolien en 2007 en vue du développement de cette source d'énergie. En effet, l'Ardèche est l'un des départements au plus fort potentiel avec la Drôme. Près de 60 % du territoire est concerné par des vents de 300 W/m^2, soit un peu plus de 6 m/s, et 30 % est touché par des vents de 200 W/m^2, soit 4 m/s (vitesse minimale de démarrage des éoliennes). Cela concerne l'ensemble du territoire.

Comme le montre l'extrait ci-après de la carte départementale du gisement éolien, Annonay se situe dans un secteur où le potentiel est de 200 W/m^2.



Carte du potentiel éolien (source : Schéma éolien départemental de l'Ardèche – Novembre 2007)

Le schéma éolien départemental a intégré dans ses réflexions l'ensemble des contraintes techniques et environnementales à prendre en compte pour envisager les secteurs potentiellement intéressant pour le développement de l'éolien. Il ressort de ce travail que la commune d'Annonay est identifiée comme zone de sensibilité forte où l'éolien est compatible au cas par cas avec les enjeux environnementaux et paysagers.



Cartographie des contraintes au développement de l'éolien (source : schéma éolien départemental de l'Ardèche – Novembre 2007)

4-4-5-3- La géothermie

D'après les données du BRGM (Géothermie et perspectives) la commune d'Annonay se trouve sur un secteur favorable au développement de la géothermie via la mise en place de sondes verticales géothermique. La sonde verticale est constituée d'un échangeur (tube en U, ou double U, en polyéthylène), contenant un fluide caloporteur, descendu dans un forage scellé par du ciment et de la bentonite. La longueur et le nombre de sondes varient en fonction des besoins et du type de terrain.

Ce type d'échangeur s'adresse aux maisons individuelles et aux petits ensembles collectifs ou immeubles de bureaux.

Nature	Description	Favorabilité	Sec Min	Sec	Sec Max	Satur Min	Satur	Satur Max
Roches métamorphiques	Anatexites sombres à cordiérite et/ou sillimanite ; faciès gneissique - Série de basse pression du Pilat et du Vivarais occidental - Unité inférieure des gneiss - Formations métamorphiques et effets d	Zone a priori favorable	1.48	2.78	3.61	2.84	3.70	4.55

Potentiel géothermique sur la commune d'Annonay sur la base de la lithologie présente (source : Géothermie et perspectives)

4-4-5-4- La biomasse végétale

Le bois énergie est une filière énergétique qui offre de nombreux avantages. Elle permet le stockage ainsi que la production thermique à haute température (comme le fioul ou le gaz) que ne permettent pas la majorité des filières renouvelables. Lors de la combustion, le bois rejette dans l'atmosphère le CO2 qu'il a capturé lors de sa croissance, le bilan est donc presque neutre (au transport et à la collecte près). Cette filière est donc à considérer à la fois dans les secteurs résidentiels, tertiaires (collectif) et industriels.

Avec un taux de boisement de près de 56 %, l'Ardèche est le département le plus boisé de Rhône-Alpes et le cinquième département le plus boisé de France (taux de boisement moyen en France de 29 %). Le bois énergie représente 7 % des approvisionnements énergétiques du département de l'Ardèche. Cette consommation de bois est absorbée à 80 % par le secteur résidentiel, le reste par le secteur industriel. Le bois énergie possèderait en Ardèche une potentialité de croissance importante.

La filière bois énergie est en essor en Ardèche : le parc de chaufferies bois compte 173 installations dont 111 collectives, pour une consommation de 88 000 MAP/an de bois énergie (données Fibois 2012).

L'environnement proche d'Annonay est constitué d'une région de collines, pouvant atteindre 800 à 900 m, et de plateaux ne dépassant pas 500 m. Ces derniers sont plutôt à vocation agricole avec quelques bois de pins sylvestres bordés par des châtaigniers.

Les versants des vallées sont occupés par des peuplements morcelés de pins sylvestres, chênes et châtaigniers. Les massifs forestiers les plus importants se situent dans les régions de Lalouvesc et de la Vallée de la Cance. Le taux de boisement est proche de 40% avec une à peu près égale entre les feuillus et les conifères.

Sur le bassin d'Annonay, la consommation moyenne de bois buches est de 7.7m3 par ménage et par an. Cela concerne d'ores et déjà 40% des ménages pour un tonnage total annuel de 24800t.

4-5- Les risques majeurs et les nuisances

4-5-1- Les risques naturels

Selon le Dossier Départemental de Risques Majeurs (DDRM), 3 risques naturels sont identifiés sur la commune d'Annonay : le risque inondation, le risque mouvement de terrain et le risque feu de forêt. La commune a, en outre, fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophes naturelles :

- 1 pour la tempête en 1982
- 8 pour inondation (1982,1992, 1993, 1994, 1996, 1999, 2003 et 2014)

Un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) a été réalisé sur la commune, afin d'informer le citoyen sur les risques majeurs auxquels il peut être exposé, ainsi que les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mises en œuvre.

Le risque d'inondation

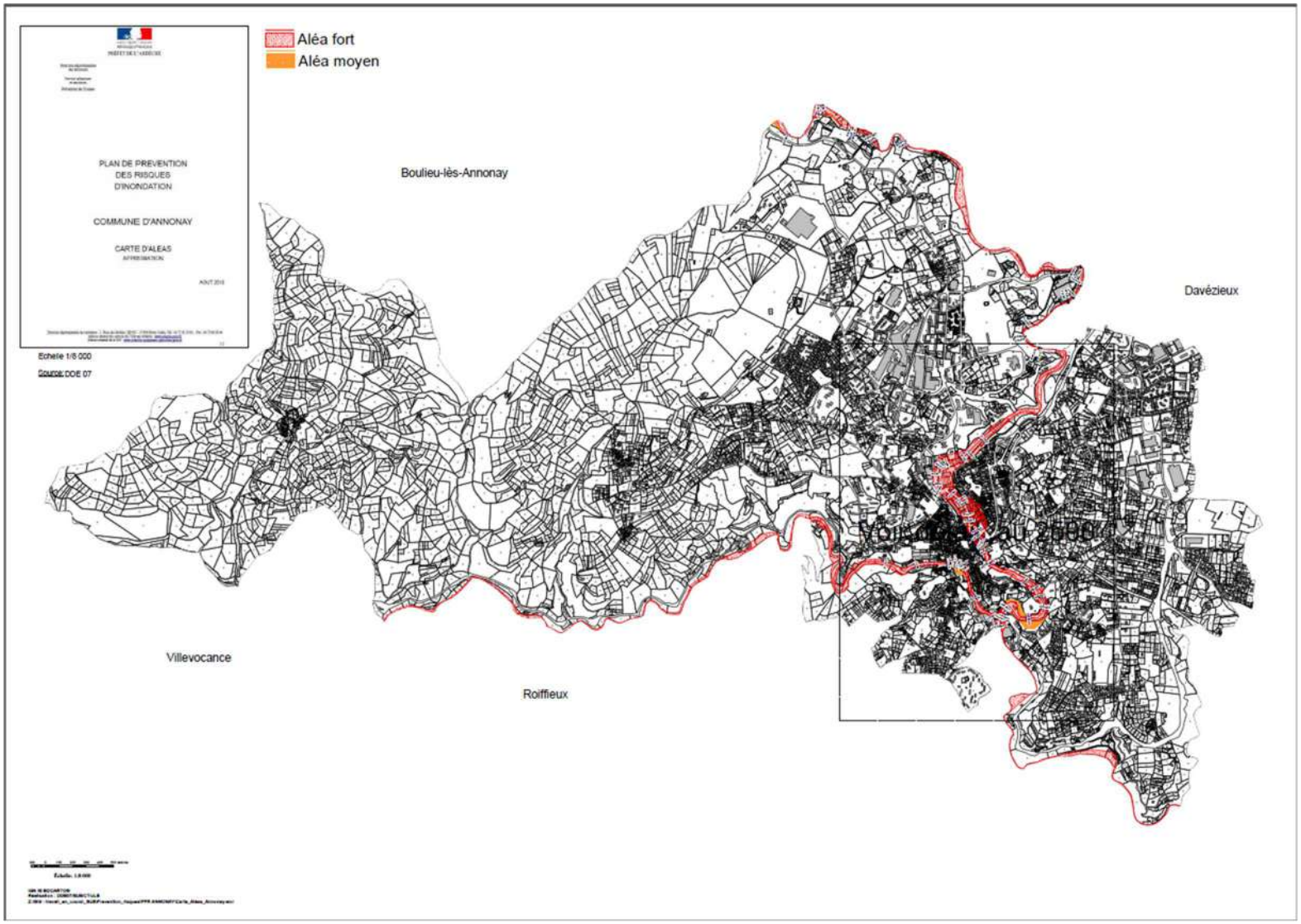
Annonay est identifiée comme une commune soumise à des risques d'inondation (dans lesquels des enjeux, personnes ou biens, se trouvent en zone inondable). Elle est ainsi couverte par un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Cance et de la Deûme approuvé par arrêté préfectoral du 30/08/2010.

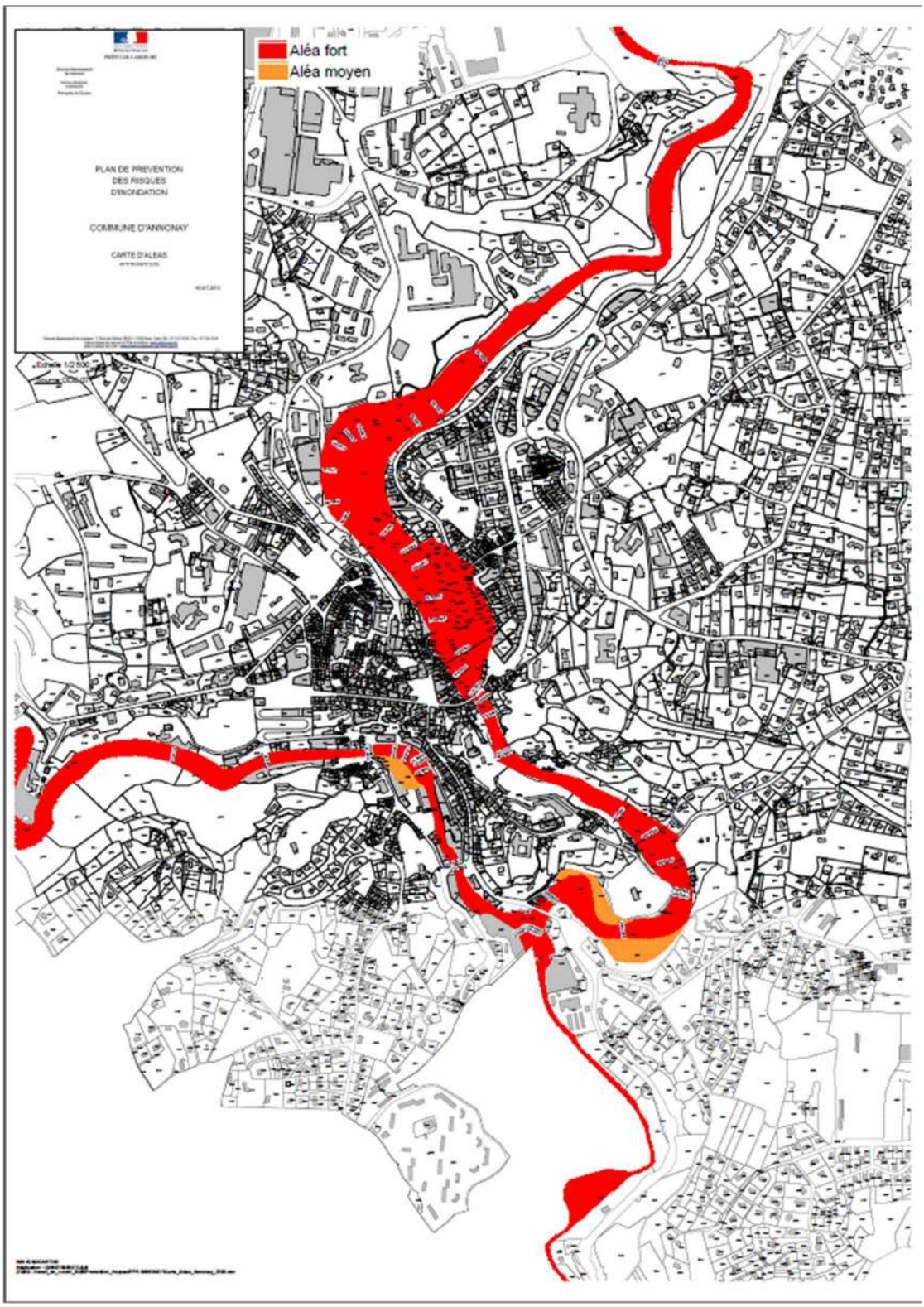
Le PPRI a pour objectif de réduire les risques en fixant les règles relatives à l'occupation des sols et à la construction des futurs biens. Il peut également fixer des prescriptions ou des recommandations applicables aux biens existants. Il crée des servitudes d'utilité publique intégrées dans le Plan Local d'Urbanisme auxquelles toute demande de construction doit se conformer.

Dans ce document, le zonage définit le niveau de risque. La zone rouge est fortement exposée du fait des hauteurs de submersion et de la vitesse du courant. La zone orange est moyennement exposée au risque, elle n'atteint pas les mêmes intensités de submersion et de vitesse observées dans la zone rouge.

Le risque inondation peut se traduire par d'importantes crues au niveau de la Cance et de la Deûme. Le centre-ville d'Annonay est particulièrement exposé.

Des mesures ont été mises en place pour maintenir des conditions satisfaisantes d'écoulement des cours d'eau, comme le nettoyage et l'aménagement des lits mineurs et des zones de confluence, la restauration et l'entretien des berges.


PLAN DE PREVENTION
DES RISQUES
D'INONDATION
COMMUNE D'ANNONAY
CARTE D'ALEAS
Echelle 1/6 000
Source: DDE 07
Aléa fort
Aléa moyen
Boulieu-lès-Annonay
Davézieux
Villevocance
Roiffieux


Aléa fort
Aléa moyen
PLAN DE PREVENTION
DES RISQUES
D'INONDATION
COMMUNE D'ANNONAY
CARTE D'ALEAS

La commune d'Annonay n'est pas localisée dans un Territoire à Risque Important (TRI) défini par la directive inondation et le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée.

Le territoire communal est concerné par un programme d'actions de prévention des inondations : le PAPI Cance Deûme porté par le syndicat des trois rivières.

Le risque de mouvement de terrain

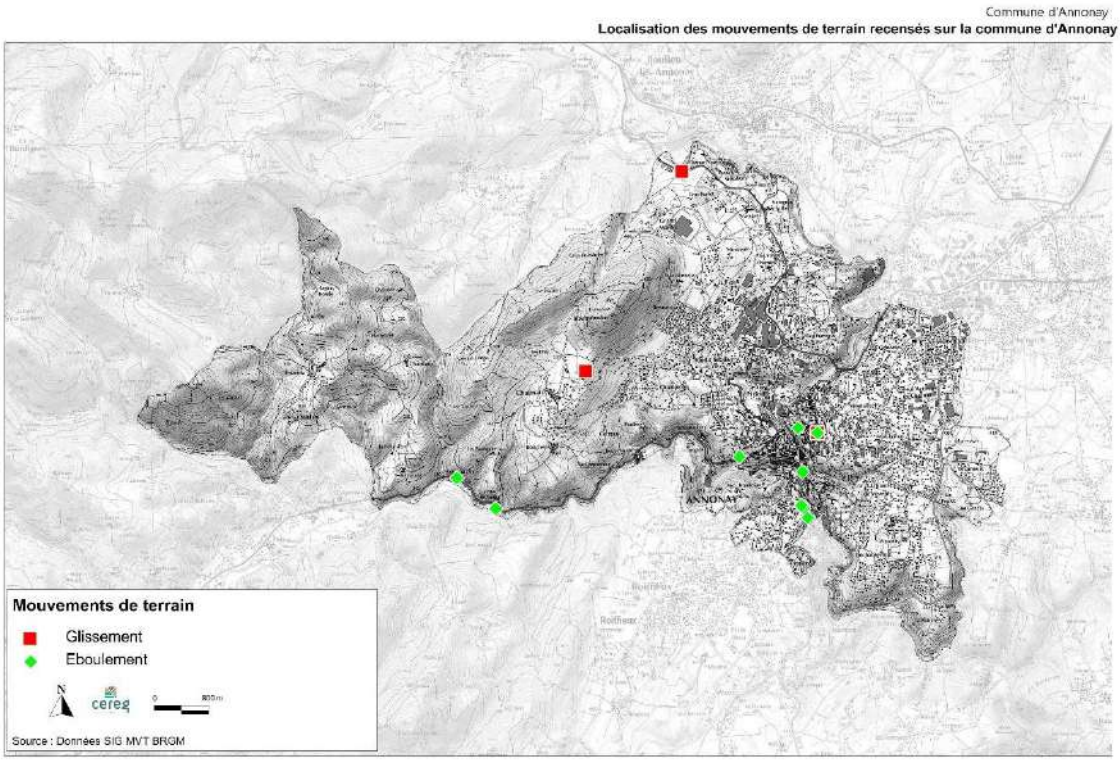
La commune d'Annonay est soumise au risque de mouvement de terrain. En l'absence de PPRmvt, dans les zones potentiellement constructibles, les autorisations d'occupation de sol sont conditionnées par la réalisation d'études géotechniques, et l'engagement de travaux éventuellement nécessaires à la réduction des risques.

Le rapport final du BRGM sur l'inventaire des mouvements de terrain de l'Ardèche (2006) identifie Annonay comme une commune très exposée à l'aléa mouvements de terrain avec un nombre de mouvements de terrain très élevé compris entre 20 et 40 depuis 1700 jusqu'à 2004.



Le nombre de mouvement de terrain recensé sur le département de l'Ardèche –extrait –(source :BRGM)

La base de données du BRGM localise les mouvements de terrain. Sur la commune d'Annonay, 25 mouvements de terrain ont été recensés depuis 1700 jusqu'en 2004 (cf. carte ci-après).



Localisation des Mouvements de Terrain (source : BRGM)

Le risque est maîtrisé par la mise en sécurité des zones sensibles et notamment des infrastructures routières à flanc de colline. Toutefois, des chutes de pierres peuvent régulièrement se produire dans certaines zones très exposées, principalement sur la RD 578 et la RD 371 (secteurs Roche Péréandre et route de Quintenas).

Le territoire communal est également concerné par un risque faible aléa retrait gonflement des argiles. La carte ci-après localise ce risque faible (en jaune clair). Toutefois, ce risque ne concerne que des zones ponctuelles en limite communale.



Localisation des aléas retrait-gonflement des argiles (source : Infoterre - BRGM)

Les feux de forêt

Les incendies représentent la cause principale de destruction des forêts en Ardèche. Le passage du feu occasionne en moyenne chaque année la destruction de 700 hectares de landes et de forêts dans le département. L'Ardèche se place parmi les départements français les plus sensibles.

Le plan départemental de protection des forêts contre les incendies de l'Ardèche classe la commune d'Annonay comme une commune présentant un niveau d'inflammabilité moyen avec un risque moyen à fort (Secteur Ouest du territoire) de développement de feux d'intensité élevée.

La commune d'Annonay est entourée de forêts. De 1974 à 2017 on recense sur la commune 35 incendies de forêts (source BD Prométhée). Le dernier date du 23/07/2000 avec 35 ha brûlés suite à la foudre. La superficie totale touchée depuis 1974 est de 2.5km^2 environ. Ces incendies peuvent se déclencher durant certaines périodes critiques ou par vent fort. Deux incendies importants ont touché la commune d'Annonay, ou ses environs, en 2000 et 2003. Le premier a détruit 900 ha, le second a ravagé 1500 ha sur le secteur de Pailharès. La majorité des incendies, dont la cause est connue, a essentiellement pour origine les imprudences et accidents.

La commune est concernée par :

- Le plan cantonal de DFCI d'Annonay Nord et Sud
- Le plan départemental de prévention des incendies de forêts de l'Ardèche

La définition des zones constructibles doit être envisagée en fonction des zones pouvant être soumises aux feux de forêt.

4-5-2- Les risques technologiques et industriels

Selon le Dossier Départemental de Risques Majeurs (DDRM) actualisé en 2014, 2 risques technologiques sont identifiés sur la commune d'Annonay : le risque lié au transport de matières dangereuses par route et le risque de rupture de barrage.

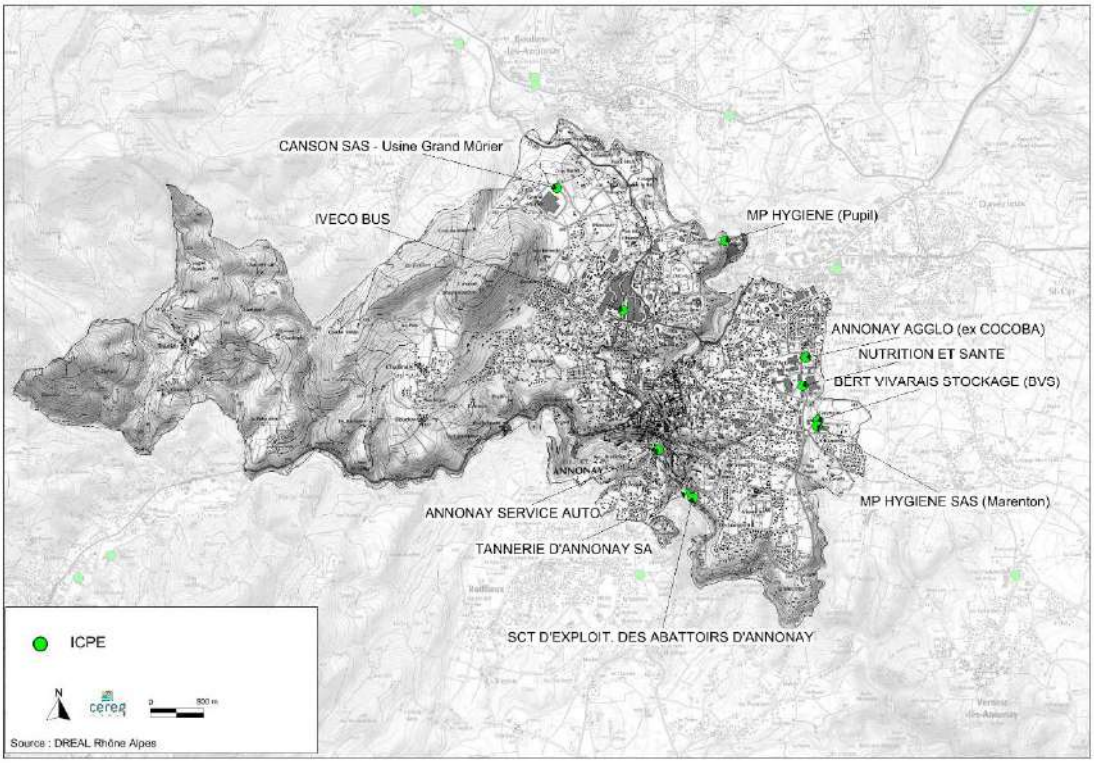
Même si le DDRM n'identifie pas le risque industriel pour Annonay (aucun site Seveso seuil haut ou bas), il est important de prendre en compte les principales ICPE. Elles sont au nombre de 10 :

- ICPE soumises à enregistrement :

- Annonay Service Auto (garage automobile) situé place Gaston Nicod
- Bert Vivarais Stockage (BVS) situé ZI de Marenton
- Déchetterie gérée par Annonay Rhône Agglo dans la zone d'activités économiques de Marenton

- ICPE soumises à autorisation :

- Canson SAS (transformation du papier, carton) situé rue Seguin
- MP Hygiène SAS (transformation du papier, carton) situé ZI de Marenton
- MP Hygiène SAS (transformation du papier, carton) situé lieu-dit Pupil
- IVECO France IRISBUS (industrie automobile) situé avenue Janvier
- Tannerie d'Annonay SA (industrie du cuir) situé rue de la Roche Péréandre
- Abattoirs d'Annonay situé rue de la Roche Péréandre
- Nutrition et Santé (Industrie alimentaire - Fabrication de produits de panification et biscuiterie) situé au Parc d'activités de Marenton.



Localisation des ICPE sur la commune d'Annonay (source : DREAL Rhône-Alpes)

Le risque lié au transport de matières dangereuses

L'aléa Transport de Matières Dangereuses (TMD) existe sur la commune d'Annonay, du fait qu'elle est traversée par d'importants axes de circulation routiers (RD121, RD206, RD370). Ces matières ne traversent pas uniquement le territoire, certaines gagnent le cœur de la ville pour approvisionner les installations commerciales (stations essence), de soins (service de radiologie...), industrielles et les particuliers (cuves de fioul).

Les risques de rupture de barrage

Annonay est identifiée comme soumise au risque de rupture de barrage mais non soumise à PPI (plan particulier d'intervention). Le risque identifié est très faible. Les barrages les plus proches sont ceux de Vidalon (Davézieux) et du Ternay.

4-5-3- Qualité de l'air et pollution atmosphérique

Ce chapitre s'appuie sur des données provenant de la station de mesure de la qualité de l'air mise en service récemment en janvier 2016 au niveau du Parc des Platanes au 38 Rue Sadi Carnot. Il s'agit d'une station urbaine qui a vocation à analyser la pollution de fond.

A cette station, les principaux polluants mesurés l'ont été sur la période allant du 08-01-2016 au 09-01-2017 soit une année. Ces polluants mesurés sont :

- Monoxyde d'azote
- Dioxyde d'azote
- Ozone
- Particules PM10

Et d'autre part, sur le dernier indice de Qualité de l'Air (IQA) disponible sur Annonay établi en 2010, il est donc peu représentatif de la situation actuelle.

4-5-3-1- La qualité de l'air

L'indice de la qualité de l'air (IQA) est estimé chaque jour par l'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air atmo auvergnerhonealpes. Cet indice national présente une échelle qui va de « 1 – Très bon » à « 10 – Très mauvais ». Le niveau d'information est fixé à l'indice 8 et le seuil d'alerte au niveau 10.

Comme évoqué ci-avant, le dernier indice mesuré sur Annonay date de 2010, il est probable qu'il sous-estime la situation actuelle au regard de l'augmentation du trafic routier depuis cette date. A l'inverse on observe un tassement de la population communale depuis cette date. Néanmoins on peut considérer que les valeurs de l'indice de qualité de l'air sont proches où légèrement à la hausse.

On observe en 2010 que 60% du temps la qualité de l'air était bonne. Deux jours sur l'année ont été classés en qualité de l'air mauvais (niveau 8).

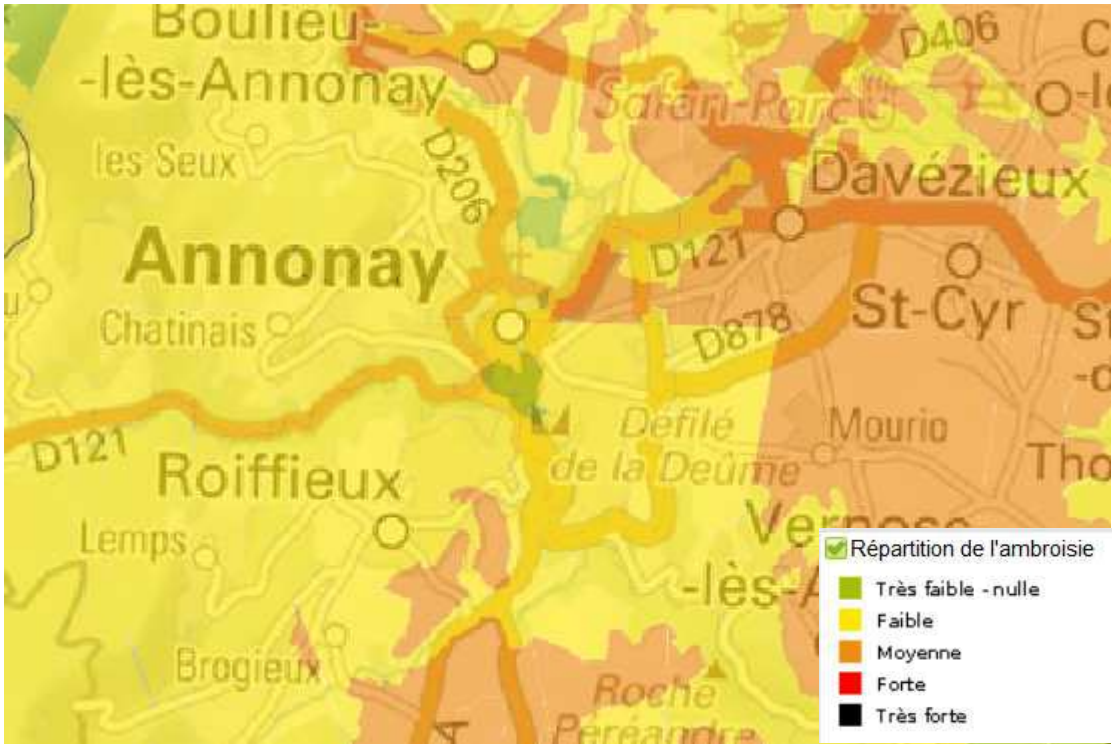
Nombre de jours	Indice IQA	Poussières (PM_{10})	Dioxyde de soufre (SO_2)	Dioxyde d'azote (NO_2)	Ozone (O_3)
1	0	3	0	73	5
2	1	108	0	122	23
3	62	91	0	67	79
4	108	52	0	15	93
5	57	14	0	2	43
6	37	13	0	0	24
7	17	2	0	0	15
8	2	0	0	0	2
9	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0

Indice de qualité de l'air sur Annonay –(source : atmo auvergnerhonealpes)

Globalement avec des indices qualifiés de bons à très bons durant 60% de l'année, on peut dire que la qualité de l'air est plutôt de bonne qualité sur l'agglomération d'Annonay.

4-5-3-2- Le cas particulier de l'ambroisie

L'ambroisie, est très présente en Rhône-Alpes, le Nord Isère et la Vallée du Rhône sont particulièrement impactés par la dispersion de ces pollens. C'est un peu moins le cas sur le bassin d'Annonay Toutefois, on observe que les pollens d'ambroisie sont globalement en hausse sur le territoire régional. Les personnes les plus sensibles à la pollution atmosphérique sont les jeunes enfants, les personnes âgées et les personnes qui souffrent d'insuffisance respiratoire ou qui présentent des troubles allergiques comme les personnes asthmatiques.



La répartition de l'ambroisie sur l'Ardèche –extrait- (source : Air-rhonealpes)

4-5-3-3- Les polluants atmosphériques

Pour mesurer la qualité de l'air, plusieurs polluants sont généralement pris en compte. Ils font de plus l'objet d'objectifs de qualité au niveau européen. Il s'agit de l'ozone (O3), des oxydes d'azote (NOx), des particules en suspension (PM10 et PM2,5) et du dioxyde de soufre (SO2). La station de mesure fixe d'Annonay ne mesure pas les PM2.5 et le dioxyde de soufre.

Les oxydes d'azote

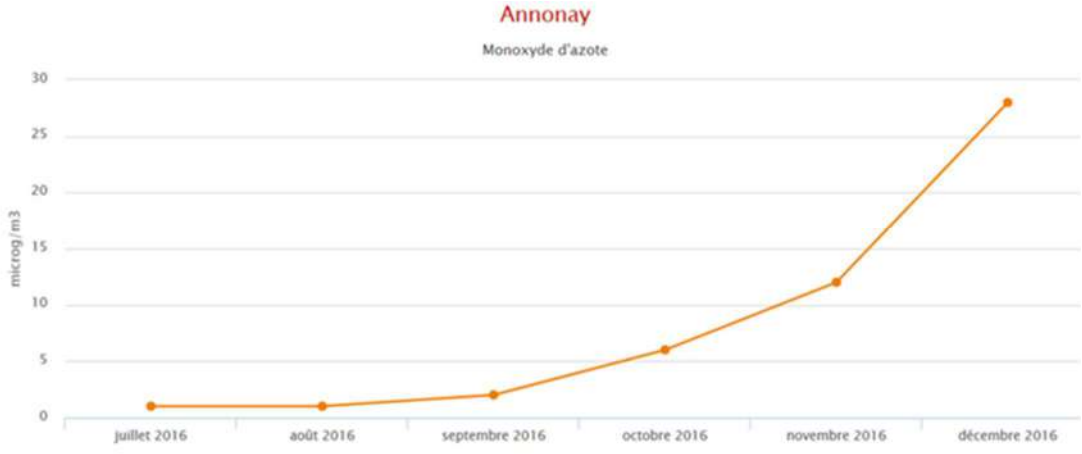
Le terme « oxydes d'azote » désigne le monoxyde d'azote (NO) et le dioxyde d'azote (NO2). Ces composés sont formés par oxydation de l'azote atmosphérique (N2) lors des combustions (essentiellement à haute température) de carburants et de combustibles fossiles.

Le dioxyde d'azote (NO2) est émis lors des phénomènes de combustion, principalement par combinaison de l'azote et de l'oxygène de l'air. Les sources principales sont les véhicules et les installations de combustion. Le pot catalytique a permis depuis 1993, une diminution des émissions des véhicules à essence, mais l'effet reste encore peu perceptible compte tenu de la forte augmentation du trafic et de la durée de renouvellement du parc automobile. De plus, les véhicules diesel, en forte progression ces dernières années, rejettent davantage de NOx.

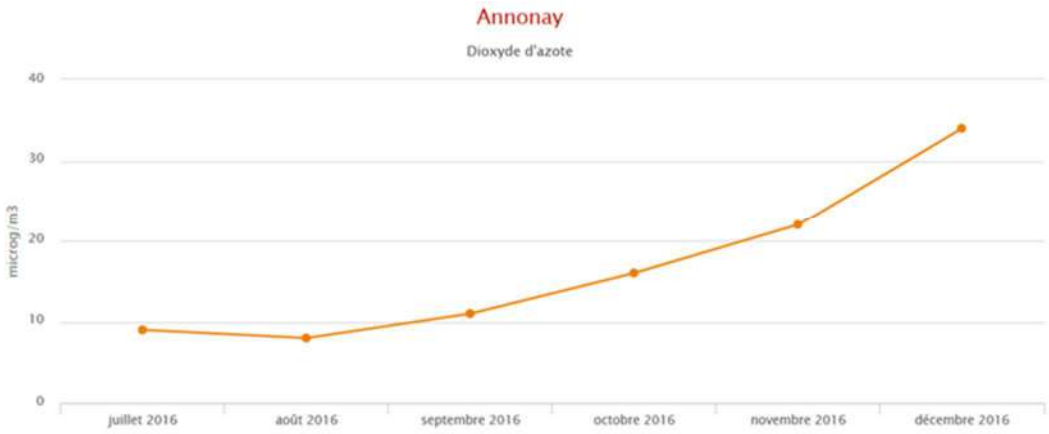
Le NO2 se rencontre également à l'intérieur des locaux où fonctionnent des appareils au gaz tels que les gazinières, chauffe-eau, etc.

A forte concentration, le dioxyde d'azote est un gaz toxique et irritant pour les yeux et les voies respiratoires. Les effets chroniques spécifiques de ce polluant sont difficiles à mettre en évidence du fait de la présence dans l'air d'autres polluants avec lesquels il est corrélé. Le dioxyde d'azote est un gaz irritant pour les bronches. Chez les asthmatiques, il augmente la fréquence et la gravité des crises. Chez l'enfant, il favorise les infections pulmonaires. Cependant, on estime aujourd'hui qu'il n'y a pas de risque cancérigène lié à l'exposition au dioxyde d'azote. Ce dernier participe également aux phénomènes de pluies acides, à la formation de l'ozone troposphérique, dont il est un des précurseurs, à la dégradation de la couche d'ozone et à l'effet de serre. Enfin, même si les dépôts d'azote possèdent un certain pouvoir nutritif, à long terme, ces apports peuvent créer un déséquilibre nutritif dans le sol qui se répercute par la suite sur les végétaux.

Sur l'année 2016, pour les 6 derniers mois, à Annonay, les valeurs de monoxyde d'azote et de dioxyde d'azote restent en deçà de la valeur du seuil de recommandation, à partir d'un taux de concentration de 200 micro grammes (2 x 10-7kg) de NO2 par mètre cube d'air et du seuil d'alerte, fixé à 400 micro grammes (4 x 10-7kg) de NO2par mètre cube d'air.



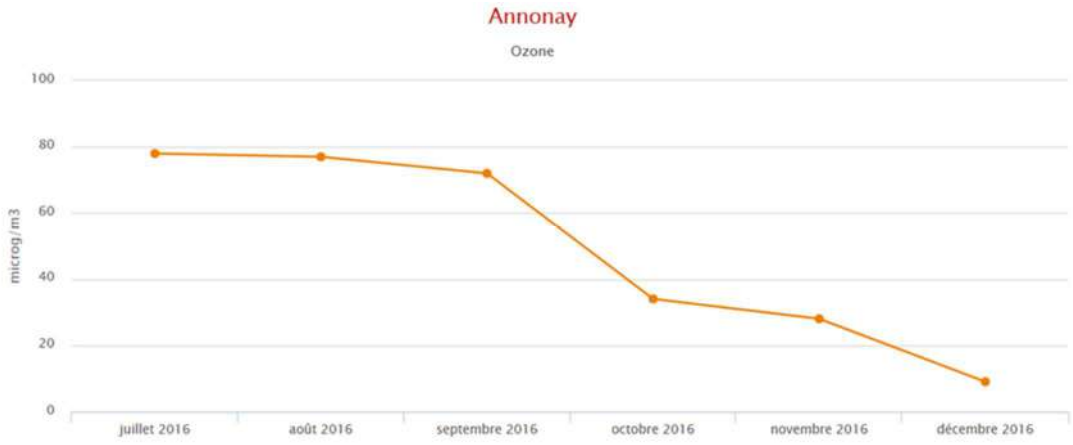
Les valeurs de monoxyde d'azote sur 2016 à Annonay (source air-rhonealpes)



Les valeurs de dioxyde d'azote sur 2016 à Annonay (source air-rhonealpes)

L'ozone

L'ozone O_3 résulte de la transformation de polluants émis par les activités humaines (industries, trafic routier…) sous l'effet d'un fort ensoleillement et peut être transporté sur de grandes distances. En revanche, il est retransformé en dioxyde d'azote NO2 à proximité des sites d'émissions de monoxyde d'azote NO. Ces deux phénomènes expliquent que les concentrations d'ozone les plus importantes ne soient pas à proximité directe des centres-villes ou grandes infrastructures mais à plusieurs centaines de mètres autour. Ses effets sur la santé sont principalement une irritation des muqueuses bronchiques et oculaires et une altération de la fonction respiratoire chez les enfants et individus asthmatiques. L'ozone reste le polluant problématique du département, davantage pour les niveaux de fond que pour les « pics » de pollution. La situation climatique de l'Ardèche et du bassin d'Annonay associée à la présence de polluants (circulation importante), favorise la formation d'ozone en été. Sur les 6 derniers mois de 2016, les valeurs oscillent entre 9 et 78 microg/m^3.



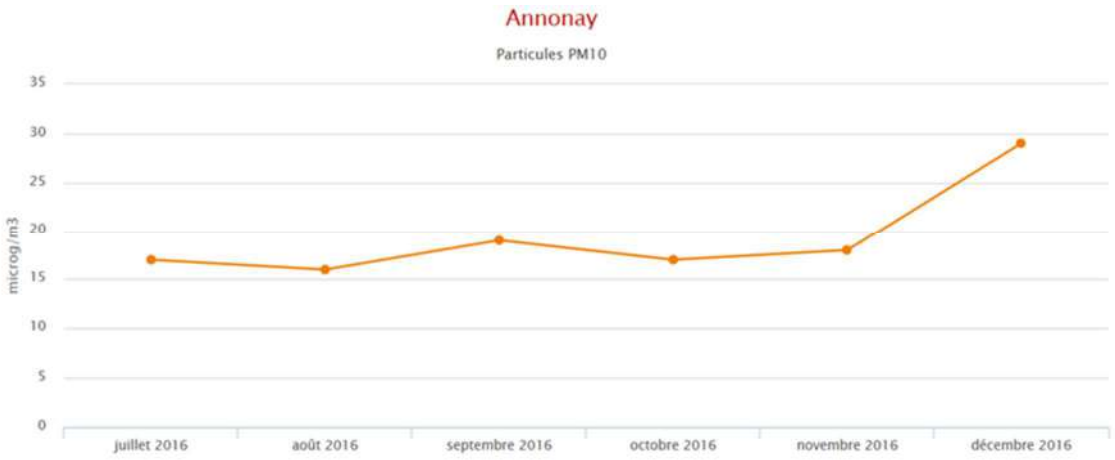
Les valeurs d'ozone sur 2016 à Annonay (source air-rhonealpes)

Le seuil de recommandation est atteint à partir d'un taux de concentration de 180 micro grammes (1,8 x 10-7kg) de O3 par mètre cube d'air et le seuil d'alerte, fixé à 360 micro grammes (3,6 x 10-7kg) de O3 par mètre cube d'air. Les valeurs mesurées à la station d'Annonay sont en deçà de ces seuils.

Les particules fines

Elles sont principalement issues de la combustion des produits pétroliers. Les sources principales sont donc généralement l'automobile et l'industrie. Ses effets sur la santé sont une altération de la fonction respiratoire chez l'enfant en particulier, une irritation des voies respiratoires inférieures, des effets mutagènes et cancérigènes et une mortalité prématurée.

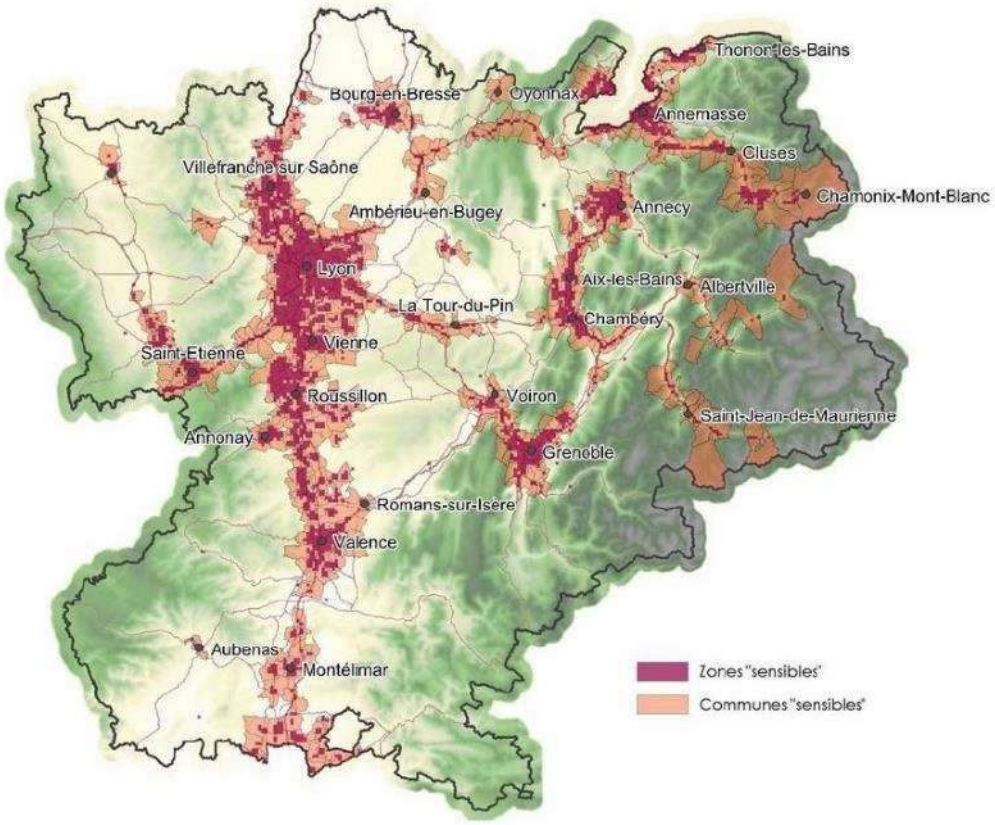
Généralement, les bâtiments sont les premiers émetteurs de PM10, suivis par les transports routiers et l'industrie.



Les valeurs de particule fine sur 2016 à Annonay (source air-rhonealpes)

Pour les particules fines, le niveau d'information et de recommandations est de 80 µg/m3 (en moyenne sur 24h) et le niveau d'alerte est de 125 µg/m3 (en moyenne sur 24h). Sur les 6 mois de mesures effectuées sur la station d'Annonay, on note que les valeurs mesurées sont bien en-deçà des différents seuils.

Toutefois, le SRCAE identifie une partie du territoire communal (en rive droite du Rhône) comme « zone sensible à la qualité de l'air ». Les zones dites sensibles sont des zones qui sont ou qui risquent d'être soumises à des dépassements de valeurs limites réglementaires et, du fait de la présence de récepteurs vulnérables (population et écosystèmes), peuvent révéler une sensibilité accrue à la pollution atmosphérique.



Les zones sensibles à la qualité de l'air sur la région Rhône-Alpes (source SRCAE Rhône-Alpes)

Sur ces zones sensibles :

- Des efforts de réduction supplémentaires sont nécessaires
- Une attention particulière doit être portée sur la réduction des niveaux d'ozone qui pourraient devenir préoccupant
- Les concentrations de HAP devront faire l'objet d'une surveillance accrue. Les émissions des industriels devront être contrôlées et le développement de l'utilisation de la biomasse devra être accompagné pour limiter les émissions de HAP et d'éviter l'exposition de la population à des niveaux supérieurs aux seuils réglementaires.

4-5-4- Ambiance sonore

Dans chaque département, le Préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Sur la base de ce classement, il détermine, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de logements et les prescriptions techniques de nature à les réduire.

Les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques qui s'y appliquent, sont reportés dans les documents d'urbanisme des communes concernées.

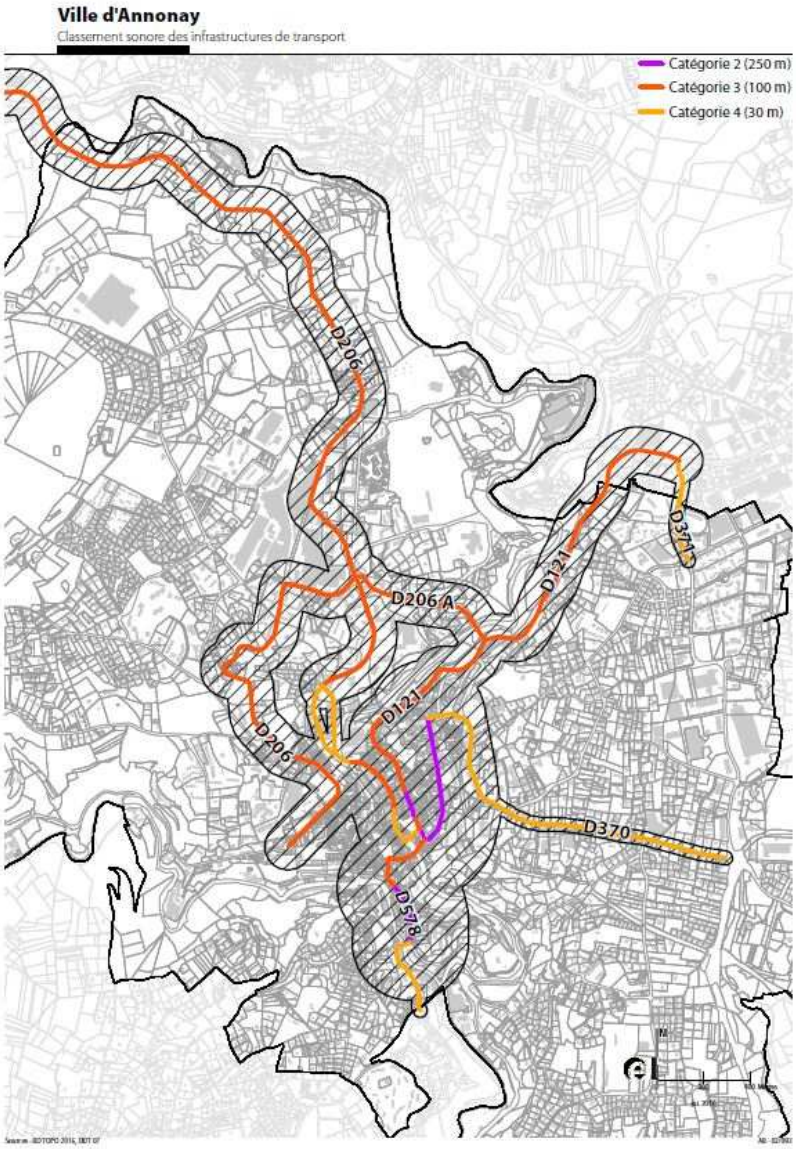
Le classement sonore des routes nationales, départementales et communales en Ardèche a été approuvé par arrêtés préfectoraux du 23 décembre 2011.

Sur la commune d'Annonay sont concernées :

- **La RD 121**
    - De son croisement avec la RD 206A jusqu'à la petite rue de Faya, elle est classée en 3e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre de la voie.
    - De la petite rue de Faya à la place des Cordeliers, elle est classée en 2e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 250 mètres de part et d'autre de la voie.
    - De la place des Cordeliers au rond-point du 8 mai, elle est classée en 3e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre de la voie.
    - Entre les ronds-points du 8 mai et Alsace Lorraine, elle est classée en 2e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 250 mètres de part et d'autre de la voie.
- **La RD 370** du giratoire Rio Poulet à la RD121 est classée en 4e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit de seulement 30 mètres de part et d'autre de la voie.
- **La RD 371** entre les giratoires de la D121 et du village cévenol RD121 est classée en 4e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit de seulement 30 mètres de part et d'autre de la voie.
- **La RD 578**
    - entre le croisement de la RD 121 et le PR 170, elle est classée en 3e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre de la voie.
    - entre le PR170 et croisement avec la rue Auguste Bravais, elle est classée en 2e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 250 mètres de part et d'autre de la voie.
    - du croisement avec la rue Bravais et la limite communale est classé en 4e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit de seulement 30 mètres de part et d'autre de la voie.

- **La RD 206** de la RD 342 à la place Alsace-Lorraine est classée en 3e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre de la voie.

- **La RD 206a** entre la rue du Québec et la rue Jean Jaurès est classée en 3e catégorie. La largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre de la voie.

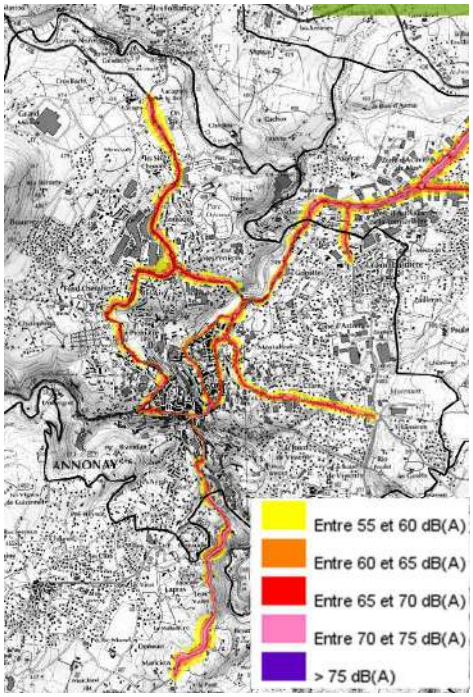


Le classement sonore des infrastructures de transport au droit d'Annonay (source DDT 07)

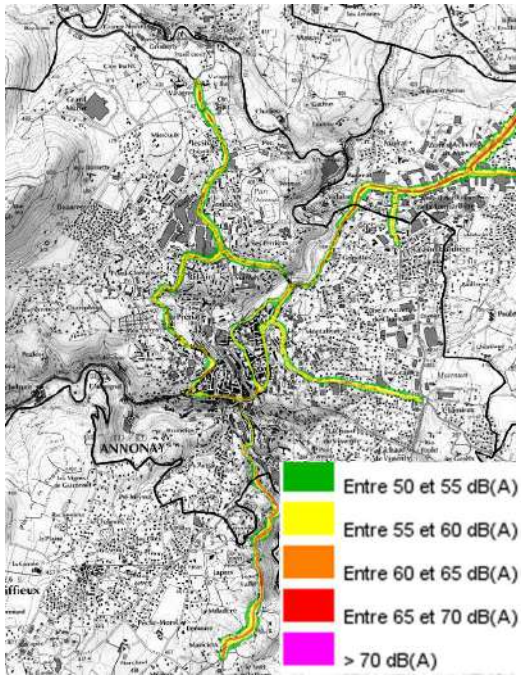
L'arrêté préfectoral du 06 février 2018 a modifié l'arrêté du 23 décembre 2011 portant classement sonore des routes départementales. **Ainsi la section de la route départementale 121, rue Boissy d'Anglas à Annonay est retirée du classement sonore des infrastructures de transport terrestre.**

L'analyse des nuisances sonores sur le territoire d'Annonay s'appuie également sur les cartes stratégiques du bruit (CSB), en application de la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002, du département de l'Ardèche. Elles ont été approuvées par arrêté préfectoral du 18 septembre 2014. Les cartes de bruit permettent l'évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement et d'établir des prévisions générales de son évolution. Elles permettent une représentation des niveaux de bruit, mais également de dénombrer la population exposée, de quantifier les nuisances, puis d'élaborer des plans d'action.

(24 heures)

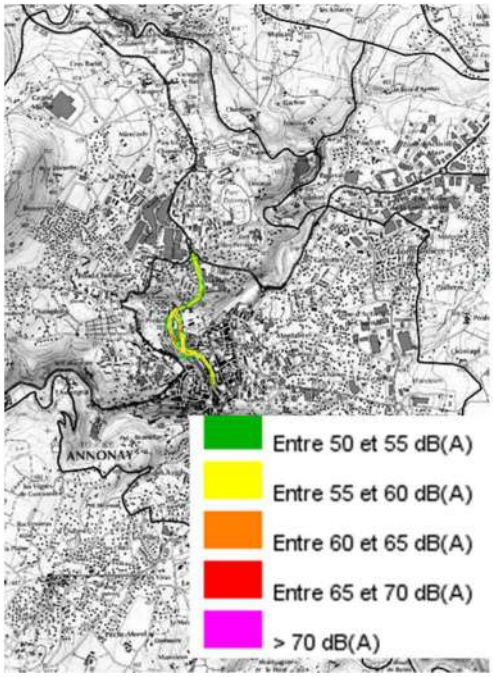


(22h – 6h)

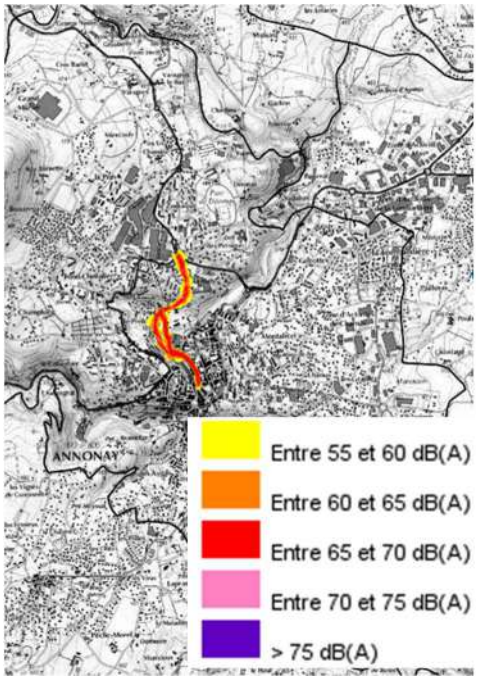


Carte du bruit routier global pour les voies départementales (source département de l'Ardèche)

(24 heures)



(22h – 6h)



Carte du bruit routier global pour les voies communales (source département de l'Ardèche)

Les secteurs et les prescriptions correspondantes doivent être reportés dans les documents annexes du PLU. Ainsi, les constructeurs de nouveaux bâtiments ont l'obligation de prendre en compte ce zonage pour l'isolation phonique de leurs immeubles.

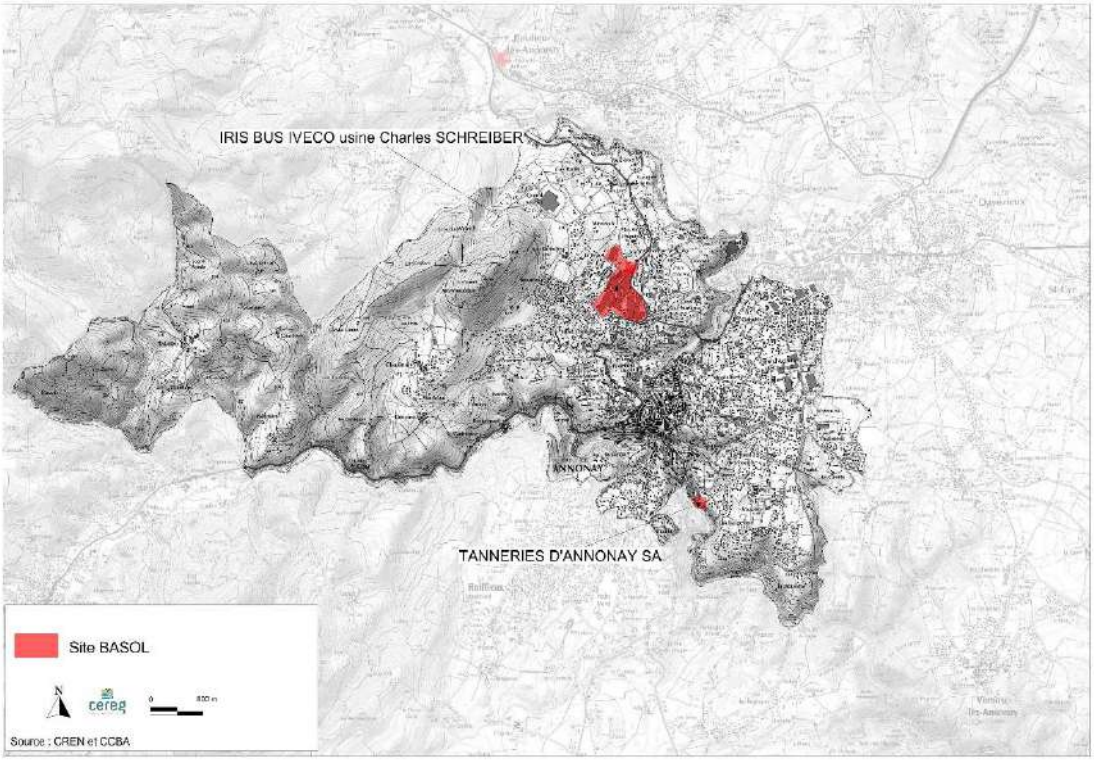
Même si elle ne constitue pas une nouvelle règle d'urbanisme, l'isolation acoustique est désormais une règle de construction à part entière.

4-5-5- Pollution des sols

Concernant les sites et sols pollués, la commune d'Annonay est concernée par 2 sites BASOL (sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif).

- Le site IRIS BUS IVECO (construction d'autocars) a fait l'objet d'une Evaluation Simplifiée des Risques en 1999. La présence dans les sols d'hydrocarbures, de cuivre, de cyanures, de plomb et de PCB a été détectée. Dans les nappes, la présence de solvants halogénés a été détectée. Le site est sous surveillance.

- Le site de la tannerie d'Annonay a également fait l'objet d'une Evaluation Simplifiée des Risques réalisée en 2001. Il a été détecté la présence dans les sols de cuivre, chrome, plomb, zinc et hydrocarbures mais pas de pollution caractérisée. Le site est banalisable.

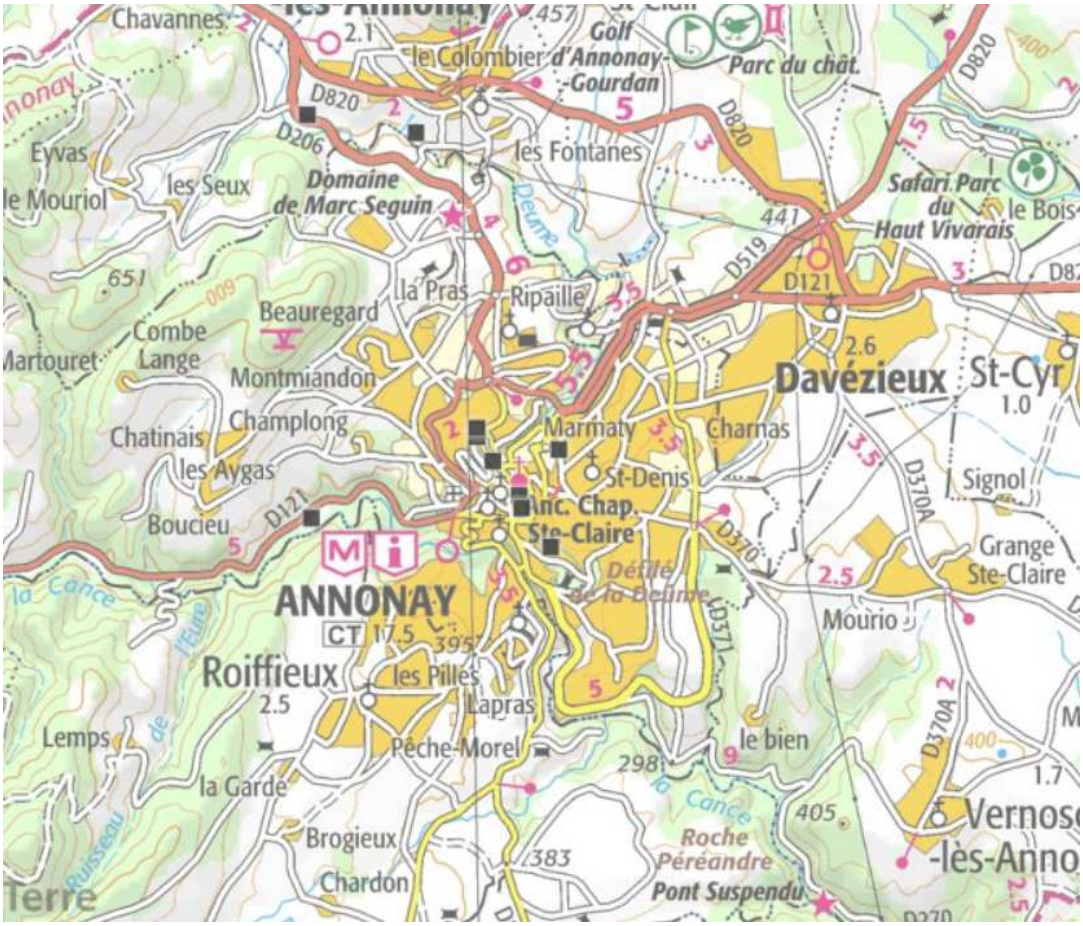


Localisation des sites des sols potentiellement pollués BASOL (source Base de données Basol-BRGM)

BASIAS (anciens sites industriels potentiellement pollués) a identifié 8 anciennes installations industrielles sur la commune :

- l'ancienne Sté Nouvelle des Tanneries DELDI située chemin Charles Gris
- l'ancien dépôt de charbon BROSSIER Frères situé à la Gare
- l'ancien garage PERRIN et CHAPUIS situé place des Cordeliers
- l'ancienne usine de tannage DURIS située au quartier de la Porte Brot
- l'ancienne chaudronnerie PERRIN située rue Jean Jaurès
- l'ancien atelier de construction métallique MOLTENI et CHAPUIS situé rue Saint-Clair

- l'ancien atelier Ets OLAGNE situé au lieu-dit « Rochebrune »
- l'ancienne usine à gaz située au lieu-dit Bel-Air



Localisation des anciens sites industriels potentiellement pollués (source Base de données BASIA-BRGM)

De nombreux autres sites (principalement d'anciennes industries) potentiellement pollués n'ont pas encore été pris en compte par ces études.

Il est à noter l'institution en juillet 2014 de servitudes d'utilité publique sur le site Faya prescrivant notamment des précautions et études en partie liées aux risques de pollution résiduelle.

Il faut également noter la présence d'une décharge sauvage au Sud d'Annonay, dans la basse vallée de la Cance, qui a fonctionné de 1962 à 1985. A chaque crue, des détritus sont emportés

sur la Cance et le sol subit des infiltrations de matières polluantes. Une étude est en cours pour stabiliser le pied de la décharge qu'il faudra mettre ensuite en conformité. Il convient donc d'être prudent concernant le réaménagement des terrains concernés qui ont pu accueillir des activités potentiellement polluantes.

4-5-6- Installations agricoles nuisantes

Il existe sur la commune des installations soumises au règlement sanitaire départemental (données non exhaustives, certains élevages pouvant ne pas être déclarés)

- Abattoir : Société d'exploitation des abattoirs d'Annonay – 81 route de la Roche Péréandre (autorisation ICPE du 08/01/1991)

- Unité de fabrication de produits de panification et biscuiterie : Nutrition et Santé – Parc d'activité de Marenton (autorisation ICPE du 09/05/2003).

Le document d'urbanisme devra tenir compte des activités nuisantes dans la délimitation des zones constructibles.

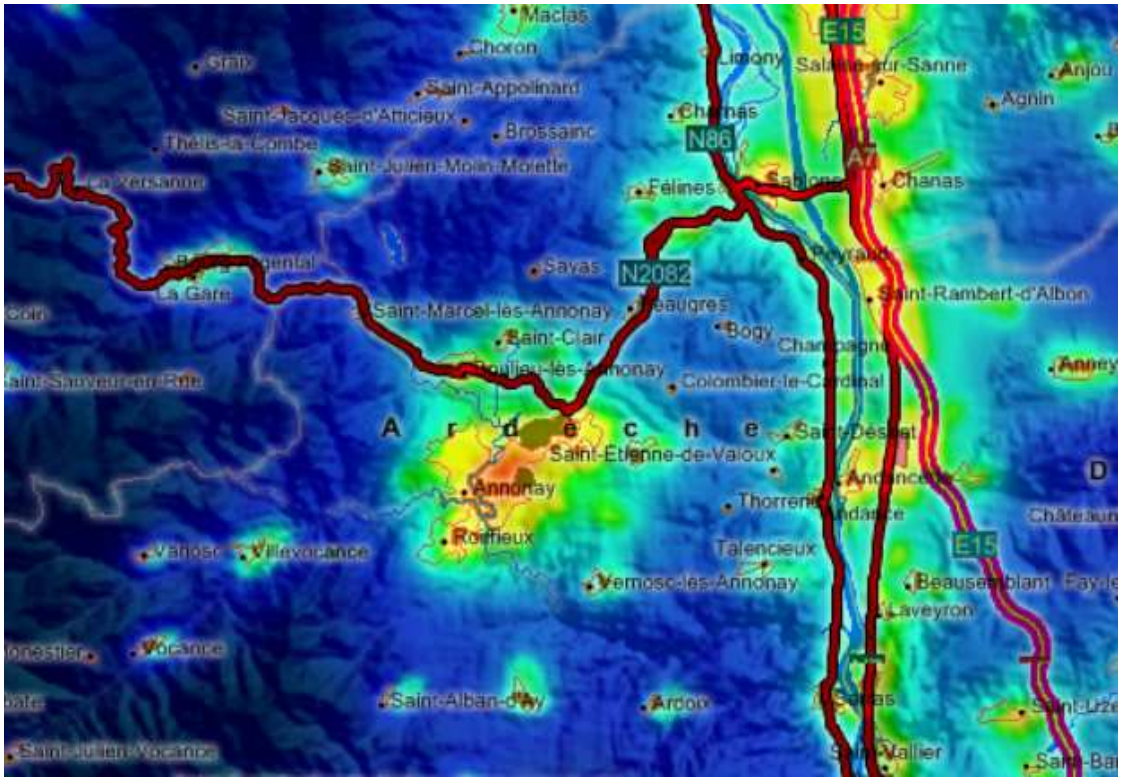
4-5-7- Pollution lumineuse

La luminosité, en conditions anormales, peut être une source de nuisances lorsqu'elle devient gênante, ou une réelle source de pollution lorsqu'elle affecte la santé humaine ou les écosystèmes. Parmi les phénomènes de nuisances ou de pollutions lumineuses, peuvent être recensés :

- La sur-illumination faisant référence à l'utilisation excessive de lumière. Elle peut être la conséquence de l'utilisation de matériels d'illumination non appropriés, d'une mauvaise conception de locaux, ou d'un mauvais placement des luminaires. Elle peut être également caractérisée par l'illumination de locaux en dehors des moments où cette illumination est nécessaire (absence de régulation horaire appropriée de l'éclairage, éclairage nocturne décoratif des bâtiments publics…..),
- L'éblouissement, gêne visuelle due à une lumière trop intense ou à un contraste trop intense entre des zones claires et sombres. Il peut être simplement gênant, handicapant ou aveuglant selon l'intensité de la lumière, voire constituer un danger sur la route,
- La luminescence nocturne du ciel, causée par la lumière émise en direction du ciel par les éclairages non directionnels en milieu urbain,
- La lumière intrusive, lumière non désirée ou non sollicitée qui pénètre la nuit dans un logement, un jardin, une serre, etc. à partir de l'extérieur.

Les principales sources de pollution proviennent de l'éclairage public, des enseignes lumineuses et de l'éclairage des habitations. L'éclairage également par les phares des véhicules sur les routes à trafic dense est une source non négligeable de pollution lumineuse notamment pour la faune avoisinante. Sur la commune, le halo lumineux se diffuse très

largement compte tenu du caractère urbain de l'agglomération et de la présence d'un important réseau d'infrastructures de transport.



Carte de la pollution lumineuse en France par ciel coronal – extrait (source – AVEX-Asso)

- blanc : 0-50 étoiles visibles (hors planètes) selon les conditions. Pollution lumineuse très puissante et omniprésente. Typique des très grands centres urbains et grande métropole régionale et nationale
- Magenta : 50-100 étoiles visibles, les principales constellations commencent à être reconnaissables.
- Rouge : 100 -200 étoiles : les constellations et quelques étoiles supplémentaires apparaissent.
- Orange : 200-250 étoiles visibles, dans de bonnes conditions, la pollution est omniprésente, mais quelques coins de ciel plus noir apparaissent ; typiquement moyenne banlieue.
- Jaune : 250-500 étoiles : Pollution lumineuse encore forte. Voie Lactée peut apparaître dans de très bonnes conditions.
- Vert : 500-1000 étoiles : grande banlieue tranquille, faubourg des métropoles, Voie Lactée souvent perceptible, mais très sensible encore aux conditions atmosphériques ;
- Cyan : 1000-1800 étoiles : La Voie Lactée est visible la plupart du temps (en fonction des conditions climatiques) mais sans éclat, elle se distingue sans plus
- Bleu : 1800-3000 : Bon ciel, la Voie Lactée se détache assez nettement, néanmoins, des sources éparses de pollution lumineuse sabotent encore le ciel ici et là en seconde réflexion, le ciel à la verticale de l'observateur est généralement bon à très bon
- Bleu nuit : 3000-5000 : Bon ciel : Voie Lactée présente et assez puissante, les halos lumineux sont très lointains et dispersés, ils n'affectent pas notoirement la qualité du ciel

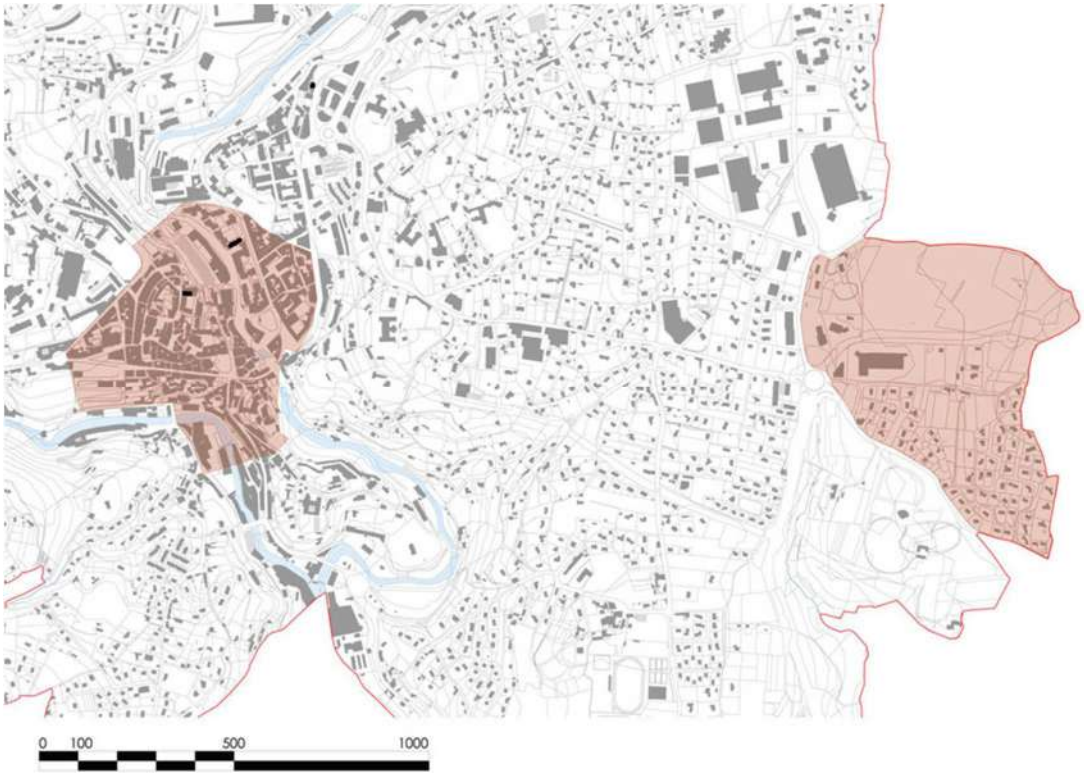
– Noir : + 5000 étoiles visibles, plus de problème de pollution lumineuse décelable à la verticale sur la qualité du ciel.

4-6- Composantes patrimoniales

4-6-1- Sites classés

Sans objet

4-6-2- Sites archéologiques



Les zones archéologiques de saisine[2]

La confluence de la Cance et de la Deûme : il est probable qu'une ou plusieurs exploitations agricoles antiques ont occupé ce secteur de la confluence, point de passage nord-sud, en limite de plusieurs régions naturelles et à proximité des limites territoriales antiques fortes.

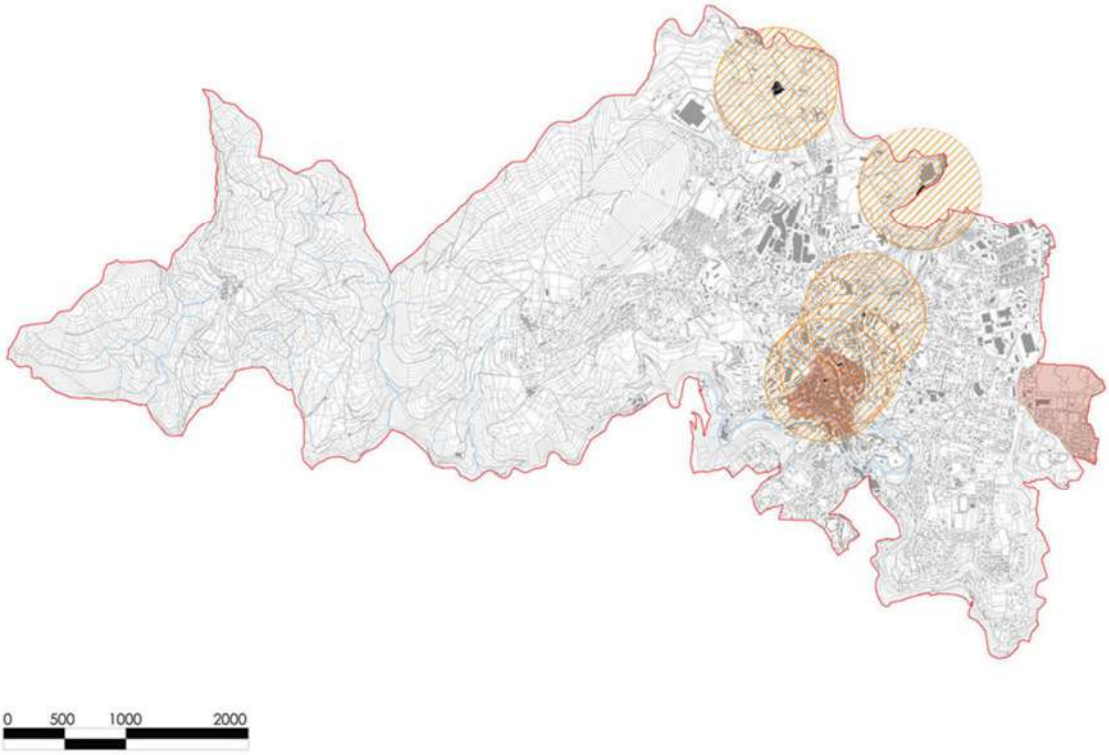
Le quartier de Marenton, aux confins de la commune, a livré en de nombreux points des vestiges antiques qui indiquent la position d'un établissement gallo-romain des deux premiers

[2] L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

siècles de notre ère. Ce plateau semble être occupé et exploité durant l'antiquité par un réseau serré de fermes et d'établissements ruraux.

Source : extrait de la notice de présentation des zones archéologiques de saisine

4-6-3- Monuments historiques

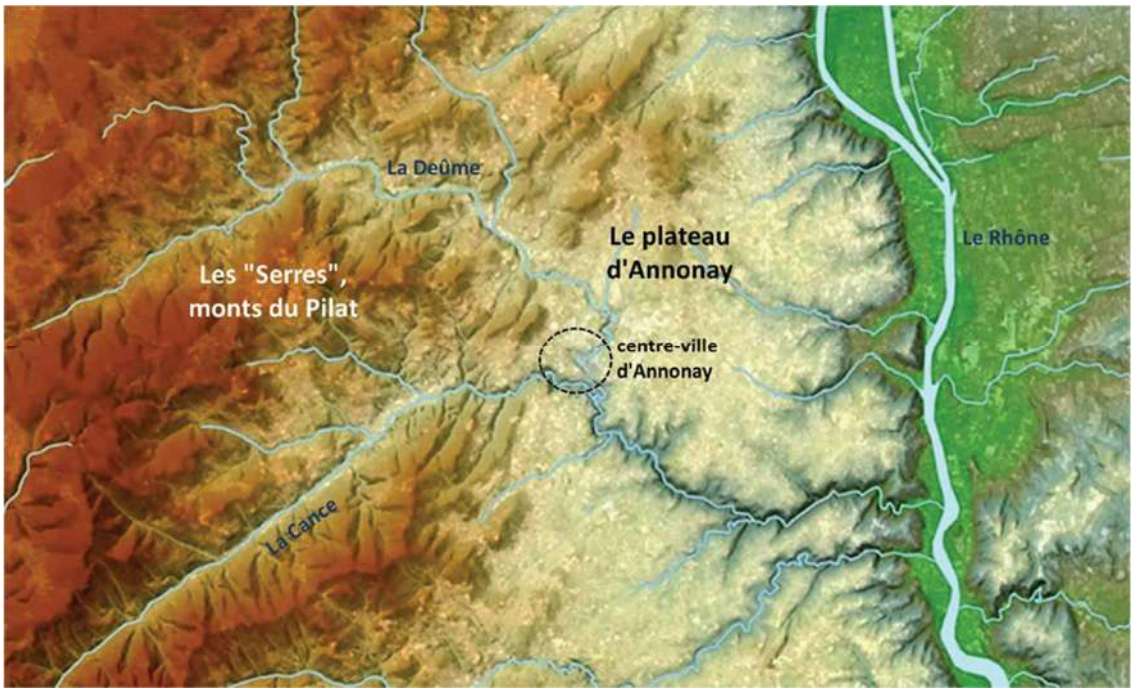


Repérage des Monuments Historiques et leurs abords

On recense sur la commune de nombreux monuments historiques :

- Le Domaine de Marc Seguin : Monument historique inscrit par arrêté du 3 avril 1992
- Les papeteries Canson-Montgolfier : Monument historique inscrit par arrêté du 20 juillet 2012
- La Chapelle Sainte Claire (ancienne) : Monument historique classé par arrêté du 8 février 1984
- La Chapelle du Couvent Sainte Marie (ancienne) : Monument historique inscrit par arrêté du 2 mars 1981
- La maison dite La Vanaude : Monument historique inscrit par arrêté du 9 septembre 2009

~~4.6.4~~ Paysages



Source : W&A – AVAP d'ANNONAY - Rapport de présentation

Le territoire communal s'étend sur un plateau à dominante agricole situé à l'interface entre la vallée du Rhône à l'Est et les Monts du Pilat à l'Ouest. Ce positionnement et la présence des deux vallées de la Deûme et de la Cance caractérisent le grand paysage du plateau d'Annonay.

4-6-4-1- Les paysages urbains

a- Le centre ancien : une dimension monumentale structurée par le relief

La situation du centre ancien d'Annonay est encaissée et le paysage urbain s'est construit verticalement en tirant parti des contraintes de la topographie. Des façades monumentales dominent des espaces publics de nature et de qualité hétérogènes mais partout, le rapport d'échelle entre les verticales et les horizontales est important. Les voies qui desservent le centre-ville sont autant de belvédères et de balcons sur ce paysage urbain remarquable.

Ponctuellement, les façades cadrent des percées visuelles sur les espaces naturels et les cours d'eau. La présence des cours de la Deûme et de la Cance est un véritable atout pour la qualité du cadre de vie du cœur de ville. Leur présence doit être mise en valeur en termes de qualité des paysages et de fonctionnalités urbaines. Les deux vallées doivent participer à terme à la restauration d'une attractivité des zones urbaines.





b- Les entités périurbaines : une lisibilité à construire

Le tissu urbain qui s'est largement développé dans la seconde moitié du XXe siècle associe sans cohérence d'implantation l'habitat, les bâtiments d'activité et les équipements publics. A cela s'ajoutent des espaces publics dimensionnés pour les véhicules et souvent peu qualitatifs. La lecture du paysage met en évidence une perte des caractéristiques identitaires de la commune, un manque de lisibilité des usages et des formes urbaines.

Positionné sur le plateau, ce tissu urbain bénéficie néanmoins de larges points de vue sur le grand paysage qui le rattachent au reste du territoire communal.



4-6-4-2- Les paysages des franges urbaines

a- La « ceinture verte » : un patrimoine paysager à préserver

La ceinture verte d'Annonay, appelée aussi ceinture dorée, regroupe parcs, privés et publics, et grandes propriétés en périphérie du centre-ville. Elle s'étend en partie haute des talwegs, bénéficiant de vues spectaculaires sur le paysage environnant. Largement arborés, les parcs sont souvent dominés par des bosquets d'arbres majestueux (cèdres, pins ou chênes) qui accompagnent un patrimoine architectural qui émerge de la végétation. Les propriétés sont cernées de murs de clôtures.

Les perceptions lointaines facilitent la lecture du paysage et mettent en valeur ce patrimoine. En revanche, les perceptions proches sont souvent altérées par un tissu urbain environnant peu qualitatif.

Espace de transition entre le centre-ville et le territoire périurbain d'Annonay, la ceinture verte constitue un patrimoine paysager de premier ordre.



b- Les hameaux et les fermes : une référence nécessaire à la forme urbaine initiale

Les extensions urbaines autour de certains hameaux ont fait évoluer la perception du paysage s'agissant de Chatinais et de Boucieu ou de Vissenty en particulier. Les constructions récentes ont fait disparaître la compacité d'origine et les hameaux de Chatinais et de Boucieu ne font plus qu'un.

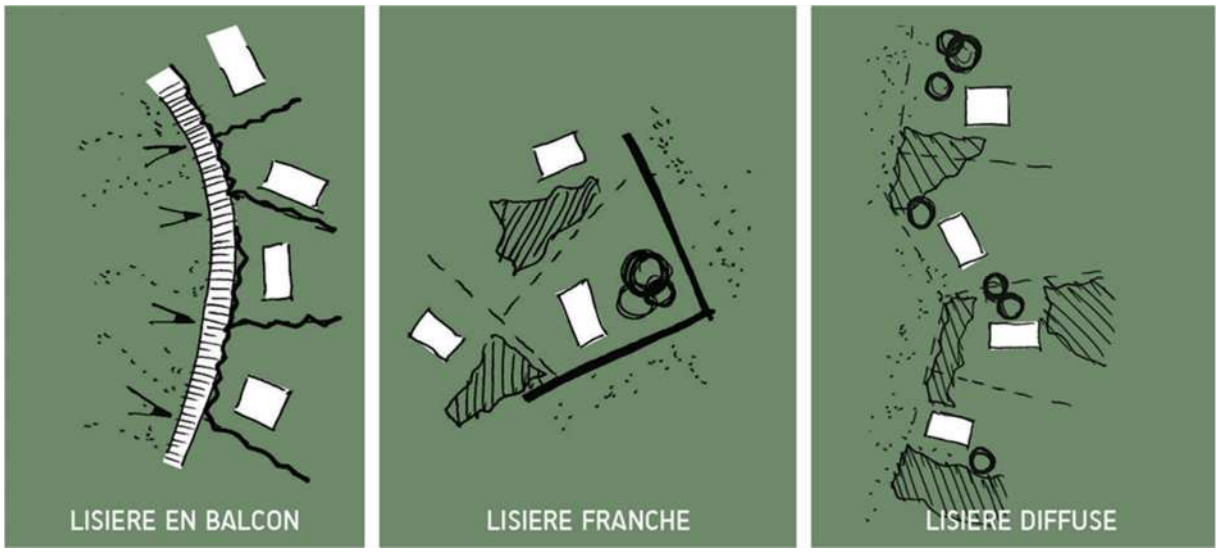
La banalisation des paysages tient à la forme urbaine de l'habitat récent implanté sans référence aucune à la forme urbaine d'origine du hameau. De la même façon, les fermes ponctuent les paysages agricoles lorsque les vues sur le patrimoine rural sont préservées.

c- Les franges urbaines : instaurer un dialogue maîtrisé entre ville et nature

Le paysage des extensions urbaines récentes est marqué par la prédominance de la maison individuelle. La qualité des espaces publics et des limites de l'urbanisation est rarement prise en compte.

A Annonay, ce constat est étroitement lié à la faiblesse dans la démarche de conception de ces extensions urbaines sur deux aspects :

- La prise en compte des vues depuis l'espace public : rapport d'échelle entre les bâtiments, les masses végétales et les clôtures, qualité et harmonie des matériaux, cohérence d'implantation avec les lignes du relief,…
- La structure des lisières urbaines : à Annonay, il faut retenir trois principes de qualification des paysages des lisières urbaines :



Les lisières urbaines d'Annonay : instaurer un dialogue maîtrisé entre ville et nature



La lisière en balcon : espaces bâtis et espace naturel se valorisent mutuellement, le premier crée une barrière visuelle qui oriente le regard vers l'espace naturel, le second est à l'origine de la qualité des points de vue depuis les habitations.



La lisière franche : elle est observée lorsque les murs d'enceintes anciens sont conservés. A Annonay, la lisière franche doit laisser percevoir des masses végétales (bosquets) en accompagnement des bâtiments à l'image des parcs de la ceinture verte.



La lisière diffuse : sa composition s'appuie essentiellement sur la qualité des masses végétales qui accompagnent les bâtiments. Les bosquets composés de sujets arborés à grand développement font oublier des clôtures qui doivent rester transparentes.

4643- Les paysages naturels et agricoles



L'organisation des continuités des paysages agricoles et naturels est étroitement liée à la topographique du territoire communal. On distingue notamment : les vallées boisées de la Cance et de la Deûme, les forêts des monts et le plateau agricole situé au nord et à l'ouest de l'agglomération. Ces entités forment de grands ensembles très lisibles sur le plan paysager. Ils sont toutefois exposés à l'extension de l'urbanisation en plusieurs points du territoire communal avec une incidence sur la qualité des paysages : flancs du Montmiandon, point de repère du paysage communal, abords du hameau de Châtinais, lignes de crêtes et points hauts,…

4-6-5- Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)

L'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable.

L'élaboration d'une AVAP est un acte significatif dans l'histoire de la ville d'Annonay : c'est la reconnaissance d'un patrimoine à sauvegarder et à mettre en valeur.

Le périmètre de l'AVAP intègre les entités caractéristiques de l'identité paysagère et urbaine de la commune. Il s'étend sur le centre historique et sa ceinture verte, les hameaux anciens et leur écrin paysager. Les objectifs du PADD sont renforcés, en particulier pour les objectifs suivants (extrait du PADD) :

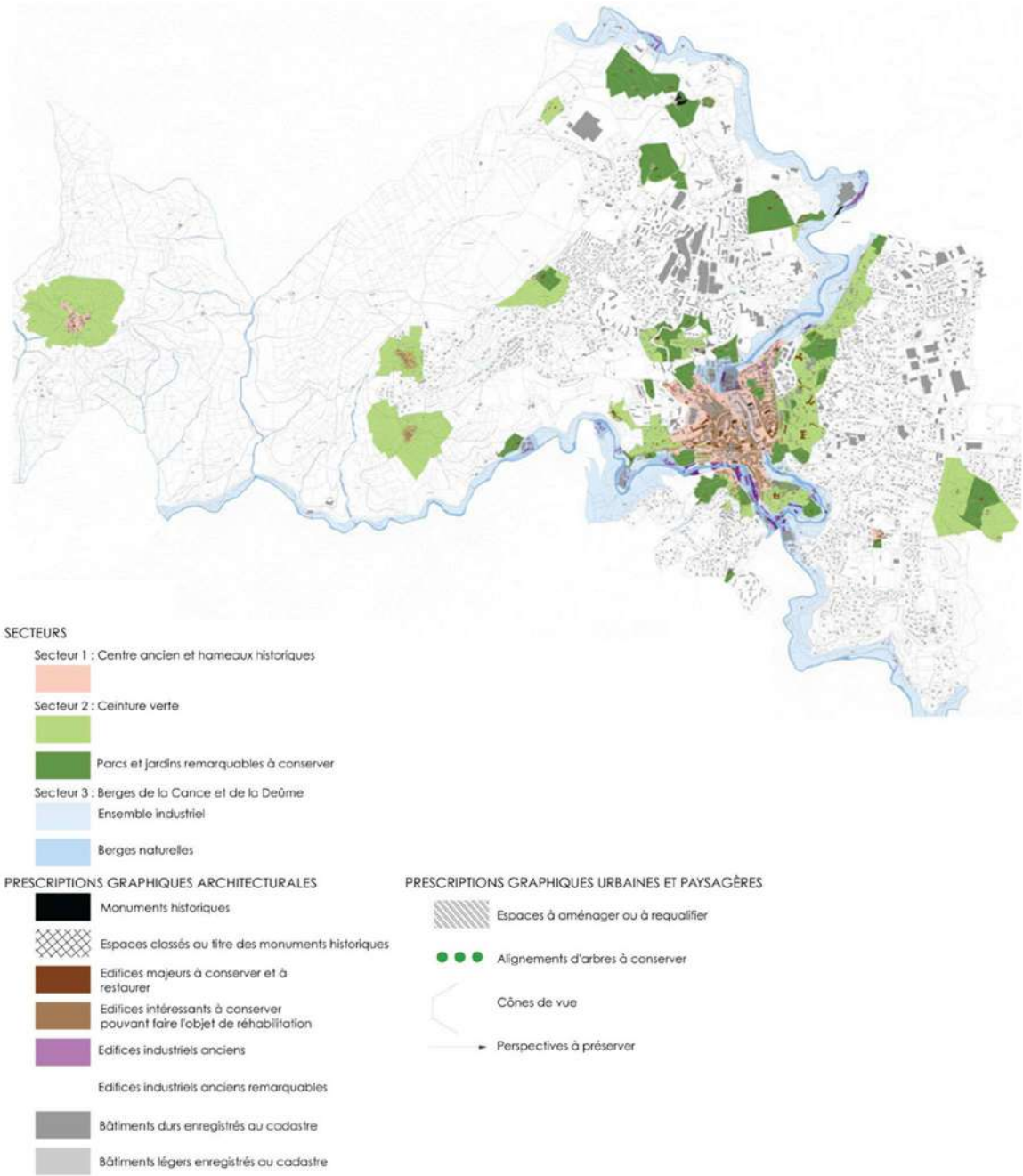
Une croissance maîtrisée sans ruptures :

- Maintenir les paysages et éviter le mitage
- Assurer l'évolution d'Annonay dans le respect des structures existantes : forme urbaine et réseaux

La préservation du patrimoine naturel et bâti :

- Pérenniser les grands ensembles qui composent le paysage d'Annonay et sa géographie : boisements et reliefs, espaces non bâtis, rivières

AVAP D'ANNONAY
Le document graphique et sa légende



Source : W&A – AVAP d'ANNONAY - Rapport de présentation

4-7- Composantes environnementales transversales pour le territoire

4-7-1- Préservation des espaces naturels remarquables

Les espaces naturels remarquables peuvent être des périmètres de protection règlementaire (Parc Naturel, Arrêté de protection de biotope etc.), d'inventaires (ZNIEFF, ENS, Zones humides) ou de gestion concertée (Natura 2000).

4-7-1-1- Les périmètres de protection règlementaire

La commune n'est concernée par aucun périmètre de protection règlementaire. Notons toutefois que le Parc Naturel Régional du Pilat se situe à proximité immédiate de la commune.

4-7-1-2- Les périmètres de gestion concertée

La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000. Le site le plus proche se trouve à environ 4 km au Nord du territoire. Il s'agit de la ZSC « Suc de Clava », dôme de serpentine situé au pied du Mont Pilat, unique en région Rhône-Alpes (la serpentine étant inféodée à la chaîne des Alpes). Le site abrite une espèce de fougère extrêmement rare : Asplenium cuneifolium, la Doradille à feuilles en coin. Les landes abritent une grande diversité de papillons dont l'Ecaille chinée Euplagia quadripunctaria (Poda, 1761).

4-7-1-3- Les périmètres d'inventaire

Ce sont 3 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type I identifient des secteurs à enjeu notable de biodiversité. Notons qu'aucune ZNIEFF de type II n'existe sur la commune

- La ZNIEFF de type I n°07-000-014 « Site à chauve-souris du Pourrat »

D'une superficie de 0,91 ha, cette ZNIEFF se trouve à cheval sur les communes d'Annonay et de Davézieux. Ce site situé sur la rivière Deûme, concerne une importante colonie de chauves-souris avec la présence du grand Murin, du grand Rhinolophe et du minioptère de Schreibers. Notons que la ZNIEFF abrite également le Hibou petit-duc.

Les espèces déterminantes à statut réglementé pour cette ZNIEFF sont les suivantes :

Groupe	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	Milieu de prédilection
Chiroptères	*Rhinolophus ferrumequinum*	Grand Rhinolophe	Listes rouges (NT), Annexe II et IV Directive Habitat, Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Grottes Falaises Prairies
	Myotis myotis	Grand Murin	Listes rouges (LC), Annexe II et IV Directive Habitat, Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Grottes Falaises Prairies
	Myotis blythii	Petit Murin	Listes rouges (NT), Annexe II et IV Directive Habitat, Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Grottes Prairies Landes et fourrés
Oiseaux	*Otus scops*	Petit-duc scops	Listes rouges (LC), Protégé en France (NT) déterminante ZNIEFF	Landes et fourrés Forêts Vergers

Légende : LC : Préoccupation mineure ; NT : Quasi menacé ; VU : Vulnérable.

- La ZNIEFF de type I n°07-000-010 « Prairie à Toissieu »

Cette ZNIEFF de 6,75 ha se localise intégralement sur le territoire communal. Plus précisément, elle se situe le long du GR dans une zone de prairie qui abrite l'Alouette lulu et le Moineau soulcie. Ce dernier est un oiseau rare dans notre région ; il habite les milieux secs et ensoleillés. Ce moineau méridional, au large sourcil de couleur crème, établit son nid dans les arbres creux voire dans les vieux murs.

Les espèces déterminantes à statut réglementé pour cette ZNIEFF sont les suivantes :

Groupe	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	Milieu de prédilection
Oiseaux	*Lullula arborea*	Alouette lulu	Listes rouges (LC), Annexe I Directive Oiseaux, Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Prairies Landes et fourrés
	Petronia petronia	Moineau soulcie	Listes rouges (LC), Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Milieux sans végétation ou à végétation clairsemée Falaises Cultures et jardins maraîchers

Légende : LC : Préoccupation mineure ; NT : Quasi menacé ; VU : Vulnérable.

La ZNIEFF de type I n°42-000-034 « Forêts et prairies de Rochepin et de l'Hermus »

D'une superficie de 322 ha, cette ZNIEFF s'étend sur les communes de Boulieu-lès-Annonay, Saint-Marcel-lès-Annonay, Burdignes et ne concerne qu'une minime partie du territoire annonéen à l'extrême Ouest de la commune. Les milieux forestiers accueillent une avifaune caractéristique avec l'autour des palombes, le bec-croisé des sapins ou encore le pic noir. Les affleurements rocheux hébergent le grand corbeau et le grand-duc d'Europe. Les landes montagnardes d'altitude accueillent le venturon montagnard. Dans les espaces ouverts, on observe l'Alouette lulu qui affectionne les prairies naturelles.

Les espèces déterminantes à statut réglementé pour cette ZNIEFF sont les suivantes :

Groupe	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	Milieu de prédilection
Oiseaux	*Falco subbuteo*	Faucon hobereau	Listes rouges (LC), Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Boisements Forêts
	Accipiter gentilis	Autour des palombes	Listes rouges (LC), Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Boisements Forêts
	Lullula arborea	Alouette lulu	Listes rouges (LC), Annexe I Directive Oiseaux, Protégé en France, déterminante ZNIEFF	Prairies Landes et fourrés
	Corvus corax	Grand corbeau	Listes rouges (LC), Protégé en France déterminante ZNIEFF	Milieux sans végétation ou à végétation clairsemée Zones bâties et sites industriels

Légende : LC : Préoccupation mineure ; NT : Quasi menacé ; VU : Vulnérable.

Les **Espaces Naturels Sensibles (ENS)** du département de l'Ardèche ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels, des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. Les territoires ayant vocation à être classés comme Espaces Naturels Sensibles doivent être constitués par des zones dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable.

La commune d'Annonay jouxte l'ENS des hautes vallées de la Cance et de l'Ay inscrit dans le réseau départemental des ENS d'Ardèche, il concerne l'Agglo « Annonay Rhône Agglo » et la communauté de communes du Val d'Ay.

Ce site préservé niché aux portes de l'agglomération d'Annonay fait figure de véritable « poumon vert ». Les ruisseaux y abritent l'emblématique écrevisse à pieds blancs ou encore la loutre d'Europe. Ses chirats, particularités géologiques uniques en Europe, recèlent une flore typique caractéristique d'ordinaire des hautes montagnes. Les forêts sont d'anciennes hêtraies-sapinières riches en chauves-souris et rapaces nocturnes.

4-7-1-4- Préservation des espèces

- **Flore**

D'après la base de données du Pôle Flore habitats (observatoire de la biodiversité en Rhône-Alpes), 46 plantes à statut sont recensées sur la commune d'Annonay. Parmi elles, 6 présentent un enjeu de conservation, détaillées dans le tableau ci-dessous.

Nom Scientifique	Nom vernaculaire	Statut réglementaire	Habitat
Dactylorhiza maculata (L.)	Orchis maculé	Convention de Washington (annexe II)	zones humides
Convolvulus cantabrica L.	Liseron des monts Cantabriques	Protection départementale Ain	pelouses basophiles
Logfia minima (Sm.)	Gnaphale nain	Protection départementale Haute-Savoie	tonsures acidophiles
Achillea tomentosa L.	Achillée tomenteuse	Protection départementale Loire	pelouses basophiles
Anacamptis coriophora g(L.)	Orchis punaise	Protection nationale (annexe I) Convention de Washington (annexe II)	zones humides
Biscutella cichoriifolia Loisel.	Lunetière à feuilles de chicorée	Protection régionale Rhône-Alpes	pelouses basophiles

Légende : LC : Préoccupation mineure ; NT : Quasi menacé ; VU : Vulnérable, EN : En danger

De nombreuses espèces végétales envahissantes sont dénombrées sur le territoire communal.

Les espèces végétales envahissantes les plus répandues sur la commune sont le robinier pseudo-acacia, l'armoise des frères verlot, l'ailanthe, les renouées asiatiques, les balsamines, ,le buddléia de David, le bident feuillé.

Notons que le Syndicat des 3 rivières est impliqué dans la gestion de ces espèces, particulièrement présentes sur les abords des cours d'eau et au niveau des ripisylves. Ces espèces envahissantes appauvrissent la diversité végétale et animale et sont peu efficaces dans le maintien des berges.

De plus, ces plantes se multiplient très rapidement, sont très résistantes aux conditions climatiques et ne possèdent pas de prédateurs ou de parasites naturels.

- **Faune**

La base de données de la LPO (faune-ardèche.org) a été consultée et a permis de déterminer que les espèces suivantes sont reproductrices et à enjeu sur la commune d'Annonay :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Statut*	Enjeu régional
OISEAUX			
*Circaetus gallicus (*Gmelin, 1788)	Circaète Jean-le-Blanc	An.1, F, DZ	**FORT**
*Circus pygargus (*Linnaeus, 1758)	Busard cendré	An.1, F, CB II et III, RZ	**MODERE**
Certhia familiaris (Linnaeus, 1758)	Grimpereau des bois	F, CBIII, DZ	**MODERE**
Athene noctua (Scopoli, 1769)	Chevêche d'Athéna	F, CB II et III, RZ	**MODERE**
*Milvus migrans (*Boddaert, 1783)	Milan noir	An.1, F, CBII et III	**MODERE**
Caprimulgus europaeus (Linnaeus, 1758)	Engoulevent d'Europe	An. 1, F, CB II, DZ	**MODERE**
Petronia (Linnaeus, 1766)	Moineau soulcie	F, CBII, DZ	**MODERE**
Sylvia cantillans (Boddaert, 1783)	Fauvette passerinette	F, CBII	**MODERE**
Lullula arborea (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu	An.1, F, CBIII	**FAIBLE**
MAMMIFERES			
Oryctolagus cuniculus (Linnaeus, 1758)	Lapin de garenne	----	MODERE
REPTILES			
Hierophis viridiflavus (Lacepède, 1789)	Couleuvre verte et jaune	F, Hab. IV, CBII	MODERE
Vipera aspis (Linnaeus, 1758)	Vipère aspic	F, CBII	MODERE

**F : Liste des espèces protégées sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection*
CBII/IIII : Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) : Annexes II ou III
Hab. II = annexe II de la directive européenne Habitats Naturels Faune Flore, indiquant les espèces justifiant la désignation des ZSC
Hab. IV = annexe IV de la directive européenne Habitats Naturels Faune Flore, indiquant les espèces protégées sur le territoire européen.
DZ/RZ : espèce déterminante/remarquable pour la désignation de ZNIEFF en Languedoc-Roussillon
An. 1 : Annexe 1 de la directive européenne "Oiseaux".

4-7-1-5- Préservation de la trame verte et bleue

Les corridors écologiques correspondent aux axes de déplacements empruntés par la faune et la flore et qui relient les grands espaces naturels (réservoir de biodiversité). La préservation de ces corridors est essentielle au maintien de la biodiversité.

Les réservoirs de biodiversité correspondent aux espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité. A minima, ils comprennent les milieux recensés à l'article L.371-1 du code de l'Environnement, à savoir que sont considérés comme espaces naturels importants pour la biodiversité :

- Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB),
- Les sites Natura 2000,

- Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I, 2ème génération,
- Les Espaces Naturels Sensibles du département (ENS),
- Les réservoirs biologiques du SDAGE,
- Les milieux aquatiques d'intérêt patrimonial du SDAGE,
- Les propositions de classement des cours d'eau en liste 1 et 2
- Les zones humides au sens large, temporaires ou permanentes : plaine alluviale, marais, étang, lac, tourbière…

Ces réservoirs comprennent des continuums écologiques qui sont des unités qui regroupent plusieurs milieux naturels ou semi-naturels aux caractéristiques écologiques proches : le continuum forestier, le continuum des milieux ouverts, le continuum de milieux humides et le continuum agricole.

a- La trame verte et bleue (TVB) à l'échelle régionale

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de la région Rhône-Alpes est le document régional qui identifie la Trame Verte et Bleue (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) régionale. Ce nouvel outil d'aménagement co-piloté par l'Etat et la Région a été adopté en séance plénière régionale le 19 juin 2014 et arrêté par le préfet de région le 16 juillet 2014. Les modalités de mise en œuvre et les fondements sont aujourd'hui encadrés par le Décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012.et par les Orientations Nationales TVB (Décret n° 2014-45 du 20 janvier 2014 portant adoption des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques).

La TVB a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité participant à la préservation, à la gestion et à la remise en état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles.

Les réservoirs de biodiversité du SRCE Rhône-Alpes ont été identifiés sur la base de périmètres existants d'intérêt patrimonial reconnu du point de vue écologique et partagé par la communauté scientifique et les acteurs locaux. Ces sites possèdent, pour certains d'entre eux, un statut réglementaire, d'autres constituent des zonages d'inventaire.

Les corridors écologiques d'importance régionale ont été identifiés à partir des connaissances disponibles en matière de corridors à l'échelle régionale. Ne relevant pas tous d'un même niveau de connaissance, ne traduisant pas les mêmes enjeux et les mêmes intensités de pressions, deux types de représentations ont été retenus à ce jour pour les corridors d'importance régionale :

- Certains relevant d'un principe de connexion global, regroupant plusieurs zones de passage potentiel, sont représentés par des fuseaux ;
- Les autres, traduisant des enjeux de connexion précisément localisés et plus contraints et vulnérables, par des axes.

En compléments des corridors écologiques, le SRCE Rhône-Alpes a également identifié et cartographié les espaces perméables définis comme espaces supports de la fonctionnalité écologique du territoire traduisant l'idée de connexion globale du territoire. Les espaces perméables « terrestres » sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Il s'agit principalement d'espaces terrestres à dominantes agricole, forestière et naturelle mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques. Les espaces perméables « aquatiques » correspondent quant à eux à des secteurs d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques.

Il faut noter que la trame bleue, constituée d'éléments aquatiques (cours d'eau inscrits à la liste 1 et 2 au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement, zones humides) est considérée à la fois comme réservoir biologique et corridor écologique (axe de déplacement des espèces).

Sur la commune d'Annonay, le SRCE a identifié et cartographié les éléments de la TVB suivants:

- Des réservoirs de biodiversité en lien avec les ZNIEFF inscrites sur le territoire communal
- Un axe de corridor d'importance régionale à remettre en bon état, au Sud de Varagnes
- Le ruisseau de la Tine (cours d'eau classé en liste 1) à préserver
- La rivière de la Cance (cours d'eau classé en liste 1 et en liste 2 en partie) à préserver et à remettre en bon état
- Deux zones humides majeures (de type « ripisylve ») inventoriées par le CREN : la Deûme Ardéchoise et la Cance « T2 »

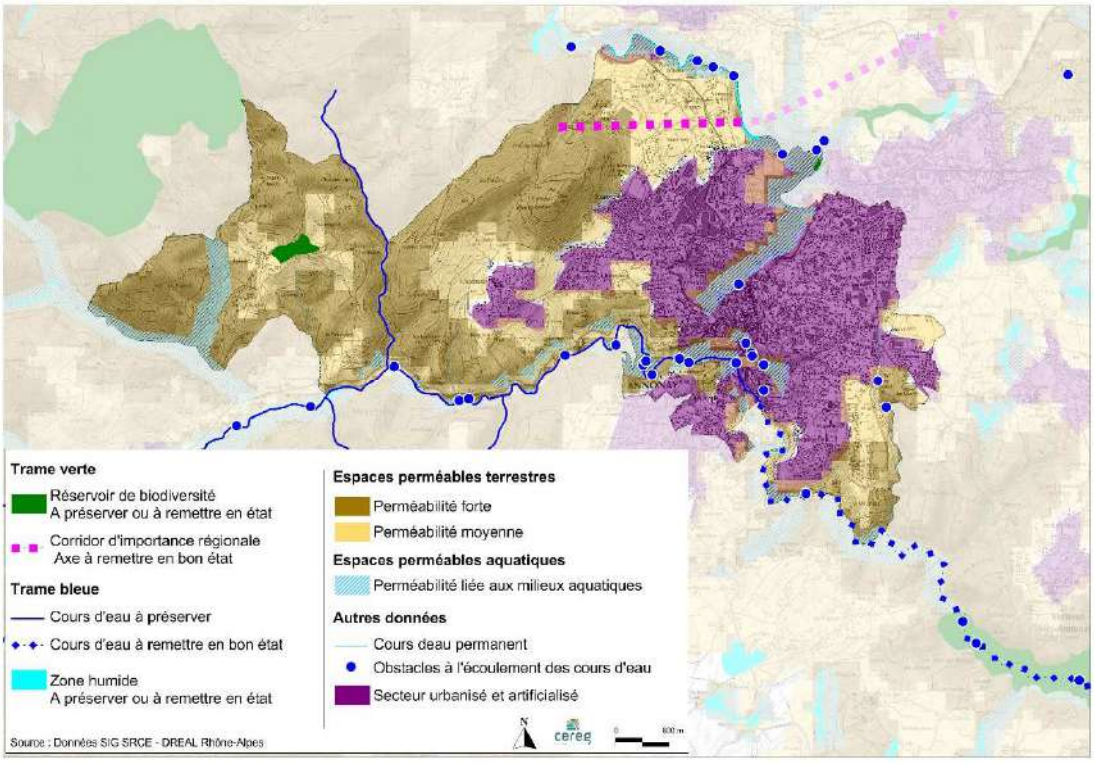
Le reste de la commune est identifié en espaces perméables terrestres et aquatiques. Ces espaces constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité.

Sur le territoire communal, les continuités écologiques de la trame bleue sont fortement altérées par les nombreux obstacles à l'écoulement des cours d'eau. Pour les cours d'eau classés sur les listes 1 et 2 (la Cance et le ruisseau de la Thine), la restauration des continuités écologiques est un des enjeux principaux sur le territoire.

L'ensemble de la matrice de milieux agricoles constitue un support au déplacement de la faune et de la flore. Les menaces pesant sur la fonctionnalité du réseau écologique du territoire relèvent alors des pressions urbaines, générant des effets d'emprise sur les milieux relais, et des infrastructures générant une fragmentation des espaces. Les infrastructures linéaires (routes, lignes électriques, aménagements fluviaux,….) constituent des obstacles aux déplacements de nombreuses espèces. La pollution lumineuse (cf. Chapitre 1.5.6 « Pollution lumineuses ») engendrée par les éclairages artificiels en milieu urbain affecte également la plupart des espèces animales diurnes en fragmentant leur environnement nocturne.

La lumière peut alors constituer un effet barrière et être assimilée à une infrastructure infranchissable pour certaines espèces.

L'enjeu pour le SRCE est de faire en sorte que les démarches d'urbanisme et de planification prennent en compte et traduisent dans leurs projets les besoins de connexions des continuités écologiques identifiées et cartographiées au travers des composantes de la Trame Verte et Bleue régionale afin d'assurer dans la durée le maintien ou la remise en état des fonctionnalités écologiques des corridors.



Extrait du SRCE au droit d'Annonay (source DREAL Rhône-Alpes)

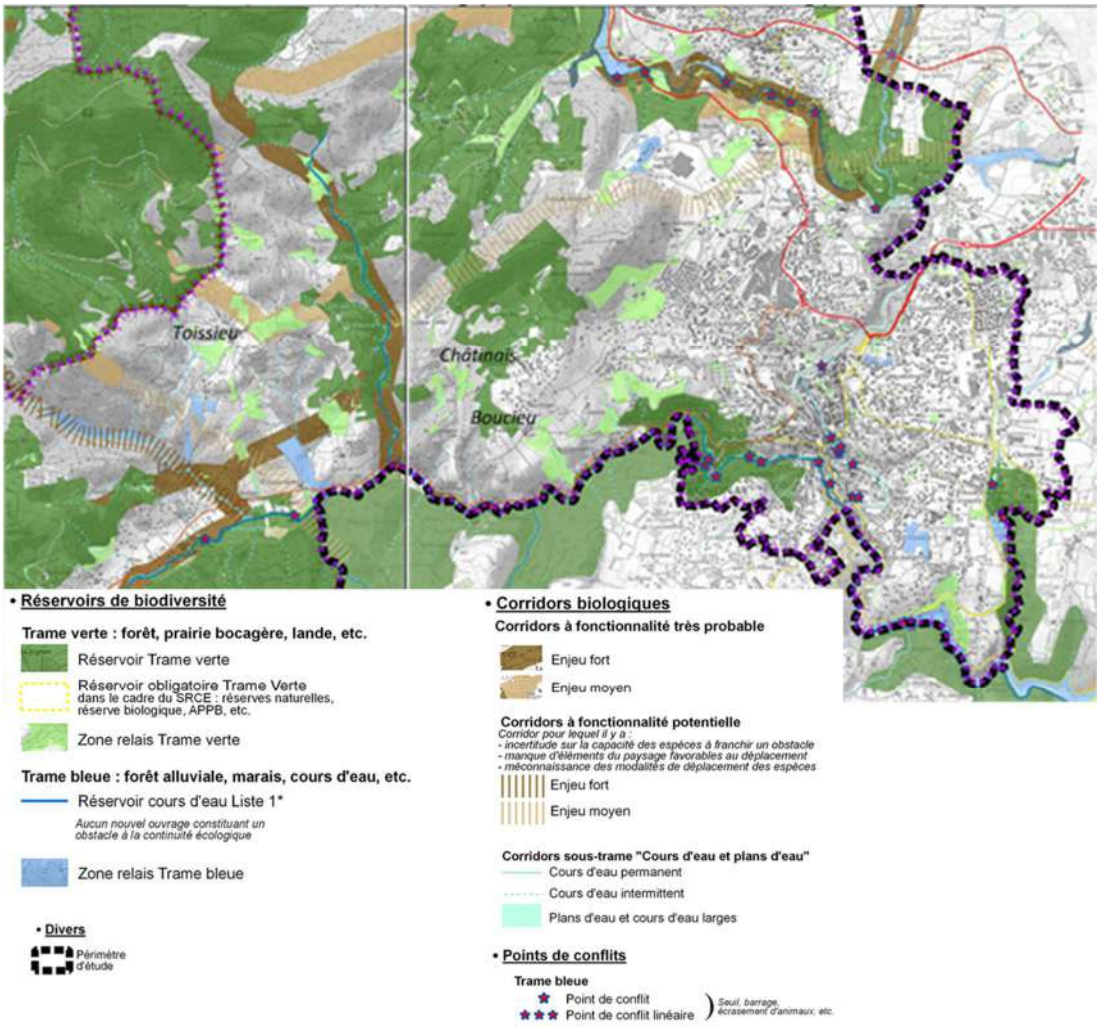
b- La Trame Verte et Bleue à l'échelle du contrat de corridor établi en collaboration avec le PNR du Pilat

Le Parc Naturel Régional du Pilat (PNR) a mené en 2013 une étude préalable à un programme global et coordonné de préservation de la trame écologique du PNR du Pilat et de sa périphérie qui englobe Annonay en tant que ville porte sous la forme d'un « contrat de corridor ».

L'étude a identifié à l'échelle du 1/25 000e sur Annonay :

- des réservoirs de biodiversité et des zones relais Trame verte et Trame bleue
- des corridors de différents types identifiés à partir des différentes sous-trames. Enjeu fort le long de la Deûme et le long du ruisseau de la Tine. Enjeu moyen le long de la RD 206 entre « Varagnes » et « Grosberty » et au Nord de Toissieu
- des corridors à fonctionnalité potentielle (vallon de la Masse, liaison Deûme amont et ruisseau de la Tine)
- des points de conflit qui sont les obstacles au déplacement des espèces notamment des seuils situés sur la Cance et sur la Deûme.

Ces éléments présents sur la carte ont été identifiés à partir des données existantes en 2012.

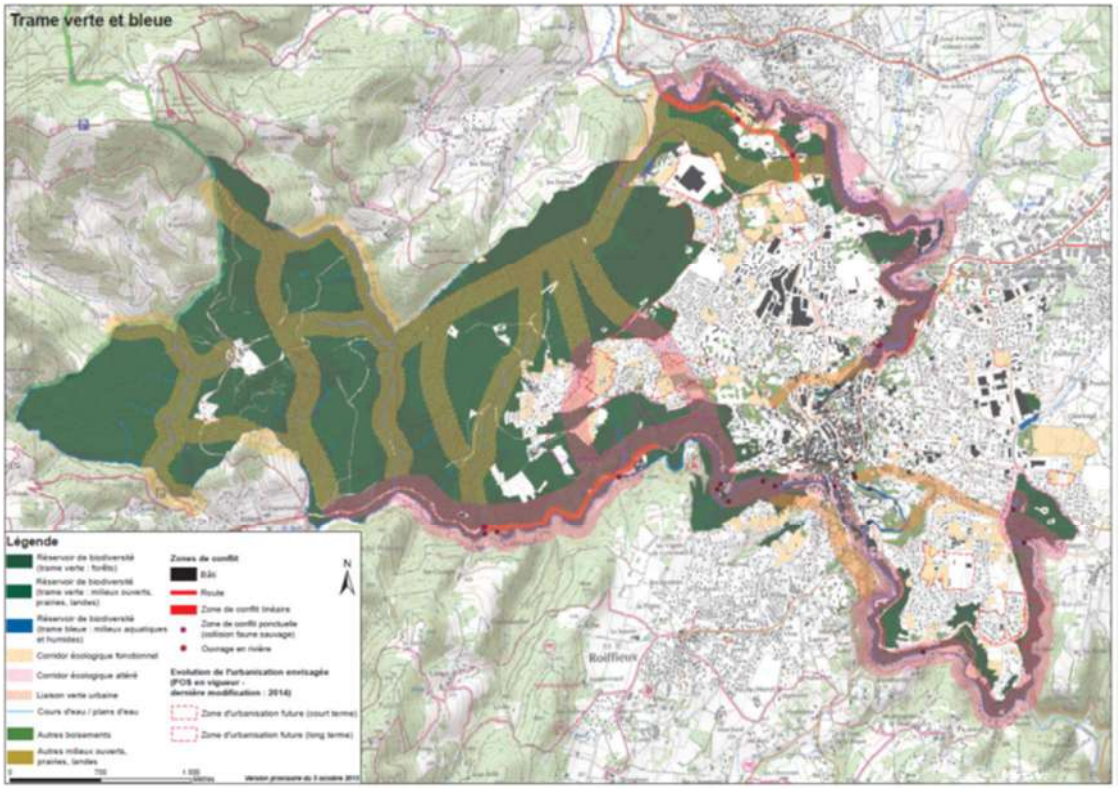


Extrait du contrat de corridor au droit d'Annonay (source PNR Pilat)

c- La Trame Verte et Bleue à l'échelle communale

Plus récemment, dans le cadre d'un « contrat vert et bleu » de la Région Rhône-Alpes avec le PNR du Pilat, une démarche a été engagée auprès de la commune d'Annonay pour assurer l'intégration de la trame verte et bleue dans le PLU en cours de révision avec le bureau d'études Soberco Environnement, mandaté à cet effet. Ainsi, a été proposée une première cartographie du réseau écologique communal auprès des acteurs locaux afin de l'enrichir et la confronter à la connaissance du terrain (septembre 2015). Celle-ci vise à décliner à l'échelle locale la trame verte et bleue identifiée à l'échelle large du PNR (cf. carte précédente) et notamment :

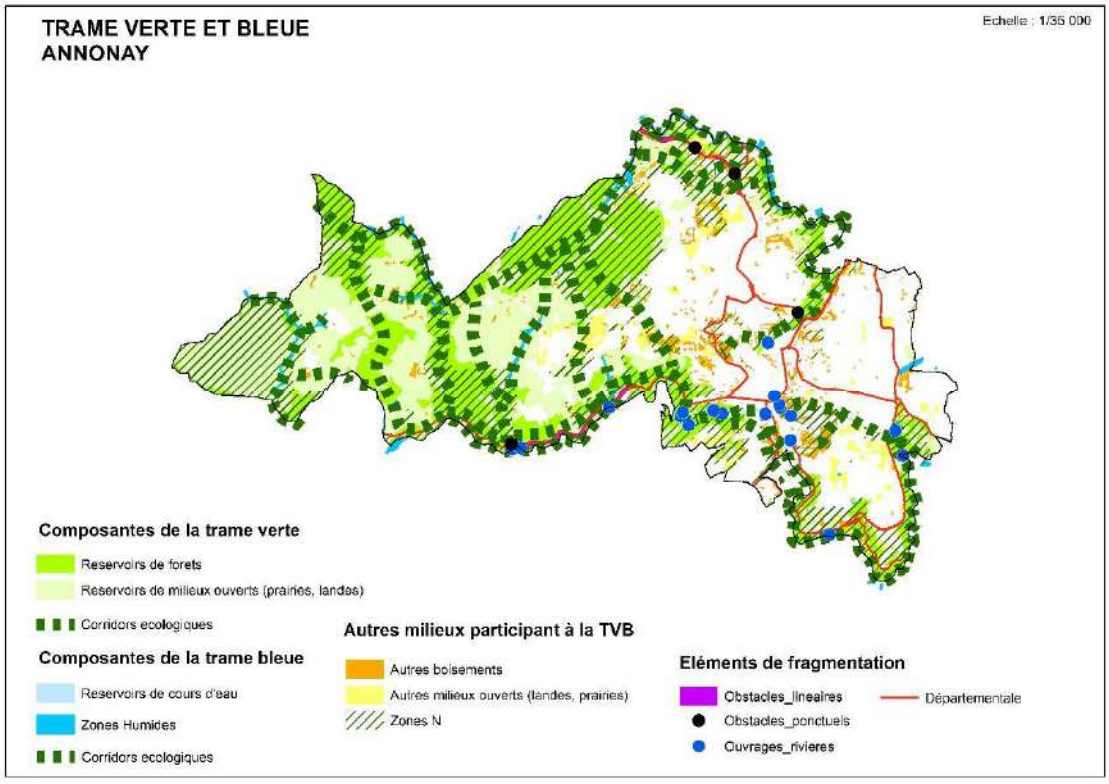
- localiser plus précisément les réservoirs de biodiversité, principalement localisés dans la partie ouest et nord du territoire au niveau de la trame verte, aux abords des cours d'eau pour la trame bleue (Deûme, Cance et leurs affluents)
- identifier les corridors écologiques majeurs et locaux, pour la plupart fonctionnels mais altérés pour d'autres du fait de l'urbanisation (Les Pérettes, Champlong…), ainsi que les continuités à établir dans le tissu aggloméré
- aider à la traduction des objectifs de préservation de la trame verte et bleue locale dans le projet de territoire et dans le document d'urbanisme.



Extrait de la trame verte et bleue à l'échelle communale (source SOBERCO environnement)

La déclinaison à l'échelle locale de la TVB identifiée à l'échelle du PNR s'est donc opérée en plusieurs étapes en concertation avec les acteurs locaux et les connaissances du terrain. L'analyse des différentes sous trames du réseau écologique et des secteurs à enjeux liés aux fonctionnalités écologiques a permis, d'une part, de présenter une cartographie plus fine prenant en compte les types de milieux (milieux forestiers, milieux ouverts, milieux humides…) et, d'autre part, de définir des corridors écologiques locaux.

La carte ci-dessous représente la trame verte et bleue communale issue du travail de Soberco Environnement qui a été enrichie et confrontée à une vision de terrain des acteurs locaux (réunion du 30 septembre 2015). A cette carte, le bureau CEREG a mis à jour certaines données : intégration d'un complément d'inventaires des zones humides de moins de 1 ha (cf. 1.3.1 Grands ensembles naturels – Les milieux humides) et les zones N du projet de PLU.



Trame verte et bleue d'Annonay (Sources : SOBERCO Environnement pour le PNR du Pilat – Commune d'Annonay – Mises à jour effectuées par Cereg)

4-7-2- Consommation énergétique

4-7-2-1- Rappel des objectifs du Grenelle de l'environnement

La loi Grenelle 2, n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, a apporté plusieurs objectifs relatifs à la consommation énergétique. Ses principaux apports sont les suivants :

- Un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques en luttant contre l'étalement urbain et en mettant en place des normes techniques favorisant les gains d'énergie et l'accélération de la rénovation thermique du parc ancien,
- Le développement des transports collectifs urbains et périurbains,
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre en développant les énergies renouvelables,
- La création des Schéma Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie.

La France, au travers de la mise en place de ces lois, s'engage dans une politique forte de réduction des consommations énergétiques avec une diminution de 20% à l'horizon 2020. Cette réduction se décline en objectifs pour les principaux secteurs consommateurs.

4-7-2-2- Le Schéma Régional Air Climat Energie (SRCAE)

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) a été arrêté le 24 avril 2014. Le SRCAE fixe à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050 :

- Les orientations régionales en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ;
- Les orientations permettant de prévenir et réduire la pollution atmosphérique ;
- Les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel d'énergie renouvelable.

Il comprend, en annexe, le Schéma Régional Eolien qui identifie notamment les zones favorables à l'exploitation de l'énergie éolienne au regard des critères techniques, administratifs et environnementaux.

Le SRCAE Rhône-Alpes fixe les objectifs suivants pour 2020 :

- Réduction de 29,5% des émissions de GES par rapport à 1990 (34% par rapport à 2005), qui s'appuie notamment sur une réduction de 20% de la consommation d'énergie par rapport à un scénario tendanciel ;
- Une réduction des 39 % des émissions de particules PM 10 et de 54 % de NOx par rapport à 2007 ;

- Une part des énergies renouvelables à 29,6% de la production d'énergie finale.

Initialement créés par la loi « POPE » de Programmation fixant les Orientations de la Politique Energétique de la France en juillet 2005, les Plans Climat Energie Territoriaux sont rendus obligatoires pour les collectivités locales de plus de 50 000 habitants par la loi Grenelle 2. Ces PCET deviennent alors l'un des relais de mise en œuvre des objectifs fixés au plan national et déclinés régionalement par les SCRAE. Dans le cas présent, il a été réalisé sur le département de l'Ardèche : le Plan Ardèche Energie horizon 2020 établie par le Département en 2015. Ce plan se fixe comme objectifs :

- -32% d'émission de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 2005 ·
- -30% de consommation énergétique finale d'ici 2020 par rapport à 2005 ·
- 29% de consommation d'énergie finale d'origine renouvelable en 2020

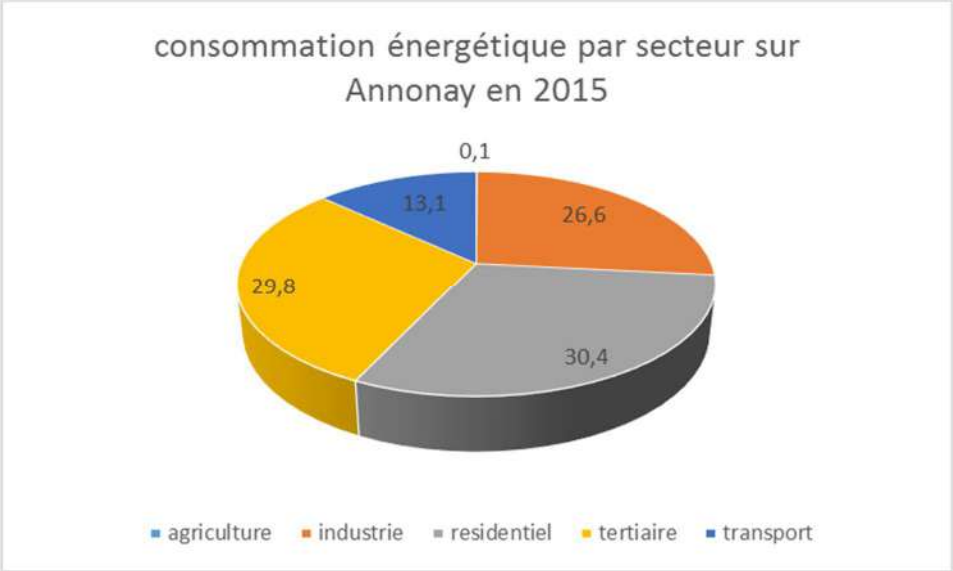
4-7-2-3- La consommation énergétique totale de la commune

Les données de l'Observatoire Régional de l'énergie et des gaz à effet de serre (OREGES) Rhône-Alpes estime la consommation énergétique de la commune d'Annonay, tous secteurs par habitant à 33.72 MWh en 2015.

En 2015, la consommation totale a été estimée à 462 GWh sur la commune.

L'Ardèche consomme annuellement 826 ktep (2,65 tep/hab – moyenne française de 2,74 tep/habitant)

Comme le montre le graphique ci-dessous, trois grands secteurs sont les plus grands consommateurs à part à peu près égale : les secteurs industriels, tertiaires et résidentiels. Les transports arrivent en quatrième position. L'agriculture est peu consommatrice en énergie.



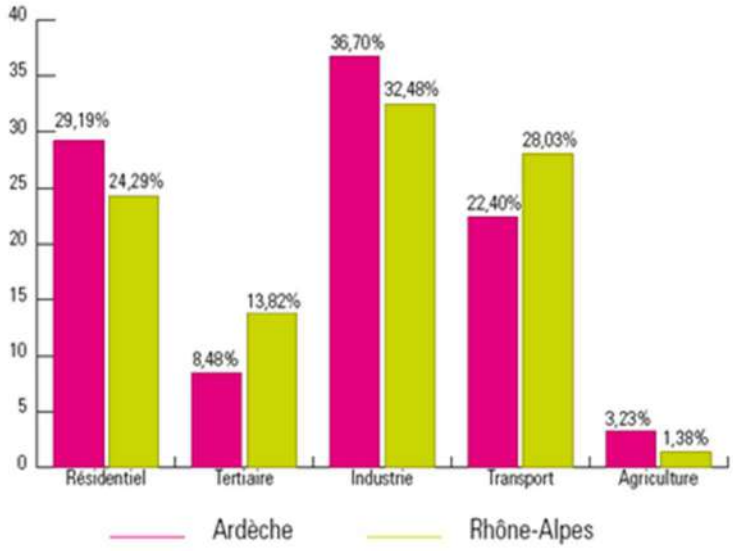
Source : l'Observatoire Régional de l'énergie et des gaz à effet de serre (OREGES)

En comparaison avec les la part de chaque secteur à l'échelle de la CA d'Annonay-CC Vivarhône pour lequel un profil énergie climat a été établi, on observe :

- Pour le résidentiel des valeurs proches autour de 30%
- Pour le tertiaire, sur Annonay la consommation du secteur est trois fois supérieure
- Pour l'industriel, la consommation est moindre sur Annonay 26% pour 40% à l'échelle supra-communale
- Pour les transports, sur Annonay la part dans la consommation est inférieurs 13% pour 20 % à l'échelle supra-communale

Répartition comparée des consommations d'énergie finale

Source OREGES*

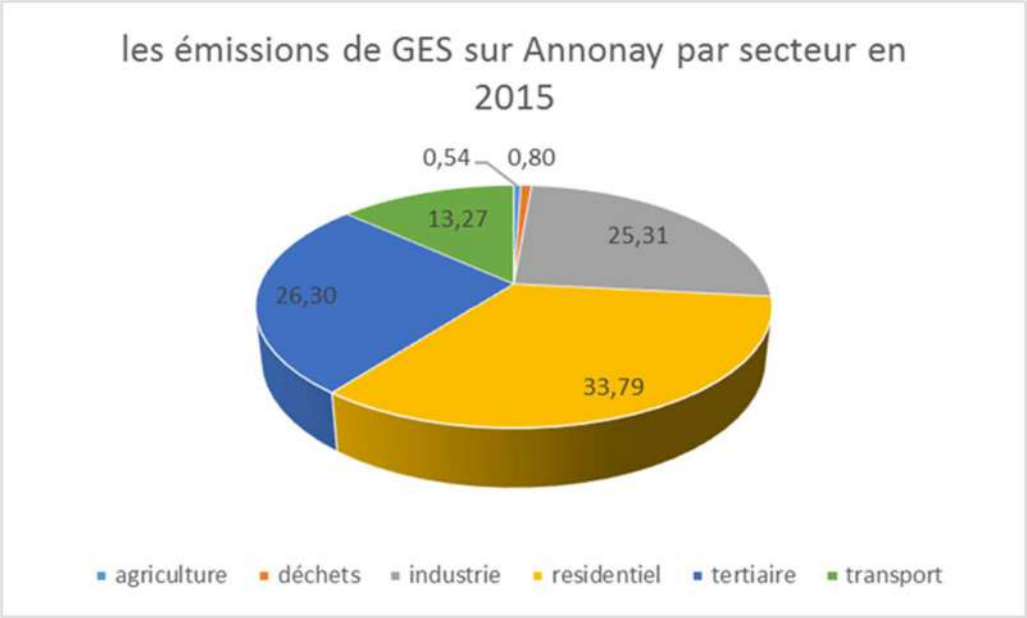


Source : l'Observatoire Régional de l'énergie et des gaz à effet de serre (OREGES)

Comparativement au département de l'Ardèche et de la région Rhône-Alpes, il ressort que le profil énergétique communal se distingue surtout par une moindre part du secteur des transports 13% pour 22% à l'échelle départementale et 28% à l'échelle régionale.

4-7-3- Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre estimées (par OREGES) sur la commune d'Annonay en 2015 sont de 67kteqCO2.



Source : l'Observatoire Régional de l'énergie et des gaz à effet de serre (OREGES)

Comme le montre le graphique ci-dessus, le secteur résidentiel est le plus grand émetteur de GES. Les secteurs du tertiaire et de l'industrie émettent des valeurs sensiblement équivalentes. Les transports avec 13% des émissions arrivent en quatrième position. La gestion des déchets et les activités agricoles émettent très peu de GES sur le territoire.

4-7-4- Réduction des déchets

Concernant les déchets ménagers sur la commune, la collecte est une compétence affectée à l'Agglo « Annonay Rhône Agglo » tandis que la compétence traitement est déléguée au SYTRAD, SYndicat de TRaitement des déchets Ardèche-Drôme. Le ramassage des ordures ménagères se fait à partir des îlots de propreté et la collecte sélective se fait dans des conteneurs et à la déchetterie de la commune de Marenton qui a été ouverte en 2011. Les déchets non valorisables sont stockés sur l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux du SYTRAD, dernier maillon de la chaîne de traitement, installée sur la commune de Saint-Sorlin-en-Valloire.

A l'échelle de l'agglomération, on observe que la quantité d'ordure ménagère et assimilés hors déchetterie collectées par habitant baisse légèrement pour atteindre 322kg/hab en 2013. Cette baisse vient essentiellement de la diminution des tonnages collectés d'ordures ménagères résiduelles (baisse de 8kg/hab entre 2012 et 2013.

4-7-5- Assainissement

Deux types de systèmes d'évacuation des eaux usées sont présents sur le territoire communal :

- Assainissement collectif
- Assainissement non collectif

4-7-5-1- Assainissement collectif

Depuis le 1er janvier 2010, la compétence assainissement a été transférée à la Communauté de Communes du Bassin d'Annonay (devenue depuis communauté d'agglomération) par les 16 communes du territoire. La Régie d'Assainissement du Bassin d'Annonay a été créée pour exploiter les réseaux et les ouvrages d'assainissement collectif.

La majeure partie du réseau d'assainissement de la commune est raccordée à la station d'épuration intercommunale d'Acantia située sur la commune d'Annonay, en aval de la confluence Deûme/Cance. Les hameaux de Châtinais et Boucieu disposent quant à eux leur propre système d'assainissement (réseau et traitement).

La commune d'Annonay dispose de 3 systèmes d'assainissement dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Annonay Rhône Agglo.

Système d'assainissement d'Acantia :

- Réseau de collecte et de transport : 100 km de canalisations dont un tiers de type unitaire (mélange eaux usées et eaux pluviales), et deux tiers de type séparatif.
- Communes raccordées : Annonay, Roiffieux, Saint-Clair, Davézieux, Vanosc, Boulieu-les-Annonay, Vocance, Villevocance, St-Marcel-les-Annonay et Savas.
- La station d'épuration d'Acantia est une boue activée faible charge mise en service à ces capacités en 1994
- Milieu récepteur : La Cance – Masse d'eau : FRDR460 « La Cance de la Deûme au Rhône »
- Fonctionnement : en 2018, la charge maximale de 41 000 EH pour une capacité de 65 000 EH

Le système d'assainissement d'Annonay est déclaré conforme par les services de la Police de l'eau. Le taux de charge maximal enregistré en entrée de STEP ne représente que 60% de la capacité nominale de la station, laissant aujourd'hui une marge de traitement de l'ordre de 15 000 EH

Système d'assainissement de Châtinais :

Le hameau de Châtinais est trop éloigné du reste de l'agglomération et dispose d'un système d'assainissement à part entière pour 37 abonnés raccordés aujourd'hui correspondant à 63 habitants. Le taux de raccordement est de 57,3%.

- Réseau de collecte et de transport : 860 m de canalisations dont 88% de type unitaire et 12% de type séparatif
- Filtres plantés de roseaux de 140 EH mise en service en 2013

Un bilan de fonctionnement est réalisé chaque année conformément à la réglementation en vigueur. Les performances de la station respectent les exigences épuratoires fixées dans l'arrêté ministériel ; La capacité nominale de la station n'est pas atteinte en temps sec, la capacité hydraulique peut toutefois être dépassée en temps de pluie.

Le taux de charge hydraulique est supérieur au taux de charge organique. Cela démontre la présence d'eaux claires parasites en quantité importante, de des fosses de particuliers sont encore actives et connectées au réseau (faible teneur en DCO, DBO et MES couplées à une concentration importante en azote NK).

Système d'assainissement de Boucieu :
Le hameau de Boucieu est trop éloigné du reste de l'agglomération et dispose d'un système d'assainissement à part entière pour 25 abonnés raccordés aujourd'hui correspondant à 75 habitants. Le taux de raccordement est de 69,4%.

- Réseau de collecte et de transport : 1 340 m et de type unitaire
- Filtres plantés de roseaux de 120 EH mise en service en 2013

Un bilan de fonctionnement est réalisé chaque année conformément à la réglementation en vigueur. Les performances de la station respectent les exigences épuratoires fixées dans l'arrêté ministériel ; La capacité nominale de la station n'est pas atteinte en temps sec, la capacité hydraulique peut toutefois être dépassée en temps de pluie.
Le taux de charge hydraulique est supérieur au taux de charge organique. Cela démontre la présence d'eaux claires parasites en quantité importante, de des fosses de particuliers sont encore actives et connectées au réseau (faible teneur en DCO, DBO et MES couplées à une concentration importante en azote NK).

4-7-5-2- Assainissement non collectif

Le nombre d'installations d'assainissement non collectif recensées sur la commune d'Annonay est de 265 sur 5500 abonnés à l'eau potable.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé le 31 décembre 2005 par la communauté de communes du Bassin d'Annonay. Le SPANC est un service local chargé de :

- Conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leur installation d'assainissement non collectif ;
- Contrôler les installations d'assainissement non collectif.

Cette compétence est rendue obligatoire par la Loi sur l'Eau et retranscrite dans l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il s'agit d'encourager le raccordement à l'assainissement collectif ou au contrôle et à l'incitation de mise aux normes par le SPANC de la Communauté d'Agglomération du bassin d'Annonay.

D'après le rapport du SPANC de 2015, sur 265 installations en Assainissement Non Collectif (ANC) existantes recensées sur Annonay, 114 ont été contrôlées depuis 2006. En 2015, seulement 1 contrôle (hors ventes) a été réalisé et 5 contrôles pour vente immobilière (depuis 2011, les diagnostics pour les ventes sont obligatoires selon l'Article L.271-4 du code de la construction). Ce faible nombre de contrôles s'explique par des réticences, voire de refus de visite de certains propriétaires.

Après contrôles, les assainissements non collectifs peuvent être classés en 2 catégories différentes selon leur fonctionnement et leur impact sur l'environnement :

- **Conforme** = Réglementaire : l'installation respecte les prescriptions techniques des arrêtés en vigueur et n'engendre pas de risques sanitaires ou environnementaux visibles ou de nuisances constatées.
- **Non conforme** = Non réglementaire : l'installation ne respecte pas les prescriptions techniques de l'arrêté en vigueur. L'installation présente des risques sanitaires et environnementaux constatés ou elle ne peut être classée dans les catégories précédentes. La réhabilitation du système doit avoir lieu.

En 2015, pour les 1232 installations ANC du Bassin d'Annonay, 805 installations ont été contrôlées et ont été classées de la manière suivante :

- 497 installations sont « conformes »
- 308 sont « non conformes »

En 2015, à l'échelle du Bassin d'Annonay, le taux de conformité est donc de 61,7% (pour mémoire, le taux de conformité 2014 était de 62%).
Les principales installations contrôlées et présentant des risques (25% des visites) sont les installations :

- Ne possédant pas de dispositifs d'assainissement non collectif (ex : rejet direct en fossé, rejet direct en puisard…)
- N'étant pas complètes (ex : fosse septique se rejetant directement dans le fossé…)

L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est globalement peu favorable sur l'ensemble de la commune malgré une capacité d'infiltration favorable. Ce sont la pente et surtout la présence du substrat rocheux à faible profondeur qui limitent la possibilité de recourir à ce type d'assainissement.
Malgré l'évolution des techniques, et l'ouverture réglementaire à des dispositifs d'épuration compacts ou de type micro-station, le raccordement au réseau d'assainissement collectif est donc privilégié.
Ainsi pour chaque secteur des futures zones constructibles conservées, et s'il n'existe pas un réseau existant, un projet d'extension de réseau a été proposé. Ce dernier est cartographié dans le zonage d'assainissement.

4-7-5-3- Le zonage d'assainissement

Le zonage d'assainissement délimite deux types de zones :

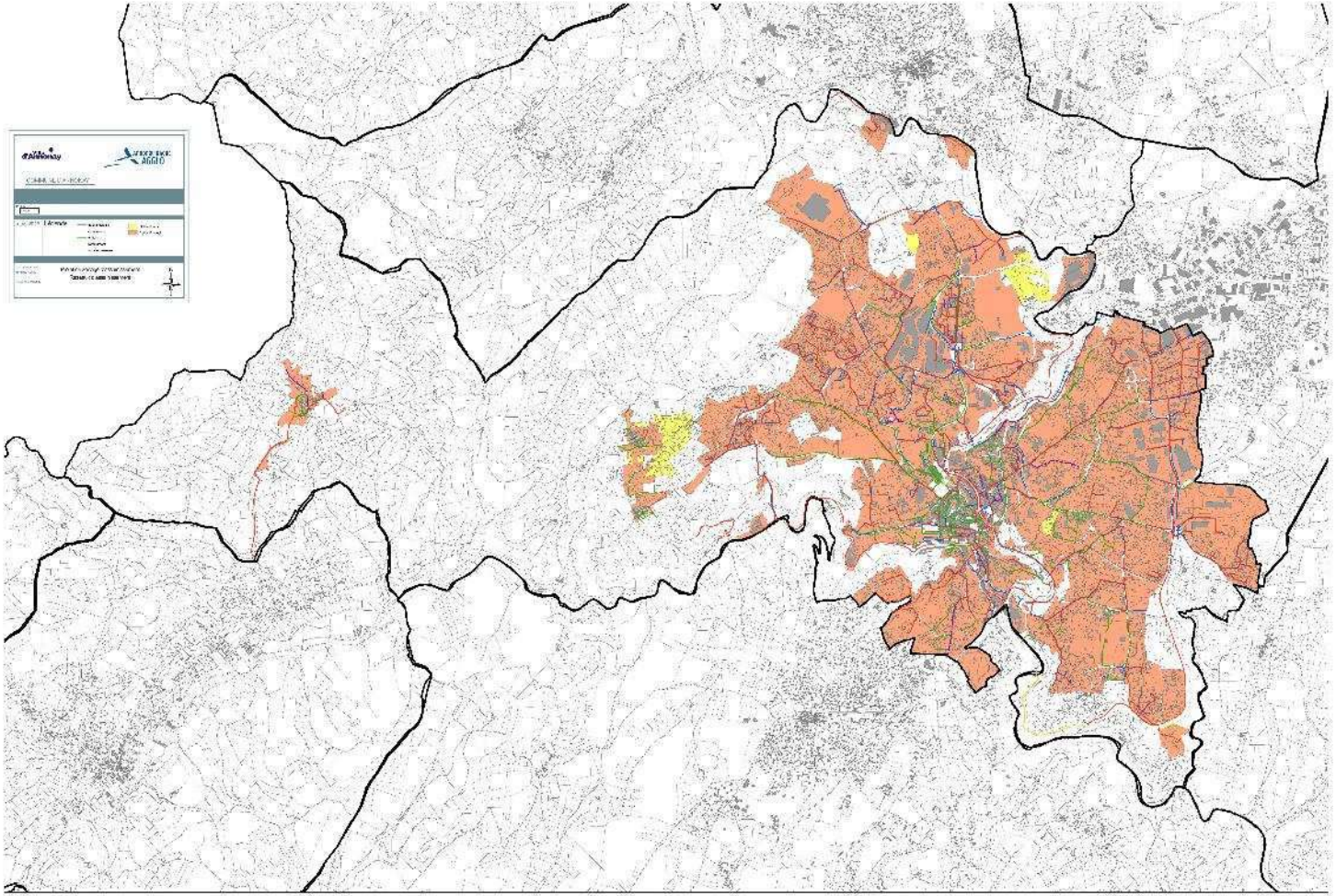
- Les zones d'assainissement collectif où les communes sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux usées,

- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Le projet de zonage d'assainissement et le projet de zonage du PLU ont été élaborés parallèlement :

- Le secteur de Vaure est classé en 2AU (zone à urbaniser, non ouverte à l'urbanisation) car non desservi par le réseau d'assainissement à l'heure actuelle. Il sera assaini en zone d'assainissement collectif futur. Au sein de ce secteur, il est prévu de conserver une zone d'assainissement non collectif car le tènement accueille une construction possédant déjà son système d'assainissement
- Le secteur de Châtinais est classé en 2AU car non desservi par le réseau d'assainissement à l'heure actuelle. Une étude a été réalisée sur le secteur de Châtinais et Boucieu afin de préciser les secteurs qui feront l'objet d'un raccordement sur le système d'Acantia et les parcelles pouvant être raccordées sur les stations de Boucieu et Châtinais en fonction de la capacité résiduelle de ces dernières. La Régie d'assainissement d'Annonay Rhône Agglo a prévu la réalisation de ces travaux sur les exercices budgétaires 2018 et 2019
- Le secteur de Mirecouly a été classé en 2AU car non desservi par le réseau d'assainissement à l'heure actuelle. La desserte en assainissement de ce secteur nécessitera soit une extension du réseau public, soit un raccordement sur un réseau privé à proximité (accord à obtenir par la régie d'assainissement auprès du gestionnaire de ce réseau).

Le zonage d'assainissement est cartographié page suivante.



4-7-5-4- Orientation de l'assainissement

Le recours à l'assainissement non collectif étant limité du fait d'une mauvaise aptitude des sols à ce type de traitement, les secteurs ouverts à l'urbanisation future doivent donc être raccordés au réseau d'assainissement, soit directement sur le réseau d'assainissement existant public ou par l'intermédiaire d'un réseau privé lorsqu'il existe, ou après extension du réseau d'assainissement.

Les infrastructures existantes ont la capacité d'accueillir l'accroissement de population prévue par le projet d'urbanisme de la commune, à savoir 1900 habitants supplémentaires dans les 10 ans.

Système d'assainissement	Capacité résiduelle de traitement	Nombre de logements potentiellement raccordables (1,9 hab/logement)	Nombre de logements supplémentaires prévus dans le projet de PLU
ACANTIA	15 000 EH	7 800	980
CHATINAIS	30 EH	15	12
BOUCIEU	12 EH	6	10
TOTAL	15 042 EH	7 821	1000

Logements potentiellement raccordables aux différents systèmes d'assainissement de la commune – Annexe sanitaire du PLU – Mars 2018

Les ouvrages de traitement de Boucieu et Châtinais, de type filtre planté de roseaux, ont la capacité de fonctionner en légère surcharge organique en adaptant l'exploitation (augmentation de la fréquence d'alterance des lits par exemple). Lorsque les raccordements des nouveaux logements prévus seront réalisés, ces installations seront utilisées au maximum de leurs capacités.

4-7-5-5- Les eaux pluviales

La ville d'Annonay est pourvue de réseaux de collecte d'assainissement unitaire, séparatif eaux usées et eaux pluviales. Les réseaux spécifiquement d'eaux pluviales sont nombreux, et parfois raccordés au système unitaire.

Les axes de ruissellement des eaux pluviales sur Annonay sont :

- Talwegs urbains et naturels ;
- Réseaux pluviaux ;
- Réseaux unitaires.

Les secteurs suivants sont les talwegs principaux sur Annonay, classés par bassins versant de collecte. Ils sont majoritairement naturels.

Bassins versant de collecte	Talwegs
BV Nord	Marmaty
	Fond Chevalier / Combe du Prieuré
BV Deûme Rive Gauche	Pas d'axe majeur identifié
BV Cance Ouest	Boucieu
	Prades
Aygas	Bernaudin
	Péclavel
BV Sud-Est	Rio Poulet, en bordure de commune
	Daudet

Les principaux talwegs sur Annonay (Source : Etude diagnostic du système d'assainissement d'Annonay - Etude de zonage pluvial – Avril 2013)

En matière de gestion des écoulements pluviaux, la politique de maîtrise des ruissellements sur la commune est actuellement dictée par le Code de l'Environnement. Ainsi, pour les projets qui y sont soumis (surface totale interceptée >1ha), l'augmentation du ruissellement est compensée par la mise en œuvre de dispositifs de rétention des eaux pluviales ou autres techniques alternatives basées sur une protection décennale.
En revanche pour les projets qui ne sont pas soumis au Code de l'Environnement, l'imperméabilisation n'est pas compensée.

4-7-6- L'eau potable

A l'échelle du Scot des Rives du Rhône, 93% des prélèvements en eaux superficielles sont destinés à l'hydroélectricité et une infime part est destinée à l'alimentation du réseau de distribution d'eau potable, à l'irrigation et autres usages industriels. Hormis pour ces usages, les prises d'eau de surface sont rares sur le territoire du Scot.

4-7-6-1- Fonctionnement du réseau

La commune d'Annonay dispose d'une seule ressource en eau, constituée par la retenue du Ternay. Le barrage du Ternay est situé en Haute Ardèche à quelques 500 m d'altitude et à 10 km en amont de la ville d'Annonay. Sa vocation est essentiellement la production d'eau potable et le volume retenu est de 2 000 000 m^3.

Le barrage du Ternay est un ouvrage de classe A, il doit à ce titre faire l'objet d'une surveillance et d'un entretien réguliers.

En outre la retenue du Ternay fait l'objet d'un arrêté de protection datant de 1970. Une procédure de révision des périmètres de protection est en cours, une étude hydrogéologique a été réalisée en 2016, la procédure de DUP devant être engagée courant 2018.

L'eau distribuée est agressive, faiblement minéralisée et présente une dureté inférieure à 4°F.

L'eau traitée produite par la station de production du Ternay est stockée dans une bâche de 4 000 m^3. Cette bâche dessert la totalité des services de distribution en eau potable d'Annonay. Deux conduites assurent la mise en distribution :

- La conduite de refoulement du Haut Quartier ;
- La conduite gravitaire du Bas Quartier (Bas service, ou service de Varagnes).

La longueur totale du réseau de distribution est de 141 853 m.

Le nombre de branchements existants en service, correspondant au nombre d'abonnés du service au 31 décembre 2016, est de 5523.

Le service de la Régie municipale d'eau potable dessert l'ensemble des habitants d'Annonay soit 16 998 habitants.

Le volume consommé en 2016 est de 1 155 180 m^3. Le rendement net (volume consommé/volume mis en distribution – besoin réseau) est de 89,52% (seuil considéré comme très bon pour un réseau urbain).

En 2010 la collectivité a élaboré un schéma directeur d'alimentation en eau potable dans l'objectif d'asseoir la connaissance du système et de son niveau de performance, et de mettre en place un programme raisonné des aménagements à réaliser selon les priorités définies et en cohérence avec les problématiques identifiées.

Les enjeux mis en évidence par ce schéma directeur étaient :

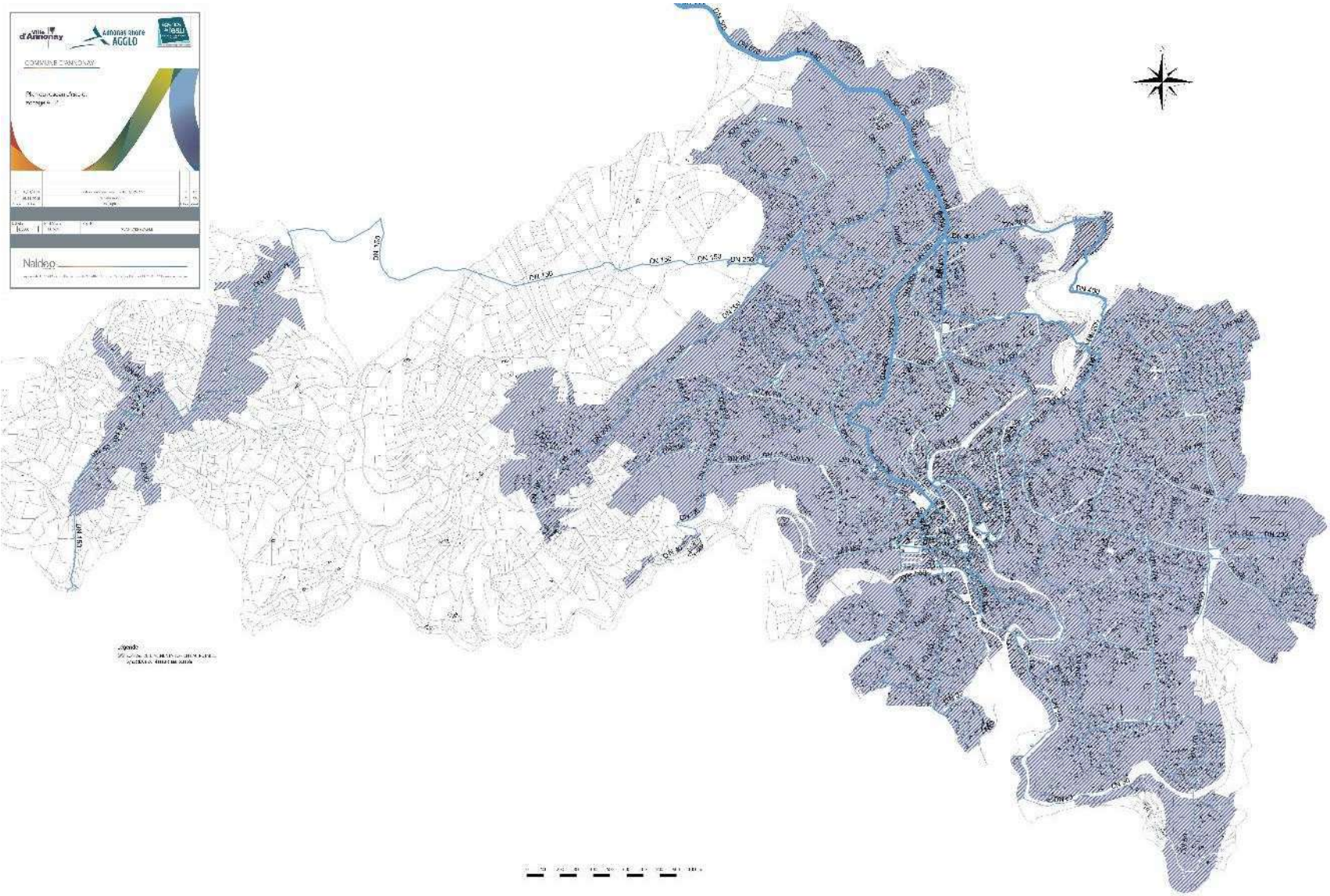
- La qualité de l'eau
- Des problèmes de pression sur certains quartiers
- Un patrimoine vieillissant

La problématique de la qualité de l'eau distribuée a été nettement améliorée suite à des investissements importants de la collectivité sur du renouvellement de réseau.
Par ailleurs, la collectivité a lancé en 2014 un projet de construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable pour répondre aux évolutions réglementaires sur les normes d'eau potable. Les bases de dimensionnement intègrent une augmentation de la population sur un taux de croissance de 0,88% soit 5670 habitants supplémentaires à l'horizon 2050. Le projet de PLU en cours pour la commune établit une augmentation de population de l'ordre de 1900 habitants pour les 10 prochaines années, les deux approches sont menées de manière cohérente.

La collectivité a mené une étude sur les volumes disponibles de la ressource en 2017.
La disponibilité de la ressource est suffisante pour répondre à cet accroissement de population, et les zones d'urbanisation sont desservies par le réseau existant.

Sur les problèmes de pression, des travaux réalisés entre 2015 et 2018 sur les réservoirs de Croix de Mission et des Pilles vont permettre de régler les problèmes rencontrés.
Concernant la gestion patrimoniale, l'inventaire réglementaire est en cours de finalisation. Celui-ci permet d'ores et déjà d'identifier des tronçons prioritaires en terme de renouvellement.

Le zonage d'alimentation en eau potable, mis à jour 2018, est cartographié page suivante.


Ville d'Annonay
Annonay Rhône AGGLO
COMMUNE D'ANNONAY
Naldeo

4-8- Synthèse des principaux enjeux environnementaux

4-8-1- Les enjeux biodiversité et milieux naturels

4-8-1-1- Les enjeux concernant les habitats naturels et les zones humides

ATOUTS	FAIBLESSES	ENJEUX
Des milieux forestiers diversifiés	Un enrésinement grandissant La fermeture des milieux aux dépens des landes et prairies	Gérer durablement les forêts Entretenir les milieux ouverts (pâturage etc.) Prévenir le risque incendie
Des milieux ouverts, véritable enjeu paysager	Déprise agricole grandissante	Maintenir les prairies de fauche favorable à une grande biodiversité Entretenir les landes pour éviter l'embroussaillement
De nombreuses zones humides	Des zones humides menacées par la fermeture des milieux, les pollutions agricoles diffuses, l'urbanisation	Garantir la pérennité des zones humides de la commune Poursuivre le travail d'inventaire Intégrer les zones humides dans le PLU

4-8-1-2- Les enjeux Faune/flore

ATOUTS	FAIBLESSES	ENJEUX
Une diversité de milieux favorables à de nombreuses espèces faunistiques et floristiques	Des secteurs sous-prospectés	Poursuivre l'acquisition de connaissances Intégrer les enjeux de biodiversité au PLU
De grands arbres remarquables dans la ville	Aucun statut de protection associé	Protéger les arbres remarquables dans le PLU en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme

4-8-1-3- Les enjeux concernant les continuités écologiques

ATOUTS	FAIBLESSES	ENJEUX

Des trames vertes et bleues identifiées à différentes échelles : région, PNR puis commune	Des corridors écologiques altérés voire non fonctionnels Des obstacles recensés le long de la Deume, le long de la Cance ou encore du ruisseau du Poulet	Préserver les secteurs à enjeux TVB identifiés localement : - connexion entre le Montmiandon et les vallées de la Deume & de la Cance à pérenniser/restaurer - continuité des milieux ouverts à garantir Restaurer les continuités écologiques évaluées comme « altérées »

4-8-2- Les enjeux liés à la ressource en eau

4-8-2-1- Des enjeux liés à la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau

Les enjeux principaux à retenir sont :

- des pressions qualitatives avec des pollutions diffuses par les pesticides agricoles, des rejets industriels dans la traversée d'Annonay, des apports liés à la station d'épuration (ACANTIA) ainsi que des rejets directs des déversements de déversoirs d'orage (réseaux unitaires nombreux)
- un développement urbain qui devra, d'une part, être en adéquation avec les capacités d'assainissement, d'autre part, engager une gestion optimale des eaux pluviales afin de limiter les atteintes aux milieux aquatiques

4-8-2-2- Des enjeux de préservation de la ressource en eau potable

Les enjeux principaux à retenir sont :

- L'ensemble du réseau de distribution d'Annonay est largement dimensionné pour la demande en eau de ses abonnés
- Il n'existe pas de captage d'alimentation en eau potable, ni de périmètre de protection de captage sur la commune. L'alimentation en eau potable s'effectue à partir du barrage du Ternay, d'une capacité de 2 600 000 m^3, il est situé entre la commune de Saint-Marcel-lès-Annonay et la commune de Savas.
- Bien que le volume soit globalement satisfaisant, le développement du territoire devra toutefois s'assurer d'une bonne adéquation avec les ressources disponibles
- Aucune pression ni secteur sensible sur la ressource en eau potable n'est recensé sur Annonay dans l'EIE du SCoT Rives du Rhône

4-8-3- Des enjeux liés à la ressource agricole

Annonay est un secteur à enjeu très fort vis-à-vis de l'étalement résidentiel et d'activité sur les terres agricoles. Depuis 2000, la commune a perdu une large partie de son potentiel agricole.

Les zones agricoles en continuité du bâti et le long des axes routiers sont soumises à une forte pression foncière.

La pression urbaine a de nombreuses conséquences en termes de structures agricoles : enclavement, déstructuration, coupure de parcelles, ...

Les préconisations suivantes sont à prendre en compte dans le développement urbain :

- Maintenir les dernières surfaces de terres arables pour endiguer l'effet cascade sur les surfaces en herbe et la taille des cheptels
- Stopper la tendance au mitage des espaces agricoles
- Préserver les unités pastorales à l'Ouest de la commune
- Lutter contre le phénomène de rétention foncière de la part des propriétaires

Enjeux de préservation des terroirs agricoles mis en valeur par des AOP et IGP.

4-8-4- Les enjeux énergétiques

L'enjeu est double : réduire les besoins énergétiques et les compenser par une production d'énergies renouvelables

Annonay recense des filières d'énergies renouvelables variées :

- Un potentiel solaire relativement important
- Annonay est identifiée comme zone de sensibilité forte où l'éolien est compatible au cas par cas avec les enjeux environnementaux et paysagers
- Annonay se trouve sur un secteur favorable au développement de la géothermie via la mise en place de sondes verticales géothermique
- Une potentialité de croissance importante pour la filière Bois énergie

4-8-5- Les enjeux liés aux risques

4-8-5-1- Les enjeux de limitation de l'exposition des habitants aux différents risques

Le territoire communal est particulièrement exposé aux risques naturels et technologiques qui se cumulent assez souvent. Ces zones de multi-exposition concernent une part non négligeable des zones habitées du territoire et entraînent une certaine vulnérabilité des biens et des personnes.

- un risque inondation couvert par un PPRi de la Cance et de la Deûme approuvé en 2010 et des démarches de gestion concertée de la ressource en eau qui prennent en compte les risques d'inondation
- une commune très exposée à l'aléa mouvements de terrain (glissements et éboulements)
- un risque feux de forêt, avec un fort risque sur le secteur Ouest du territoire
- Des sites pollués en lien avec le passé industriel d'Annonay : 8 ICPE soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement sur le territoire communal ; mais aucun site SEVESO seuil haut ou bas

Pour la prise en compte des risques, en fonction du niveau de l'aléa, l'inconstructibilité pourra être la meilleure réponse.

~~4.8.5.2.~~ Des enjeux de non aggravation des risques existants

L'enjeu concerne la non aggravation des risques, par des choix judicieux de développement aussi bien dans leur localisation que dans les conditions d'aménagement. La réduction de l'imperméabilisation permettra de ne pas aggraver les risques d'inondation et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales ou l'aménagement de la trame verte et bleue contribueront à une meilleure maîtrise des risques.

~~4.8.6.~~ Les enjeux paysagers

Les enjeux principaux à retenir sont :

- Mettre en scène et améliorer la lisibilité du paysage urbain du centre-ville,
- Développer son attractivité en mettant en valeur les paysages associés aux vallées de la Cance et de la Deûme en cœur de ville,
- Qualifier le paysage des extensions urbaines et des entrées de ville en tirant parti des caractéristiques de l'identité du paysage communal et des points de vue proches et lointains sur le patrimoine communal,
- Maîtriser le positionnement des limites des extensions urbaines et la qualité des franges,
- Préserver la ceinture verte en tant qu'élément structurant du patrimoine paysager,
- Préserver les paysages naturels et agricoles en privilégiant la densification du tissu déjà urbanisé.

~~4.8.7.~~ Les enjeux liés aux nuisances

Des enjeux de limitation de l'exposition des habitants aux nuisances :

- Un passé industriel qui a laissé des sites pollués
- Des installations agricoles (2 ICPE) présentant un risque de nuisances
- Des nuisances liées au bruit

- Pollution de l'air : Même si la qualité de l'air est bonne sur Annonay, le SRCAE identifie une partie du territoire communal (en rive droite du Rhône) comme « zone sensible à la qualité de l'air »

Le développement urbain se doit d'intégrer ces zones de nuisances et imaginer des réponses techniques (architecture, bande de recul, ...) pour intégrer les nuisances. L'aménagement de secteurs à vocation d'activités peut être une réponse dans les zones de bruit par exemple. La prise en compte des sites pollués est également importante dans le cadre de leur reconversion.

L'enjeu est de veiller à préserver au mieux les secteurs résidentiels et les équipements sensibles des sources de pollutions et de nuisances.

4-9- Le Scénario environnemental de référence

L'évaluation du PLU d'Annonay ne doit pas être conduite simplement au regard de la situation environnementale du territoire au moment où l'on élabore le document, mais en intégrant les perspectives d'évolution de cette situation. Dans le cadre de l'élaboration de cet état initial de l'environnement, il convient de dégager les perspectives d'évolution de l'état de l'environnement en l'absence du nouveau document.

Pour construire ce « scénario au fil de l'eau », on s'est largement appuyer sur les perspectives d'évolutions évoquées au chapitre II du rapport de présentation du PLU. Le scenario environnemental de référence s'appuie ainsi à la fois sur les tendances passées dont on envisage le prolongement, et les politiques, programmes ou actions mis en œuvre et qui sont susceptibles d'infléchir ces tendances (y compris le SCOT ou le POS existant). Ces politiques ou programmes peuvent en eux-mêmes comporter des éléments de prospective sur lesquels il est possible de s'appuyer.

Sur la base des dynamiques d'évolution du territoire d'Annonay, il est possible d'apprécier les tendances d'évolution de la situation environnementale au regard des pressions qui s'exercent sur les ressources, des menaces (nuisances, risques, pollution) vis-à-vis des populations.

Les projections démographiques tendancielles pour 2025 montrent un recul significatif de la population (de l'ordre de 6.8%) et indirectement des activités économiques dans de même proportion. Toutefois, au regard des politiques territoriales déjà engagées, comme le PLH et le futur SCoT ainsi que le schéma global d'agglomération du bassin d'Annonay, il est envisagé de renforcer la centralité d'Annonay pour consolider l'attractivité à l'échelle de l'agglomération notamment en redynamisant la ville, en affirmant son positionnement économique basée sur les ressources, en améliorant les déplacements etc. cette stratégie

s'inscrit dans un processus de desserrement des territoires du SCoT depuis la vallée du Rhône, en forte croissance, qui devrait se poursuivre et s'accentuer pour tendre vers un solde migratoire plus soutenu à terme sur le bassin d'Annonay.

Evaluation des incidences du scénario environnemental de référence (scénario au fil de l'eau)

Thématique	Enjeux	Incidences prévisibles du scénario au fil de l'eau
Biodiversité et milieux naturels	Préserver la diversité des espèces et des habitats naturels	Le développement attendu même modéré générerait une dégradation de la biodiversité dans un contexte déjà important de mitage des espaces agri-naturels par l'habitat pavillonnaire et le réseau d'infrastructure
	Préserver les continuités écologiques	On peut craindre la disparition de boisements, de haies, etc. qui participent des continuités écologiques qui sont pour certaines déjà fragilisées
	Préserver, restaurer, réguler l'accès à la nature et aux espaces verts	Le développement attendu modéré ne devrait pas impacter notablement les accès aux espaces naturels et aux espaces verts. Des risques peuvent subsister de rupture de continuités de certains chemins
Ressource en eau	Préserver les écosystèmes aquatiques et les zones humides	Le renforcement de l'urbanisation pourrait se poursuivre sous la forme d'un habitat pavillonnaire au détriment des zones agricoles et naturels et pouvant impacter plus fortement les zones humides et les écosystèmes aquatiques encore présentes sur la commune
	Assurer la protection de la ressource en eau contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines	La poursuite d'un urbanisme pavillonnaire générerait des rejets polluants supplémentaires (par le ruissellement pluvial) notamment dans les différents cours d'eau et vallons qui traversent la commune
	Garantir l'approvisionnement en eau potable et une juste répartition de la ressource	Dans un contexte de changement climatique favorisant des périodes de sécheresse plus longues, on peut craindre une pression plus forte sur les ressources en eaux avec des conflits d'usages, de maintien des étiages, etc.
	Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales	Le développement de l'habitat pavillonnaire, des zones d'activités impliquerait des imperméabilisations des sols supplémentaires contribuant à l'accroissement du risque pluvial urbain, au lessivage des eaux pluviales vers les milieux aquatiques, pollution diffuse L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif n'est pas assurée sur l'ensemble du territoire on peut donc également craindre des risques de pollutions des eaux souterraines

Thématique	Enjeux	Incidences prévisibles du scénario au fil de l'eau

Sols et sous-sols	Limiter la consommation des espaces naturels et agricoles et l'étalement urbain	L'urbanisation sur les 20 dernières années s'est effectuée surtout au détriment des espaces agricoles notamment ceux situés en continuités des zones bâties. La poursuite de cette tendance pourrait amener à une disparition progressive et définitive des espaces agricoles sur la commune, activité déjà fortement fragilisée
	Prendre en compte et préserver la qualité des sols	Le développement de l'habitat pavillonnaire, des zones d'activités impliqueraient des imperméabilisations des sols supplémentaires contribuant par la pollution diffuse à dégrader la qualité des sols notamment agricoles
	Préserver les ressources du sous-sol	L'urbanisation diffuse pourrait se poursuivre sur les espaces agricoles qui reposent sur des terrains présentant des valeurs agronomiques significatives qu'il conviendrait de préserver pour les générations futures
Energie, effets de serre et pollution atmosphérique	Prévenir, surveiller, réduire ou supprimer les pollutions atmosphériques	L'urbanisation diffuse sera de plus en plus éloignée de la zone agglomérée ne favorisant pas le développement des modes de déplacement alternatif et un usage accru des véhicules automobiles à l'origine de pollutions atmosphérique.
	Économiser et utiliser rationnellement l'énergie	L'urbanisation diffuse implique des déplacements domiciles-travails plus importants qui généreront des augmentations de la consommation énergétique
	Lutter contre les émissions de gaz à effet de serre	L'urbanisation pavillonnaire, l'augmentation de la circulation et des trafics produiront une augmentation significative des GES émis sur le territoire
	Prendre en compte le changement climatique	Les perspectives climatiques évoquent des périodes de sècheresses plus intenses et des intensités de pluies plus fortes susceptibles de concerner une population plus nombreuse et plus vulnérable
les risques	Assurer la prévention des risques naturels, industriels ou technologiques	Actuellement les risques sont partiellement pris en compte dans le développement urbain notamment pour les zones inondables. La vulnérabilité vis-à-vis des autres risques naturels en l'absence de PPR dans un contexte de développement de l'urbanisation serait accrue
Déchets	Prévenir la production de déchets et les valoriser en priorité par réemploi et recyclage	On peut s'attendre à des volumes de déchets plus importants à collecter et à la nécessité de développer de nouveaux circuits de collecte
Bruits	Prévenir, supprimer ou limiter les nuisances	La poursuite de l'urbanisation et le développement des activités économiques généreront des trafics supplémentaires pouvant dégrader le cadre et la qualité de vie des habitants

Thématique	**Enjeux**	**Incidences prévisibles du scénario au fil de l'eau**

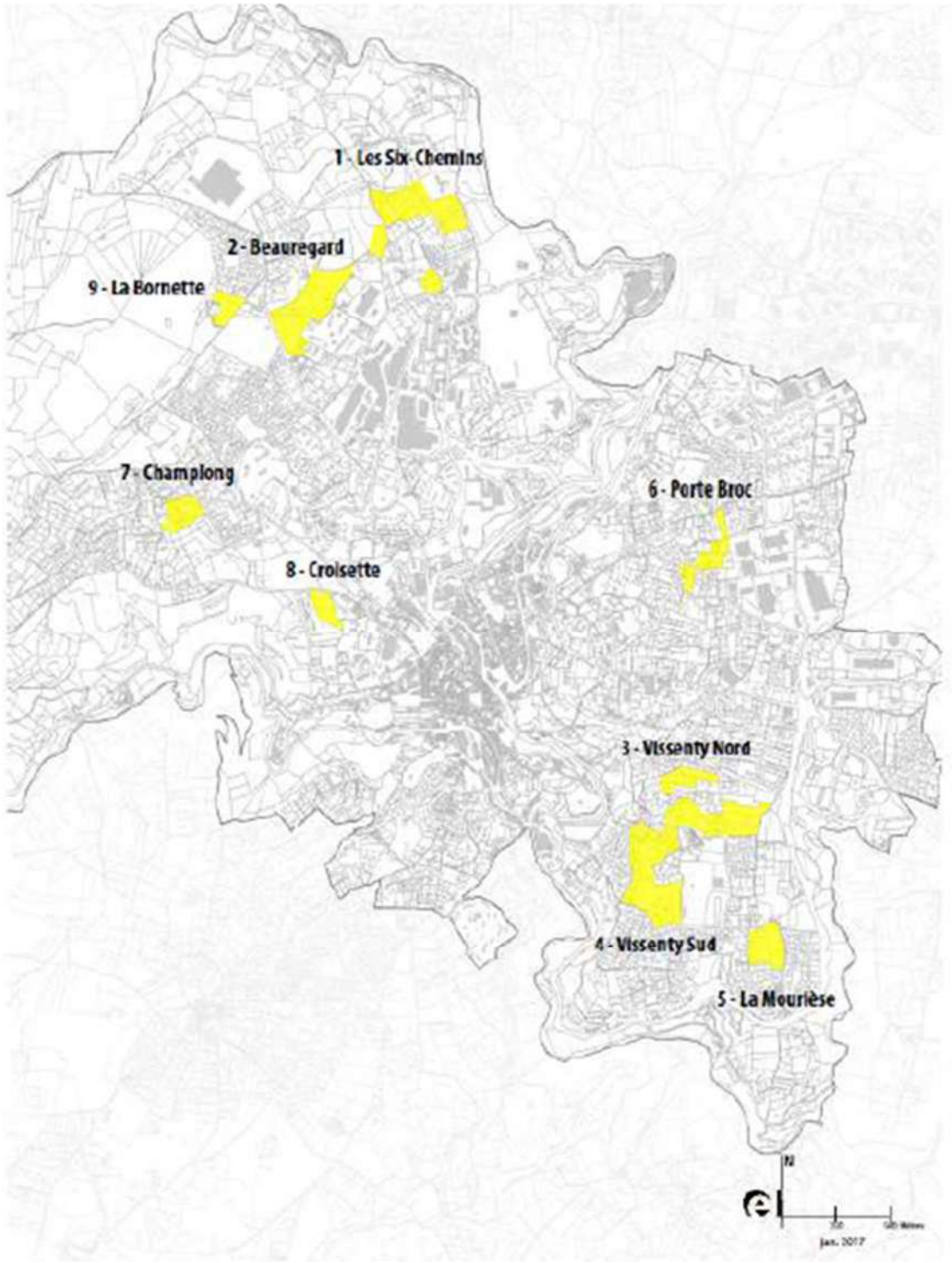
Cadre de vie, paysages et patrimoine naturel et culturel	Protéger, mettre en valeur, restaurer et gérer les sites et paysages naturels	Les paysages identitaires font l'objet de protection toutefois, il existe un patrimoine paysager de petits boisement de haies, de paysage agri-naturels etc. qui n'étant pas protégé pourraient disparaitre et amoindrir le cadre de vie des habitants
	Préserver les sites et paysages urbains, sauvegarder les grands ensembles urbains remarquables et le patrimoine bâti	L'AVAP et la préservation du petit patrimoine bâti assurent la sauvegarde des sites et des paysages urbains les plus remarquables de la commune.

4-10- Zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU

Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet de PLU correspondent aux secteurs de projet (1AU), et plus précisément aux grands secteurs de densification urbaine et résidentielle, localisés dans la partie Est du territoire communal et en continuité du tissu urbain existant :

- Les Six chemins
- Beauregard
- Vissenty Nord
- Vissenty Sud
- Chamieux
- Porte Broc
- Champlong
- Croisette
- La Bornette

La carte ci-après localise ces secteurs.



Localisation des secteurs susceptibles d'être touchés de manière notable par le projet de PLU avant son arrêt en juin 2018

Lors de la démarche itérative inhérente à l'évaluation environnementale du projet de PLU avant son arrêt en juin 2018, toutes les zones de projet ont été analysées afin d'identifier les sensibilités des sites et les éventuels impacts sur l'environnement.

Suite à cette pré-analyse, trois zones ont été identifiées comme ayant un enjeu modéré à fort sur l'environnement. Il s'agit des secteurs de la Bornette, de Vissenty Sud et de Champlong.

Sur le **secteur de la Bornette**, les enjeux évalués comme forts concernent la biodiversité et le paysage de la zone :

- la présence d'une zone humide (jonchaie dominée par *Juncus effusus L.*) qui a été identifiées (selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008) lors des prospections de terrain par des écologues en juin 2017, dans le cadre de l'évaluation environnementale du présent projet de PLU ;
- la qualité des perceptions du Montmiandon (vues rapprochées et vues lointaines) et sur le patrimoine architectural de la ferme.

Ainsi, la mesure d'évitement recommandée pour éviter l'impact a été suivie et le projet abandonné. De ce fait, le secteur de la Bornette a été classé en N.
A noter que la zone humide identifiée a été intégrée dans la trame bleue de la trame verte et bleue communale.

Sur le **secteur de Vissenty Sud**, les enjeux évalués comme forts concernent la biodiversité :

- La présence d'un réservoir de biodiversité identifié « zone humide » ;
- l'identification sur le terrain d'une seconde zone humide délimitée selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008, lors des prospections de terrain par des écologues en juin 2017, dans le cadre de l'évaluation environnementale du présent projet de PLU ;
- la présence d'une prairie de fort intérêt écologique abritant une grande diversité entomologique ;
- la présence d'arbres remarquables (peupliers noirs et saules pleureurs) à préserver.

La mesure d'évitement recommandée consistant à éviter le secteur prairial abritant les deux zones humides a été intégrée dans le principe d'aménagement de l'OAP (OAP n°4) par la préservation des zones humides et abords et des arbres remarquables.
A noter que les zones humides identifiées ont été intégrées dans la trame bleue de la trame verte et bleue communale.

Sur le **secteur de Champlong**, les enjeux évalués comme modérés concernent la biodiversité et les fonctionnalités écologiques du site ainsi que le paysage :

- le couvert herbacé favorable au déplacement de la faune et renforçant le réseau écologique local, en lien avec les espaces de parcs/jardins au Sud, et le Montmiandon au Nord.
- le paysage du parc et des espaces naturels de Champlong.

Ainsi, la mesure d'évitement recommandée consistant à maintenir un couloir de déplacement pour les espèces a été intégrée dans le principe d'aménagement de l'OAP (« Densification

résidentielle de tènements insérées dans le tissu urbain »- secteur 11) par un cheminement doux. Suite à l'enquête publique, la parcelle cadastrée BI9 a été sortie du périmètre de l'OAP de densification, afin de préserver le corridor écologique.

Concernant **les autres secteurs de projet (1AU), de moindres enjeux** ont été également identifiés dans le cadre de la pré-analyse et à ce titre des mesures d'évitement, de réduction ont été proposées et intégrées dans les principes d'aménagement des OAP concernées. Ces secteurs font tous l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP). Ces OAP constituent, pour la plupart, des mesures d'encadrement supplémentaires de projet, et représentent donc, en tant que telles, des mesures d'évitement et de réduction vis-à-vis de certains impacts environnementaux, notamment en termes de consommation d'espace.

Les incidences sur l'environnement des OAP sont analysées dans le chapitre « Incidences des zones à urbaniser et des OAP ».

4-11- L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Une consommation d'espaces significative

La consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers a été établie à partir d'un travail spécifique engagé par la DDT de l'Ardèche sur une longue période (depuis 1979 à 2011).

Cette analyse fait ressortir une consommation d'espaces de 54 ha sur la période 2002-2011, soit 10 ans. Cette consommation s'établit, pour la période 2002-2007, à 24 hectares.

Le détail des types d'espaces consommés est présenté dans le tableau ci-après (source de données : DDT Ardèche).

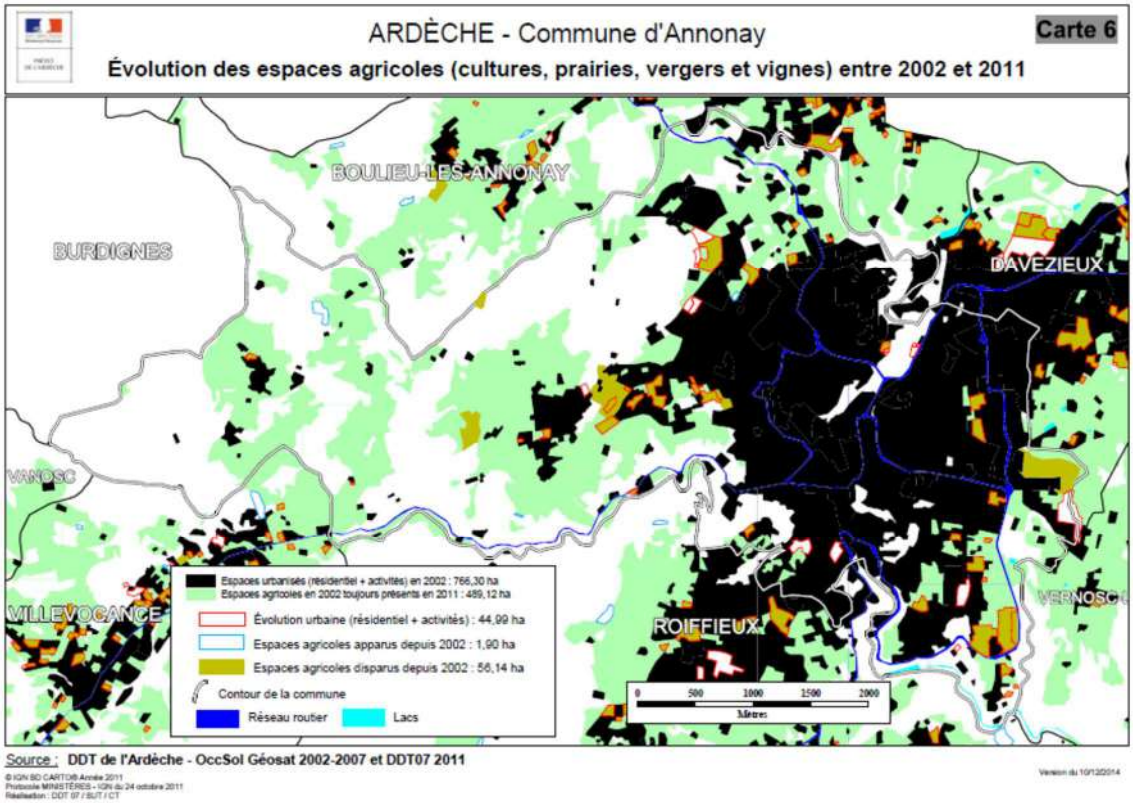
Consommation_2002_2011	Surfaces_ha
FORETS ACIDIPHILES DE LA BORDURE CEVENOLE	**5**
MAQUIS ACIDIPHILES ET FRICHES AGRICOLES DE LA BORDURE CEVENOLE	5
HABITAT DIFFUS, VILLAGES ET HAMEAUX	**2**
PRAIRIES, CULTURES	2
MAQUIS ACIDIPHILES ET FRICHES AGRICOLES DE LA BORDURE CEVENOLE	**26**
FORETS ACIDIPHILES DE LA BORDURE CEVENOLE	20
PRAIRIES, CULTURES	6
PARCS ET ESPACES BOISES URBAINS	**1**
MAQUIS ACIDIPHILES ET FRICHES AGRICOLES DE LA BORDURE CEVENOLE	1
PRAIRIES, CULTURES	**11**
MAQUIS ACIDIPHILES ET FRICHES AGRICOLES DE LA BORDURE CEVENOLE	3
VERGERS	2
VIGNES	6
ZONES D'ACTIVITE ET AERODROMES	**7**
FORETS ACIDIPHILES DE LA BORDURE CEVENOLE	2
MAQUIS ACIDIPHILES ET FRICHES AGRICOLES DE LA BORDURE CEVENOLE	1
PARCS ET ESPACES BOISES URBAINS	1
PRAIRIES, CULTURES	3
ZONES PERIURBAINES	**44**
FORETS ACIDIPHILES DE LA BORDURE CEVENOLE	6
HABITAT DIFFUS, VILLAGES ET HAMEAUX	1
MAQUIS ACIDIPHILES ET FRICHES AGRICOLES DE LA BORDURE CEVENOLE	6
PARCS ET ESPACES BOISES URBAINS	1
PRAIRIES, CULTURES	28
VERGERS	1
ZONES D'ACTIVITE ET AERODROMES	1
Total général	**96**
Total général consommation d'espaces pour l'urbanisation	**54**

A titre indicatif, l'exploitation d'images satellitaires SPOT Thema faite sur la période 2005-2010 s'établit à une consommation des agricoles, naturels et forestiers de 22 hectares, sachant qu'il s'agit d'un outil adapté à des exploitations sur de grandes échelles plutôt qu'à une échelle communale. La répartition se fait entre 17 ha en habitat et 5 ha en activités et équipements.

Occupation des sols	2010	2005	ha	Evolution
agricole-naturel	1241	1263	-22	-1,7%
habitat	714	696	17	2,5%
activité - équipements	148	144	5	3,2%
	2104	**2104**	0	
source spot thema				

Ainsi, on peut retenir un rythme moyen de 5 ha/an qui, extrapolé dans les dix années 2005-2015 serait de l'ordre de 50 hectares. Il est à noter que les données Spot Thema 2015 seront disponibles dans le courant de l'année 2015 et devraient permettre d'ajuster cet ordre de grandeur.

Eléments d'analyse : un habitat pavillonnaire consommateur d'espaces agricoles, naturels et forestiers, et marginalement un développement d'espaces économiques :



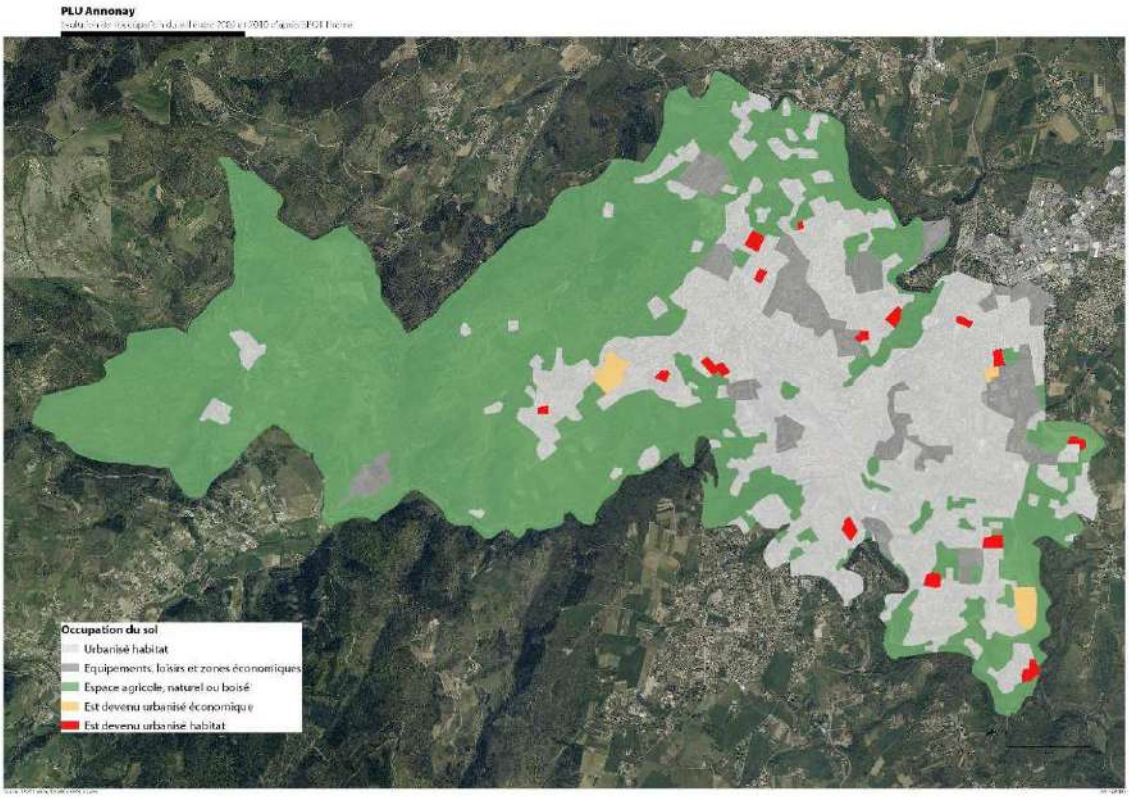
Si globalement la commune compte, en 2011, 54 ha de surfaces agricoles de moins qu'en 2002, les vignes déjà peu nombreuses ont quasiment disparu, tandis que les prairies et cultures ont perdu 50 ha soit 9% de leurs surfaces.

Depuis les années 70, le mode de développement de l'habitat s'est orienté vers un urbanisme pavillonnaire particulièrement consommateur d'espaces. Un étalement urbain important provoquant :
- des conflits avec l'agriculture, en termes économique et de voisinage notamment
- une atteinte à la préservation des richesses environnementales (ruptures des corridors biologiques, disparitions d'habitat pour des espèces fragilisées…)
- des impacts sur le paysage avec un processus de mitage
- une multiplication des infrastructures et réseaux entrainant des frais pour la collectivité.

L'espace urbain a progressé de presque 6 % (5,87%) entre 2002 et 2011, les espaces naturels ont gagné 1,22%, tandis que les espaces agricoles ont perdu presque 10% (9,95%).

L'espace urbain développé à partir de 2002 s'est construit à 70% sur des espaces agricoles situés en continuité des zones bâties. Les espaces d'activités économiques ont progressé de 4 % sur cette large période 2002-2011.

L'analyse faite à partir de l'autre source de données mobilisée, à savoir SPOT Théma (traitement à partir d'images satellitaires), disponible à ce jour sur la période 2005 et 2010, a permis de localiser les espaces naturels agricoles et forestiers ayant changé d'affectation.



Cette carte fait apparaître le transfert d'espaces agricoles en espaces urbanisés (cf. ci-après) :
- Les espaces agricoles interstitiels encore disponibles dans le tissu aggloméré existant
- Sur des sites d'extension situés en dehors du tissu aggloméré existant pour des espaces à destinations d'activités.

On peut mettre en rapport ces évolutions aux chiffres de progression des logements. Entre 2002 et 2007, 501 nouveaux logements, dont près de la moitié de logements

collectifs, ont été construits sur la commune, pour une consommation d'espaces modérée de 22 logements par hectare. De 2008 à 2011, 256 nouveaux logements ont été construits, dont un tiers de collectifs.

Cependant sur cette période, la consommation d'espace a été relativement importante avec une densité moyenne de 14 logements à l'hectare, densité relativement faible correspondant sensiblement à celle des espaces bâtis en lotissements.

Chapitre 2 : Perspectives et enjeux d'évolution



Sommaire

Chapitre 2 : Perspectives et enjeux d'évolution 215

Sommaire 217

II Les perspectives et les enjeux d'évolution 219

1- Synthèse du diagnostic : atouts et faiblesses 221
1-1- Les atouts 221
1-2- Les faiblesses 221

2- Les perspectives d'évolution tendancielle du territoire 223
2-1- L'échelle territoriale 223
2-2- Les perspectives à l'échelle communale 224

3- Les prévisions économiques et démographiques 226
3-1- Les projections économiques 226
Les projections économiques à l'échelle territoriale du bassin d'Annonay 226
Les projections économiques à l'échelle communale 226
3-2- Les projections démographiques 227
Les projections démographiques à l'échelle territoriale (bassin d'Annonay et Scot Rives du Rhône) 227
Les projections démographiques à l'échelle communale 228

4- Les perspectives d'évolution au regard des politiques territoriales engagées 229

5- Les besoins répertoriés 231

6- Les actions engagées et les projets identifiés 234

7- Les enjeux d'évolution de la commune dans son territoire de vie 237

II Les perspectives et les enjeux d'évolution

1- Synthèse du diagnostic : atouts et faiblesses

1-1- Les atouts

. Une situation de porte d'entrée de l'Ardèche, au carrefour de plusieurs routes importantes, la proximité immédiate de la vallée du Rhône avec des liaisons faciles avec les grandes infrastructures à rayonnement national.

. Une identité affirmée du territoire liée à une histoire (eau, tanneries, papeteries, montgolfières…) et une économie présentant des spécificités industrielles (automobile, papier et textile) et tertiaires (intérim et administration publique).

. Un cadre de vie de qualité avec des atouts au plan des paysages et du patrimoine : grands paysages naturels et agricoles homogènes, patrimoine architectural et urbain : grands édifices urbains, patrimoine industriel, villas de caractère entourées de parcs et jardins créant des espaces de nature en ville, présence de l'eau, hameaux de caractère et en nombre limité.

. Un dynamisme économique marqué par la présence d'entreprises de portée nationale et un secteur tertiaire important.

. Des déplacements domicile-travail majoritairement concentrés sur la ville.

. Une diversité de l'habitat ancien et un début de diversification de la construction neuve vers l'individuel groupé.

. Une offre d'équipements sanitaires, socioculturels, sportifs, scolaires importante avec différents niveaux de services assurés depuis l'échelle de proximité jusqu'à l'échelle d'agglomération.

. Des équipements regroupés dans le cœur de ville ou à proximité.

1-2- Les faiblesses

. Une faible hiérarchisation et lisibilité des itinéraires routiers

. Une perte de population à la fois liée au vieillissement de la population, avec un solde naturel en baisse, et une évasion des ménages vers les secteurs péri-urbains (solde migratoire négatif, un habitat ancien, souvent vétuste par rapport à l'évolution du bassin)

. Une population vieillissante et aux revenus faibles

. Un pôle d'emploi majeur mais une diminution des actifs occupés et des actifs peu qualifiés

. Un habitat ancien, souvent vétuste

. Une concentration du parc locatif, dont le locatif social, et une augmentation de la vacance

. Une baisse récente des opérations de logements collectifs

. Un développement pavillonnaire diffus peu intégré au site (adaptation à la pente) et au paysage avec des effets de « mitage »

. Des entrées de ville peu qualifiées

. Des espaces économiques de faible qualité et peu fonctionnels

. Une topographie très marquée ayant façonné la ville mais peu propice aux déplacements en modes doux

. La présence de zones inondables.

Cette synthèse du diagnostic mettant en évidence les atouts et faiblesses du territoire de la ville d'Annonay est à mettre au regard des perspectives d'évolution du territoire, s'appuyant sur des projections démographiques et économiques mais aussi sur les politiques engagées ou en cours d'élaboration, faisant l'objet du chapitre suivant.

A partir de ces éléments, seront mis en évidence les besoins répertoriés et les actions ou projets identifiés pour pointer les enjeux d'évolution de la commune d'Annonay dans son territoire de vie et ses implications à prendre en compte dans les orientations du futur PLU.

2- Les perspectives d'évolution tendancielle du territoire

Les éléments ci-après visent à esquisser les évolutions prévisibles au vu des tendances constatées, appuyées sur des projections économiques et démographiques « au fil de l'eau ». Seront mis en évidence, dans un second temps, les perspectives liées aux politiques engagées de nature à orienter les tendances constatées, puis les besoins et enjeux d'évolution du territoire.

Cette approche se situe à plusieurs échelles :

- échelle territoriale avec le secteur de la communauté d'agglomération du bassin d'Annonay[1] et le territoire de référence plus large du périmètre du Scot Rives du Rhône - Bassin d'Annonay, d'une part,

- échelle communale, d'autre part.

2-1- L'échelle territoriale

La poursuite d'une dynamique de croissance démographique du bassin d'Annonay et du territoire élargi

De manière générale, l'ensemble du bassin d'Annonay devrait poursuivre sa croissance dans un environnement général encore plus favorable à l'échelle plus large du périmètre du Scot Rives du Rhône - Bassin d'Annonay.

Les projections économiques et démographiques (cf. ci-après) tendent à établir que son attraction devrait se poursuivre, dans la poursuite des évolutions lourdes constatées depuis les dernières décennies, malgré une baisse marginale durant la période récente.

En outre, il est à noter que les nouveaux arrivants sur le bassin d'Annonay, compensant les départs, viennent essentiellement des Rives du Rhône ou de territoires plus lointains. Ainsi, la poursuite prévisible de ce processus de desserrement de ce territoire en forte croissance pourrait conduire à un solde migratoire positif à terme.

Une légère baisse du potentiel économique au sein d'un territoire plus large en hausse (Rives du Rhône-bassin d'Annonay)

L'évolution tendancielle du territoire du Bassin d'Annonay devrait être marquée par la poursuite d'une légère baisse du nombre d'emplois, avec la poursuite d'une baisse plus marquée sur la ville d'Annonay, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire sans prendre en compte les effets prévisibles des politiques territoriales engagées (point abordé plus loin).

[1] Dénomination de l'EPCI et périmètre alors en vigueur.

A l'inverse, l'évolution tendancielle du territoire du Scot Rives du Rhône – Bassin d'Annonay devrait connaître une légère hausse.

La poursuite d'un processus de différenciation au sein du bassin d'Annonay

En l'absence de mesures d'inflexion des tendances, le processus de différenciation des communes au sein du territoire du bassin d'Annonay devrait se poursuivre avec :

- au plan résidentiel, une concentration du parc social sur la ville d'Annonay et un habitat relativement dense contrastant avec un développement à dominante pavillonnaire peu dense sur les autres communes du bassin

- au plan économique, le maintien d'une spécialisation du tissu économique avec une forte polarisation spatiale des activités artisanales et industrielles mais aussi commerciales sur l'agglomération d'Annonay-Davézieux liée à la fois au tissu existant et, dans une faible mesure, aux potentialités de développement.

2-2- Les perspectives à l'échelle communale

Un potentiel d'habitat appelé à se diversifier

Malgré la baisse tendancielle de la population (cf. projections ci-après), le développement de l'habitat devrait se poursuivre par l'effet général du desserrement et se diversifier sur les espaces interstitiels disponibles avec des formes plus denses liées notamment au coût du foncier, dans la poursuite de l'évolution récente constatée (majorité de logements collectifs et d'individuels groupés dans la période récente).

C'est aussi un renouvellement urbain des tissus urbains existants qui devrait s'opérer notamment sur le centre-ville et en particulier sur les sites de projets identifiés, dans le cadre de la politique conduite par la commune et ses partenaires, mais aussi une diversification de l'habitat liée à la requalification des quartiers sociaux comme le Zodiaque.

Une légère baisse du potentiel économique mais des perspectives de confortement de l'offre économique liées à une accessibilité améliorée

Comme cela été précisé plus haut, l'évolution tendancielle devrait être marquée par la poursuite d'une légère baisse du nombre d'emplois, plus marquée sur la commune que sur le bassin d'Annonay.

Il est à noter toutefois que la partie agglomérée d'Annonay-Davézieux bénéficie d'une accessibilité récemment améliorée par le dispositif de contournement est par la RD 371A et la RD 82 et la présence d'espaces d'accueil économique de nature à renforcer le potentiel d'emplois.

L'adaptation nécessaire des équipements et des services

A l'instar de la restructuration du pôle hospitalier, les équipements sont appelés à se moderniser, voire à se renforcer, pour s'adapter aux évolutions. C'est aussi apporter des compléments de services à la population comme le projet de piscine dans un espace de loisirs ou le projet de restructuration du site Faya avec une hypothèse à l'étude d'une offre commerciale complémentaire.

Ces réalisations en cours et à venir sont de nature à maintenir et renforcer l'attractivité de la ville constituée par un niveau d'équipements et de services dont le rayonnement se situe à l'échelle de tout le bassin de vie, avec ses effets induits sur le potentiel d'emplois.

3- Les prévisions économiques et démographiques

3-1- Les projections économiques

Les projections économiques à l'échelle territoriale du bassin d'Annonay

Une extrapolation de l'évolution de l'emploi constatée sur la période 1999-2011 a permis d'estimer le nombre d'emplois en 2015 et d'établir des projections à horizon 2025.

Sur l'ensemble du territoire du bassin d'Annonay, le nombre total d'emplois s'établissant à 15 532 selon les données INSEE 2011 disponibles serait de 15 498 emplois en 2015.

Ce nombre total serait ramené à 15 414 emplois à l'horizon 2025, soit une variation de -0,5 % sur la période 2015-2025, toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire sans prendre en compte les effets prévisibles des politiques territoriales engagées, comme indiqué plus haut.

Rappel des évolutions tendancielles à l'échelle du bassin d'Annonay (epures) :

CA du Bassin d'Annonay	1999	2011
Nombre d'emploi au lieu de travail	15 634	15 532
Variation annuelle moyenne		-0,05%

Projections économiques tendancielles à l'échelle du bassin d'Annonay (epures) :

Projection de l'emploi CABA	2011	2015	2020	2025
CA du Bassin d'Annonay	15 532	15 498	15 456	15 414

Les projections économiques à l'échelle communale

Concernant l'extrapolation à l'échelle communale, le nombre total d'emplois s'établissant à 10 413 selon les données INSEE 2011 disponibles serait de 10 122 emplois en 2015.

Ce nombre total serait ramené à 9431 emplois à l'horizon 2025, soit une variation de -6,8 % sur la période 2015-2025, toutes choses égales par ailleurs, comme précisé plus haut (hors effets prévisibles des politiques territoriales engagées).

Rappel des évolutions tendancielles à l'échelle de la Ville d'Annonay (epures) :

ville d'Annonay	1999	2011
Nombre d'emploi au lieu de travail	11 336	10 413
Variation annuelle moyenne		-0,71%

Projections économiques tendancielles à l'échelle de la Ville d'Annonay (epures) :

Projection de l'emploi	2011	2015	2020	2025
Ville d'Annonay	10 413	10 122	9 770	9 431

3-2- Les projections démographiques

Les projections démographiques à l'échelle territoriale (bassin d'Annonay et Scot Rives du Rhône)

L'INSEE a mis au point un modèle de projection démographique applicable sur de larges territoires. Ces projections s'appuient sur les naissances, les décès ainsi que sur les soldes migratoires. Elles sont réalisées seulement sur des territoires de plus de 50 000 habitants et présentent différentes hypothèses d'évolution (scénario haut, scénario central, scénario bas).

En l'attente de ces données sur le large périmètre du Scot Rives du Rhône-Bassin d'Annonay qui permettra d'établir des projections par « homothétie » avec les échelles inférieures, des projections tendancielles ou « fil de l'eau » ont été établies à titre indicatif.

Rappel des évolutions de la population aux trois échelles de territoire :

	1999	2012	Variation 99/12	%
Annonay	17 517	15 983	-1 534	-8,76%
CA du Bassin d'Annonay	33 900	35 150	1 250	3,69%
Scot Rives du Rhône	213 283	241 890	28 607	13,41%

Source INSEE 1999, 2012 – Exploitation principale

Une extrapolation de l'évolution de la population sur la période 1999-2012 a permis d'estimer le nombre d'habitants en 2015 et d'établir des projections à horizon 2025.

Sur l'ensemble du territoire du bassin d'Annonay, le nombre total d'habitants établi à 35 150 selon les données INSEE 2012 disponibles serait de 35 445 habitants emplois en 2015.

La population serait portée à 36 446 à l'horizon 2025, soit une croissance de 2,8 % sur la période 2015-2025, toutes choses égales par ailleurs, tel que précisé plus haut.

Projections démographiques tendancielles à l'échelle du bassin d'Annonay ((epures) :

Projection de la population	2012	2015	2020	2025
CA du Bassin d'Annonay	35 150	35 445	35 942	36 446

Les projections démographiques à l'échelle communale

Comme il a été précisé ci-avant, il s'agit de projections tendancielles ou « fil de l'eau » établies à titre indicatif en l'attente des données de projection de l'INSEE à l'échelle du large périmètre du Scot Rives du Rhône – Bassin d'Annonay qui permettra d'établir des projections par « homothétie » avec les échelles inférieures.

Cependant, toutes choses égales par ailleurs (hypothèse au « fil de l'eau »), une simple extrapolation de l'évolution démographique communale, au vu des données du recensement sur la période 1999-2012, avec 15 983 habitants en 2012, conduirait à une population estimée à 15 649 habitants en 2015, celle-ci étant ramenée à 14 583 habitants à l'horizon 2025, soit une variation de - 6,8 % sur la période 2015-2025 (variation identique à celle de l'emploi).

Projections démographiques tendancielles à l'échelle de la ville d'Annonay (epures) :

Projection de la population ville Annonay	2012	2015	2020	2025
Ville d'Annonay	15 983	15 649	15 107	14 583

Cependant, ces projections indicatives au fil de l'eau nécessitent d'intégrer les effets des politiques territoriales.

Données actualisées
On notera que l'évolution récente de la population (données disponibles en 2019) montre une stabilisation du nombre d'habitants pour la Ville d'Annonay sur la période 2010-2015.

4- Les perspectives d'évolution au regard des politiques territoriales engagées

Les éléments suivants visent à esquisser les évolutions prévisibles en apportant des correctifs aux projections tendancielles au vu des actions et projets engagés ou à venir et plus largement des politiques territoriales. Celles-ci s'appuient notamment sur les documents de planification en préparation comme le futur Scot et le PLH, celui-ci étant en fin de validité et prorogé jusqu'au 13 février 2016 en l'attente d'un nouveau PLH dont l'élaboration a été prescrite le 11 décembre 2014.

Il est à rappeler également qu'une démarche de projet de territoire dite « schéma global d'agglomération du bassin d'Annonay » a été conduite et traduite dans un document d'enjeux et d'orientations finalisé en février 2014. Celui-ci vise à poser les bases d'une stratégie territoriale à traduire dans les documents de planification à l'échelle du Bassin d'Annonay comme le futur PLH ou à l'échelle des PLU, en l'attente d'un PLU intercommunal dont l'élaboration est appelée à être engagée en 2016.

C'est aussi traduire ces orientations dans le cadre du Scot des Rives du Rhône élargi au bassin d'Annonay, actuellement en cours d'élaboration.

Ces démarches engagées s'inscrivent dans un objectif commun de structuration des dynamiques territoriales notamment en matière d'habitat et de positionnement économique par rapport aux tendances spontanées.

Plus précisément, la Communauté du Bassin d'Annonay avait exprimé dans le document précité (schéma global d'agglomération du bassin d'Annonay, qui sera versé au travail du futur Scot), les enjeux et orientations d'évolution du territoire avec notamment :

- Par rapport aux territoires voisins, l'objectif d'affirmer l'identité du bassin basée sur son histoire et son environnement, dans l'espace large du Rhône-médian, voire de l'espace métropolitain, et de renforcer la centralité d'Annonay pour consolider l'attractivité à l'échelle de l'agglomération

- Au sein du bassin d'Annonay, l'objectif d'organiser l'armature urbaine autour de polarités hiérarchisées et notamment en redynamisant la ville d'Annonay, de permettre un parcours résidentiel, d'affirmer le positionnement économique basé sur les ressources et les spécificités du bassin et en améliorant la lisibilité des espaces économiques, de valoriser le cadre de vie (grands espaces naturels, paysages et patrimoine) et améliorer les déplacements (hiérarchisation du réseau routier et modes alternatifs à la voiture particulière).

Ainsi, le processus de desserrement des territoires depuis la vallée du Rhône, en forte croissance, devrait se poursuivre et s'accentuer pour tendre vers un solde migratoire plus soutenu à terme sur le bassin d'Annonay.

Au niveau de la ville, les objectifs de structuration du développement du Bassin sont de nature à (re)donner une place majeure à la ville d'Annonay, à la fois en termes de potentiel économique et de services, d'une part, et d'habitat, en favorisant son attractivité résidentielle, d'autre part.

En résumé, est à souligner la combinaison des politiques engagées aux différentes échelles de territoire, à savoir :

- Au niveau du Bassin d'Annonay mais aussi du territoire élargi aux Rives du Rhône :

. Les orientations exprimées sur le renforcement de la centralité d'Annonay

. L'affirmation du positionnement économique de l'agglomération, s'appuyant sur les spécificités du territoire et la présence d'espaces économiques bénéficiant d'une accessibilité récemment améliorée

. Le principe d'un développement équilibré au sein du bassin, notamment en matière d'habitat, (re)donnant une place majeure à la ville-centre.

- Au niveau de la ville d'Annonay :

. La politique engagée de longue date de requalification des quartiers du centre-ville, à la fois en termes d'habitat, de commerce, d'espaces publics et de valorisation du patrimoine

. la requalification des quartiers sociaux et notamment le Zodiaque avec une diversification de l'habitat engagée

. L'adaptation des équipements publics et la diversification de l'offre notamment dans les loisirs.

La seule combinaison de ces éléments est de nature à influer sur les tendances constatées en redonnant l'attractivité recherchée à la ville d'Annonay au sein de son territoire élargi.

A ces actions et politiques engagées s'ajoutent d'autres objectifs poursuivis s'appuyant sur la préservation et la valorisation des atouts du territoire, notamment à travers le PLU, qui seront développés plus loin à partir de la mise en évidence des enjeux d'évolution, puis des orientations retenues dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

5- Les besoins répertoriés

Un certain nombre de besoins a été répertorié dans les différents volets abordés dans le diagnostic, à savoir :

Développement économique :

. La nécessité de grands terrains d'accueil économique facilement accessibles depuis les grands axes, les espaces actuellement disponibles pour des implantations de taille significative (lots divisibles de 5 000 m^2 à 10 000 m^2) étant concentrés sur la zone d'activité de Marenton avec une surface totale disponible à ce jour de 2,3 ha sur le territoire de la ville d'Annonay, les autres espaces se situant sur des zones moins directement accessibles et de plus faible taille, dont certaines en cours d'aménagement (La Peyre), et d'autres au sein d'unités existantes. Aussi, les besoins de grands terrains d'accueil économique seront à rechercher au niveau de l'agglomération, avec en particulier un projet d'extension de la zone de Marenton sur la commune voisine.

Par ailleurs, la reconquête des friches industrielles peut constituer un potentiel à exploiter pour des activités économiques à caractère artisanal, voire industriel, en particulier sur les anciennes manufactures dont certaines présentent un caractère patrimonial à valoriser, avec toutefois leur localisation qui peut présenter des difficultés d'accès.

En matière de locaux de bureaux, comme cela a été précisé plus haut, l'offre totale au niveau du bassin d'Annonay reste importante selon une expertise réalisée dans le cadre du programme ANRU sur le quartier du Zodiaque (D2H consultants, 2014), avec une offre représentant près de 10 000 m2 de planchers, soit plus de 10 ans de commercialisation.

Surfaces agricoles et développement forestier :

. Un besoin objectif de stabilisation de l'urbanisation aux franges des espaces agricoles.

. Le besoin de terrains d'accueil pour de jeunes agriculteurs désirant s'implanter notamment pour des activités de maraîchage au vu de demandes manifestées et identifiées par la mairie (ce point sera précisé suite à des échanges avec les représentants de la profession et les exploitants agricoles).

Aménagement de l'espace :

. Tout un champ de besoins d'évolution de la structure urbaine et notamment du centre dense afin de l'adapter aux attentes contemporaines au plan résidentiel avec des logements plus aérés, bénéficiant d'espaces libres extérieurs, une offre de stationnement résidentiel et des espaces urbains qualitatifs intégrant des espaces de nature en ville.

. Le besoin de requalification des friches par l'introduction de nouveaux usages, outre l'usage économique précité.

Environnement, notamment en matière de biodiversité :

. Des besoins identifiés en matière de prévention des risques naturels (inondation notamment), de prévention des nuisances (qualité de l'air et de l'eau).

. Des besoins de préservation des milieux et notamment de la biodiversité et de la trame verte et bleue présente au sein du territoire communal avec des continuités à rétablir (cf. chap : Etat Initial de l'Environnement).

Logement et équilibre social de l'habitat :

. Des besoins de diversification de l'offre et de rééquilibrage du parc de logements afin de permettre un parcours résidentiel, à la fois au niveau de la taille des logements selon les secteurs et des formes d'habitat de nature à répondre aux différentes attentes (jeunes ménages avec enfants, personnes seules ou ménages en phase de décohabitation, personnes âgées et/ou à mobilité réduite recherchant des logements avec ascenseur…), mais aussi dans des gammes de prix et de statut d'occupation diversifiés.

. Des besoins importants de résorption de l'habitat vacant passant par leur réhabilitation, leur restructuration ou des opérations de renouvellement urbain, des actions étant largement engagées dans ce sens, comme cela est précisé par ailleurs (cf. chap. : Actions engagées et projets identifiés plus loin).

NOTA : L'approche des besoins en logements au plan qualitatif et quantitatif sera traitée plus loin au vu des perspectives d'évolution prenant en compte les politiques engagées sur le territoire et des objectifs poursuivis par la commune.

Transports, déplacements, stationnement

. Des besoins d'une meilleure hiérarchisation de réseau de voirie principal pour un meilleur fonctionnement et une lisibilité des circuits d'accès au centre-ville et de sa circulation interne.

. L'adaptation du réseau secondaire et de desserte des secteurs périphériques au centre.

. Un renforcement de l'offre en transports collectifs.

. Le besoin d'une offre de stationnement à la fois urbain et résidentiel dans le centre.

. Le développement de circuits modes doux afin de favoriser le recours aux modes alternatifs à la voiture particulière, notamment dans le secteur central en prenant en compte la topographie comme cela a été fait avec des ascenseurs urbains, ainsi que

l'incitation possible au recours aux vélos électriques, mais également dans la partie est pour améliorer les liens avec les espaces d'activités et de services sur Davézieux par des itinéraires cyclables.

. La valorisation des sentiers de randonnée existants, en dehors du centre, dont certains peuvent appeler une maîtrise publique pour assurer une continuité des itinéraires.

Commerce

. Un besoin d'adaptation et de redynamisation de l'appareil commercial du centre-ville pour favoriser un processus de reconquête à la fois urbaine et résidentielle, avec notamment la résorption des locaux commerciaux vacants en pieds d'immeubles ou leur reconversion ; en effet le taux de vacance est important (environ 21% en 2016, et 28% en 2018).

. La reconquête de friches industrielles dans un usage de commerces ou services comme le site Faya (cf. chap. : Actions engagées et projets identifiés plus loin)

. Le confortement des pôles de proximité existants (Bel Air, Zodiaque-Vaure…).

Equipements et services

. Un besoin d'adaptation des équipements et services à la population aux exigences et aux modes de vie actuels, en particulier en matière d'établissements scolaires en état de saturation ou de vétusté.

. Le développement des équipements et aménagements de loisirs ludiques et touristiques au sein de la ville ou leur adaptation aux attentes nouvelles comme sur le secteur de Vaure (cf. chap. : Actions engagées et projets identifiés plus loin).

Par ailleurs, sont à noter des besoins d'amélioration en matière de services à la population, sans besoins d'équipements en tant que tels, notamment dans la petite enfance, l'enfance et la jeunesse (modes de garde, accueil enfants et adolescents…), l'insertion et la précarité (mobilité, précarité, prévention et accès aux soins…), et le domaine du handicap et de la gérontologie (précarité des personnes âgées, handicap, adaptation intérieure des logements, déficit de service médical et paramédical…) identifiés dans l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) du bassin annonéen réalisée en 2012 (Communauté, ville, Conseil Départemental, CAF Ardèche).

6- Les actions engagées et les projets identifiés

Des actions et des projets ont été engagés par la ville et ses partenaires pour répondre en partie aux besoins identifiés, à savoir :

1- Une politique de requalification et de renouvellement urbain du centre-ville, notamment dans le cadre d'un PNRQAD (programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) et d'actions bénéficiant du soutien de l'ANRU (agence nationale pour le renouvellement urbain) dont :

- La requalification des espaces publics : après la place des Cordeliers, le réaménagement de la place de la Liberté (marché)

- Des opérations de renouvellement urbain ou de restructuration :

. îlot Boissy d'Anglas avec une opération de renouvellement urbain pour du logement neuf en locatif social, en reconstitution des logements démolis sur le quartier du Zodiaque (17 logements) sur la partie nord ; une réflexion en cours sur la partie basse (parking)

. îlot Ranchet : un programme de démolition pour création d'espaces publics de proximité (et de stationnement)

. îlot Malleval : un projet en étude de faisabilité sans création de logements supplémentaires

. site Faya (friche industrielle) : un projet à l'étude avec des surfaces commerciales et un parking en superstructure, ainsi qu'un ascenseur urbain relié au champ de mars, en lien avec l'extension de la gare routière

. site Fontanes : un site acquis par la collectivité avec l'aide d'Epora dans l'idée de réaliser un éco-quartier, mais restant cependant en attente, du fait de difficultés techniques (topographie, accessibilité…) engendrant des coûts très importants et un positionnement non établi sur le marché immobilier, le site restant en réserve foncière avec quelques aménagements sommaires.

- Une expertise prévue des friches industrielles, dans la poursuite d'un état des gisements fonciers établi sur le bassin d'Annonay ayant abordé en particulier la question des friches (étude réalisée par Epora avec epures, 2010), en vue d'envisager des hypothèses de programmes de reconversion.

- Des opérations de restauration immobilière avec action de qualification sur les cœurs d'îlots : îlot du musée César Filhol.

- Une OPAH renouvellement urbain engagée depuis janvier 2012.

- Des actions de veille sur des îlots (îlot Epiphanie notamment) et un travail engagé avec Epora pour des interventions foncières.

- Des équipements nouveaux visant à favoriser les modes doux : projet d'ascenseur urbain entre le site Faya et le Champ de mars ; restructuration de l'ancienne gare routière : parking public Valette, densification du parking (RDC haut)

- De nombreuses actions pour une dynamisation du commerce en centre-ville et diminuer la vacance commerciale : programme FISAC, droit de préemption commercial, opération Créa'Cœur (mise à disposition de locaux-commerces à loyer attractifs pour l'installation de créateurs), acquisition de la papeterie du pont rue Montgolfier pour l'installation de commerces sous convention précaire à loyer très modéré (2,5 €/m^2), financements …

- Une réflexion sur les améliorations à apporter dans certains lieux du centre : repérage, signalétique, zone 10…

2- La poursuite de la requalification du quartier du Zodiaque :

. Réservation de tènements pour des projets immobiliers en vue d'une diversification de l'habitat

. Projet de maisons de ville en pré-commercialisation (PSLA).

3. Des adaptations des équipements :

- La réalisation d'une nouvelle piscine (démolition-reconstruction) dans un concept ludique et sportif associé à des espaces de loisirs sur le site de Vaure.

4. Au niveau de la communauté du bassin d'Annonay, l'extension de la zone d'activités de Marenton, avec des espaces actuellement en cours de commercialisation, dans un dispositif d'accessibilité amélioré avec le contournement par les RD 317A et la section de raccordement à la RD 82.

5. A plus grande échelle, en matière de déplacements modes doux, l'intercommunalité œuvre dans le sens du projet de vélo-route verte inter-régional qui traversera le territoire en longeant les bords de la Deûme et de la Cance.

Etat détaillé des projets réalisés ou engagés :

Le Zodiaque :
Opération sur 2010-2017 (convention avec l'Etat 2010-2015)
320 logements réhabilités, 141 logements démolis, 138 logements en cours de reconstruction (voir détail)

Reconstruction :

- 31 logements sur site dont 1 résidence de 15 logement (finie en 2011), une résidence de 16 logements (finie en 2015), + 10 villas en accession (pas encore réalisées, et non incluses dans les reconstructions)
- 17 logements à Paras
- 22 maisons à Bernaudin
- 10 logements à Charnas
- 10 logements à Croze
- 16 logements à Beauregard
- 17 Logements à Boissy d'Anglas
- 4 logements dans l'îlot musée (réhabilitation de logements vacants) + 3 autres logements réhabilités non inclus
- 11 logements à Boulieu (réhabilitation de logements vacants)

Opérations sur le centre-ville
- rue Boissy d'Anglas au nord de la rue : destruction 17 logements vacants, reconstruction 17 logements (1 T1, 1 T2, 11 T3, 4 T4)
- rue Boissy d'Anglas au sud de la rue : destruction 24 logements vacants (en réflexion sur le projet, théoriquement, pas de reconstruction)
- îlot Ranchet : destruction de 14 logements au profit de parkings et d'espaces publics
- îlot musée : requalification de 33 logements vacants (5 immeubles) dont 7 portés par Ardèche Habitat et démolition du cœur d'îlot pour aérer le tissu et créer du stationnement.

7- Les enjeux d'évolution de la commune dans son territoire de vie

Les réflexions conduites dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), et notamment le diagnostic du territoire exposé plus haut, ont mis en évidence un certain nombre de traits d'évolution de la commune d'Annonay.

Ces éléments ont conduit à pointer les enjeux au regard des perspectives d'évolution de la commune dans son territoire de vie que l'on peut résumer comme suit selon les différents volets :

Population

- La nécessité de redonner de l'attractivité à la ville et notamment à son centre face à l'évasion péri-urbaine.

- La prise en compte du vieillissement de la population et la poursuite de l'accueil des personnes âgées à l'échelle de l'agglomération.

- L'adaptation de la ville (espaces urbains, logements, déplacements…) aux personnes âgées et aux personnes à mobilité réduite.

- L'adaptation de la taille des logements afin d'anticiper l'évolution de la structure des ménages.

- Le maintien de l'attractivité d'Annonay comme pôle d'emploi majeur.

- La création d'emplois locaux et l'accueil de nouvelles activités pour préserver l'équilibre emplois-actifs.

Emploi – Economie

- La consolidation du socle économique existant et sa diversification.

- L'appui sur des activités valorisant les ressources locales.

- La protection des terrains stratégiques pour le maintien des exploitations agricoles.

- La gestion des espaces pour éviter les conflits entre les mondes agricole et urbain.

- Le confortement et le développement de l'activité de services en centre-ville.

- Le confortement et le développement de l'activité secondaire dans les zones existantes.

- La valorisation de l'identité économique du bassin d'Annonay en s'appuyant sur des ressources locales.

- L'amélioration de la qualité des espaces économiques : paysage, qualité architecturale, intégration urbaine et environnementale, mode doux, desserte et stationnement…

Habitat

- Le maintien et l'amélioration de la diversité de l'habitat pour offrir la possibilité d'un parcours résidentiel sur la commune.

- La localisation stratégique des nouveaux logements : desserte TC, équipements, commerces …

- La diversification des formes urbaines et densification, alternatives à la maison individuelle consommatrice d'espace.

- La requalification de l'habitat et renouvellement urbain en centre-ville pour enrayer la vacance.

- L'équilibre de l'offre en logements sociaux à l'échelle de l'agglomération afin d'éviter une spécialisation du territoire.

- L'insertion urbaine des nouveaux programmes de logements.

Paysage naturel

- La préservation de l'intégrité de ces paysages en veillant à l'insertion des bâtiments agricoles, voire en adoptant une protection renforcée, et en prévenant une diffusion de l'habitat aux abords des hameaux (Toissieu, Châtinais).

- La préservation des espaces non bâtis (urbanisables au POS) à la fois d'intérêt paysager et d'intérêt écologique.

- La valorisation des abords des cours d'eau en ville participant au caractère d'Annonay.

- Des limites d'urbanisation à (re)poser.

- Une attention à porter aux éléments existants participant au caractère du paysage : bâtiments traditionnels, murs de pierre, plantations…

Paysage urbain

- La préservation, la mise en valeur et le développement d'une trame verte urbaine : abords des cours d'eau, espaces publics à végétaliser (grands axes viaires, espaces urbains…).

- La préservation du caractère des hameaux (bâti, murs de pierre…).

- Une attention à porter à l'insertion des constructions dans le site et le paysage : adaptation à la pente, orientation, volumes bâtis, plantations…

- La préservation de la trame verte en extension du centre.

- La préservation des perspectives et la qualité de traitement aux abords des voies en entrées de ville.

Patrimoine

- La préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel, architectural et urbain, avec notamment :

  . Les édifices patrimoniaux,

  . Les maisons de maître,

  . Les parcs et jardins, souvent associés aux premières, constituant des espaces de nature en ville et marquant l'identité d'Annonay formant une « ceinture verte » en extension du centre.

- La requalification et l'adaptation du centre ancien aux besoins contemporains (lumière, espaces extérieurs, stationnement…), dans la poursuite du PNRQAD[2] ; la prise en compte de l'avenir des rez-de-chaussée commerciaux.

Structures urbaines

- La préservation et la mise en valeur du bâti ancien.

- L'identification et la restauration des édifices et ensembles remarquables.

- La limitation de l'extension de l'urbanisation diffuse autour des hameaux.

- La limitation de l'urbanisation par rapport aux espaces naturels et agricoles.

[2] *Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*

- La maîtrise de l'étalement urbain par l'optimisation du foncier dans les tissus agglomérés existants.

- La requalification et la nécessité de redonner un usage au tissu industriel hérité afin de contribuer à la valorisation du patrimoine et du centre-ville.

Déplacements, transports - Equipements

- L'amélioration de la desserte est/ouest, la lisibilité et la hiérarchisation du réseau de voirie.

- Le développement des modes alternatifs à la voiture particulière : recours aux transports collectifs, constituer un réseau de modes doux, développer les maillages piétons intégrant la pente (nouvel ascenseur urbain champ de mars-centre ancien) et mettre en valeur une partie des berges.

- La gestion de l'offre de stationnement sur les espaces publics.

- Le maintien du rôle de centralité, du niveau d'équipements et de leur fréquentation.

- L'adaptation des équipements aux évolutions de la population : services aux personnes âgées notamment, équipements de loisirs (projet de piscine).

Chapitre 3 :
Les orientations d'urbanisme et d'aménagement et les dispositions du PLU



Sommaire

Chapitre 3 : Les orientations d'urbanisme et d'aménagement et les dispositions du PLU 241

Sommaire 243

III Les orientations d'urbanisme et d'aménagement et les dispositions du PLU 245

1- Les choix retenus pour l'établissement du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) 247

1-1- L'analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis 247
1-1-1- Préambule 247
1-1-2- Les enseignements de l'analyse de la capacité de densification du TAE 248
1-2- Le parti d'aménagement retenu pour établir le PADD 259
1-3- L'hypothèse démographique retenue pour établir le PADD 261

2- Les choix retenus pour l'établissement des OAP 262

Les OAP de densification urbaine et résidentielle 262

3- Les dispositions du PLU 264

3-1- Les choix de délimitation des zones 264
La délimitation des zones par formes et vocations 264
La délimitation des zones par modes d'urbanisation 265
La cohérence entre le projet de PLU et le projet de zonage d'assainissement 266
3-2- Les règles d'urbanisme 267
3-2-1- Les différents secteurs de règlement du PLU révisé 267
3-2-1-1- LES ZONES URBAINES 267
3-2-1-2- LES ZONES A URBANISER 278
3-2-1-3- FOCUS SUR LE SECTEUR DE CHATINAIS 281
3-2-1-4- LES ZONES AGRICOLES 282
3-2-1-5- LES ZONES NATURELLES ET FORESTIERES 283
Les STECAL en zone N 284
Les habitations existantes en zones A et N 285
Les changements de destination en zones A et N 285
3-3- Les autres règles du PLU 291
Préservation de la diversité commerciale 291
Emplacements réservés aux voies et ouvrages publics et aux installations d'intérêt général 291
Protection des éléments de paysage et de patrimoine 292
3-4- Les orientations d'aménagement et de programmation 293
Les OAP de densification urbaine et résidentielle 293
L'OAP Trame Verte et Bleue 293
3-5- Les annexes du PLU 294
Servitudes d'utilité publique 294
Eau - Assainissement - Déchets 294
Règlementation des boisements 295
Infrastructures de transports terrestres bruyantes 295
Archéologie 295
Droit de préemption urbain 295

4- La prise en compte des documents supra-communaux et des objectifs du code de l'urbanisme **296**

4-1- La modération de la consommation d'espaces agri-naturels et la lutte contre l'étalement urbain 298
Modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) 300
Calcul détaillé des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, et de lutte contre l'étalement urbain 301
4-2- L'utilisation économe de l'espace : la densification des tissus urbains 302
Tableau détaillé de présentation des OAP n°1 à n°7 306
Tableau détaillé de présentation de l'OAP n°8 307
Tableau détaillé de présentation de l'OAP n°9 308
Tableau détaillé de l'estimation des parcelles non bâties disponibles hors OAP 310
Tableau détaillé de l'estimation des capacités théoriques en logements du PLU 312
4-3- L'équilibre entre les différentes composantes du territoire 313
4-4- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat 313
4-5- La prévention des risques, des pollutions et des nuisances 314
4-6- La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité et la remise en état des continuités écologiques 315
4-7- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la maîtrise de l'énergie 318
4-8- Développement et protection de la montagne 319

5- Tableau des surfaces des zones du PLU **320**

III Les orientations d'urbanisme et d'aménagement et les dispositions du PLU

1- Les choix retenus pour l'établissement du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

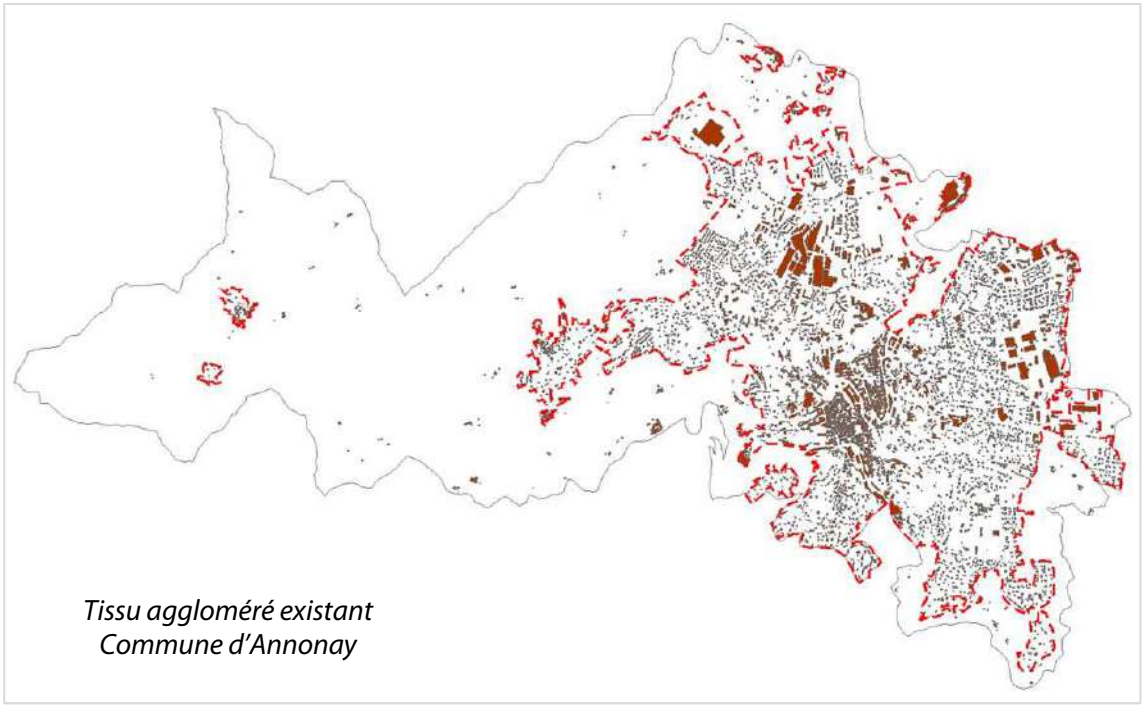
1-1- L'analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

1-1-1- Préambule

Une analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis du territoire de la commune d'Annonay a été conduite au cours des études de diagnostic liées à l'élaboration du PLU, en 2015.

En premier lieu, la notion d'espaces bâtis a été définie, de la manière suivante : il s'agit de *l'ensemble des parcelles bâties contigües ou non contigües dont les bâtiments se situent à moins de 100 mètres les uns des autres*.

Ces espaces bâtis seront désignés comme le « **tissu aggloméré existant** (TAE) ».



Tissu aggloméré existant
Commune d'Annonay

Pour la commune d'Annonay, les espaces bâtis se composent :

- d'un tissu aggloméré principal qui représente 825 hectares (39% de la superficie communale)
- de tissus agglomérés secondaires (hameaux de Toissieu, Champ Jouvet, Varagnes)
- de tissus agglomérés en continuité avec ceux des communes voisines (Boulieu, Davézieux, Roiffieux).

1-1-2- Les enseignements de l'analyse de la capacité de densification du TAE

Dans le TAE, l'analyse a mis en évidence :

1) **un important patrimoine bâti dégradé dans le cœur historique de la ville**

Ce patrimoine offre des potentialités :

- de réinvestissement : réhabilitation de logements ou d'immeubles vacants, qui retrouveront ainsi une attractivité et pourront être remis sur le marché de la location.
- de renouvellement : action sur des îlots dégradés, nécessitant des démolitions/reconstructions, voire des démolitions sèches. Ce type d'action conduit le plus souvent à une « dédensification » d'un point de vue quantitatif.

La connaissance fine de ce patrimoine dégradé, et les moyens d'action pour le résorber sont mis en œuvre dans le cadre du PNRQAD (Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés) dont bénéficie la ville d'Annonay.

Les moyens sont les suivants :

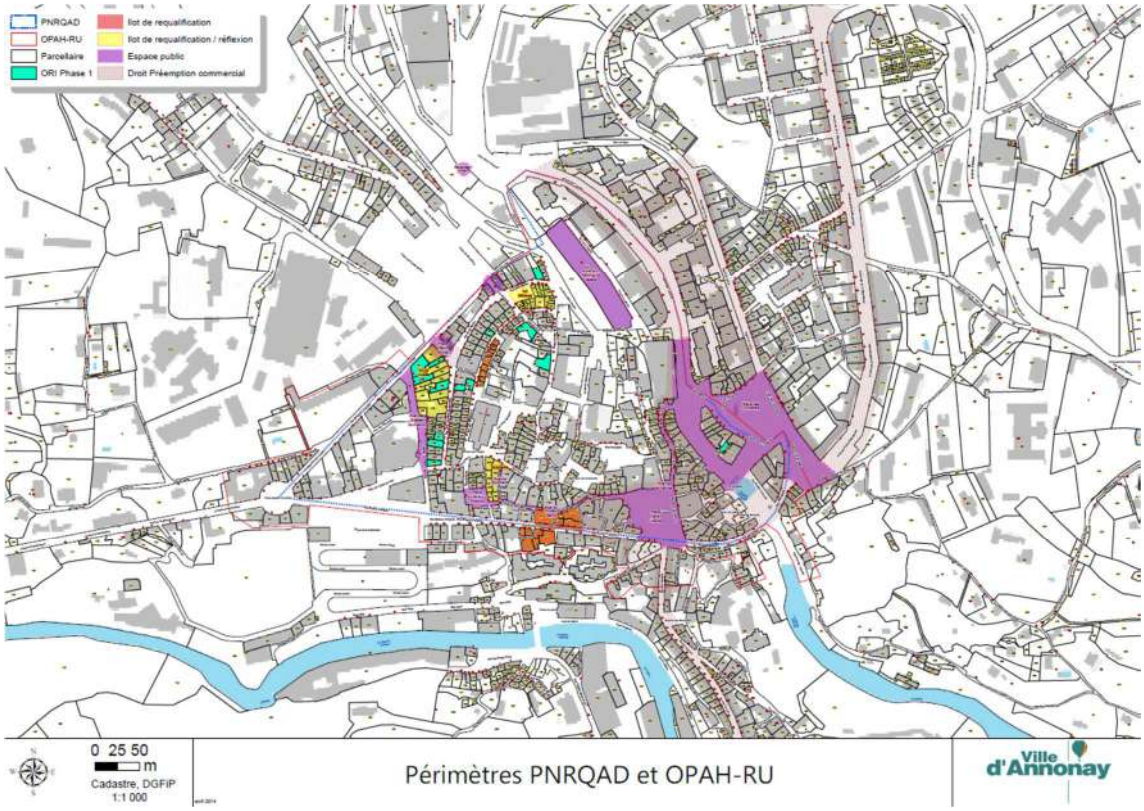
- la première Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain 2011-2016 a permis de réhabiliter 130 logements (16 de propriétaires occupants, 50 de propriétaires bailleurs et 8 copropriétés représentant 64 logements). Parmi ces 66 logements (hors copropriétés), 41 étaient vacants avant travaux (3 de propriétaires occupants et 38 de propriétaires bailleurs).
- pour l'OPAH-RU 2017-2021, les objectifs de réhabilitation portent sur 169 logements (54 de propriétaires occupants et 115 de propriétaires bailleurs) et 43 copropriétés (dont 13 avec les aides de l'ANAH). Parmi ces 169 logements, l'objectif est de remettre sur le marché 107 logements vacants (15 de propriétaires occupants et 92 de propriétaires bailleurs).
- à l'issue de l'ORI et des 2 OPAH, le volume de logements vacants identifié dans le PNRQAD aura été traité.
- l'intervention sur 4 îlots du cœur de ville (Boissy Nord, Boissy Sud, Ranchet, Malleval), qui doit conduire à une dédensification ; 67 logements sont à démolir dont 55 vides :

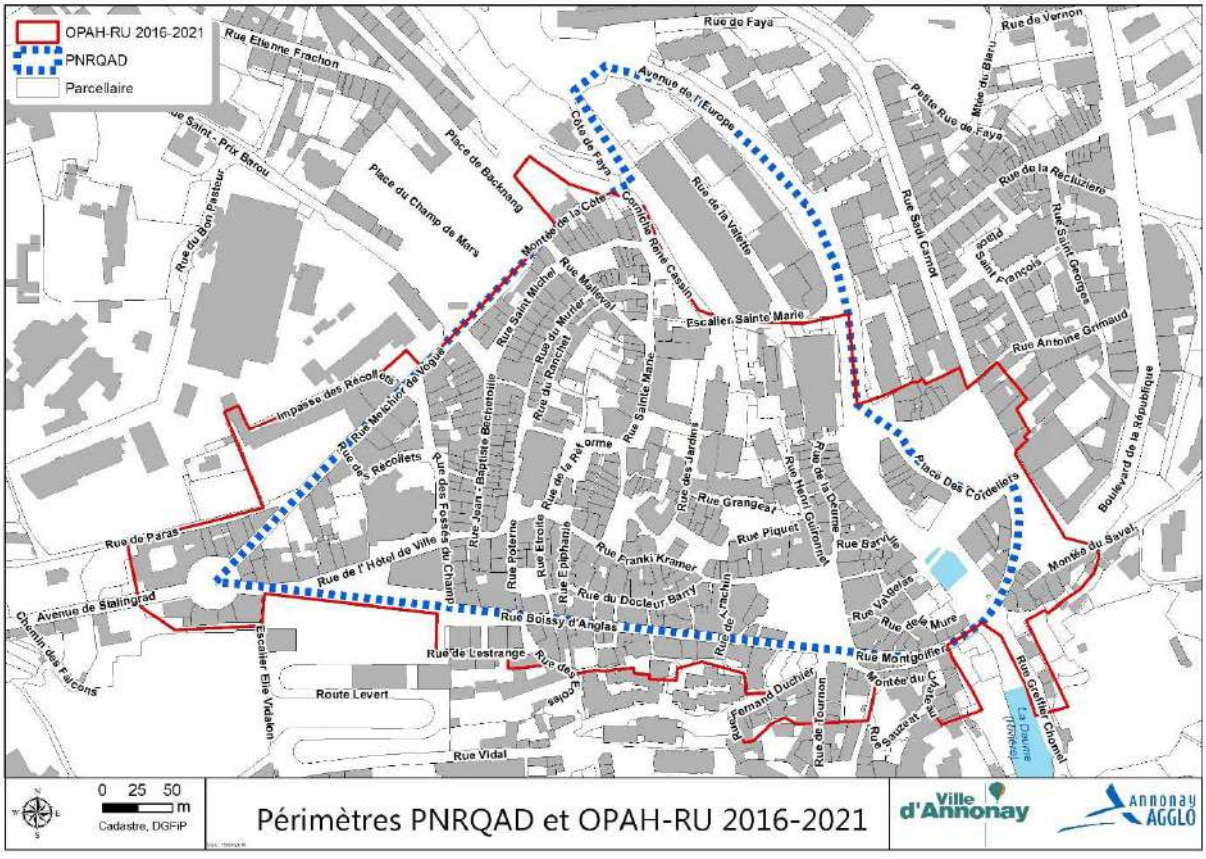
  Boissy Nord : 17 logements vides (démolis en 2016)

  Boissy Sud : 24 logements dont 23 vides

  Ranchet : 13 logements dont 8 vides

  Malleval : études en cours, hypothèse : 13 logements dont 6 vides.


PNRQAD
OPAH-RU
Parcellaire
ORI Phase 1
Ilot de requalification
Ilot de requalification / réflexion
Espace public
Droit Préemption commercial
0 25 50
m
Cadastre, DGFiP
1:1 000
Périmètres PNRQAD et OPAH-RU
Ville d'Annonay


OPAH-RU 2016-2021
PNRQAD
Parcellaire
Rue de Faya
Rue de Vernon
Rue Etienne Frachon
Avenue de l'Europe
Petite Rue de Faya
Mûrier du Blaru
Rue de la Recluzière
Rue Saint Prix Barou
Rue du Bon Pasteur
Place du Champ de Mars
Place de Backnang
Côte de Faya
Corniche René Cassin
Rue de la Valette
Rue Sadi Carnot
Rue Saint François
Rue Saint Georges
Montée de la Côte
Rue Saint Michel
Rue Malleval
Rue du Murier
Rue du Ranchet
Escalier Sainte Marie
Rue Antoine Grimaud
Impasse des Récollets
Rue Melchior de Vogüé
Rue des Récollets
Rue Jean - Baptiste Berthollet
Rue Sainte Marie
Rue de la Ribaudière
Rue des Jardins
Rue Grangear
Rue Henri Guironnet
Place Des Cordeliers
Boulevard de la République
Rue de Paras
Rue de l'Hôtel de Ville
Rue Piquet
Rue Barville
Montée du Savel
Avenue de Stalingrad
Rue Boissy d'Anglas
Rue Franki Kramer
Rue du Docteur Bary
Rue Vadelas
Rue de la Mure
Rue de l'estrange
Rue Montgolfier
Chemin des Faucons
Escalier Elie Vidalon
Route Levert
Rue Vidal
Rue Fernand Duchier
Rue de Tournon
Rue Sauzeat
Montée du Château
Rue Gaston Chomel
0 25 50
m
Cadastre, DGFiP
Périmètres PNRQAD et OPAH-RU 2016-2021
Ville d'Annonay
Annonay AGGLO

2) Plusieurs sites mutables dans le centre-ville et le secteur péri-central

Dans le centre-ville, plusieurs bâtiments accueillant des institutions sont susceptibles de changer d'affectation, en raison du transfert des activités : il s'agit de la gendarmerie située avenue de l'Europe et du site de la CCI, rue Sadi Carnot.

Dans le centre-ville, rue Vidal, l'ancienne usine Xavier Danaud se prête à une réhabilitation. Rue Jean Macé, un ancien édifice industriel est également mutable.

A proximité du cœur historique, l'ancien site industriel de Fontanes fait l'objet d'une intervention publique pour requalification foncière (avec l'établissement public foncier EPORA). Les études préalables menées dans ce cadre permettent d'envisager la création de 20 logements. La superficie du site est de 1,7 hectare, mais 0,6 hectare seulement est utilisable compte tenu des contraintes.

En périphérie du centre-ville, allée de Beauregard, un bâtiment industriel désaffecté dans un secteur résidentiel peut également être identifié.

3) Un patrimoine vacant résiduel dans le parc locatif social public

Un important programme de rénovation urbaine a été réalisé sur le quartier du Zodiaque, avec l'ANRU. Le bilan est exposé ci-après.





<u>Reconstructions sur site</u>

- *<u>Zodiaque 1 / Le Callisto</u> (devant le bâtiment B) : programme de 15 logements et rez-de-chaussée commercial : opération livrée en 2011.*

- *<u>Zodiaque 2 / Cassiopée</u> (devant le bâtiment G) : programme de 16 logements collectifs + rez-de-chaussée centre social et crèche et 10 logements individuels PSLA (location-accession).*



  - *Livraison crèche et centre social : 2e semestre 2014*
  - *Livraison logements collectifs : 1er semestre 2015*
  - *Livraison logements individuels : 2e semestre 2015.*





Reconstructions hors site (livrées)

- *Opération à Parras (livrée)*

17 logements PLUS CD en collectif
En location depuis juill. 2006

- *Opération à Bernaudin (livrée)*

22 maisons individuelles (17 PLUS, 1 PLUS CD, 4 PLAI)
En location depuis oct. 2010

- *Opération à Charnas (livrée)*

10 logements PLUS
En location depuis janv. 2013

- *Opération La Croze (livrée)*

10 logements PLUS
En location depuis juill. 2013





Reconstructions hors site (à l'étude)

- *Beauregard*

16 logements PLUS : études en cours

- *Boissy*

17 logements (15 PLUS, 2 PLAI) : études en cours

- *Musée*

4 logements PLUS : études en cours

- *Boulieu 1*

7 logements PLUS : études en cours

- *Boulieu 2*

4 logements PLUS : études en cours.





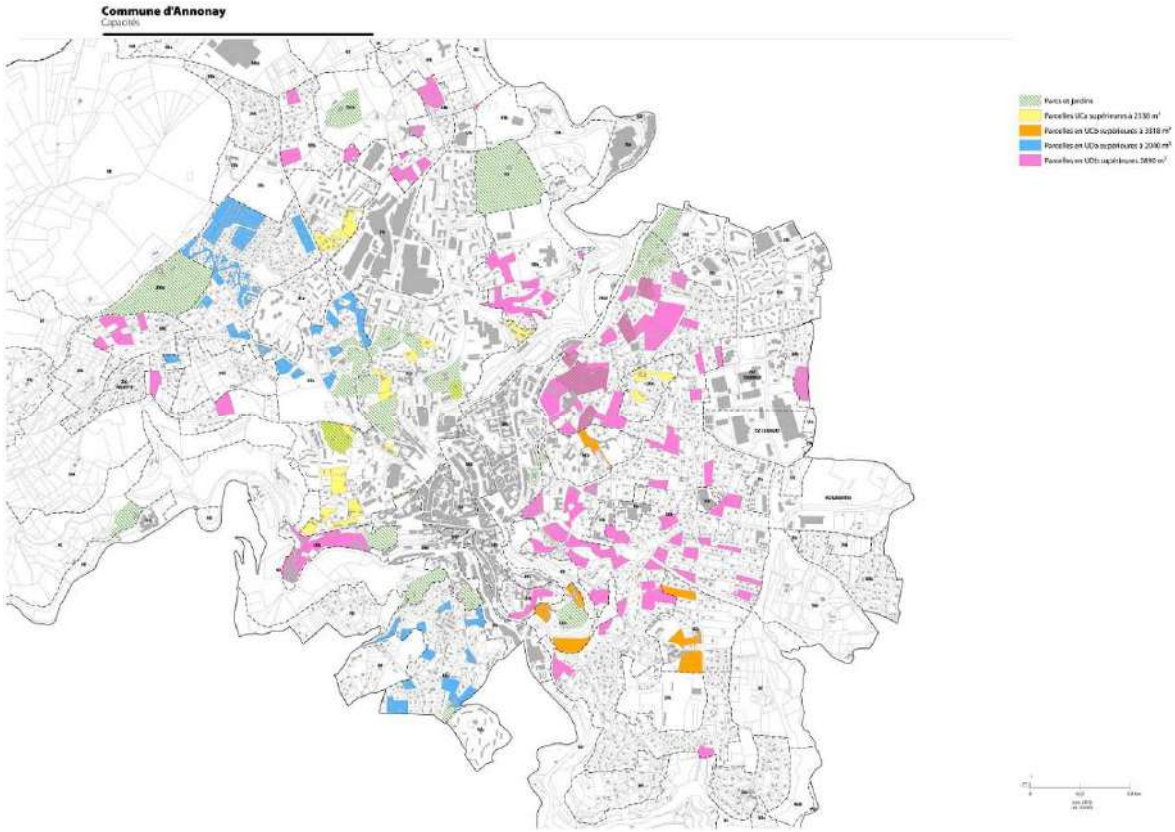


L'opération d'envergure du quartier du Zodiaque étant terminée, la Ville d'Annonay a pu identifier 2 opérations du parc locatif social public où la vacance se développe, du fait de l'obsolescence des logements. Des moyens d'action seront donc à mettre en œuvre avec les bailleurs.

4) Un potentiel de « grandes » parcelles bâties divisibles

Les grandes parcelles bâties peuvent théoriquement faire l'objet d'une densification par division parcellaire.

La carte suivante, élaborée en 2015 sur la base du POS alors en vigueur, met en évidence les parcelles bâties supérieures à la taille moyenne des parcelles de la zone UCa / UCb / UDa et UDb.



Le nombre de parcelles bâties divisibles a été estimé à 180 en 2015.

Les grandes parcelles bâties n'offrent pas un potentiel de densification systématique :

- certaines présentent des qualités paysagères et patrimoniales, notamment dans la ceinture verte autour du cœur historique d'Annonay
- des parcelles sont dotées d'un système d'assainissement autonome (notamment dans le secteur de Chatinais).

Cette analyse spatiale a été complétée par une analyse rétrospective des demandes de divisions parcellaires (au titre des autorisations d'urbanisme). Conduite au cours des études de diagnostic du PLU en 2016, elle a apporté les connaissances suivantes sur 4 ans (période 2012-2015) :

Données de base fournies par la Ville d'Annonay

	NB Déclarations Préalables pour divisions foncières enregistrées	Nb DP pour économie	NB DP pour logement	NB DP pour logement non analysées	Nb de lots créés pour logement sur DP analysées	Nb de logts construits à ce jour suite à DP 'logement' analysées
2015	6	1	5	0	9	0
2014	4	0	4	0	5	3
2013	5	0	5	1	6	3
2012	7	0	7	0	9	7
	22	*1*	*21*	*1*	*29*	*13 (sur 29)*

	NB DP pour logement analysées pour la taille des parcelles d'origine	Taille d'origine de la parcelle : supérieure à 4500 m²	Taille d'origine : comprise entre 2500 à 3900 m²	Taille d'origine : inférieure à 2500 m²
2015	4	2	1	1
2014	2	1	0	1
2013	4	1	3	0
2012	7	1	2	4
	17 (sur 22)	*5 (soit 1/3)*	*6 (soit 1/3)*	*6 (soit 1/3)*

	Nb de lots créés pour logement sur DP analysées	Taille des lots détachés
2015	9	600 à 2.500 m²
2014	5	600 à 1.200 m²
2013	6	1000 à 1.700 m²
2012	9	600 à 1.700 m²
	29	-

		Nombre de lots détachés par taille		
	Nb de lots créés pour logement sur DP analysées	jusqu'à 1000 m²	entre 1000 et 2000 m²	entre 2000 et 2500 m²
2012-2015	29	18 (soit 2/3)	10 (soit 1/3)	1

Il est constaté :

- un certain délai entre la division parcellaire et la construction (par exemple, pour 6 lots détachés en 2013, 3 seulement ont fait l'objet d'une demande de permis de construire 3 ans plus tard)
- deux tiers de parcelles d'origine ont une surface supérieure à 2.500 m²
- la taille des lots détachés n'est jamais inférieure à 600 m²
- deux tiers des lots détachés sont inférieurs à 1.000 m².

Cette analyse montre que les divisions parcellaires de la période 2012-2015 concourent à une densification modérée des tissus existants.

5) Des tènements non bâtis

La ville s'est étalée dans les décennies précédentes, en repoussant ses limites, et en laissant des espaces libres à l'intérieur du TAE.

Au sein du TAE, ce potentiel de tènements non bâtis prend des formes multiples :

- parcelles non bâties de type « dent creuse »
- tènements plus vastes (agglomération de parcelles, à partir de 0,5 ha par exemple).

Les situations de ces parcelles et tènements sont très variées au niveau :

- de l'accès (+/- enclavé ou accessible),
- de la topographie,
- de la forme et de la configuration parcellaire (+/- morcelée ou étroite …),
- de la proximité avec les équipements et services du quotidien,
- des qualités paysagères et environnementales,
- de la morphologie du tissu urbain environnant (collectif, pavillonnaire, habitat groupé, tissu compact …).

L'estimation quantitative de ce potentiel dans le TAE en 2015 (lors des études de diagnostic du PLU), sur la base du POS alors en vigueur (c'est-à-dire dans les zones U/habitat et NA/habitat du POS situées à l'intérieur du TAE) est la suivante :

- 42 hectares d'espaces libres bruts dans le TAE
- ou 30 hectares d'espaces libres nets dans le TAE.

Sur la base d'une densité de :

- 30 logements/hectare, le potentiel foncier disponible dans le tissu aggloméré existant permettrait de réaliser 900 logements théoriques
- 20 logements/hectare, le potentiel foncier disponible dans le tissu aggloméré existant permettrait de réaliser 600 logements théoriques
- 15 logements/hectare, le potentiel foncier disponible dans le tissu aggloméré existant permettrait de réaliser 450 logements théoriques.

Définition retenue pour le calcul des espaces nets en 2015

Pour déterminer le ***potentiel réellement mobilisable,*** *un correctif ou abattement est appliqué sur les espaces libres :*

- *un correctif global de 25%* ***sur l'ensemble des zones du POS*** *pour tenir compte de :*
  . la configuration parcellaire : présence possible de parcelles étroites ou mal configurées, de parcelles enclavées ou non directement accessibles, de pente et/ou de talus, d'espaces boisés et de contraintes diverses limitant la mobilisation du foncier
  . la présence possible d'autres destinations que l'habitat (activités économiques, commerces, services, hébergements spécialisés …)
- *un correctif global de 15%* ***sur les zones à urbaniser du POS*** *pour voirie primaire publique potentielle (équivalent du réseau d'espaces publics primaires dans les tissus existants).*

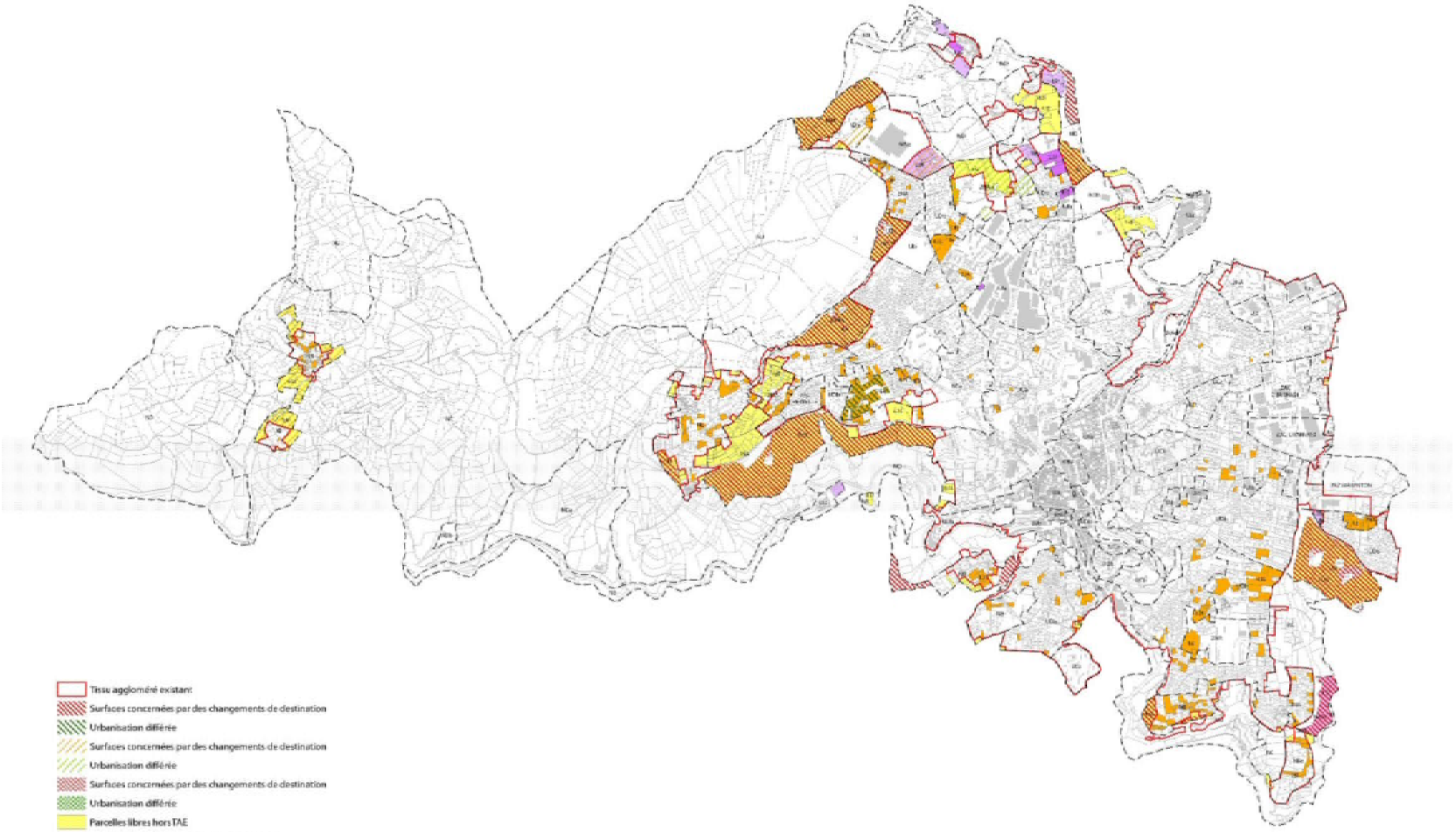
On notera que le POS en vigueur jusque fin 2015 contenait également des disponibilités urbanisables en dehors du TAE, estimées sur les mêmes bases de calcul à :

- 112 hectares d'espaces libres bruts hors TAE
- ou 75 hectares d'espaces libres nets hors TAE.

Page suivante, la carte élaborée en 2015 met en évidence :

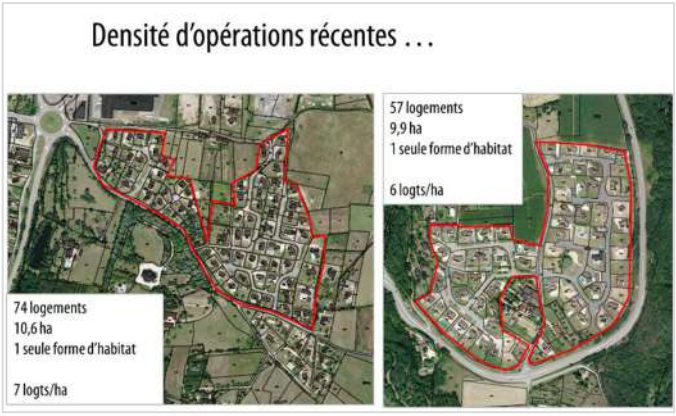
- un potentiel foncier de grands tènements dans le TAE dans les secteurs des Six-Chemins, de Beauregard et de Vissenty (parcelles en orange et violet)
- un potentiel foncier plus émietté dans le TAE : secteur de Maret (zone NB du POS) et plateau de Montalivet
- le potentiel foncier hors TAE lié au POS alors en vigueur (parcelles en jaune).

Commune d'Annonay
Surfaces libres - Modifications - 6 novembre 2015



1-2- Le parti d'aménagement retenu pour établir le PADD

Les études de diagnostic menées pour l'élaboration du PLU ont mis en évidence que le modèle de développement mis en œuvre dans les précédents documents d'urbanisme avait conduit à étendre la surface urbanisée de la commune, sans effet sur la baisse démographique. Cet étalement urbain a pris des formes très consommatrices en foncier agricole, et il a généré une dépendance à l'automobile pour les déplacements. En parallèle, l'attractivité du centre ancien s'est érodée, entraînant un départ des populations les plus mobiles, et une spirale de dégradation (fermeture de commerces …). Ce modèle de développement n'est donc pas soutenable dans le temps.



Par ailleurs, l'analyse de la capacité de densification des espaces bâtis a permis de démontrer l'existence d'un potentiel immobilier et foncier important au sein de ceux-ci, et à même de répondre en grande partie à la satisfaction des besoins d'aménagement et de développement du territoire.

Forte de ces constats et analyses, la collectivité a souhaité mettre en œuvre un nouveau parti d'aménagement, en rupture avec le précédent : il s'agit de **rendre la ville plus attractive, dans un modèle de développement durable du territoire** visant à :

- remobiliser le patrimoine bâti existant
- préserver les richesses paysagères, patrimoniales et agri-environnementales et les valoriser comme des atouts pour le cadre de vie
- optimiser l'utilisation de l'espace nécessaire aux besoins (logement, économie, équipements), en rapprochant les habitants et les services du quotidien.

Ce parti d'aménagement s'inscrit pleinement dans les objectifs assignés aux collectivités par l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, en matière d'urbanisme.

Les orientations retenues pour le PADD de la Ville d'Annonay sont les suivantes :

I. Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay

1.1 Renforcer le centre-ville dans son rayonnement sur l'ensemble du territoire

1.2 Faire du centre-ville un lieu d'habitat attractif et diversifié

1.3 Privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville : « faire la ville sur la ville »

1.4 Maîtriser le développement en limitant fortement les sites d'extension urbaine

1.5 Modérer la consommation des espaces agri-naturels, en utilisant au mieux les potentialités disponibles dans le tissu urbain existant

II. Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat

2.1 Favoriser la diversité des fonctions urbaines

2.2 Favoriser le développement d'un habitat durable

2.3 Promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère, et la qualification des entrées de ville

2.4 Améliorer et diversifier les déplacements en assurant le lien urbanisme - transports

2.5 Permettre et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions

2.6 Développer les communications numériques

III. Préserver et valoriser l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay

3.1 Des équilibres entre ville et nature à préserver

3.2 Protéger les espaces affectés aux activités agricoles et forestières

3.3 Valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crête) et en posant des limites à l'urbanisation diffuse

3.4 Préserver les ensembles urbains traditionnels et les éléments de patrimoine remarquables

3.5 Assurer la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature

3.6 Protéger la ressource en eau.

1-3- L'hypothèse démographique retenue pour établir le PADD

Au sein d'une agglomération en progression démographique, la Ville d'Annonay voit sa population baisser depuis les années 70.

L'hypothèse démographique retenue pour le PLU est fondée sur une inversion de cette tendance, et vise à rééquilibrer le poids démographique de la ville centre dans l'agglomération.

A l'horizon 2025, l'hypothèse démographique est construite de la manière suivante :

enjeu 1 : « 50% des ménages d'Annonay Agglo [1] en 2025 (au fil de l'eau) vivent à Annonay »

-> besoins en logements pour la Ville : 86 logements/an

enjeu 2 : « stabilité de la population Ville d'Annonay 2025 par rapport à 2012 »

-> besoins en logements pour la Ville : 109 logements/an

variante enjeu 2 : « stabilité de la population Ville d'Annonay 2025 par rapport à 2012 » + « stabilité de la taille des ménages entre 2020 et 2025 »

-> besoins en logements pour la Ville : 77 logements/an.

En l'absence de Programme Local de l'Habitat, on notera que cette fourchette est cohérente avec les objectifs fixés par le Scot des Rives du Rhône en vigueur (qui ne s'applique pas à Annonay), pour la polarité de Vienne (6 logements/an/1000 habitants). Ce même ratio pour la Ville d'Annonay conduirait à un objectif de 97 logements/an.

Cette hypothèse démographique apparait réaliste au regard de l'évolution récente de la population de la Ville d'Annonay :
- *Stabilisation du nombre d'habitants entre 2010 et 2015*
- *Inversion historique du solde migratoire qui devient positif.*

[1] Périmètre de l'intercommunalité en vigueur au moment de la construction de l'hypothèse démographique.

2- Les choix retenus pour l'établissement des OAP

Les OAP ont été établies en cohérence avec le modèle de développement retenu :

- remobiliser le patrimoine bâti existant
- préserver les richesses paysagères, patrimoniales et agri-environnementales et les valoriser comme des atouts pour le cadre de vie
- optimiser l'utilisation de l'espace nécessaire aux besoins (logement, économie, équipements), en rapprochant les habitants et les services du quotidien.

2 types d'OAP ont été créés :

- une OAP Trame Verte et Bleue, qui répond à l'objectif de protection des ressources écologiques et environnementales du territoire (OAP n°10)
- des OAP de densification urbaine et résidentielle, répondant à l'objectif de recentrage des espaces de développement au plus près des services du quotidien, et dans l'enveloppe urbaine existante (OAP n°1 à n°9).

Les OAP de densification urbaine et résidentielle

> **L'OAP n°8** permet d'encadrer la densification et le renouvellement de 6 tènements stratégiques **situés en centre-ville**, et d'une superficie globale de 1,2 hectare. Il s'agit de terrains nus (2 sites) ou de changement d'affectation (1 site, réhabilitation d'une ancienne usine) ou de démolitions-reconstructions (3 sites).

> Les **OAP n°1 à n°7** viennent renforcer des **polarités de quartier** : elles permettent de guider l'aménagement de secteurs compris entre 1,4 et 8,4 hectares. Tous les sites sont desservis par le réseau de transports collectifs actuel. Ils bénéficient en outre d'équipements/services de proximité :

- pour le site des Six Chemins (OAP n°1) : école de la rue Bouschon et équipements sports/loisirs de Déomas/Vaure dans un rayon de 800 m ; supermarché dans un rayon de 500 m
- pour le site de Beauregard (OAP n°2) : école de Font Chevalier et commerces de quartier de Bel Air dans un rayon de 800 m
- pour les secteurs de Vissenty Nord et Sud (OAP n°3 et n°4) : école et complexe sportif de Vissenty dans un rayon de 500 m
- pour le site de Chamieux (OAP n°5) : école et complexe sportif de Vissenty dans un rayon de 1 km
- pour le site de Porte-Broc (OAP n°6) : collège et école de la rue Prévert dans un rayon de 800 m
- pour le site de La Croisette (OAP n°7) : école de Font Chevalier dans un rayon de 500 m et hyper-centre dans un rayon de 800 m.

> **L'OAP n°9** permet d'encadrer la densification de 12 tènements (de 0,4 à 1,2 hectare) dispersés à l'intérieur du tissu aggloméré existant. L'objectif est une optimisation du foncier disponible, en bénéficiant également de la proximité des polarités de quartier, sauf pour le site n°1c à Chatinais qui est plus éloigné.

> L'ensemble des **OAP ont été délimitées à l'intérieur du tissu aggloméré existant (TAE), à l'exception** de :
- l'OAP n°1 (Six-Chemins), pour trois quarts dans le TAE, et pour un quart en continuité du TAE.

3- Les dispositions du PLU

3-1- Les choix de délimitation des zones

La délimitation des zones par formes et vocations

De manière générale, les choix ont été faits en prenant en compte les objectifs du code de l'urbanisme, et en déclinaison des orientations du PADD.

La mixité urbaine du tissu aggloméré et des espaces disponibles (zones UA UB UC 1AU 2AU)

Dans le respect de la diversité des fonctions urbaines, la délimitation des zones vise à adapter les modalités d'occupation des espaces disponibles aux spécificités des tissus existants.

Il s'agit de permettre de reconduire la mixité des fonctions urbaines entre habitat, équipements, activités non nuisantes pour l'habitat, commerces et services tout en adaptant le zonage aux caractéristiques morphologiques des tissus agglomérés de la commune :

- tissus compacts du cœur de ville et des hameaux pour lesquels il est souhaité de conserver la morphologie traditionnelle à l'occasion d'un renouvellement du bâti

- tissus péri-centraux, discontinus et composites, pour lesquels il s'agit de permettre une densification.

- tissus d'habitat pavillonnaire contemporain.

Des secteurs dédiés à certaines fonctions

Par ailleurs, certains usages ou fonctions urbaines appellent à réserver des espaces spécifiques et dédiés, autres que l'habitat :

- secteurs dédiés à des équipements d'intérêt collectif existant (zone UL) : lycées et collèges, hôpital et clinique, équipements sportifs, culturels, de loisirs, funéraires, d'accueil des gens du voyage, …

- secteur dédié à des équipements d'intérêt collectif futurs (zone 2AUL) à Vaure

- secteurs dédiés aux activités économiques : soit avec une vocation industrielle et artisanale prédominante (zone UI) ; soit avec une vocation commerciale prédominante (zone Ulc, partie du secteur de Marenton).

- secteurs dédiés à l'activité agricole (zone A).

Des secteurs de protection des espaces naturels et des ensembles urbains à caractère patrimonial

La délimitation de secteurs classés en « zone naturelle et forestière » dans le PLU correspond au choix :

- de protéger des espaces en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique
- de protéger le réseau écologique du territoire communal (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) et les espaces de nature ordinaire
- de prévenir les risques d'inondation.

La délimitation de secteurs classés avec un indice « p » dans le PLU (dans les zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles) correspond au choix de sauvegarder des ensembles architecturaux, urbains et paysagers remarquables : le centre ancien et sa ceinture verte, les hameaux traditionnels, et les berges de la Deûme et de la Cance.

Ces secteurs constituent la déclinaison dans le PLU de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP, qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création) d'Annonay, élaborée parallèlement à la révision du PLU.

La délimitation des zones par modes d'urbanisation

De manière générale, parmi les zones constructibles (U et AU), le PLU distingue :

- **les zones urbaines constructibles (zones U)**, correspondant soit à des secteurs déjà urbanisés soit à des secteurs où les équipements publics ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Une partie du secteur de Chatinais est classée en zone U, car il s'agit d'un secteur déjà urbanisé. Cependant pour une partie de cette zone U, les équipements publics d'assainissement collectif existant n'ont pas une capacité suffisante : voir ci-après.

- **les zones à urbaniser constructibles (zones 1AU)**, qui sont ouvertes à l'urbanisation (les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement existant à la périphérie immédiate ayant une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans la zone) ; les constructions y sont autorisées sous conditions, notamment de compatibilité avec les OAP et dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble.

- **les zones à urbaniser 2AU, non ouvertes à l'urbanisation** (les voies publiques et les réseaux existant à la périphérie immédiate n'ayant pas une capacité suffisante pour desservir les futures constructions) ; l'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU est subordonnée à une modification ou à une révision du PLU.

Le PLU prévoit 4 secteurs classés en zones 2AU ou 2AUL :

- Vaure (2AUL)
- Six-Chemins / Mirecouly (2AU)
- Champlong (2AU)
- Chatinais (2AU).

Ce classement est retenu en raison de l'insuffisance du réseau d'assainissement (Cf. pièce n°8 du PLU, mémoire des annexes sanitaires) ou du réseau d'eau potable (pression) ou des voies de desserte, voire du réseau d'électricité.

Il est à noter que le PLU ne fixe pas d'échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation et de réalisation des équipements pour les zones 2AU/2AUL.

La cohérence entre le projet de PLU et le projet de zonage d'assainissement

L'ensemble des zones constructibles du PLU (U et 1AU) relèvent de la « *zone d'assainissement collectif* » délimitée par la commune en application de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, à l'exception de :

- une trentaine de parcelles déjà urbanisées dans le secteur de Chatinais, qui sont classées en « *zone d'assainissement collectif **futur*** », car les équipements publics d'assainissement collectif existant sont insuffisants.
- une dizaine de parcelles déjà urbanisées dans le secteur de Chatinais, qui sont d'ores et déjà équipées de dispositifs d'assainissement autonome et qu'il n'est pas possible techniquement de raccorder à un futur réseau public ; ces parcelles sont classées en « *zone d'assainissement non collectif* ».

L'ensemble des zones à urbaniser 2AU/AUL du PLU relèvent de la « *zone d'assainissement collectif futur* » à l'exception de :

- une parcelle urbanisée au sein de la zone 2AUL de Vaure, qui est d'ores et déjà équipée d'un dispositif d'assainissement autonome et qu'il n'est pas possible techniquement de raccorder à un futur réseau public ; cette parcelle est classée en « *zone d'assainissement non collectif* ».

3-2- Les règles d'urbanisme

3-2-1- Les différents secteurs de règlement du PLU révisé

3-2-1-1- LES ZONES URBAINES

Zone UAp

La zone UAp couvre le cœur de la ville d'Annonay et les hameaux anciens de Boucieu, Chatinais et Vissenty. Pour le cœur de ville, la zone UAp accueille des fonctions urbaines diversifiées : habitat, services, commerces, équipements. La fonction commerciale y est fragilisée.

Pour la forme bâtie : la zone UAp est caractérisée par un tissu bâti dense avec, en règle générale, des implantations à l'alignement de la rue et en ordre continu (d'une limite latérale à l'autre).

La zone UAp constitue un ensemble urbain remarquable : elle s'inscrit en totalité dans le périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (l'AVAP sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

Le règlement de la zone UAp prévoit les dispositions pour préserver le caractère patrimonial du secteur (articles 6 et 7) et pérenniser la mixité des fonctions urbaines.

A ce titre, le règlement délimite dans le centre-ville des linéaires commerciaux à maintenir pour lesquels les transformations des rez-de-chaussée en logements sont interdites, afin de préserver un potentiel de locaux d'activités contribuant à l'animation des rues principales.

La hauteur des constructions est réglementée au regard de la hauteur des immeubles voisins, compte tenu de la sensibilité paysagère du site.

Le règlement ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

Les normes de stationnement peuvent être minorées en cas de réhabilitation, compte tenu de la forte densité bâtie du centre ancien.

PLU Annonay - Extrait du Plan de Zonage



Sources : epures

Zone UB

La zone UB couvre les extensions urbaines autour du cœur de la ville d'Annonay.

Il s'agit d'une zone mixte, dans ses formes bâties et ses fonctions urbaines.

Le tissu bâti présente des formes variées, qui sont en général construites en ordre discontinu.

La zone UB accueille de l'habitat et d'autres fonctions (services et commerces de proximité, équipements et activités compatibles avec l'environnement).

Au sein de la zone UB, un secteur UBp est délimité, qui correspond au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, notamment la ceinture verte du cœur historique.

Le règlement de la zone prévoit de maintenir la diversité fonctionnelle du secteur, et de permettre la densification des espaces disponibles dans le tissu.

La hauteur maximale des constructions est fixée à 14 m.

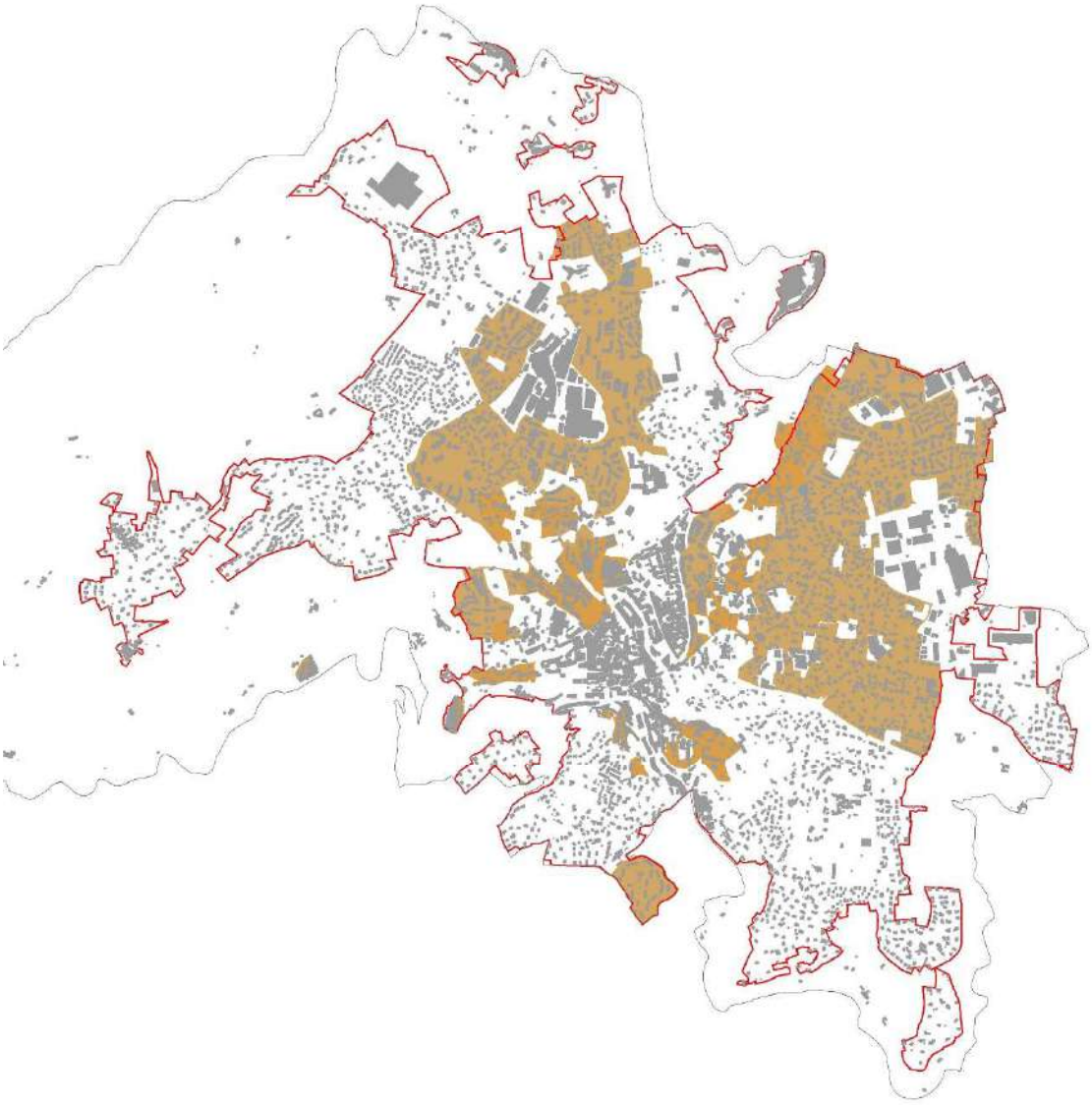
Pour la zone UBp, le règlement ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

Le règlement ne prévoit pas de limiter l'emprise au sol en zone UB, pour favoriser la densification du tissu. A l'inverse, en zone UBp, compte tenu du caractère patrimonial, une emprise au sol maximale est fixée, variable selon la taille des parcelles.

Le règlement délimite des linéaires commerciaux à maintenir pour lesquels les transformations des rez-de-chaussée en logements sont interdites, afin de préserver le commerce de proximité dans 2 polarités de quartier.

PLU d'Annonay

Extrait du plan de zonage



Zone UC

La zone UC couvre les extensions urbaines à dominante d'habitat pavillonnaire.
Les bâtiments sont construits en général en ordre discontinu et en recul par rapport à l'alignement.
Au sein de la zone UC, sont délimités :

- un secteur UCc à Chatinais,
- un secteur UCp, correspondant au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (hameau ancien de Chatinais).

Le règlement de la zone prévoit de favoriser la densification des espaces disponibles dans le tissu, à travers les règles de hauteur (10 m maximum) et d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques (alignement ou recul de 6 m maximum).

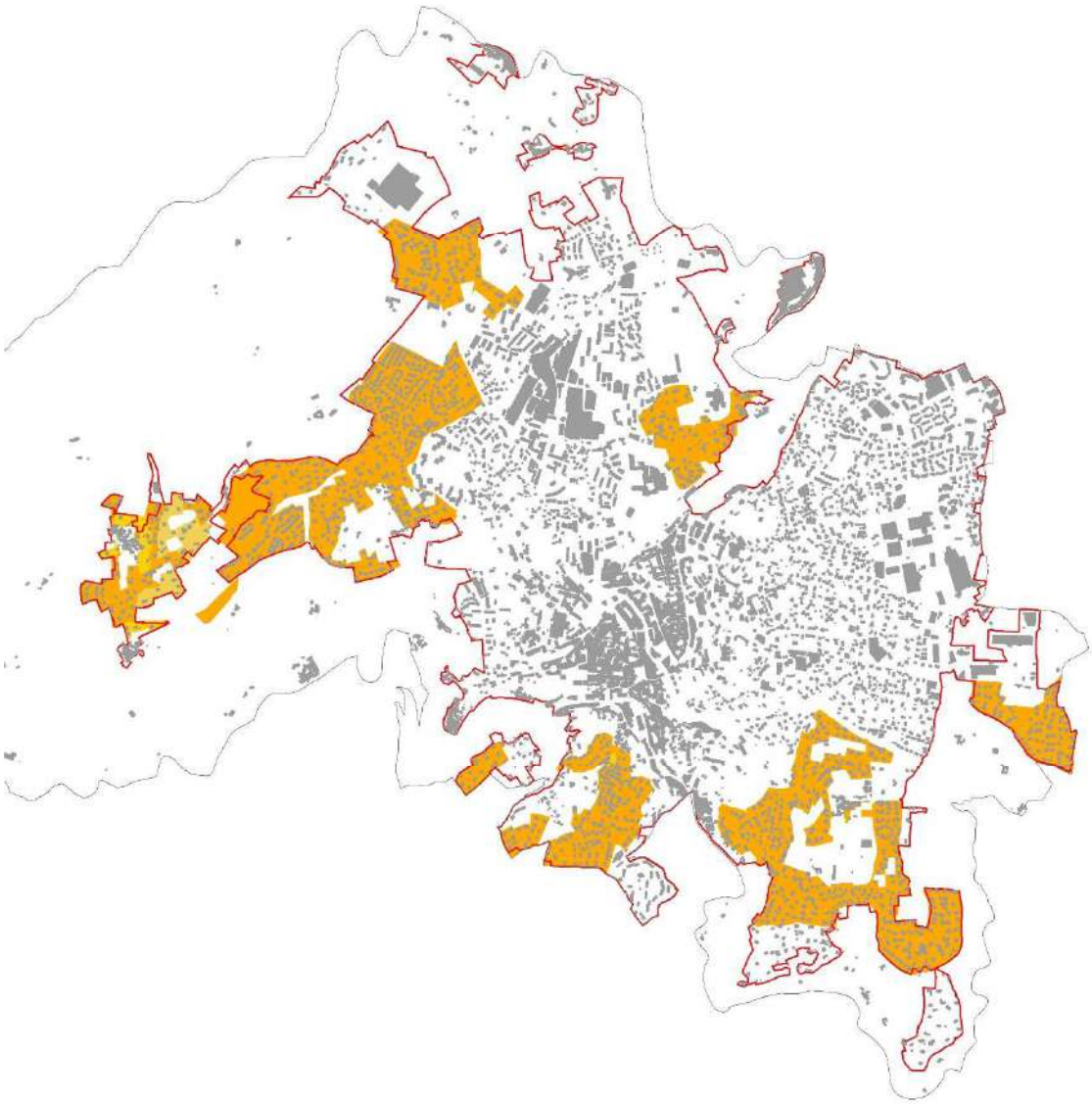
Pour la zone UCp, le règlement de la zone ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

Le règlement ne prévoit pas de limiter l'emprise au sol en zone UC, pour favoriser la densification du tissu. A l'inverse, en zone UCp, compte tenu du caractère patrimonial, une emprise au sol maximale est fixée, variable selon la taille des parcelles.

Dans le secteur UCc de Chatinais, pour préserver la forme bâtie originelle (implantation en retrait des voies et des limites séparatives sur de grandes parcelles), et pour tenir compte de la proximité du corridor écologique des Perrettes, l'emprise au sol est limitée en fonction de la taille des unités foncières.

PLU d'Annonay

Extrait du plan de zonage



Zone UI

La zone UI est destinée aux activités économiques, avec une vocation industrielle et artisanale prédominante.

Un secteur UIc est délimité à Marenton, avec une vocation commerciale prédominante.

Un secteur UIp est délimité, qui correspond au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (Pupil, Grosberty et Tanneries).

Toutes les zones UI ont été délimitées sur des sites économiques existants, que le PADD prévoit de conforter. Les périmètres définis permettent donc une extension variable, selon les sites.

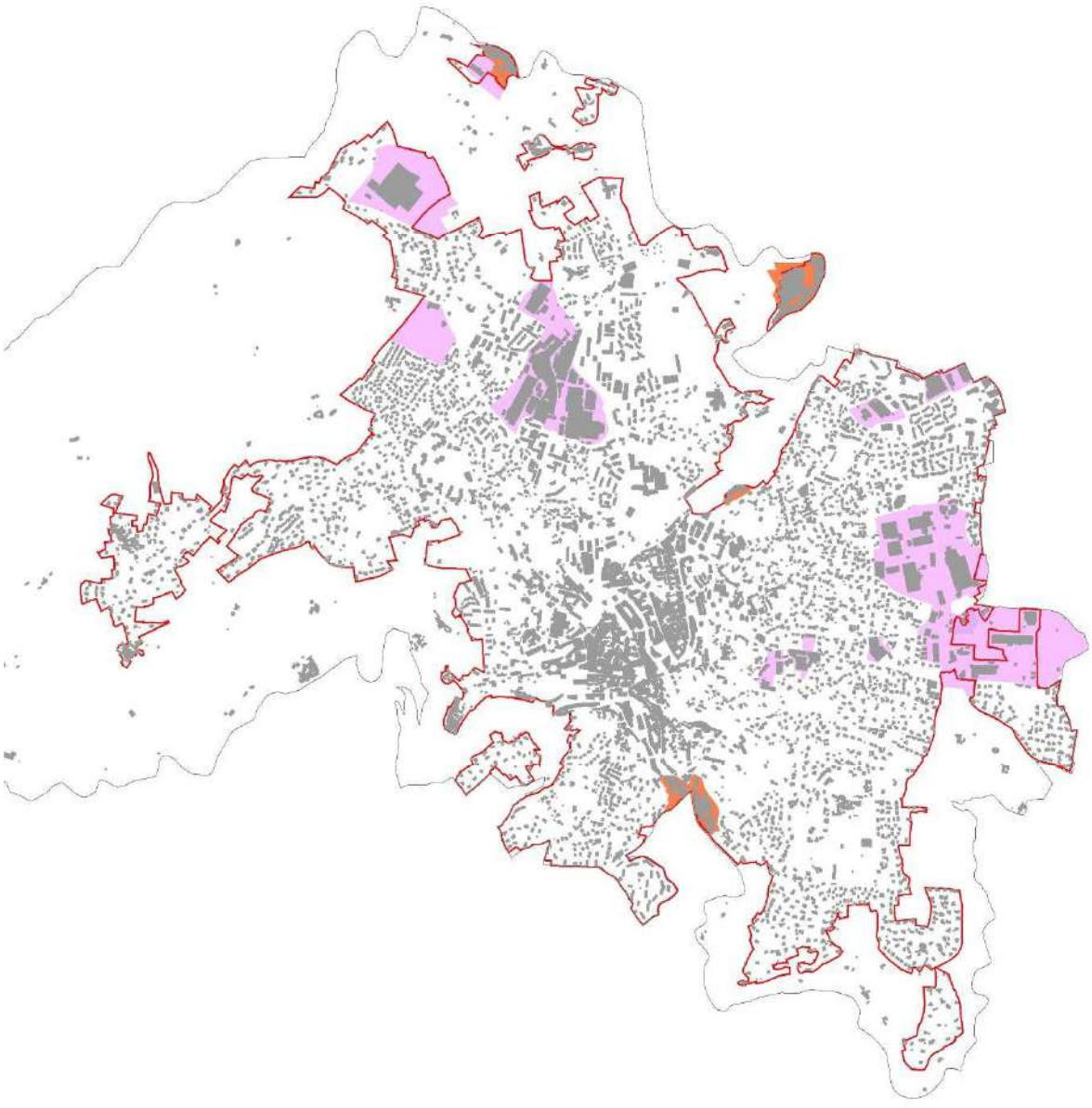
En effet, Annonay est un bassin industriel historique. La stratégie de l'agglomération repose sur le confortement des activités existantes. Plus précisément, la zone de Marenton a été aménagée par le biais d'une procédure de ZAC. Le PLU ne fait qu'entériner le potentiel foncier restant dans cette ZAC. Pour la zone de Grand Mûrier, la logique est différente : la zone d'origine a été créée ex-nihilo pour les besoins d'une seule entreprise (Canson) : le PLU prévoit une extension possible de cette zone pour les besoins de l'entreprise (son activité est en croissance), en cohérence avec le contexte environnemental du site (une partie de la zone UI est couverte par l'OAP Trame Verte et Bleue).

Le règlement de la zone UI pérennise la vocation spécifique des zones d'activités économiques de la ville d'Annonay, orientées vers l'industrie et l'artisanat. Dans cet objectif :

- les implantations commerciales ne sont pas autorisées en zone UI
- pour tenir compte de l'existant, une extension limitée des constructions à usage commercial présentes à la date d'approbation du PLU est toutefois possible en zone UI
- un secteur UIc de 1,2 ha est délimité dans le secteur de Marenton spécifiquement pour des activités commerciales.

Pour la zone UIp, le règlement de la zone ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

PLU d'Annonay
Extrait du plan de zonage



Zone UL

Le PADD prévoit de favoriser la diversité des fonctions urbaines, afin de satisfaire les besoins des habitants de la ville et de l'agglomération. En cohérence avec le PADD, le rôle de ville-centre joué par Annonay conduit à délimiter dans le PLU une zone dédiée aux équipements structurants.
La zone UL couvre des sites existants, et le PLU s'assure de maintenir leur vocation d'équipements, qui est une condition nécessaire au rayonnement de la ville :

- établissements d'enseignement secondaire et supérieur,
- établissements de santé et d'action sociale,
- équipements sportifs, culturels, et de loisirs,
- équipements funéraires,
- aire d'accueil des gens du voyage,
- …

2 zones UL sont délimitées pour des équipements à créer :

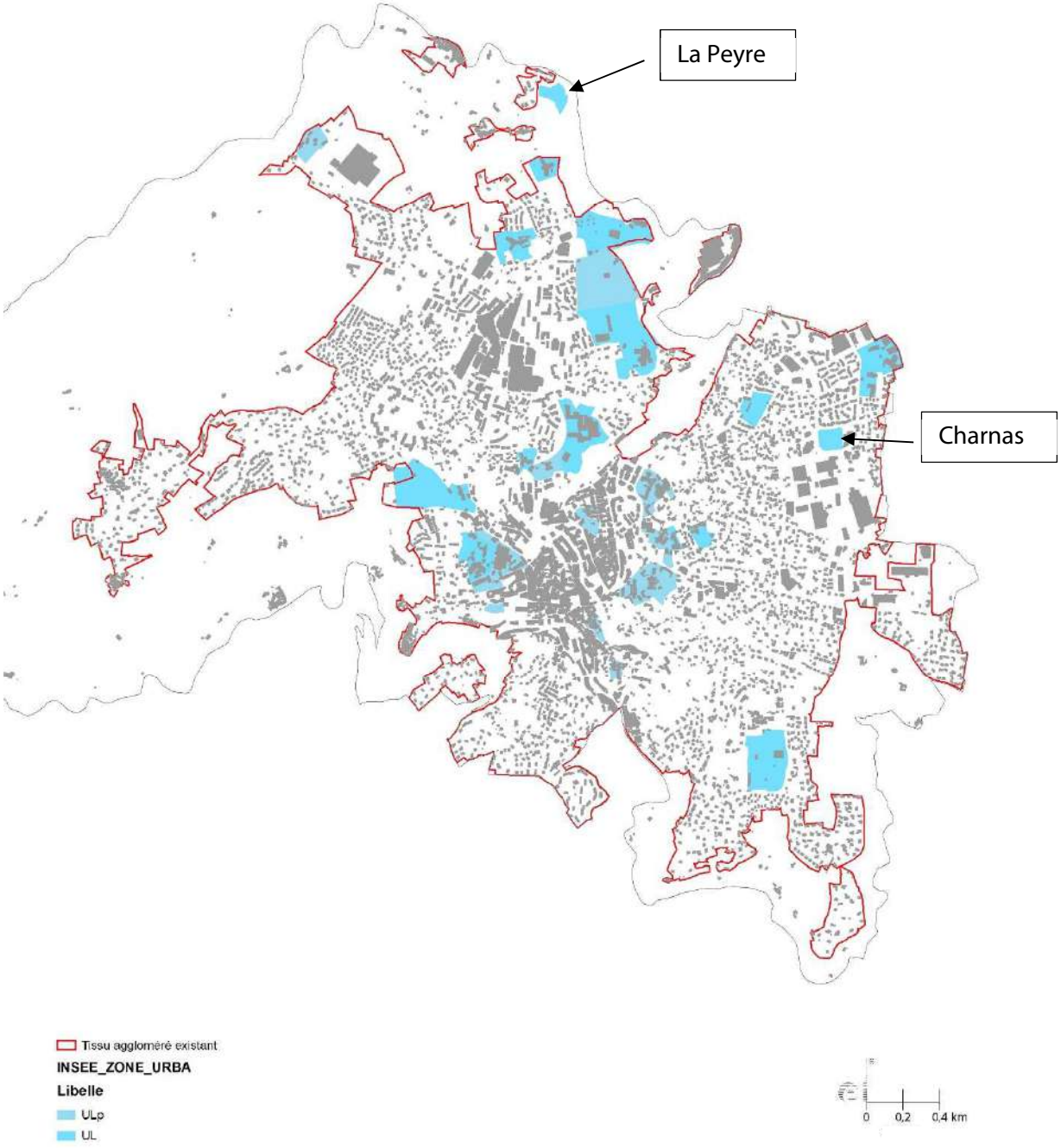
- La Peyre : initialement aménagé par l'agglomération pour accueillir des activités économiques, ce site est destiné à la nouvelle gendarmerie du Nord Ardèche.
- Charnas : ce terrain nu jouxte des équipements existants et pourra permettre leur développement ou l'accueil d'autres types d'équipements qui bénéficieront de la proximité des zones d'emplois et d'une desserte en transports en commun (lignes 1, 5 et 6).

Les règles d'implantation dans la zone UL sont souples pour tenir compte des contraintes techniques et fonctionnelles propres à ces équipements. Les obligations de stationnement devront être dimensionnées en fonction des besoins propres à ces équipements.

Un secteur ULp est délimité, qui correspond au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine. Pour ce secteur ULp, le règlement du PLU ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

PLU d'Annonay

Extrait du plan de zonage



3-2-1-2- LES ZONES A URBANISER

Zones 1AU

Il s'agit d'une zone destinée à permettre l'extension de l'urbanisation, à dominante résidentielle, lors de la réalisation d'opérations d'aménagement d'ensemble. Cette zone couvre tous les espaces libres à densifier.

Un secteur 1AUp est délimité, qui correspond au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Les conditions d'aménagement et d'équipement de cette zone sont fixées dans le règlement (rapport de conformité avec les autorisations d'urbanisme) et dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (rapport de compatibilité avec les autorisations d'urbanisme).

En complément des OAP, le règlement prévoit de favoriser un aménagement cohérent de la zone : les constructions doivent obligatoirement être édifiées dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, sans compromettre l'urbanisation ultérieure de la zone, ni conduire à la formation de terrains enclavés ou de délaissés inconstructibles.

Pour favoriser la structuration de l'espace, les implantations proches de la voie sont autorisées (alignement ou recul de 6 m maximum). L'implantation sur limite séparative est autorisée dans le cas d'habitat jumelé. L'emprise au sol n'est pas réglementée pour optimiser l'utilisation du foncier.

Zones 2AU

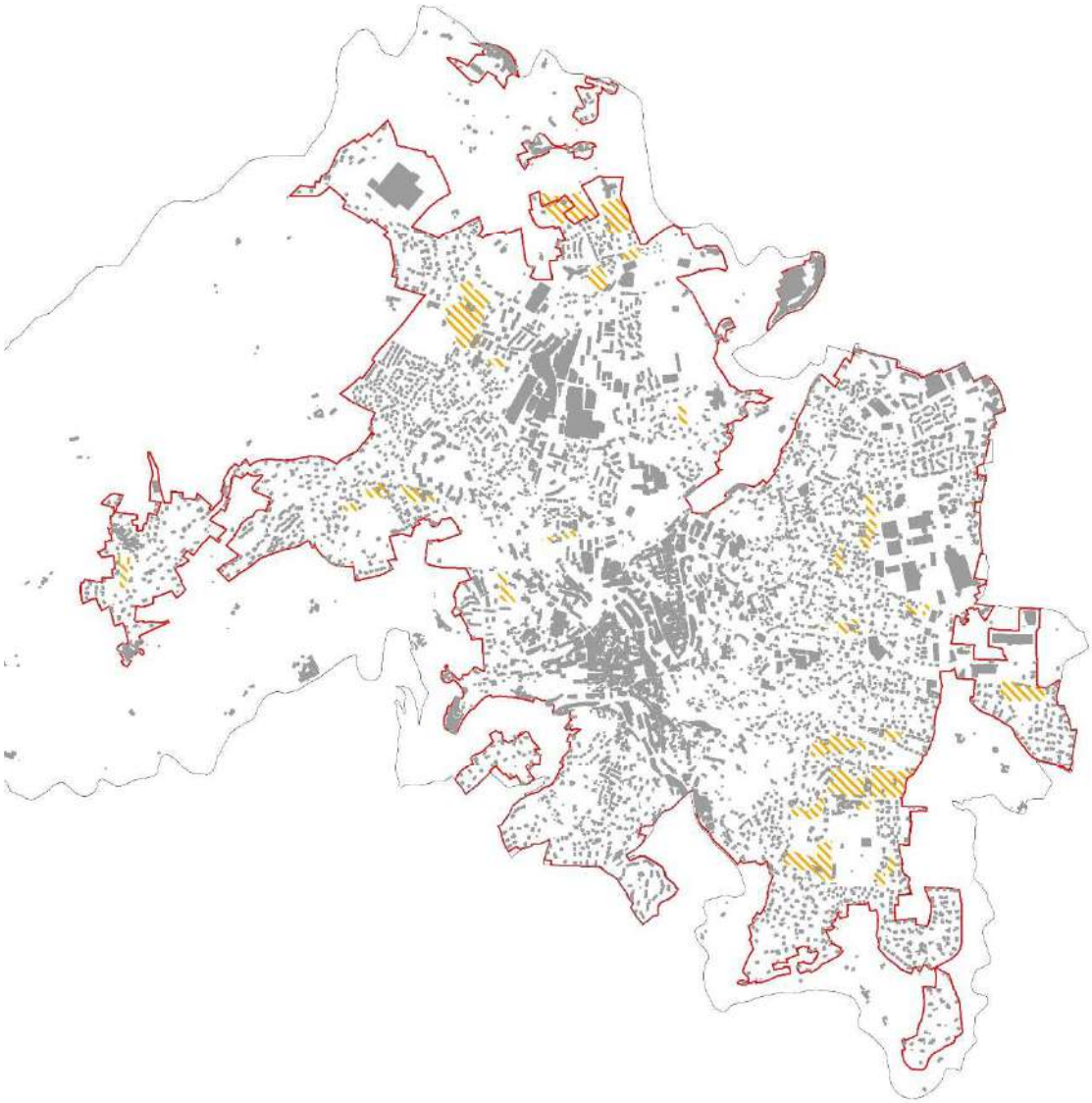
La zone 2AU est destinée à permettre l'extension de l'urbanisation. 3 sites sont délimités à Chatinais, Champlong et Mirecouly-Six-Chemins. Dans les 3 cas, ces zones sont délimitées pour renforcer la vocation résidentielle de quartiers existants. L'insuffisance des réseaux publics a conduit à retenir un classement en zone 2AU non ouverte à l'urbanisation.

La zone 2AU comporte un secteur 2AUL à Vaure, destiné à permettre l'extension de l'urbanisation pour des équipements d'intérêt collectif. Il s'agit de renforcer le pôle de loisirs déjà existant (UL) autour de la piscine, du bowling et du parc de Déomas.

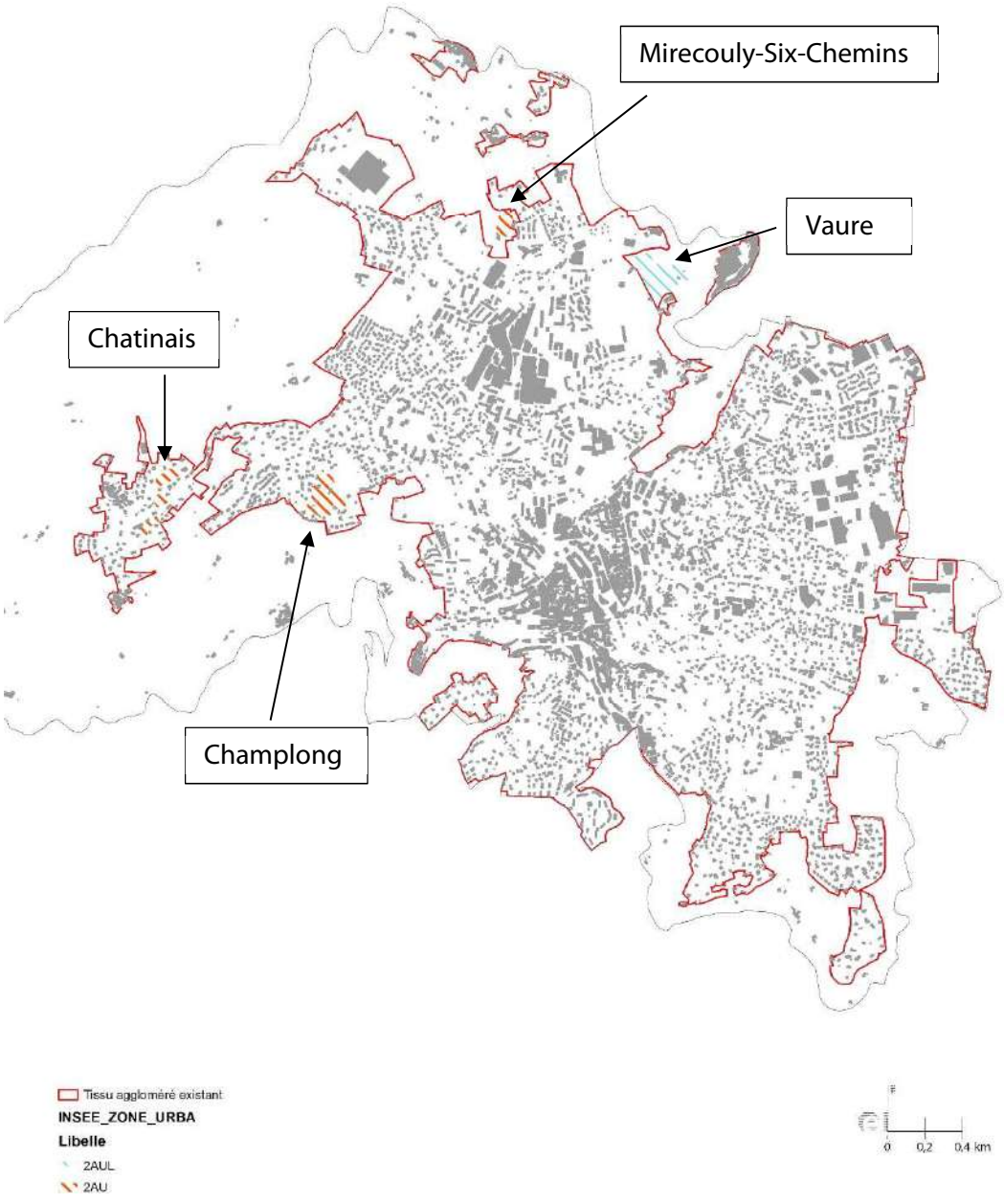
La zone 2AU et le secteur 2AUL sont actuellement non ouvertes à l'urbanisation. Leur ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme.

Quelques bâtiments d'habitation existants sont implantés dans la zone 2AU. Le règlement permet leur évolution mesurée (extension limitée, annexes) afin de ne pas compromettre l'aménagement futur de la zone.

PLU d'Annonay
Extrait du plan de zonage



PLU d'Annonay
Extrait du plan de zonage



3-2-1-3- FOCUS SUR LE SECTEUR DE CHATINAIS

Situé à l'extrémité Ouest de la partie urbanisée de la commune d'Annonay, le hameau ancien de Chatinais a connu un développement résidentiel important au cours des dernières décennies. Afin de rompre avec un modèle d'étalement de la ville consommateur en terrains agricoles, le PADD vient fixer une limite à l'urbanisation qui concerne particulièrement le hameau de Chatinais.

En cohérence avec le PADD, des zones urbaines (UA UAp UC UCp) viennent couvrir le hameau de Chatinais dans son enveloppe bâtie actuelle, sans possibilité d'extension périphérique du hameau.

Le PADD prévoit également d'optimiser les ressources foncières au sein des espaces déjà bâtis.
En cohérence avec le PADD, un tènement non bâti situé à l'intérieur du hameau est classé en zone à urbaniser 1AU avec une Orientation d'Aménagement permettant d'organiser les futures constructions sans gaspillage foncier. Les réseaux publics et les dispositifs d'assainissement sont suffisants pour accueillir les constructions supplémentaires de cette zone 1AU.

Enfin, dans la même logique d'optimisation foncière à l'intérieur du hameau, plusieurs micro-zones 2AU ont été délimitées sur des tènements potentiellement densifiables. Cependant, compte tenu de la situation géographique propre de ces terrains, les réseaux publics sont insuffisants dans leur état actuel pour admettre de nouvelles constructions. C'est ce qui justifie le classement en zones 2AU non ouvertes à l'urbanisation.
Les zones 2AU pourront être ouvertes à l'urbanisation lorsque la mise à niveau des réseaux aura été réalisée.

3-2-1-4- LES ZONES AGRICOLES

En cohérence avec le PADD, le PLU vient protéger 5 « pièces agricoles » (Cf. carte du zonage A en page suivante) par un classement en zone A qui se justifie de la manière suivante :

- Autour de Toissieu (1) : il s'agit d'un espace agricole cohérent, vaste et d'un seul tenant, autour d'un hameau ancien. Les terrains sont encore exploités ou présentent un potentiel agricole.
- Autour de Boucieu-Chatinais (2) : cet espace agricole cohérent, vaste et d'un seul tenant, présente la particularité de se trouver au contact des espaces urbanisés. La volonté de modérer la consommation d'espaces agricoles concerne particulièrement ce secteur, qui est soumis à la pression urbaine : ainsi, le classement en zone A vient reconnaitre le caractère agricole des terrains (en exploitation ou potentiellement exploitables) et concrétise la limite posée dans le PADD à l'étalement de la ville.
- Dans le secteur de Varagnes (3) : ce secteur est composé d'une mosaïque de terrains agricoles et d'espaces boisés. Les plus grands tènements agricoles de Varagnes sont classés en zone A ; les espaces agricoles morcelés de Varagnes sont inclus dans la zone naturelle N (Cf. zone N).
- Dans le secteur de la Mourièse (4) : c'est une enclave de terrains agricoles au contact de l'urbanisation récente. Une partie de ces terrains sont plats et irrigués, ce qui renforce leur intérêt pour un usage agricole en lien avec la ville proche (maraichage …) : la modération de la consommation d'espaces agricoles concerne donc particulièrement ces terrains et explique leur classement en zone A.
- Dans le secteur Masson-les Genêts (5) : il s'agit ici de protéger la partie annonéenne et restreinte d'un espace agricole plus vaste qui s'étend sur les communes voisines.

En plus de leur potentiel agricole, les milieux ouverts de Toissieu, Boucieu-Chatinais, Varagnes, et de Masson-les Genêts participent également au bon fonctionnement écologique du territoire (trame verte). Ce double rôle est cohérent avec leur classement en zone A.

En résumé, la zone A couvre les secteurs de la commune protégés en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles. Des noyaux bâtis existants et des bâtiments d'habitation sont implantés dans la zone A.

Un secteur Ap est délimité, qui correspond au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine autour des hameaux anciens de Toissieu, Boucieu et Chatinais.

La zone A est réservée aux constructions agricoles. Sont toutefois autorisés également les équipements d'intérêt collectif et les habitations liées et nécessaires à l'exercice de l'activité agricole, avec par conséquent des conditions d'implantation à proximité immédiate de l'exploitation.

Pour la zone Ap, le règlement de la zone ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

3-2-1-5- LES ZONES NATURELLES ET FORESTIERES

En cohérence avec le PADD, le PLU vient protéger les richesses écologiques et paysagères du territoire au moyen de zones N/Np/Nz (Cf. carte du zonage N en page suivante). Les motifs de protection sont multiples pour chaque zone N et ses secteurs :

- secteurs des Pignes (1), de Sagne Ronde (2) et des Côtes de Cance (3) : ces espaces sont identifiés comme des réservoirs de biodiversité, soit ouverts, soit forestiers. Par ailleurs, compte tenu du relief, ces espaces sont également exposés sur le plan paysager, ce qui leur confère des qualités qu'il est nécessaire de protéger.
- secteur du Montmiandon (4) : il cumule plusieurs atouts (réservoir de biodiversité forestier, massif-repère en vue lointaine). La voie dite de la Corniche de Montminadon assure une limite nette à l'urbanisation que le PLU pérennise, afin de renforcer l'arrière-plan naturel de la ville. La prévention du risque incendie est également un motif de classement en zone N.
  Dans le secteur de la Bornette, la trame bleue (zones humides potentielles) et la valeur patrimoniale (corps de ferme traditionnel) viennent compléter les motifs de classement en zone N.
- secteur de Varagnes (5) : les fonctionnalités écologiques (réservoir de biodiversité + multiples corridors) et l'intérêt paysager justifient le classement en zone N d'une grande partie du secteur de Varagnes ; les tènements agricoles les plus vastes ont bénéficié d'un classement en zone A, qui est cohérent avec leur double rôle (agricole et écologique).
- rivières de la Cance (6) et de la Deûme (7) et leurs pentes : c'est à la fois la fonction écologique (trame bleue), le risque d'inondation et la valeur paysagère de ces espaces qui fondent leur classement en zone N.
- secteur (8) : espaces-supports d'un corridor écologique.
- secteur des Genêts (9) : valeur paysagère.

En résumé, la zone N couvre les secteurs protégés en raison de leur caractère d'espaces naturels, de la qualité des sites, milieux et paysages, et de la prévention des risques, aussi bien à l'intérieur du tissu urbain, que dans les espaces ruraux qui ceinturent la ville d'Annonay.

Au sein de la zone N, plusieurs secteurs sont délimités :

- un secteur Np, qui correspond au périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine
- un secteur Nz, qui correspond à un site d'intérêt écologique à la prairie de Toissieu (identifiée comme une ZNIEFF de type 1).

Compte tenu de sa richesse environnementale, la zone Nz est strictement inconstructible.

Dans la zone N, les constructions agricoles sont autorisées de manière à favoriser le maintien et le développement des activités agricoles dans l'ensemble de l'espace rural et dans leur diversité. Les habitations liées et nécessaires à l'exercice de l'activité agricole ne sont toutefois pas autorisées de manière à préserver la qualité des espaces naturels et paysagers de la zone N.

Pour la zone Np qui couvre les parcs et jardins remarquables de la ville et le système paysager de la Deûme et de la Cance (berges et pentes), seule l'évolution des habitations existantes est autorisée, ainsi que les équipements d'intérêt collectif. L'extension des habitations est limitée à 30% de la surface de plancher initiale et les annexes doivent être implantées à moins de 10 m des bâtiments d'habitation auxquels elles sont liées.

Pour la zone Np, le règlement de la zone ne fixe pas de règles concernant l'aspect extérieur des constructions : un renvoi est fait vers les dispositions de l'AVAP (qui sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création).

Les STECAL en zone N

A titre exceptionnel, deux secteurs constructibles de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) sont délimités au sein de la zone N : l'un au lieu-dit Côtes de Cance (0,8 ha), et l'autre au lieu-dit Pélorsières (0,3 ha). La délimitation a été élaborée de façon itérative avec l'évaluation environnementale du projet de PLU. Ces 2 secteurs sont destinés à permettre l'évolution d'activités non agricoles existantes, compatibles avec le caractère naturel du secteur :

- local d'intérêt collectif à Pélorsières
- industrie de transformation du bois au lieu-dit Côtes de Cance.

Le règlement fixe des conditions spécifiques pour permettre l'évolution maîtrisée de chacune des activités présentes : distance d'implantation, emprise au sol et hauteur.

Les habitations existantes en zones A et N

Le règlement fixe les conditions pour :

- l'extension des habitations existantes : elle ne devra pas conduire à la création de logement supplémentaire ; le règlement permet une extension limitée en pourcentage par rapport à la surface de plancher, une surface de plancher maximale finale à ne pas dépasser
- les annexes liées à ces habitations : nombre, emprise au sol, hauteur et distance d'implantation par rapport à l'habitation.

Les changements de destination en zones A et N

51 bâtiments ont été identifiés sur la base de critères :

- intérêt architectural et patrimonial (bâtiments en pierre / la majorité étant en bon état),
- conditions d'accès favorables,
- desserte par les réseaux (alimentation en eau potable),
- absence d'activité agricole.

Le tableau ci-dessous détaille les critères pour chacun des bâtiments identifiés.

Le règlement permet le changement de destination, celui-ci devant recueillir toutefois un avis conforme de la CDPENAF au moment de l'autorisation d'urbanisme.

En cas de création de logement, le règlement limite le nombre à un logement par corps de bâtiment, eu égard au contexte agri-naturel environnant : en effet, l'objectif est de permettre la réutilisation de bâtiments existants, à valeur patrimoniale, sans pour autant augmenter fortement la population accueillie.

Tableau des bâtiments identifiés pour changement de destination
(Cf. plan de zonage du PLU pour le repérage)

N° *(Cf. plan de zonage du PLU)*	**Conditions d'accès** p=piéton vt=voie en terre vd=voie en dur	**Raccordement au réseau eau potable** p=possible i=impossible	**Qualité de la construction** p=pierre be=bon état me=mauvais état	**Activité agricole** (oui/non)
1	vt	p	P be	non
2	vt	p	P be	non
3	vt	p	P be	non
4	vd	p	P be	non
5	vt	p	P me	non
6	vt	p	P be	non

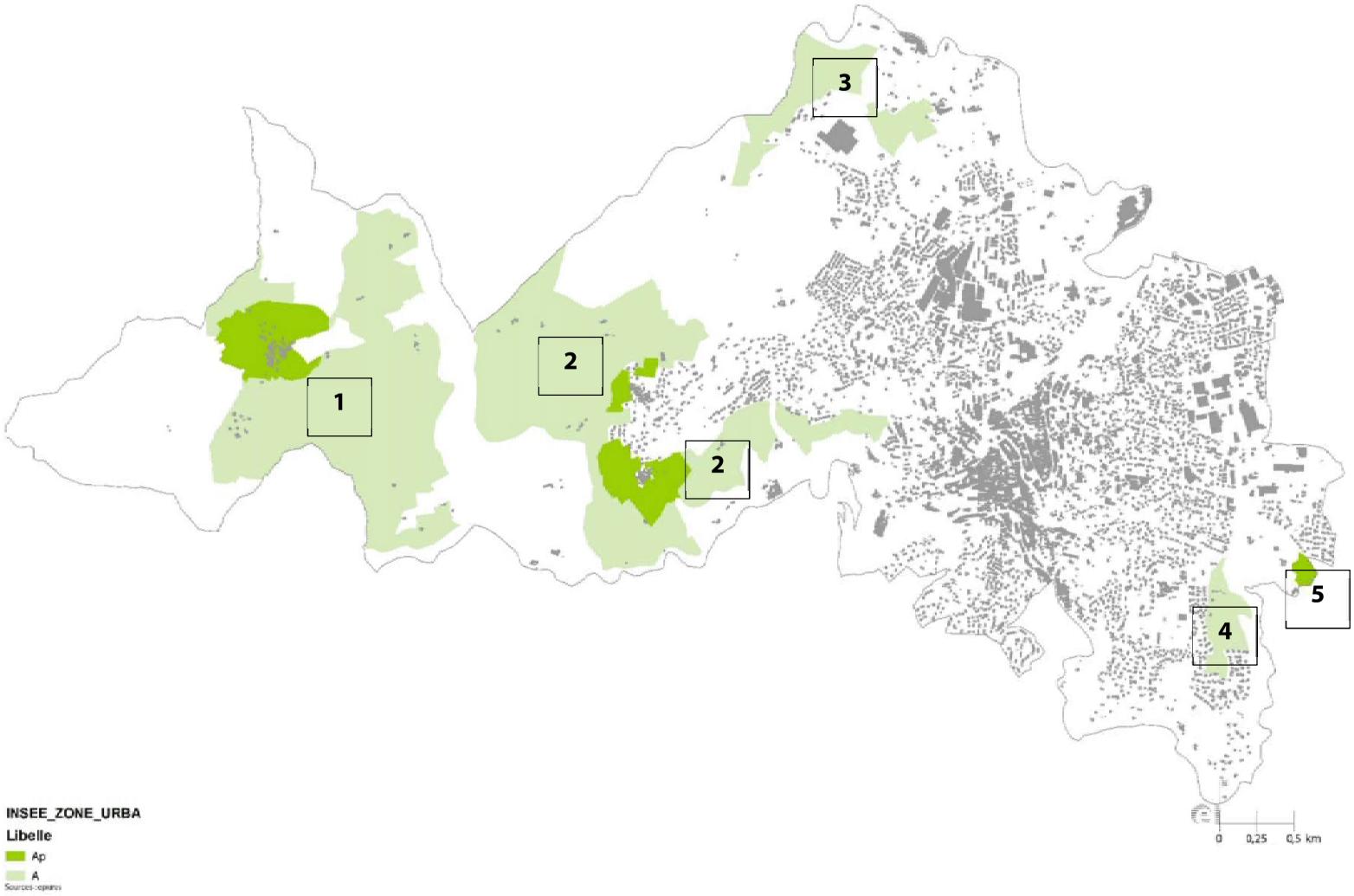
Tableau des bâtiments identifiés pour changement de destination (suite)

N°	**Conditions d'accès** p=piéton vt=voie en terre vd=voie en dur	**Raccordement au réseau eau potable** p=possible i=impossible	**Qualité de la construction** p=pierre be=bon etat me=mauvais etat	**Activité agricole** (oui/non)
7	vt	p	P be	non
8	vt	p	P be	non
9	vd	p	P be	non
10	vd/p	p	P be/me	non
11	vd	p	be	non
12	vd	Impossible, mais source privée potentielle	P be/me	non
13	vt	p	P be	non
14	vt	p	P be	non
15	vt	p	P be	non
16	vd	p	P be	non
17	vd	p	P be	non
18	vd	p	P be	non
19	vd	p	P be	non
20	vt	P (100 ml)	P be	non
21	vt	p	P be	non
22	vt	p	be	non
23	vd	p	P be	non
24	vd	p	P be	non
25	vd	p	P be	non
26	vd	p	P be	non
27	vd	p	P be	non
28	vt	p	P be	non
29	vd	p	P be	non
30	vd	p	P be	non
31	vd	p	P be/me	non
32	vd	p	P be	non
33	vd	p	P be	non

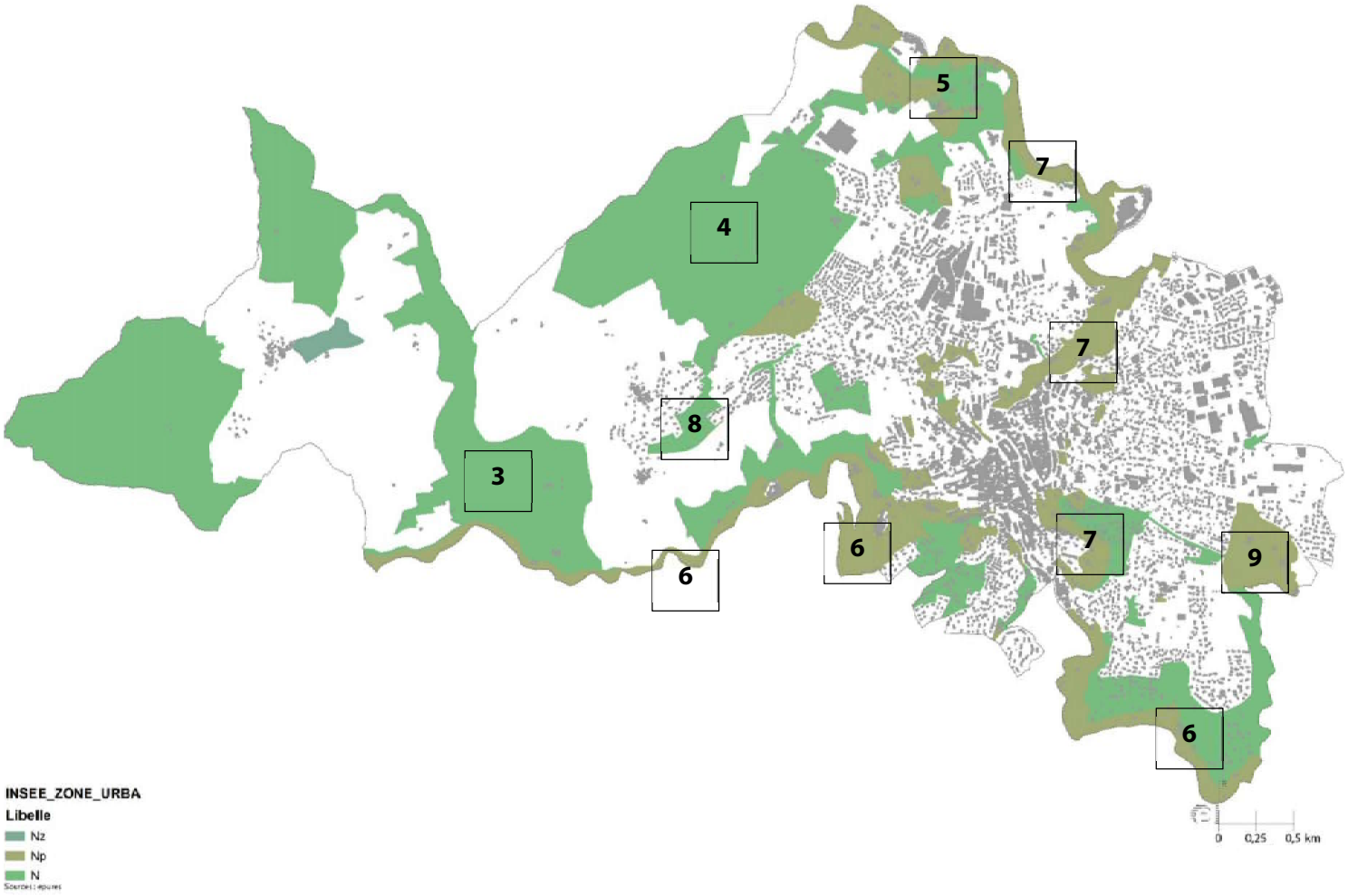
Tableau des bâtiments identifiés pour changement de destination (suite)

Hameau de Toissieu				
N°	**Conditions d'accès** p=piéton vt=voie en terre vd=voie en dur	**Raccordement au réseau eau potable** p=possible i=impossible	**Qualité de la construction** p=pierre be=bon etat me=mauvais etat	**Activité agricole** (oui/non)
t1	vd	p	P be	non
t2	vd	p	P be	non
t3	vd	p	P be	non
t4	vd	p	P be	non
t5	vd	p	P be	non
t6	vd	p	P be	non
t7	vd	p	P be	non
t8	vd	p	P be	non
t9	vd	p	P be	non
t10	vd	p	P be	non
t11	vd	p	P be	non
t12	vd	p	P be	non
t13	vd	p	P be	non
t14	vd	p	P be	non
t15	vd	p	P be	non

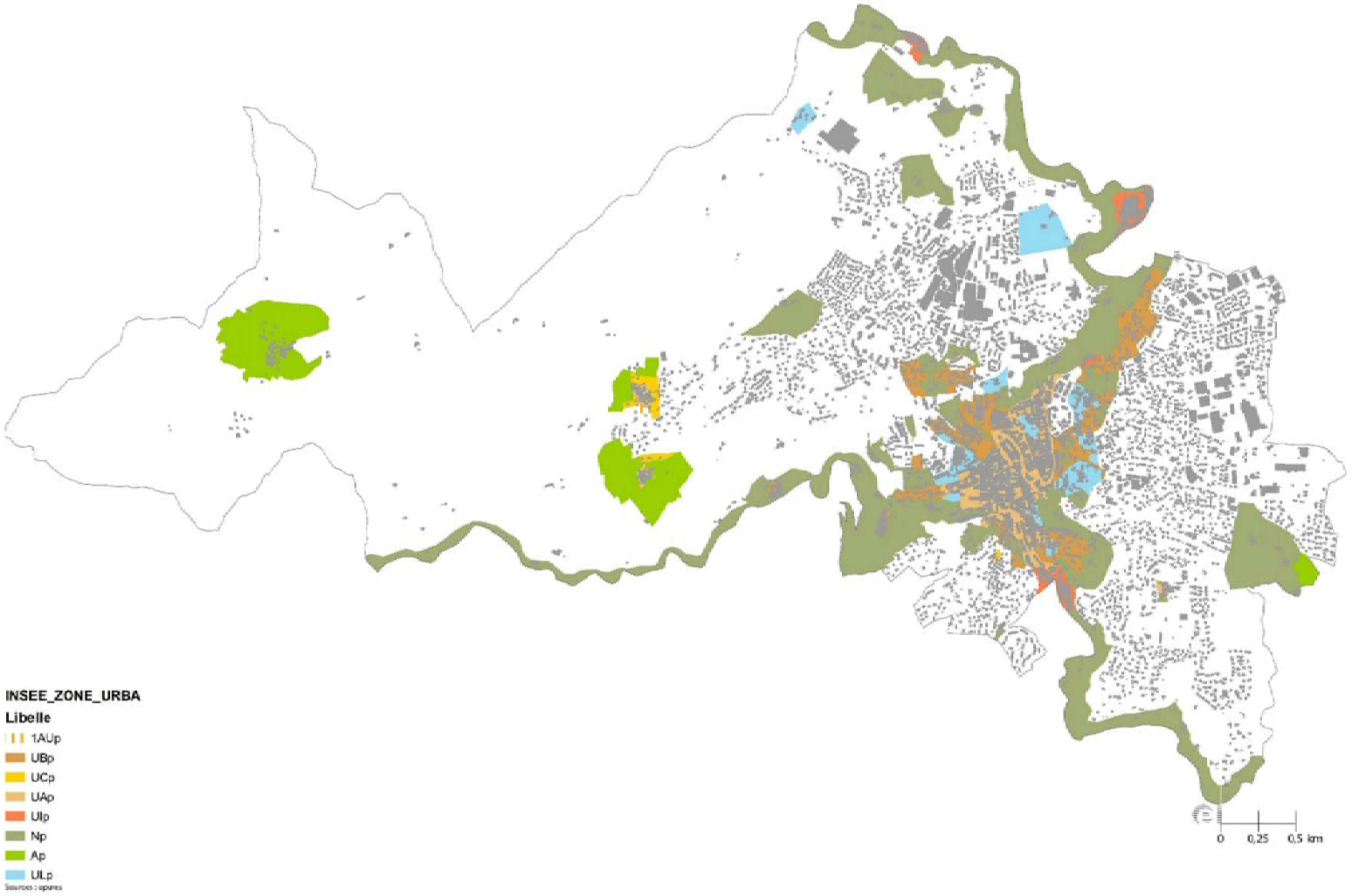
PLU Annonay
Extrait du plan de zonage



PLU Annonay
Extrait du plan de zonage



PLU Annonay
Extrait du plan de zonage



3-3- Les autres règles du PLU

Préservation de la diversité commerciale

Le PADD prévoit notamment de renforcer la fonction commerciale du centre-ville, pour assurer son rayonnement sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

En cohérence avec le PADD, le règlement du PLU identifie des « linéaires commerciaux à maintenir » :

- dans le centre-ville
- dans les polarités de quartier du Zodiaque et de Bel Air.

Ces linéaires sont délimités sur le plan de zonage du PLU. Les prescriptions s'y rapportant sont détaillées dans l'article 1 du règlement écrit des zones urbaines concernées : il s'agit d'interdire les changements de destination des rez-de-chaussée existants (pas de transformation vers un usage d'habitation ou de stationnement), afin de ne pas créer de rupture dans les linéaires commerciaux.

Emplacements réservés aux voies et ouvrages publics et aux installations d'intérêt général

Le PADD prévoit notamment de :

- maintenir et compléter l'offre de services de proximité,
- mieux structurer le réseau de voirie,
- structurer, valoriser et développer le réseau de cheminements « modes doux » dans le tissu urbain,
- conforter, valoriser et développer les sentiers de randonnée dans les secteurs ruraux,
- réaliser une voie verte aux abords de la Deûme.

En cohérence avec le PADD, le règlement du PLU comporte 29 emplacements qui sont réservés pour :

- l'extension des équipements scolaires (1 emplacement réservé de 0,17 hectare)
- l'aménagement du réseau de voirie (12 emplacements réservés, soit 1,12 hectare)
- la création du réseau de liaisons douces (16 emplacements réservés, soit 3,39 hectares).

Ces emplacements couvrent une superficie totale de 4,69 hectares, et sont réservés au bénéfice de la Ville d'Annonay.

Ils sont délimités sur le plan de zonage du PLU et sont énumérés dans une liste récapitulative (pièce n°6 du dossier de PLU).

Protection des éléments de paysage et de patrimoine

Le PADD prévoit notamment de valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crête), notamment le Montmiandon.

En cohérence avec le PADD, le règlement du PLU prescrit une hauteur limitée pour les constructions, le long de la voie dite « Corniche de Montmiandon ».

Le périmètre concerné est reporté sur le plan de zonage du PLU (servitude « non altius tollendi »). Les conditions de hauteur sont détaillées dans l'article 10 du règlement écrit de la zone UC.

Par ailleurs, le PADD prévoit de préserver les éléments majeurs du patrimoine architectural, urbain et paysager : bâtiments remarquables notamment dans le centre ancien, châteaux, maisons de maître et leurs parcs et jardins, patrimoine industriel, fermes et domaines, petit patrimoine.

Le PADD prévoit également de garantir la pérennité des zones humides.

En cohérence avec le PADD, le règlement du PLU identifie :

- 25 édifices : anciennes fermes, maisons bourgeoises ou édifices particuliers,
- des murs de clôture en pierre
- les zones humides.

Ces éléments sont repérés sur le plan de zonage du PLU. Les prescriptions s'y rapportant le cas échéant sont détaillées dans les dispositions générales n°7 et n°8 du règlement écrit.

3-4- Les orientations d'aménagement et de programmation

Les OAP de densification urbaine et résidentielle

Le PADD prévoit notamment de privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville, en produisant un habitat durable et en assurant l'insertion urbaine, paysagère et environnementale des opérations.

En cohérence avec le PADD, le PLU encadre par des OAP la densification des secteurs à urbaniser ou à renouveler (OAP n°1 à n°9).

Tous ces sites sont situés à l'intérieur du tissu aggloméré existant, à l'exception de :

- Les Six-Chemins (OAP n°1) : pour partie à l'intérieur du tissu, et pour partie en continuité du tissu aggloméré existant.

Afin de garantir une insertion qualitative de ces opérations dans le contexte urbain environnant, le PLU fixe dans les OAP les intentions à mettre en œuvre en matière :

- de formes urbaines et d'habitat durable,
- de trame verte,
- de gestion alternative des eaux de pluie,
- de desserte et de liaisons douces,
- de stationnement et d'éclairage extérieur.

Ces orientations communes sont complétées par des orientations spécifiques à chaque secteur concerné. Les OAP n°1 à n°8 comportent par ailleurs des schémas d'aménagement.

L'OAP Trame Verte et Bleue

Le PADD prévoit notamment de préserver et valoriser les espaces supports des écosystèmes et les continuités écologiques.

En cohérence avec le PADD, le PLU comporte une OAP pour mettre en valeur l'environnement et les continuités écologiques (OAP n°10 « Trame Verte et Bleue »).

Cette OAP identifie le réseau écologique du territoire d'Annonay, constitué par des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, et fixe des principes d'aménagement au sein de la Trame Verte et Bleue pour :

- les constructions autorisées,
- les espaces non bâtis aux abords des constructions autorisées,
- les clôtures autorisées.

3-5- Les annexes du PLU

Le dossier de PLU comporte des annexes à titre informatif.

Servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique créées en application de législations spécifiques prévalent sur les dispositions du PLU et affectent l'occupation ou l'utilisation du sol.

Le territoire de la Ville d'Annonay est concerné par :

- la protection des équipements sportifs (servitude JS1) : 2 gymnases
- le transport d'énergie électrique (servitude I4) : poste de Boulieu, ligne aérienne 63 kV Boulieu - Gampaloup 1, et ligne aérienne 63 kV Boulieu - Vernosc 1
- la protection de monuments historiques (servitude AC1) : chapelle de l'ancien couvent Sainte-Marie, ancienne chapelle Saint-Claire, domaine de Marc Seguin, maison La Vanaude, papeterie Canson Montgolfier
- l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (servitude AC4)
- le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la Cance et de la Deûme (servitude PM1)
- des terrains pollués par l'exploitation d'une installation (servitude PM2) : site de Faya exploité par la société Papeteries Canson.

Les servitudes d'utilité publique en vigueur sont reportées sur 2 plans et récapitulées dans une liste, ces 2 pièces figurant dans les annexes du dossier de PLU (pièce n°7).

Eau - Assainissement - Déchets

Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets figurent en annexe du dossier de PLU (pièce n°8).

En application de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, Annonay Rhône Agglomération a élaboré un zonage d'assainissement pour le territoire de la Ville d'Annonay, qui précise :

- les zones d'assainissement collectif où Annonay Rhône Agglomération assure la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où Annonay Rhône Agglomération assure le contrôle de ces installations.

Ce document sera soumis à enquête publique conjointement au présent projet de PLU.

Règlementation des boisements

En application de l'article L.126-1 du code rural, les plantations et semis d'essences forestières sont réglementés sur le territoire de la Ville d'Annonay, dans les conditions précisées par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 1992.

Les périmètres réglementés et l'arrêté préfectoral figurent en annexe du dossier de PLU (pièce n°9).

Infrastructures de transports terrestres bruyantes

En application de l'article L.571-10 du code de l'environnement, les routes départementales de l'Ardèche ont été recensées et classées par arrêté préfectoral en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic (arrêtés du 23 décembre 2011 et du 6 février 2018).

Sont concernées à Annonay, les routes départementales n°121, n°206, n°206a, n°370, n°371 et n°578.

Les périmètres affectés par le bruit de part et d'autre de ces routes départementales, ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux figurent en annexe du dossier de PLU (pièce n°10).

Archéologie

En application du code du patrimoine, et considérant l'importance et l'intérêt historique de la commune d'Annonay, occupée par plusieurs sites antiques, le préfet de région a déterminé 2 zones archéologiques de saisine sur certains dossiers d'urbanisme, par arrêté du 13 juillet 2004.
Cet arrêté et la délimitation des zones concernées (zone 1 : ville d'Annonay ; zone 2 : Marenton) figurent en annexe du dossier de PLU (pièce n°11).

Droit de préemption urbain

En application des articles L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme, la commune d'Annonay lorsqu'elle sera dotée d'un PLU approuvé pourra, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par le PLU.
Le périmètre à l'intérieur duquel s'appliquera le droit de préemption urbain sera alors annexé au dossier de PLU, dans le cadre d'une procédure de mise à jour.

4- La prise en compte des documents supra-communaux et des objectifs du code de l'urbanisme

En l'absence de SCOT approuvé et de PLH, le PLU doit être compatible avec :

- la charte du Parc Naturel Régional du Pilat validée en 2012
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée approuvé en 2015
- le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Rhône Méditerranée approuvé en 2015.

Le PLU doit prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) approuvé en 2014.

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme fixe les objectifs à atteindre par l'action des collectivités en matière d'urbanisme, que l'on peut résumer ainsi :

- équilibre entre renouvellement urbain/développement urbain maîtrisé/restructuration des espaces urbanisés/revitalisation des centres urbains, et une utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers
- sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine culturel, et qualité urbaine, architecturale et paysagère
- diversité des fonctions urbaines et mixité sociale dans l'habitat
- capacités suffisantes pour les besoins d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles, d'équipements publics et d'équipement commercial, en diminuant les obligations de déplacements motorisés et en développant les transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile
- prévention des risques, pollutions et nuisances
- protection des milieux naturels et des paysages, préservation de la qualité des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes
- lutte contre le changement climatique et adaptation à ce changement.

Ce chapitre expose :

- les justifications concernant les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD
- les dispositions du PLU qui favorisent la densification des espaces bâtis et la limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- les dispositions du PLU d'Annonay qui concourent aux autres objectifs de l'article L.101-2.

La révision du PLU communal d'Annonay et les documents de planification en cours d'élaboration : compatibilité et articulation

La révision du PLU d'Annonay a été lancée fin 2014. Le projet de PLU a été arrêté le 19 juin 2018 par le conseil communautaire d'Annonay Rhône Agglo.
De façon concomitante, deux procédures majeures de planification ont été engagées sur un **territoire plus large et englobant la ville d'Annonay** :

- la révision du Scot des Rives du Rhône
    - prescription en juin 2013
    - débat sur les orientations générales du PADD du Scot le 26 juin 2018
    - arrêt en février 2019

- la mise en chantier du PLU intercommunal avec volet habitat (PLUIH) d'Annonay Rhône Agglomération
    - prescription en avril 2017
    - débat sur les orientations générales du PADD du PLUIH prévu à l'automne 2019.

Les orientations générales du projet de Scot et celles du projet de PLUIH n'ont pas fait l'objet d'un débat dans leurs instances respectives à la date d'arrêt du projet de PLU communal. Compte tenu de ces calendriers disjoints, une articulation formelle du projet de PLU communal arrêté mi 2018 avec les orientations des futurs Scot et PLUIH n'a donc pas été possible.

Cependant, le présent chapitre expose la manière dont le PLU communal d'Annonay prend en compte les objectifs fondamentaux du Code de l'Urbanisme (article L101-2). Ces objectifs fondamentaux s'appliquent également au PLUIH et au Scot.
Une articulation globale peut donc être établie de cette façon entre le PLU d'Annonay, conçu à l'échelle communale, et les objectifs d'échelle supérieure.

4-1- La modération de la consommation d'espaces agri-naturels et la lutte contre l'étalement urbain

Cet objectif s'est traduit par :

- la construction d'une hypothèse démographique réaliste, permettant à la Ville d'Annonay de remplir son rôle de centralité dans l'agglomération
- l'ajustement des besoins fonciers à cette hypothèse démographique
- la prise en compte d'une part significative de secteurs de renouvellement urbain et de résorption de la vacance pour calibrer le PLU
- le recentrage du développement urbain à l'intérieur du tissu aggloméré existant sur les espaces interstitiels non encore bâtis
- l'optimisation de l'espace disponible en prévoyant une diversification des formes urbaines, sans créer de rupture avec la morphologie du tissu environnant.

Compte tenu de ces orientations et dispositions, le projet de PLU conduit à un objectif de prélèvement de 33 hectares sur les espaces agri-naturels (pour la totalité des besoins : logements, économie, équipements). L'étalement urbain est fortement maîtrisé, dans la mesure où 66% de ces espaces sont situés à l'intérieur du tissu aggloméré existant.

Par ailleurs, ce prélèvement sur les espaces agri-naturels est maîtrisé dans le temps, puisque 9 hectares sur 33 ne sont pas immédiatement ouverts à l'urbanisation compte tenu de leur niveau d'équipement (zones 2AU). Ces prélèvements futurs sont également fortement maîtrisés puisque 43% des espaces agri-naturels concernés sont situés à l'intérieur du tissu aggloméré existant.

Synthèse : consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers prévue par le PLU

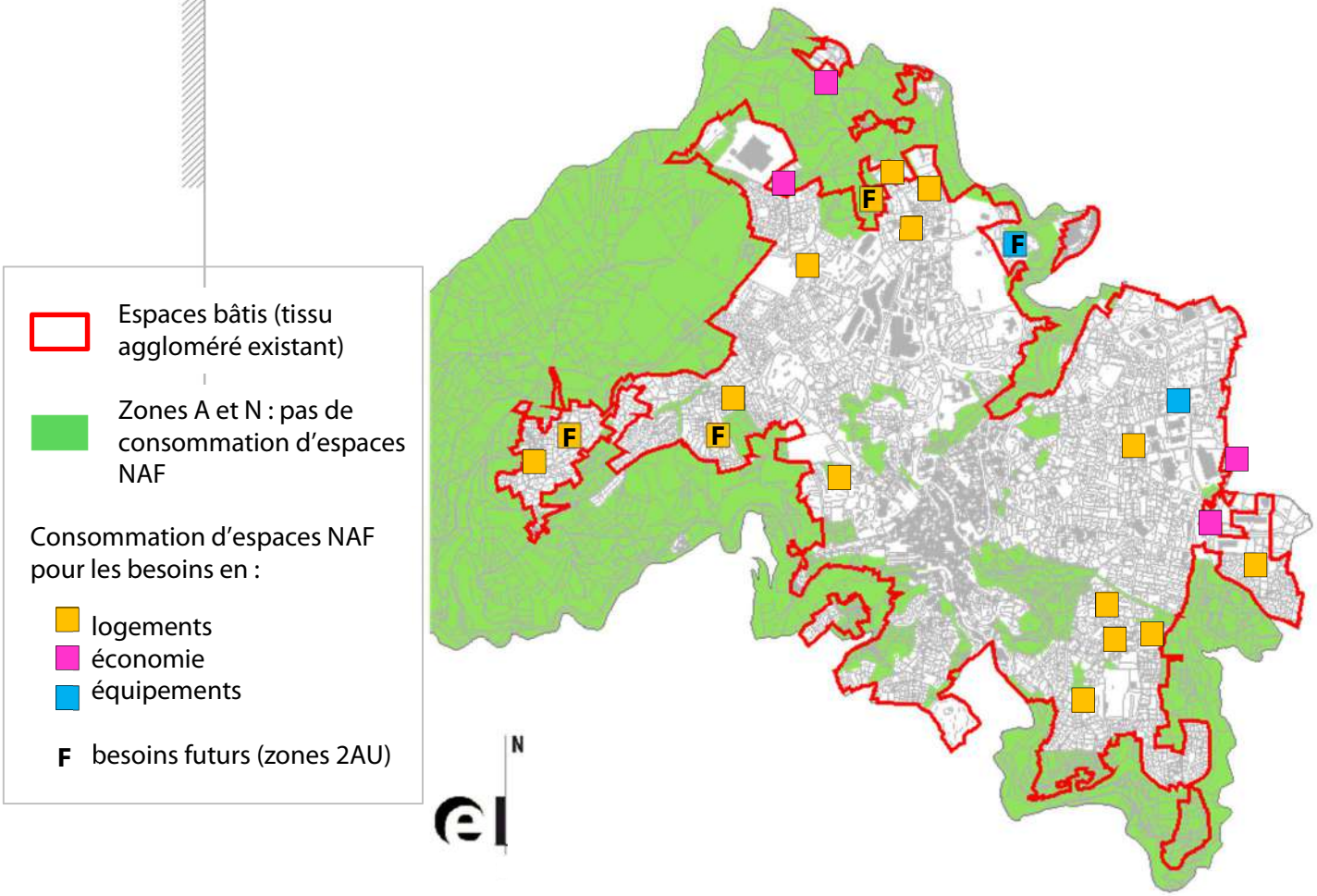
En hectares	Dans le TAE		Hors du TAE		Total
Besoins en logements	16,6	97,5%	0,4	2,5%	17,0
Besoins en économie	0		5,8	100,0%	5,8
Besoins en équipements	1,3	100,0%	0		1,3
Sous-total	*17,9*	*74,2%*	*6,2*	*25,6%*	*24,1*
Besoins futurs en logements	3,8	80,2%	0,9	19,7%	4,7
Besoins futurs en équipements	0		4,2	100,0%	4,2
Sous-total	*3,8*	*42,6%*	*5,1*	*57,4%*	*8,9*
TOTAL	**21,7**	**65,7%**	**11,3**	**34,3%**	**33,0**

Pour les *besoins en logements* : la quasi-totalité des besoins sera satisfaite à l'intérieur du tissu urbain existant (les dispositions du PLU en matière de densification sont exposées dans le paragraphe suivant). Le prélèvement sur les espaces agri-naturels périphériques est limité à 0,4 ha : ce site se trouve en continuité de l'enveloppe urbaine existante et ne contribue pas au mitage des terres agricoles.

Pour les *besoins de l'économie*, le PLU mobilise en premier lieu les disponibilités restantes dans la zone d'activités déjà aménagée de Marenton. En complément, le PLU prévoit d'utiliser environ 6 ha d'espaces agri-naturels périphériques, qui sont nécessaires à l'extension de sites industriels déjà existants et accueillant des entreprises en développement (Grand Mûrier et Nutrition Santé).

Pour les *besoins en équipements*, le PLU prévoit de mobiliser 4 ha d'espaces naturels périphériques, qui jouxtent le pôle de loisirs existant de Vaure, afin de compléter et diversifier l'offre en équipements de la ville-centre, en cohérence avec le PADD.

Modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF)



Calcul détaillé des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, et de lutte contre l'étalement urbain

Pour les besoins en logements

- Espaces agri-naturels des OAP n°1 à n°7 : 15,45 ha dans le TAE + 0,43 ha hors TAE
- Espaces agri-naturels du site d'OAP n°9-11 : 0,54 ha dans le TAE
- Espaces agri-naturels du site d'OAP n°9-1c : 0,60 ha dans le TAE

Compte tenu de leur petite surface et de leur dispersion spatiale, ne sont pas retenus : les sites des OAP n°8 et n°9 inférieurs à 0,5 ha de surface nette, et les parcelles non bâties disponibles hors OAP dans les zones UB et UC (voir carte page 60).

Pour les besoins en économie

- Espaces agri-naturels de la zone UI de Grand Mûrier : 2,21 ha
- Espaces agri-naturels de la zone UI de Grosberty : 1,67 ha
- Espaces agri-naturels de la zone UI Nutrition Santé : 0,91 ha
- Espaces agri-naturels de la zone UIc : 0,96 ha

Ne sont pas retenues les parcelles non bâties de la zone UI de Marenton qui sont déjà viabilisées, donc à considérer comme du terrain à bâtir.

Pour les besoins en équipements

- Espace naturel de la zone UL de Charnas : 1,30 ha

Ne sont pas retenues :
  - *les zones ULp des parcs urbains (Mignot et Déomas)*
  - *la zone UL de la Peyre déjà viabilisée et à considérer comme du terrain à bâtir.*

Pour les besoins futurs en logements

- Espaces agri-naturels des zones 2AU de Champlong, Chatinais : 3,82 ha dans le TAE
- Espaces agri-naturels de la zone 2AU de Mirecouly : 0,94 ha hors TAE

Pour les besoins futurs en équipements

- Espaces agri-naturels de la zone 2AUL de Vaure : 4,20 ha.

4-2- L'utilisation économe de l'espace : la densification des tissus urbains

En cohérence avec le PADD, les dispositions du PLU favorisant la **densification des tissus urbains** sont les suivantes :

- En premier lieu, le PLU comptabilise un volume de logements vacants à requalifier et à remettre sur le marché locatif, permettant une redensification « démographique » du centre-ville. Il est estimé à partir des objectifs de l'OPAH-RU engagée en 2017 (110 logements), et complété par un objectif de 20 logements vacants à traiter dans des opérations vieillissantes du parc locatif social de centre-ville.

- Le PLU comptabilise également l'action de renouvellement urbain. Si celle-ci participe à la requalification du centre-ville et à l'amélioration de son attractivité, et favorise ainsi le retour de nouveaux habitants, elle ne va pas produire de logements sur le plan quantitatif : solde démolition-reconstruction de -67 logements dans les îlots du PNRQAD, et création d'une vingtaine de logements neufs seulement sur le site de Fontanes compte tenu des contraintes de pollution, soit un solde négatif de -47 logements.

- Le PLU retient l'hypothèse d'une trentaine de logements nouveaux qui pourraient être créés à partir de divisions de parcelles bâties, soit ~15% des parcelles identifiées comme divisibles.

- Le PLU décompte également les lots restant à construire à l'intérieur d'opérations d'urbanisme déjà autorisées (permis d'aménager). Au 1er mars 2018, il reste 51 lots à commercialiser, représentant une surface totale de 4,6 hectares, soit une densité de 11 logements/hectare.

- En zones agricoles et naturelles du PLU, sont identifiés 51 bâtiments (notamment d'anciens bâtiments agricoles) qui pourraient être transformés en logements. Cette disposition du PLU permet de redonner une utilité à un patrimoine bâti existant. Le changement de destination est toutefois soumis à l'avis conforme de la CDPENAF au titre des autorisations d'urbanisme. On peut retenir l'hypothèse de 10% de réalisation, soit 5 logements créés.

- A l'intérieur du TAE, le PLU a identifié les espaces libres qui pouvaient constituer des secteurs stratégiques pour le développement urbain. Compte tenu de leur taille, des secteurs se prêtent à des opérations d'ensemble, ce qui favorise la densification, par une meilleure optimisation foncière. Sur ces sites stratégiques, le PLU a élaboré des OAP, qui permettent de fixer les conditions d'insertion urbaine, environnementale et paysagère des opérations dans leur contexte environnant et déjà urbanisé.

Au titre de cette insertion, les OAP ont cherché à proposer :

- un schéma de desserte économe en espace et privilégiant le maillage avec le réseau viaire existant
- des espaces dédiés à la constitution d'une trame verte urbaine : espaces verts partagés, haies structurantes en limite aves les espaces agri-naturels …
- des formes urbaines diversifiées sur un même site
- une gradation des formes urbaines sur un même site : formes moins denses au contact d'un tissu individuel pavillonnaire, formes plus denses au contact des dessertes structurantes ou des polarités de quartier ou du centre-ville …



Légende des schémas d'aménagement des OAP

Pour chaque site d'OAP, à partir des formes urbaines préconisées, une densité moyenne peut être estimée. Les tableaux en pages suivantes illustrent les densités différenciées pour chaque site, qui traduisent une adaptation au contexte urbain environnant.

La densité moyenne des OAP n°1 à n°6 et de l'OAP n°8 est de 31 logements / hectare.

L'OAP n°9 porte sur 12 tènements de taille restreinte (compris entre 2800 m^2 et 6000 m^2 de surface nette), pour lesquels l'insertion dans le contexte est plus sensible. Selon les sites, la densité varie entre 12 et 21 logements/hectare. La densité moyenne de l'ensemble de l'OAP n°9 est de 16 logements/hectare.

L'OAP n°7 (la Croisette) propose une forme particulière en lisière d'un parc boisé. La densité est donc adaptée (8 logements/hectare).

Le PLU permet donc une réelle densification dans les OAP, avec une densité supérieure à celle des dernières opérations autorisées (11 logements/ha pour les lots restant à commercialiser).

Les dispositions du règlement du PLU viennent compléter les OAP en fixant des règles de hauteur et d'implantation cohérentes avec les formes bâties recherchées.

On estime que la totalité des OAP de densification peuvent produire un volume de 616 logements, dont 96% dans le TAE.
Le volume de logements encadré par des OAP représente 68% du volume théorique total du PLU.

- En dehors des sites d'OAP, il est possible d'identifier des parcelles disponibles dispersées au sein des zones UB et UC du PLU. La zone UAp (centre historique) n'offre pas de disponibilités de ce type. Le plan de localisation de ces parcelles figure en pages suivantes, ainsi que l'estimation de leur potentiel de densification.

  La densification de ces parcelles sera encadrée par le règlement de la zone concernée : on rappellera que l'emprise au sol est limitée dans les zones UBp, UCp et UCc pour des raisons paysagères.
  Pour estimer le nombre de logements susceptibles d'être réalisés sur ces parcelles, un correctif de 25% est apporté à la surface totale pour tenir compte de la rétention foncière, de la configuration parcellaire, de la topographie et de l'utilisation pour d'autres usages que l'habitat.

  Une densité théorique de 5 logements/ha est retenue pour la zone UCc de Chatinais, pour conserver une forme peu dense adaptée au site (articulation avec les espaces ruraux, proximité du corridor écologique des Perrettes). Cette densité est également appliquée à un grand tènement de 9000 m^2 (chemin de Prade) en zone UC, pour lequel la réalisation d'une OAP de densification n'a pas été retenue compte tenu des accès très contraints (foncier enclavé entre des propriétés).
  Pour les zones UBp et UCp, qui correspondent à la ceinture verte autour du centre historique, la densité retenue est plus faible que dans les zones UB et UC, pour maintenir les qualités paysagères (CES réglementé).
  La densité appliquée pour les zones UB et UC est différente compte tenu des conditions de hauteur fixées par le règlement.
  La densité en zone UC est équivalente à celle observée dans les derniers permis d'aménager délivrés. La densité retenue pour la zone UB est de 15 logements/ha, soit une densité proche de celle de l'OAP n°9 (17 logements/ha), mais inférieure compte tenu de la taille des parcelles.

- L'estimation théorique des logements susceptibles d'être réalisés dans la durée de vie du PLU est de 900 logements en zones U et 1AU. Des zones 2AU actuellement insuffisamment équipées (donc non constructibles) permettront de compléter les besoins en logements tels qu'ils ont été estimés à partir de l'hypothèse démographique faite au regard des enjeux du territoire.

  En conclusion (hors zones 2AU) :
  - *10% de ce volume théorique repose sur la remobilisation du patrimoine bâti existant*
  - *68% est encadré par des OAP et le règlement du PLU*
  - *22% correspond à la densification douce des parcelles libres dispersées dans le tissu urbain, qui est encadrée par le seul règlement du PLU.*

Tableau détaillé de présentation des OAP n°1 à n°7

OAP n°1 à n°7	Zones du PLU	Situation par rapport au TAE	Périmètre OAP (1)	Surface affectée aux opérations et à la voirie (2)	Formes bâties fixées dans l'OAP	Nombre de logements estimés	Densité (3) (logt/ha)
n°1 Six Chemins	1AU / N	75% dans TAE	6,68 ha	3,59 ha	Collectif / intermédiaire / groupé / individuel	105	29
n°2 Beauregard	1AU / U	Dans TAE	5,12 ha	2,44 ha	Intermédiaire / groupé	50	20
n°3 Vissenty Nord	1AU / U	Dans TAE	7,32 ha	3,92 ha	Intermédiaire / groupé	80	20
n°4 Vissenty Sud	1AU / U / N	Dans TAE	8,48 ha	2,93 ha	Intermédiaire / groupé / individuel	65	22
n°5 Chamieux	1AU	Dans TAE	2,03 ha	1,77 ha	Intermédiaire / groupé	40	22
n°6 Porte-Broc	1AU / U	Dans TAE	2,52 ha	1,18 ha	Collectif / groupé	30	25
n°7 La Croisette	1AU / N	Dans TAE	1,43 ha	0,52 ha	Groupé / individuel	8	15
Total			33,58 ha	16,35 ha		378	23

(1) Emprise totale de l'OAP pouvant inclure des voies existantes, des zones N/U, du bâti existant à conserver.
(2) Surface mesurée sur le schéma d'aménagement de l'OAP et excluant les espaces verts partagés.
(3) Densité calculée en rapportant le nombre prévisionnel de logements à la surface affectée aux opérations et à la voirie.

Tableau détaillé de présentation de l'OAP n°8

OAP n°8	Zones du PLU	Surface	Formes bâties fixées dans l'OAP	Densité minimale (logt/ha)	Nombre minimal de logements estimés
site 1 Prématré	1AU	0,28 ha	Collectif / intermédiaire	100	28
site 2 Combe du Prieuré	1AU	0,31 ha		100	31
site 3 Gendarmerie	UBp	0,10 ha		100	10
site 4 CCI	UAp	0,18 ha		200	36
site 5 Jean Macé	UAp	0,17 ha		200	34
site 6 Usine Xavier Danaud	UAp	0,095 ha		200	19
Total		1,13 ha			158
Tous les sites sont inclus dans le TAE.					

Tableau détaillé de présentation de l'OAP n°9

OAP n°9	Zones du PLU	Périmètre OAP	Surface nette (1)	Formes bâties fixées dans l'OAP	Nombre de logements estimés	Densité (logt/ha)
site 1	1AU	0,42 ha	0,35	Individuel groupé / intermédiaire	5	14
site 2	1AU	0,47 ha	0,37	Individuel groupé / intermédiaire	6	16
site 3	1AU	0,36 ha	0,28	Intermédiaire / collectif	6	21
site 4	1AU	0,37 ha	0,30	Individuel groupé / intermédiaire / collectif	6	20
site 5	1AU	1,09 ha	0,51	Individuel groupé / intermédiaire	8	16
site 6	1AU	0,86 ha	0,48	Individuel groupé / intermédiaire / collectif	6	12
site 7	1AU	0,44 ha	0,36	Individuel groupé / intermédiaire	6	17
site 8	1AU	0,60 ha	0,48	Individuel groupé / intermédiaire / collectif	8	17
site 9	1AU	0,46 ha	0,37	Individuel groupé / intermédiaire	6	16
site 10	1AU	0,40 ha	0,31	Individuel groupé / intermédiaire / collectif	6	19
site 11	1AU	1,01 ha	0,54	Individuel groupé / intermédiaire / collectif	10	19
site 1c	1AU/1AUp	0,78 ha	0,60	Individuel groupé / intermédiaire / collectif	7	12
Total		7,26 ha	4,95 ha		80	16
Tous les sites sont inclus dans le TAE.						

(1) Surface brute non bâtie moins 20%.

Commune d'Annonay

Plan de localisation des OAP

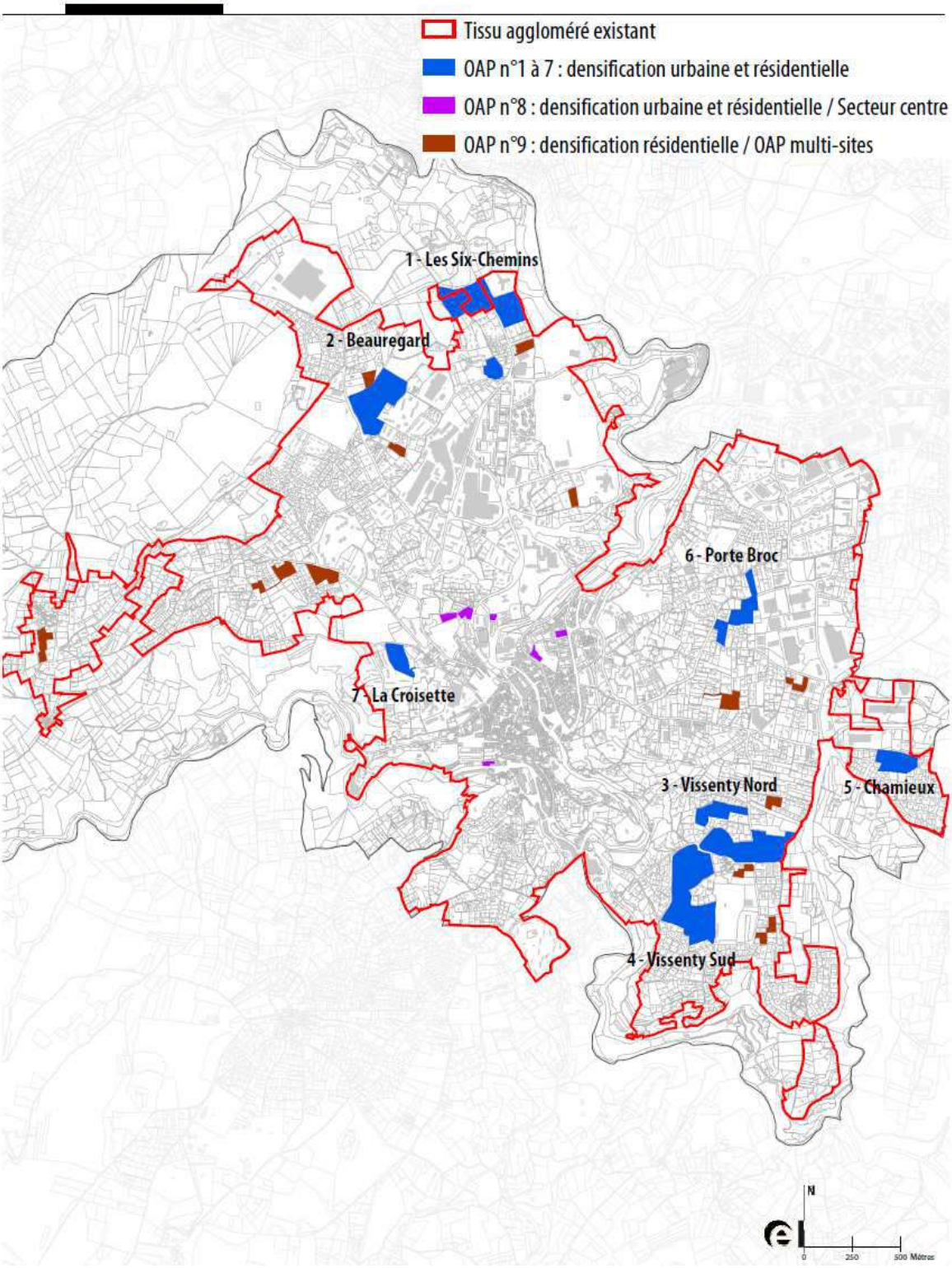


Tableau détaillé de l'estimation des parcelles non bâties disponibles hors OAP

Zones du PLU	Surface totale parcelles non bâties dispersées (en ha)	Surface nette après correctif de 25% (en ha)	Densité théorique appliquée	Nombre prévisionnel de logements
UB	3,91	2,93	15	44
UBp	1,43	1,07	13	14
UC	5,66	4,24	11	47
UCp	0,50	0,37	8	3
UCc + tènement UC chemin de Prade	1,71	1,28	5	6
	13,21 (dont 84% dans TAE)	9,89		114 (dont 98 dans TAE)

Parcelles non bâties disponibles hors OAP

Annonay

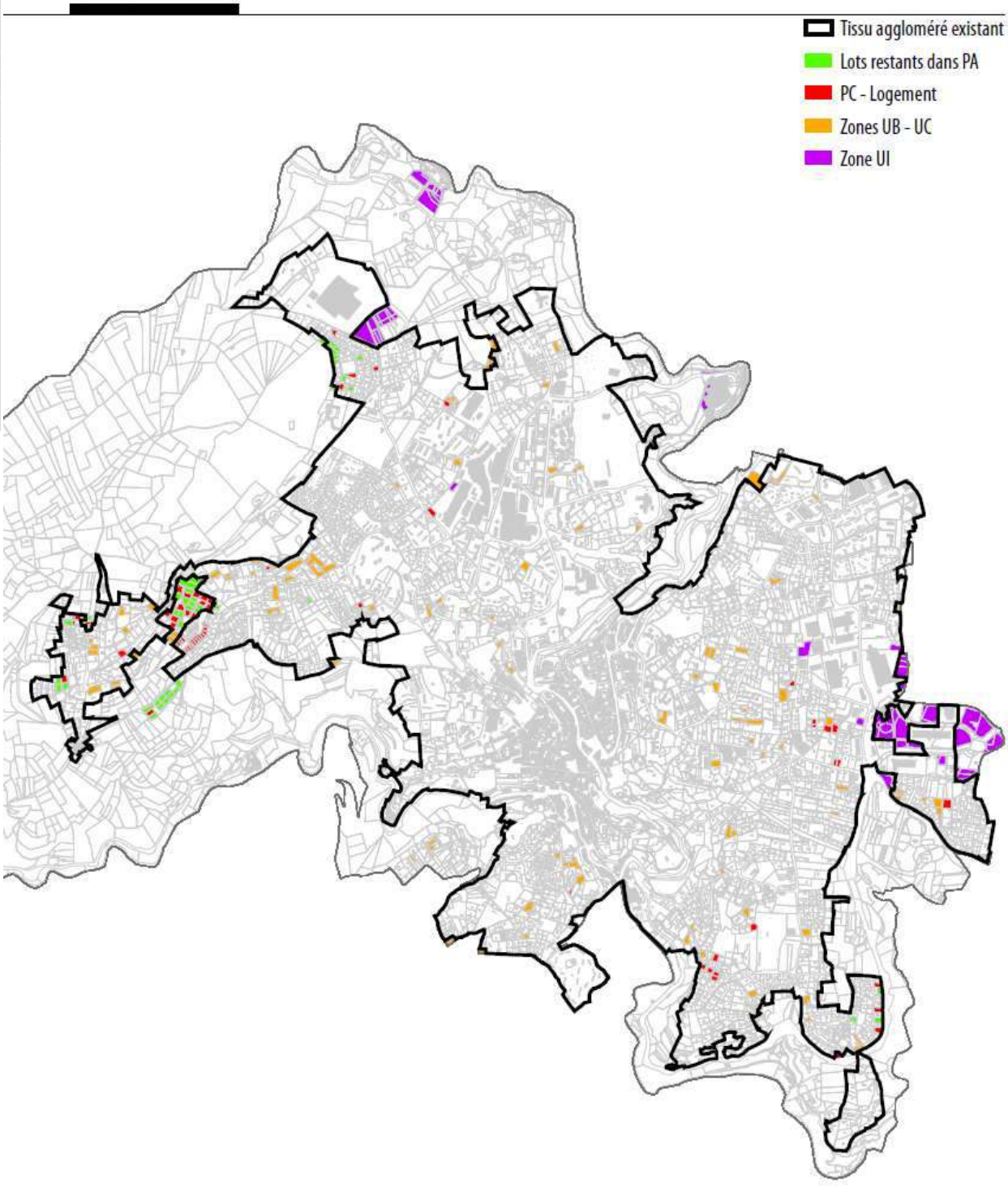


Tableau détaillé de l'estimation des capacités théoriques en logements du PLU

Remise sur le marché de logements vacants (OPAH-RU)	UAp	110 logements	Dans le TAE *	*Pas de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers*
Remise sur le marché de logements vacants dans le parc locatif social		20 logements	Dans le TAE	
Action de renouvellement urbain sans OAP	UAp / UBp	-47 logements	Dans le TAE	
Divisions de parcelles bâties	UB / UC	30 logements	Dans le TAE	
Lots restant à commercialiser (dans opérations autorisées)		51 logements	Dans le TAE	
Secteurs à urbaniser ou à renouveler avec OAP	UAp/OAP UBp/OAP 1AU/OAP 1AUp/OAP	616 logements	590 dans le TAE 26 hors TAE	*Consommation d'espaces NAF selon critères (voir ci-dessus)*
Parcelles non bâties dispersées hors OAP	UB/UC	114 logements	98 dans le TAE 16 hors TAE	*Pas de consommation d'espaces NAF*
Changements de destination	A et N	5 logements	Hors TAE	
Total		**899 logements**	**852 dans le TAE (95%) 47 hors TAE**	

* TAE : tissu aggloméré existant.

Le PLU prévoit également des zones 2AU, dont les conditions d'aménagement seront définies au moment de leur ouverture à l'urbanisation. A titre indicatif, la surface disponible dans ces zones 2AU est de 4,76 hectares, ce qui pourrait représenter 143 logements sur la base d'une densité moyenne de 30 logements/hectare, dont 115 dans le TAE (80%). Lors de l'ouverture à l'urbanisation, la densité devra être adaptée à chaque site en tenant compte des formes urbaines environnantes.

4-3- L'équilibre entre les différentes composantes du territoire

Les dispositions du PLU conduisent à protéger 897 ha au titre des espaces naturels et paysagers (zones N), et 462 ha pour les activités agricoles (zones A). Les espaces urbains existants à revitaliser représentent 45 ha (zone centrale UAp), et les zones de développement urbain portent sur 42 ha (zones AU).

L'ensemble des zones urbaines et à urbaniser couvre une superficie 752 ha, inférieure à celle du tissu aggloméré existant (825 ha), traduisant l'équilibre du projet de PLU et une utilisation économe des espaces agri-naturels.

4-4- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat

Les dispositions du PLU qui concourent à cet objectif sont les suivantes :

- le recentrage du développement urbain sur les tissus existants, à la fois pour l'habitat et les fonctions urbaines avec une localisation prioritaire des commerces en centre-ville et la limitation des implantations commerciales dans les zones économiques (extension limitée des activités préexistantes seulement autorisée par le règlement)
- le développement des activités économiques, artisanales et industrielles, dans des espaces dédiés existants qui offrent encore des disponibilités
- des espaces dédiés pour les équipements collectifs structurants, qui concourent également à la mixité des fonctions en regroupant des emplois
- le développement d'un réseau modes doux (ou «modes actifs») traduit dans les OAP et dans le règlement par des emplacements réservés
- le développement des loisirs urbains, notamment dans le secteur de Vaure
- le développement du tourisme, notamment à la ferme (règlement des zones naturelles et agricoles), et avec des changements d'usage d'anciens bâtiments agricoles autorisés par le règlement
- l'option d'un modèle de développement de la ville sur elle-même est de nature à faciliter le développement des communications électroniques, tout comme un développement ultérieur des transports collectifs
- la mixité sociale est assurée avec un nombre de logements locatifs sociaux suffisants dans le parc existant.

4-5- La prévention des risques, des pollutions et des nuisances

Les dispositions du PLU qui concourent à la **prévention du risque d'inondation** sont les suivantes :

- l'annexion au PLU de la servitude d'utilité publique PM1 : plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la Cance et de la Deûme
- la protection des corridors écologiques des vallées de la Deûme et de la Cance par un classement en zone N plus large que l'emprise réglementée par le PPRI, permettant de perpétuer les services environnementaux rendus (atténuation de l'intensité des crues et des inondations, limitation de l'érosion des berges)
- l'éloignement des constructions par rapport aux axes de ruissellement (dispositions contenues dans l'OAP « Trame Verte et Bleue »)
- des dispositions pour une gestion alternative des eaux pluviales dans l'ensemble des secteurs à urbaniser (OAP de densification)
- une gestion des eaux pluviales à la parcelle dans le règlement du PLU.

Par ailleurs, il est à noter que le Syndicat des Trois Rivières a lancé une étude à l'échelle de l'ensemble des bassins versants dont il assure le suivi afin que la problématique de la gestion des eaux pluviales de la commune d'Annonay soit prise en compte d'une manière globale et à une échelle cohérente (Cf. pièce n°8, mémoire des annexes sanitaires).

Les dispositions du PLU qui concourent à la **prévention du risque d'incendie** sont les suivantes :

- les espaces agricoles et pastoraux situés autour du massif forestier du Montmiandon dans la partie Ouest et Nord de la commune sont protégés par un classement en zones A et N, permettant le maintien de ces activités favorables à l'entretien de la forêt
- aucun secteur à urbaniser (zones 1AU) n'est délimité autour du massif du Montmiandon
- concernant la zone urbaine (UC) jouxtant le Montmiandon à l'Est, les parcelles disponibles et susceptibles d'être urbanisées sont incluses dans l'OAP « Trame Verte et Bleue ».

Les dispositions du PLU qui concourent à la **prévention du risque de mouvement de terrain** sont les suivantes :

- les sites repérés par le BRGM et affectés par des chutes de blocs ou des glissements de terrain sont classés en zones A ou N, à l'exception de ceux qui sont situés dans la ville historique dense (en l'absence d'étude permettant de les délimiter précisément).

Les dispositions du PLU qui concourent à la **prévention des pollutions** sont les suivantes :

- l'annexion au PLU de la servitude d'utilité publique PM2 (site de Faya, terrains pollués par la société Papeteries Canson)
- le maintien d'une vocation industrielle dans le PLU (zone UI) pour les sites pollués connus BASOL (Iveco et Tanneries).

Les dispositions du PLU qui concourent à la **prévention des nuisances sonores** sont les suivantes :

- l'annexion au PLU des périmètres affectés par le bruit de part et d'autre des routes départementales recensées et classées par arrêté préfectoral, ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique qui s'imposent dans ces périmètres
- afin de limiter l'exposition de nouvelles populations, tous les secteurs de densification résidentielle (OAP) sont situés en dehors des périmètres de bruit routier sauf : OAP n°8 « centre-ville », OAP n°1 « Six-Chemins » et site n°2 de l'OAP n°9
- pour l'OAP n°1 des Six-Chemins, afin de minimiser les nuisances sonores, une bande paysagère (zone N) est délimitée de part et d'autre de la route départementale, permettant d'éloigner les constructions de la voie.

4-6- La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité et la remise en état des continuités écologiques

Les dispositions du PLU qui concourent à la **protection des paysages identitaires** de la commune sont les suivantes :

➢ Pour le crêt du Montmiandon :

- Pas d'extension de l'urbanisation (zones AU) autour du crêt du Montmiandon qui viendrait en modifier la perception
- Concernant la zone urbaine (UC) à l'Est du Montmiandon, maintien d'une limite constructible à la même altimétrie que les constructions existantes
- Limitation de la hauteur des constructions dans les zones urbaines existantes en-deçà de la « Corniche de Montmiandon », pour préserver la cohérence paysagère du crêt
- Protection du crêt par une zone N
- Valorisation du Montmiandon comme espace de loisir nature et de pastoralisme avec la création de 2 chemins (emplacements réservés).

➢ Pour le centre ancien et sa ceinture verte :

- Annexion au PLU de la servitude d'utilité publique de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine
- Identification dans le plan de zonage du PLU du périmètre concerné par l'AVAP (indice « p » pour toutes les zones), et renvoi aux dispositions de l'AVAP pour l'aspect extérieur des constructions dans les secteurs à indice « p » (l'AVAP sera un Site Patrimonial Remarquable au moment de sa création)
- Protection des parcs et jardins remarquables du centre ancien et de sa ceinture verte identifiés par l'AVAP : classement en zone Np
- Limitation de l'emprise au sol des constructions dans les zones urbaines de la ceinture verte (UBp et UCp), de manière à conserver les ambiances végétales caractéristiques de ce secteur paysager.

➢ Pour les berges de la Deûme et de la Cance :

- Protection du système paysager caractéristique formé par les rivières de la Deûme et de la Cance, et comprenant les berges et les pentes jusqu'au rebord du plateau, en incluant des paysages habités : classement en zone N/Np.

➢ Pour les espaces ruraux :

- Protection des hameaux traditionnels et des paysages agri-naturels qui font la transition entre la ville et les espaces ruraux du Parc Naturel Régional du Pilat : classement en zones A/Ap et N/Np des espaces situés à l'Ouest et au Nord de la commune
- Afin de mettre en valeur les paysages ruraux qui forment un écrin autour de la ville, aucune extension urbaine n'est prévue dans le PLU pour les hameaux de Boucieu et Chatinais qui sont situés à l'articulation entre ces 2 espaces paysagers.

Les dispositions du PLU qui concourent à la **préservation de la ressource en eau** sont les suivantes :

- un dimensionnement du PLU en adéquation avec les ressources en eau disponibles et les capacités de traitement des eaux usées (Cf. pièce n°8, mémoire des annexes sanitaires)
- la mise en cohérence du zonage du PLU et du zonage d'assainissement, élaborés conjointement
- un recours à l'assainissement collectif pour tous les secteurs à urbaniser ou à renouveler (OAP de densification)
- un recours à l'assainissement autonome limité aux habitations existantes non raccordables au réseau : en zones A et N, pour une habitation existante à Vaure (zone 2AUL), pour une dizaine d'habitations existantes à Chatinais (zone UC)

- des dispositions dans l'OAP « Trame Verte et Bleue » pour la protection des zones humides, ainsi qu'une identification de ces zones humides au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme sur le plan de zonage.

Par ailleurs, il est à noter que le périmètre de protection du barrage du Ternay est en cours de révision (situé hors territoire de la commune d'Annonay) (Cf. pièce n°8, mémoire des annexes sanitaires).

Les dispositions du PLU qui concourent à la **préservation de la qualité de l'air** sont les suivantes :

- la satisfaction des besoins en logements se réalise à 95% dans le tissu aggloméré existant, permettant de rapprocher les habitants et les services du quotidien : réduction des distances à parcourir, recours possible au réseau de transport collectif et aux modes actifs de déplacement
- tous les secteurs de densification résidentielle (OAP) sont desservis par le réseau de transports collectifs, et se situent dans un rayon de 800 m maximum par rapport à un ou plusieurs équipements ou services du quotidien.

Les dispositions du PLU qui concourent à la **protection des milieux naturels remarquables, à la préservation de la biodiversité, des espaces verts, et à la remise en état des continuités écologiques** sont les suivantes :

➢ Pour les milieux naturels remarquables :

- une protection réglementaire (au moyen d'une zone Nz inconstructible) de la prairie de Toissieu identifiée comme ZNIEFF de type 1
- une identification des zones humides du territoire sur le règlement graphique du PLU (article L.151-23) et des dispositions pour les préserver dans l'OAP « Trame Verte et Bleue »

➢ Pour la biodiversité et la remise en état des continuités écologiques :

- la délimitation du réseau écologique du territoire
- des dispositions pour préserver ce réseau écologique au moyen d'une OAP spécifique « trame verte et bleue »
- en complément de l'OAP, une protection de 98,5 % de ce réseau écologique par un classement en zones A et N

trame verte et bleue communale	1154 ha
dont classée en N	64,3%
dont classée en A	34,2%
dont classée en U	0,9%
dont classée en AU	0,5%

- la protection du corridor écologique altéré des Perrettes : afin de restaurer cette continuité, le PLU instaure une coupure d'urbanisation entre le hameau de Chatinais et le secteur des Perrettes, au moyen d'une zone naturelle N ; de part et d'autre de la zone N, les zones urbaines du PLU sont délimitées au plus près de l'urbanisation existante ou en cours (opérations du Clos du Paradis et du Balcon des Alpes), sans extension possible au détriment du corridor
- pour le secteur à densifier des Six-Chemins : des dispositions spécifiques prévues dans l'OAP pour limiter l'impact de l'urbanisation sur le corridor écologique de la Deûme situé à proximité (création d'une haie pluristratifiée dense)
- la protection des corridors écologiques altérés de la Deûme et de la Cance, par un classement en zone naturelle N, sauf au droit du centre-ville (rivière couverte) et des sites industriels de Grosberty et Pupil
- la protection de la liaison verte urbaine entre le Rio Poulet et la Cance (via le tracé désaffecté de la voie ferrée), par un classement en zone naturelle N.

➢ Pour la trame verte urbaine et les espaces verts :

- des dispositions pour préserver les éléments végétaux existants (arbres, haies…) dans les OAP des secteurs à densifier et dans le règlement de la zone 1AU
- des dispositions pour créer une trame verte urbaine et des espaces verts partagés dans les OAP des secteurs à densifier
- la préservation d'espaces verts significatifs dans le tissu urbain (zone N) : abords de la rue des mésanges et arrières de la rue des bouvreuils connectés avec les espaces agri-naturels, espace vert partagé sous le promontoire de Vissenty, partie boisée du Parc Mignot
- la préservation des parcs et jardins de la ceinture verte autour du cœur historique, classés en zone Np.

4-7- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la maîtrise de l'énergie

Les dispositions du PLU qui concourent à cet objectif sont les suivantes :

- la relocalisation de l'offre de logements à l'intérieur de la ville (à hauteur de 95%), au plus près des services et équipements, qui vise à réduire les besoins de déplacements et/ou à favoriser les déplacements courts avec des modes alternatifs à la voiture particulière et qui contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre
- des formes urbaines compactes proposées dans les OAP de densification (habitat groupé et intermédiaire en majorité) qui contribuent à la maîtrise de l'énergie

- la préservation, dans la ville, d'une trame verte (parcs et jardins remarquables, espaces verts significatifs, liaison écologique …) qui contribue, dans une certaine mesure, à limiter le rayonnement solaire (effet « d'îlots de chaleur urbains ») ; 14% de la surface du tissu aggloméré existant est protégée par des zones naturelles N
- et la constitution d'une trame verte dans les secteurs de densification : espaces verts partagés, bandes paysagères …

4-8- Développement et protection de la montagne

Le PLU prend en compte les principes d'aménagement et de protection de la montagne définis aux articles L.122-1 et suivants du code de l'urbanisme de la manière suivante :

- 66% des espaces agri-naturels qui seront consommés par le PLU pour les besoins en habitat, foncier économique et équipements sont situés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante, ce qui permet de restreindre les prélèvements sur les espaces agri-naturels périphériques ;
- 95% des logements prévus par le PLU (capacité théorique) sont localisés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante, en remobilisant le patrimoine bâti vacant et en optimisant l'utilisation des espaces libres (31 logements/hectare en moyenne pour les OAP de densification n°1 à n°6 + n°8, et 16 logements/hectare pour l'OAP n°9), ce qui limite d'autant le prélèvement sur les espaces agri-naturels ;
- le PLU délimite un vaste espace continu à l'Ouest et au Nord du tissu urbain existant, sans risque de mitage, pour permettre le déploiement des activités agricoles, pastorales et forestières : cet espace est protégé par un classement en zones A et N ;
- le PLU ne prévoit aucune extension des hameaux situés dans ce vaste espace agri-naturel et forestier, hormis l'évolution des habitations existantes (par extension limitée du bâti et création d'annexes) et les changements de destination ;
- à titre exceptionnel, deux secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) sont créés pour permettre l'extension limitée de constructions existantes au sein de la zone N (à moins de 50 mètres du bâti existant) ;
- la réglementation des boisements mise en place en 1992 pour garantir l'équilibre entre l'occupation forestière et l'occupation agricole de l'espace est annexée au PLU ;
- pour mettre fin à l'étalement de la ville, les hameaux de Boucieu et Chatinais situés à l'articulation entre l'espace rural et le tissu urbain sont figés dans leurs limites actuelles : seuls les espaces disponibles à l'intérieur du hameau de Chatinais pourront se densifier.

5- Tableau des surfaces des zones du PLU

En hectares	Total	Dans le TAE	Hors TAE
Zones urbaines			
UAp	45,3	45,3	0
UB	214,5	212,5	2,0
UBp	50,0	47,8	2,2
UC	189,1	177,1	12,0
UCp	4,3	3,6	0,7
UCc	6,2	6,1	0,2
UI	99,9	83,8	16,1
UIc	1,2	0,2	1,0
UIp	12,3	4,4	7,8
UL	58,0	54,1	3,9
ULp	29,1	28,9	0,2
Sous-total Zones U	*709,9 (33,6%)*	*663,8*	*46,1*
Zones à urbaniser			
1AU	31,7	29,9	1,8
1AUp	0,4	0,4	0
2AU	5,7	4,7	1,0
2AUL	4,2	0	4,2
Sous-total Zones AU	*42,0 (2,0%)*	*35,0*	*7,0*
Zones agricoles			
A	407,5	1,9	405,6
Ap	54,3	0,5	53,8
Sous-total Zones A	*461,8 (21,9%)*	*2,4*	*459,4*
Zones naturelles et forestières			
N	655,4	67,8	587,6
Np	234,8	54,9	179,9
Nz	6,4	0	6,4
Sous-total Zones N	*896,6 (42,5%)*	*122,7*	*773,9*
Périmètres OAP	42,0		
Emplacements réservés	4,7		
Emprise réglementée par le PPRI	52,0		
Emprise des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL)	1,1		

Chapitre 4 :
Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées

Sommaire

Chapitre 4 : Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées 323

Sommaire 325

IV Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées 327

1- Contexte réglementaire et définitions 329
Contexte réglementaire 329
Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement 330
Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les effets dommageables du PLU sur l'environnement 331

2- Incidences notables prévisibles et mesures envisagées 332
2-1- Incidences du PADD 332
2-1-1- Les incidences des orientations du PADD sur les grandes finalités du développement durable 332
2-1-2- Les incidences des orientations du PADD sur l'environnement 335
2-1-2-1- Incidences de l'axe 1 : Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay 336
a- Action 1 : Renforcer le centre-ville dans son rayonnement sur l'ensemble du territoire 336
b- Action 2 : Faire du centre-ville un lieu d'habitat attractif et diversifié 336
c- Action 3 : Privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville : « faire la ville sur la ville » 336
d- Action 4 : Maîtriser le développement en limitant fortement les sites d'extension urbaine 337
e- Action 5 : Modérer la consommation des espaces agri-naturels, en utilisant au mieux les potentialités disponibles dans le tissu urbain existant 337
2-1-2-2- Incidences de l'axe 2 : Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat 337
a- Action 1 : Favoriser la diversité des fonctions urbaines 337
b- Action 2 : Favoriser le développement d'un habitat durable 337
c- Action 3 : Promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère, et la qualification des entrées de ville 338
d- Action 4 : Améliorer et diversifier les déplacements en assurant le lien urbanisme-transports 338
e- Action 5 : Permettre et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions 338
f- Action 6 : Développer les communications numériques 339
2-1-2-3- Incidences de l'axe 3 : Préserver et valoriser l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay 339
a- Action 1 : Des équilibres entre ville et nature à préserver 339
b- Action 2 : Protéger les espaces affectés aux activités agricoles et forestières 340
c- Action 3 : Valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crête) et en posant des limites à l'urbanisation diffuse 340
d- Action 4 : Préserver les ensembles urbains traditionnels et les éléments de patrimoine remarquables 340
e- Action 5 : Assurer la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature 341
f- Action 6 : Protéger la ressource en eau 341
2-1-3- Synthèse des incidences sur l'environnement des orientations du PADD 342
2-2- Incidences notables prévisibles du zonage et du règlement 345
2-2-1- Les incidences sur la consommation des sols et mesures envisagées 345
2-2-1-1- Rappel des enjeux 345
2-2-1-2- Incidences du zonage et du règlement 345
2-2-1-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs 346

2-2-2- Les incidences sur la biodiversité, les milieux naturels et agricoles et mesures envisagées 347
2-2-2-1- Rappel des enjeux 347
2-2-2-2- Incidences du zonage et du règlement 348
2-2-2-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs 350
2-2-3- Les incidences sur les risques naturels et technologiques et mesures envisagées 350
2-2-3-1- Rappel des enjeux 350
2-2-3-2- Incidences du zonage et du règlement 351
2-2-3-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs 354
2-2-4- Les incidences sur la ressource en eau et mesures envisagées 355
2-2-5- Les incidences sur la qualité de l'air et mesures envisagées 357
2-2-6- Les incidences sur la ressource énergétique et mesures envisagées 359
2-2-7- Les incidences sur l'ambiance sonore et mesures envisagées 361
2-2-8- Les incidences sur le paysage et le patrimoine bâti et mesures envisagées 362
2-2-9- Les incidences sur la gestion des déchets et mesures envisagées 365
2-2-10- Synthèse des incidences notables du zonage et du règlement 366
2-3- Incidences des sites à urbaniser et des orientations d'aménagement et de programmation 371
2-3-1- Les zones AU 371
2-3-2- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 373
2-3-2-1- OAP 1 : Les Six Chemins 378
2-3-2-2- OAP 2 : Beauregard 388
2-3-2-3- OAP 3 : Vissenty Nord 398
2-3-2-4- OAP 4 : Vissenty Sud 407
2-3-2-5- OAP 5 : Chamieux 417
2-3-2-6- OAP 6 : Porte-Broc 426
2-3-2-7- OAP 7 : La Croisette 435
2-3-2-8- OAP n°8 – Densification urbaine et résidentielle dans le centre de la ville 444
2-3-2-9- OAP 9 : Densification résidentielle de tènements insérés dans le tissu urbain 446
2-3-2-10- OAP 10 : Renforcer la place de la trame verte et bleue sur le territoire communale 507

3- Evaluation des incidences NATURA 2000 508
3-1- Présentation des sites Natura 2000 508
3-2- Description des incidences du projet sur les sites Natura 2000 511

IV Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées

1- Contexte réglementaire et définitions

Contexte réglementaire

La directive européenne n°2001/42/CE du 21 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a complété le système d'évaluation existant qui portait essentiellement sur les impacts des projets. Désormais, une évaluation environnementale est nécessaire au niveau de la planification pour les plans et programmes qui répondent aux critères de la directive. La directive européenne a été transposée en droit français par ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004.

Ce texte (publié au Journal officiel du 5/06/2004) rappelle les modifications effectuées au sein du Code de l'environnement, du Code de l'urbanisme et du Code général des collectivités territoriales, qui sont relatives à la mise en place d'une évaluation environnementale pour certains plans et documents d'urbanisme pouvant avoir une incidence notable sur l'environnement national ou sur un État membre de la Communauté Européenne. Cette ordonnance précise qu'avant l'adoption d'un plan ou d'un programme, l'autorité compétente sera tenue de réaliser une évaluation environnementale et de rédiger un rapport environnemental détaillant entre autres :

- les raisons pour lesquelles le projet a été retenu,
- la teneur du plan ou du programme et ses principaux objectifs,
- les caractéristiques environnementales de la zone susceptible d'être affectée par le plan ou le programme,
- les incidences environnementales susceptibles de découler de la mise en œuvre du plan ou du programme,
- toute mesure envisageable pour éviter, réduire et compenser les incidences négatives sur l'environnement,
- les mesures de suivi envisagées.

Les Plans Locaux d'Urbanisme susceptibles d'avoir des incidences sur un site Natura 2000 sont soumis à évaluation environnementale stratégique telle que définie aux articles L.121-10 et suivants du Code de l'urbanisme.

Incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement

Il s'agit d'examiner dans cette partie :

Les effets notables sur l'environnement au regard des enjeux du territoire et ses perspectives d'évolution : effets du PADD, impacts sur le zonage et le règlement ainsi que sur les orientations d'aménagement. Dans la mesure du possible, doivent être identifiés et décrits, de manière quantitative ou qualitative :

- les impacts potentiellement négatifs comme positifs ;
- les impacts cumulatifs ;
- les impacts à court, moyen et long terme ;
- la durabilité des impacts (temporaires, permanents, s'atténuant, …) ;
- la localisation des impacts (locale, masse d'eau, régionale, planétaire) ;
- les impacts cumulés avec d'autres facteurs de pression (domestiques, agricoles, industriels…) et d'autres plans et programmes.

Les effets notables sur les sites Natura 2000, en considérant les espèces qui ont conduit à la désignation du site et sur la biodiversité au sens large : biodiversité urbaine, trame verte et bleue, zones humides, on s'intéressera par exemple :

- aux parties du règlement relatif à la hauteur des bâtiments, à leur aspect extérieur (surfaces en verre, …), la perméabilité des clôtures et des voiries ;
- au règlement et au zonage prévu dans le site (dérangement lié au bruit et à la fréquentation, …) ;
- au règlement et au zonage hors du site mais dans des zones intéressantes pour les espèces considérées (nourrissage, repos, …) ;
- aux continuités entre les différentes parties du site Natura 2000.

Mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser les effets dommageables du PLU sur l'environnement

- Les mesures d'évitement ou de suppression :

Il s'agit des modifications, suppressions ou déplacements d'une orientation prise dans le cadre du document d'urbanisme pour en supprimer totalement les incidences sur l'environnement. Cette mesure fait suite à l'étude de différentes alternatives au projet initial, en comparant les incidences potentielles, qui au final a conduit à éviter les incidences d'une solution moins favorable en matière d'environnement.

- Les mesures de réduction :

Il s'agit des mesures prises pour adapter les orientations prises et assurer une moindre incidence sur l'environnement.

- Les mesures de compensation :

Il s'agit des contreparties à l'orientation prise par la collectivité pour en compenser les incidences résiduelles qui n'auront pu être évitées ou suffisamment réduites.

2- Incidences notables prévisibles et mesures envisagées

Le PLU est à la fois un document d'urbanisme, ayant une valeur réglementaire ainsi qu'un document d'aménagement, respectant les enjeux du développement durable selon trois piliers : économique, social et environnemental. En premier lieu dans l'évaluation environnementale, il convient de mettre en perspective les énoncés du PADD avec les enjeux environnementaux. Ensuite, nous procéderons à la mise en perspective du règlement et du zonage ainsi que des orientations d'aménagement.

2-1- Incidences du PADD

2-1-1- Les incidences des orientations du PADD sur les grandes finalités du développement durable

Les orientations générales du Plan Local d'Urbanisme constituent le projet de territoire à l'horizon 2020- 2025. Elles sont définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, résultant d'une analyse stratégique du territoire partagée par l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire. Les orientations du PADD d'Annonay s'organisent autour de 3 axes majeurs :

- **Axe 1** : Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay
- **Axe 2** : Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat
- **Axe 3** : Préserver et valoriser l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay

Le PADD s'inscrit dans une démarche de développement durable du territoire et dans le respect des grands enjeux environnementaux de la commune et de ses alentours. Les sites de ZNIEFF, le patrimoine naturel, paysager, urbain et historique sont mis en avant et le plan de zonage se décline dans un double objectif :

- de préservation et de valorisation des atouts du territoire communal
- de maîtrise ou d'amélioration des faiblesses du territoire communal

Le cadre de référence national pour les projets territoriaux de développement durable est dorénavant intégré au code de l'environnement et pris en compte par le code de l'urbanisme. Il s'applique dorénavant aux documents d'urbanisme comme les PLU.

Il définit cinq finalités du développement durable et invite à renouveler les modes de savoir-faire. Chacune de ces finalités renvoie à des enjeux en termes d'urbanisme et de gestion des territoires, enjeux susceptibles d'être pris en considération dans le PLU, à savoir :

- **Finalité 1** : Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère

- **Finalité 2** : Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
- **Finalité 3** : Epanouissement de tous les êtres humains
- **Finalité 4** : Cohésion sociale et solidarité entre territoires et générations
- **Finalité 5** : Un développement suivant des modes de production et de consommation responsables

Pour ce PLU, au regard des orientations retenues pour le PADD, la prise en compte du Développement Durable et de ses finalités est évaluée dans le tableau ci-après. Il s'appuie sur les principaux «domaines d'actions» répondant aux finalités du cadre de référence national pour les projets territoriaux de développement durable et pouvant être traduits dans le PLU.

Tableau : Prise en compte des 5 grandes finalités du développement durable dans le PADD

Orientations du PADD		Finalités du développement durable				
Axes majeurs	Actions	F1 : Energie climat	F2 : Biodiversité, ressources	F3 : Qualité de vie	F4 : Cohésion sociale	F5 : Production Consommation responsable
Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay	Renforcer le centre-ville dans son rayonnement sur l'ensemble du territoire					
	Faire du centre-ville un lieu d'habitat attractif et diversifié					
	Privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville : « faire la ville sur la ville »					
	Maîtriser le développement en limitant fortement les sites d'extension urbaine					
	Modérer la consommation des espaces agri-naturels, en utilisant au mieux les potentialités disponibles dans le tissu urbain existant					
Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat	Favoriser la diversité des fonctions urbaines					
	Favoriser le développement d'un habitat durable					
	Promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère, et la qualification des entrées de ville					
	Améliorer et diversifier les déplacements en assurant le lien urbanisme-transports					
	Permettre et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions					
	Développer les communications numériques					
Préserver et valoriser	Des équilibres entre ville et nature à préserver					

l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay	Protéger les espaces affectés aux activités agricoles et forestières					
	Valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crêtes) et en posant des limites à l'urbanisation diffuse					
	Préserver les ensembles urbains traditionnels et les éléments de patrimoine remarquable					
	Assurer la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et de nuisances de toute nature					
	Protéger la ressource en eau					

Niveau de prise en compte du PADD	
Forte	
Modérée	
Faible	
Absence	

2-1-2- Les incidences des orientations du PADD sur l'environnement

Il convient de mettre en perspective les énoncés du PADD avec les enjeux environnementaux identifiés sur la commune d'Annonay :

- **Enjeu 1** : Gestion économe de l'espace
- **Enjeu 2** : Prévention des risques naturels (feux de forêt, inondation, mouvements de terrain) et risques technologiques
- **Enjeu 3** : Préservation de la biodiversité en maintenant les équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés
- **Enjeu 4** : Protection et mise en valeur du patrimoine paysager et bâti
- **Enjeu 5** : Protection de la ressource en eau (protéger la qualité des eaux de surface et souterraines, limiter les rejets polluants, économiser l'eau potable)

Enjeu 6 : Amélioration de la qualité du cadre de vie à court et long terme (qualité de l'air, sécurité routière, performance énergétique des bâtiments,…).

Il s'agit également de s'assurer que les orientations/actions du PADD d'Annonay prennent bien en compte les enjeux environnementaux identifiés pour la révision du SCOT des Rives du Rhône ainsi que les orientations définies dans le SDAGE RMC 2016-2021.

2-1-2-1- Incidences de l'axe 1 : Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay

a- Action 1 : Renforcer le centre-ville dans son rayonnement sur l'ensemble du territoire

Incidences positives

Le renforcement de la fonction commerciale et du potentiel de services du centre-ville et la mise en valeur des espaces publics sont autant de mesures qui participent à l'amélioration de la qualité du cadre de vie (enjeu 6).

b- Action 2 : Faire du centre-ville un lieu d'habitat attractif et diversifié

Incidences positives

Cette action qui vise la création d'un habitat attractif et diversifié en centre-ville participe à l'amélioration de la qualité du cadre de vie (enjeu 6). Cet engagement peut également s'inscrire dans la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti du centre-ville (enjeu 4).

c- Action 3 : Privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville : « faire la ville sur la ville »

Incidences positives

Cette action qui vise la création d'une nouvelle dynamique urbaine (renouvellement urbain, affectation de nouveaux usages aux friches, restructuration des espaces urbanisés,…) en centre-ville participe à l'amélioration de la qualité du cadre de vie (enjeu 6). Lorsque c'est pertinent, les opérations de renouvellement urbain pourront être l'occasion d'améliorer la performance énergétique des bâtiments (enjeu 6).

Cet engagement peut également s'inscrire dans la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti du centre-ville (enjeu 4). La densification du tissu urbain existant et la mobilisation des espaces interstitiels contribuent à une gestion économe de l'espace (enjeu 1).

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 2.1.1 « Rompre avec la dispersion de l'habitat » et 2.1.2 « Réinvestir le tissu urbain existant ».

d- Action 4 : Maîtriser le développement en limitant fortement les sites d'extension urbaine

Incidences positives

La limitation des sites d'extension urbaine en fonction de leur localisation répond d'une part, à la prévention des risques inondation par ruissellement pluvial (enjeu 2) et, d'autre part, à la préservation du patrimoine paysager communal (enjeu 4) et des milieux écologiques (enjeu 3). En prenant en compte la continuité du tissu urbain existant et la proximité des commerces et services, cette action permet de ne pas augmenter les déplacements automobiles et répond ainsi aux enjeux énergétiques (enjeu 6).

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec le défi 2.1.3 « Promouvoir des modèles de développement et d'aménagement plus économes en foncier ».

e- Action 5 : Modérer la consommation des espaces agri-naturels, en utilisant au mieux les potentialités disponibles dans le tissu urbain existant

Incidences positives

La volonté communale étant de limiter aux seuls besoins de développement les espaces qui ne peuvent pas être satisfaits par la densification et le renouvellement urbain du tissu existant, la commune s'engage par cette action à une gestion économe de l'espace communal (enjeu 1). De plus, en préservant de toute urbanisation les unités pastorales situées à l'Ouest de la commune, cette action participe à la préservation de la biodiversité en maintenant les équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés (enjeu 3).

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 2.1.1 « Rompre avec la dispersion de l'habitat » et 2.1.2 « Réinvestir le tissu urbain existant ».

2-1-2-2- Incidences de l'axe 2 : Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat

a- Action 1 : Favoriser la diversité des fonctions urbaines

Incidences positives

Le développement des loisirs urbains à caractère sportif, ludique et culturel ainsi que la valorisation des loisirs de détente et le tourisme de plein air participe à l'amélioration de la qualité du cadre de vie de la population (enjeu 6). Le confortement des espaces économiques et le renforcement des polarités de proximité contribuent également à cet enjeu.

b- Action 2 : Favoriser le développement d'un habitat durable

Incidences positives

Cette mesure contribue au développement durable en favorisant une plus grande mixité urbaine et les échanges intergénérationnels. Elle participe ainsi à améliorer le cadre de vie des habitants (enjeu 6).

Cette action va permettre de créer des logements en y intégrant la possibilité d'édifier des formes d'habitat alternatives compatibles avec l'urbanisation existante et avec le paysage communal (enjeu 4). En optimisant l'espace constructible localisé à proximité des services ou des transports collectifs, cette action répond à l'enjeu 6 par la réduction des émissions en polluants atmosphériques et l'amélioration de la qualité du cadre de vie.

c- Action 3 : Promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère, et la qualification des entrées de ville

Incidences positives

L'insertion des constructions dans le tissu urbain et le paysage vise à la préservation du patrimoine urbain et paysager porteur de l'identité communale et s'inscrit dans l'enjeu 4. L'adaptation des constructions à la pente permet de minimiser les mouvements de terrain et de répondre ainsi à l'enjeu 2 sur la prévention des risques de mouvements de terrain.

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 3.1.2 « Préserver et valoriser les éléments identitaires », 3.2.1 « Améliorer la qualité des entrées d'agglomérations, villes et villages, et des abords des axes structurants », 3.2.2 « Favoriser la nature en ville », 3.2.3 « Améliorer l'intégration des nouvelles constructions dans leur environnement naturel et bâti ».

d- Action 4 : Améliorer et diversifier les déplacements en assurant le lien urbanisme-transports

Incidences positives

Cette action propose de diversifier les modes de déplacements (transports collectifs, modes doux) et de créer des liaisons entre les différents quartiers en réalisant notamment une voie verte aux abords de la Deûme. Elle répond à l'enjeu 6 par la réduction des émissions en polluants atmosphériques et l'amélioration de la qualité du cadre de vie.

Incidences potentiellement négatives

Si la création d'emplacements réservés aux modes doux implique la création de nouvelles surfaces imperméabilisées, des impacts sur la ressource en eau liés à l'augmentation du risque de ruissellement pluvial peuvent survenir.

e- Action 5 : Permettre et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions

Incidences positives

Cette action propose de réduire la consommation énergétique en intégrant la Haute Qualité Environnementale dans les opérations d'aménagement futures et en facilitant le recours aux énergies nouvelles.

Elle répond à l'enjeu 6 qui concerne l'amélioration de la qualité de vie sur le long terme et aux objectifs de la loi Grenelle 2 d'un urbanisme économe en ressources énergétiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en développant les énergies renouvelables. Le recours aux énergies nouvelles étant conditionné par la protection du paysage et du patrimoine, cette mesure prend également en compte les enjeux environnementaux 3 et 4.

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 2.3.1 « Réduire les consommations d'énergie pour limiter la pression sur les ressources dans un contexte de changement climatique et de variations du prix des énergies fossiles » et 2.3.3 « Mieux coordonner planification urbaine et planification énergétique (réseaux de chaleur) ».

f- Action 6 : Développer les communications numériques

Incidences positives

Cette action participe à l'amélioration de la qualité du cadre de vie quotidienne (enjeu 6) des habitants du territoire communal. Par ailleurs, cela peut permettre l'installation d'artisans ou PME ainsi que la réalisation de démarches administratives en ligne, ce qui évite des déplacements superflus, et donc des pollutions et nuisances (enjeu 6).

2-1-2-3- Incidences de l'axe 3 : Préserver et valoriser l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay

a- Action 1 : Des équilibres entre ville et nature à préserver

Incidences positives

Cette action répond à l'enjeu 3 de préservation de la biodiversité et à la protection du patrimoine paysager (enjeu 4) par le maintien et la protection des réservoirs de biodiversité terrestres et aquatiques (structures agricoles et naturelles de la partie Ouest de la commune, forêt de Montmiandon, vallées de la Deûme et de la Cance, zones humides) et des espaces de nature en ville dotés d'une forte biodiversité et jouant un rôle de corridor écologique (boisements rivulaires de la Deûme et de la Cance, parcs et jardins,…). Tous ces espaces identifiés dans la trame verte et bleue communale participent au maintien et à la restauration des continuités écologiques. La prise en compte des zones humides de la commune par leur intégration dans la trame bleue communale et le maintien de larges espaces libres de toute construction en bordure de la rivière de la Deûme contribuent à la prévention des risques d'inondation par la prise en compte des espaces de mobilité (lit majeur) des cours d'eau.

Cette action est compatible avec, d'une part, l'orientation fondamentale 6 du SDAGE sur la préservation et la restauration du fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides, d'autre part, l'orientation fondamentale 8 sur la gestion des risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 1.1.2 « Veiller à la préservation des espaces naturels dans leur diversité, qu'ils soient le support d'une faune et d'une flore remarquable ou plus ordinaire », 1.1.3 « Mieux prendre en compte les enjeux écologiques dans les choix de développement urbain », 1.2.2 « Préserver les espaces supports aux déplacements des espèces entre les réservoirs de biodiversité locaux », et 1.2.4 « Faire de la trame verte et bleue un atout dans la structuration et la valorisation du territoire ».

b- Action 2 : Protéger les espaces affectés aux activités agricoles et forestières

Incidences positives

Les espaces agricoles, en permettant le déplacement des espèces d'un espace naturel à un autre, contribuent fortement à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques. La protection des grands espaces agricoles devrait permettre de faire perdurer des pratiques agricoles favorables à l'entretien et à la diversité des milieux. La conservation des espaces mosaïques est un préalable indispensable au maintien de la biodiversité dans les espaces naturels (enjeu 3).

Les espaces agricoles et notamment les structures bocagères sont des éléments identitaires du paysage qu'il convient de préserver (enjeu 4).

c- Action 3 : Valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crête) et en posant des limites à l'urbanisation diffuse

Incidences positives

Cette action qui vise à la préservation des ensembles paysagers particulièrement perceptibles (crêts, défilé de Deûme, vallée de la Cance), en limitant l'urbanisation diffuse, répond à l'enjeu 4.

d- Action 4 : Préserver les ensembles urbains traditionnels et les éléments de patrimoine remarquables

Incidences positives

En préservant les éléments majeurs du patrimoine architectural, urbain et paysager et le caractère des hameaux traditionnels, cette action participe à l'enjeu 4 (Protection et mise en valeur du patrimoine paysager et bâti).

e- Action 5 : Assurer la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature

Incidences positives

Cette action se décline en plusieurs mesures en matière de prévention de :

- risques naturels : prise en compte du risque inondation aux abords de la Cance et de la Deûme et des zones de risques mouvement de terrain dans la définition des secteurs urbanisables ; lutte contre l'imperméabilisation des sols et les risques de ruissellement par des mesures règlementaires adaptées ; préservation de l'activité pastorale favorable à la prévention des incendie de forêt ;

- de risques technologiques et nuisances, et notamment la prise en compte des grands sites d'activités industrielles, des voies bruyantes et des sites potentiellement pollués dans le développement de la commune.

Ces mesures répondent à l'enjeu 2 de Prévention des risques naturels (feux de forêt, inondation, mouvements de terrain) et risques technologiques.

Le PADD est compatible avec l'orientation fondamentale 8 du SDAGE qui préconise de limiter le ruissellement pluvial à la source.

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 4.1.1 « Prendre en compte les risques dans les choix de développement et limiter l'exposition des populations », 4.1.2 « Identifier et prendre en compte les sites pollués ou potentiellement pollués », 4.2.4 « Prendre en compte l'ensemble des risques dans les choix et modèles de développement » et 2.2.4 « Améliorer la qualité des cours d'eau et des eaux souterraines » ; 4.4.1 « Prendre en compte l'exposition aux pollutions et nuisances sonores dans les choix de développement ».

f- Action 6 : Protéger la ressource en eau

Incidences positives

La prise en compte de la qualité des systèmes d'assainissement, du réseau d'eau potable sont des actions qui favorisent la préservation de la ressource en eaux souterraines et superficielles (enjeu 5).

Cette action est compatible avec le SDAGE, et notamment avec les orientations fondamentales(OF) 2 (principe de non dégradation des milieux aquatiques) et OF5 (lutte contre les pollutions).

Cette action est compatible avec le projet du SCOT et notamment avec les défis 2.2.1 « Définir des objectifs de développement qui tiennent compte de la disponibilité de la ressource en eau potable et des risques de déficit à venir » et 2.2.3 « Protéger la ressource en eau potable et sécuriser l'alimentation des territoires ».

2-1-3- Synthèse des incidences sur l'environnement des orientations du PADD

Le PADD est compatible avec les grands enjeux à prendre en compte pour la révision du SCOT des Rives du Rhône et notamment :

- les enjeux en matière d'habitat : bâtir pour tous et pour mieux vivre ensemble ; améliorer le parc de logements existants ; construire différemment ; accompagner le développement résidentiel par un renforcement de l'offre en services tout en améliorant le cadre de vie ;

- les enjeux en matière de développement économique : soutenir l'industrie et l'artisanat ; soutenir et consolider l'activité agricole ; équilibrer et stabiliser l'offre commerciale ; s'inscrire dans les exigences qualitatives et environnementales du XXIème siècle ;

- les enjeux en matière d'environnement : maintenir sinon améliorer la richesse et la fonctionnalité écologique du territoire ; entretenir et valoriser les ressources nombreuses et diversifiées (maintien des terres agricoles de valeur) ; positionner le paysage comme une composante à part entière du projet (préservation et valorisation des perceptions lointaines sur le grand paysage) ; limiter l'exposition aux risques et nuisances d'aujourd'hui comme de demain ;

- les enjeux en matière de déplacements et notamment la valorisation de l'utilisation des transports en commun (une alternative à la voiture).

De plus, les orientations/actions du PADD d'Annonay prennent bien en compte les enjeux environnementaux identifiés pour la révision du SCOT des Rives du Rhône ainsi que les orientations définies dans le SDAGE RMC 2016-2021.

Le tableau suivant synthétise les incidences (positives et négatives) sur l'environnement des orientations du PADD.

Orientations du PADD		Enjeux environnementaux					
Axes majeurs	Actions	Gestion économe de l'espace	Prévention des risques naturels	Préservation de la biodiversité	Préservation du patrimoine bâti et paysager	Protection de la ressource en eau	Amélioration de la qualité de vie
Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay	Renforcer le centre-ville dans son rayonnement sur l'ensemble du territoire						☺
	Faire du centre-ville un lieu d'habitat attractif et diversifié				☺		☺
	Privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville : « faire la ville sur la ville »				☺		☺
	Maîtriser le développement en limitant fortement les sites d'extension urbaine		☺	☺	☺		☺
	Modérer la consommation des espaces agri-naturels, en utilisant au mieux les potentialités disponibles dans le tissu urbain existant	☺		☺			
Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat	Favoriser la diversité des fonctions urbaines						☺
	Favoriser le développement d'un habitat durable				☺		☺
	Promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère, et la qualification des entrées de ville		☺		☺		
	Améliorer et diversifier les déplacements en assurant le lien urbanisme-transports					☹	☺
	Permettre et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions			☺	☺		
	Développer les communications numériques						☺
Préserver et valoriser	Des équilibres entre ville et nature à préserver			☺	☺		

l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay	Protéger les espaces affectés aux activités agricoles et forestières			☺	☺		
	Valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crêtes) et en posant des limites à l'urbanisation diffuse				☺		
	Préserver les ensembles urbains traditionnels et les éléments de patrimoine remarquable				☺		
	Assurer la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et de nuisances de toute nature		☺				
	Protéger la ressource en eau					☺	

Niveau d'incidences notables prévisibles	
Incidences positives	☺
Incidences neutres	😐
Incidences négatives	☹

2-2- Incidences notables prévisibles du zonage et du règlement

2-2-1- Les incidences sur la consommation des sols et mesures envisagées

2-2-1-1- Rappel des enjeux

Le territoire d'Annonay repose sur différents plateaux recoupés par les vallées de la Deume et de la Cance. Jusqu'à une époque récente, l'urbanisation s'est largement étendue sur l'ensemble des plateaux au détriment des zones agricoles et dans une moindre mesure sur les espaces naturels. L'enjeu du projet de PLU est dorénavant de veiller à une gestion beaucoup plus économe de l'espace en utilisant le potentiel foncier constructible dans les zones déjà urbanisées et en continuité du bâti existant.

2-2-1-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

De par son document d'urbanisme et son zonage, la commune préserve les espaces naturels et agricoles et fait une gestion économe des espaces. En effet, les équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés sont maintenus : les dispositions du PLU conduisent à protéger 896 ha au titre des espaces naturels et paysagers (zones N), et 461 ha pour les activités agricoles (zones A). L'ensemble des zones urbaines et à urbaniser couvre une superficie 751 ha, et se localise à plus de 90% dans le tissu aggloméré existant (825 ha), traduisant l'équilibre du projet de PLU et une utilisation économe des espaces agri-naturels.

L'utilisation économe de l'espace s'affiche à travers la densification des tissus urbains encadrée à 68% par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ; le reste correspondant à la remobilisation du patrimoine bâti existant (13%) et à la densification douce des parcelles libres dispersées dans le tissu urbain (18%). Les principes d'aménagement de ces OAP en permettant de fixer des conditions d'insertion urbaine, environnementale et paysagère dans des opérations d'ensemble, auront une incidence positive dans la manière de consommer l'espace de manière qualitative.

Des coefficients d'emprise au sol dans certains secteurs périphériques sensibles (notamment secteur de Châtinais en UCc et UCp) permettent de maitriser la densification et de maintenir ainsi l'équilibre entre espaces verts urbains et espaces aménagés.

Le développement urbain projeté conduit à un objectif de prélèvement de 42 hectares sur les espaces agricoles, naturels et forestiers. L'étalement urbain est fortement maîtrisé, dans la mesure où 83% (soit 35 ha) de ces espaces s'inscrivent à l'intérieur du tissu aggloméré existant. De plus, ce prélèvement sur les espaces agri-naturels est maîtrisé dans le temps, puisque 9,9 hectares sur 42 ne sont pas immédiatement ouverts à l'urbanisation compte tenu de leur niveau d'équipement (zones 2AU).

Le PLU prend en compte les principes d'aménagement et de protection en zone de montagne définis à l'article L.145-3 à L.145-7 du code de l'urbanisme de la manière suivante :

- 61% des espaces agri-naturels qui seront consommés par le PLU pour les besoins en habitat, foncier économique et équipements sont situés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante

- 91% des logements prévus par le PLU (capacité théorique) sont localisés à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante, en remobilisant le patrimoine bâti vacant et en optimisant l'utilisation des espaces libres

- le PLU délimite un vaste espace continu à l'Ouest et au Nord du tissu urbain existant, sans risque de mitage, pour permettre le déploiement des activités agricoles, pastorales et forestières : cet espace est protégé par un classement en zones A et N

- le PLU ne prévoit aucune extension des hameaux situés dans ce vaste espace agri-naturel et forestier, hormis l'évolution des habitations existantes (par extension limitée du bâti et création d'annexes) et les changements de destination

- à titre exceptionnel, deux secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) sont créés pour permettre l'extension limitée de constructions existantes au sein de la zone N (à moins de 50 mètres du bâti existant)

- la réglementation des boisements mise en place en 1992 pour garantir l'équilibre entre l'occupation forestière et l'occupation agricole de l'espace est annexée au PLU

- pour mettre fin à l'étalement de la ville, les hameaux de Boucieu et Chatinais situés à l'articulation entre l'espace rural et le tissu urbain sont figés dans leurs limites actuelles : seuls les espaces disponibles à l'intérieur du hameau de Chatinais pourront se densifier.

Incidences négatives

Tout projet de développement urbain a logiquement des incidences environnementales. L'accueil de nouvelles populations, la création de nouvelles constructions, vont engendrer des incidences sur l'environnement avec l'augmentation des pressions sur les ressources : augmentation des besoins en eau, en énergie, augmentation des rejets, augmentation des gaz à effet de serre par la progression de véhicules... .

Les extensions mesurées des constructions existantes sont autorisées en zones naturelles et agricoles (A). Cela peut potentiellement s'accompagner d'une augmentation de la population avec des incidences sur la consommation en eau potable et l'augmentation des déplacements.

2-2-1-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

La consommation des sols est réduite grâce à la densification de l'enveloppe urbaine.

Les principes d'aménagement des OAP, le prise en compte du PPRi (classement en zone rouge d'une large partie de la plaine de la Cance par le PPRI est respecté : aucune nouvelle construction n'y est autorisée) et les dispositions relatives à la trame vert et bleue vont permettre de réduire les effets potentiellement négatifs liés au développement urbain.

L'OAP thématique Trame Verte et Bleue qui porte majoritairement sur des secteurs agri-naturels mais aussi sur le secteur à urbaniser des Six chemins et marginalement sur des espaces urbains participe à réduire les effets négatifs, par la préservation des corridors écologiques terrestres et aquatiques (notamment les zones humides), par la création de marges de reculs (10 m par rapport au sommet des berges des cours d'eau), par la perméabilité des clôtures, le développement de modes doux, aménagement éco-paysager et la limitation des pollutions lumineuses .

2-2-2- Les incidences sur la biodiversité, les milieux naturels et agricoles et mesures envisagées

2-2-2-1- Rappel des enjeux

Les principaux enjeux environnementaux à retenir sont les suivants :

<u>Biodiversité et milieux naturels</u>

- Gérer durablement les forêts
- Entretenir les milieux ouverts (pâturage etc.
- Maintenir les prairies de fauche favorable à une grande biodiversité
- Entretenir les landes pour éviter l'embroussaillement
- Garantir la pérennité des zones humides de la commune
- Protéger les arbres remarquables dans le PLU en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme
- Préserver les secteurs à enjeux de TVB identifiés localement : connexion entre le Montmiandon et les vallées de la Deume & de la Cance à pérenniser/restaurer
- Continuité des milieux ouverts à garantir
- Restaurer les continuités écologiques évaluées comme « altérées »

<u>Milieux agricoles</u>

- Maintenir les dernières surfaces de terres arables pour endiguer l'effet cascade sur les surfaces en herbe et la taille des cheptels

- Stopper la tendance au mitage des espaces agricoles
- Préserver les unités pastorales à l'Ouest de la commune
- Lutter contre le phénomène de rétention foncière de la part des propriétaires
- Préserver les terroirs agricoles mis en valeur par des AOP et IGP

2-2-2-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives pour le milieu naturel et les continuités écologiques

La majorité des espaces naturels à préserver (Montmiandon, vallons boisés de la Deûme et de la Cance, landes et milieux ouverts herbacés, milieux humides,…), au titre du SRCE Rhône-Alpes et de l'analyse environnementale du PLU ont été pris en compte dans le PLU à travers des grandes orientations d'aménagements inscrites au PADD, des dispositions graphiques et réglementaires. Ces sites sont classés majoritairement en zones N ou A ce qui permet de limiter significativement les possibilités d'artificialisation des sols.

La ZNIEFF de type 1 « Prairie de Toissieu » bénéficie d'une protection renforcée par son inscription en zone naturelle indicée (Nz) où toutes les constructions sont interdites.

Le zonage et le règlement permettent de préserver des zones de corridors potentielles ou avérées pour la petite faune locale. Les principales mesures sont :

- Le PLU a inscrit des zones urbaines en zone UC recouvrant les extensions urbaines à dominante pavillonnaire. Dans ces zones l'emprise au sol est limitée dans le secteur UCp et UCc entre 10 et 25% suivant les unités foncières.
- Les différents inventaires des zones humides ont été intégrés dans la trame bleue communale. Les zones humides inférieures à 1 ha et identifiées par le syndicat des trois rivières ont également été prises en compte. A noter que les inventaires réalisés dans le cadre du PLU ont permis d'identifier 2 nouvelles zones humides selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008. Celles-ci ont été intégrées dans la trame bleue.
- Une coupure d'urbanisation entre le hameau de Chatinais et le secteur des Perrettes, au moyen d'une zone naturelle N ; de part et d'autre de la zone N, permet de protéger le corridor écologique altéré des Perrettes. De plus, les zones urbaines du PLU sont délimitées au plus près de l'urbanisation existante ou en cours (opérations du Clos du Paradis et du Balcon des Alpes), sans extension possible au détriment du corridor.
- Pour le secteur à densifier des Six-Chemins : des dispositions spécifiques prévues dans l'OAP vont permettre de limiter l'impact de l'urbanisation sur le corridor écologique de la Deûme situé à proximité (création d'une haie pluristratifiée dense).
- La liaison verte urbaine entre le Rio Poulet et la Cance (via le tracé désaffecté de la voie ferrée), est préservée par un classement en zone naturelle N.

- Les parcs et jardins de la ceinture verte autour du cœur historique sont protégés par un classement en zone Np.

- La préservation d'espaces verts urbains significatifs par un zonage N

Toutes ces dispositions sont propices au maintien et au développement de la biodiversité et des continuités écologiques.

Incidences positives pour le milieu agricole

Les terroirs agricoles qui recouvrent toute la partie Ouest de la commune sont classés en zone A ou en zone N dans le règlement du PLU. Le PLU d'Annonay permet aux agriculteurs actuels et futurs de renforcer voire de développer leurs activités tout en évitant le mitage de l'espace agricole. Les dispositions retenues limitent les impacts potentiels de l'urbanisation tout en favorisant la pérennité et le développement de l'économie agricole. La zone agricole concerne 437 ha dans le PLU avec des incidences positives sur l'économie locale, la visibilité à long terme des exploitants sur la pérennité des zones agricoles et la reconnaissance de la valeur agronomique des terres.

Ce classement va permettre de stopper la tendance au mitage des espaces agricoles et de préserver les unités pastorales en cohérence avec les principes d'aménagement prévus pour les communes concernées par la Loi Montagne.

L'article 9 relatif à l'emprise au sol des constructions renforce le principe de limitation de la consommation d'espace agricole en précisant que la totalité des annexes ne devra pas dépasser 50 m^2.

Le règlement du PLU impose également que les plantations existantes soient maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.

En zones N et A, les extensions mesurées sont autorisées à condition qu'elles ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages. Ces préconisations auront des impacts positifs sur le maintien de la biodiversité et des continuités écologiques.

Incidences potentiellement négatives pour le milieu naturel et les continuités écologiques

Les sites ouverts à l'urbanisation (AU), concernés par des OAP sont susceptibles d'impacter la biodiversité et les continuités écologiques sur certains secteurs sensibles. Ces impacts sont analysés de manière fine dans le chapitre ci-après « Incidences des sites à urbaniser et des orientations d'aménagement et de programmation ».

En zones N et A, les extensions des constructions existantes à usage d'habitation sont autorisées. Les futures extensions peuvent avoir localement une incidence négative sur la biodiversité, les continuités écologiques.

Incidences potentiellement négatives pour le milieu agricole

En zones N et A, les extensions des constructions existantes à usage d'habitation sont autorisées. Les futures extensions peuvent avoir localement une incidence négative sur les terroirs agricoles et la préservation de la ressource agronomique pour les générations futures.

2-2-2-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Les principes généraux des OAP stipulent que la végétation sera préservée (lorsque les plantations existent) ou renforcée (plantations à créer), notamment sur les espaces publics/collectifs. Ainsi, les dispositions des OAP permettent de préserver les espaces verts urbains et de créer une trame verte urbaine : maintien des arbres et haies existants, création d'espaces verts partagés. Ainsi, les abords de la rue des mésanges et arrières de la rue des bouvreuils sont connectés avec les espaces agri-naturels, l'espace vert partagé sous le promontoire de Vissenty et la partie boisée du Parc Mignot sont préservés.

De plus, dans le cadre de l'OAP TVB, les principes d'aménagement vont permettre de conforter le rôle écologique de la TVB et notamment de préserver les zones humides, de favoriser la perméabilité du tissu urbain (clôtures perméables), d'assurer la qualité paysagère et écologique des espaces urbanisés (maintien ou renforcement de la végétation existante) et de limiter la pollution lumineuse (faisceaux dirigés vers le sol, éclairages ne devront pas être orientés vers les espaces naturels).

Les zones humides identifiées dans le cadre des inventaires faune/flore réalisés pour la présente évaluation environnementale ont été intégrées dans la trame bleue communale. Cette dernière fait l'objet d'une OAP TVB dans laquelle il est préconisé de préserver les zones humides et leurs abords.

Autres mesures

Il s'agira d'éviter strictement les espèces à pollens allergisants (cyprès, bouleau) ainsi que les espèces exotiques envahissantes.

2-2-3- Les incidences sur les risques naturels et technologiques et mesures envisagées

2-2-3-1- Rappel des enjeux

Le territoire communal est particulièrement exposé aux risques naturels et technologiques qui se cumulent assez souvent. Ces zones de multi-exposition concernent une part non négligeable des zones habitées du territoire et entraînent une certaine vulnérabilité des biens et des personnes.

- un risque inondation couvert par un PPRi de la Cance et de la Deûme approuvé en 2010 et des démarches de gestion concertée de la ressource en eau qui prennent en compte les risques d'inondation

- une commune très exposée à l'aléa mouvements de terrain (glissements et éboulements)

- un risque feux de forêt, avec un fort risque sur le secteur Ouest du territoire

- Des sites pollués en lien avec le passé industriel d'Annonay : 10 ICPE soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement sur le territoire communal ; mais aucun site SEVESO seuil haut ou bas

L'enjeu concerne la non aggravation des risques, par des choix judicieux de développement aussi bien dans leur localisation que dans les conditions d'aménagement. La réduction de l'imperméabilisation permettra de ne pas aggraver les risques d'inondation et l'amélioration de la gestion des eaux pluviales ou l'aménagement de la trame verte et bleue contribueront à une meilleure maîtrise des risques.

L'enjeu est de veiller à préserver au mieux les secteurs résidentiels et les équipements sensibles des sources de pollutions.

2-2-3-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

Risque Mouvement de terrain

Les dispositions générales du règlement dans son article DG2 « Portées respectives du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols renvoie à l'article R-111-2 du code de l'urbanisme opposable dans toutes les situations.

Il permet de refuser ou d'assortir de prescriptions un projet soumis à permis de construire, à permis d'aménager ou à déclaration préalable qui comporterait un risque pour la sécurité publique. Dans ces conditions, les dispositions du PLU permettent bien de ne pas augmenter le risque « mouvement de terrain ».

Les sites repérés par le BRGM et affectés par des chutes de blocs ou des glissements de terrain sont classés en zones A ou N, à l'exception de ceux qui sont situés dans la ville historique dense (en l'absence d'étude permettant de les délimiter précisément).

Risque Incendie de forêt

Le plan départemental de protection des forêts contre les incendies de l'Ardèche classe la commune d'Annonay comme une commune présentant un niveau d'inflammabilité moyen avec un risque moyen à fort (Secteur Ouest du territoire) de développement de feux d'intensité élevée.

L'augmentation (ou le confortement) des zones A va permettre de créer des coupures agricoles, en entretenant les milieux ouverts, et participer ainsi à limiter le risque de propagation des incendies.

Les élargissements des voies prévus dans les emplacements réservés sur des secteurs proches des zones sensibles au feux de forêt (emplacements réservés 20 : Liaison douce Chatinais – Les Seux à l'Ouest du Montmiandon pour le bétail (largeur 4 m) Localisation : chemin du Sommet – chemin Cros Murier et 21 (Liaison douce pour accéder au Montmiandon depuis le Nord par un sentier (largeur 2 m) Localisation : chemin des Seux – cime de Montmiandon) favoriseront indirectement l'intervention des services de secours, permettront une meilleure gestion du risque feux de forêt.

Aucun secteur à urbaniser (zones 1AU) n'est délimité autour du massif du Montmiandon.

Risque Inondation

Les dispositions générales du règlement rappellent qu'un PPRI est applicable sur le territoire ainsi que certaines règles générales de ce PPRI. Ce plan de prévention fait l'objet d'un large développement dans le cadre des servitudes d'utilité publique. Les dispositions générales du règlement dans son article DG2 « Portées respectives du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols renvoie à l'article R-111-2 du code de l'urbanisme opposable dans toutes les situations. Il permet de refuser ou d'assortir de prescriptions un projet soumis à permis de construire, à permis d'aménager ou à déclaration préalable qui comporterait un risque pour la sécurité publique.

De plus, la protection des corridors écologiques des vallées de la Deûme et de la Cance par un classement en zone N plus large que l'emprise réglementée par le PPRI, permettant de perpétuer les services environnementaux rendus (atténuation de l'intensité des crues et des inondations, limitation de l'érosion des berges) participe à la prévention du risque inondation.

Annonay est identifiée comme soumise au risque de rupture de barrage mais non soumise à PPI (plan particulier d'intervention).

Par ailleurs, l'article 6.2 relatif à l'assainissement oblige les nouvelles constructions imperméabilisant les sols à assurer une gestion et une rétention des eaux pluviales sur la parcelle, adaptée à l'opération, au sol et à l'exutoire. L'infiltration des eaux pluviales devra systématiquement être recherchée et privilégiée. Ces mesures vont dans le sens d'une plus forte prise en compte du risque pluvial urbain.

Risques technologiques et pollutions des sols

Le Dossier Départemental de Risques Majeurs (DDRM) actualisé en 2014, n'identifie pas de risque industriel pour Annonay nécessitant une règlementation particulière dans le PLU.

L'aléa Transport de Matières Dangereuses (TMD) existe sur la commune d'Annonay, du fait qu'elle est traversée par d'importants axes de circulation routiers (RD121, RD206, RD370). Cet aléa n'amène pas à de disposition particulière dans le PLU.

Les dispositions du PLU qui concourent à la prévention des pollutions sont les suivantes :

- l'annexion au PLU de la servitude d'utilité publique PM2 (site de Faya, terrains pollués par la société Papeteries Canson)
- le maintien d'une vocation industrielle dans le PLU (zone UI) pour les sites pollués connus BASOL (Iveco et Tanneries).

Incidences potentiellement négatives

Dans la mesure où l'urbanisation est possible en zone à risque faible ou modéré, le PLU génère un accroissement très limité de la vulnérabilité en zone inondable.

L'imperméabilisation des sols est susceptible d'engendrer des ruissellements complémentaires participant ponctuellement à l'augmentation du risque pluvial urbain.

2-2-3-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Les principes d'aménagement des OAP vont permettre de réduire les impacts négatifs liés à l'imperméabilisation des sols :

- Gestion des eaux pluviales (création de noues, fossés, bassins sur les espaces publics/collectifs)
- Végétalisation des parcelles
- Revêtements non perméables

Par ailleurs, le PLU limite les incidences négatives à l'égard du risque inondation par ruissellement :

- en réduisant la capacité constructive des espaces agri-naturels et donc en limitant l'imperméabilisation en amont.
- en obligeant au travers de son article 13 relatif aux obligations en matière d'espaces libres, aires de jeux et de loisirs, plantations pour les zones UA, UB, UC d'enherbé et de plantées les surfaces libres de toutes construction et/ou aménagées avec des revêtements perméables, y compris les aires de stationnement
- en définissant une emprise au sol des constructions limitée, de 10 à 25% à selon les zones UC.

L'OAP TVB impose une bande de recul inconstructible de l'ordre de 10 mètres de part et d'autre des cours d'eau permanents et temporaires ce qui devrait ne pas accroitre la vulnérabilité des biens et des personnes en matière de risque inondation.

Les autres mesures :
Les prescriptions du PPR Inondation en zones rouge et bleue permettent également d'éviter et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens face au risque de crues par débordement et par ruissellement.

En 2010, la Collectivité a élaboré un schéma directeur d'alimentation en eau potable dans l'objectif d'asseoir la connaissance du système et de son niveau de performance, et de mettre en place un programme raisonné des aménagements à réaliser selon les priorités définies et en cohérence avec les problématiques identifiées. Ce schéma en planifiant différents travaux sur les réseaux, va dans le sens d'une amélioration du réseau d'adduction d'eau potable et des hydrants qui sont indirectement des mesures participant à la réduction du risque incendie.

Le Syndicat des Trois Rivières a lancé une étude à l'échelle de l'ensemble des bassins versants dont il assure le suivi afin que la problématique de la gestion des eaux pluviales de la commune d'Annonay soit prise en compte d'une manière globale et à une échelle cohérente (Cf. pièce n°8, mémoire des annexes sanitaires).

2-2-4- Les incidences sur la ressource en eau et mesures envisagées

2-2-4-1- Rappel des enjeux

L'ensemble du réseau de distribution d'Annonay est largement dimensionné pour la demande en eau de ses abonnés. Il n'existe pas de captage d'alimentation en eau potable, ni de périmètre de protection de captage sur la commune. L'alimentation en eau potable s'effectue à partir du barrage du Ternay, d'une capacité de 2 600 000 m^3, il est situé entre la commune de Saint-Marcel-lès-Annonay et la commune de Savas

Bien que le volume soit globalement satisfaisant, le développement du territoire devra toutefois s'assurer d'une bonne adéquation avec les ressources disponibles.

Aucune pression ni secteur sensible sur la ressource en eau potable n'est recensé sur Annonay dans l'EIE du SCoT Rives du Rhône

Les menaces qui pèsent sur la ressource en eau :

- Perturbations des eaux dues aux usages domestiques et industrielles
- Des eaux pluviales et de ruissellements, sources de pollutions potentielles des eaux superficielles et souterraines
- Des installations d'assainissement non collectif avec des rejets directs et l'infiltration des eaux usées dans le milieu naturel

2-2-4-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

Situés en continuité ou au cœur des espaces urbanisés, les zones d'urbanisation future feront l'objet de travaux d'extension modérés du réseau d'eau potable pour les secteurs qui en seront dépourvus.

Par ailleurs, la collectivité a lancé en 2014 un projet de construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable pour répondre aux évolutions réglementaires sur les normes d'eau potable. Les bases de dimensionnement intègrent une augmentation de la population sur un taux de croissance annuel de 0,88 %, soit 5670 habitants supplémentaires à l'horizon 2050. Le projet de PLU d'Annonay établit une augmentation de population de l'ordre de 1900 habitants pour les 10 prochaines années. Par ailleurs, la collectivité a mené une étude sur les volumes disponibles de la ressource en 2017.Il ressort que la disponibilité de la ressource est suffisante pour répondre à cet accroissement de population.

Dans les dispositions générales à l'article 6 relatif aux dispositions applicables à toutes les zones : conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et d'assainissement, il est précisé que toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau destinée à la consommation humaine devra être raccordée au réseau public d'adduction d'eau potable, assurant ainsi une maitrise optimale de la gestion de la ressource en eau. Dans les zones A et N, si le raccordement au réseau public n'est pas réalisable, des prélèvements dans les nappes seront possibles après déclaration ou autorisation conformément à la règlementation en vigueur.

Le PLU évoque également dans cet article 6, que les projets de développement urbains quel que soit le zonage doivent être raccordés à l'assainissement collectif si les secteurs sont desservis.

Par ailleurs, le taux de charge maximal enregistré en entrée de station d'épuration ne représente que 60 % de la capacité nominale de la station, laissant aujourd'hui une marge de traitement de l'ordre de 15 000 EH et donc compatible avec le projet de développement de la commune. Les infrastructures existantes ont effectivement la capacité d'accueillir l'accroissement de population prévue par le projet d'urbanisme de la Commune, à savoir 1900 habitants supplémentaires dans les 10 ans.

L'assainissement non collectif est admis que dans le cas de l'impossibilité technique de raccordement. Il devra être conforme à la règlementation en vigueur, adapté au terrain et techniquement réalisable selon les avis de l'autorité compétente concernée.

Incidences potentiellement négatives

Les objectifs de croissance démographique et économique impliquent corrélativement une augmentation des besoins en eau potable et en assainissement et exercent ainsi une pression accrue sur la ressource en eau et potentiellement sur la qualité de la ressource (risque de pollution des eaux superficielles en lien avec la gestion de l'assainissement non collectif).

L'augmentation des surfaces imperméabilisées induite par le projet du PLU engendrera un accroissement d'éléments polluants contenus dans les eaux de pluie et de ruissellement collectées sur des surfaces imperméabilisées (voiries, trottoirs et parkings) et donc un risque de pollution du milieu naturel (la Cance et la Deûme).

Ces incidences restent toutefois limitées au regard de la capacité de traitement des systèmes d'assainissement collectifs et du volume d'eaux potables disponibles.

Les incidences concernent surtout les secteurs non desservis par l'assainissement non collectif. En effet, l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est globalement peu favorable sur l'ensemble de la commune d'Annonay malgré une capacité d'infiltration favorable.

Toutefois, dans le projet de PLU, le recours à l'assainissement autonome reste limité et concerne seulement une habitation existante à Vaure (zone 2AUL) et une dizaine d'habitations existantes à Chatinais (zone UC).

2-2-4-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Les zones humides identifiées dans le cadre des inventaires faune/flore réalisés pour la présente évaluation environnementale ont été intégrées dans la trame bleue communale. Cette dernière fait l'objet d'une OAP TVB dans laquelle il est préconisé de préserver les zones humides et leurs abords. Concernant les bordures de cours d'eau, une marge de recul de 10 mètres de part et d'autre est obligatoire.

Les secteurs de projet faisant tous l'objet d'une OAP, des principes d'aménagement en faveur de la gestion intégrée des eaux pluviales permettent de limiter fortement les atteintes sur le milieu naturel :

- Limitation des surfaces imperméabilisées
- Infiltration des eaux pluviales au plus près de leur point de chute (sous réserve de la capacité des sols à infiltrer)
- Rétention à l'échelle de l'opération ou de la parcelle
- Récupération de l'eau pour d'autres usages
- Utilisation de matériaux poreux, drainants ou semi-perméables pour les revêtements de voies, espaces publics/collectifs et espaces de stationnement (y compris privatifs)
- Végétalisation accrue des espaces libres
- Création de noues, fossés, tranchées, bassins sur les espaces publics/collectifs

Les autres mesures :
L'adoption du schéma général d'assainissement dont le zonage d'assainissement est annexé au PLU participera fortement à la réduction des impacts sur la ressource en eau.

Le périmètre de protection du barrage du Ternay est en cours de révision (situé hors territoire de la commune d'Annonay) (Cf. pièce n°8, mémoire des annexes sanitaires).

2-2-5- Les incidences sur la qualité de l'air et mesures envisagées

2-2-5-1- Rappel des enjeux

Même si la qualité de l'air est bonne sur Annonay, le SRCAE identifie une partie du territoire communal (en rive droite du Rhône) comme « zone sensible à la qualité de l'air».

L'enjeu est donc de diminuer les émissions de particules (bâtiments, transports) et de réduire globalement l'impact de la pollution en conservant et aménageant des espaces naturels, et en construisant des habitations à Haute Qualité Environnementale, efficaces pour la qualité de l'air intérieure.

Il s'agit également de préserver au mieux les secteurs résidentiels et les équipements sensibles des sources potentielles de pollutions.

2-2-5-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

La densification urbaine qui tend à rapprocher les zones d'habitat des zones d'emploi participe à limiter le recours à l'automobile individuelle. Par ailleurs, la logique de densification permettra d'optimiser l'accès aux transports en commun. Ces mesures participent à une diminution de la pollution de l'air.

Le PLU insiste sur l'importance des déplacements doux sur la commune. La restriction de l'urbanisation en privilégiant l'optimisation des espaces déjà urbanisés et équipés est un moyen de densifier le bâti pour ainsi réduire indirectement les usages de véhicules motorisés et de chauffage, sources d'émission de pollution. Les coefficients d'emprise au sol par les articles 9 des zones UBp et UC (respectivement 20-25% en UBp et UCp et entre 10 et 20 % en UCc) participent à cette densification.

Enfin, la préservation des espaces boisés en zone N permet d'atténuer la pollution par les particules fines.

Incidences potentiellement négatives

La construction de nouveaux bâtiments et l'accueil de population et d'activités nouvelles vont augmenter les besoins en énergie pour les bâtiments et les transports, et consécutivement les émissions de polluants.

De plus, tous les aménagements routiers (élargissement de voiries, création de voiries…) prévus par des emplacements réservés participent à une plus grande fluidité du trafic automobile et donc à l'usage de véhicules motorisés, émetteurs de polluants atmosphériques (Aménagement des chemins : de la Convalescence, de Prades, de la rue Alphonse Daudet, Aménagement d'une voie de liaison entre Déchargevin et la Côte Barlet, etc.)

2-2-5-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Le PLU programme de nombreux emplacements réservés pour modes doux afin de faciliter les liaisons inter-quartiers et vers le centre-ville afin de limiter l'utilisation de la voiture. Cela concerne :

- la rue Mathieu Duret
- le chemin de Pantu,
- la corniche de Montmiandon,
- la voie communale N° 2 de Boucieu,
- Liaison douce école Fond Chevalier – commerces Bel Air
- Liaison douce Chatinais – Les Seux à l'Ouest du Montmiandon pour le bétail
- Liaison douce pour accéder au Montmiandon depuis le Nord par un sentier : chemin des Seux – cime de Montmiandon
- Liaison douce Varagnes – Montmiandon
- Liaison douce Six-Chemins – Boulieu

Les autres mesures :

Afin de réduire au maximum les incidences négatives induites par les constructions nouvelles, celles-ci respecteront la réglementation thermique en vigueur. La commune peut également, via des politiques d'incitation, apporter son concours à la réalisation de bâtiments à Haute Qualité Environnementale, ou au remplacement d'appareils de combustion (fioul, gaz ou biomasse) vieillissants.

2-2-6- Les incidences sur la ressource énergétique et mesures envisagées

2-2-6-1- Rappel des enjeux

Annonay recense des filières d'énergies renouvelables variées :

- Un potentiel solaire relativement important

- Annonay est identifiée comme zone de sensibilité forte où l'éolien est compatible au cas par cas avec les enjeux environnementaux et paysagers

- Annonay se trouve sur un secteur favorable au développement de la géothermie via la mise en place de sondes verticales géothermique

- Une potentialité de croissance importante pour la filière Bois énergie

L'enjeu est double : réduire les besoins énergétiques et les compenser par une production d'énergies renouvelables.

2-2-6-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

En favorisant les usages des modes doux et la densification urbaine, le PLU s'engage dans une moindre utilisation des véhicules automobiles et par conséquent à une moindre consommation énergétique.

Le PLU via l'article 15 relatif aux obligations en matière de performances énergétiques et environnementales promeut l'isolation par l'extérieur tout en privilégiant l'animation des façades par un choix pertinent des matériaux et des éléments de décor. Lorsque l'isolation par l'extérieur est interdite, pour des raisons patrimoniales ou architecturales (notamment dans le périmètre de l'AVAP) , et afin de préserver la composition et les détails de la façade d'origine, une isolation des fenêtres, de la toiture et du plancher bas sera préconisée pour atteindre les performances énergétiques recherchées.

La préservation de la trame verte urbaine (parcs et jardins remarquables, espaces verts significatifs, liaison écologique …) et la création d'espaces verts dans les secteurs de densification contribuent à limiter le rayonnement solaire (effet « d'îlots de chaleur urbains ») ; 15% de la surface du tissu aggloméré existant est protégée par des zones naturelles N.

Incidences potentiellement négatives

La construction de nouveaux bâtiments et l'accueil de population et d'activités nouvelles vont augmenter les besoins en énergie pour les bâtiments et les transports, et consécutivement les émissions de polluants.

Toutefois, la logique de densification recherchée dans le PLU, qui encourage à la mitoyenneté et la promotion des modes de transports doux permettra de limiter sensiblement la consommation énergétique des ménages.

2-2-6-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Le PLU programme des emplacements réservés pour modes doux afin de faciliter les liaisons inter-quartiers et vers le centre-ville afin de limiter l'utilisation de la voiture.

Les formes urbaines compactes proposées dans les OAP de densification (habitat groupé et intermédiaire en majorité) qui contribuent à la maîtrise de l'énergie.

Les autres mesures :

Afin de réduire au maximum les incidences négatives induites par les constructions nouvelles, celles-ci respecteront la réglementation thermique en vigueur. La commune peut également, via des politiques d'incitation, apporter son concours à la réalisation de bâtiments de Haute Qualité Environnementale, ou au remplacement des appareils de production énergétique vieillissants, au bénéfice de systèmes énergétiques renouvelables.

2-2-7- Les incidences sur l'ambiance sonore et mesures envisagées

2-2-7-1- Rappel des enjeux

Le classement sonore des voies identifie de nombreuses voies particulièrement bruyantes sur le territoire de la commune :

- La RD 121
- La RD 370
- La RD 371
- La RD 578
- La RD 206
- La RD 206a

L'enjeu est de ne pas aggraver le bruit lié au trafic automobile sur ces axes routiers.

2-2-7-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

Le développement des déplacements doux, recherché par le PLU, sera à l'origine d'une diminution des nuisances sonores liées au trafic automobile. De plus, dans le cadre des Opérations d'Aménagement et de Programmation, les liaisons douces font parties des objectifs d'aménagements recherchés. C'est le cas par exemple pour l'OAP des Six Chemins avec une liaison douce Ouest/Est qui sera créée entre le chemin de Mirecouly et le chemin rural parallèle à la Deûme, permettant d'accéder aux espaces naturels environnants

Afin de limiter l'exposition de nouvelles populations, tous les secteurs de densification résidentielle (OAP) sont situés en dehors des périmètres de bruit routier sauf : OAP n°8 « centre-ville », OAP n°1 « Six-Chemins » et site n°2 de l'OAP n°9.

Incidences potentiellement négatives

La croissance démographique attendue va entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer des incidences négatives sur l'ambiance sonore.

De plus, tous les aménagements routiers (élargissement de voiries, création de voiries…) prévus par des emplacements réservés participent à une plus grande fluidité du trafic

automobile et donc à des vitesses plus soutenues qui contribuent à la dégradation de l'ambiance sonore.

2-2-7-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Le volet du projet consistant à limiter la circulation automobile en favorisant le recours aux déplacements doux peut être considéré comme une mesure indirecte de réduction des nuisances sonores.

Annexion au PLU des périmètres affectés par le bruit de part et d'autre des routes départementales recensées et classées par arrêté préfectoral, ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique qui s'imposent dans ces périmètres.

Pour l'OAP n°1 des Six-Chemins, afin de minimiser les nuisances sonores, une bande paysagère (zone N) est délimitée de part et d'autre de la route départementale, permettant d'éloigner les constructions de la voie.

2-2-8- Les incidences sur le paysage et le patrimoine bâti et mesures envisagées

2-2-8-1- Rappel des enjeux

Les enjeux principaux à retenir sont :

- Mettre en scène et améliorer la lisibilité du paysage urbain du centre-ville,
- Développer son attractivité en mettant en valeur les paysages associés aux vallées de la Cance et de la Deûme en cœur de ville,
- Qualifier le paysage des extensions urbaines et des entrées de ville en tirant parti des caractéristiques de l'identité du paysage communal et des points de vue proches et lointains sur le patrimoine communal,
- Maîtriser le positionnement des limites des extensions urbaines et la qualité des franges,
- Préserver la ceinture verte en tant qu'élément structurant du patrimoine paysager,
- Préserver les paysages naturels et agricoles en privilégiant la densification du tissu déjà urbanisé.

2-2-8-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

La délimitation de limites nettes entre espace urbain et rural a permis de mieux redéfinir la trame urbaine et d'étudier les possibilités d'extensions urbaines tout en préservant la qualité des paysages. C'est ainsi que les zones d'urbanisation futures s'inscrivent en continuité des zones urbaines existantes ou par comblement des dents creuses. Ces dernières permettent une intégration facile et rapide à la morphologie du paysage puisque les tracés parcellaires sont existants. Concernant les zones AU, les orientations d'aménagement et le règlement favorisent l'intégration de ces zones pour en limiter les incidences sur le paysage.

Le confortement des zones agricoles participe au maintien d'un paysage rural et à la diversité des paysages.

Le zonage et le règlement pérennisent les typologies paysagères existantes : réglementation des zones constructibles, notamment les hauteurs et volumes des constructions, l'aspect extérieur des constructions pour préserver les silhouettes urbaines et limiter l'impact visuel du bâti. Les articles 8 à 10 et 13 participent à la concrétisation de ces dispositions. Les hauteurs maximales des constructions favorisent la continuité des échelles du paysage, la préservation des silhouettes urbaines et la préservation des belvédères et points de vue de qualité.

Pour les constructions remarquables à protéger identifiées sur le plan de zonage, des prescriptions architecturales plus contraignantes s'appliquent et sont définies dans l'article DG des dispositions générales du règlement.

Les éléments du patrimoine et paysager à protéger sont identifiés graphiquement sur le plan de zonage, conformément à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Les éléments de paysage protégés par l'AVAP sont :

- Le paysage du centre ancien
- Les hameaux historiques
- La ceinture verte qui accompagne les entrées de ville par la présence remarquable des demeures bourgeoises et des parcs et jardins associés
- Les berges naturelles et industrielles de la Cance et de la Deûme.

La commune d'Annonay se dote d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) qui a été arrêtée en juin 2017 pour la préservation et la gestion de son patrimoine. Cette AVAP règlemente certaines actions ayant trait au bâti, aux espaces publics et au paysage dans son périmètre. Le PLU reprend cette réglementation et les prescriptions de ce document et instaure au sein de la zone UA et UB des sous-secteurs identifiés sur lesquels l'AVAP s'applique. Par cette action, le PLU répond donc bien à l'objectif d'une préservation et de valorisation du patrimoine d'Annonay.

La ripisylve est préservée par les prescriptions relatives à la trame verte et bleue ; cette dernière fait l'objet d'une OAP TVB thématique. Dans cette OAP, l'insertion éco paysagère des aménagements est préconisée ; cette mesure aura un impact positif sur le paysage.

Incidences potentiellement négatives

Les prévisions en termes d'augmentation de la population et de développement de nouvelles zones d'urbanisation génèrent localement des impacts paysagers, en modifiant plus ou moins fortement les composantes paysagères et les perceptions des secteurs concernés.

Les sites ouverts à l'urbanisation sont susceptibles d'impacter le paysage. Les impacts de ces secteurs sont analysés dans le chapitre 2.3 « Incidences des sites à urbaniser et des orientations d'aménagement et de programmation ».

2-2-8-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Concernant les zones AU, les orientations d'aménagement et le règlement favorisent l'intégration de ces zones pour en limiter les incidences sur le paysage. Les aires de stationnement autorisées feront l'objet d'un aménagement éco-paysager : haies arbustives, fossé pluvial, matériaux perméables.

Le règlement prévoit des dispositions pour réduire les impacts sur le paysage des nouvelles constructions :

- Les prescriptions communes des dispositions générales du règlement donnent des recommandations pour les projets de construction : prise en compte de la pente du terrain, harmonie des volumes des constructions, choix des matériaux et des couleurs, qualité des clôtures,…
- Les hauteurs des constructions sont définies en continuité avec le tissu urbain proche. En outre, dans le périmètre de servitude non altius tollendi, la hauteur de faîtage ne devra pas excéder l'altitude de la voie pour la préservation de la situation paysagère en belvédère et la préservation des vues.
- Les bandes de retrait des nouvelles constructions par rapport aux emprises publiques doivent être traitées et entretenues,
- Les espaces libres doivent être enherbées et plantées avec des espèces locales et diversifiées et/ou aménagées avec des revêtements perméables. Les plantations existantes devront être maintenues ou remplacées par des plantations au moins équivalentes avec des espèces locales et diversifiées.
- Les ouvrages techniques de gestion des eaux pluviales à l'air libre devront être plantés et enherbés.
- L'emprise au sol des constructions est limitée entre 10% et 25% des unités foncières dans les zones d'habitat pavillonnaire (UCc et UCp)

Les autres mesures

Afin d'intégrer au mieux les nouvelles zones urbaines dans leur environnement, nous recommandons :

- la réalisation d'une étude paysagère avant tout projet d'aménagement d'ensemble pour les secteurs 1AU notamment.

- la possibilité de réduire la hauteur maximale des constructions en situation de crête.

2-2-9- Les incidences sur la gestion des déchets et mesures envisagées

2-2-9-1- Rappel des enjeux

La gestion des déchets est un processus qui intègre à la fois la production et leur traitement. Cette gestion représente un enjeu clé en terme environnemental de santé et d'économie et doit donc être pris en compte dans le PLU. Ce dernier doit pouvoir accompagner et anticiper l'augmentation prévisible des déchets induits par le développement urbain et économique du territoire.

2-2-9-2- Incidences du zonage et du règlement

Incidences positives

Le PLU au travers son article 1 relatif aux occupations et utilisations du sol interdites, pour l'ensemble des zones (UA, UB,UC) interdit les occupations susceptibles de provoquer des nuisances. Cette disposition permet d'éviter les décharges sauvages et les dépôts de matériaux, etc. portant atteinte à l'environnement.

Incidences potentiellement négatives

La croissance démographique et l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones vont accroître le volume des déchets (ménagers et industriels) et étendre la zone de collecte. Tout d'abord, en phase travaux, les déchets du BTP générés par les aménagements et constructions effectués dans les zones urbaines et à urbaniser vont voir leur volume augmenter. Puis, une fois l'aménagement de ces zones réalisé et les habitants installés, le volume de déchets ménagers va augmenter sur la commune.

Le PLU n'impose pas dans son article 3 relatif aux accès et voiries que le dimensionnement des voiries doit prendre en compte l'espace nécessaire à la circulation des véhicules de collecte afin de ne pas diminuer la taille des trottoirs.

Le PLU n'évoque pas dans son article relatif à la desserte par les réseaux de préconisation sur la localisation et le dimensionnement de locaux de collecte sélective. Il n'impose pas pour chaque immeuble (habitat vertical) d'un local intégré à l'immeuble.

2-2-9-3- Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs

Mesures prises dans le PLU :

Les principes généraux des OAP préconisent que les espaces nécessaires à l'aménagement de points d'apport volontaire pour les ordures ménagères devront être prévus dans chaque opération, et être suffisamment dimensionnés.

Les autres mesures :

L'augmentation de la production de déchets ménagers pourrait être compensée par des mesures de sensibilisation (réduction des déchets à la source), l'encouragement au tri et la promotion des politiques de valorisation.

2-2-10- Synthèse des incidences notables du zonage et du règlement

On trouvera ci-après, un tableau de synthèse des incidences notables du règlement et du zonage du PLU sur l'environnement.

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		
Thématiques environnementales	**Incidences du PLU**	**Mesures ERC envisagées**
Consommation des sols	☺ Densification de l'enveloppe urbaine, encadrée à 68% par des OAP ☺ Etalement urbain fortement maîtrisé : Limitation du développement urbain diffus ☺ Maintien des équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés ☺ Le PLU prend en compte les principes d'aménagement et de protection en zone de montagne définis à l'article L.145-3 à L.145-7 du code de l'urbanisme ☹ Les extensions mesurées des constructions existantes sont autorisées en zones naturelles et agricoles (A).	La consommation des sols est réduite grâce à la densification Principes d'aménagement des OAP Prise en compte du PPRi Dispositions relatives à la trame verte et bleue
Biodiversité	☺ Les secteurs à enjeux de la TVB (connexion entre le Montmiandon et les vallées de la Deume & de la Cance) sont préservés ☺ Maintien des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques : préservation des réservoirs (zonages N et Nz pour la ZNIEFF et A) et corridors ☺ La pérennité des zones humides est garantie par leur intégration dans la TB communale ☺ Protection du poumon vert urbain ☺ Préservation des unités pastorales à l'Ouest de la commune ☺ Lutte contre le mitage des espaces agricoles ☹ Les sites ouverts à l'urbanisation (AU), sont susceptibles d'impacter la biodiversité et les continuités écologiques ☹ Les extensions mesurées des constructions existantes sont autorisées en zones naturelles et agricoles (A).	Principes d'aménagement des OAP Dispositions relatives à la trame verte et bleue Eviter strictement les espèces à pollens allergisants (cyprès, bouleau) ainsi que les espèces exotiques envahissantes (liste des espèces végétales locales en annexe du règlement).

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		
Thématiques environnementales	**Incidences du PLU**	**Mesures ERC envisagées**
Risques naturels et technologiques	☺ Bonne prise en compte des zonages et prescriptions du PPR Inondation ☺ Les sites repérés par le BRGM et affectés par des chutes de blocs ou des glissements de terrain sont classés en zones A ou N (à l'exception de ceux en centre-ville) ☹ Augmentation des surfaces imperméabilisées et risque du ruissellement ☺ Augmentation des coupures agricoles limitant le risque d'extensions des incendies ☺ Élargissement des voies favorisant l'intervention des secours ☺ Dispositions pour une gestion alternative des eaux pluviales dans l'ensemble des secteurs à urbaniser (OAP de densification) ☺ Maintien d'une vocation industrielle dans le PLU (zone UI) pour les sites pollués connus BASOL (Iveco et Tanneries)	Réduction du risque inondation par des dispositions du règlement : emprise au sol des constructions limitée, préconisation revêtements perméables, ouvrages techniques de gestion des eaux pluviales,… Réduction des impacts liés à l'imperméabilisation des sols par : la réalisation de bassins de rétention, une rétention à la parcelle imposée dans le règlement des zones, une emprise au sol des constructions limitée en zone UC

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		
Thématiques environnementales	**Incidences du PLU**	**Mesures ERC envisagées**
Ressources en eau	☹ Augmentation du volume des eaux usées à traiter ☹ Augmentation des consommations des ressources en eau ☺ La STEP intercommunale est suffisamment capacitaire ☺ Les zones d'urbanisation future feront l'objet de travaux d'extension modérés du réseau d'eau potable pour les secteurs qui en seront dépourvus ☺ Réduction des déversements vers le milieu naturel ☺ Réduction des rejets directs et des infiltrations des eaux usées dans le milieu naturel ☹ Imperméabilisation des sols limitant l'infiltration des eaux de pluie engendrant un risque de saturation du réseau pluvial	Projet de construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable pour répondre aux évolutions réglementaires sur les normes d'eau potable Préconisations en matière de réalisation d'aménagements et de dispositifs appropriés au bon écoulement des eaux pluviales L'adoption du schéma général d'assainissement, dont le zonage qui sera annexé au PLU, participera fortement à la réduction des impacts sur la ressource en eau Le périmètre de protection du barrage du Ternay est en cours de révision
Qualité de l'air et ressources énergétique	☺ Densification des bâtiments (efficacité énergétique des bâtiments et des transports) ☺ Cheminements doux ☹ Augmentation des besoins en énergie pour les bâtiments et les transports ☺ La préservation de la trame verte urbaine limite le rayonnement solaire et lutte contre les îlots de chaleur urbains	La réglementation thermique en vigueur sera respectée Développement des modes doux Maîtrise de l'énergie grâce aux formes urbaines compactes proposées dans les OAP de densification
Ambiance sonore	☺ Développement des déplacements doux ☹ Augmentation des déplacements motorisés liée à la croissance démographique ☺ Afin de limiter l'exposition de nouvelles populations, la grande majorité des secteurs de densification résidentielle (OAP) sont situés en dehors des périmètres de bruit routier	Incitation au recours des transports collectifs et développement des transports doux Annexion au PLU des périmètres affectés par le bruit de part et d'autre des routes départementales recensées et classées par arrêté préfectoral

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		
Thématiques environnementales	**Incidences du PLU**	**Mesures ERC envisagées**
Paysages et patrimoine	☺ Préservation des typologies paysagères existantes ☺ Conservation du caractère traditionnel des constructions ☺ Maintien des paysages naturel et agricole ☺ Protection des éléments de paysage par l'AVAP : Les éléments du patrimoine et paysager à protéger sont identifiés graphiquement sur le plan de zonage ☺ La ripisylve est préservée par les prescriptions relatives à la trame verte et bleue (marge de reculs de part et d'autres des cours d'eau) ☹ Impacts paysagers liés au développement de nouvelles zones d'urbanisation	Des dispositions du règlement limitent les impacts : emprise au sol des constructions limitée, plantations, hauteurs des constructions Règlement des zones adapté à l'urbanisation et à l'architecture urbaine des différents quartiers Les principes d'aménagement des OAP (sectorielles et TVB) limitent les incidences paysagères
Gestion des déchets	☹ Production de déchets supplémentaires ☺ Prise en compte de la gestion et de collecte des déchets urbains	

Niveau d'incidences notables prévisibles	
Incidences positives	☺
Incidences neutres	😐
Incidences négatives	☹

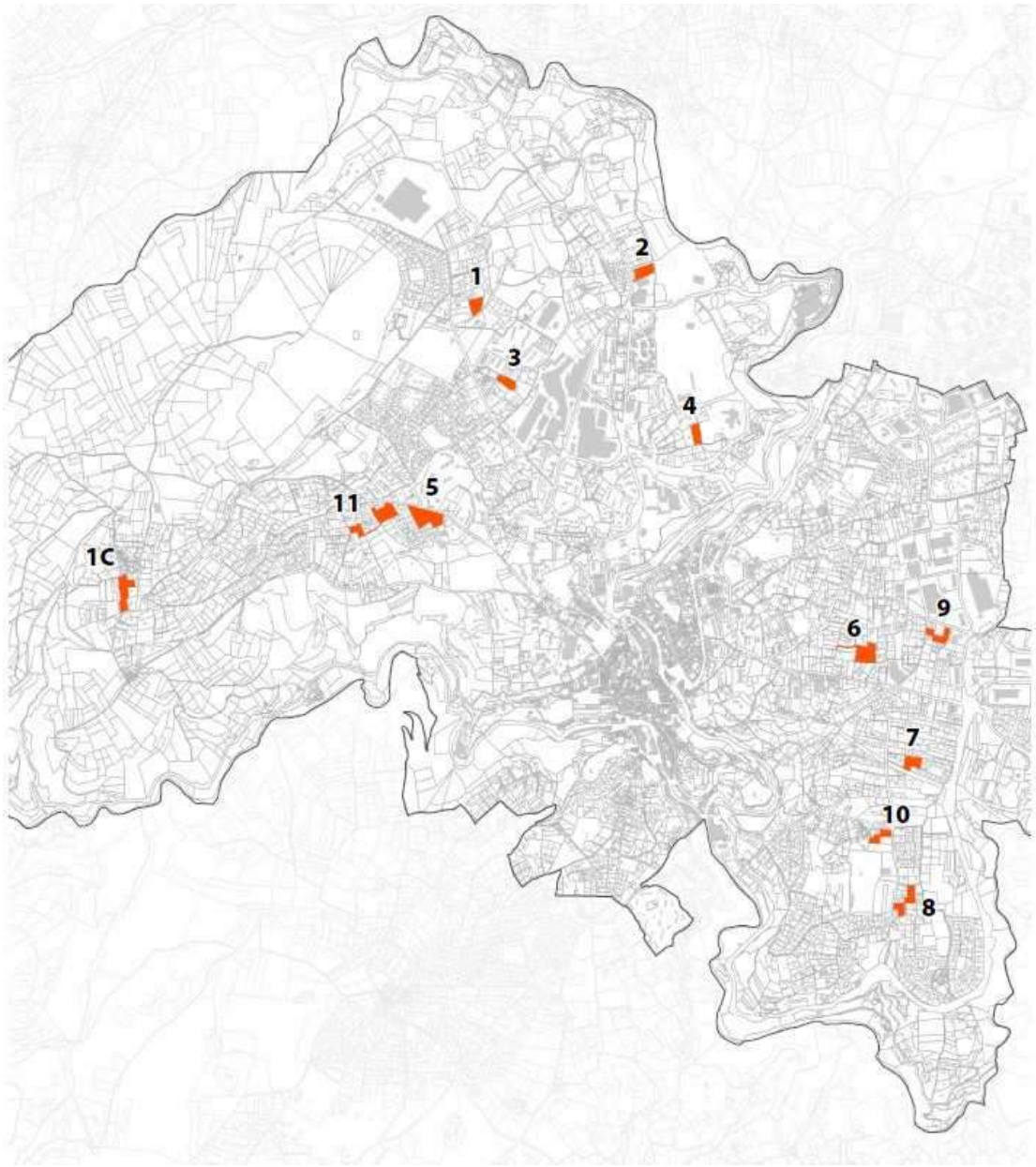
2-3- Incidences des sites à urbaniser et des orientations d'aménagement et de programmation

2-3-1- Les zones AU

Les zones AU font toutes l'objet d'OAP. Il s'agit des secteurs de :

- Le quartier des Six Chemins
- Le quartier de Beauregard
- Le quartier Vissenty Nord
- Le quartier Vissenty Sud
- Le quartier de Chamieux
- Le quartier de Porte-Broc
- Le quartier de la Croisette
- Des secteurs de densification urbaine et résidentielle dans le centre de la ville sur 6 sites :
    - Secteur 1 : site Prématré, lieu-dit : Prématré (référence cadastrale : AL129)
    - Secteur 2 : site de la Combe du Prieuré, Avenue Jean Jaurès (référence cadastrale : AL111)
    - Secteur 3 : site de la gendarmerie, Avenue de l'Europe (référence cadastrale : AK124)
    - Secteur 4 : site de la CCI, Rue Sadi Carnot (références cadastrales : AX241, 1069,1071, 1072, 1073,
    - 1074, 1076)
    - Secteur 5 : site Jean Macé, Boulevard de la République (référence cadastrale : AX280)
    - Secteur 6 : site de l'usine Xavier Danaud, Rue Vidal (référence cadastrale : AM77).
- Et enfin des secteurs de densification résidentielle de 12 tènements insérés dispersé dans le tissu urbain.

Localisation des 12 tènements de densification résidentielle dispersé dans le tissu urbain



Ces zones à urbaniser à plus ou moins long terme font l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP). Les incidences de ces zones sont donc analysées ci-après.

2-3-2- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Tous les secteurs de projet du PLU s'inscrivent dans une OAP. Les principes d'aménagement définis dans les OAP vont permettre de guider et encadrer l'aménagement de ces secteurs en cohérence avec les orientations inscrites dans le PADD.

Le projet de PLU d'Annonay comprend 9 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dont 8 sectorielles et 1 thématique :

- OAP 1 : Les Six Chemins
- OAP 2 : Beauregard
- OAP 3 : Vissenty Nord
- OAP 4 : Vissenty Sud
- OAP 5 : Chamieux
- OAP 6 : Porte-Broc
- OAP 7 : La Croisette
- OAP 8 : Tènements insérés dans le tissu urbain
- OAP 9 : Densification résidentielle – OAP multi-sites
- OAP 10 (thématique) : Trame verte et Bleue

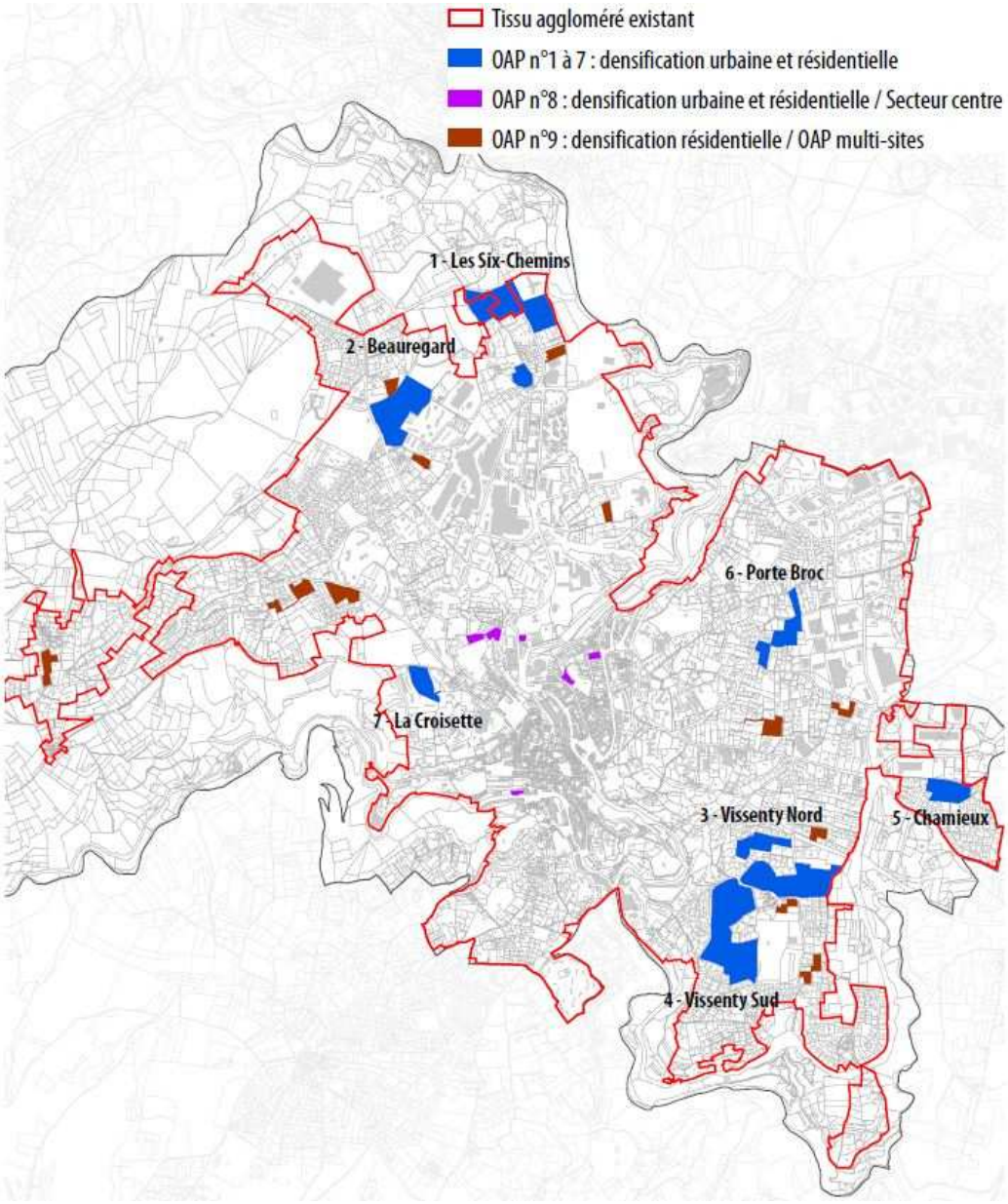
Les OAP sont des outils du PLU qui viennent préciser certains points stratégiques élaborés à large échelle dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Les OAP définissent des principes d'aménagement qui s'imposent aux occupations et utilisations du sol dans un rapport de compatibilité. Elles sont donc susceptibles de générer des incidences sur l'environnement et doivent, à ce titre, être analysées lors de l'évaluation environnementale.

Il est toutefois rappelé que ces OAP constituent, pour la plupart, des mesures d'encadrement supplémentaires de projet, et représentent donc, en tant que telles, des mesures d'évitement et de réduction vis-à-vis de certains impacts environnementaux, notamment en termes de consommation d'espace.

Sur la commune d'Annonay, une OAP thématique a été retenue. Elle a pour objectif de mettre en cohérence des dispositions relatives à une politique particulière sur un territoire. Il s'agit ici en l'occurrence de la politique de préservation de la biodiversité par la mise en place d'une trame verte et bleue communale à partir du SRCE Rhône-Alpes Auvergne et une étude préalable à un programme global et coordonné de préservation de la trame écologique du PNR du Pilat et de sa périphérie qui englobe Annonay en tant que ville porte sous la forme d'un « contrat de corridor » établie par le Parc Naturel Régional du Pilat (PNR) a mené en 2013.

La carte page suivante localise les secteurs soumis à une OAP sur le territoire communal.



Le tableau page suivante met en parallèle les principes d'aménagement généraux qui doivent s'appliquer à chaque OAP et qui s'inscrivent comme mesures de réduction/évitement des incidences potentielles.

Thématique ciblée	Principes d'aménagement généraux	Mesures de réduction/évitement des incidences potentielles
Habitat durable, bâtiments bioclimatiques	Implantation prenant en compte le climat et l'environnement immédiat Matériaux appropriés Utilisation des énergies renouvelables Récupération des eaux de pluie	Réduction des besoins en énergie
Trame verte	Préservation de la végétation existante (alignements, haies et arbres remarquables) Renforcement de la végétation (en évitant la plantation d'espèces allergènes et envahissantes)	Préservation des espaces naturels et des continuités écologiques Evitement des espèces allergènes et envahissantes
Insertion environnementale, gestion des eaux de pluie	Limitation des surfaces imperméabilisées Infiltration des eaux pluviales au plus près de leur point de chute Rétention à l'échelle de l'opération ou de la parcelle Récupération de l'eau pour d'autres usages Limitation des surfaces de voirie au strict nécessaire Utilisation de matériaux poreux, drainants ou semi-perméables pour les revêtements des voies Végétation accrue des espaces libres Création de noues, fossés, tranchées, bassins sur les espaces publics/collectifs Mise en œuvre de toitures terrasses végétalisées Réalisation de dispositifs de stockage permettant une réutilisation de l'eau pour l'arrosage des jardins et des espaces verts	Gestion des eaux pluviales Prévention du risque inondation par ruissellement Economie d'eau Maintien/renforcement de la nature en ville favorable aux continuités écologiques

Desserte des secteurs, liaisons douces et modes actifs de déplacement (à pied, à vélo..)	Voies adaptées aux flux de circulation Développement des modes doux Prise en compte de la sécurité des usagers	Réduction des émissions en polluants atmosphériques et l'amélioration de la qualité du cadre de vie
Eclairage extérieur	Eclairage vers le bas (type full cut) sera privilégié pour les espaces de stationnement Les façades des bâtiments orientées vers les espaces agri-naturels ne seront pas éclairées (hormis pour marquer l'entrée du bâtiment)	Réduction/évitement de la pollution lumineuse Gestion économe de la ressource énergétique Réduction des incidences sur le dérangement de la faune environnante
Gestion des ordures ménagères	Obligation de prévoir des espaces nécessaires à l'aménagement de points d'apport volontaire pour les ordures ménagères	Gestion des ordures ménagères
Formes Bâties Densités Qualité résidentielle	Formes groupées ou intermédiaires seront privilégiées	Gestion économe de la consommation des sols

Chaque OAP a fait l'objet d'une analyse des incidences, qui reprend à chaque fois la même organisation. En préambule sont rappelées la localisation du secteur soumis à l'OAP, sa superficie, et les principaux objectifs recherchés par l'OAP.

L'analyse des incidences est ensuite présentée sous la forme d'un tableau matriciel, présentant les incidences négatives, positives et les mesures résiduelles (soit après les apports des propositions exprimées par l'OAP) d'évitement, de réduction et le cas échéant de compensations associées à chaque thématique environnementale.

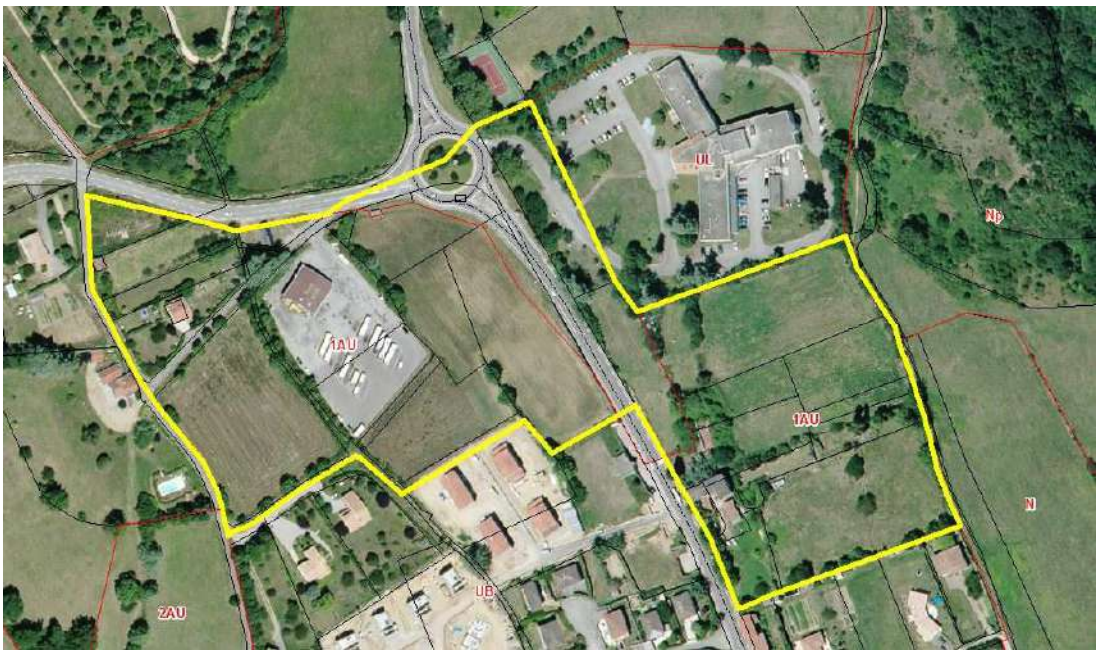
Un certain nombre de chiffres sont présentés dans le tableau matriciel en fonction des thématiques environnementales. Ils sont calculés sur la base de ratios et en fonction de la superficie de l'OAP, du nombre de logements programmés et par d'habitants supplémentaires attendus.

Dans le détail, les ratios utilisés sont :

- Eau : 209 litres/jour/hab supplémentaires);
- Assainissement : 1 EH par hab supplémentaire;
- Energie : 2,3 tep/an/hab de consommation supplémentaire
- Déchets : 322 kg/an/hab d'Ordures Ménagères (OM) supplémentaires (ratio intercommunal, source SCoT);
- Minéraux de construction : 7 tonnes/an/hab

Les incidences relatives à la biodiversité et aux continuités écologiques sont établies sur la base d'expertises écologiques de terrain. Les conclusions sur les impacts et les mesures associées sont détaillées pour chacune des OAP dans les pages suivantes.

2-3-2-1- OAP 1 : Les Six Chemins



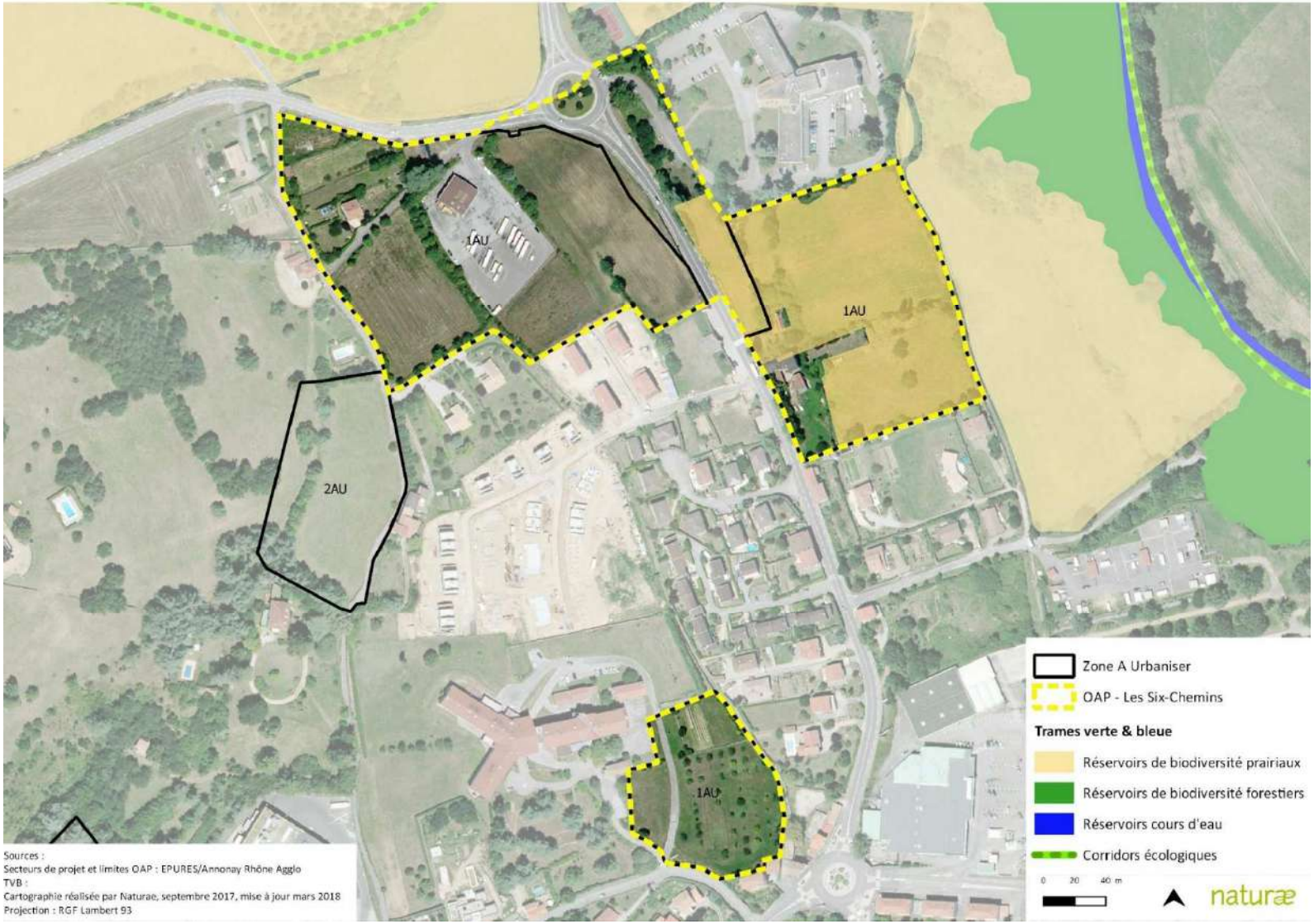
Localisation de l'OAP sur photographies aériennes 2017



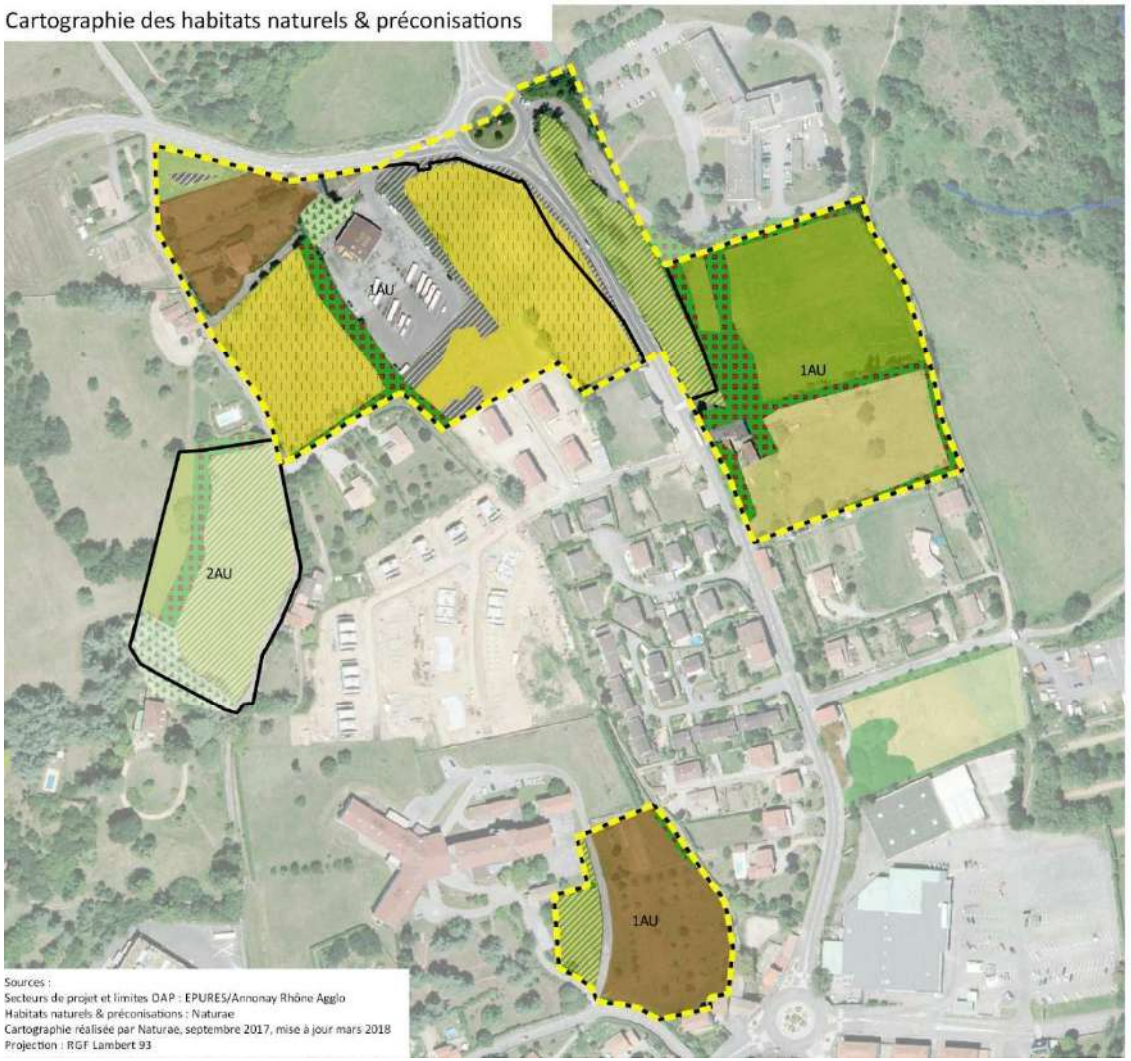
Principes d'aménagement de l'OAP « Six chemins »

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : alignements d'arbres (G5.1), fourré arbustif (F3.1), boisement de cèdres (G3.F1), friches (I1.5), monoculture intensive dont blé (I1.1) ; prairie de fauche (E2.2) et prairies améliorées (E2.6), jardins domestiques (X24) et végétation anthropique rudérale (E5.1).** **Enjeux : alignements d'arbres remarquables, réservoir de biodiversité de milieux ouverts (prairies), potentialité d'accueil jugée forte pour les insectes.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences prévisibles importantes ; fragmentation d'un réservoir des milieux ouverts de la TVB, impact potentiel sur les continuités écologiques en lien avec la Deûme (à 150 m de l'OAP)
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation des alignements d'arbres remarquables existants (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme). Réduction : Constitution d'une lisière végétale doublée d'une clôture à larges mailles afin d'assurer la perméabilité pour certaines espèces côté Deûme.


1AU
1AU
2AU
1AU
Zone A Urbaniser
OAP - Les Six-Chemins
Trames verte & bleue
Réservoirs de biodiversité prairiaux
Réservoirs de biodiversité forestiers
Réservoirs cours d'eau
Corridors écologiques
0 20 40 m
naturæ
Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
TVB :
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Cartographie des habitats naturels & préconisations



Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Zone A Urbaniser
OAP - Les Six-Chemins

Habitats naturels et semi-naturels

- Alignement d'arbres (G5.1)
- Haies (FA)
- Boisement (G1.A)
- Fourré arbustif (F3.1)
- Plantations de conifères (G3.F1)
- Friche (I1.5)
- Monoculture de blé (I1.1)
- Monoculture intensive (I1.1)
- Prairie de fauche (E2.2)
- Prairies améliorées (E2.6)
- Jardins domestiques (X24)
- Jardins domestiques arborés (X24)
- Végétation anthropique (E5.1)

Préconisations

- Alignements d'arbres à préserver

0 20 40 m

naturæ





Vues proches depuis la D206



Vue lointaine depuis la D820

OAP : 1. LES SIX CHEMINS					
Principes d'aménagement	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Objectifs</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. <u>Paysage</u> : mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : les murets, boisements, etc. <u>Maillage viaire</u> : compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 4 sous-secteurs et création de cheminement	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats naturels (prairies) susceptibles d'impacter certaines espèces (entomofaune, avifaune). Fragmentation d'un réservoir de milieux ouverts de la TVB Impact potentiel sur les continuités écologiques en lien avec la Deûme (à 150 m de l'OAP)	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement La présence de la Deûme, à environ 150 m de la limite urbaine, sera prise en compte sur le plan des continuités écologiques.	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Préservation des alignements d'arbres remarquables existants (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) - Côté Deûme, une lisière végétale sera constituée et sera doublée d'une clôture à larges mailles afin d'assurer la perméabilité pour certaines espèces	Au regard des mesures inscrites dans les principes d'aménagement de l'OAP, l'incidence résiduelle sur cette OAP sera faible.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3 ha d'espaces agricoles			

d'accès aux espaces naturels environnants <u>Equipements publics</u> : non prévu		et naturelles : terres labourées et vergers			
	Paysages	Secteur partiellement couvert par le périmètre de protection du Domaine de marc Seguin, inscrit au titre des monuments historiques L'OAP s'inscrit dans le paysage de la ceinture verte	Création d'espace vert partagé, renforcement de la trame végétale arborée Large bande paysagère sera préservée le long de l'avenue Ferdinand Janvier Conservation de certains murets	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Formes bâties en harmonie avec le tissu urbain environnant. - Confortement des trames végétales arborées à grand développement (bosquets) - Création d'une continuité paysagère avec la vallée de la Deûme.	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 54m^3 d'eau supplémentaires parjour -Besoin d'environ 260 EH supplémentaires pour l'assainissement	Création de noue pour la gestion des eaux de ruissellement sur voirie Revêtement semi-poreux pour la placette et les espaces de stationnement Secteur d'assainissement	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Limitation des surfaces imperméabilisées au strict nécessaire - Rétention à l'échelle de l'opération ou de la parcelle - Réalisation de dispositifs de stockage permettant une réutilisation de l'eau pour l'arrosage des espaces verts	Faible

			collectif et d'assainissement collectif futur		
	Déchets	Production d'environ 83 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 598 tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (260 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques RD206 (avenue Ferdinand Janvier) classée en voies	Développement des modes de doux de déplacement	<u>Mesure relative au classement des voies bruyantes</u> : Secteurs affectés par le bruit seront soumis aux prescriptions techniques acoustiques à prendre en compte pour la construction de logements.	Faible

		bruyantes Catégorie 3 (100m de part et d'autre de la voie affectée par le bruit)			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1820 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3 ha d'espaces agricoles : terres labourées et vergers	En continuité du bâti existant		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau de transports urbains		

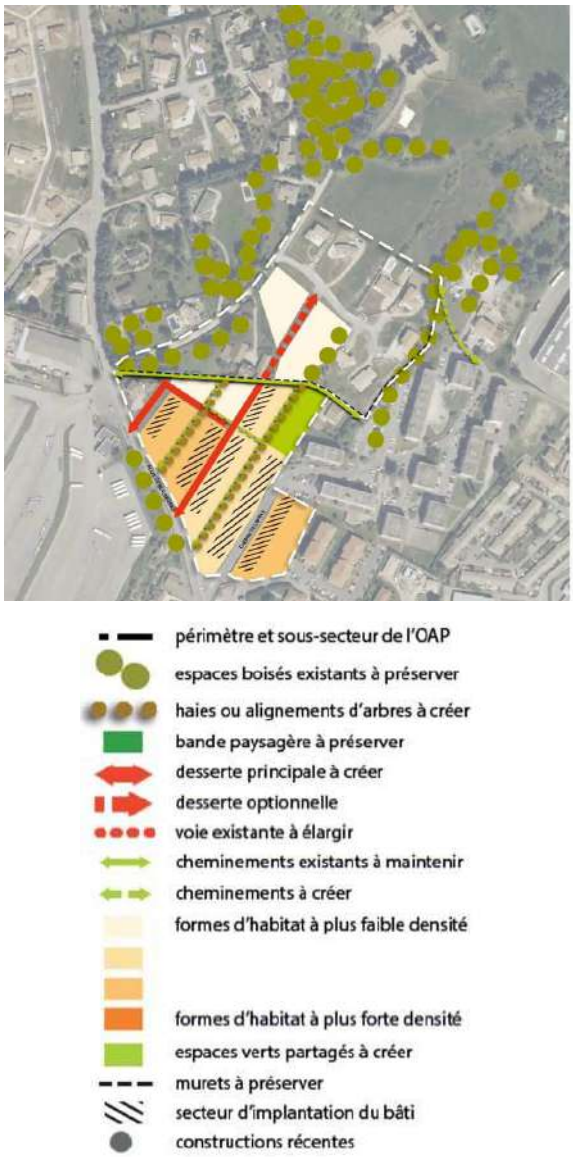
	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé

	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-2- OAP 2 : Beauregard



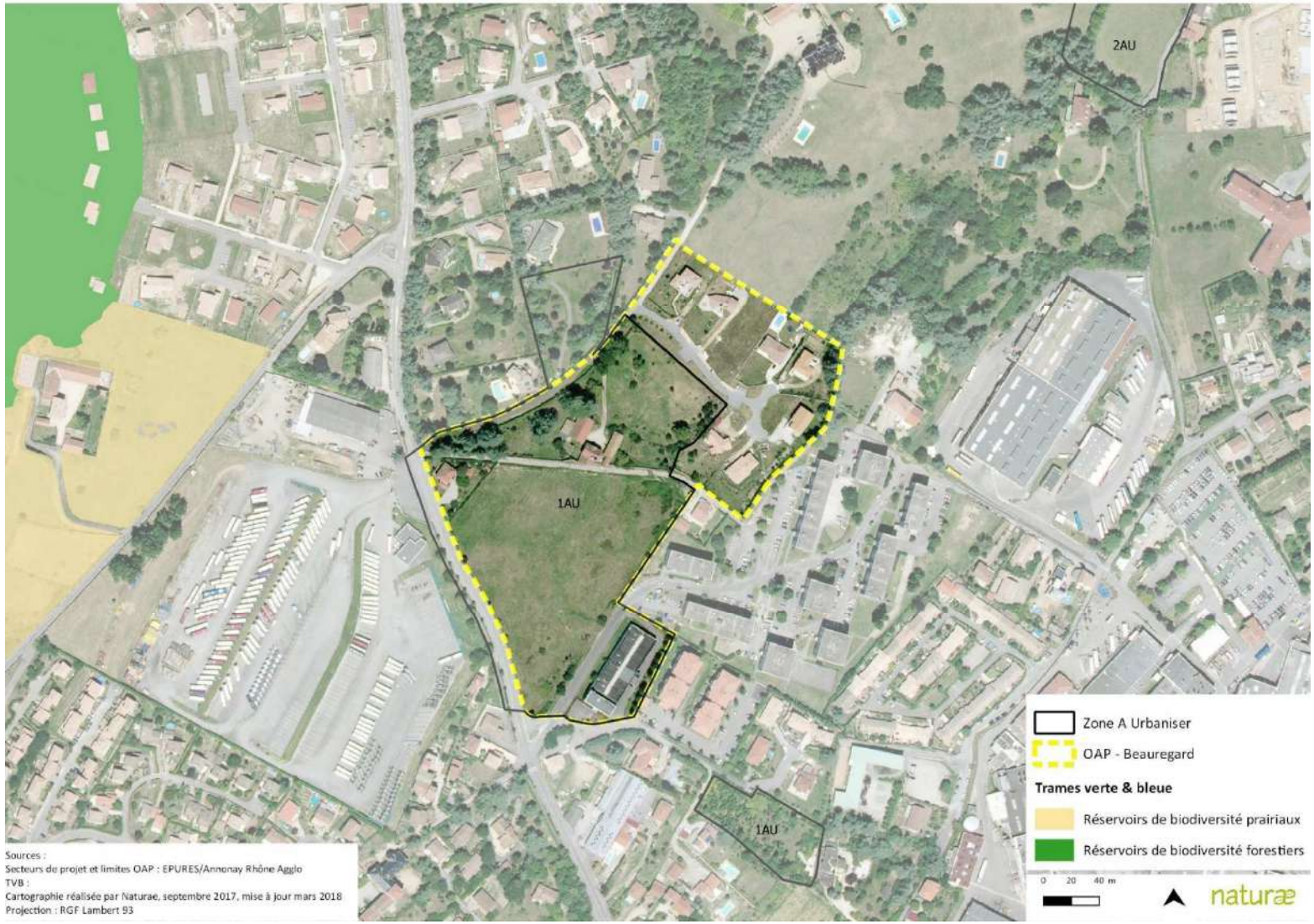
Localisation de l'OAP sur photographies aériennes 2017



Principes d'aménagement de l'OAP « Beauregard »

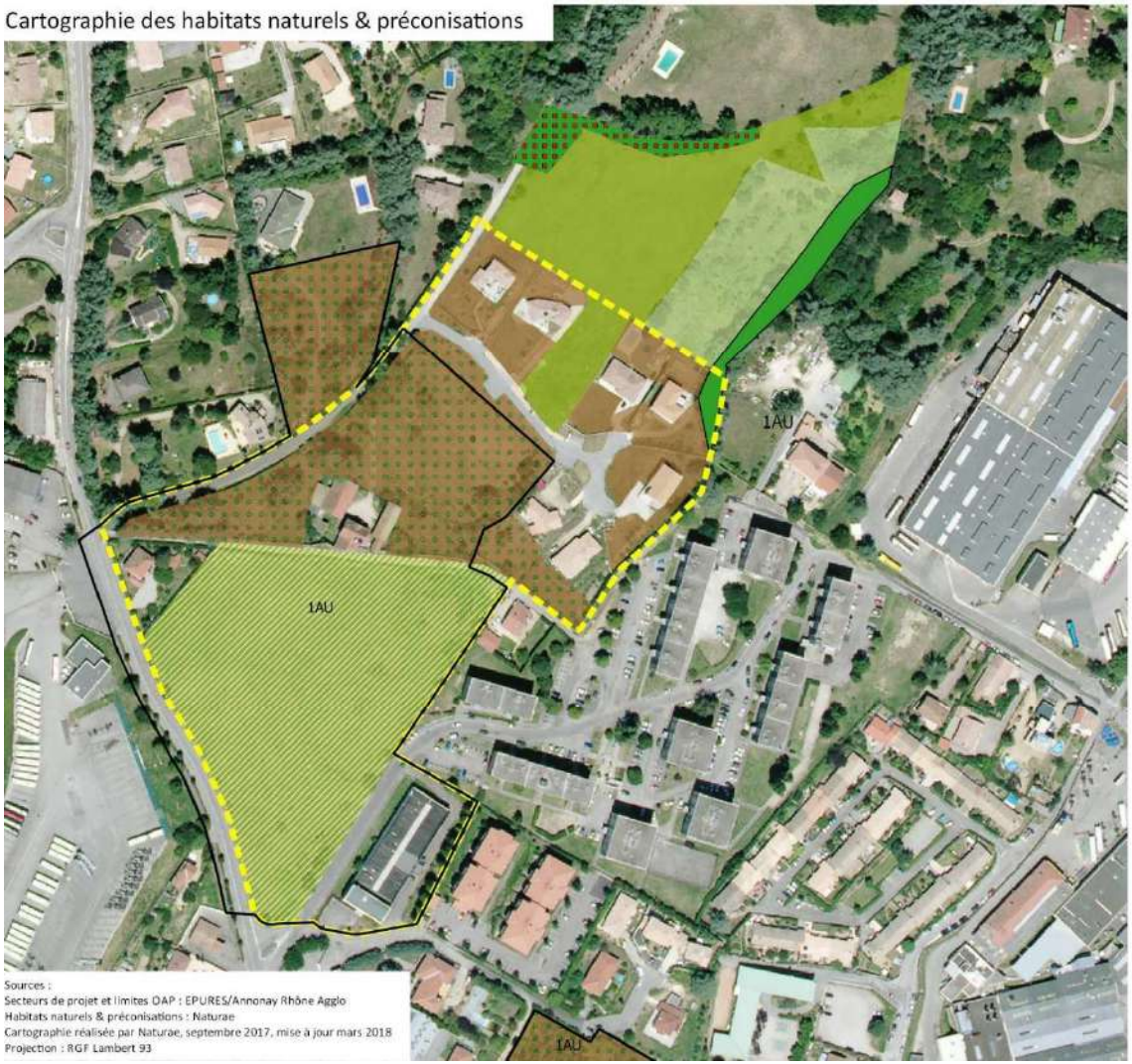
Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : alignements de cèdres remarquables (G5.1), boisements dominés par le chêne (G1.A), prairie de fauche (E2.2) et prairies améliorées (E2.6), jardins domestiques dont certains particulièrement arborés (X24)** **Enjeux : alignements de cèdres remarquables, grands arbres, boisements.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences prévisibles jugées faibles à modérées si les grands arbres, alignements et haies sont préservés. Seules des pâtures et jardins domestiques seront supprimées. Ces entités ne présentent pas de rôle significatif de fonctionnalité écologique.
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation de la végétation et des grands arbres existants au niveau de l'habitat « Alignement d'arbres » (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) Conservation du mur de clôture en pierre en bordure du chemin communal.



Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
TVB :
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Cartographie des habitats naturels & préconisations



Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Zone A Urbaniser

OAP - Beauregard

Habitats naturels et semi-naturels

Alignement d'arbres (G5.1)

Boisement (G1.A)

Fourré arbustif (F3.1)

Plantations de conifères (G3.F1)

Prairie de fauche (E2.2)

Prairies améliorées (E2.6)

Jardins domestiques (X24)

Jardins domestiques arborés (X24)

Préconisations

Alignements d'arbres à préserver

Boisements à préserver

0 20 40 m

naturæ



Vue proche depuis le Chemin de Mirecouly à Lapras



Vue proche depuis Cité de Lapras



Vue lointaine depuis la Corniche de Montmiandon

OAP : 2 . BEAUREGARD					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Objectifs</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Conforter le quartier en poursuivant les formes d'habitats ; mettre en relations les tissus bâtis juxtaposés ; favoriser l'ouverture de la cité de Lapras <u>Paysage :</u> mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : la vue dégagée, les murets de clôture en pierre, le chemin rural de Mirecouly à Lapras	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées modérées au vu du caractère très anthropisé des milieux naturels présents, enclavés dans la tâche urbaine.	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement (vieux cèdres remarquables notamment)	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Préservation des boisements de vieux cèdres et autres alignements d'arbres (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) - Le mur de clôture en pierre en bordure du chemin communal sera conservé	Au regard des mesures inscrites dans les principes d'aménagement de l'OAP, l'incidence résiduelle sur cette OAP sera nulle.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3,6 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole			

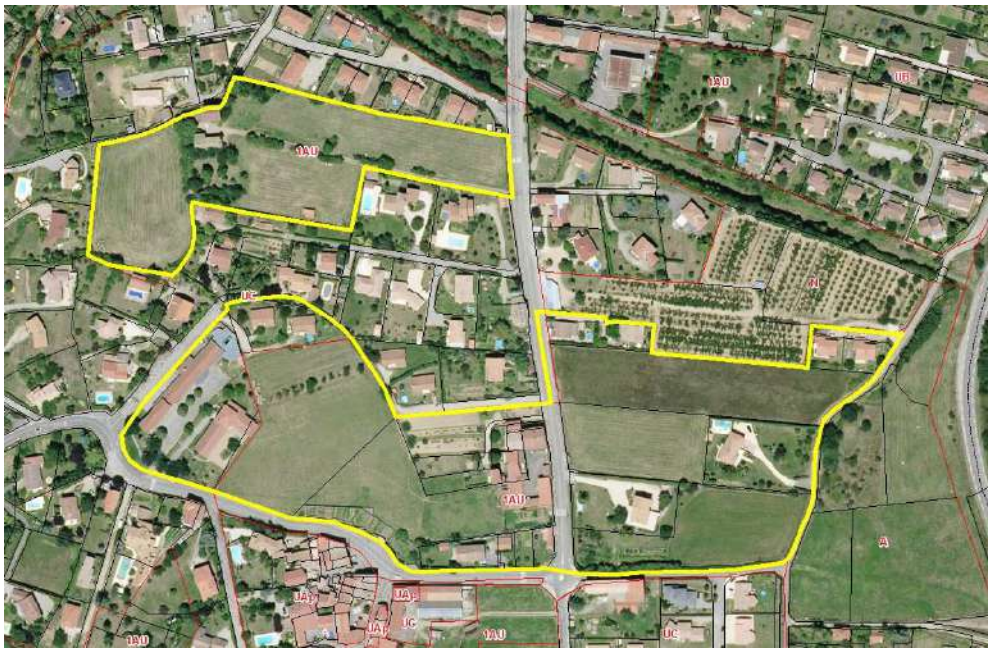
Maillage viaire : compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 2 sous-secteurs et création de liaison douce entre les sous-secteurs et chemin de Mirecouly à Lapras sera conservé Equipements publics : non prévu		(prairie et pâture équine) et friches			
	Paysages	Proximité du Domaine de Mirecouly et de la ceinture verte en arrière-plan Incidence sur la qualité paysagère rurale du chemin dit « de Mirecouly à Lapras »	Prise en compte du relief Création d'espace vert partagé, et articulation avec la cité Lapras, confortement des trames végétales Conservation de certains murets, le long du chemin dit « de Mirecouly à Lapras » notamment Création de liaison douce, ilots verts	Mesures inscrites dans l'OAP : - Prendre en compte la qualité paysagère et urbaine de la façade sur l'Allée de Beauregard - Confortement des trames végétales arborées à grand développement (bosquets)	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 32 m^3 d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 156 EH supplémentaires pour l'assainissement	Création de noue pour la gestion des eaux de ruissellement sur voirie Revêtement semi-poreux pour la placette et les espaces de stationnement Secteur d'assainissement collectif et	Mesures inscrites dans l'OAP : - Limitation des surfaces imperméabilisées au strict nécessaire - Bassin de rétention des eaux pluviales	

			d'assainissement collectif futur		
	Déchets	Production d'environ 50 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Le bâtiment industriel vacant n'est pas répertorié dans les bases de données BASOL et BASIAS (sites et sols pollués, anciens sites industriels anciennement pollués).		
	Energie	Consommation d'environ 358tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (156 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques	Développement des modes de doux de déplacement		

	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1000 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 6.7 ha dont 3.6 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes) et friches	En continuité du bâti existant		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau de transports urbains		

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-3- OAP 3 : Vissenty Nord



Localisation de l'OAP sur photographies aériennes 2017



Principes d'aménagement de l'OAP « Vissenty Nord »

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : prairies de fauche (E2.2), jardins domestiques dont arborés (X24), friches (I1.5) et fourrés arbustifs (F3.1)** **Enjeux : alignements d'arbres**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences prévisibles jugées faibles si les grands arbres, alignements et haies sont préservés. Des friches, prairies fauchées et jardins tondus seront impactés par l'urbanisation du secteur mais ces entités sont faiblement intéressantes pour la biodiversité et ne jouent pas de rôle de connectivité écologique.
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation des alignements d'arbres identifiés au sud (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme), conservation du mur de clôture en pierre en bordure de la rue Victor Hugo (favorable aux reptiles notamment) Réduction : Création d'une armature végétale structurante.


1AU
1AU
1AU
1AU
1AU
OAP - Vissenty Nord
Trames verte & bleue
Réservoirs de biodiversité prairiaux
Réservoirs de biodiversité forestiers
Réservoirs cours d'eau
Corridors écologiques
0 20 40 m
naturæ
Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
TVB :
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Cartographie des habitats naturels & préconisations



Zone A Urbaniser

OAP - Vissenty Nord

Habitats naturels et semi-naturels

- Alignement d'arbres (G5.1)
- Boisement (G1.A)
- Friche (I1.5)
- Prairie de fauche (E2.2)
- Prairies améliorées (E2.6)
- Jardins domestiques (X24)
- Jardins domestiques arborés (X24)

Préconisations

- Alignements d'arbres à préserver

0 20 40 m

naturæ

Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93





Vues proches depuis la rue Victor Hugo



Vue proche depuis la rue de la Fontaine

OAP : 3. VISSENTY NORD					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Objectifs</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Renforcer et structurer le quartier en lien avec l'école et le complexe sportif Permettre le développement des équipements et services de proximité	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats, notamment agricoles, est susceptible d'impacter certaines espèces. Capacité d'accueil de la biodiversité jugée faible (milieux agricoles et jardins domestiques pauvres en biodiversité)	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement Hors de l'emprise des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la TVB	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Préservation des alignements d'arbres (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) - Création d'une armature végétale structurante. - Le mur de clôture en pierre en bordure de la rue Victor Hugo sera conservé	Au regard des mesures inscrites dans les principes d'aménagement de l'OAP, l'incidence résiduelle sur cette OAP sera nulle.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3 ha d'espaces agricoles : surfaces			

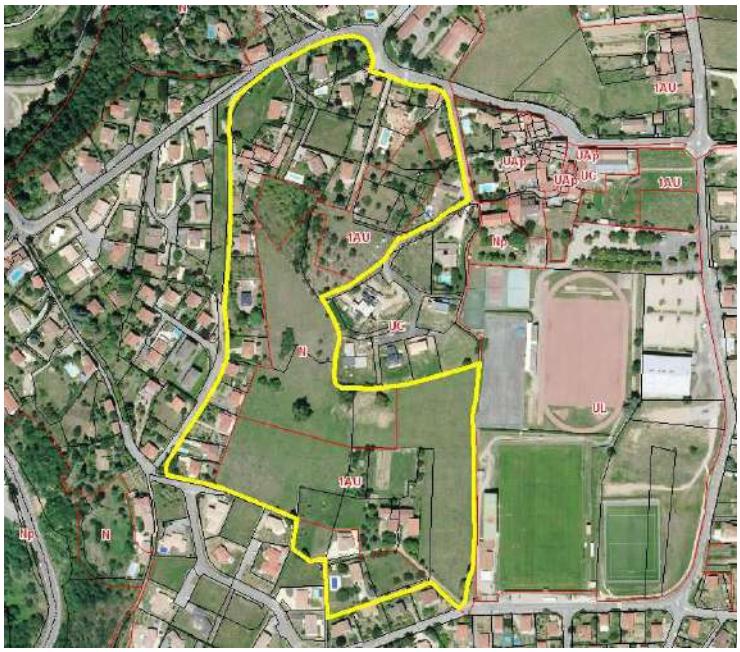
<u>Paysage :</u> mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : jardins potagers, les murets, boisements, etc. <u>Maillage viaire :</u> compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 3 sous-secteurs et création de liaison douce entre les secteurs		en herbe à caractère agricole (cultures permanentes) et terres labourées (cultures annuelles)			
	Paysages	Impact potentiel sur le patrimoine bâti rural de Vissenty et sur la qualité paysagère du chemin du Pantu à l'interface entre espace urbain et espace rural	Conservation de certains murets et de la qualité du paysage du chemin du Pantu Création d'espace vert partagé, de jardins potagers, renforcement de la végétation par des haies séparatives et des alignements le long des voies Création de liaison douce, ilots verts	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Veiller à la qualité urbaine et paysagère des façades du secteur c sur la rue Victor Hugo et sur le chemin du Pantu (frange urbaine)	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 43 m^3 d'eau supplémentaires par jour	Secteur d'assainissement collectif		

Equipements publics : non prévu		-Besoin d'environ 208 EH supplémentaires pour l'assainissement			
	Déchets	Production d'environ 67 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 478tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (208 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			

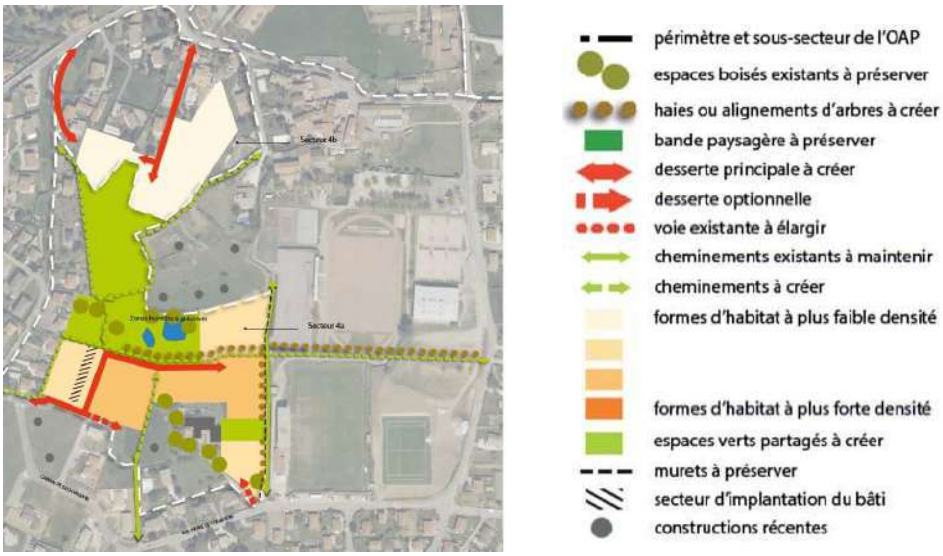
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1456 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3,7 ha dont 3ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes) et terres labourées (cultures annuelles)	Secteur dans l'enveloppe urbaine existante		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau des transports urbains		

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-4- OAP 4 : Vissenty Sud



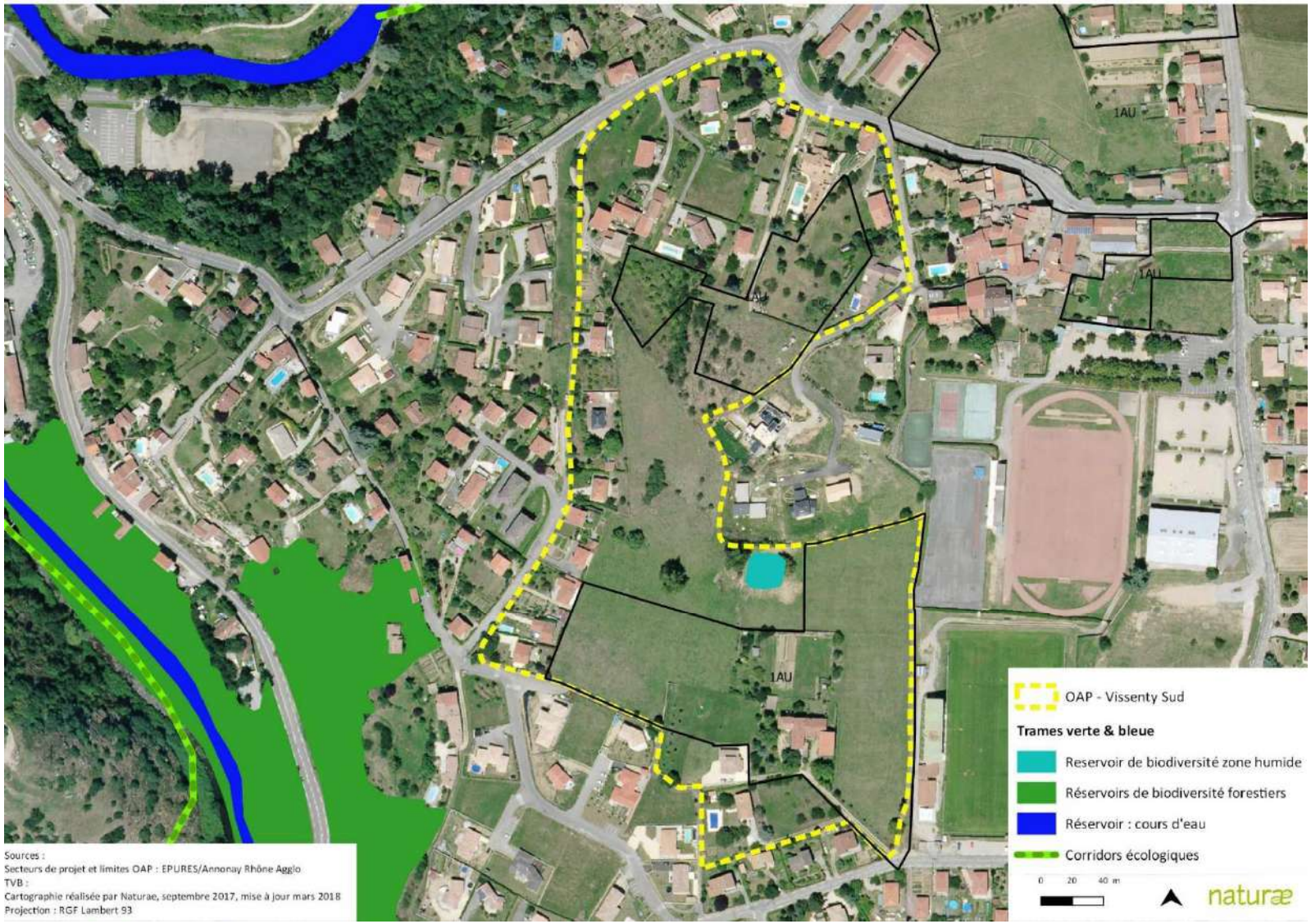
Localisation de l'OAP sur photographie aérienne 2017



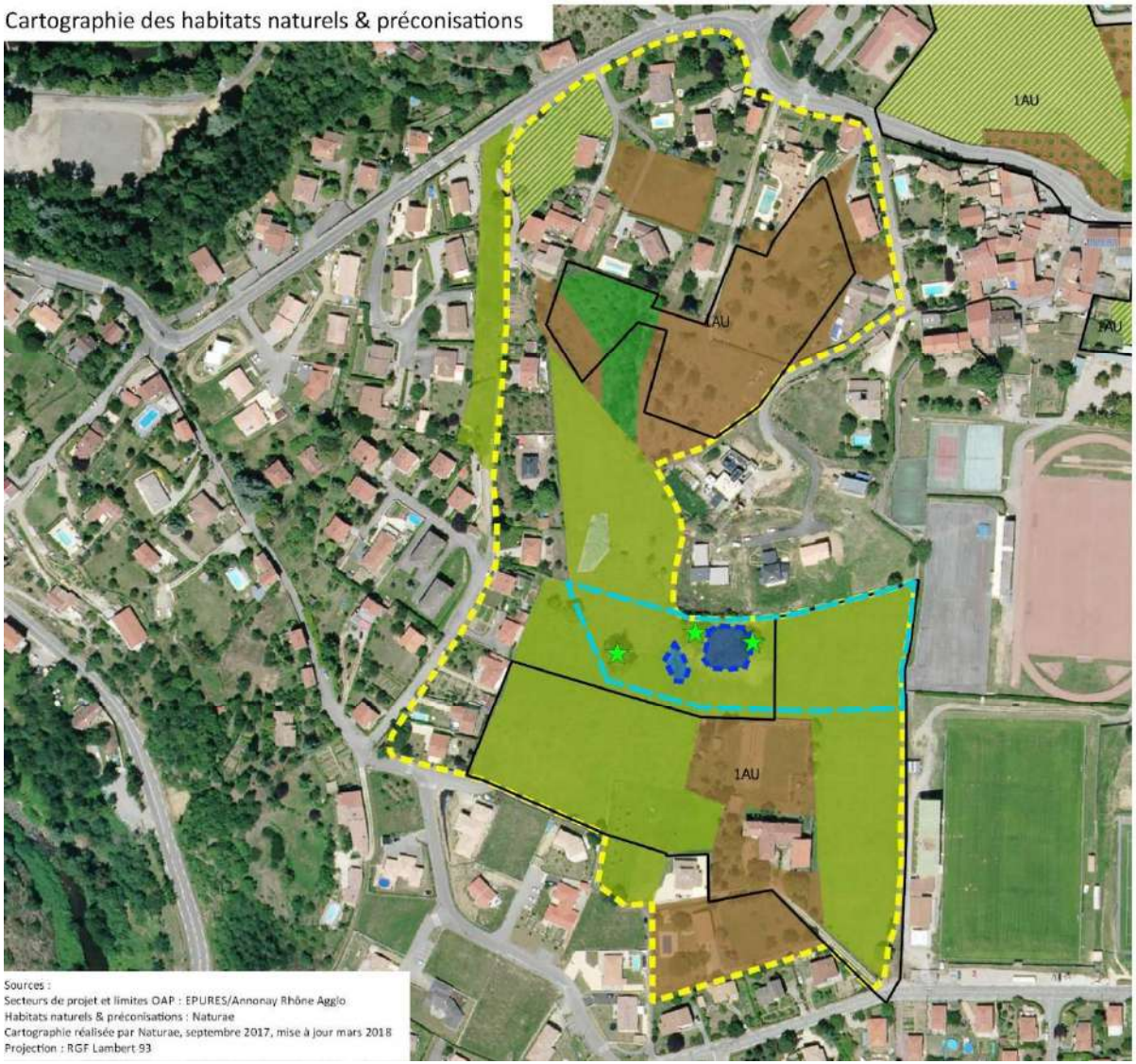
Principes d'aménagement de l'OAP « Vissenty Sud »

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : zones humides (C3.23, E3.4), fourré arbustif (F3.1), prairies de fauche (E2.2), prairie améliorée (E2.6), jardins domestiques (X24)** **Enjeux : zones humides et arbres remarquables, prairies diversifiées**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels jugées très importantes si le secteur prairial comportant les zones humides est construit.
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation du secteur prairial comportant les 2 zones humides et les grands arbres (peuplier noir et saule pleureur). Le secteur cartographié ci-après correspond à un espace de fonctionnalité rapproché des 2 zones humides qui ne doit pas être urbanisé. Conservation en l'état des zones humides et leurs espaces de fonctionnalité (pas d'aménagement proche susceptible d'influer sur leur hydrologie) Préservation des grands arbres remarquables


1AU
1AU
1AU
OAP - Vissenty Sud
Trames verte & bleue
Reservoir de biodiversité zone humide
Réservoirs de biodiversité forestiers
Réservoir : cours d'eau
Corridors écologiques
0 20 40 m
naturæ
Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
TVB :
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Cartographie des habitats naturels & préconisations



Habitats naturels et semi-naturels

- Boisement (G1.A)
- Fourré arbustif (F3.1)
- Prairie de fauche (E2.2)
- Prairies améliorées (E2.6)
- Jardins domestiques (X24)
- Jardins domestiques arborés (X24)
- Zone humide (C3.23)
- Zone humide (E3.4)

Préconisations

- Zones humides à préserver
- Espace de fonctionnalité rapproché des zones humides à préserver
- Arbres remarquables à préserver

0 20 40 m

naturæ

Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93





Vues proches depuis chemin de Dechargevin

OAP : 4. VISSENTY SUD					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
Objectifs : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Renforcer et structurer le quartier en lien avec l'école et le complexe sportif Permettre le développement des équipements et services de proximité	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats, notamment agricoles et humides, est susceptible d'impacter certaines espèces. Présence d'une zone humide inventoriée (réservoir de biodiversité TVB), et d'une seconde zone humide délimitée sur site selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 Présence de prairies de fort intérêt écologique abritant une grande diversité entomologique	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement	Recommandation pour limiter l'impact sur les zones humides : • Réduire la zone AU afin d'éviter le secteur prairial abritant deux zones humides • Ne pas urbaniser le secteur identifié comme « espace de fonctionnalité rapproché des zone humides » Mesure prise dans le projet de PLU : • Réduction de la zone AU initiale et inscription en N du secteur des zones humides Mesures inscrites dans l'OAP : • Préserver les grands arbres remarquables identifiés	Dans le cadre de l'OAP, la zone humide et la zone tampon périphérique de dix mètres ont été prises en compte. Le projet d'urbanisation n'impactera que de manière peu significative la zone de fonctionnalité correspondante.

<u>Paysage :</u> mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : ancien corps de ferme, murets, boisements, promontoire, etc. <u>Maillage viaire :</u> compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 2 sous-secteurs et création de liaison douce à partir du chemin Nord-sud		Présence d'arbres remarquables (peupliers noirs et saule pleureur)		• La végétalisation du secteur sera renforcée • Préservation des zones humides : les principes d'aménagement de l'OAP intègre un périmètre plus large correspondant à des zones tampon de 10 m pour leur protection. • Inscription de la majeure partie du secteur prairial en tant qu'espaces verts à préserver	
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3.4 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes)			
	Paysages	Impact potentiel sur le patrimoine bâti rural de Vissenty	Création d'espace vert partagé, renforcement de la végétation par des	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Formes bâties en harmonie avec le tissu urbain environnant - Mise en valeur de points de vue sur le	

<u>Equipements publics</u> : non prévu			haies séparatives et le long des voies Conservation de certains murets, du promontoire, des grands arbres, de la mare, des corps de ferme Création d'alignement végétal structurant Est Ouest et le long du complexe sportif Création de liaison douce, ilots verts Flanc ouest du promontoire est préservé	grand paysage et sur la ferme - Les espaces verts, les grands arbres et la mare seront préservés - Les abords du corps de ferme de Vissenty seront pris en compte : préservation des éléments végétaux et du portail, ouverture visuelle à maintenir sur la ferme depuis le chemin qui longe le complexe sportif	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 31 m^3 d'eau supplémentaires par jour	Secteur d'assainissement collectif		

		-Besoin d'environ150 EH supplémentaires pour l'assainissement			
	Déchets	Production d'environ 48.3 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 345 tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (150 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1050 tonnes de granulats supplémentaires			

	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 8.3 ha dont 3.4 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes)	Secteur dans l'enveloppe urbaine existante		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau des transports urbains		

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-5- OAP 5 : Chamieux



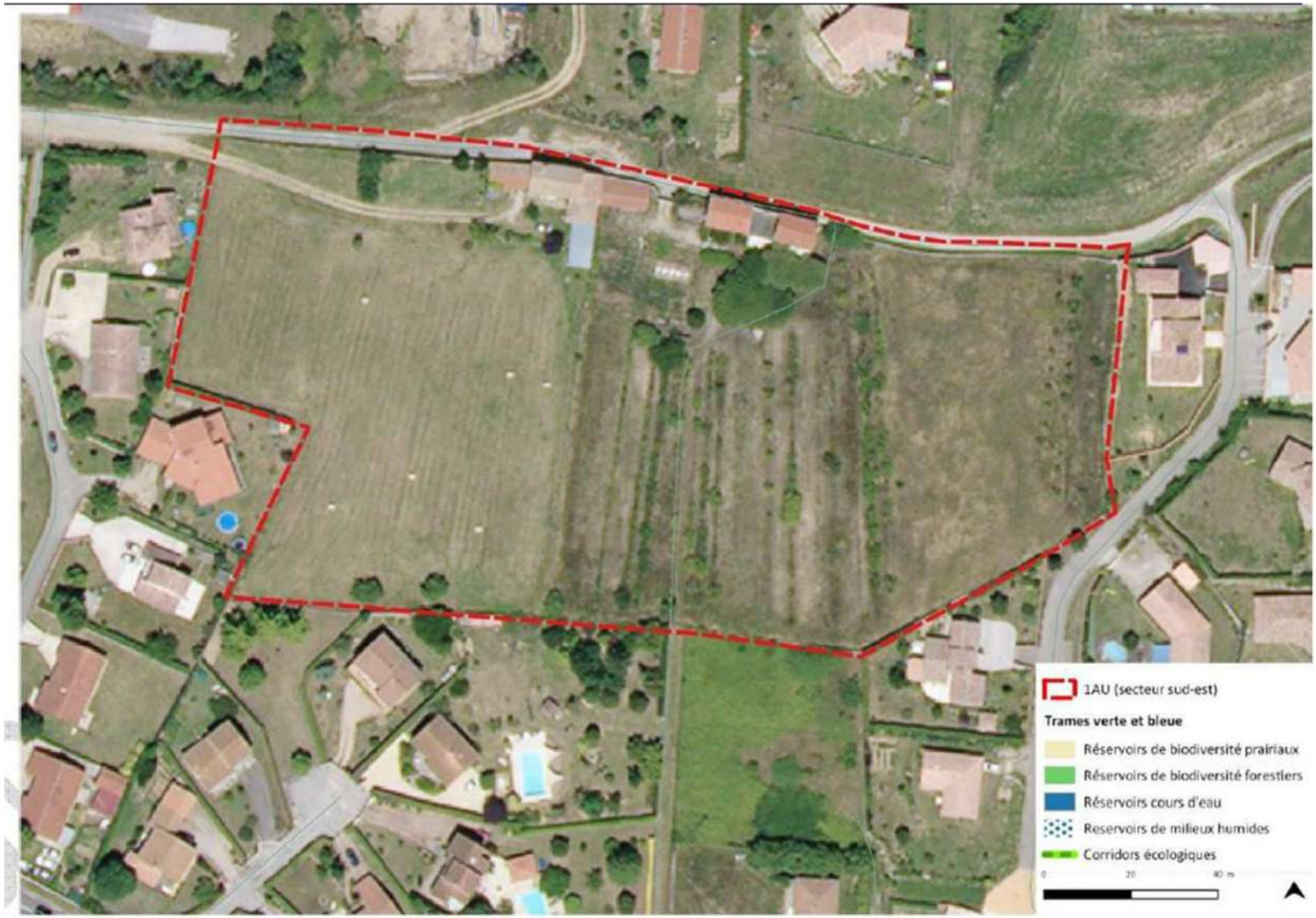
Localisation de l'OAP sur photographie aérienne de 2017



Principes d'aménagement de l'OAP « Chamieux »

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : vergers d'arbres fruitiers (G1.D4), friche (I1.5) et prairie de fauche (E2.2)** **Enjeux : Pas d'enjeu significatif.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées relativement faibles au vu de la nature des milieux représentés (prairie fauchée, friche, verger).
Mesures (ERC)	Pas de préconisation écologique.


1AU (secteur sud-est)
Trames verte et bleue
Réservoirs de biodiversité prairiaux
Réservoirs de biodiversité forestiers
Réservoirs cours d'eau
Reservoirs de milieux humides
Corridors écologiques
0
20
40 m

Cartographie des habitats naturels & préconisations




Vue proche depuis le chemin de Chamieux


Vue proche depuis le chemin du « Lot le coin d'en haut »

OAP : 5. CHAMIEUX					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Composition urbaine</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. <u>Paysage :</u> Aménagement d'un espace vert structurant	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats, notamment agricoles, est susceptible d'impacter certaines espèces.	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation des murets et de la construction en pierre ainsi que des petits boisements.	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> - Végétalisation renforcée le long du chemin de Chamieux et de l'axe à créer au cœur de l'opération et en limites séparatives des parcelles privatives (ou des groupes de logements), en privilégiant la création de haies avec des espèces locales et diversifiées, et en évitant les espèces à pollens allergisants tels que cyprès, bouleau.	Au regard des principes d'aménagement inscrits dans l'OAP, l'incidence résiduelle est faible.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 1,7ha d'espaces agricoles : surface en herbe à caractère agricole et vergers			

Préserver et valoriser les atouts paysagers : murets, boisements, construction en pierre. Insertion paysagère par des alignements végétaux ou des haies denses en limite des opérations <u>Maillage viaire :</u> Création d'une antenne afin de relier le quartier résidentiel au sud avec les sorties localisées au nord (chemin de Chamieux). <u>Equipements publics</u> : bancs, jeux,..	Paysages	L'OAP est perceptible car située en point haut Incidence potentielle sur la qualité paysagère du chemin de chamieux à l'interface entre espace urbain et espace rural	Opération moins dense sur la partie la plus haute et la plus perceptible au nord Création d'une espace vert structurant (2000 m^2) au cœur du site Renforcement de la végétation par des haies séparatives et le long des voies	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> - Le long du chemin de Chamieux, le mur en pierre sera restauré et conservé, à l'exception des ouvertures nécessaires aux nouveaux accès. Celui-ci sera longé d'une bande végétalisée.	Au regard des principes d'aménagement inscrits dans l'OAP, l'incidence résiduelle est faible.
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 16m^3 d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 80 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteurs d'assainissement collectif		

	Déchets	Production d'environ 25 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 184 tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (80 habitants en moyenne environ selon la taille moyenne des ménages de l'Insee) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			

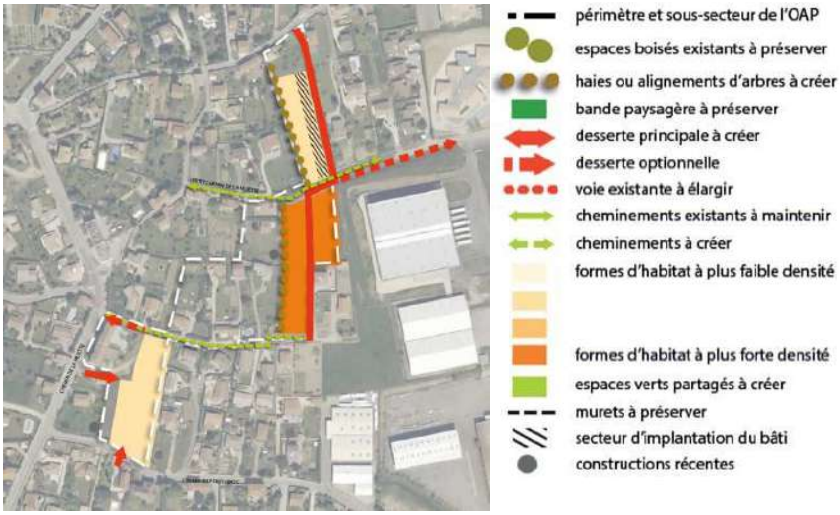
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 560 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 1.7ha d'espaces agricoles : surface en herbe à caractère agricole et vergers			
	Cohérence développement/ transport en commun		Desservi par les transports en commun		

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-6- OAP 6 : Porte-Broc



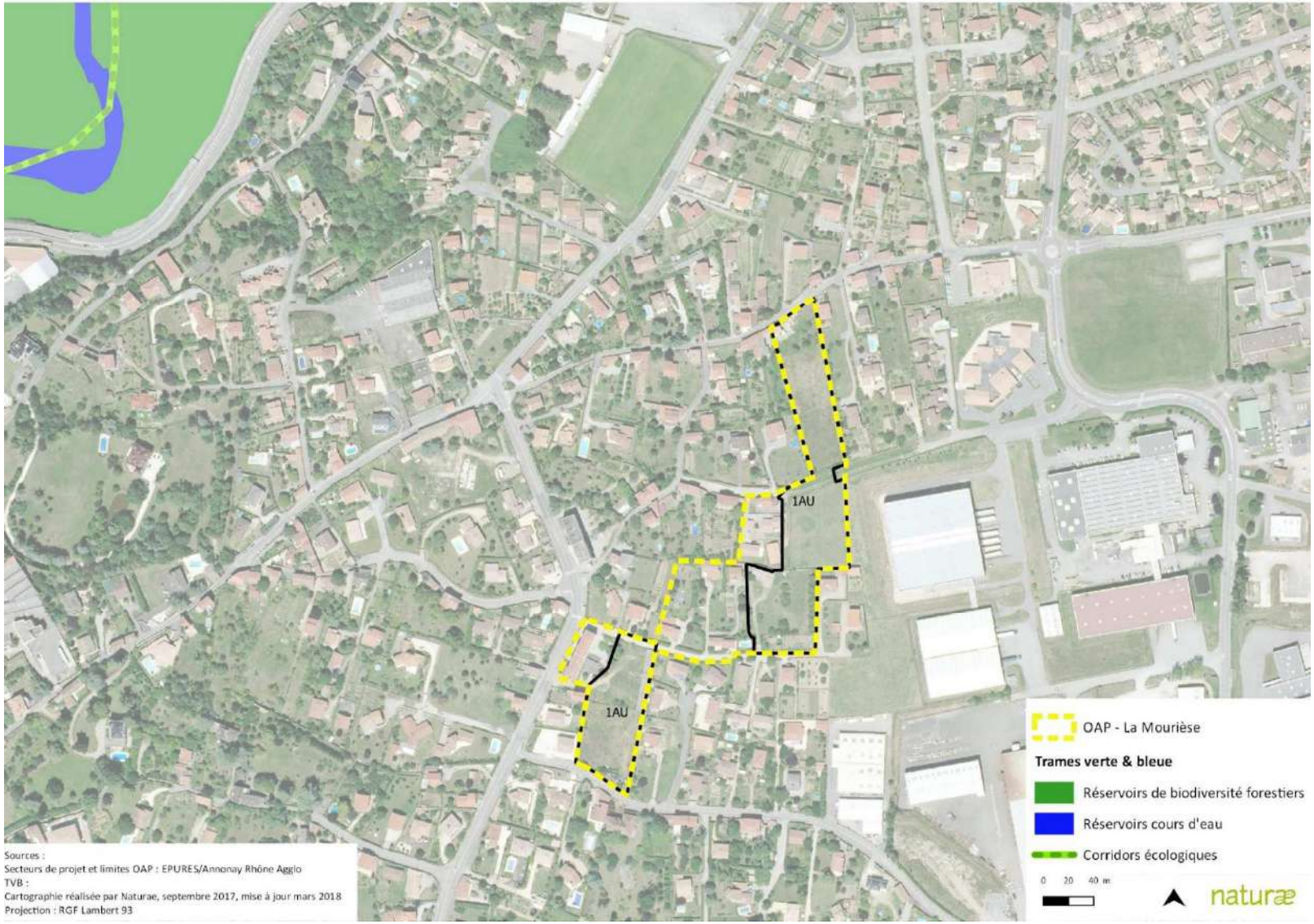
Localisation de 'lOAP sur photographie aérienne 2017



Principes d'aménagement de l'OAP « Porte-Broc »

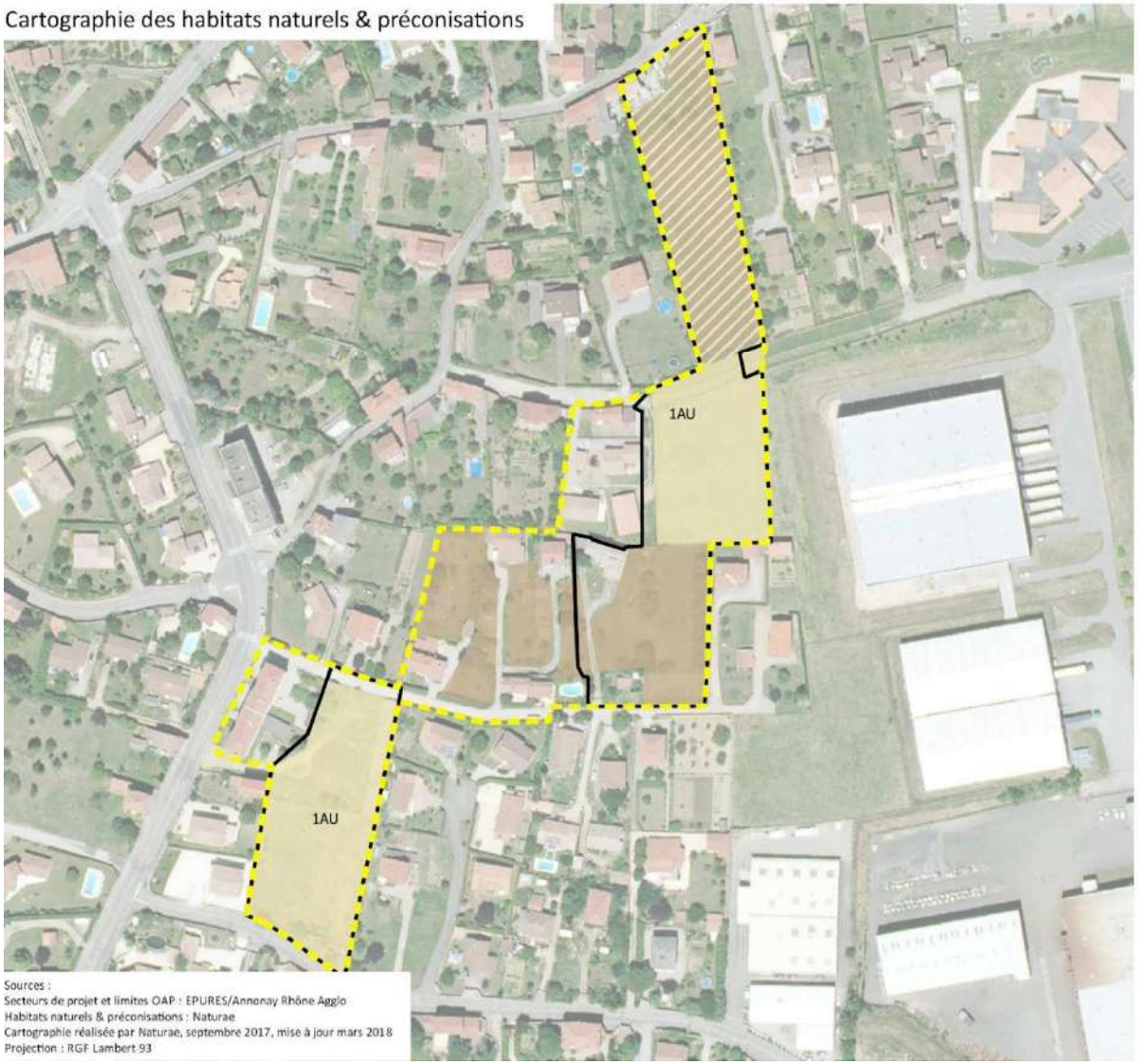
Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : friches (I1.5), jardins domestiques dont certains enfrichés (X24)** **Enjeux : Pas d'enjeu significatif.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé voire rudéralisé des milieux naturels présents, enclavés dans la tâche urbaine.
Mesures (ERC)	Réduction : Végétalisation du secteur (haies) Pas de préconisations écologiques particulières.



Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
TVB :
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Cartographie des habitats naturels & préconisations



Zone A Urbaniser

OAP - La Mourièse

Habitats naturels et semi-naturels

Friche (I1.5)

Jardins domestiques (X24)

Jardins domestiques enfrichés (X24)

0 20 40 m

naturæ

Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93



Vue proche depuis le chemin de Villedieu



Vue proche depuis le chemin de Porte-Broc

OAP : 6. PORTE-BROC					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
Composition urbaine : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Désenclaver l'intérieur des îlots,	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées modérées au vu du caractère très anthropisé des milieux naturels présents, enclavés dans la tâche urbaine.	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies denses et alignements de végétaux Hors de l'emprise des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la TVB	Néant	
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 1.5ha d'espaces agricoles : surfaces			

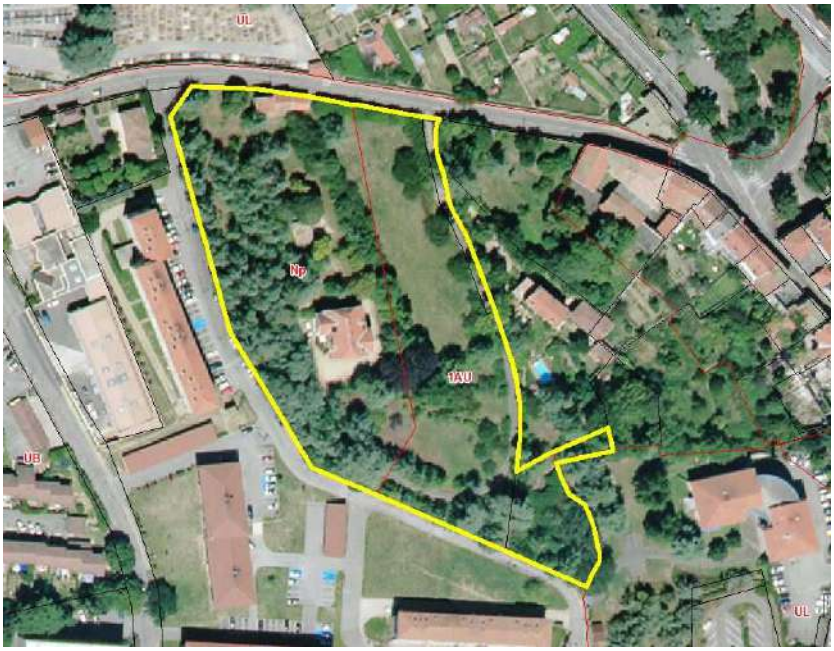
		en herbe à caractère agricole			
<u>Paysage :</u> insertion paysagère par des alignements végétaux ou des haies denses en limite des opérations, jardins privatifs	Paysages		Renforcement de la végétation par des haies séparatives et des alignements le long des voies Jardins privatifs à l'arrière des logements		
<u>Maillage viaire :</u> structurer le réseau viaire, réaménager en liaison douce le chemin de la Muette sur sa partie est-ouest	Eau et assainissement	Consommation d'environ 16m^3 d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 78 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur d'assainissement collectif		
<u>Equipements publics</u> : non prévu	Déchets	Production d'environ 25 tonnes de déchets supplémentaires par an			

	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 180tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (78 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 546 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 2.5 ha dont 1.5ha d'espaces	Secteur dans l'enveloppe urbaine existante		

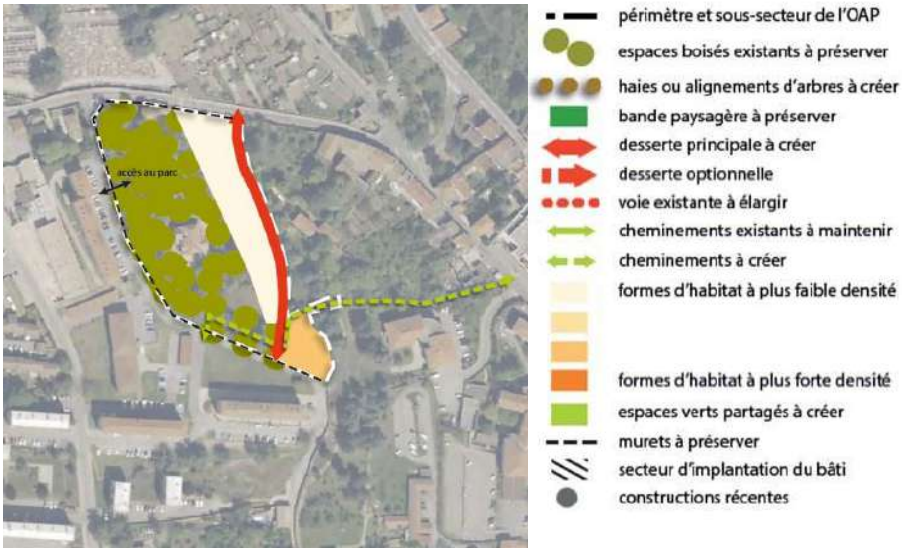
		agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole			
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau des transports urbains		

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-7- OAP 7 : La Croisette



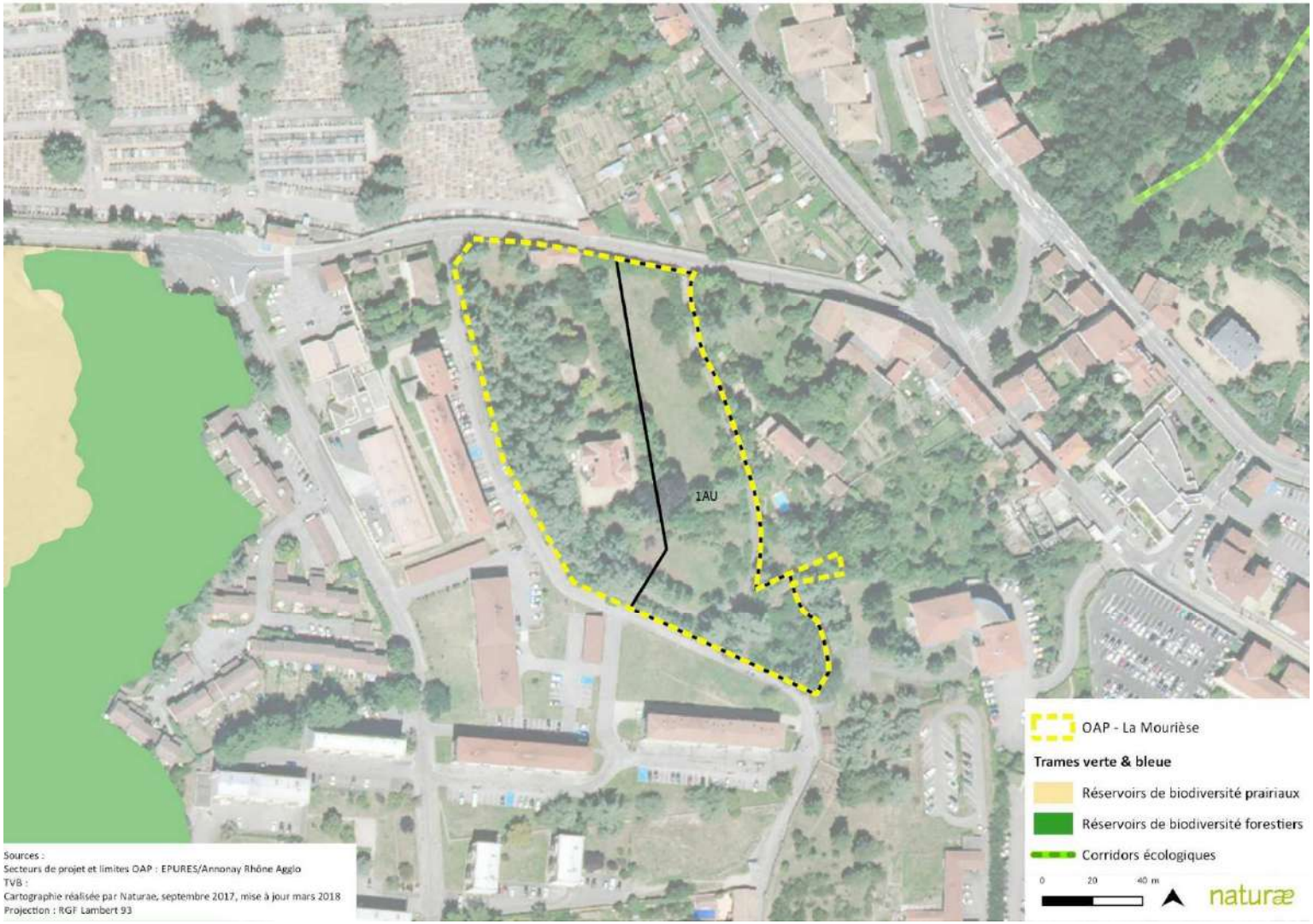
Localisation de l'OAP sur photographie aérienne 2017



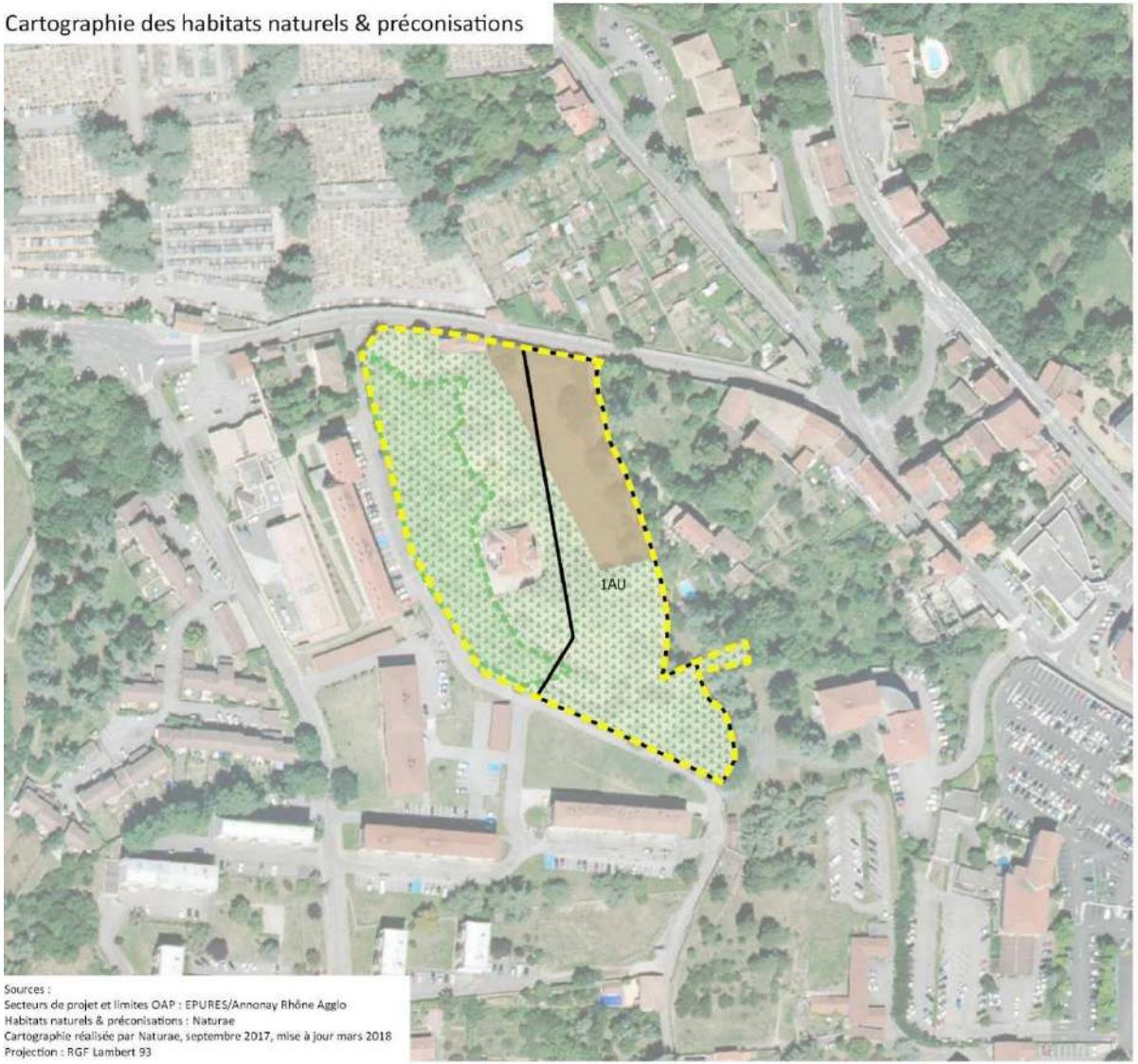
Principes d'aménagement de l'OAP « La Croisette »

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : boisement de cèdres (G3.F1) et jardins domestiques (X24)** **Enjeux : Arbres remarquables.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences faibles des aménagements projetés si les grands arbres (cèdres) sont maintenus.
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation d'un alignement de grands cèdres au sein du parc (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme)


1AU
OAP - La Mourièse
Trames verte & bleue
Réservoirs de biodiversité prairiaux
Réservoirs de biodiversité forestiers
Corridors écologiques
0
20
40 m
naturæ
Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
TVB :
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93

Cartographie des habitats naturels & préconisations



Zone A Urbaniser

OAP - La Croisette

Habitats naturels et semi-naturels

Plantations de conifères (G3.F1)

Jardins domestiques (X24)

Préconisations

Boisement de cèdres à préserver

0 20 40 m

naturæ

Sources :
Secteurs de projet et limites OAP : EPURES/Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Cartographie réalisée par Naturae, septembre 2017, mise à jour mars 2018
Projection : RGF Lambert 93



Vue proche depuis la Rue de la Croisette (Nord) – Parcelle derrière le muret sur la gauche



Vue proche depuis Cité de Paras (Sud) – Parcelle derrière le muret sur la gauche

OAP : 8. LA CROISETTE					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Composition urbaine</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations.	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Partie boisée à forte valeur patrimoniale avec présence de cèdres remarquables ; toutefois l'impact sera modéré dans la mesure où l'OAP prévoit de préserver les boisements	Préservation de boisement en partie haute et des sujets intéressants en partie basse	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> - Préservation de la totalité du parc boisé en partie haute et des arbres remarquables en partie basse	Au regard des principes d'aménagement inscrits dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
<u>Paysage :</u> préserver et valoriser les atouts paysagers :	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 0.6ha d'espaces agricoles : surface en herbe à caractère agricole			

murs de clôture, chemins Maillage viaire : Création d'une allée desservant la maison bourgeoise et débouchant dans la rue de la cité de Paras Equipements publics : non prévu	Paysages	Incidence notable sur un parc à forte valeur patrimoniale Incidence de la surface de l'OAP sur l'échelle globale de cet ensemble paysager identitaire	Préservation du parc boisé et des sujets intéressants en partie basse Préservation et valorisation des murs de clôture	Mesures inscrites dans l'OAP - Respect de l'identité paysagère du site	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 6m^3 d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 31EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteurs d'assainissement collectif et assainissement autonome		
	Déchets	Production d'environ10 tonnes de déchets supplémentaires par an			

	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 71tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (31 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 217 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 0.6ha d'espaces agricoles : surface			

		en herbe à caractère agricole			
	Cohérence développement/ transport en commun		Desservi par les transports en commun		

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

2-3-2-8- OAP n°8 – Densification urbaine et résidentielle dans le centre de la ville

Le centre de la ville d'Annonay présente 6 sites de mutation que l'on peut identifier dès aujourd'hui car faisant l'objet soit d'étude d'urbanisation, soit de projet de libération - mutation de leur occupation actuelle.
Ces sites sont situés à proximité des équipements, commerces et transports en commun. Leur urbanisation, qui est une véritable opportunité de renforcement de l'animation et de l'attractivité du centre d'Annonay, doit être encadrée. Les sites concernés sont les suivants :

- Secteur 1 : site Prématré, lieu-dit : Prématré (référence cadastrale : AL129)
- Secteur 2 : site de la Combe du Prieuré, Avenue Jean Jaurès (référence cadastrale : AL111)
- Secteur 3 : site de la gendarmerie, Avenue de l'Europe (référence cadastrale : AK124)
- Secteur 4 : site de la CCI, Rue Sadi Carnot (références cadastrales : AX241, 1069,1071, 1072, 1073,
- 1074, 1076)
- Secteur 5 : site Jean Macé, Boulevard de la République (référence cadastrale : AX280)
- Secteur 6 : site de l'usine Xavier Danaud, Rue Vidal (référence cadastrale : AM77).

Cette OAP vise à assurer la densification de l'espace disponible dans le tissu bâti, en veillant à l'insertion urbaine, paysagère et environnementale des opérations. Il s'agit :

- d'offrir des formes d'habitat en harmonie avec l'environnement urbain des sites
- de proposer des formes bâties alliant qualité résidentielle, utilisation économe du foncier, principes bioclimatiques, et en harmonie avec le tissu urbain environnant
- d'offrir un cadre de vie de qualité aux occupants.

Incidences positives

Cette densification urbaine consiste à restructurer les constructions existantes suivant les principes de la construction bioclimatique et dans le respect des prescriptions de l'AVAP. Ces opérations ne sont pas de nature à avoir des incidences négatives pour l'environnement. Les principes d'aménagements retenus vont dans le sens d'une gestion maitrisée de la consommation énergétique et l'intégration paysagère et architecturale des bâtiments. Ces secteurs sont par ailleurs tous desservis par les transports en communs et raccordés au réseau d'assainissement des eaux usées et au réseau d'eau potable. *Remarque : ces secteurs n'ont pas fait l'objet de visites de terrain, aucune donnée naturaliste n'a donc été relevée sur ces parcelles. Néanmoins il apparait que les secteurs concernés sont très largement anthropisés et correspondent à des milieux peu propices à accueillir des enjeux de biodiversité. Les incidences négatives sur la biodiversité sont jugée à priori faibles à négligeables.*

Commune d'Annonay

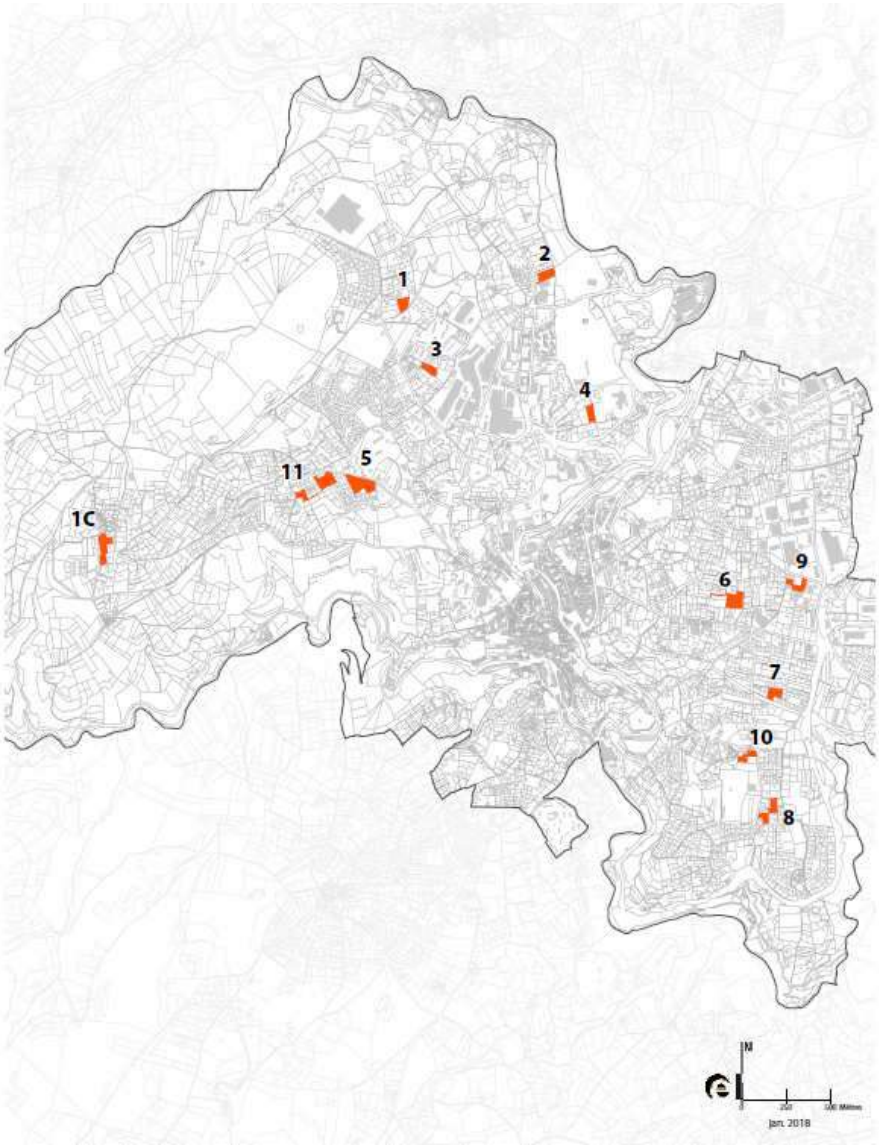
Plan de localisation des OAP



~~2.3.2.9~~ OAP 9 : Densification résidentielle de tènements insérés dans le tissu urbain

Le projet de PLU d'Annonay comprend une OAP multi-sites regroupant 14 tènements non bâtis de grande superficie éparpillés sur le territoire communal. Malgré leur caractéristique de « dents creuses », ils bénéficient d'un fort potentiel de densification. Les surfaces constructibles indiquées pour chacun des secteurs n'incluent pas l'espace réservé à la voirie et aux stationnements.

La carte ci-après localise les secteurs soumis à l'OAP sur le territoire communal.



Secteur 1



REFERENCE CADASTRALE
AC16

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardin domestique arboré (X24)** **Enjeux : Grands arbres (cèdres, chênes)**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences faibles des aménagements projetés car les grands arbres sont préservés.
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation des grands arbres (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme)


1AU
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 1


Cartographie des habitats naturels & préconisations
1AU
Habitat naturel
Jardins domestiques arbores (X24)
Préconisations
Grands arbres à préserver

Secteur n°1 : parcelles cadastrales : AC16					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m²</u> : 3500 <u>Nombre de logement</u> : 5 <u>Autres</u> : Pente douce Accessibilité faible Attractivité moyenne Objectif de conserver les qualités paysagères du site et les arbres remarquables et de développer des cheminements « modes doux »	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats de milieux boisés est susceptible d'impacter certaines espèces Incidence faible car les grands arbres remarquables (érables, chênes, cèdres) propices à la biodiversité, seront préservés.	Hors de l'emprise d'un réservoir de biodiversité et d'un corridor écologique	<u>Mesure inscrite dans l'OAP</u> Préservation des alignements d'arbres et arbres remarquables (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme)	Nulle
	Milieux agricoles		L'OAP ne va pas engendrer de consommation de surface à caractère agricole		
	Paysages	OAP susceptible d'impacter des bosquets d'arbres à grand développement en harmonie avec le paysage de la ceinture verte.	Préservation des qualités paysagères du site. Tènement assez isolé visuellement	<u>Mesure inscrite dans l'OAP</u> : Préservation des sujets intéressants	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 2.7m³ d'eau supplémentaire par jour Besoin d'environ 13 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		

	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation modérée d'un boisement	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel en continuité du bâti existant		
	énergie	Consommation d'environ 30 tep/an supplémentaire			

	Impact positif fort sur l'ensemble du territoire	
	Impact positif moyen pour le territoire ou fort localisé au site ou son environnement immédiat	
	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé	
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable	
	Impact négatif faible global et/ou localisé	
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé	
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire	
NC	Non concerné	

Secteur 2



REFERENCE CADASTRALE

AC336 – AC337 – AC338 - AC339 – AC342

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : haie (FA), boisement (G1.A), fourré arbustif (F3.1), friche (I1.5), jardin domestique arboré(X24)** **Enjeux : Grands arbres et haie**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences faibles au vu du faible intérêt écologique des milieux ouverts représentés (friche enclavée).
Mesures (ERC)	Evitement : Préservation de la haie et des grands arbres (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme)


Cartographie des habitats naturels & préconisations
Habitats naturels
Haies (FA)
Boisement (G1.A)
Fourre arbustif (F3.1)
Friche (I1.5)
Jardins domestiques arbores (X24)
Préconisations
Préserver les grands arbres
Préserver la haie
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 2

Secteur n°2 : parcelles cadastrales : AC336/AC338/AC339/AC342					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m²</u> : 3740 <u>Nombre de logement :</u> 6 <u>Autres</u> : Terrain en pente Accessibilité excellente Forte attractivité Contexte fonctionnel mixte Vue paysage lointain	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Perte potentielle d'habitats des milieux ouverts et des milieux boisés (haie identifiée comme espace boisé participant à la TVB)	Hors de l'emprise d'un réservoir de biodiversité et d'un corridor écologique	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : – Préserver la bande paysagère (haie arborée) – Préserver les arbres existants	Au regard des mesures inscrites dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'espace rural anciennement exploité et aujourd'hui en friche			
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	Terrain peu perceptible depuis l'espace public	<u>Recommandation pour réduire l'impact</u> : Conserver la haie arborée et/ou les arbres remarquables Prendre en compte le relief	Au regard des mesures inscrites dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3.2m³ d'eau supplémentaire par jour Besoin d'environ 6 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'espace rural anciennement	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel en continuité du bâti		

		exploité et aujourd'hui en friche	existant et contigu à un espace à vocation commerciale au Sud et à un espace de loisirs et de sport à l'Est.		
	Energie	Consommation d'environ 35 tep/an supplémentaire			

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé	
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable	
	Impact négatif faible global et/ou localisé	
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé	
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire	
NC	Non concerné	

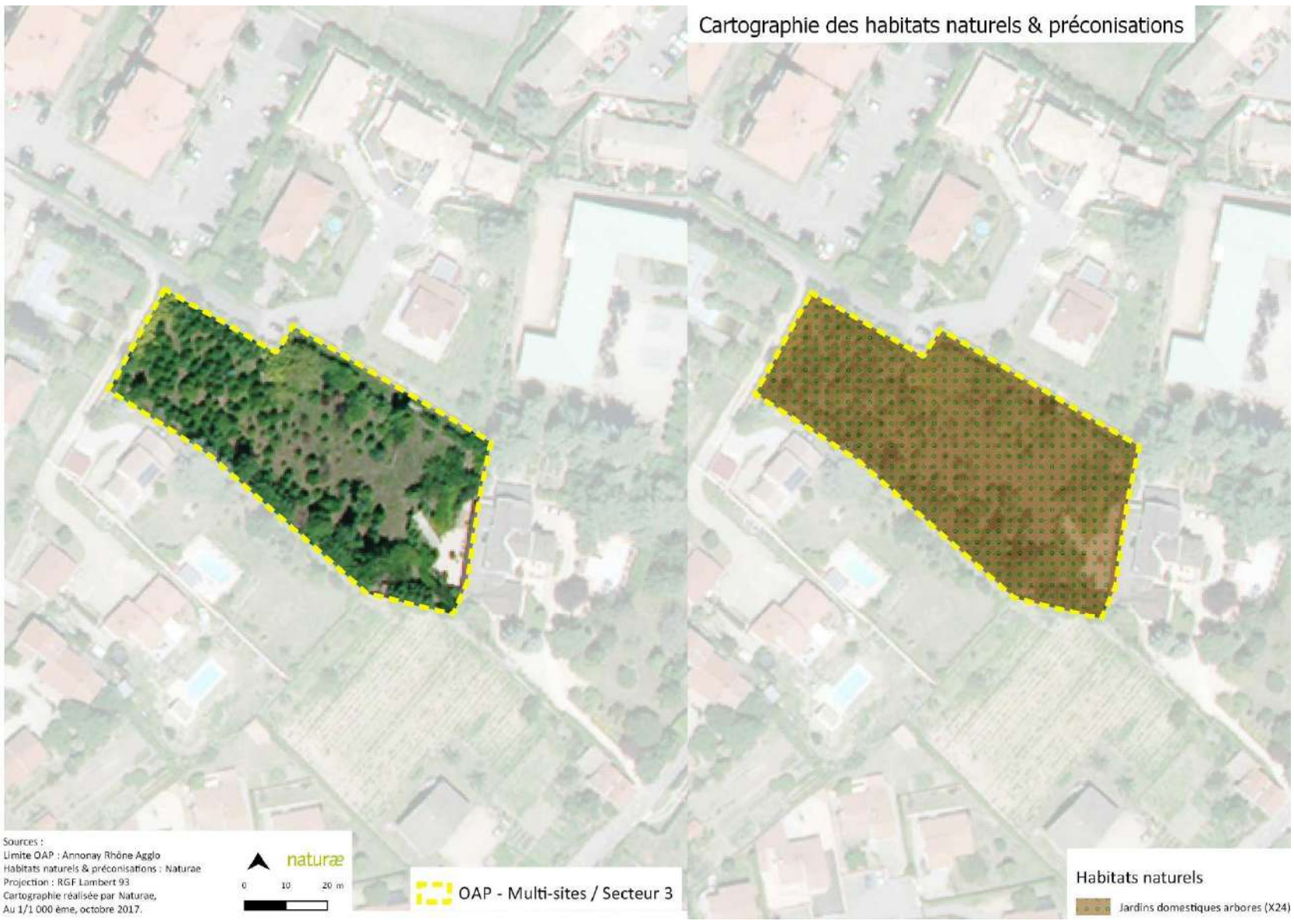


REFERENCE CADASTRALE
AH126

Secteur 3

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardin arboré (X24)** **Enjeux : Grands arbres**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences faibles à modérées ; destruction d'un boisement relativement diversifié, sans enjeu écologique notable relevé toutefois.
Mesures (ERC)	Evitement : Conserver un maximum de grands arbres au sein du projet d'aménagement


Cartographie des habitats naturels & préconisations
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0
10
20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 3
Habitats naturels
Jardins domestiques arbores (X24)

Secteur n°3 : parcelles cadastrales : AH126					
Caractéristiques	Synthèse des incidences par thématique	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m²</u> : 2800 <u>Nombre de logement :</u> 6 <u>Autres</u> : Pente douce Accessibilité excellente Forte attractivité Contexte mixte Site limitrophe à d'autres opérations de logements collectifs	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Perte potentielle d'un boisement diversifié enclavé au cœur de la tâche urbaine, susceptible d'accueillir certaines espèces. Aucun enjeu de biodiversité n'y a cependant été recensé.		<u>Recommandation pour réduire l'impact</u> : conserver l'alignement d'arbres au sud (grands cèdres) <u>Mesure inscrite dans l'OAP</u> : Préservation des arbres remarquables (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme)	Nulle
	Milieux agricoles		L'OAP ne va pas engendrer de consommation de surface à caractère agricole		
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	Site peu visible depuis l'espace public	<u>Recommandation pour réduire l'impact</u> : conserver la haie arborée <u>Mesure inscrite dans l'OAP</u> : Préservation des arbres remarquables	Au regard des mesures inscrites dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3.2m³ d'eau supplémentaire par jour Besoin d'environ 6 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		

Objectif de conserver les qualités paysagères du site et les arbres remarquables et de développer des cheminements « modes doux »	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'espaces des milieux ouverts (herbacé et arbustif) et d'une haie arborée en limite Sud	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel en continuité du bâti existant		
	énergie	Consommation d'environ 35 tep/an supplémentaire			

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé	
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable	
	Impact négatif faible global et/ou localisé	
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé	
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire	
NC	Non concerné	

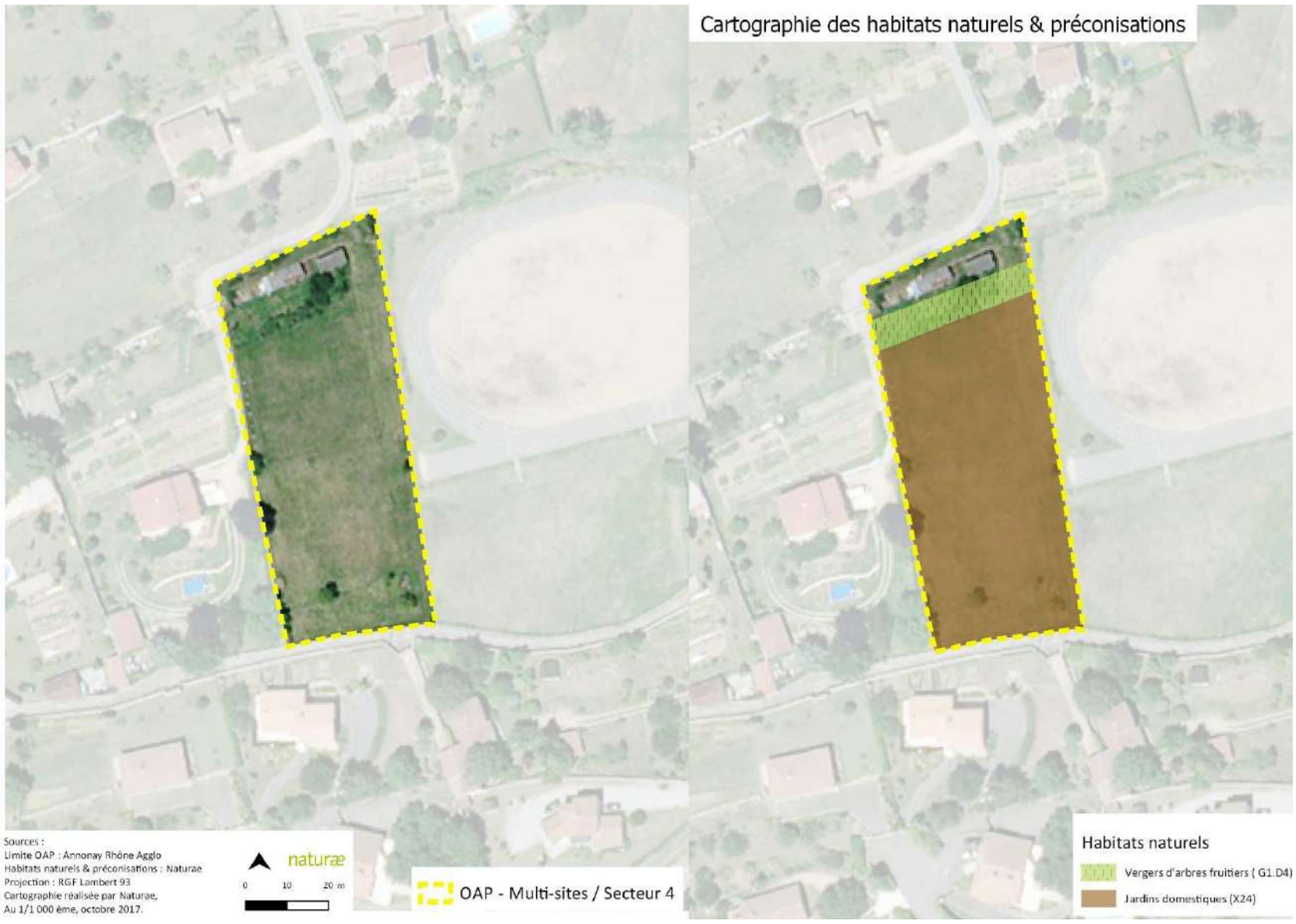


REFERENCE CADASTRALE
AD93

Secteur 4

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardin domestique (X24), et verger de fruitiers (G1.D4)** **Enjeux : Pas d'enjeux.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus).
Mesures (ERC)	Pas de préconisations écologiques particulières


Cartographie des habitats naturels & préconisations
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0
10
20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 4
Habitats naturels
Vergers d'arbres fruitiers (G1.D4)
Jardins domestiques (X24)

Secteur n°4 : parcelle cadastrale : AD93					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
Mode d'urbanisation : Opération d'aménagement d'ensemble Surface constructible m^2 : 2990 Nombre de logement : 6	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus). Potentialité d'accueil de biodiversité jugée faible			
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole			
	Paysages	Paysage ouvert perceptible depuis le chemin des Perrières et le groupe scolaire proche.	S'inscrit en continuité du tissu urbain environnant		
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3.2m^3 d'eau supplémentaires par jour	Secteur en assainissement collectif		

<u>Autres</u> : Pente douce Accessibilité limitée Forte attractivité Site limitrophe à plusieurs équipements sportifs et d'enseignement		Besoin d'environ 6 EH supplémentaires pour l'assainissement			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel en continuité du bâti existant, à proximité immédiate d'un collège		
	énergie	Consommation d'environ 35 tep/an supplémentaire			



REFERENCE CADASTRALE
Secteur A : BI415 – BI416 – BI543

Secteur B : BI32

Secteur 5

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardins domestiques dont arborés (X24), boisement (G1.A), alignement d'arbres (G5.1)** **Enjeux : Arbres remarquables.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées faibles à modérées si les grands arbres sont préservés au maximum dans les aménagements.
Mesures (ERC)	Evitement : Conservation des alignements d'arbres dans la mesure du possible et du grand cèdre en limite sud (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme).


Cartographie des habitats naturels & préconisations
Habitats naturels
Alignement d'arbres (G5.1)
Boisement (G1.A)
Jardins domestiques (X24)
Jardins domestiques arbores (X24)
Préconisations
Cèdre remarquable à préserver
Alignements d'arbres à préserver
OAP - Multi-sites / Secteur 5
naturæ
0 10 20 m
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.

Secteur n°5 : parcelles cadastrales : Secteur A : BI415-BI416-BI543 et secteur B : BI32					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m² :</u> Secteur A : 3650 Secteur B : 1500 <u>Nombre de logement :</u> 5 pour le secteur A 3 pour le secteur B	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus), enclavés dans la tâche urbaine. Boisements à préserver		<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Arbres existants à préserver - Bande paysagère à préserver	Au regard des mesures inscrites dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Milieux agricoles		L'OAP ne va pas engendrer de consommation de surface à caractère agricole		
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	S'inscrit en continuité du tissu urbain environnant	<u>Recommandation pour réduire l'impact</u> : - Préservation des haies et bosquets existants	Au regard des mesures inscrites dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 4.3m³ d'eau			

Autres : Pente douce Accessibilité moyenne Bonne attractivité 3 Opérations d'aménagement d'ensemble Certaines parcelles ont été retirées de l'oap car faisant partie d'un lotissement Certaines parcelles constituent les jardins des maisons au Nord		supplémentaires par jour Besoin d'environ 21 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'un boisement	L'OAP s'insère dans le tissu urbain résidentiel actuel avec un objectif de densification		
	énergie	Consommation d'environ 47.8tep/an supplémentaire			



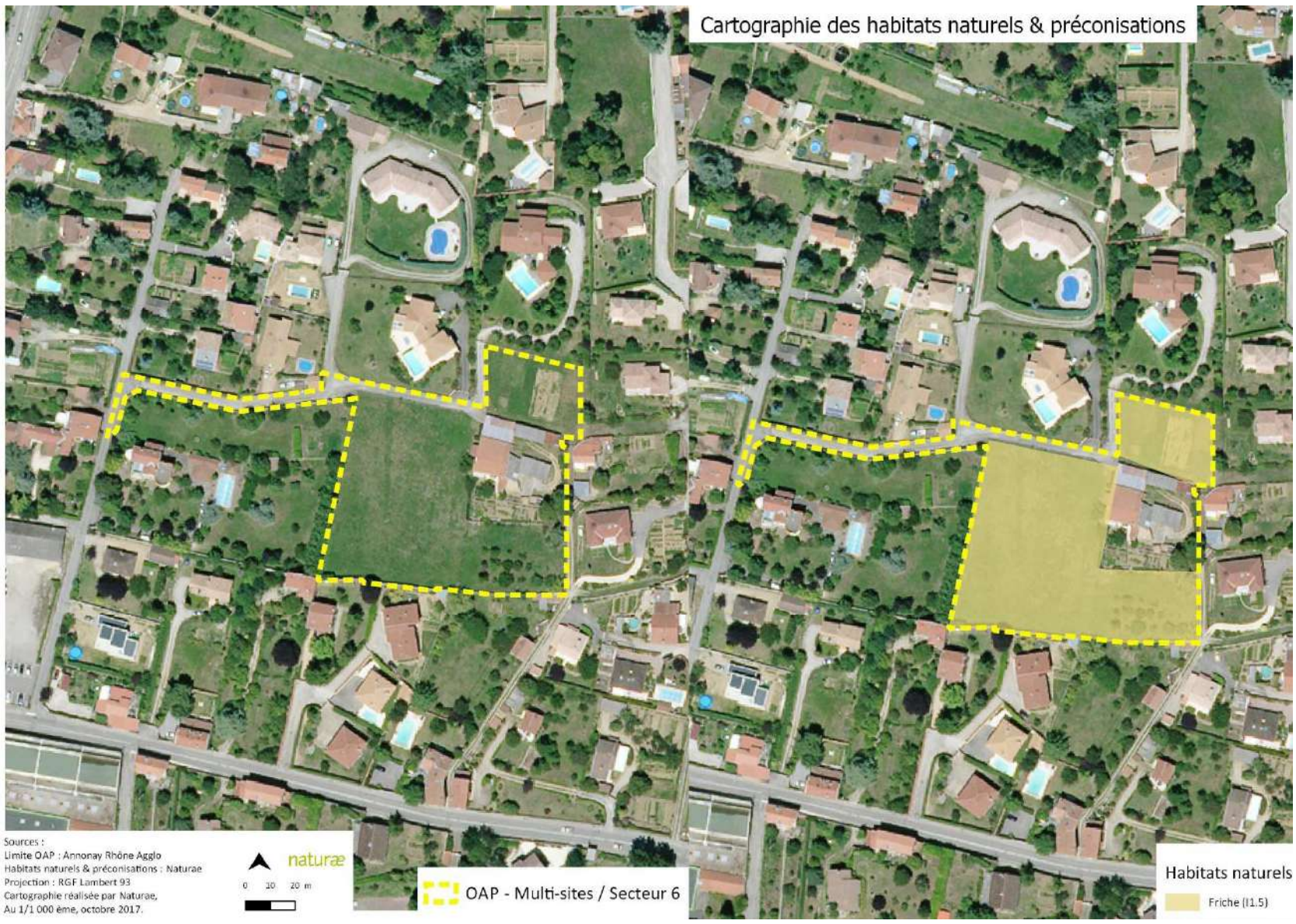
REFERENCE CADASTRALE
Secteur A : AY364

Secteur B : AY362

Secteur 6

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : friche (I1.5)** **Enjeux : Pas d'enjeux.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées faibles au vu de l'homogénéité et de la nature des milieux (friche entretenue, pâture).
Mesures (ERC)	Pas de préconisations écologiques particulières.


Cartographie des habitats naturels & préconisations
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 6
Habitats naturels
Friche (I1.5)

Secteur n°6 : parcelles cadastrales : Secteur A : AY364 et secteur B : AY362					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m² :</u> Secteur A : 4100 Secteur B : 700 <u>Nombre de logement :</u>	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus), enclavés dans la tâche urbaine.			
	Milieux agricoles		L'OAP ne va pas engendrer de consommation de surface à caractère agricole		
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	S'inscrit en continuité du tissu urbain environnant		

7 pour le secteur A 2 pour le secteur B <u>Autres</u> : Faible pente Accessibilité excellente Attractivité forte	Eau et assainissement	Consommation d'environ 4.8m^3 d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 23 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'un espace herbacé	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel en continuité du bâti existant, à proximité d'une emprise à dominante industrielle		
	énergie	Consommation d'environ 53.8 tep/an supplémentaire			

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé	
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable	
	Impact négatif faible global et/ou localisé	
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé	
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire	
NC	Non concerné	



REFERENCE CADASTRALE
AV194

Secteur 7

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

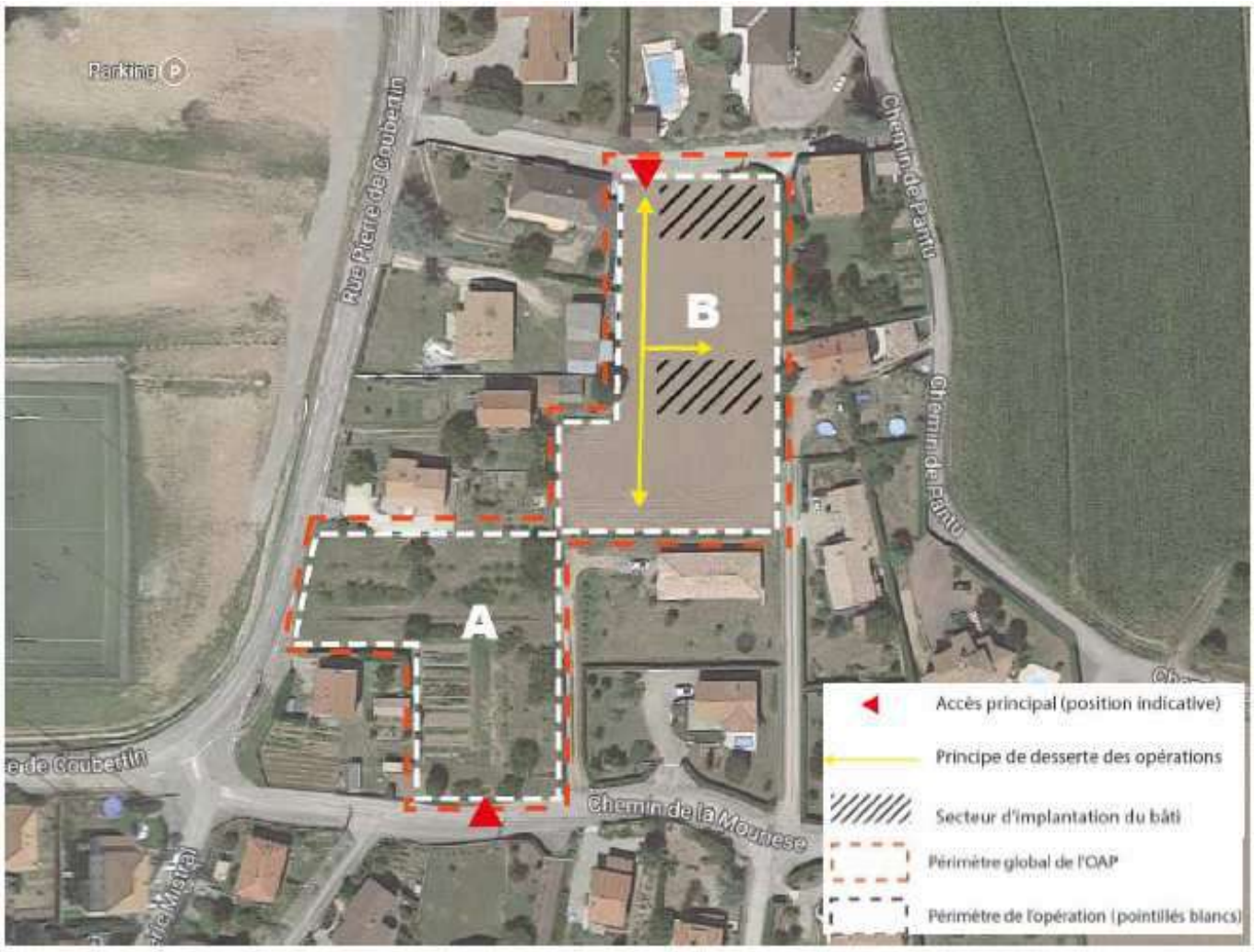
Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardin domestique arboré (X24)** **Enjeux écologiques faibles**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées faibles
Mesures (ERC)	Evitement : Conservation de certains arbres au sein de l'aménagement dans la mesure du possible.


Cartographie des habitats naturels & préconisations
1AU
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 7
Corridor écologique
Habitats naturels
Jardins domestiques arbores (X24)

Secteur n°7 : parcelle cadastrale : AV194					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m²</u> : 3590 <u>Nombre de logement :</u> 6	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus), enclavés dans la tâche urbaine. Boisements à préserver		<u>Mesure inscrite dans l'OAP :</u> Un maximum d'arbres remarquables existants sera conservé	Au regard des mesures inscrites dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Milieux agricoles		L'OAP ne va pas engendrer de consommation de surface à caractère agricole		
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	S'inscrit en continuité du tissu urbain environnant		
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3.2 m^3 d'eau supplémentaire par jour	Secteur en assainissement collectif		

<u>Autres</u> : Terrain plat Accessibilité excellente Attractivité forte Secteur d'habitat		Besoin d'environ 16 EH supplémentaires pour l'assainissement			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'un espace herbacé	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel dans l'enveloppe urbaine existante		
	énergie	Consommation d'environ 35.8tep/an supplémentaire			

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé	
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable	
	Impact négatif faible global et/ou localisé	
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé	
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire	
NC	Non concerné	



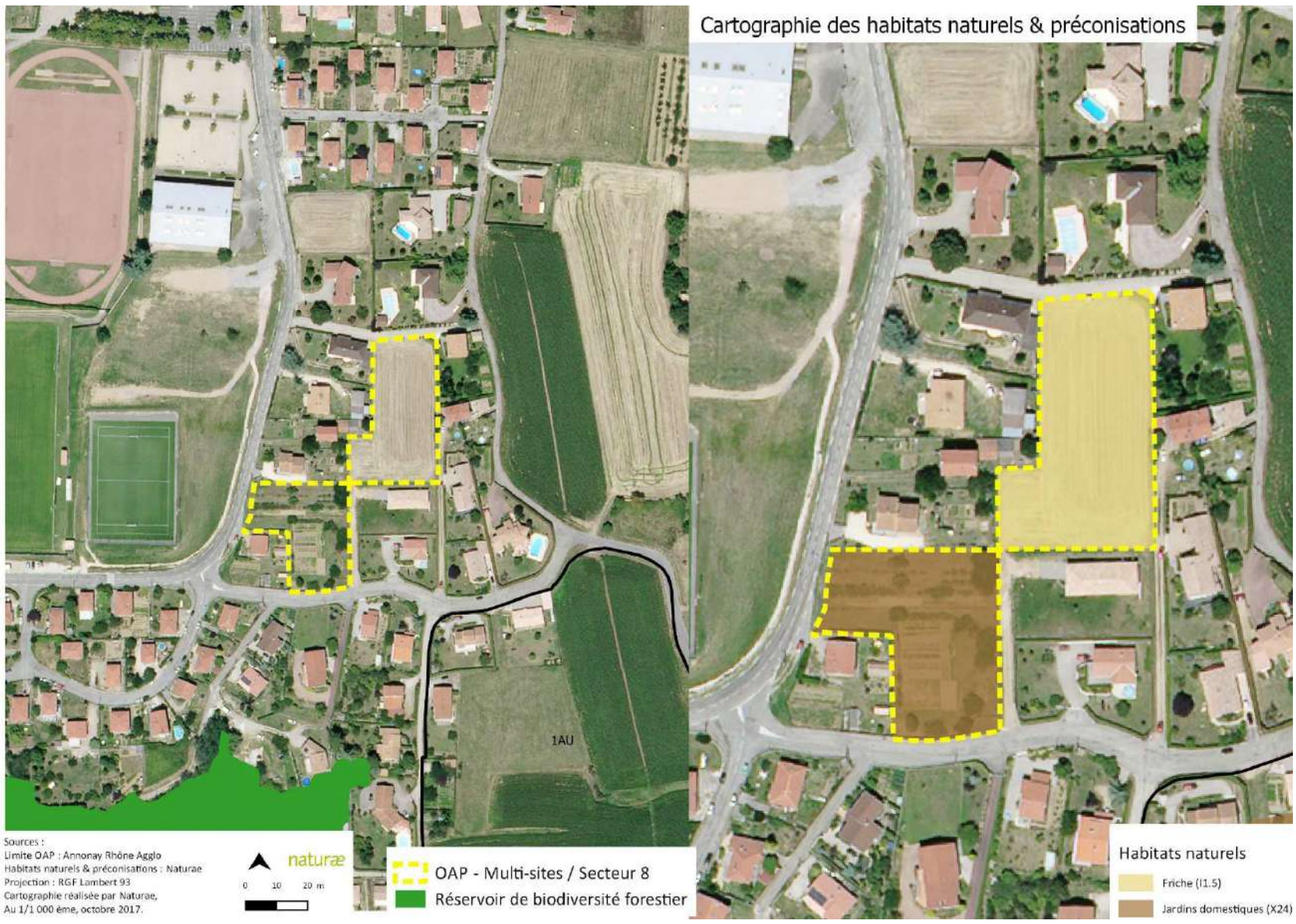
REFERENCE CADASTRALE
Secteur A : AT228 – AT235

Secteur B : AT315

Secteur 8

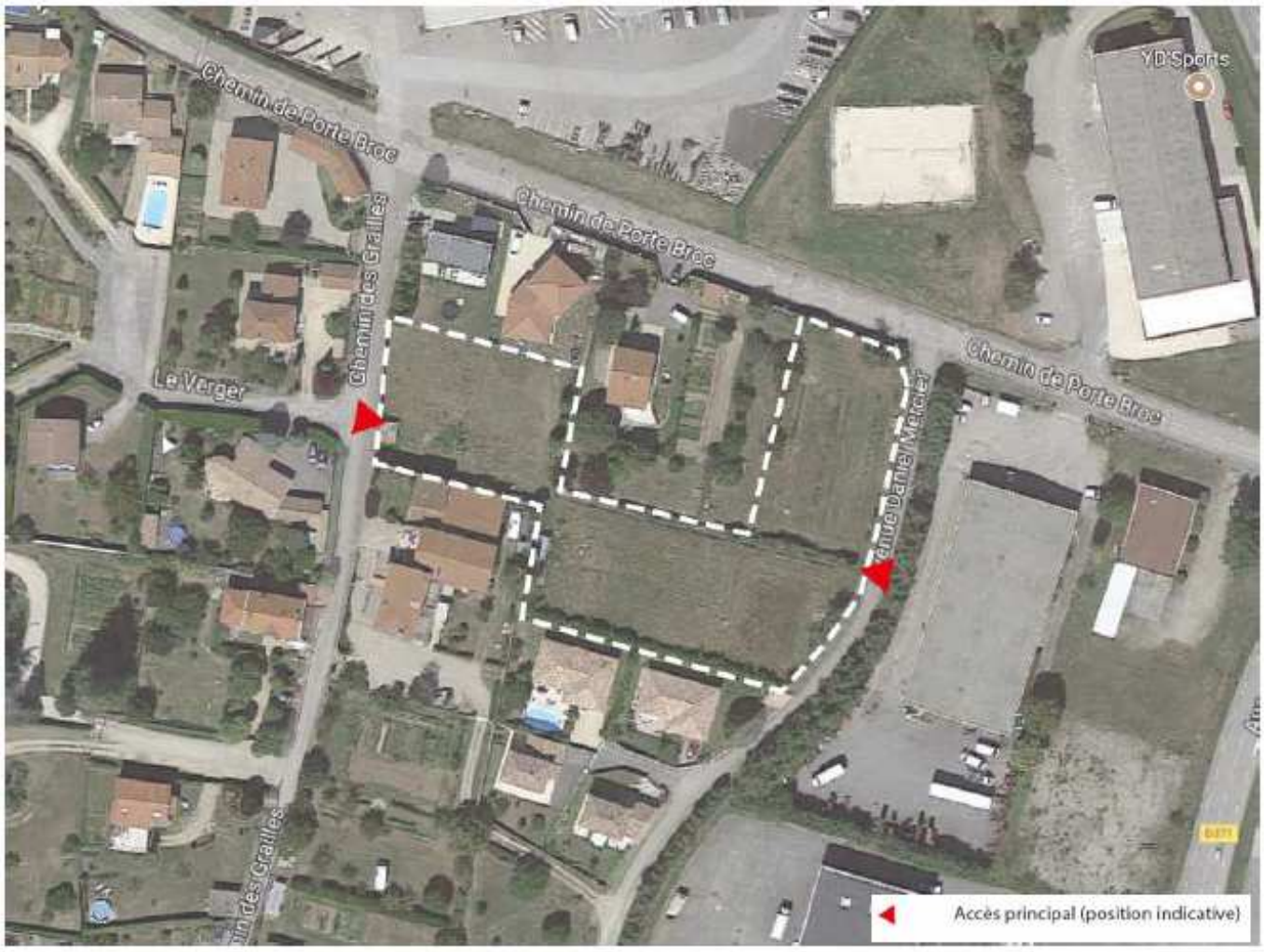
Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : friche (I1.5), jardins domestiques (X24)** **Pas d'enjeux écologiques.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées faibles au vu de la nature des milieux
Mesures (ERC)	Pas de préconisations écologiques particulières.


Cartographie des habitats naturels & préconisations
1AU
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 8
Réservoir de biodiversité forestier
Habitats naturels
Friche (I1.5)
Jardins domestiques (X24)

Secteur n°8 : parcelles cadastrales : Secteur A : AT228 / AT235 et secteur B : AT315					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opérations d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m²</u> : Secteur A : 2130 Secteur B : 2670 <u>Nombre de logement :</u> 4 pour le secteur A 4 pour le secteur B	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus), enclavés dans la tâche urbaine. Parcelle agricole pauvre en biodiversité.			
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole			
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	S'inscrit en continuité du tissu urbain environnant	<u>Recommandation pour réduire l'impact et retenue dans l'OAP :</u> - Prendre en compte les perceptions depuis l'avenue Pierre de Coubertin	Nulle
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 4.3m³ d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 21 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		

<u>Autres</u> : Fort potentiel de densification Faible pente Bonne accessibilité Attractivité forte Secteur d'habitat	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel dans l'enveloppe urbaine existante		
	énergie	Consommation d'environ 47.8tep/an supplémentaire			

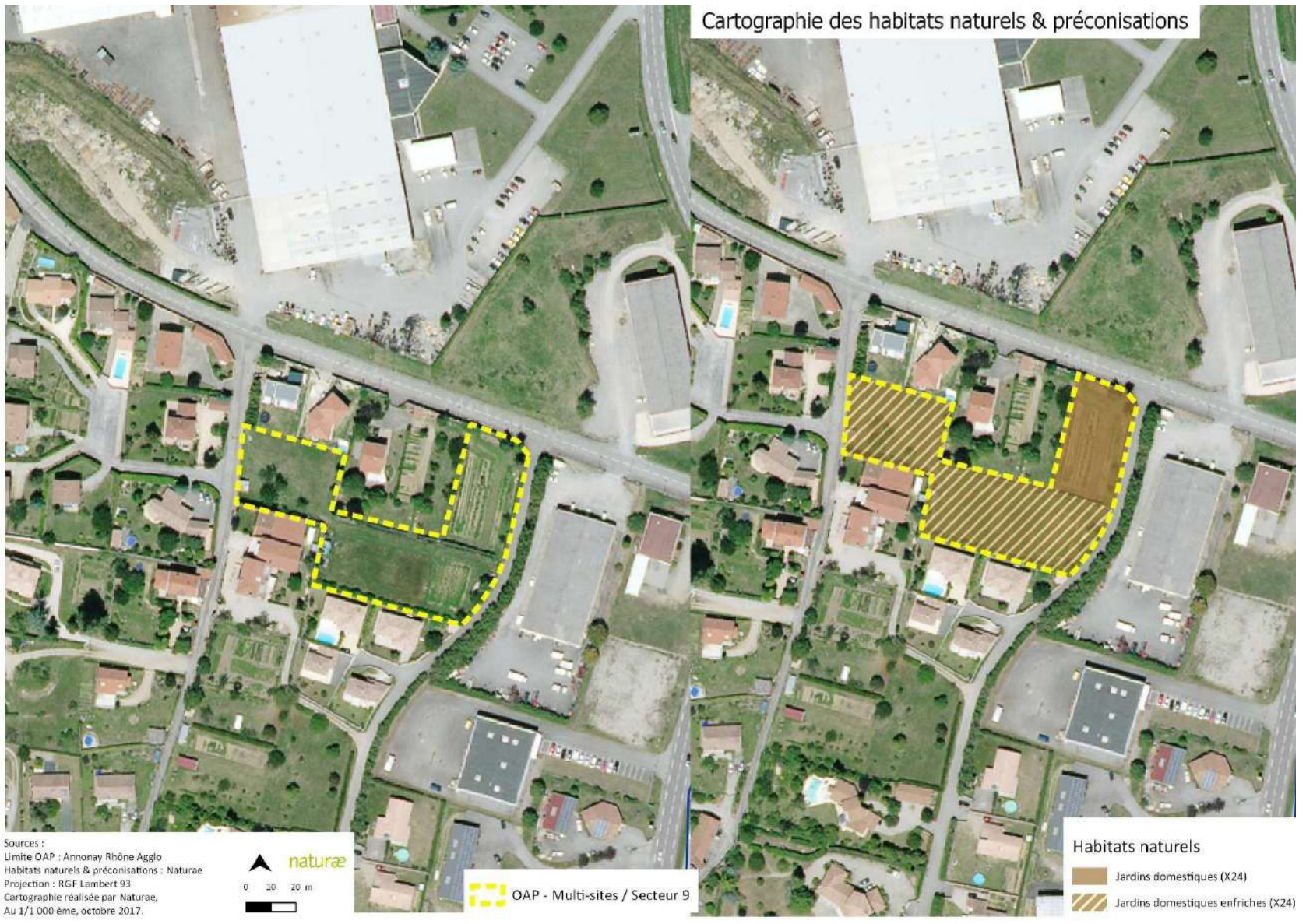


REFERENCE CADASTRALE
AV343

Secteur 9

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardins domestiques dont une partie enfrichée (X24)** **Pas d'enjeux écologiques.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées faibles au vu de la nature des milieux (jardins entretenus).
Mesures (ERC)	Pas de préconisations particulières.


Cartographie des habitats naturels & préconisations
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 9
Habitats naturels
Jardins domestiques (X24)
Jardins domestiques enfriches (X24)

Secteur n°9 : parcelle cadastrale : AV343					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m²</u> : 3680 <u>Nombre de logement :</u> 6 <u>Autres</u> : Fort potentiel de densification Terrain plat	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés entretenus), enclavés dans la tâche urbaine. Alignements d'arbres à préserver			Nulle
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole			
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site	Secteur peu sensible sur le plan paysager		
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3.2m³ d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 16 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		

Accessibilité excellente Attractivité forte	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel dans l'enveloppe urbaine existante		
	énergie	Consommation d'environ 35.8tep/an supplémentaire			

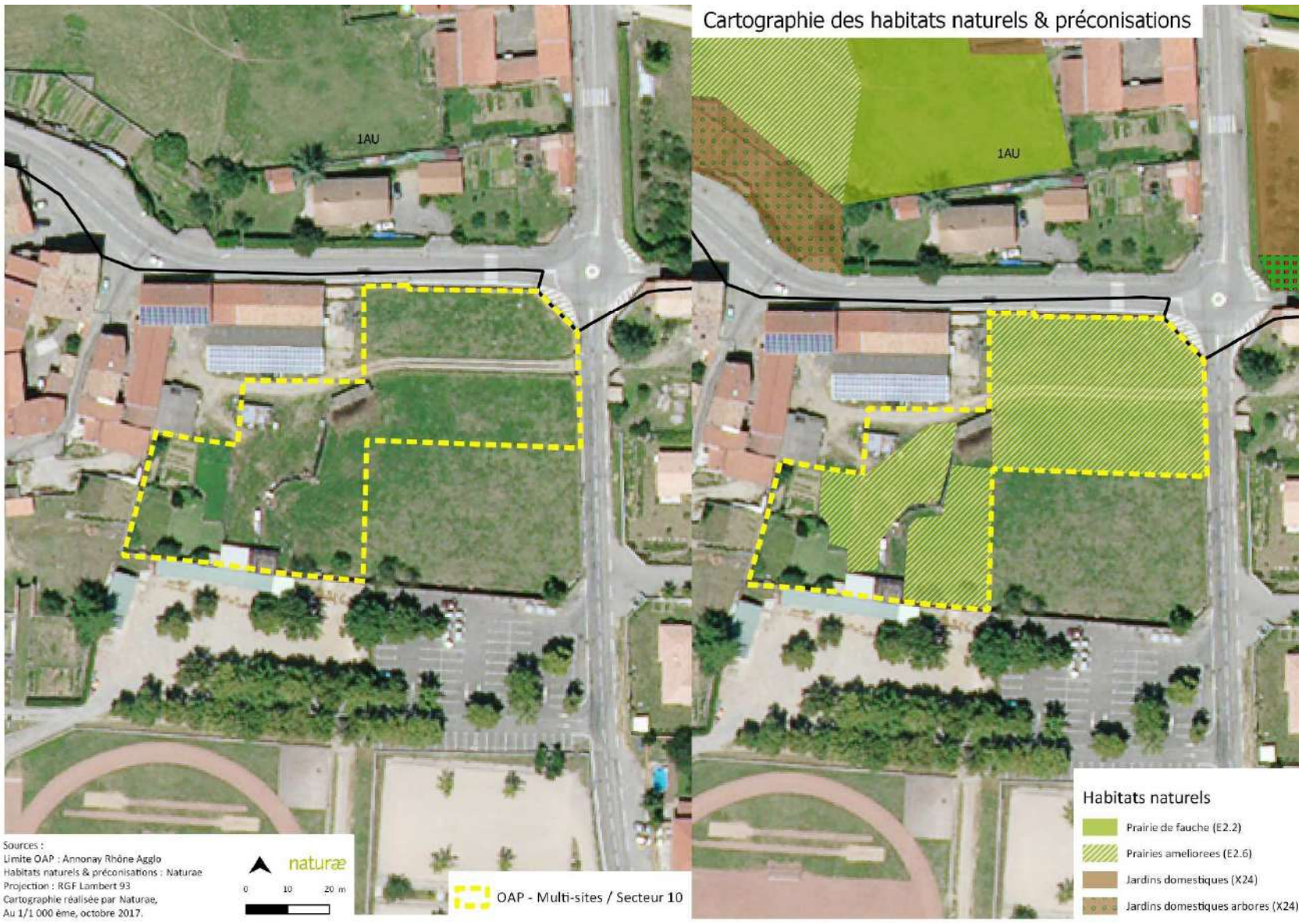


REFERENCE CADASTRALE
AT65

Secteur 10

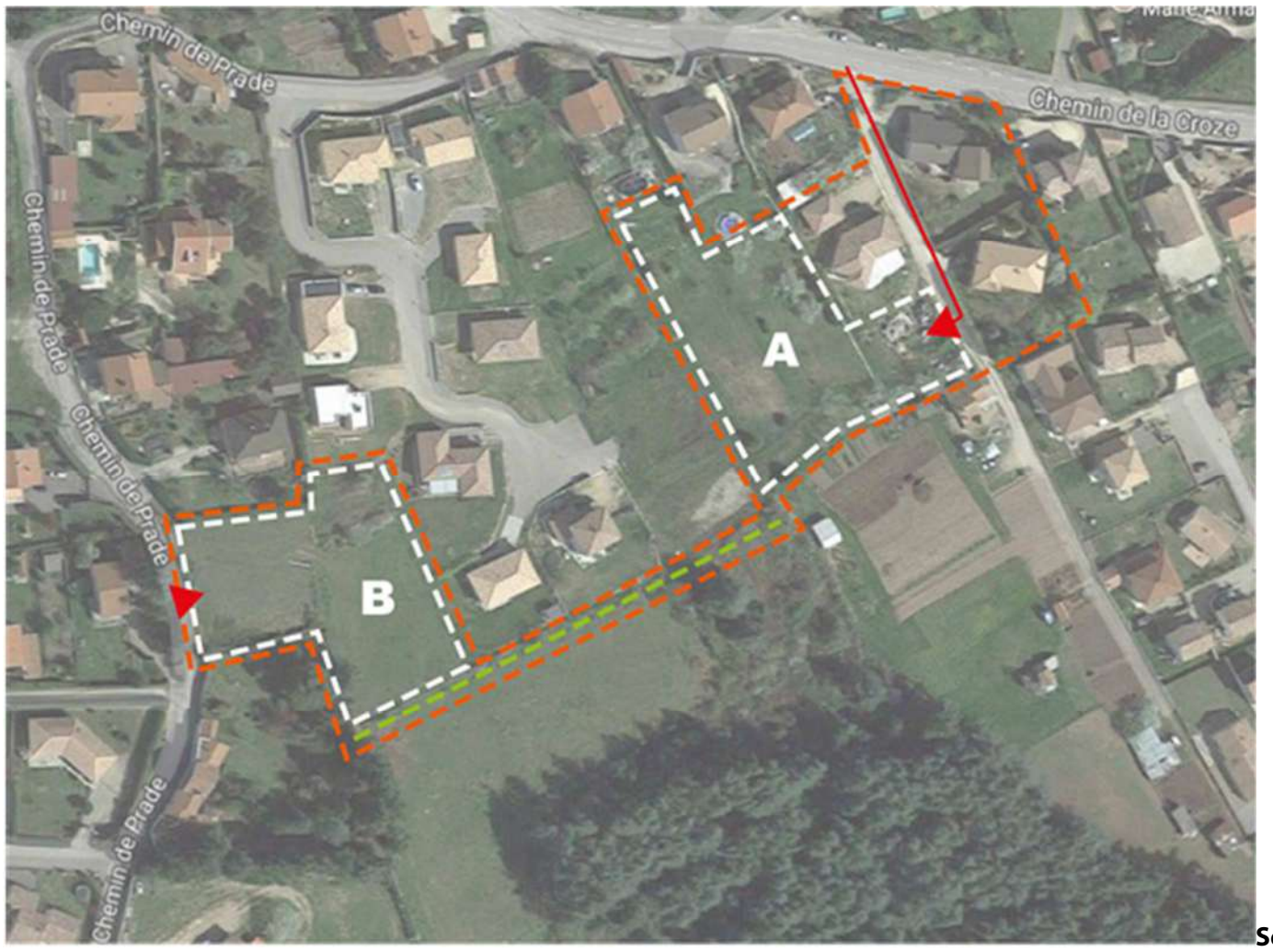
Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : Prairies améliorées (E2.6)** **Enjeux : Pas d'enjeux.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées très faibles sur des parcelles agricoles dont la potentialité d'accueil pour la biodiversité est jugée faible.
Mesures (ERC)	Pas de préconisations écologiques particulières.


Cartographie des habitats naturels & préconisations
1AU
1AU
Habitats naturels
Prairie de fauche (E2.2)
Prairies ameliorees (E2.6)
Jardins domestiques (X24)
Jardins domestiques arbores (X24)
OAP - Multi-sites / Secteur 10
naturæ
0 10 20 m
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.

Secteur n°10 : parcelle cadastrale : AT65					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Surface constructible m² :</u> 3080 <u>Nombre de logement :</u> 6	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles sur des parcelles agricoles dont la potentialité d'accueil pour la biodiversité est jugée faible.			Nulle
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation de milieux agricoles (présence d'une exploitation)			
	Paysages	Tènement en position dominante par rapport aux espaces publics situés en sud Impact potentiel sur le patrimoine bâti rural de Vissenty		<u>Recommandation pour réduire l'impact et retenue dans l'OAP</u> : - Veiller à la qualité des façades sur l'espace public au nord, à l'est et au sud - Préservation des murs d'enceinte	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3.8m³ d'eau supplémentaires par jour	Secteur en assainissement collectif		

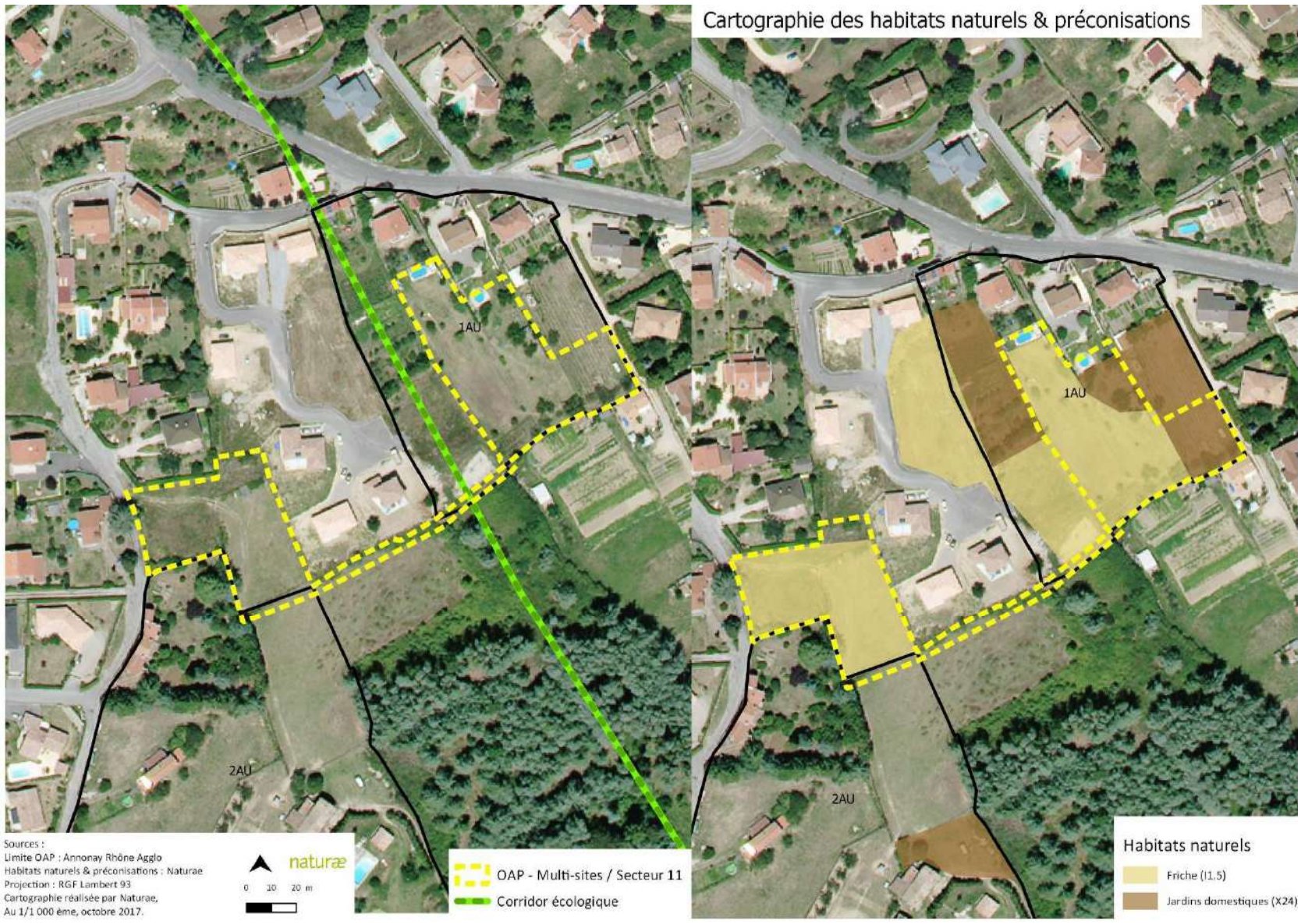
<u>Autres</u> : Terrain plat Accessibilité excellente Attractivité forte Situation géographique stratégique		Besoin d'environ 18 EH supplémentaires pour l'assainissement			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe	L'OAP s'inscrit dans l'enveloppe urbaine existante à proximité d'équipements sportifs et de loisirs		
	énergie	Consommation d'environ 41.8tep/an supplémentaire			


Chemin de Prade
Chemin de la Croze
Chemin de Prade
Chemin de Prade
Chemin de Prade
A
B

Secteur 11

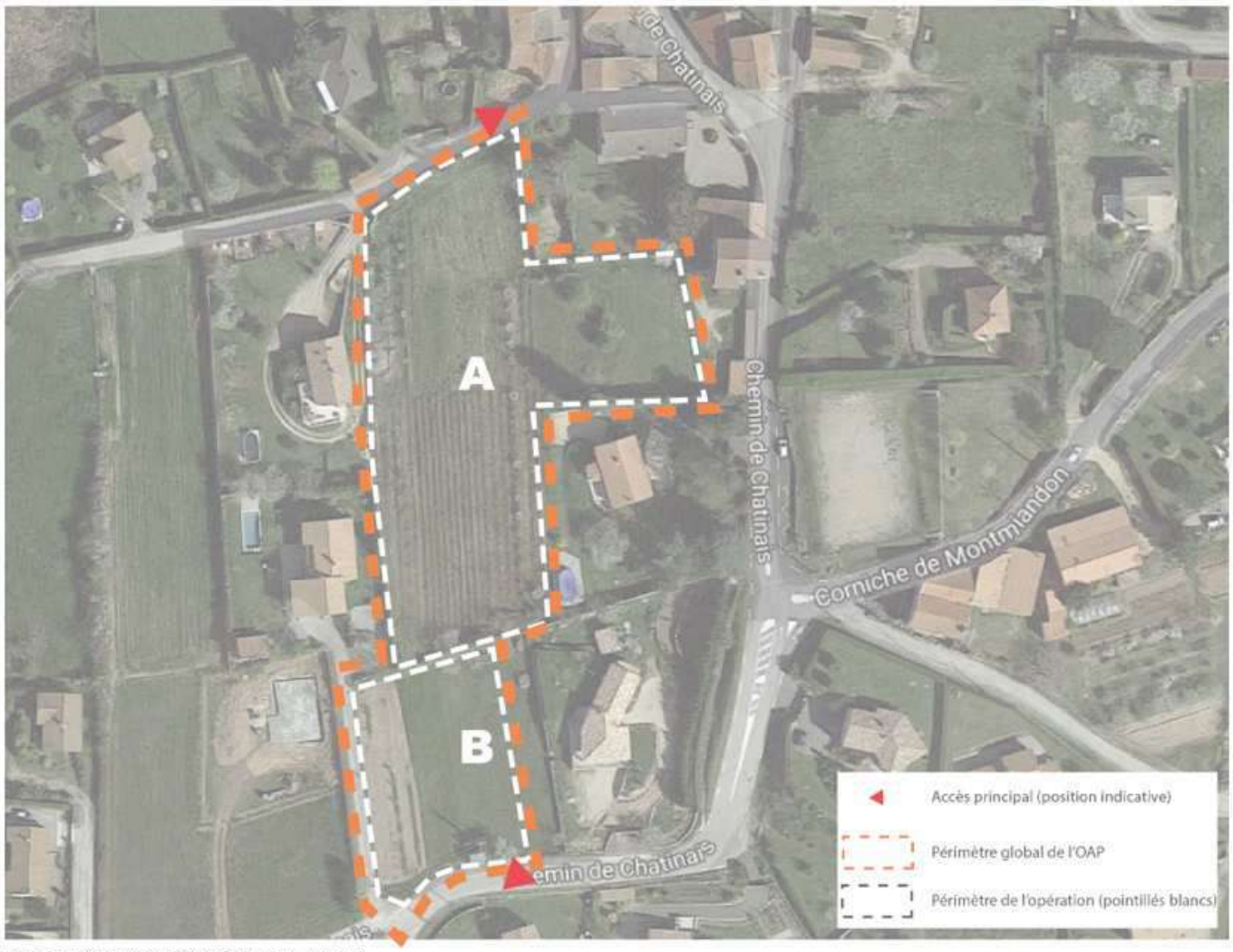
Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : friches (I1.5), jardins domestiques (X24).** **Enjeux : Corridor écologique mais très peu fonctionnel, couvert herbacé en bordure du boisement au sud**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences faibles. Fonctionnalité du corridor écologique déjà très limitée. Impact minime de la destruction des milieux ouverts en bordure de boisement.
Mesures (ERC)	Pas de préconisations particulières.


Cartographie des habitats naturels & préconisations
1AU
1AU
2AU
2AU
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 11
Corridor écologique
Habitats naturels
Friche (I1.5)
Jardins domestiques (X24)

Secteur n°11 : parcelle cadastrale :					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Nombre de logement :</u> 10	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences faibles. Fonctionnalité du corridor écologique déjà très limitée. Impact minime de la destruction des milieux ouverts en bordure de boisement			Nulle
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 0.5ha de milieux ouverts de jardins et d'espaces agricoles : terres labourées et friches			
	Paysages	Incidence sur la qualité et la continuité des paysages			

<u>Autres</u> : Terrain en pente Accessibilité excellente Attractivité forte Situation géographique stratégique	Eau et assainissement	Consommation d'environ 4m3 d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 20 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur d'assainissement collectif		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'une surface en herbe à caractère agricole	L'OAP s'inscrit dans un secteur résidentiel dans l'enveloppe urbaine existante		
	énergie	Consommation d'environ 46 tep/an supplémentaire			



REFERENCE CADASTRALE

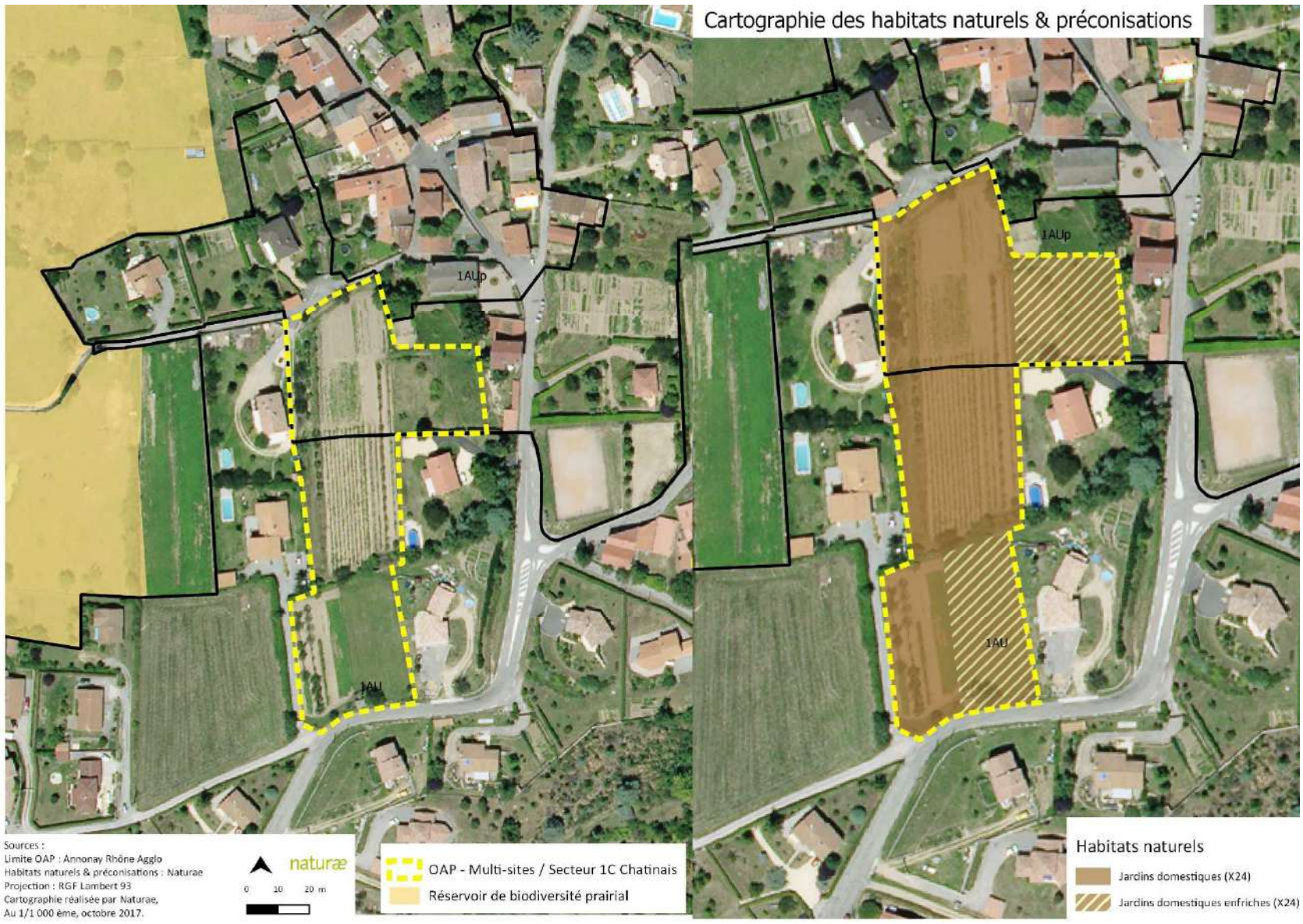
Secteur A : BL105 – BL106 – BL107 – BL110 – BL618 – BL620

Secteur B : BL927

Secteur 1C Chatinais

Suite à l'expertise écologique réalisée sur le périmètre du secteur de projet, les enjeux identifiés sont listés dans le tableau suivant et illustrés sur les 2 cartes suivantes. Enfin, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU sur ce secteur et les mesures préconisées.

Enjeux milieux naturels et biodiversité	**Habitats naturels identifiés (codification EUNIS) : jardins domestiques dont certains enfrichés (X24)** **Enjeux : Pas d'enjeux.**
Incidences prévisibles sur la biodiversité et les milieux naturels	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés avec secteurs enfrichés).
Mesures (ERC)	Pas de préconisations particulières


Cartographie des habitats naturels & préconisations
1AUp
1AU
Sources :
Limite OAP : Annonay Rhône Agglo
Habitats naturels & préconisations : Naturae
Projection : RGF Lambert 93
Cartographie réalisée par Naturae,
Au 1/1 000 ème, octobre 2017.
naturæ
0 10 20 m
OAP - Multi-sites / Secteur 1C Chatinais
Réservoir de biodiversité prairial
Habitats naturels
Jardins domestiques (X24)
Jardins domestiques enfriches (X24)

Secteur n°1c Chatinais : parcelle cadastrale :					
Caractéristiques	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Mode d'urbanisation</u> : Opération d'aménagement d'ensemble <u>Nombre de logement :</u> 7 <u>Autres</u> : Terrain en pente	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées relativement faibles au vu du caractère très anthropisé des milieux présents (jardins privés avec secteurs enfrichés).			Nulle
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'un espace de mosaïques agricoles et de friches et de terres labourées			
	Paysages	L'artificialisation du terrain va modifier la perception du site			Faible
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 3m3 d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 14 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur en assainissement collectif et en assainissement collectif futur		
	Prévention des risques		Secteur non concerné par des risques		

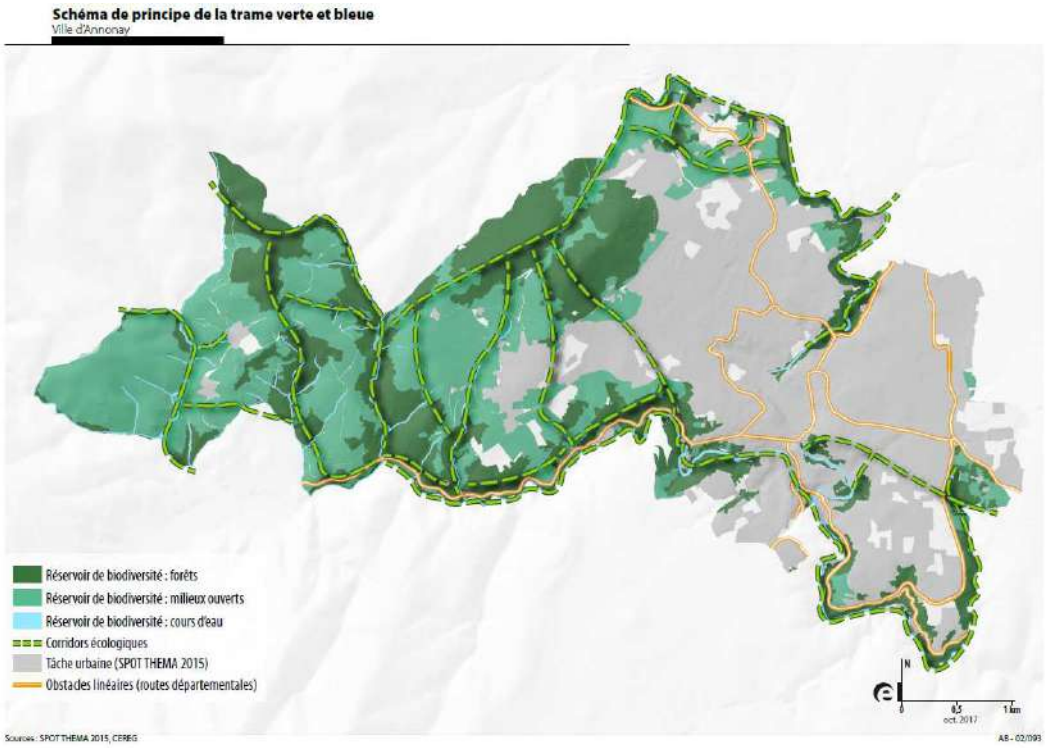
Accessibilité excellente Attractivité forte Situation géographique stratégique	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'un espace important de mosaïques agricoles et de friches et de terres labourées	L'OAP s'inscrit dans un secteur rural à dominante résidentielle, dans l'enveloppe urbaine existante du quartier du Chatinais		
	énergie	Consommation d'environ 32tep/an supplémentaire			

2-3-2-10- OAP 10 : Renforcer la place de la trame verte et bleue sur le territoire communale

En cohérence avec les orientations du PADD, la présente OAP vise à :

- Conforter le rôle écologique de la trame verte et bleue
- Perpétuer les services environnementaux rendus (cycle de l'eau, qualité de l'eau et des sols, prévention des incendies,….)
- Participer à l'amélioration du cadre de vie

La carte ci-après identifie les espaces intégrés dans la trame verte et bleue communale.



Les secteurs appartenant à la trame verte et bleue sont concernés par les principes d'aménagement favorables au maintien des continuités écologiques du territoire communal :

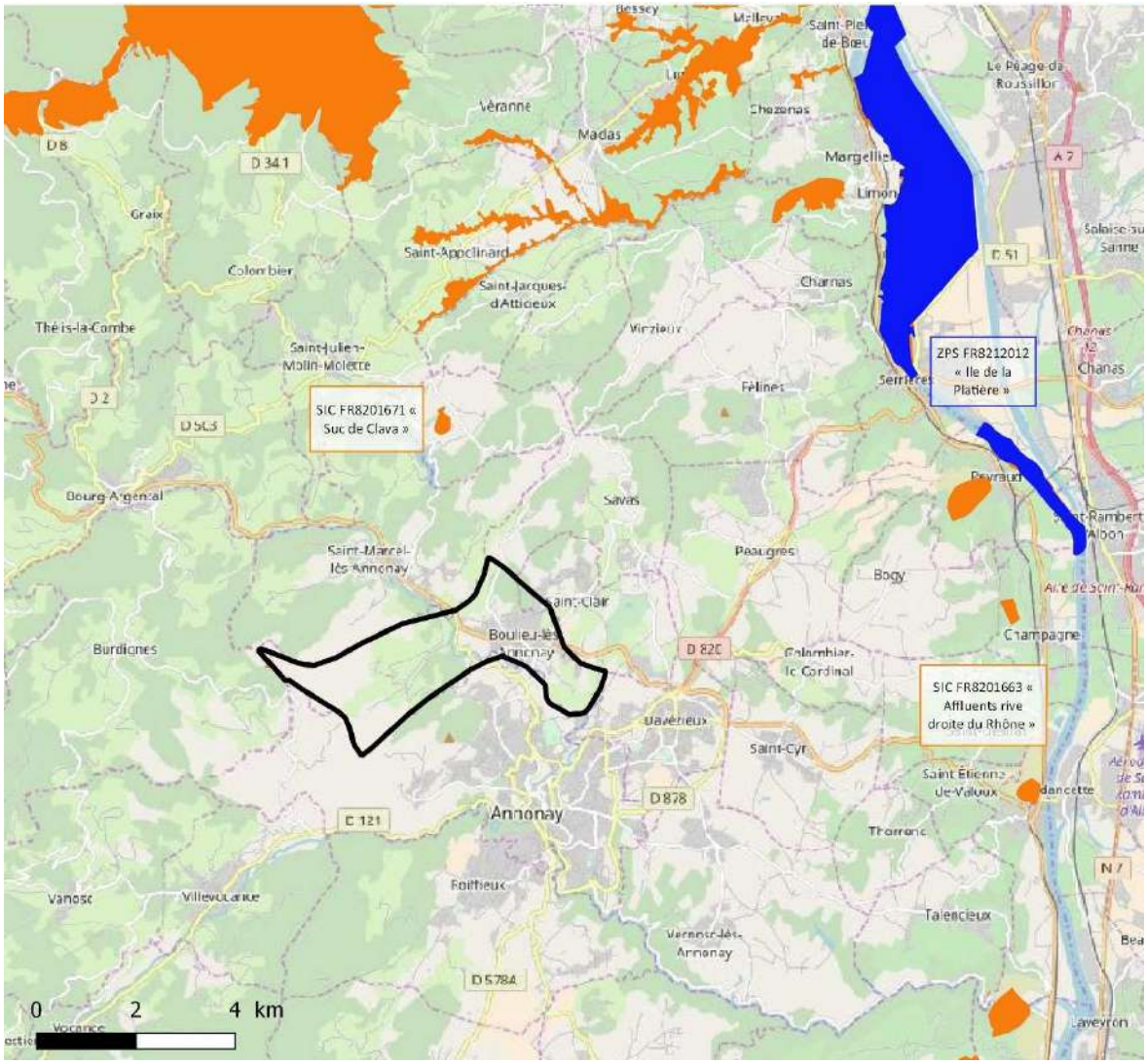
- Prise en compte de la perméabilité du tissu urbain et des clôtures pour la petite faune
- Gestion des eaux pluviales et Prévention des inondations
- Limitation de l'imperméabilisation
- Préservation des zones humides et des cours d'eau
- Insertion éco paysagère des aménagements
- Limitation de pollutions lumineuses induites par les aménagements

En ce sens, cette OAP thématique s'inscrit en tant que mesures de réduction ou d'évitement des incidences potentielles du projet urbain communal (zonage et règlement).

3- Evaluation des incidences NATURA 2000

3-1- Présentation des sites Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est identifié sur la commune d'Annonay ou à proximité immédiate. Les sites les plus proches sont présentés sur la carte ci-dessous et dans le tableau page suivante.



Site Natura 2000	Distance d'Annonay	Enjeux justifiant la désignation du site
SIC FR8201671 « Suc de Clava »	10 km au nord de la commune	5 habitats d'intérêt communautaire : 4030 - Landes sèches européennes (0,7 ha) 6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables) (2,41 ha) 6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin (0,1 ha) 8220 - Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (0,1 ha) 8230 - Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii (0,57 ha) 1 espèce d'intérêt communautaire : 6199 - *Euplagia quadripunctaria*
SIC FR8201663 « Affluents rive droite du Rhône »	15 km à l'est	9 habitats d'intérêt communautaire 5110 - Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.) (20,18 ha) 5210 - Matorrals arborescents à Juniperus spp. (50,45 ha) 6110 - Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alysso-Sedion albi * (20,18 ha) 6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables) (30,27 ha) 8220 - Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (10,09 ha) 8230 - Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii (20,18 ha) 8310 - Grottes non exploitées par le tourisme (0 ha) 91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) * (40,36 ha) 9340 - Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia (201,8 ha) 12 espèces d'intérêt communautaire : 1303 - *Rhinolophus hipposideros* 1304 - *Rhinolophus ferrumequinum* 1337 - *Castor fiber*

		1193 - *Bombina variegata* 1138 - *Barbus meridionalis* 6147 - *Telestes souffia* 6150 - *Parachondrostoma toxostoma* 1065 - *Euphydryas aurinia* 1083 - *Lucanus cervus* 1088 - *Cerambyx cerdo* 1092 - *Austropotamobius pallipes* 6199 - *Euplagia quadripunctaria*
ZPS FR8212012 « Ile de la Platière »	18 km au nord est	18 espèces d'oiseaux inscrits à l'annexe I de la directive oiseaux : aigrette garzette, martin-pêcheur d'Europe, guêpier d'Europe et milan noir nichent sur le site. Le lieu sert de halte migratoire au bihoreau gris, à la grande aigrette, au héron pourpré et au balbuzard pêcheur. Les espèces sont liées à ce secteur très particulier de l'écosystème alluvial du Rhône. Le site figure à ce titre dans la liste des 87 zones humides d'importance majeure en France et est classé en réserve naturelle nationale. Les espèces d'oiseaux qui ont justifié désignation de ce site sont liées directement à cet écosystème particulier

Aucun lien fonctionnel n'est avéré entre les secteurs de projets de la commune d'Annonay et les territoires concernés par les sites Natura 2000 précités.

3-2- Description des incidences du projet sur les sites Natura 2000

D'une manière générale les enjeux écologiques (habitats et espèces d'intérêt communautaire) ayant justifié désignation de ces sites, listés dans le tableau précédent, sont situés à une distance suffisamment éloignée des projets d'urbanisation d'Annonay pour écarter tout risque d'incidence sur les sites et leurs enjeux de biodiversité.

Au vu de la localisation des 3 sites Natura 2000 précités et de l'absence de lien fonctionnel avérée entre ces territoires, le PLU et sa mise en œuvre n'auront aucune incidence significative sur les sites Natura 2000.

Chapitre 5 :
Evaluation et suivi des résultats de l'application du PLU

Sommaire

Chapitre 5 : Evaluation et suivi des résultats de l'application du PLU 513

Sommaire 515

V Evaluation et suivi des résultats de l'application du PLU 517

V Evaluation et suivi des résultats de l'application du PLU

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour déterminer si un changement est en cours. Ainsi afin de comprendre le processus de changement, l'indicateur doit aider le décideur à comprendre pourquoi ce changement s'opère.

Le tableau de bord ci-après liste, pour les différents enjeux environnementaux identifiés sur la commune, une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressant pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal, du fait qu'ils permettent de mettre en évidence des évolutions en termes d'amélioration ou de dégradation de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain. Le choix des indicateurs a été établi en appréciant leur faisabilité technique et la disponibilité des sources de données. Le tableau de bord pourra être complété de nouveaux indicateurs dès lors que de nouvelles données apparaissent ou sont disponibles et capitalisées à l'échelle de la commune.

La commune se fixe comme objectif d'initier les travaux portant sur le tableau de bord dès l'approbation du PLU. Un rapport intermédiaire sera produit trois ans après l'approbation pour dresser un premier bilan de la mise en œuvre du PLU. Conformément à la loi portant « Engagement National pour l'Environnement » une évaluation complète sera réalisée au bout de six ans.

Les indicateurs ci-après ont été sélectionnés avec les élus de sorte à retenir :

- **les plus pertinents pour la commune**
- **les plus simples à renseigner/utiliser**
- **les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal**

Conformément à l'article R.123-2 du CU qui prévoit que le rapport de présentation « précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats » du plan notamment du point de vue de l'environnement et de la maîtrise de la consommation des espaces. On trouvera donc dans les pages suivantes les indicateurs proposés qui pourront être mis en œuvre lors de l'évaluation des résultats du PLU à échéance 3 et 6 ans. Pour la période de mise en œuvre (2018-2030), il a été établi un état zéro à la date d'avril 2018 qui servira de point de départ et de référence pour les analyses ultérieures.

Enjeux environnementaux		Impact suivi	Indicateur	Définition	Fréquence	Source
PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES						
	1	Gestion des eaux usées	Part de la population ayant accès à un système d'assainissement efficace et aux normes	(population ayant accès à un système d'assainissement efficace et aux normes/population totale) X 100	annuelle	Régie d'Assainissement d'Annonay Rhône Agglo
	2		Taux de raccordement aux stations d'épuration (Accantia, STEP Hameau Châtinais, STEP Hameau Boucieu)	(foyers raccordés à la STEP/foyers totaux) X 100	annuelle	Régie d'Assainissement d'Annonay Rhône Agglo
	3	Consommation d'eau	Consommation d'eau par habitant et par an	Volume d'eau consommé annuellement par habitant	annuelle	Régie d'eau
QUALITE DE L'AIR ET EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE						
	4	Energie	Consommation énergétique du territoire	Consommation annuelle par an et par habitant	annuel	https://carmen.carmencarto.fr/128/2017_Consommation_Tous_secteurs_par_habitant
PRESERVATION DE LA QUALITE DE VIE						
	5	Risques	Population exposée aux inondations	Personnes dans l'enveloppe Approchée d'Inondations Potentielles suivant EPRI (directive inondation)	5 ans	http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/epri.php
PROTECTION DE L'ARMATURE VERTE et DU PATRIMOINE BÂTI						
	6	Maintien de l'activité agricole de la commune	Surface Agricole Utilisée (SAU) sur la commune	SAU communale / surface du zonage A	Selon données RGA	RGA (Recensement Général Agricole) – DDT – Chambre d'Agriculture
	7	Biodiversité zones humides	Evolution des surfaces de zone humide	Surface en m^2 de zone humide	5 ans	Site du Ministère de l'écologie – sous réserve de l'obligation de transmission de données à l'Etat (en cours de règlementation)

	8	Qualité de la réhabilitation du bâti	Intégration des réflexions paysagères dans les réhabilitations	Nombre de réhabilitations soumises à autorisation communale au sein de la ceinture verte de l'AVAP	Tous les 3 ans	Commune - ADS
CONSOMMATION DE L'ESPACE						
Gestion économe de l'espace	9	Densification de l'habitat	Suivi de la consommation de l'espace	Nombre de logements en fonction de la surface du terrain (différencier collectif et individuel)	Tous les 3 ans	Commune - ADS
	10	Densité hors OAP	Suivi de la densité en dehors des secteurs d'OAP	Nombre de logements par hectare	Tous les 3 ans	Commune - ADS
	11	Densité des OAP	Suivi de la densité au sein des zones 1AU	Nombre de logements par hectare	Tous les 3 ans	Commune - ADS
POPULATION ET HABITAT						
	12	Évolution de la démographie depuis l'approbation du PLU	Suivi de l'évolution démographique	Nombre d'habitants	Selon données INSEE	INSEE
	13	Habitat	Nombre de logements produits depuis l'approbation du PLU	Nombre de logements réalisés	Tous les 3 ans	Commune ADS

Chapitre 6 :
Résumé non technique de l'évaluation environnementale

Sommaire

Chapitre 6 : Résumé non technique de l'évaluation environnementale 523

Sommaire 525

V Résumé non technique de l'évaluation environnementale 527

1- Synthèse des incidences du PADD 529

2- Synthèse des incidences notables prévisibles du zonage et du règlement 532

3- Synthèse des incidences des sites à urbaniser et des orientations d'aménagement et de programmation 537

3-1- OAP 1 : Les Six Chemins 539
3-2- OAP 2 : Beauregard 543
3-3- OAP 3 : Vissenty Nord 547
3-4- OAP 4 : Vissenty Sud 551
3-5- OAP 5 : Chamieux 556
3-6- OAP 6 : Porte-Broc 559
3-7- OAP 7 : La Croisette 563
3-8- OAP 8 : Densification urbaine et résidentielle dans le centre-ville 568
3-9- OAP 9 : Densification résidentielle de tènements insérés dans le tissu urbain 570
3-10- OAP 10 : OAP Trame Verte et Bleue (TVB) 572

4- Synthèse des incidences du projet sur Natura 2000 573

5- Synthèse de prise en compte des enjeux environnementaux 574

6- Synthèse des indicateurs de suivi 577

V Résumé non technique de l'évaluation environnementale

1- Synthèse des incidences du PADD

Le PADD est compatible avec les grands enjeux à prendre en compte pour la révision du SCOT des Rives du Rhône et notamment :

- les enjeux en matière d'habitat : bâtir pour tous et pour mieux vivre ensemble ; améliorer le parc de logements existants ; construire différemment ; accompagner le développement résidentiel par un renforcement de l'offre en services tout en améliorant le cadre de vie ;

- les enjeux en matière de développement économique : soutenir l'industrie et l'artisanat ; soutenir et consolider l'activité agricole ; équilibrer et stabiliser l'offre commerciale ; s'inscrire dans les exigences qualitatives et environnementales du XXIème siècle ;

- les enjeux en matière d'environnement : maintenir sinon améliorer la richesse et la fonctionnalité écologique du territoire ; entretenir et valoriser les ressources nombreuses et diversifiées (maintien des terres agricoles de valeur) ; positionner le paysage comme une composante à part entière du projet (préservation et valorisation des perceptions lointaines sur le grand paysage) ; limiter l'exposition aux risques et nuisances d'aujourd'hui comme de demain ;

- les enjeux en matière de déplacements et notamment la valorisation de l'utilisation des transports en commun (une alternative à la voiture).

De plus, les orientations/actions du PADD d'Annonay prennent bien en compte les enjeux environnementaux identifiés pour la révision du SCOT des Rives du Rhône ainsi que les orientations définies dans le SDAGE RMC 2016-2021.

Le tableau suivant synthétise les incidences (positives et négatives) sur l'environnement des orientations du PADD.

Orientations du PADD		Enjeux environnementaux					
Axes majeurs	Actions	Gestion économe de l'espace	Prévention des risques naturels	Préservation de la biodiversité	Préservation du patrimoine bâti et paysager	Protection de la ressource en eau	Amélioration de la qualité de vie
Assurer un développement durable et équilibré du territoire d'Annonay	Renforcer le centre-ville dans son rayonnement sur l'ensemble du territoire						☺
	Faire du centre-ville un lieu d'habitat attractif et diversifié				☺		☺
	Privilégier le renforcement urbain à l'intérieur de la ville : « faire la ville sur la ville »				☺		☺
	Maîtriser le développement en limitant fortement les sites d'extension urbaine		☺	☺	☺		☺
	Modérer la consommation des espaces agri-naturels, en utilisant au mieux les potentialités disponibles dans le tissu urbain existant	☺		☺			
Favoriser un développement diversifié et une mixité de l'habitat	Favoriser la diversité des fonctions urbaines						☺
	Favoriser le développement d'un habitat durable				☺		☺
	Promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère, et la qualification des entrées de ville		☺		☺		
	Améliorer et diversifier les déplacements en assurant le lien urbanisme-transports					☹	☺
	Permettre et inciter à l'amélioration des performances énergétiques des constructions			☺	☺		
	Développer les communications numériques						☺

Préserver et valoriser l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay	Des équilibres entre ville et nature à préserver			☺	☺		
	Protéger les espaces affectés aux activités agricoles et forestières			☺	☺		
	Valoriser les paysages en protégeant les sites très exposés (croupes-lignes de crêtes) et en posant des limites à l'urbanisation diffuse				☺		
	Préserver les ensembles urbains traditionnels et les éléments de patrimoine remarquable				☺		
	Assurer la prévention des risques naturels et technologiques, des pollutions et de nuisances de toute nature		☺				
	Protéger la ressource en eau					☺	

Niveau d'incidences notables prévisibles	
Incidences positives	☺
Incidences neutres	😐
Incidences négatives	☹

2- Synthèse des incidences notables prévisibles du zonage et du règlement

On trouvera ci-après, un tableau de synthèse des incidences notables du règlement et du zonage du PLU sur l'environnement.

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		
Thématiques environnementales	**Incidences du PLU**	**Mesures ERC envisagées**
Consommation des sols	☺ Densification de l'enveloppe urbaine, encadrée à 68% par des OAP ☺ Etalement urbain fortement maîtrisé : Limitation du développement urbain diffus ☺ Maintien des équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés ☺ Le PLU prend en compte les principes d'aménagement et de protection en zone de montagne définis à l'article L.145-3 à L.145-7 du code de l'urbanisme ☹ Les extensions mesurées des constructions existantes sont autorisées en zones naturelles et agricoles (A).	La consommation des sols est réduite grâce à la densification Principes d'aménagement des OAP Prise en compte du PPRi Dispositions relatives à la trame verte et bleue
Biodiversité	☺ Les secteurs à enjeux de la TVB (connexion entre le Montmiandon et les vallées de la Deume & de la Cance) sont préservés ☺ Maintien des réservoirs de biodiversité et des continuités écologiques : préservation des réservoirs (zonages N et Nz pour la ZNIEFF et A) et corridors ☺ La pérennité des zones humides est garantie par leur intégration dans la TB communale ☺ Protection du poumon vert urbain ☺ Préservation des unités pastorales à l'Ouest de la commune ☺ Lutte contre le mitage des espaces agricoles ☹ Les sites ouverts à l'urbanisation (AU), sont susceptibles d'impacter la biodiversité et les continuités écologiques ☹ Les extensions mesurées des constructions existantes sont autorisées en zones naturelles et agricoles (A).	Principes d'aménagement des OAP Dispositions relatives à la trame verte et bleue Eviter strictement les espèces à pollens allergisants (cyprès, bouleau) ainsi que les espèces exotiques envahissantes (liste des espèces végétales locales en annexe du règlement).

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		
Thématiques environnementales	**Incidences du PLU**	**Mesures ERC envisagées**
Risques naturels et technologiques	☺ Bonne prise en compte des zonages et prescriptions du PPR Inondation ☺ Les sites repérés par le BRGM et affectés par des chutes de blocs ou des glissements de terrain sont classés en zones A ou N (à l'exception de ceux en centre-ville) ☹ Augmentation des surfaces imperméabilisées et risque du ruissellement ☺ Augmentation des coupures agricoles limitant le risque d'extensions des incendies ☺ Élargissement des voies favorisant l'intervention des secours ☺ Dispositions pour une gestion alternative des eaux pluviales dans l'ensemble des secteurs à urbaniser (OAP de densification) ☺ Maintien d'une vocation industrielle dans le PLU (zone UI) pour les sites pollués connus BASOL (Iveco et Tanneries)	Réduction du risque inondation par des dispositions du règlement : emprise au sol des constructions limitée, préconisation revêtements perméables, ouvrages techniques de gestion des eaux pluviales,… Réduction des impacts liés à l'imperméabilisation des sols par : la réalisation de bassins de rétention, une rétention à la parcelle imposée dans le règlement des zones, une emprise au sol des constructions limitée en zone UC

Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU

Thématiques environnementales	Incidences du PLU	Mesures ERC envisagées
Ressources en eau	☹ Augmentation du volume des eaux usées à traiter ☹ Augmentation des consommations des ressources en eau ☺ La STEP intercommunale est suffisamment capacitaire ☺ Les zones d'urbanisation future feront l'objet de travaux d'extension modérés du réseau d'eau potable pour les secteurs qui en seront dépourvus ☺ Réduction des déversements vers le milieu naturel ☺ Réduction des rejets directs et des infiltrations des eaux usées dans le milieu naturel ☹ Imperméabilisation des sols limitant l'infiltration des eaux de pluie engendrant un risque de saturation du réseau pluvial	Projet de construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable pour répondre aux évolutions réglementaires sur les normes d'eau potable Préconisations en matière de réalisation d'aménagements et de dispositifs appropriés au bon écoulement des eaux pluviales L'adoption du schéma général d'assainissement, dont le zonage qui sera annexé au PLU, participera fortement à la réduction des impacts sur la ressource en eau Le périmètre de protection du barrage du Ternay est en cours de révision
Qualité de l'air et ressources énergétique	☺ Densification des bâtiments (efficacité énergétique des bâtiments et des transports) ☺ Cheminements doux ☹ Augmentation des besoins en énergie pour les bâtiments et les transports ☺ La préservation de la trame verte urbaine limite le rayonnement solaire et lutte contre les îlots de chaleur urbains	La réglementation thermique en vigueur sera respectée Développement des modes doux Maîtrise de l'énergie grâce aux formes urbaines compactes proposées dans les OAP de densification
Ambiance sonore	☺ Développement des déplacements doux ☹ Augmentation des déplacements motorisés liée à la croissance démographique ☺ Afin de limiter l'exposition de nouvelles populations, la grande majorité des secteurs de densification résidentielle (OAP) sont situés en dehors des périmètres de bruit routier	Incitation au recours des transports collectifs et développement des transports doux Annexion au PLU des périmètres affectés par le bruit de part et d'autre des routes départementales recensées et classées par arrêté préfectoral
Incidences notables prévisibles et mesures envisagées dans le PLU		

Thématiques environnementales	Incidences du PLU	Mesures ERC envisagées
Paysages et patrimoine	☺ Préservation des typologies paysagères existantes ☺ Conservation du caractère traditionnel des constructions ☺ Maintien des paysages naturel et agricole ☺ Protection des éléments de paysage par l'AVAP : Les éléments du patrimoine et paysager à protéger sont identifiés graphiquement sur le plan de zonage ☺ La ripisylve est préservée par les prescriptions relatives à la trame verte et bleue (marge de reculs de part et d'autres des cours d'eau) ☹ Impacts paysagers liés au développement de nouvelles zones d'urbanisation	Des dispositions du règlement limitent les impacts : emprise au sol des constructions limitée, plantations, hauteurs des constructions Règlement des zones adapté à l'urbanisation et à l'architecture urbaine des différents quartiers Les principes d'aménagement des OAP (sectorielles et TVB) limitent les incidences paysagères
Gestion des déchets	☹ Production de déchets supplémentaires ☺ Prise en compte de la gestion et de collecte des déchets urbains	

Niveau d'incidences notables prévisibles	
Incidences positives	☺
Incidences neutres	😐
Incidences négatives	☹

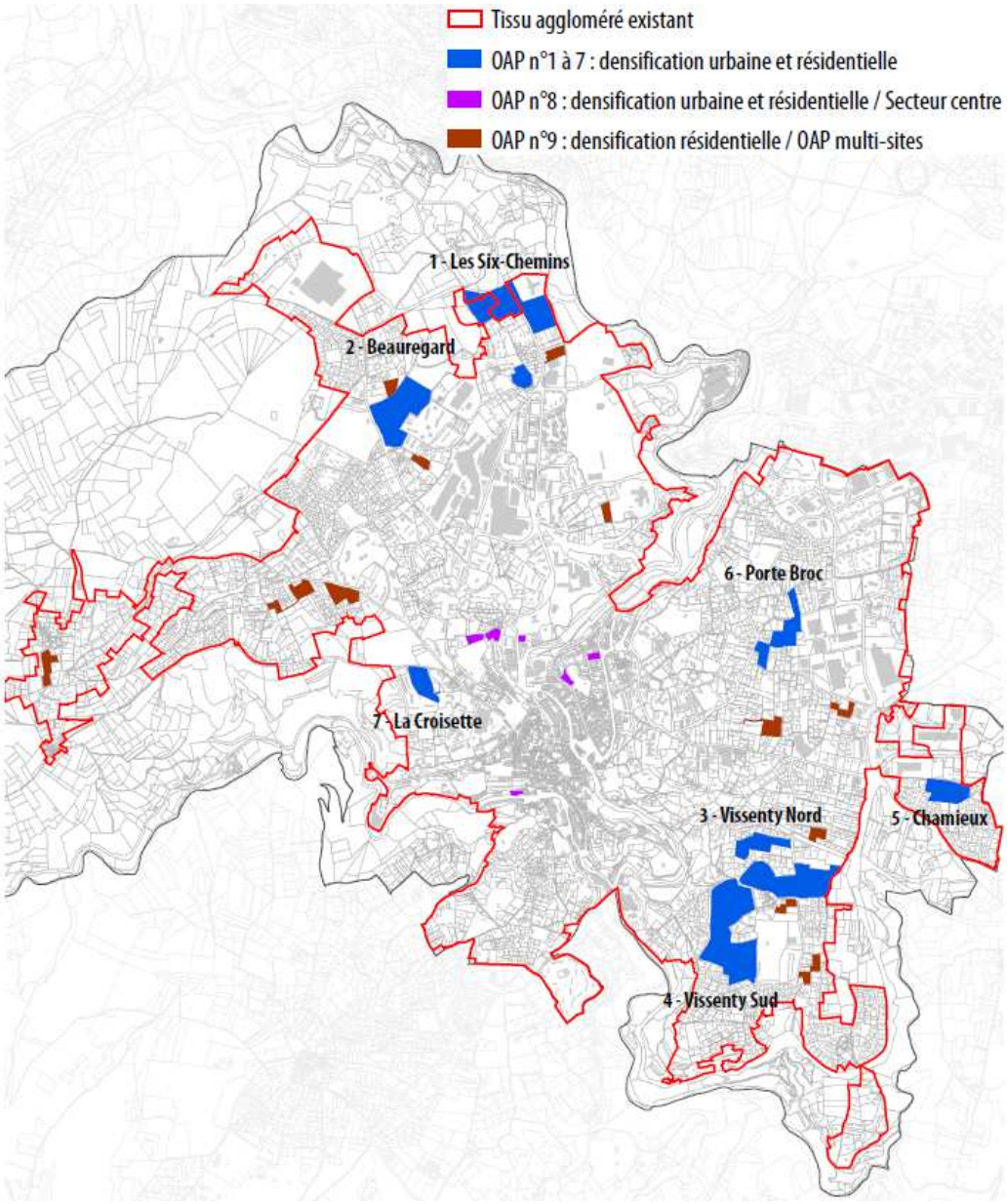
3- Synthèse des incidences des sites à urbaniser et des orientations d'aménagement et de programmation

Tous les secteurs de projet et zones AU s'inscrivent dans une OAP.

Le projet de PLU d'Annonay comprend 9 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dont 8 sectorielles et 1 thématique :

- OAP 1 : Les Six Chemins
- OAP 2 : Beauregard
- OAP 3 : Vissenty Nord
- OAP 4 : Vissenty Sud
- OAP 5 : Chamieux
- OAP 6 : Porte-Broc
- OAP 7 : La Croisette
- OAP 8 : Tènements insérés dans le tissu urbain
- OAP 9 : Densification résidentielle/OAP multi-sites
- OAP 10 (thématique) : Trame verte et Bleue

La carte page suivante localise les secteurs soumis à une OAP sur le territoire communal.



Pour chaque secteur, un tableau synthétise les impacts prévisibles du PLU, les mesures préconisées et les incidences résiduelles (après mise en œuvre des mesures ERC).

Chaque tableau se réfère à la légende ci-dessous.

	Impact positif à l'échelle du territoire et ou localisé
	Pas d'impact, impact compensé ou non caractérisable
	Impact négatif faible global et/ou localisé
	Impact négatif moyen pour le territoire ou fort localisé
	Impact négatif fort sur l'ensemble du territoire
NC	Non concerné

3-1- OAP 1 : Les Six Chemins

OAP : 1. LES SIX CHEMINS					
Principes d'aménagement	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Objectifs</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. <u>Paysage</u> : mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : les murets, boisements, etc. <u>Maillage viaire</u> : compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats naturels (prairies) susceptibles d'impacter certaines espèces (entomofaune, avifaune). Fragmentation d'un réservoir de milieux ouverts de la TVB Impact potentiel sur les continuités écologiques en lien avec la Deûme (à 150 m de l'OAP)	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement La présence de la Deûme, à environ 150 m de la limite urbaine, sera prise en compte sur le plan des continuités écologiques.	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Préservation des alignements d'arbres remarquables existants (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) - Côté Deûme, une lisière végétale sera constituée et sera doublée d'une clôture à larges mailles afin d'assurer la perméabilité pour certaines espèces	Au regard des mesures inscrites dans les principes d'aménagement de l'OAP, l'incidence résiduelle sur cette OAP sera faible.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la			

desserte des 4 sous-secteurs et création de cheminement d'accès aux espaces naturels environnants <u>Equipements publics</u> : non prévu		consommation d'environ 3 ha d'espaces agricoles et naturelles : terres labourées et vergers			
	Paysages	Secteur partiellement couvert par le périmètre de protection du Domaine de marc Seguin, inscrit au titre des monuments historiques L'OAP s'inscrit dans le paysage de la ceinture verte	Création d'espace vert partagé, renforcement de la trame végétale arborée Large bande paysagère sera préservée le long de l'avenue Ferdinand Janvier Conservation de certains murets	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Formes bâties en harmonie avec le tissu urbain environnant. - Confortement des trames végétales arborées à grand développement (bosquets) - Création d'une continuité paysagère avec la vallée de la Deûme.	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 54m³ d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 260 EH supplémentaires	Création de noue pour la gestion des eaux de ruissellement sur voirie Revêtement semi-poreux pour la placette et les	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Limitation des surfaces imperméabilisées au strict nécessaire - Rétention à l'échelle de l'opération ou de la parcelle - Réalisation de dispositifs de stockage permettant une réutilisation de l'eau pour l'arrosage des espaces verts	Faible

		pour l'assainissement	espaces de stationnement Secteur d'assainissement collectif et d'assainissement collectif futur		
	Déchets	Production d'environ 83 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 598 tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (260 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de	Développement des modes de doux de déplacement	Mesure relative au classement des voies bruyantes : Secteurs affectés par le bruit seront soumis aux prescriptions techniques acoustiques à prendre en compte pour la construction de logements.	Faible

		polluants atmosphériques RD206 (avenue Ferdinand Janvier) classée en voies bruyantes Catégorie 3 (100m de part et d'autre de la voie affectée par le bruit)			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1820 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3 ha d'espaces agricoles : terres labourées et vergers	En continuité du bâti existant		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau de transports urbains		

3-2- OAP 2 : Beauregard

OAP : 2 . BEAUREGARD					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Objectifs</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Conforter le quartier en poursuivant les formes d'habitats ; mettre en relations les tissus bâtis juxtaposés ; favoriser l'ouverture de la cité de Lapras <u>Paysage :</u> mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : la vue dégagée, les murets de clôture en pierre, le	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées modérées au vu du caractère très anthropisé des milieux naturels présents, enclavés dans la tâche urbaine.	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement (vieux cèdres remarquables notamment)	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Préservation des boisements de vieux cèdres et autres alignements d'arbres (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) - Le mur de clôture en pierre en bordure du chemin communal sera conservé	Au regard des mesures inscrites dans les principes d'aménagement de l'OAP, l'incidence résiduelle sur cette OAP sera nulle.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3,6 ha d'espaces agricoles :			

chemin rural de Mirecouly à Lapras <u>Maillage viaire</u> : compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 2 sous-secteurs et création de liaison douce entre les sous-secteurs et chemin de Mirecouly à Lapras sera conservé <u>Equipements publics</u> : non prévu		surfaces en herbe à caractère agricole (prairie et pâture équine) et friches			
	Paysages	Proximité du Domaine de Mirecouly et de la ceinture verte en arrière-plan Incidence sur la qualité paysagère rurale du chemin dit « de Mirecouly à Lapras »	Prise en compte du relief Création d'espace vert partagé, et articulation avec la cité Lapras, confortement des trames végétales Conservation de certains murets, le long du chemin dit « de Mirecouly à Lapras » notamment Création de liaison douce, ilots verts	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Prendre en compte la qualité paysagère et urbaine de la façade sur l'Allée de Beauregard - Confortement des trames végétales arborées à grand développement (bosquets)	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 32 m^3 d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 156 EH supplémentaires pour l'assainissement	Création de noue pour la gestion des eaux de ruissellement sur voirie Revêtement semi-poreux pour la placette et les espaces de stationnement	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Limitation des surfaces imperméabilisées au strict nécessaire - Bassin de rétention des eaux pluviales	

			Secteur d'assainissement collectif et d'assainissement collectif futur		
	Déchets	Production d'environ 50 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Le bâtiment industriel vacant n'est pas répertorié dans les bases de données BASOL et BASIAS (sites et sols pollués, anciens sites industriels anciennement pollués).		
	Energie	Consommation d'environ 358tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (156 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de	Développement des modes de doux de déplacement		

		polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1000 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 6.7 ha dont 3.6 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes) et friches	En continuité du bâti existant		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau de transports urbains		

3-3- OAP 3 : Vissenty Nord

OAP : 3. VISSENTY NORD					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
Objectifs : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Renforcer et structurer le quartier en lien avec l'école et le complexe sportif	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats, notamment agricoles, est susceptible d'impacter certaines espèces. Capacité d'accueil de la biodiversité jugée faible (milieux agricoles et jardins domestiques pauvres en biodiversité)	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement Hors de l'emprise des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la TVB	Mesures inscrites dans l'OAP : - Préservation des alignements d'arbres (en application de l'article 151-23 du code de l'urbanisme) - Création d'une armature végétale structurante. - Le mur de clôture en pierre en bordure de la rue Victor Hugo sera conservé	Au regard des mesures inscrites dans les principes d'aménagement de l'OAP, l'incidence résiduelle sur cette OAP sera nulle.

Permettre le développement des équipements et services de proximité <u>Paysage :</u> mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : jardins potagers, les murets, boisements, etc. <u>Maillage viaire :</u> compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 3 sous-secteurs et création de liaison douce entre les secteurs	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes) et terres labourées (cultures annuelles)			
	Paysages	Impact potentiel sur le patrimoine bâti rural de Vissenty et sur la qualité paysagère du chemin du Pantu à l'interface entre espace urbain et espace rural	Conservation de certains murets et de la qualité du paysage du chemin du Pantu Création d'espace vert partagé, de jardins potagers, renforcement de la végétation par des haies séparatives et des alignements le long des voies Création de liaison douce, ilots verts	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Veiller à la qualité urbaine et paysagère des façades du secteur c sur la rue Victor Hugo et sur le chemin du Pantu (frange urbaine)	

Equipements publics : non prévu	Eau et assainissement	Consommation d'environ 43 m^3 d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 208 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur d'assainissement collectif		
	Déchets	Production d'environ 67 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 478tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (208 habitants environ) génératrice de			

		nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1456 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3,7 ha dont 3ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes) et terres labourées (cultures annuelles)	Secteur dans l'enveloppe urbaine existante		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau des transports urbains		

3-4- OAP 4 : Vissenty Sud

OAP : 4. VISSENTY SUD					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
Objectifs : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Renforcer et structurer le quartier en lien avec l'école et le complexe sportif Permettre le développement des	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats, notamment agricoles et humides, est susceptible d'impacter certaines espèces. Présence d'une zone humide inventoriée (réservoir de biodiversité TVB), et d'une seconde zone humide délimitée sur site selon les critères de l'arrêté du 24 juin 2008 Présence de prairies de fort intérêt écologique	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation de boisement	Recommandation pour limiter l'impact sur les zones humides : • Réduire la zone AU afin d'éviter le secteur prairial abritant deux zones humides • Ne pas urbaniser le secteur identifié comme « espace de fonctionnalité rapproché des zone humides » Mesure prise dans le projet de PLU : • Réduction de la zone AU initiale et inscription en N du secteur des zones humides	Dans le cadre de l'OAP, la zone humide et la zone tampon périphérique de dix mètres ont été prises en compte. Le projet d'urbanisation n'impactera que de manière peu significative la zone de fonctionnalité correspondante.

équipements et services de proximité <u>Paysage :</u> mettre en atout et préserver les atouts paysagers que sont : ancien corps de ferme, murets, boisements, promontoire, etc. <u>Maillage viaire :</u> compléter le réseau viaire par de nouvelles voies de desserte des 2 sous-secteurs et création de liaison douce à		abritant une grande diversité entomologique Présence d'arbres remarquables (peupliers noirs et saule pleureur)		Mesures inscrites dans l'OAP : • Préserver les grands arbres remarquables identifiés • La végétalisation du secteur sera renforcée • Préservation des zones humides : les principes d'aménagement de l'OAP intègrent un périmètre plus large correspondant à des zones tampon de 10 m pour leur protection. • Inscription de la majeure partie du secteur prairial en tant qu'espaces verts à préserver	
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 3.4 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes)			

partir du chemin Nord-sud <u>Equipements publics</u> : non prévu	Paysages	Impact potentiel sur le patrimoine bâti rural de Vissenty	Création d'espace vert partagé, renforcement de la végétation par des haies séparatives et le long des voies Conservation de certains murets, du promontoire, des grands arbres, de la mare, des corps de ferme Création d'alignement végétal structurant Est Ouest et le long du complexe sportif Création de liaison douce, ilots verts Flanc ouest du promontoire est préservé	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> : - Formes bâties en harmonie avec le tissu urbain environnant - Mise en valeur de points de vue sur le grand paysage et sur la ferme - Les espaces verts, les grands arbres et la mare seront préservés - Les abords du corps de ferme de Vissenty seront pris en compte : préservation des éléments végétaux et du portail, ouverture visuelle à maintenir sur la ferme depuis le chemin qui longe le complexe sportif	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 31 m^3 d'eau	Secteur d'assainissement collectif		

		supplémentaires par jour -Besoin d'environ150 EH supplémentaires pour l'assainissement			
	Déchets	Production d'environ 48.3 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 345 tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (150 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 1050 tonnes de			

		granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 8.3 ha dont 3.4 ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole (cultures permanentes)	Secteur dans l'enveloppe urbaine existante		
	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau des transports urbains		

3-5- OAP 5 : Chamieux

OAP : 5. CHAMIEUX					
Principaux aménagements	**Synthèse des incidences par thématique**	**Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)**	**Détails des incidences positives**	**Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)**	**Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)**
<u>Composition urbaine</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations.	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	La destruction de certains habitats, notamment agricoles, est susceptible d'impacter certaines espèces.	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies, préservation des murets et de la construction en pierre ainsi que des petits boisements.	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> - Végétalisation renforcée le long du chemin de Chamieux et de l'axe à créer au cœur de l'opération et en limites séparatives des parcelles privatives (ou des groupes de logements), en privilégiant la création de haies avec des espèces locales et diversifiées, et en évitant les espèces à pollens allergisants tels que cyprès, bouleau.	Au regard des principes d'aménagement inscrits dans l'OAP, l'incidence résiduelle est faible.
<u>Paysage :</u> Aménagement d'un	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 1,7ha d'espaces agricoles : surface en herbe à			

espace vert structurant Préserver et valoriser les atouts paysagers : murets, boisements, construction en pierre. Insertion paysagère par des alignements végétaux ou des haies denses en limite des opérations <u>Maillage viaire :</u> Création d'une antenne afin de relier le quartier résidentiel au sud avec les sorties localisées au nord (chemin de Chamieux).		caractère agricole et vergers			
	Paysages	L'OAP est perceptible car située en point haut Incidence potentielle sur la qualité paysagère du chemin de chamieux à l'interface entre espace urbain et espace rural	Opération moins dense sur la partie la plus haute et la plus perceptible au nord Création d'une espace vert structurant (2000 m^2) au cœur du site Renforcement de la végétation par des haies séparatives et le long des voies	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> - Le long du chemin de Chamieux, le mur en pierre sera restauré et conservé, à l'exception des ouvertures nécessaires aux nouveaux accès. Celui-ci sera longé d'une bande végétalisée.	Au regard des principes d'aménagement inscrits dans l'OAP, l'incidence résiduelle est faible.
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 16m^3 d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 80 EH supplémentaires	Secteurs d'assainissement collectif		

Equipements publics : bancs, jeux,..		pour l'assainissement			
	Déchets	Production d'environ 25 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		
	Energie	Consommation d'environ 184 tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (80 habitants en moyenne environ selon la taille moyenne des ménages de l'Insee) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de			

		polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 560 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 1.7ha d'espaces agricoles : surface en herbe à caractère agricole et vergers			
	Cohérence développement/ transport en commun		Desservi par les transports en commun		

3-6- OAP 6 : Porte-Broc

OAP : 6. PORTE-BROC

Principaux aménagements	Synthèse des incidences par thématique	Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)	Détails des incidences positives	Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)	Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)
<u>Composition urbaine</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. Désenclaver l'intérieur des îlots,	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Incidences jugées modérées au vu du caractère très anthropisé des milieux naturels présents, enclavés dans la tâche urbaine.	Renforcement de la végétalisation avec notamment la création de haies denses et alignements de végétaux Hors de l'emprise des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la TVB	Néant	
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 1.5ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole			

<u>Paysage :</u> insertion paysagère par des alignements végétaux ou des haies denses en limite des opérations, jardins privatifs <u>Maillage viaire :</u> structurer le réseau viaire, réaménager en liaison douce le chemin de la Muette sur sa partie est-ouest <u>Equipements publics</u> : non prévu	Paysages		Renforcement de la végétation par des haies séparatives et des alignements le long des voies Jardins privatifs à l'arrière des logements		
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 16m^3 d'eau supplémentaires par jour -Besoin d'environ 78 EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteur d'assainissement collectif		
	Déchets	Production d'environ 25 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		

	Energie	Consommation d'environ 180tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (78 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 546 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 2.5 ha dont 1.5ha d'espaces agricoles : surfaces en herbe à caractère agricole	Secteur dans l'enveloppe urbaine existante		

	Cohérence développement/ transport en commun		Desserte par le réseau des transports urbains		

3-7- OAP 7 : La Croisette

OAP : 8. LA CROISETTE

Principaux aménagements	Synthèse des incidences par thématique	Détails des incidences négatives (avant mise en place des mesures ERC)	Détails des incidences positives	Mesures d'évitement (E)/ réduction (R)/compensation (C)	Incidence résiduelle (après mise en place des mesures ERC)
<u>Composition urbaine</u> : organiser la densification résidentielle des espaces disponibles dans le tissu bâti en assurant l'insertion urbaine paysagère et environnementale des opérations. <u>Paysage :</u> préserver et valoriser les atouts paysagers : murs de clôture, chemins	Biodiversité et fonctionnalités écologiques	Partie boisée à forte valeur patrimoniale avec présence de cèdres remarquables ; toutefois l'impact sera modéré dans la mesure où l'OAP prévoit de préserver les boisements	Préservation de boisement en partie haute et des sujets intéressants en partie basse	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u> - Préservation de la totalité du parc boisé en partie haute et des arbres remarquables en partie basse	Au regard des principes d'aménagement inscrits dans l'OAP, l'incidence résiduelle est nulle.
	Milieux agricoles	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 0.6ha d'espaces agricoles : surface en herbe à caractère agricole			
	Paysages	Incidence notable sur un parc à forte	Préservation du parc boisé et des	<u>Mesures inscrites dans l'OAP</u>	

<u>Maillage viaire :</u> Création d'une allée desservant la maison bourgeoise et débouchant dans la rue de la cité de Paras <u>Equipements publics</u> : non prévu		valeur patrimoniale Incidence de la surface de l'OAP sur l'échelle globale de cet ensemble paysager identitaire	sujets intéressants en partie basse Préservation et valorisation des murs de clôture	- Respect de l'identité paysagère du site	
	Eau et assainissement	Consommation d'environ 6m^3 d'eau supplémentaires par jour Besoin d'environ 31EH supplémentaires pour l'assainissement	Secteurs d'assainissement collectif et assainissement autonome		
	Déchets	Production d'environ10 tonnes de déchets supplémentaires par an			
	Prévention des risques		Secteur non concerné par les risques		

	Energie	Consommation d'environ 71tep/an supplémentaire	Principe bioclimatique des bâtiments		
	Qualité de l'air et bruit	La création d'habitat va amener une population (31 habitants environ) génératrice de nuisances sonores et d'émissions de polluants atmosphériques			
	Ressources minérales	Consommation d'environ tonnes de 217 tonnes de granulats supplémentaires			
	Consommation espace	L'OAP va engendrer la consommation d'environ 0.6ha d'espaces agricoles : surface en herbe à caractère agricole			

	Cohérence développement/ transport en commun		Desservi par les transports en commun		

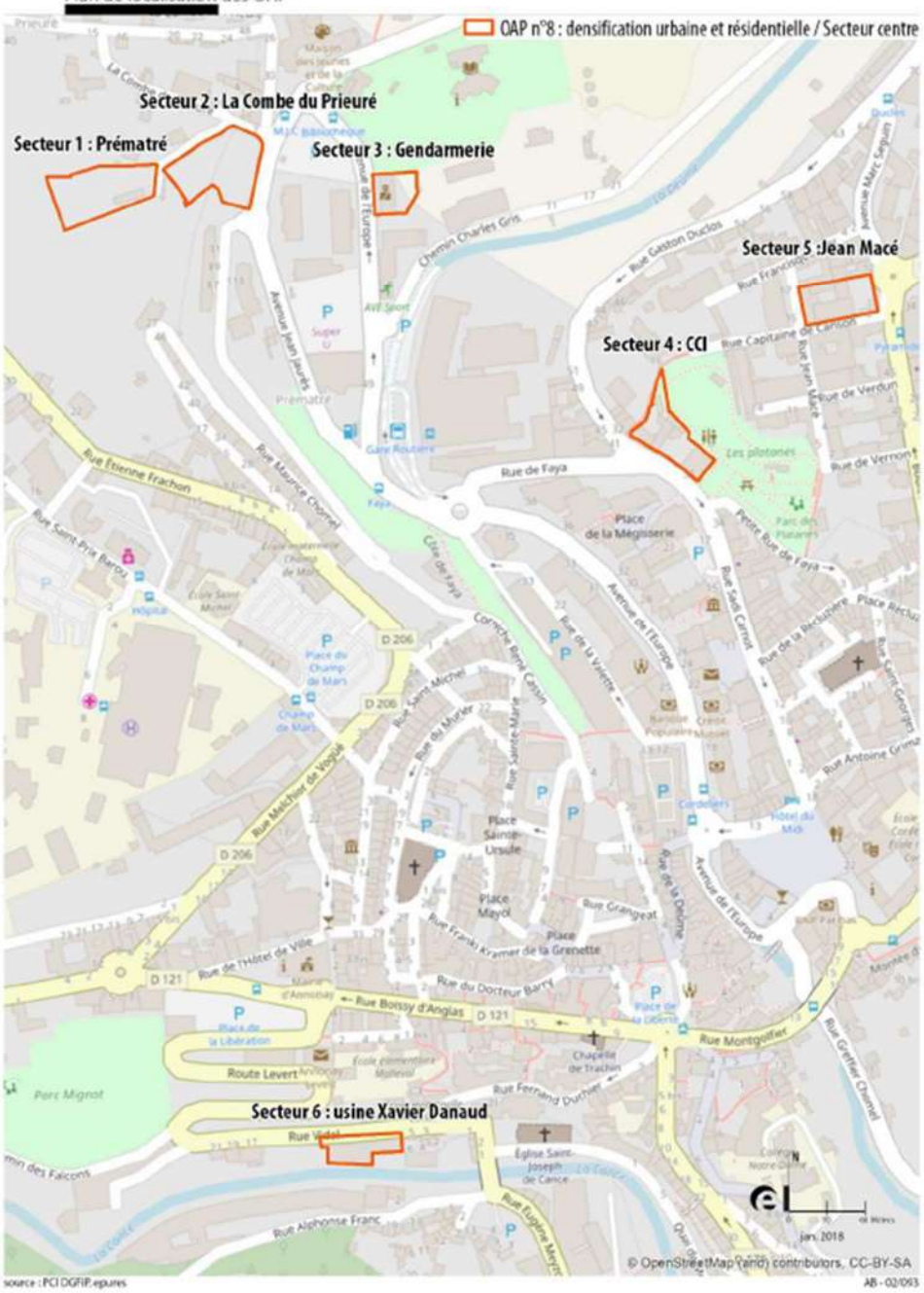
3-8- OAP 8 : Densification urbaine et résidentielle dans le centre-ville

Cette densification urbaine consiste à restructurer les constructions existantes suivant les principes de la construction bioclimatique et dans le respect des prescriptions de l'AVAP. Ces opérations ne sont pas de nature à avoir des incidences négatives pour l'environnement. Les principes d'aménagements retenus vont dans le sens d'une gestion maitrisée de la consommation énergétique et l'intégration paysagère et architecturale des bâtiments. Ces secteurs sont par ailleurs tous desservis par les transports en communs et raccordés au réseau d'assainissement des eaux usées et au réseau d'eau potable. Remarque : ces secteurs n'ont pas fait l'objet de visites de terrain, aucune donnée naturaliste n'a donc été relevée sur ces parcelles. Néanmoins il apparait que les secteurs concernés sont très largement anthropisés et correspondent à des milieux peu propices à accueillir des enjeux de biodiversité. **Les incidences négatives potentielles sur la biodiversité sont jugées a priori faibles à négligeables**.

La carte ci-après localise les sites concernés par cette OAP.

Commune d'Annonay

Plan de localisation des OAP



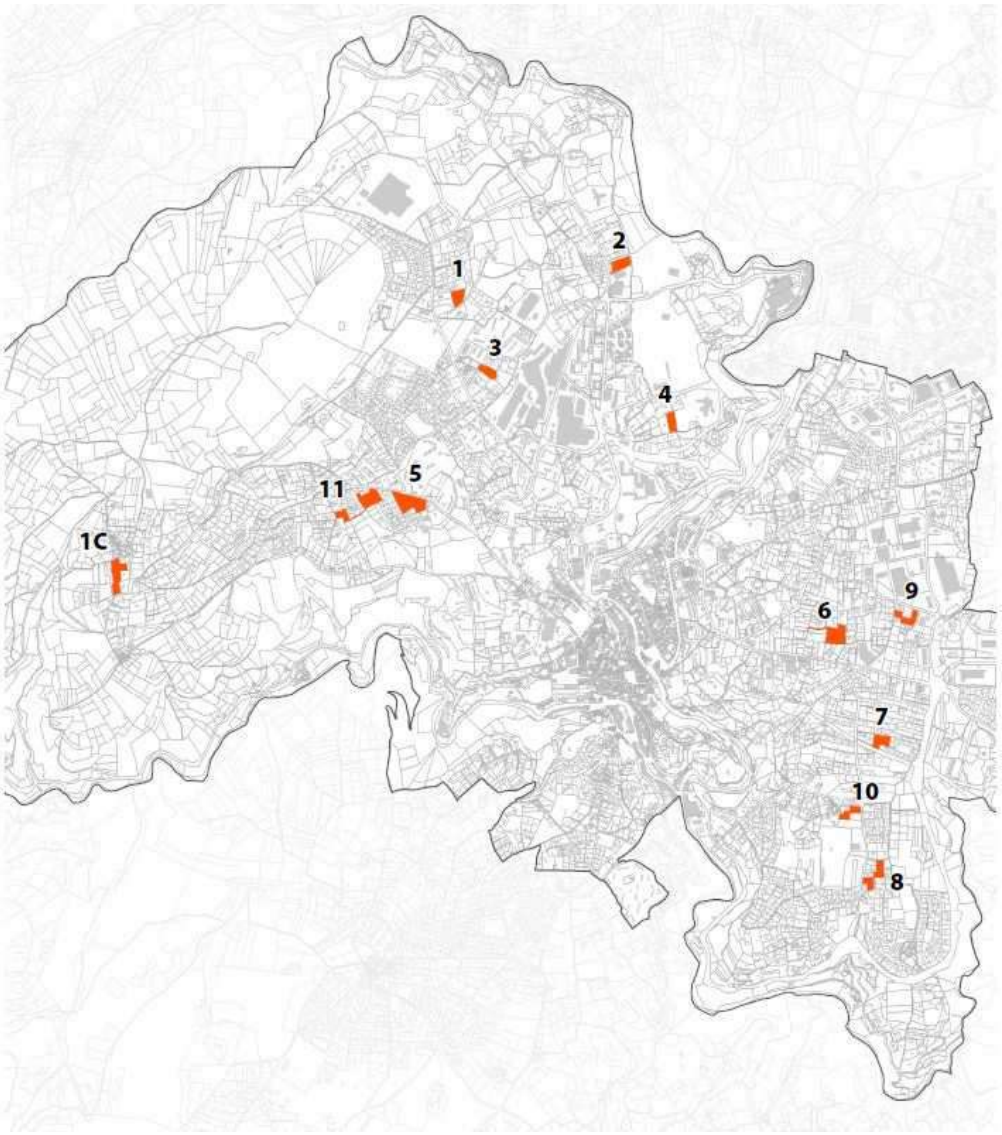
source : PCI DGFIP.epures

AB - 02/093

3-9- OAP 9 : Densification résidentielle de tènements insérés dans le tissu urbain

Le projet de PLU d'Annonay comprend une OAP multi-sites regroupant 14 tènements non bâtis de grande superficie éparpillés sur le territoire communal.

La carte ci-après localise les secteurs soumis à l'OAP sur le territoire communal.



Tous les tènements ont fait l'objet de visites de terrain par un expert naturaliste dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de PLU.

Sur ces 14 tènements, les incidences négatives potentielles sont jugées faibles à modérées et concernent majoritairement la consommation des milieux agricoles et le paysage.

Après application des mesures d'Evitement/Réduction/Compensation (ERC) inscrites dans l'OAP (préservation des arbres existants, des arbres remarquables, des haies, prise en compte des perceptions,…) **les incidences résiduelles sont jugées faibles à nulles** pour ces secteurs.

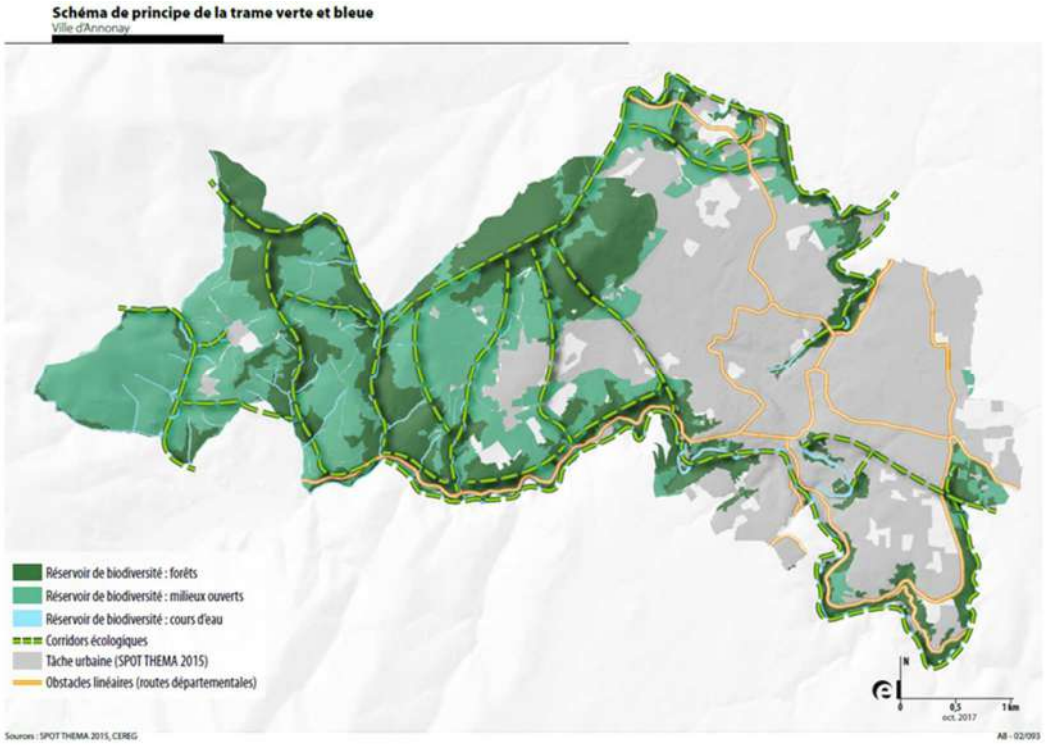
3-10- OAP 10 : OAP Trame Verte et Bleue (TVB)

Les secteurs appartenant à la trame verte et bleue sont concernés par les principes d'aménagement favorables au maintien des continuités écologiques du territoire communal :

- Prise en compte de la perméabilité du tissu urbain et des clôtures pour la petite faune
- Gestion des eaux pluviales et Prévention des inondations
- Limitation de l'imperméabilisation
- Préservation des zones humides et des cours d'eau
- Insertion éco paysagère des aménagements
- Limitation de pollutions lumineuses induites par les aménagements

En ce sens, cette OAP thématique s'inscrit en tant que mesures de réduction ou d'évitement des incidences potentielles du projet urbain communal (zonage et règlement).

La carte ci-après identifie les espaces intégrés dans la trame verte et bleue communale.



4- Synthèse des incidences du projet sur Natura 2000

D'une manière générale les enjeux écologiques (habitats et espèces d'intérêt communautaire) ayant justifié désignation de ces sites, listés dans le tableau précédent, sont situés à une distance suffisamment éloignée des projets d'urbanisation d'Annonay pour écarter tout risque d'incidence sur les sites et leurs enjeux de biodiversité.

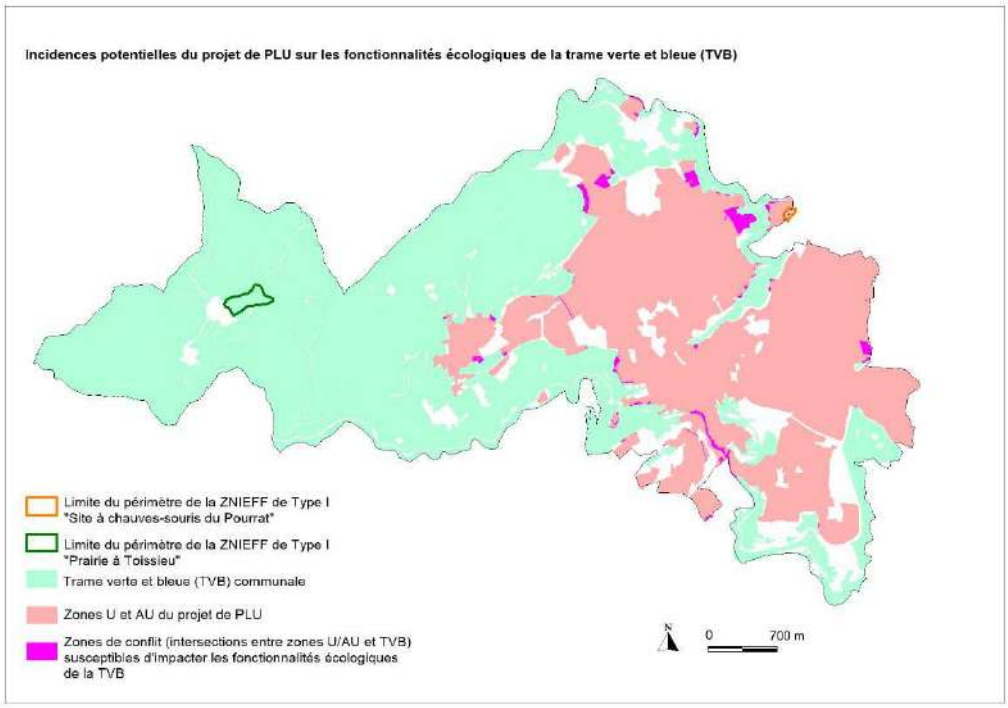
Au vu de la localisation des 3 sites Natura 2000 précités et de l'absence de lien fonctionnel avérée entre ces territoires, le PLU et sa mise en œuvre n'auront aucune incidence significative sur les sites Natura 2000.

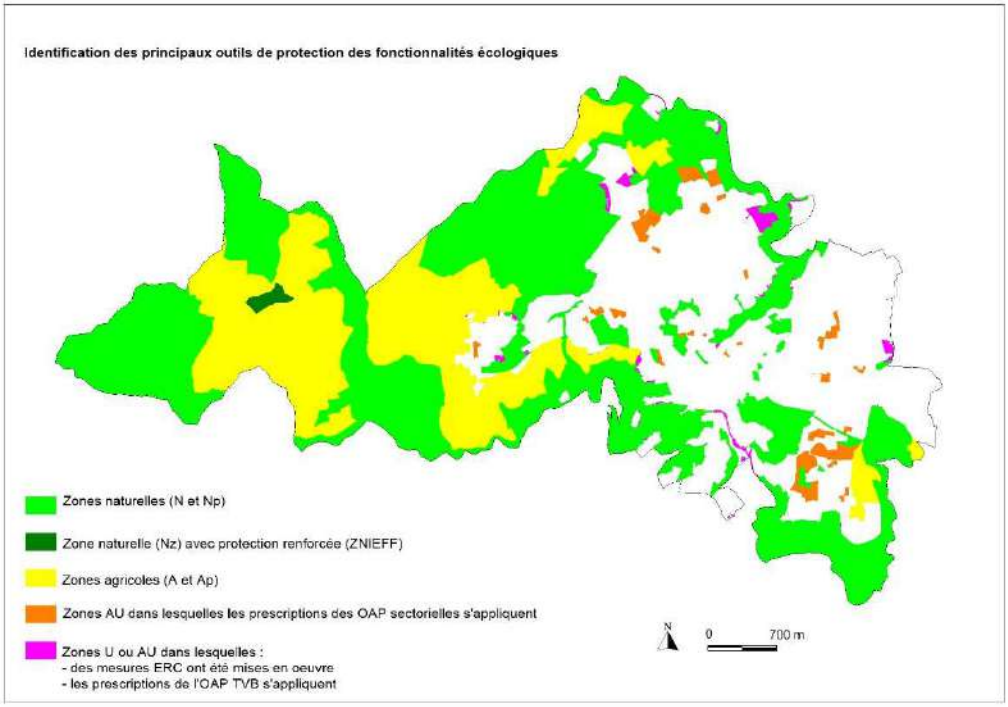
5- Synthèse de prise en compte des enjeux environnementaux

La gestion économe de l'espace est assurée dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable, en affichant clairement ces objectifs dans plusieurs orientations et par une volonté de mixité spatiale et fonctionnelle. Les équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés sont maintenus. L'ensemble des zones urbaines et à urbaniser se localise à plus de 90% dans le tissu aggloméré existant traduisant l'équilibre du projet du PLU et une utilisation économe des espaces agri-naturels. L'utilisation économe de l'espace s'affiche à travers la densification des tissus urbains encadrée à 68% par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Pour mettre fin à l'étalement de la ville, les hameaux de Boucieu et Chatinais situés à l'articulation entre l'espace rural et le tissu urbain sont figés dans leurs limites actuelles.

Le projet de PLU prend également en compte **les risques naturels**, en inscrivant dans le PADD des mesures en termes de limitation d'imperméabilisation des sols, de ressource en eau, et de contention de l'urbanisation afin de réduire l'exposition aux risques inondations, mouvement de terrain et incendies. Le zonage et le règlement respectent les prescriptions du Plan de Prévention des Risques Inondation de la Cance et de la Deûme et imposent de nombreuses règles en faveur de la limitation des risques mouvement de terrain (renvoi à l'article R-111-2 du code l'urbanisme) et inondations (classement en zone N plus large que l'emprise réglementée par le PPRi). Le risque d'extension des incendies est limité par l'augmentation des zones A (coupures agricoles) et l'élargissement des voies favorisant l'intervention des secours.

Les équilibres entre espaces naturels, agricoles et aménagés, permettant **la préservation de la biodiversité** sont respectés dans le zonage et répondent ainsi l'axe 3 du PADD : « Préserver et valoriser l'environnement et les richesses du territoire d'Annonay ». De plus, le projet prend bien en compte les zones identifiées dans la Trame Verte et Bleue (sites Natura 2000, ZNIEFF, zones humides) pour lesquelles les dispositions doivent être respectées dans chaque zone concernée. Le projet de PLU a mis en œuvre des outils permettant de protéger les fonctionnalités écologiques dans les secteurs U et AU susceptibles d'être impactés par le projet de PLU (cf. cartes ci-après).


Incidences potentielles du projet de PLU sur les fonctionnalités écologiques de la trame verte et bleue (TVB)
Limite du périmètre de la ZNIEFF de Type I "Site à chauves-souris du Pourrat"
Limite du périmètre de la ZNIEFF de Type I "Prairie à Toissieu"
Trame verte et bleue (TVB) communale
Zones U et AU du projet de PLU
Zones de conflit (intersections entre zones U/AU et TVB) susceptibles d'impacter les fonctionnalités écologiques de la TVB
N
0
700 m


Identification des principaux outils de protection des fonctionnalités écologiques
Zones naturelles (N et Np)
Zone naturelle (Nz) avec protection renforcée (ZNIEFF)
Zones agricoles (A et Ap)
Zones AU dans lesquelles les prescriptions des OAP sectorielles s'appliquent
Zones U ou AU dans lesquelles :
- des mesures ERC ont été mises en oeuvre
- les prescriptions de l'OAP TVB s'appliquent
N
0
700 m

Le patrimoine paysager et bâti est protégé et mis en valeur à la fois par le maintien des typologies paysagères existantes, du caractère traditionnel des constructions et du paysage identitaire d'Annonay (vallées de la Cance et de la Deûme, paysages naturels et agricoles, ceinture verte), objectifs affichés dans le PADD et déclinés dans le règlement graphique et écrit. Le règlement prévoit de nombreuses dispositions pour réduire les impacts sur le paysage des nouvelles constructions (dispositions générales, hauteurs des constructions, espaces libres végétalisés, emprises au sol limitées).

La protection de la ressource en eau est assurée qualitativement par la limitation des rejets polluants dans le milieu naturel. Le PADD prend en compte la qualité des systèmes d'assainissement et du réseau d'eau potable afin de prévenir les insuffisances et les risques de pollution. La capacité nominale de la station d'épuration est compatible avec le projet de développement de la commune.

Enfin**, la qualité du cadre de vie** passe notamment par une meilleure qualité de l'air, la sécurité, la limitation du bruit et le confort des habitations. De très nombreuses actions du PADD répondent à ces problématiques. Elles sont pour la plupart reprises dans le règlement, en développant les déplacements doux, en permettant globalement l'installation de dispositifs d'énergie renouvelable et la réhabilitation thermique des logements, ou encore en préservant les espaces naturels tout en permettant une gestion raisonnée de la forêt, nécessaire à l'approvisionnement en matière première biomasse.

6- Synthèse des indicateurs de suivi

Conformément à l'article R.123-2 du CU, le rapport de présentation « précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats » du plan notamment du point de vue de l'environnement et de la maîtrise de la consommation des espaces.
Les indicateurs proposés pourront être mis en œuvre lors de l'évaluation des résultats du PLU à échéance 3 et 6 ans. Pour la période de mise en œuvre (2018-2030), il a été établi un état zéro à la date d'avril 2018 qui servira de point de départ et de référence pour les analyses ultérieures.

Les indicateurs ci-après ont été sélectionnés avec les élus de sorte à retenir :

- les plus pertinents pour la commune
- les plus simples à renseigner/utiliser
- les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal

Les principales thématiques retenues sont :

- **La préservation des ressources naturelles** : qualité de l'eau, Gestion des eaux pluviales et des eaux usées, consommation d'eau
- **La qualité de l'air et émission de gaz à effet de serre**
- **La préservation de la qualité du cadre de vie** : risques, déchets
- **La protection de l'armature urbaine** : naturalité, artificialisation des sols, biodiversité et zones humides
- **La consommation de l'espace** : espaces agricoles, espaces urbanisés, espaces naturels, densification de l'habitat, regroupement des zones urbanisées.

epures
Agence d'urbanisme de la région stéphanoise
46 rue de la télématique
CS 40801 – 42952 Saint-Etienne CEDEX 1
tél : 04 77 92 84 00 fax : 04 77 92 84 09
mail : epures@epures.com – Web : www.epures.com